SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME LXXV **1928** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIERES

Pages

N° 1749. — Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, etc. :

Dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, adoptées à la Conférence tenue à La Haye, le 10 septembre 1927... 7

N° 1750. — Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, etc. :

Dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne, adoptées à la Conférence tenue à La Haye, le 10 septembre 1927... 39

N° 1751. — Belgique et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange des renseignements concernant les aliénés. La Haye, le 16 avril 1928... 61

N° 1752. — Allemagne et Lettonie :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports entre les deux pays. Riga, le 2 juin 1928... 69

N° 1753. — Tchécoslovaquie et Turquie :

Convention d'établissement, avec protocole de signature et extraits de procès-verbaux y relatifs. Signés à Angora, le 31 mai 1927 79

N° 1754. — Brésil et France :

Compromis pour soumettre à l'arbitrage le différend relatif au paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens contractés en France. Signé à Rio-de-Janeiro, le 27 août 1927 91

N° 1755. — Autriche et France :

Convention relative à la protection et à l'assistance judiciaires. Signée à Paris, le 4 mars 1925 97

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME LXXV **1928** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS.

Pages

No. 1749. — Germany, United States of America, Austria, Belgium, etc. :

Provisions for the Conveyance of Mails by Air, adopted at the Conference held at The Hague, September 10, 1927 ... 7

No. 1750. — Germany, United States of America, Austria, Belgium, etc. :

Provisions concerning the Transmission of Air Parcels, adopted at the Conference held at The Hague, September 10, 1927 ... 39

No. 1751. — Belgium and the Netherlands :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Exchange of Information with regard to Persons of Unsound Mind. The Hague, April 16, 1928... 61

No. 1752. — Germany and Latvia :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas between the two Countries. Riga, June 2, 1928... 69

No. 1753. — Czechoslovakia and Turkey :

Convention regarding Conditions of Residence and Business, with Protocol of Signature and Extracts of Minutes relating thereto. Signed at Angora, May 31, 1927 ... 79

No. 1754. — Brazil and France :

Special Agreement submitting to Arbitration the Dispute relating to the Payment, in gold, of the Brazilian Federal Loans contracted in France. Signed at Rio-de-Janeiro, August 27, 1927 ... 91

No. 1755. — Austria and France :

Convention regarding Legal Protection and Assistance. Signed at Paris, March 4, 1925 ... 97

Pages

N° 1756. — Allemagne et France :

Traité portant délimitation de la frontière, avec annexes, protocole et échange de notes. Paris, le 14 août 1925 103

N° 1757. — Danemark et Islande :

Arrangement relatif à l'allègement des impôts d'Etat sur le revenu et la fortune en cas de double imposition. Signé à Copenhague, le 11 août 1927... 345

N° 1758. — Allemagne et Tchécoslovaquie :

Traité relatif à la construction et à l'exploitation d'une ligne de chemin de fer traversant le Schweinitztal, et protocole final. Signés à Prague, le 25 mars 1927 353

N° 1759. — Allemagne et Belgique :

Arrangement relatif à la transmission des livres fonciers. Signé à Aix-la-Chapelle, le 9 juillet 1927 367

N° 1760. — Allemagne et Portugal :

Déclaration relative à l'application réciproque des dispositions de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile. Signée à Lisbonne, le 21 juillet 1927 . 375

Pages

No. 1756. — Germany and France :

Treaty regarding the Delimitation of the Frontier, with Annexes, Protocol and Exchange of Notes. Paris, August 14, 1925 103

No. 1757. — Denmark and Iceland :

Arrangement concerning Relief from Government Taxes on Income and Capital in cases of Double Taxation. Signed at Copenhagen, August 11, 1927... 345

No. 1758. — Germany and Czechoslovakia :

Treaty concerning the Construction and Working of a Railway Line through the Schweinitztal and Final Protocol. Signed at Prague, March 25, 1927... 353

No. 1759. — Germany and Belgium :

Agreement regarding the Transfer of Land Registers. Signed at Aix-la-Chapelle, July 9, 1927 367

No. 1760. — Germany and Portugal :

Declaration regarding the reciprocal Application of the Provisions of the Convention of The Hague, July 17, 1905, relating to Civil Procedure. Signed at Lisbon, July 21, 1927 375

N° 1749.

ALLEMAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AUTRICHE, BELGIQUE, etc.

Dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, adoptées à la Conférence tenue à La Haye, le 10 septembre 1927.

GERMANY, UNITED STATES OF AMERICA AUSTRIA, BELGIUM, etc.

Provisions for the Conveyance of Mails by Air, adopted at the Conference held at The Hague, September 10, 1927.

N° 1749. — DISPOSITIONS [1] CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, ADOPTÉES A LA CONFÉRENCE TENUE A LA HAYE, LE 10 SEPTEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ces dispositions a eu lieu le 16 juin 1928.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier.

OBJETS DE CORRESPONDANCE ADMIS AU TRANSPORT AÉRIEN.

1. Sont admis au transport aérien, sur tout ou partie du parcours, tous les objets désignés à l'article 33 de la Convention [2] postale universelle, savoir : les lettres, cartes postales simples (ou avec réponse payée), papiers d'affaires, échantillons de marchandises, imprimés de toute nature y compris les imprimés en relief à l'usage des aveugles, ainsi que les mandats de poste.

2. Les objets mentionnés à l'article 33 de la convention peuvent être soumis à la formalité de la recommandation.

3. Les envois avec valeur déclarée — lettres et boîtes — peuvent être également admis au transport aérien dans les relations entre pays qui auront convenu d'échanger des objets de l'espèce par la voie de l'air.

Article 2.

LIBERTÉ DE TRANSIT.

La liberté de transit prévue à l'article 25, paragraphe 1, de la Convention postale universelle est garantie aux correspondances-avion dans le territoire entier de l'Union sans égard au fait que les administrations intermédiaires prennent ou ne prennent pas part au réacheminement des correspondances.

---

[1] Ces dispositions ont été mises en vigueur dans les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Colonie du Congo belge, Danemark, Ville Libre de Dantzig, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Lettonie, Maroc, Pays-Bas, Perse, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union des Républiques soviétistes socialistes.

[2] Vol. XL, page 19 ; vol. L, page 166 ; et vol. LXXII, page 455, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1749. — PROVISIONS[2] FOR THE CONVEYANCE OF MAILS BY AIR. ADOPTED AT THE CONFERENCE HELD AT THE HAGUE, SEPTEMBER 10, 1927.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of these Regulations took place June 16, 1928.

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS

Article 1.

CLASSES OF CORRESPONDENCE ACCEPTED FOR CONVEYANCE BY AIR MAIL.

1. All the classes of correspondence indicated in Article 33 of the Postal Union Convention [3] may be transmitted throughout by Air Mail or for part of the distance only, viz., letters, post-cards (both single and reply-paid), commercial papers, samples of merchandise, printed papers of every kind including articles printed in relief for the use of the blind, and postal money orders.

2. The articles mentioned in Article 33 of the Convention may be registered.

3. Insured articles — both letters and boxes — may also be exchanged by Air Mail between those countries which have agreed to do so.

Article 2.

FREEDOM OF TRANSIT.

Freedom of transit as prescribed by Article 25, paragraph 1, of the Postal Union Convention is guaranteed for Air Mail correspondence throughout the entire territory of the Union no matter whether the intermediate Administrations take part or not in re-transmitting the correspondence.

---

[1] Publiée à titre d'information. [1] Published for information.

[2] These provisions were put into force in the following Countries : Germany, Austria, Belgium, Bulgaria Colony of the Belgian Congo, Denmark, Free City of Danzig, Estonia, Finland, France, Great Britain, Hungary, Latvia, Morocco, The Netherlands, Persia, Poland, Sweden, Switzerland, Czechoslovakia, Union of Socialist Soviet Republics.

[3] Vol. XL, page 19 ; Vol. L, page 166 ; and Vol. LXXII, page 455, of this Series.

Article 3.

TAXES ET CONDITIONS GÉNÉRALES D'ADMISSION DES CORRESPONDANCES-AVION.

1. Les objets à transmettre par voie aérienne acquittent, en sus des taxes postales règlementaires, une surtaxe spéciale de transport aérien dont il appartient à l'administration du pays d'origine de fixer le montant ; cette surtaxe ne doit pas dépasser 25 centimes-or par 20 grammes et par 1000 kilomètres de parcours aérien.

2. En ce qui concerne les cartes postales et les mandats de poste la surtaxe est de 25 centimes-or au maximum par pièce et par 1000 kilomètres de parcours aérien.

3. La surtaxe des cartes postales avec réponse est perçue pour chaque partie séparément à l'origine.

4. La surtaxe des correspondances-avion transportées par les services extraordinaires (Article 11, paragraphe 11) peut être majorée conformément aux frais extraordinaires que l'utilisation de ces services occasionne.

5. Elle doit être uniforme pour chaque pays de destination et être acquittée obligatoirement au départ. Sauf dans les cas prévus à l'article 6, cette surtaxe ne peut être perçue sur le destinataire.

Article 4.

CORRESPONDANCES-AVION NON AFFRANCHIES OU INSUFFISAMMENT AFFRANCHIES.

1. En cas d'absence totale d'affranchissement, les correspondances-avion sont traitées conformément aux dispositions des articles 35 et 36 de la Convention postale universelle. Les objets dont l'affranchissement postal n'est pas obligatoire au départ sont transmis par les voies ordinaires.

2. En cas d'insuffisance d'affranchissement, les correspondances-avion sont transmises par la voie de l'air, lorsque les taxes acquittées représentent au moins le montant de la surtaxe aérienne. Les dispositions de l'article 36 de la Convention postale universelle sont applicables en ce qui concerne la perception des taxes postales non acquittées au départ.

3. Lors de la transmission de ces envois par voie ordinaire, le bureau de dépôt ou le bureau d'échange doit biffer toute annotation relative au transport aérien.

Article 5.

DISTRIBUTION DES CORRESPONDANCES-AVION.

1. Les correspondances-avion sont distribuées dans les meilleures conditions de rapidité possibles et doivent au moins être comprises dans la première distribution qui suit leur arrivée au bureau de distribution.

2. Les expéditeurs ont la faculté de demander la remise à domicile par porteur spécial, immédiatement après l'arrivée, en acquittant la taxe spéciale d'exprès prévue par l'article 40 de la Convention postale universelle. Cette faculté n'existe que dans les relations entre pays qui ont organisé le service des envois exprès dans leurs relations réciproques.

3. Moyennant rémunération supplémentaire, les administrations pourront, après entente entre elles, procéder à la remise à domicile par des moyens spéciaux, notamment par utilisation des tubes pneumatiques.

Article 3.

RATES OF POSTAGE AND GENERAL CONDITIONS FOR THE ACCEPTANCE OF AIR MAIL CORRESPONDENCE.

1. A special Air Mail fee, in addition to the ordinary rate of postage, must be prepaid on articles for transmission by Air Mail. The amount of the special fee is fixed by the Administration of the country of origin, and may not exceed 25 centimes gold per 20 grammes per 1000 kilometres of transmission by air.

2. For post-cards and money orders the maximum fee is 25 centimes (gold) per article per 1000 kilometres of transmission by air.

3. A separate fee is collected on each half of a reply-paid post-card at the time of posting.

4. The fee on Air Mail correspondence conveyed by extraordinary services (Article 11, paragraph 11) may be increased in proportion to the extraordinary expenditure to which the use of these services gives rise.

5. The said fee must be uniform for each country of destination and must be prepaid at the time of posting. Except as provided in Article 6, it may not be collected from the addressee.

Article 4.

UNPAID OR INSUFFICIENTLY PREPAID AIR MAIL CORRESPONDENCE.

1. Air Mail correspondence which is totally unpaid is treated in conformity with the provisions of Articles 35 and 36 of the Postal Union Convention. Articles on which the prepayment of postage is not compulsory are transmitted by ordinary routes.

2. Air Mail correspondence which is insufficiently prepaid is transmitted by air if the amount prepaid represents at least the amount of the Air Mail fee. The provisions of Article 36 of the Postal Union Convention apply to the collection of any postal charges which have not been prepaid.

3. When these articles are transmitted by ordinary route, the office of posting or the office of exchange must strike out any annotation relative to transmission by Air Mail.

Article 5.

DELIVERY OF AIR MAIL CORRESPONDENCE.

1. Air Mail correspondence must be delivered with the utmost rapidity possible and in any case not later than the first delivery following its receipt at the office of delivery.

2. The senders have the right to request delivery by special messenger, immediately after arrival, on prepayment of the special express delivery fee prescribed by Article 40 of the Postal Union Convention. This right may only be claimed in postal intercourse between countries which undertake express delivery service for each others correspondence.

3. On payment of a supplementary charge, Administrations may, after agreement between themselves, arrange for delivery by special means, in particular by the use of pneumatic tubes.

Article 6.

RÉEXPÉDITION ET RENVOI DES CORRESPONDANCES-AVION.

1. Les correspondances-avion adressées à des destinataires ayant changé de résidence sont réexpédiées par les moyens de transport ordinaires sur la nouvelle destination, à moins que le destinataire n'ait demandé expressément la réexpédition par la voie aérienne et n'ait payé à l'avance au bureau réexpéditeur la surtaxe aérienne du nouveau parcours. Les correspondances tombées en rebut sont renvoyées à l'origine par la voie ordinaire.

2. Si la réexpédition ou le renvoi a lieu par les moyens ordinaires de la poste, l'étiquette « Par avion » et toute annotation se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux.

CHAPITRE II.

ENVOIS RECOMMANDÉS OU AVEC VALEUR DÉCLARÉE

I. ENVOIS RECOMMANDÉS.

Article 7.

ENVOIS RECOMMANDÉS.

Les envois recommandés sont soumis aux taxes postales et conditions générales d'admission prévues par la Convention postale universelle. Ils acquittent, en outre, les mêmes surtaxes aériennes que les envois ordinaires.

Article 8.

RESPONSABILITÉ.

Les Administrations postales sont responsables des envois recommandés acheminés par voie aérienne dans les mêmes conditions que pour les autres envois recommandés.

II. ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Article 9.

ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

1. Les administrations qui ont décidé d'admettre au transport aérien, dans leurs relations réciproques, les envois avec valeur déclarée sont autorisées à percevoir du chef de ces envois un droit spécial d'assurance dont elles fixent le montant.

Le total du droit d'assurance ordinaire et du droit spécial devra rester dans les limites fixées par l'article 3 litt. *c)* de l'arrangement concernant les lettres et boîtes avec valeur déclarée.

2. En ce qui concerne les envois avec valeur déclarée qui transitent en dépêches closes par le territoire des pays non adhérents à l'arrangement concernant les envois de l'espèce ou qui transitent par des services aériens de pays pour lesquels une responsabilité des valeurs n'est pas acceptée, la responsabilité de ces pays est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés.

Article 6.

REDIRECTION AND RETURN OF AIR MAIL CORRESPONDENCE.

1. Air Mail correspondence addressed to persons who have changed their address is forwarded to the new address by ordinary means of conveyance unless the addressee has expressly asked for redirection by Air Mail and has paid in advance to the forwarding office the Air Mail fee for the new transmission. Undeliverable correspondence is returned to origin by ordinary route.

2. If redirection or return takes place through ordinary postal channels, the Air Mail label (" *Par Avion* ") and any annotation relative to transmission by Air Mail must be struck through officially by means of two thick transverse strokes.

CHAPTER II.

REGISTERED ARTICLES AND INSURED ARTICLES.

I. REGISTERED ARTICLES.

Article 7.

REGISTERED ARTICLES.

Registered articles are subject to the postage rates and general conditions of acceptance prescribed by the Postal Union Convention. They must be prepaid in addition with the same Air Mail fee as ordinary articles.

Article 8.

RESPONSIBILITY.

Postal Administrations are responsible, under the same conditions as for other registered articles, for registered articles sent by Air Mail.

II. INSURED ARTICLES.

Article 9.

INSURED ARTICLES.

1. Administrations which have decided to admit, in postal intercourse with each other, insured articles for conveyance by Air Mail are authorized to collect a special insurance fee of which they fix the amount.

The total of the ordinary insurance fee and the special fee must remain within the limits fixed by Article 3 *(c)* of the Insured Letters and Boxes Agreement.

2. So far as concerns insured articles sent in closed mails, through the territory of a country which is not a party to the Agreement concerning insured articles or transmitted by the Air Services of countries in the case of which responsibility for insured articles is not accepted, the responsibility of these countries is limited to that prescribed for registered articles.

CHAPITRE III.

ATTRIBUTION DES SURTAXES AÉRIENNES, FRAIS DE TRANSPORT

Article 10.

ATTRIBUTION DES SURTAXES.

Chaque administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues au titre des surtaxes aériennes de toute nature.

Article 11.

FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN DES DÉPÊCHES CLOSES.

1. Les frais de transit prévus à l'article 70 de la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux services aériens.

2. Par dérogation aux dispositions de la convention, les pays de destination qui assument le réacheminement des correspondances-avion par la voie aérienne dans leur réseau interne ont droit à la bonification des frais de transport à l'intérieur. Cette bonification doit être uniforme pour tous les parcours du réseau interne d'un même pays.

3. Les frais de transport afférents à un même parcours aérien sont uniformes pour toutes les administrations qui font emploi de ce service sans participer aux frais d'exploitation.

4. Sauf les exceptions prévues aux chiffres 5 et 6 ci-après, les frais de transport aérien sont payables à l'administration des postes du pays où se trouve l'aéroport dans lequel les correspondances ont été prises en charge par le service aérien.

5. L'office qui remet à une entreprise de transport aérien des dépêches destinées à emprunter successivement plusieurs services aériens distincts, peut, s'il est d'accord avec les offices intermédiaires, régler directement avec cette entreprise les frais de transport pour la totalité du parcours. Les offices intermédiaires ont, de leur côté, le droit de demander l'application pure et simple des dispositions du paragraphe 4.

6. Par dérogation aux stipulations des chiffres 4 et 5 ci-dessus est réservé à chaque administration dont dépend un service aérien, le droit de percevoir pour la totalité du parcours les frais de transport afférents à l'utilisation de ce service directement de chaque administration qui en fait emploi.

7. Les frais du transport aérien des correspondances-avion expédiées en dépêches closes sont à la charge de l'administration du pays d'origine ; les frais de transport aérien des correspondances expédiées à découvert sont à la charge de l'administration qui les remet à découvert à une autre administration.

8. Sauf entente contraire entre les administrations des postes intéressées, le transbordement en cours de route dans un même aéroport des dépêches qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait obligatoirement par l'intermédiaire de l'administration des postes du pays où a lieu le transbordement. Cette règle ne s'applique pas lorsque ce transbordement a lieu entre des appareils assurant les sections successives d'un même service.

9. Des frais d'entrepôt ne sont pas perçus pour les dépêches-avion.

Toutefois, dans le cas où, pour des circonstances exceptionnelles, des frais considérables devront être encourus du fait de cet entrepôt, les administrations postales sont autorisées à percevoir pour les dépêches entreposées les frais d'entrepôt prévus à l'article 71 de la Convention.

10. Comme mesure temporaire, le tarif de base à appliquer aux règlements des comptes entre les administrations du chef des transports aériens, est fixé à 6 centimes et ½ de franc-or par fraction

CHAPTER III.

ALLOCATION OF AIR MAIL FEES, RATES FOR CONVEYANCE.

Article 10.

ALLOCATION OF AIR MAIL FEES.

Each Administration keeps the whole of the sums which it collects in respect of all Air Mail fees.

Article 11.

RATES FOR AIR CONVEYANCE OF CLOSED MAILS.

1. The transit rates prescribed by Article 70 of the Postal Union Convention do not apply to air services.

2. By way of exception to the provisions of the Convention, the countries of destination which undertake the retransmission of Air Mail correspondence by air in their internal service are entitled to a credit in respect of the cost of internal conveyance. This credit must be uniform for all routes in the internal system of a country.

3. The rates for conveyance applicable to an air route must be uniform for all Administrations which use this route without sharing in the working expenses.

4. Apart from the exceptions prescribed in paragraphs 5 and 6 below, the cost of air conveyance is payable to the postal Administration of the country in whose territory is situated the aerodrome at which the correspondence is handed over to the air service.

5. The Office which hands to an air transport undertaking mails intended for conveyance successively by several distinct air services may, if it has been arranged with the intermediate Offices, settle directly with that undertaking the cost of conveyance for the whole route. The intermediate Offices have, for their part, the right to demand the application pure and simple of the provisions of paragraph 4.

6. As an exception to the provisions of paragraphs 4 and 5 above, each Administration which maintains an air service retains the right to collect the rates for conveyance applicable to the use of this service from each Administration which makes use of it. This right extends to the whole of the route.

7. The cost of air conveyance of Air Mail correspondence despatched in closed mails is borne by the Administration of the country of origin ; the cost of air conveyance of correspondence despatched *à découvert* is borne by the Administration which hands it *à découvert* to another Administration.

8. Unless the postal Administrations concerned arrange otherwise, the transfer in an aerodrome, in course of transmission, of mails conveyed successively by several distinct air services must be performed by the postal Administration of the country in which the transfer takes place. This rule does not apply when the transfer takes place between machines performing successive stages of the same service.

9. Warehousing charges are not collected in respect of Air Mails.

However, in exceptional circumstances where considerable expense is incurred by such warehousing, postal Administrations are authorized to collect, in respect of mails warehoused, the warehousing charges laid down by Article 71 of the Convention.

10. As a temporary measure, the basic tariff to be applied to the settlement of accounts between Administrations in respect of air transport is fixed at 6 ½ centimes of a gold franc per indivisible

indivisible de 100 grammes de poids net et de 100 kilomètres. Toutes fractions de 100 grammes et de 100 kilomètres sont arrondies respectivement aux 100 grammes et aux 100 kilomètres supérieurs. Ce mode de calcul est également appliqué aux dépêches aériennes transportées en service intérieur.

11. Les prix de transport spécifiés ci-dessus ne s'appliquent pas aux transports à longue distance effectués au moyen de services dont la création et l'entretien nécessitent des frais extraordinaires. Les conditions de l'utilisation de ces services sont réglées de gré à gré entre les administrations intéressées ; elles doivent être uniformes pour toutes les administrations empruntant ces services.

12. Les frais de transport précités sont dus aussi pour les correspondances exemptes de frais de transit ainsi que pour les dépêches ou correspondances mal dirigées, dans le cas où elles sont acheminées par la voie aérienne.

Article 12.

FRAIS DE TRANSPORT DES CORRESPONDANCES-AVION A DÉCOUVERT.

1. Les correspondances-avion peuvent être échangées à découvert entre deux administrations par la voie aérienne.

2. Les frais de transport aérien sont payés en entier à l'administration des postes du pays auquel les correspondances sont adressées à découvert en vue de leur réexpédition par voie aérienne ; cette administration peut exiger la formation de liasses distinctes pour les destinations qu'elle indiquera.

3. Pour déterminer les frais de transport et lorsqu'il n'y a pas perception des frais de transit à découvert prévus par la convention, le poids net des correspondances-avion transmises à découvert est majoré de 25 % pour tenir compte des dépenses afférentes aux travaux de tri.

Article 13.

CALCUL DES DISTANCES ENTRE DEUX PAYS RELIÉS PAR PLUSIEURS LIGNES AÉRIENNES.

Si deux pays sont reliés par plusieurs lignes aériennes, les frais de transport sont calculés d'après la distance moyenne de ces parcours et leur importance pour le trafic international.

CHAPITRE IV.

BUREAU INTERNATIONAL

Article 14.

COMMUNICATIONS A ADRESSER AU BUREAU INTERNATIONAL.

1. Les administrations doivent se communiquer par l'intermédiaire du Bureau international :

a) L'indication des surtaxes aériennes qu'elles perçoivent pour des correspondances-avion tant à l'intérieur qu'à destination d'autres pays ;

b) L'indication qu'elles admettent ou non des lettres et boîtes avec valeur déclarée au transport aérien ;

c) La liste de toutes les lignes aériennes nationales ou étrangères qu'elles utilisent pour le transport des correspondances-avion, soit que ces lignes fonctionnent à l'intérieur du pays, soit qu'elles partent de ses aéroports vers les pays étrangers ; ces dernières lignes doivent figurer dans la liste avec tout le parcours en regard duquel l'administration

fraction of 100 grammes net weight per 100 kilometres. Any fraction of 100 grammes or of 100 kilometres is made up to the next 100 grammes or 100 kilometres respectively. This method of calculation is applicable also to Air Mails conveyed in the internal service.

11. The rates for conveyance specified above do not apply to conveyance for long distances by means of services of which the establishment and maintenance necessitate extraordinary expenditure. The conditions under which these services may be used will be regulated by mutual agreement between the Administrations concerned ; they must be uniform for all Administrations making use of these services.

12. The rates for conveyance prescribed above are payable also for correspondence exempt from transit rates, as well as for mails or correspondence missent, if these are despatched by air.

Article 12.

RATES FOR CONVEYANCE " A DÉCOUVERT " OF AIR MAIL CORRESPONDENCE.

1. Air Mail correspondence may be exchanged *à découvert* by air between two Administrations.

2. The cost of air conveyance is paid wholly to the Administration of the country to which the correspondence has been sent *à découvert* for re-transmission by air ; that Administration may require separate bundles to be made up for destinations which it may specify.

3. To arrive at the cost of conveyance, when the *à découvert* transit rates prescribed by the Convention are not collected, the net weight of Air Mail correspondence transmitted *à découvert* is increased by 25 % to provide for the expenditure applicable to sorting.

Article 13.

CALCULATION OF DISTANCES BETWEEN TWO COUNTRIES CONNECTED BY SEVERAL AIR LINES.

If two countries are connected by several air lines the rates for conveyance are based on the mean distance of these routes and their importance for international traffic.

CHAPTER IV.

INTERNATIONAL BUREAU.

Article 14.

COMMUNICATIONS TO BE ADDRESSED TO THE INTERNATIONAL BUREAU.

1. Administrations must communicate to each other through the medium of the International Bureau :

(a) Particulars of the Air Mail fees which they collect on Air Mail correspondence in the internal service as well as for destinations in other countries ;

(b) Notice whether or not they accept insured articles for conveyance by the Air Mails ;

(c) A list of all the air lines, national or foreign, that they use for the conveyance of Air Mail correspondence whether such lines are situated in the interior of the country or start from its aerodromes for foreign countries ; in the case of the latter lines the entry must indicate the total distance in respect of which the Administration using them

qui les utilise assume la responsabilité pour les correspondances qu'elle leur confie. La liste doit indiquer, notamment, pour chaque ligne, la distance et la durée du parcours à partir du port de départ jusqu'aux différents ports d'escale, la périodicité du service, le pays auquel les frais du transport aérien sur la ligne doivent être payés et les conditions ou restrictions spéciales auxquelles l'utilisation de cette ligne est subordonnée. A la fin des indications concernant les lignes intérieures, chaque administration doit indiquer la distance moyenne qu'elle a adoptée pour la bonification du transport aérien des correspondances-avion destinées à l'intérieur de son pays ;

d) La liste des pays à destination desquels elles assument la réexpédition des correspondances-avion par la voie aérienne, pour tout ou partie du parcours, avec indication des voies par lesquelles la réexpédition a lieu, des distances du parcours aérien et des frais de transport y afférents.

2. Les communications sous *c)* et *d)* doivent être envoyées régulièrement deux fois par an, un mois avant le commencement du service d'été et un mois avant celui du service d'hiver. Toute modification apportée ultérieurement doit être notifiée sans retard.

3. Le Bureau international complètera, d'après les communications qui lui parviennent, les indications des recueils de renseignements d'intérêt général concernant l'exécution de la Convention postale universelle et de l'arrangement relatif à l'échange des lettres de boîtes avec valeur déclarée. Il dressera, en outre, une liste générale des lignes postales aériennes et une liste générale des pays desservis par des lignes aériennes, qui seront réparties sans délai entre les administrations. Les listes à fournir par les administrations et les listes générales à établir par le Bureau international doivent correspondre respectivement aux modèles Y et Z ci-annexés.

Le Bureau international est chargé également de dresser une carte mondiale indiquant les lignes postales de communications internationales aériennes et des cartes supplémentaires donnant les lignes intérieures de chaque continent.

4. A titre de renseignement provisoire une copie des communications sous *c)* et *d)* sera transmise directement par chaque administration à tous les autres offices qui en exprimeront le désir.

5. Les administrations communiqueront, en outre, régulièrement, à tous les offices qui en feront la demande, les horaires des lignes aériennes de leurs réseaux intérieur et international avec indication, pour chaque port d'escale, des heures d'arrivée et de départ des avions.

CHAPITRE V.

RÈGLEMENT DE COMPTE

Article 15.

STATISTIQUE DE DÉCOMPTE.

1. Le décompte général des frais de transport aérien a lieu d'après des relevés statistiques établis dans la deuxième semaine du mois de novembre et dans la deuxième semaine du mois de juin de chaque année. Les données de la statistique de juin forment la base des bonifications dues pour le service d'été, celles de novembre comptent pour le service d'hiver.

2. Les statistiques concernant des services qui ne fonctionnent pas pendant les mois de juin et novembre seront établies après entente entre les administrations intéressées.

3. Par mesure transitoire, tout office a la faculté de demander que les règlements de compte aient lieu trimestriellement sur la base du poids brut des envois réellement transportés pendant le trimestre précédent. Dans ce cas, une entente intervient entre les offices intéressés sur la procédure à suivre.

assumes responsibility for the correspondence that it entrusts to them. The list must show in particular, for each line, the distance and duration of the flight from the aerodrome of departure to different ports of call (aerodromes). the frequency of the service, the countries to which the rates for conveyance by air by the line must be paid, and the special conditions or restrictions to which the use of the line in question is subject. At the end of the particulars relating to internal services, each Administration must show the mean distance adopted in calculating the credit claimed for air conveyance of Air Mail correspondence for destinations in the interior of its country ;

(d) A list of countries to which they undertake the retransmission of Air Mail correspondence by air for the whole or part of the distance, with particulars of the routes by which re-forwarding takes place, distances by air and the rates of conveyance applicable.

2. The communications under *(c)* and *(d)* must be sent regularly twice a year, a month before the commencement of *(a)* the summer service and *(b)* the winter service. Any subsequent modification must be notified without delay.

3. The International Bureau will complete in accordance with the communications which it receives the particulars of the official summaries *(Recueils)* of information of general interest concerning the carrying out of the Postal Union Convention and the Agreement concerning insured letters and boxes. It will prepare in addition a general list of postal air lines and a general list of countries served by air lines. These lists must be distributed to Administrations without delay. The lists to be furnished by Administrations and the general lists to be prepared by the International Bureau must be similar to the annexed Forms Y and Z respectively.

The International Bureau will also undertake to prepare a map of the world showing postal lines of international air communication and supplementary maps showing the lines in the interior of each continent.

4. A copy of the communications under *(c)* and *(d)* will be sent directly, as information in advance, by each Administration to all the other Offices which desire to receive them.

5. Administrations will in addition communicate regularly to all the Offices which ask for them the time-tables of the air lines in their internal and international systems with particulars for each aerodrome of the times of arrival and departure of the aeroplanes.

CHAPTER V.

ACCOUNTING REGULATIONS.

Article 15.

STATISTICS.

1. The general accounting for the cost of air conveyance is based on statistical returns taken in the second week in November and the second week in June in each year. The data obtained from the June statistics form the basis for the payment due for the summer service and those from the November statistics form the basis in regard to the winter service.

2. The statistics relating to services which are not in operation during June or November are compiled by arrangement between the Administrations concerned.

3. As a temporary measure, every Office has the right to demand that the settlement of accounts shall take place quarterly on the basis of gross weight of mails actually conveyed during the preceding quarter. In this case, the procedure to be followed must be arranged between the Administrations concerned.

Article 16.

CONFECTION DES DÉPÊCHES ORDINAIRES OU AVION PENDANT LES PÉRIODES DE STATISTIQUE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN.

Les dispositions de l'article 54 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle ne s'appliquent pas aux statistiques bi-annuelles pour l'évaluation des frais du transport aérien. Toutefois, pendant la période de ces statistiques, les étiquettes ou suscriptions de dépêches qui contiennent des correspondances-avion doivent porter d'une manière apparente, la mention « *Statistique-avion* ».

Article 17.

CONSTATATION DU POIDS DES CORRESPONDANCES-AVION.

1. Pendant les périodes de la statistique-avion, le bureau d'échange expéditeur d'une dépêche-avion inscrit sur la feuille d'avis, pour le bureau d'échange destinataire, le poids net des correspondances-avion contenues dans la dépêche.

2. Le poids net total du contenu de la dépêche est indiqué, en outre, sur l'étiquette ou sur la suscription extérieure de la dépêche. L'insertion de dépêches-avion entrantes dans une autre dépêche de même nature est interdite pendant la période de la statistique.

3. Pour le cas où des correspondances à découvert destinées à être réacheminées par voie aérienne seraient comprises dans une dépêche ordinaire ou avion, le poids devrait être indiqué séparément sur la feuille d'avis pour chaque pays auquel les correspondances-avion sont destinées. En cas de besoin, les indications de poids peuvent être faites sur un bordereau spécial correspondant au modèle V ci-annexé et qui sera ajouté à la feuille d'avis.

4. Il n'est pas tenu compte des fractions de poids de 50 grammes et moins, tandis que les fractions de poids supérieures à 50 grammes sont arrondies aux 100 grammes.

5. Ces indications sont vérifiées par le bureau d'échange destinataire. Si ce bureau constate que le poids réel des correspondances diffère de plus de 60 grammes du poids inscrit à la feuille d'avis, il rectifie la feuille et signale immédiatement l'erreur au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Si les différences de poids constatées restent dans les limites précitées, les indications du bureau expéditeur sont tenues pour valables.

Article 18.

LISTE DES DÉPÊCHES-AVION CLOSES.

Aussitôt que possible, et, en tous cas, dans un délai de quinze jours, après chaque période de statistique-avion, les administrations qui ont expédié des dépêches-avion closes, envoient la liste de ces dépêches aux différentes administrations dont elles ont emprunté les services aériens, y compris, le cas échéant, celle de destination.

Si cette liste indique des dépêches qui ne donnent pas lieu à une bonification de transport aérien, on y inscrit une mention explicative telle que « Poids ne dépasse pas 59 gr. », etc.

Article 19.

ETABLISSEMENT DES RELEVÉS W ET X DES DÉPÊCHES-AVION.

1. Pendant les périodes de statistique, les administrations intermédiaires prennent note, dans un relevé conforme au modèle W ci-annexé, du poids net des correspondances-avion indiqué

Article 16.

MAKE-UP OF ORDINARY OR AIR MAILS DURING AIR MAIL STATISTICAL PERIODS.

The provisions of Article 54 of the Detailed Regulations of the Postal Union Convention are not applicable to the half-yearly statistics for calculating the cost of conveyance by air. However, during these statistical periods the labels or addresses of mails containing Air Mail correspondence must be conspicuously marked " *Statistique-Avion* ".

Article 17.

ESTABLISHMENT OF THE WEIGHT OF AIR MAILS.

1. During the Air Mail statistical periods the office of exchange despatching an Air Mail enters on the letter bill for the office of exchange of destination the net weight of Air Mail correspondence contained in the mail.

2. The total net weight of the contents of the mail is entered also on the label or on the external address of the mail. The enclosure of one Air Mail in another Mail of the same kind is forbidden during a statistical period.

3. If correspondence *à découvert* intended for onward transmission by air should be included in an ordinary or Air Mail, the weight must be entered on the letter bill, a separate entry being made for each country to which the air correspondence is addressed. If necessary the particulars of the weights may be entered upon a separate list similar to the annexed Form V, which must be attached to the letter bill.

4. Fractions of weight up to 50 grammes inclusive are ignored, while fractions of weight above 50 grammes are made up to 100 grammes.

5. These entries are checked by the office of exchange of destination. If that office finds that the actual weight of the correspondence differs by more than 60 grammes from the weight entered on the letter bill, it corrects the letter bill and notifies the error immediately to the despatching office of exchange by means of a verification note. If the differences in weight ascertained are within the above-mentioned limits the entries of the office of despatch are accepted.

Article 18.

LIST OF CLOSED AIR MAILS.

As soon as possible and, in any case, within a period of 15 days after each Air Mail statistical period, the Administrations which have despatched closed Air Mails send a list of these mails to the different Administrations whose air services they have used, including if necessary, the Administration of destination.

If this list includes mails which do not give rise to a credit for air conveyance, an explanatory note is added to it, e. g., " *Poids ne dépasse par* 59 *grammes* " (Weight does not exceed 59 grammes), etc., etc.

Article 19.

PREPARATION OF STATEMENTS W AND X FOR AIR MAILS.

1. During the statistical periods, the intermediate Administrations take note, in a statement in accordance with Form W annexed, of the net weight of Air Mail correspondence shown on the

sur les étiquettes ou suscriptions extérieures des dépêches-avion qu'elles ont réacheminées par la voie aérienne au delà des frontières de leur pays. Il est dressé un relevé pour chaque bureau d'échange expéditeur de dépêches-avion.

2. Les administrations de réception des dépêches-avion, qui assument le réacheminement des correspondances-avion y contenues, par la voie aérienne, dans leur réseau interne ou au delà des frontières de leurs pays dressent un relevé conforme au modèle X ci-annexé, d'après les indications figurant dans les feuilles d'avis. Il est procédé de la même manière en ce qui concerne les correspondances-avion contenues dans les dépêches ordinaires.

3. Aussitôt que possible, et, au plus tard, un mois après la clôture des opérations de statistique, les relevés W et X sont transmis aux bureaux d'échange expéditeurs pour être revêtus de leur acceptation. Ces bureaux, après avoir accepté les relevés, les transmettent à leur tour à l'administration centrale dont ils dépendent qui les fait parvenir à l'administration centrale de l'office créditeur.

4. Si l'office créditeur n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de trois mois à compter de l'envoi, les relevés sont considérés comme admis de plein droit. En cas de circonstances extraordinaires (longue distance, etc.), ces délais peuvent être prolongés d'un commun accord, entre les offices intéressés.

Article 20.

COMPTE DES FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN.

1. Les poids nets des correspondances-avion figurant dans les relevés W et X sont multipliés par un chiffre établi d'après la fréquence des services d'été et d'hiver, et les produits ainsi obtenus servent de base à des comptes particuliers établissant en francs et centimes les prix de transport revenant à chaque office pour le semestre en cours.

2. Le soin de dresser ces comptes incombe à l'office créditeur qui les transmet à l'office débiteur.

3. Le poids des sacs et de l'emballage n'entre pas dans le décompte.

4. Les comptes particuliers sont dressés en double expédition et transmis à l'office débiteur aussitôt que possible. Si l'office créditeur n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de trois mois à compter de l'envoi, ce compte est considéré comme admis de plein droit.

Article 21.

DÉCOMPTE GÉNÉRAL.

Sauf entente contraire entre les administrations intéressées, le décompte général des frais du transport aérien est fait deux fois par an par le Bureau international d'après les règles fixées pour le décompte des frais de transit. Toutefois, la disposition de l'article 75, paragraphe 3, de la Convention postale universelle ne s'applique pas au décompte des frais de transport aérien.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

La statistique générale dressée par le Bureau international sera complétée par l'indication des envois-avion trouvés parmi les catégories d'objets indiquées à la section III du tableau-statistique R et au tableau-statistique S. Les frais de transport figurant sous le N° 146 de la section V du tableau-statistique R doivent aussi comprendre les frais de transport par les voies aériennes.

labels or addresses of the Air Mails that they have re-forwarded by air beyond the frontier of the country. A copy of the statement is prepared for each office of exchange despatching Air Mails.

2. The Administrations receiving Air Mails which undertake the re-transmission by air of Air Mail correspondence contained therein in their internal service or beyond the frontiers of their countries prepare a statement, in accordance with Form X annexed, from the particulars given on the letter bills. The same procedure applies to Air Mail correspondence contained in ordinary mails.

3. As soon as possible, and, at the latest, one month after the close of the statistical period, the statements W and X are forwarded to the despatching offices of exchange for acceptance. These offices, after having accepted the statements, forward them, in their turn, to their central Administration which returns them to the central Administration of the creditor Office.

4. If the creditor Office has received no notice of amendments within an interval of three months reckoning from the date of despatch, the statements are regarded as fully accepted. In the case of extraordinary circumstances (*long distance*, etc.) these periods may be extended by mutual agreement between the Administrations concerned.

Article 20.

ACCOUNTING FOR TRANSPORT CHARGES.

1. The net weights of the Air Mail correspondence shown in Statements W and X are multiplied by a figure corresponding to the frequency of the summer and winter services, and the products thus obtained serve as the basis of special accounts determining in francs and centimes the transport payments due to each Office for the current half year.

2. The duty of preparing these accounts devolves on the creditor Office which forwards them to the debtor Office.

3. The weight of the bags and of the packing is not taken into account.

4. The special accounts are prepared in duplicate and forwarded to the debtor Office as soon as possible. If the creditor Office has received no notice of amendments within an interval of three months reckoning from the date of despatch, the account is regarded as fully accepted.

Article 21.

GENERAL ACCOUNT.

In the absence of any understanding to the contrary between the Administrations concerned, the general account of air transport charges is prepared twice a year by the International Bureau under the regulations fixed for the account relating to transit charges. However, the provisions of Article 75, paragraph 3, of the Postal Convention do not apply to the accounts for air transport charges.

CHAPTER VI.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 22.

GENERAL STATISTICS.

The general statistics compiled by the International Bureau will be completed by particulars of Air Mail correspondence found among the classes of packets shown in Section III of the Statistical Table R and the Statistical Table S. The cost of conveyance shown under No. 146 of Section V of the Statistical Table R must also include the cost of conveyance by air.

Article 23.

SIGNALISATION DES CORRESPONDANCES-AVION.

Les correspondances-avion sont revêtues au départ d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots « *Par avion* » et leur traduction dans la langue du pays d'origine.

Article 24.

ACHEMINEMENT PAR LA VOIE AÉRIENNE SUR UNE PARTIE SEULEMENT DU PARCOURS.

Si l'expéditeur désire que sa correspondance soit expédiée par la voie aérienne sur une partie du parcours aérien seulement, il doit en faire mention. A la fin de la transmission aérienne de ces correspondances, la mention et l'étiquette « *Par avion* », ainsi que l'annotation spéciale doivent être barrées d'office par deux forts traits transversaux.

Article 25.

MODE D'EXPÉDITION DES CORRESPONDANCES-AVION DANS LES DÉPÊCHES ORDINAIRES.

Le mode d'expédition prescrit à l'article 48 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle pour les envois-exprès s'applique également aux correspondances-avion insérées dans des dépêches ordinaires, à cette exception près que le mot « *Exprès* » sur l'étiquette des liasses et dans la colonne « Observations » des feuilles d'avis doit être remplacé par les mots « *Par avion* ».

Article 26.

ANNOTATIONS A PORTER SUR LES FEUILLES D'AVIS ET D'ENVOI ET LES ÉTIQUETTES DES DÉPÊCHES CONTENANT DES CORRESPONDANCES-AVION.

1. La présence de correspondances-avion dans les dépêches ordinaires est indiquée par les mots « *Par avion* » au tableau N° 1 de la feuille d'avis et sur la feuille d'envoi, dont la contexture sera modifiée en conséquence.

2. Les feuilles d'avis accompagnant des dépêches-avion doivent être revêtues dans leur en-tête de l'étiquette « *Par avion* ». La même étiquette « *Par avion* » est appliquée sur les étiquettes ou suscriptions de ces dépêches.

Article 27.

ACHEMINEMENT DES CORRESPONDANCES-AVION.

1. Les administrations de l'Union qui se servent des communications aériennes pour le transport de leurs propres correspondances sont tenues d'acheminer, par ces mêmes communications, les correspondances-avion qui leur parviennent des autres administrations.

2. Les administrations qui ne disposent pas d'un service aérien acheminent les correspondances-avion par les voies les plus rapides utilisées par la poste.

Il en est de même si, pour une raison quelconque, l'acheminement par ces autres voies offre des avantages sur une voie aérienne existante.

Article 23.

AIR MAIL CORRESPONDENCE — HOW DISTINGUISHED.

Air Mail correspondence must bear on despatch a special blue label with the words "*Par Avion*" (By Air Mail) and a translation in the language of the country of origin.

Article 24.

PARTIAL TRANSMISSION BY AIR.

If the sender desires that his correspondence shall be forwarded by air for part of the route only he must indicate this. At the end of air transmission, the instruction and the Air Mail label "*Par Avion*" as well as the special annotation must be struck through officially by means of two thick transverse strokes.

Article 25.

METHOD OF DESPATCHING AIR MAIL CORRESPONDENCE IN ORDINARY MAILS.

The method of despatch prescribed for Express articles in Article 48 of the Detailed Regulations for the execution of the Postal Union Convention applies equally to Air Mail correspondence included in ordinary mails, with the exception that the word "*Exprès*" on the labels of the bundles and in the column of the letter bills headed "Observations" must be replaced by "*Par Avion*" (By Air Mail).

Article 26.

NOTES TO BE MADE ON THE LETTER BILLS AND DESPATCH LISTS AND LABELS OF MAILS CONTAINING AIR MAIL CORRESPONDENCE.

1. The presence of Air Mail correspondence in ordinary mails is indicated by the words "*Par Avion*" in Table No. I of the Letter Bill and on the despatch list of which the make-up will be modified in consequence.

2. The Letter bills which accompany Air Mails must bear an Air Mail label "*Par Avion*" at the head. The same label "*Par Avion*" is affixed to the labels and addresses of these Mails.

Article 27.

ROUTING OF AIR MAIL CORRESPONDENCE.

1. The Administrations of the Union which use air communications for the conveyance of their own correspondence are bound to forward by the same means the Air Mail correspondence which they receive from other Administrations.

2. Administrations which have no air service forward Air Mail correspondence by the most rapid routes used for ordinary mails.

The same regulation applies if, for any reason whatever, transmission by these other routes offers advantage over an existing air route.

Article 28.

DÉDOUANEMENT DES CORRESPONDANCES PASSIBLES DE DROITS DE DOUANE.

Les administrations prennent des mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des correspondances-avion passibles de droits de douane.

Article 29.

APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE.

Les dispositions de la Convention postale universelle et de son règlement d'exécution sont appliquées à tout ce qui n'est pas expressément réglé par les articles précédents.

Article 30.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DES DISPOSITIONS ADOPTÉES.

Les présentes dispositions seront mises à exécution autant que possible le 1er janvier 1928 et demeureront en vigueur jusqu'à leur remplacement par la Convention de Londres.

Article 28.

CUSTOMS CLEARANCE OF CORRESPONDENCE LIABLE TO CUSTOMS DUTY.

The Administrations will take measures to accelerate as much as possible the clearance through Customs of Air Mail correspondence liable to Customs duty.

Article 29.

APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE POSTAL UNION CONVENTION.

The provisions of the Postal Union Convention and its Detailed Regulations are applicable to everything which is not expressly provided for in the preceding Articles.

Article 30.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION.

The present provisions shall come into operation as far as possible on the 1st of January 1928, and shall remain in force until replaced by the Convention of London.

POSTE AUX LETTRES — FORMULES

Office expéditeur de la dépêche ..... | V | Office destinataire de la dépêche .....

BORDEREAU

des poids des correspondances-avion

contenues dans la dépêche $\frac{\text{ordinaire}}{\text{-avion}}$

du bureau d'échange de .....

pour le bureau d'échange de .....

expédiée le ..... 19..... à ..... h. ..... m.

arrivée le ..... 19..... à ..... h. ..... m.

Numéros d'ordre	Noms des pays de destination des correspondances-avion	Poids nets gr.	Observations
1	2	3	4

LETTER POST — FORMS

Office from which the mail is sent ..... V Office to which the mail is sent .....

WEIGHT BILL

of air mail correspondence

contained in the Shipment $\frac{\text{ordinary}}{\text{air}}$

from the office of .....

to the office of .....

sent on ..... 19 ..... at ..... h. ..... m.

arrived on..... 19 ..... at ..... h. ..... m.

Serial No.	Names of the countries of destination of the air mails	Net weight gr.	Remarks
1	2	3	4

POSTE AUX LETTRES — FORMULES

Office expéditeur
de la dépêche
.....

W

Office réacheminant
la dépêche
.....

TRANSPORT AÉRIEN DE DÉPÊCHES-AVION CLOSES

Relevé des poids nets des correspondances-avion contenues dans des dépêches-avion réacheminées par le bureau d'échange de ..... pendant la période de la statistique du ..... au .....

Numéros d'ordre	Date	Bureau d'origine de la dépêche	Bureau de destination de la dépêche	La dépêche a été réacheminée par voie aérienne de ..... à	Poids net des correspondances-avion contenues dans la dépêche grammes	Distance en kilomètres	Frais de transport aérien afférents à la dépêche Fr.	C.	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8		9
				Totaux					

LETTER POST — FORMS

Despatching Office

.....

Re-transmitting Office

.....

W

CONVEYANCE BY AIR OF AIR-MAILS IN CLOSED RECEPTACLES

Return of the net weights of the correspondence contained in the air-mail re-transmitted by the office of .....
during the statistical period from ..... to the .....

Serial No.	Date	Office of origin of the mail	Office of Destination of the mail	The mail has been re-transmitted by air from..... to.....	Net weight of the correspondence contained in the mail grammes	Distance in kilometres	Cost of conveyance by air of the mail Fr.	C.	Remarks
1	2	3	4	5	6	7	8		9
				Totals					

POSTE AUX LETTRES — FORMULES

X

Office expéditeur de la dépêche

.....

Office destinataire de la dépêche

.....

TRANSPORT AÉRIEN DE CORRESPONDANCES-AVION

Relevé du poids net des correspondances-avion contenues dans les dépêches $\frac{\text{-avion}}{\text{ordinaires}}$ du bureau d'échange de ..... pour le bureau d'échange de ..... expédiées pendant la période de la statistique du ..... au .....

Numéros d'ordre	Date	Poids des correspondances-avion destinées au pays de réception de la dépêche[1] (moyenne du parcours aérien intérieur .... km.[1])	Poids nets des correspondances-avion destinées à d'autres pays												
			Parcours aériens intermédiaires						Moyenne du parcours aérien dans le pays de destination[1 2]						
			avec majoration de taxe			sans majoration de taxe									
			km.	km.	km.	km.	km.		km.	km.	km.	km.	km.		
		gr.	gr.	gr.	gr.	gr.	gr.		gr.	gr.	gr.	gr.	gr.		
1	2	3	4	5	6	7	8		9	10	11	12	13		14
		Totaux													

[1] Les correspondances-avion destinées au lieu de l'aéroport de réception d'une dépêche-avion, n'entrent pas dans le calcul de poids.

[2] Les colonnes 3 et 9 à 13 ne sont remplies que dans le cas où le pays de destination des correspondances-avion se charge de leur réacheminement par la voie aérienne à l'intérieur de son territoire.

LETTER POST — FORMS

X

Despatching Office .....

Office of destination .....

CONVEYANCE OF AIR MAILS BY AIR

Return of net weight of the air correspondence contained in the $\frac{\text{air}}{\text{ordinary}}$ mails from the office of ..... to the office of ..... sent during the statistical period from ..... to the .....

Serial No.	Date	Weight of the air-mail correspondence for the country of destination of the mail [1] (average distance carried by air within the country ..... km. [1])	Net weight of the air mail correspondence destined for other countries											
			Intermediate distance by air						Average distance carried by air within the country of destination [1 2]					
			with surtax			without surtax								
			km.	km.	km.	km.	km.		km.	km.	km.	km.	km.	
		gr.	gr.	gr.	gr.	gr.	gr.		gr.	gr.	gr.	gr.	gr.	
1	2	3	4	5	6	7	8		9	10	11	12	13	14
		Totals												

[1] Air mail correspondence for the locality in which the air port of reception is situated is not included in the return of weights.

[2] Columns 3 and 9 to 13 are not to be filled up unless the country of destination of the mail correspondence undertakes their re-transmission by air to places within its own territory.

POSTE AUX LETTRES — FORMULES

Y

LISTE DES LIGNES AÉRIENNES

qui sont à la disposition des administrations de l'Union avec indication de la distance et de la durée du parcours à partir du port de départ jusqu'aux différents ports d'escale, de la périodicité du service, du pays auquel les frais de transit doivent être payés et des conditions ou restrictions spéciales auxquelles l'utilisation de la ligne est subordonnée.

Numéros d'ordre	Nom de la ligne aérienne	Parcours	Distance à partir du port de départ km.	Durée du parcours heures	Périodicité du service	Pays auquel les frais de transport aérien doivent être payés	Observations. (Restriction dans l'utilisation de la ligne, etc.)

LETTER POST — FORMS

Y

LIST OF AIR LINES

at the disposal of the Management of the Union ; distance and duration of the journey from the port of departure to the various ports of call ; frequency of the service ; country to which the cost of conveyance must be credited ; and special conditions or restrictions to which the use of the line is subjected.

Serial No.	Name of the air line	Route	Distance from the port of departure km.	Duration of the journey hours	Frequency of service	Country to which the cost of conveyance by air must be credited	Remarks (Restrictions in the use of the line, etc.)

POSTE AUX LETTRES — FORMULES

Z

LISTE DES PAYS

à destination desquels le réacheminement des correspondances-avion par la voie aérienne peut avoir lieu pour tout ou partie du parcours, avec indication des voies par lesquelles le réacheminement a lieu, des distances du parcours aérien et des frais de transport y afférents.

Numéros d'ordre	Noms des pays à destination desquels le réacheminement par la voie aérienne peut avoir lieu	Voies par lesquelles le réacheminement a lieu	Distance du parcours aérien jusqu'au pays de destination	Frais de transport pour le parcours aérien		Observations
				jusqu'au pays de destination	dans le pays de destination même	
1	2	3	4	5	6	7

LETTER POST — FORMS

Z

LIST OF THE COUNTRIES

for which re-transmission of air mail correspondence by air can take place for the whole or part of the journey ; route adopted for re-transmission ; distances on the air route and cost of re-transmission.

Serial No.	Names of the countries for which mails may be retransmitted by air	Route adopted for retransmission	Distance by air as far as the country of destination	Cost of conveyance by air		Remarks
				as far as the country of destination	within the country of destination	
1	2	3	4	5	6	7

N° 1750.

ALLEMAGNE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, AUTRICHE, BELGIQUE, etc.

Dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne, adoptées à la Conférence tenue à La Haye, le 10 septembre 1927.

GERMANY, UNITED STATES OF AMERICA, AUSTRIA, BELGIUM, etc.

Provisions concerning the Transmission of Air Parcels, adopted at the Conference held at The Hague, September 10, 1927.

N° 1750. — DISPOSITIONS [1] CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE, ADOPTÉES A LA CONFÉRENCE TENUE A LA HAYE, LE 10 SEPTEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ces dispositions a eu lieu le 16 juin 1928.

Article premier.

COLIS ADMIS AU TRANSPORT AÉRIEN.

1. Dans les relations entre les pays dont les administrations postales se sont déclarées d'accord à ce sujet, les colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée, grevés de remboursement ou non, sont admis au transport par la voie aérienne, si tout ou partie de leur parcours est desservi par une ligne aérienne utilisée pour le service des colis postaux. Les colis postaux prennent, dans ce cas, la dénomination de « Colis postaux-avion ».

2. Les administrations peuvent admettre aussi des colis postaux-avion qui, à la demande des expéditeurs, ne doivent être acheminés par la voie aérienne que sur une partie du parcours aérien existant.

Article 2.

LIBERTÉ DE TRANSIT DES COLIS POSTAUX-AVION.

1. La liberté de transit des colis postaux-avion est garantie sur le territoire entier de l'Union.

2. Toutefois, les administrations postales ne prennent aucun engagement relatif à la capacité de transport des lignes aériennes ouvertes au trafic des colis postaux-avion. De plus, une administration qui ne participe pas au service des colis postaux ordinaires ne peut être obligée de participer à l'acheminement par les voies ordinaires des colis postaux-avion.

Article 3.

TRANSMISSION DES COLIS POSTAUX-AVION.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis postaux-avion s'opère à découvert. Les offices intéressés peuvent s'entendre pour établir des échanges en sacs, paniers ou récipients

[1] Ces dispositions ont été mises en vigueur dans les Pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Colonie du Congo belge, Danemark, Ville Libre de Dantzig, Estonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Lettonie, Maroc, Pays-Bas, Perse, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union des Républiques soviétistes socialistes.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1750. — PROVISIONS [2] CONCERNING THE TRANSMISSION OF AIR PARCELS, ADOPTED AT THE CONFERENCE HELD AT THE HAGUE, SEPTEMBER 10, 1927.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of these Regulations took place June 16, 1928.

Article 1.

PARCELS ACCEPTED FOR CONVEYANCE BY AIR MAIL.

1. In postal intercourse between countries which have come to an agreement on the subject, ordinary and insured postal parcels, whether marked for the collection of trade charges or not, are accepted for transmission by Air Mail if the whole or part of the route is served by an air line used for Parcel Air Mails. Postal parcels are known in this case as " Air Parcels '.

2. Administrations may also admit Air Parcels which the senders request may be transmitted by Air Mail for a part only of an existing air route.

Article 2.

FREEDOM OF TRANSIT FOR AIR PARCELS.

1. Freedom of transit for Air Parcels is guaranteed throughout the entire territory of the Union.

2. Postal Administrations do not, however, undertake any engagement relative to the transport capacity of the air lines open to Air Parcel traffic. Further, an Administration which does not participate in the ordinary Parcel Post service may not be required to share in the transmission of an Air Parcel by ordinary routes.

Article 3.

TRANSMISSION of AIR PARCELS.

In the absence of any arrangements to the contrary, Air Parcels are transmitted *à découvert*. The Offices concerned may arrange to have parcels exchanged in closed bags, baskets or closed

[1] Publiée à titre d'information. [1] Published for information.

[2] These provisions were put into force in the following Countries :
Germany, Austria, Belgium, Bulgaria, Colony of the Belgian Congo, Denmark, Free City of Danzig, Estonia, Finland, France, Great Britain, Hungary, Latvia, Morocco, The Netherlands, Persia, Poland, Sweden, Switzerland, Czechoslovakia, Union of Socialist Soviet Republics.

clos avec feuilles de route directes. Il est obligatoire de faire usage de récipients clos si, d'après la déclaration d'une administration intermédiaire, l'envoi à découvert est de nature à entraver les opérations de celle-ci.

Article 4.

ACHEMINEMENT DES COLIS POSTAUX-AVION.

Toute administration qui exécute le service des colis postaux est obligée, sous la réserve prévue à l'article 2, paragraphe 2, d'acheminer par les voies aériennes, et, le cas échéant, par les voies terrestres et maritimes qu'elle emploie pour ses propres envois les colis postaux-avion qui lui sont remis par une autre administration.

Article 5.

CONDITIONNEMENT EXTÉRIEUR DES COLIS POSTAUX-AVION ET DES BULLETINS D'EXPÉDITION Y AFFÉRENTS.

1. Les colis postaux-avion et les bulletins d'expédition y afférents sont revêtus au départ d'une étiquette spéciale de couleur bleue comportant les mots « *Par avion* » et leur traduction dans la langue du pays d'origine. L'expéditeur est libre d'y ajouter la voie à suivre.

2. Lorsque l'expéditeur demande que le transport des colis soit effectué par voie aérienne sur une partie du parcours seulement, il doit en faire mention sur le colis et sur le bulletin d'expédition y afférent. A la fin de la transmission aérienne, les mentions et les étiquettes « *Par avion* », ainsi que les annotations spéciales doivent être barrées d'office par deux forts traits transversaux.

3. Le poids de chaque colis postal-avion en kilogrammes doit être inscrit par l'office d'origine sur le bulletin d'expédition à la place réservée à cet effet. Les fractions de kilogrammes sont arrondies au kilogramme supérieur.

Article 6.

DIMENSIONS DES COLIS POSTAUX-AVION.

En règle générale, les colis postaux-avion ne doivent pas dépasser 100 centimètres de longueur et 50 centimètres dans chacune des deux autres dimensions.

Les administrations notifient les dimensions admises après entente avec leurs entreprises de transport aérien.

Article 7.

DROITS TERRITORIAUX, MARITIMES ET AUTRES.

1. Les colis postaux-avion sont soumis aux droits territoriaux des pays d'origine et de destination ; quant aux droits territoriaux et maritimes des pays ou services intermédiaires, ils ne leur sont applicables que dans le cas où ils empruntent sur leur parcours un transport territorial ou maritime intermédiaire. Les administrations des pays survolés n'ont droit à aucune rémunération pour les colis postaux-avion transportés par la voie aérienne au-dessus de leurs territoires.

2. Les taxes additionnelles des colis encombrants et des colis urgents ne sont perçues que sur le montant des taxes ordinaires ; la surtaxe aérienne ne subit pas de majoration de ce chef.

Article 8.

SURTAXE AÉRIENNE.

Les colis postaux-avion sont soumis à une surtaxe qui se compose des droits revenant à chaque office participant au transport aérien.

receptacles with direct parcel bills. The use of closed receptacles is obligatory, if according to the statement of an intermediate Administration, transmission *à découvert* hampers the work of that Administration.

Article 4.

ROUTING OF AIR PARCELS.

Every Administration which undertakes the Parcel Post service is, subject to the reservation laid down in Article 2, paragraph 2, bound to forward by the air, and, if necessary, by the land and sea routes used for its own despatches the Air Parcels delivered to it by another Administration.

Article 5.

EXTERNAL MAKE-UP OF AIR PARCELS AND DESPATCH NOTES RELATING THERETO.

1. Air Parcels and the Despatch Notes relating thereto must bear on despatch a special blue label with the words "*Par Avion*" (By Air Mail) and a translation in the language of the country of origin. The sender is free to add to this a route indication.

2. When the sender requests that a parcel shall be transmitted by air for part of the route only he must indicate this on the parcel and the relative Despatch Note. At the end of air transmission the instructions and the Air Mail label "*Par Avion*" as well as the special annotations must be struck through officially by two thick transverse strokes.

3. The weight in kilogrammes of each Air Parcel must be entered by the Office of origin in the space provided on the Despatch Note. Fractions of a kilogramme are rounded up to the nearest kilogramme.

Article 6.

SIZE OF AIR PARCELS.

As a general rule Air Parcels must not exceed 100 centimetres in length and 50 centimetres in each of the two other dimensions.

Administrations will notify the dimensions approved after agreement with their air transport organisations.

Article 7.

TERRITORIAL AND SEA RATES, ETC.

1. Air Parcels are subject to the territorial rates of the countries of origin and destination ; but the territorial and sea rates of the intermediate countries or services are only applicable if the Air Parcels are conveyed by their territorial or sea services. Administrations of countries flown over have no right to remuneration in respect of Air Parcels conveyed by air above their territories.

2. The additional charges in respect of cumbersome parcels and urgent parcels are calculated only on the basis of the ordinary charge ; the air surtax cannot be increased on this account.

Article 8.

AIR SURTAX.

Air Parcels are subject to a surtax which is composed of the fees due to each Office taking part in the air conveyance.

Article 9.

DROITS DES PAYS PARTICIPANT AU TRANSPORT AÉRIEN.

1. Les administrations s'engagent à prendre autant que possible les mesures nécessaires pour assurer l'établissement de tarifs de transport uniformes sur la base du poids et de la distance.

2. Si deux pays sont reliés par plusieurs lignes aériennes, les frais de transport sont établis d'après la distance moyenne des parcours entre les aéroports respectifs et leur importance pour le trafic international.

3. Le pays d'origine qui se charge de la transmission des colis postaux-avion à l'intérieur de son territoire par la voie aérienne sur tout ou partie du parcours entre le lieu d'origine et un de ses aéroports de la ligne de liaison avec l'étranger, a droit à une bonification spéciale pour ce parcours. Le pays de destination qui se charge de la transmission des colis postaux-avion à l'intérieur de son territoire par la voie aérienne sur tout ou partie du parcours entre un de ses aéroports de la ligne de liaison avec l'étranger et le lieu de destination, a droit à une bonification spéciale pour ce parcours.

4. Les bonifications précitées doivent être uniformes pour tous les parcours du réseau interne d'un même pays et seront calculés sur la base des indications du tableau précédent d'après la distance moyenne de ces parcours adoptée pour le service de la poste aux lettres. Il est à noter que ces bonifications ne sont pas dues :

1° Lorsque le lieu d'origine ou respectivement le lieu de destination du colis coïncide avec un des aéroports de la ligne de liaison avec l'étranger, par laquelle le colis a été acheminé ;

2° Lorsque la transmission des colis postaux-avion a lieu sur tout le parcours mentionné dans l'alinéa précédent par les moyens ordinaires du pays d'origine ou de destination.

5. Les droits précités sont dus aussi pour les colis postaux affranchis de toutes taxes d'après les dispositions de l'article 15 de l'Arrangement [1] concernant les colis postaux.

Article 10.

DROITS D'ASSURANCE.

1. Pour les colis postaux-avion avec valeur déclarée, il peut être perçu, à titre de droit d'assurance, par fraction de 300 francs de la déclaration de valeur et en sus des droits d'assurance applicables éventuellement au transport partiel territorial ou maritime de ces colis, 10 *centimes par service aérien emprunté.*

Ce droit est compris, le cas échéant, dans les 50 centimes par 300 francs de valeur déclarée que l'office d'origine peut percevoir comme droit global.

2. Exceptionnellement, le droit d'assurance pour certains services comportant des risques extraordinaires sera fixé dans chaque cas particulier par l'office intéressé ; dans ce cas, le droit global pourra être majoré en conséquence.

Article 11.

REMISE PAR EXPRÈS.

Les expéditeurs ont la faculté de demander la remise à domicile par porteur spécial, immédiatement après l'arrivée, en acquittant la taxe spéciale prévue par l'article 13 de l'Arrangement de Stockholm et pourvu que l'office de destination ait déclaré être en mesure d'assurer ce service.

[1] Vol. XL, page 307 ; vol. L, page 172 ; et vol. LXXII, page 462, de ce recueil.

Article 9.

CHARGES DUE TO THE COUNTRIES PARTICIPATING IN AIR CONVEYANCE.

1. Administrations agree to take all possible steps to insure that uniform tariffs for conveyance shall be established on a basis of weight and distance.

2. If two countries are connected by several air lines, the rates for conveyance are based on the mean distance of the routes between the respective aerodromes and their importance for international traffic.

3. The country of origin is entitled to a special credit when it undertakes the transmission of Air Parcels by air in the interior of its territory for the whole or part of the journey between the place of origin and one of its aerodromes on the line which connects that country with a foreign country. The country of destination is entitled to a special credit when it undertakes the transmission of Air Parcels by air in the interior of its territory for the whole or part of the journey between one of its aerodromes on the line which connects that country with a foreign country and the place of destination.

4. The above-mentioned credits must be uniform for all the routes of the internal system of a country and shall be calculated on the basis of the particulars in the foregoing table according to the mean distance of these routes adopted for the letter mail service. It must be noted that these credits cannot be claimed :

(1) When the place of origin or the place of destination, as the case may be, is one of the aerodromes on the line connecting the country in question with a foreign country, and is on the route by which the parcel has been forwarded ;

(2) When the transmission of Air Parcels throughout the route mentioned in the, preceding paragraph has been effected by the ordinary means of the country of origin, or of destination as the case may be.

4. The foregoing charges are payable also in respect of parcels exempt from all charges under the provisions of Article 15 of the Parcel Post Agreement [1].

Article 10.

INSURANCE FEES.

1. In addition to the insurance fees applicable in the event of partial land or sea conveyance an insurance fee of 10 centimes for each air service of which use is made may be collected for each 300 francs or fraction of 300 francs of the declared value of Insured Air Parcels.

This may be included, if necessary, in the 50 centimes per 300 francs of insured value which the Office of origin may charge as an inclusive fee.

2. As an exceptional arrangement, the insurance fee for certain services involving extraordinary risks will be fixed in each particular case by the Office concerned ; in this case, the inclusive fee may be increased accordingly.

Article 11.

EXPRESS DELIVERY.

The senders have the right to request the delivery at the address by special messenger, immediately after arrival, on prepayment of the special charge prescribed by Article 13 of the Stockholm Agreement, provided that the Office of destination has notified that it is in a position to undertake this service.

[1] Vol. XL, page 307 ; Vol. L, page 172 ; and Vol. LXXII, page 462, of this Series.

Toutefois, chaque office destinataire peut demander que la taxe d'exprès soit fixée à un taux inférieur.

Article 12.

RÉEXPÉDITION ET RENVOI DES COLIS POSTAUX-AVION.

1. La réexpédition d'un colis postal-avion sur une nouvelle destination, à la demande de l'expéditeur ou du destinataire et pour autant qu'elle est admise par les dispositions générales de l'Arrangement concernant les colis postaux, peut avoir lieu par la voie aérienne si le payement des frais du transport aérien dus pour la nouvelle transmission est garanti. Il en est de même du renvoi à l'origine d'un colis postal-avion demandé par l'expéditeur.

La taxe est reprise éventuellement sur l'office qui a formulé la demande de réexpédition ou de renvoi.

2. Si la réexpédition ou le renvoi a lieu par les moyens ordinaires de la poste, l'étiquette « *Par avion* » et toute annotation se rapportant à la transmission par la voie aérienne doivent être barrées d'office au moyen de deux forts traits transversaux. Les colis postaux-avion mal dirigés doivent être acheminés sur leur destination par la voie aérienne la plus courte ; si les frais de transport bonifiés à l'office réexpéditeur ne sont pas suffisants pour couvrir les frais de la nouvelle transmisson aérienne, la différence est reprise sur l'office auquel la mauvaise direction incombe.

3. Dans le cas d'atterrissage forcé ou de correspondance manquée, les offices qui assurent le réacheminement prélèvent leur quote-part sur l'office expéditeur.

Article 13.

FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis postaux-avion sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route spéciale, conforme au modèle Q ci-annexé, avec tous les détails que cette formule comporte. La feuille de route doit être revêtue dans l'en-tête de l'étiquette « *Par avion* ».

2. Les bureau d'échange expéditeurs doivent, sauf arrangement contraire, numéroter les feuilles de route spéciales à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant, au-dessous du numéro, le service aérien par lequel l'expédition a eu lieu. Le dernier numéro de l'année précédente doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

3. Si la transmission des colis postaux-avion d'un pays à un autre se fait par les voies ordinaires et simultanément avec des colis postaux ordinaires, la présence dans l'envoi de colis postaux-avion avec feuille de route spéciale doit être indiquée par une annotation appropriée, dans la feuille de route principale.

Article 14.

RÉCIPIENTS CLOS.

Si l'expédition des colis postaux-avion a lieu dans des récipients clos, les étiquettes ou suscriptions de ces récipients doivent porter l'étiquette « *Par avion* ».

Article 15.

DÉDOUANEMENT DES COLIS POSTAUX-AVION.

Les administrations prennent des mesures pour accélérer autant que possible le dédouanement des colis postaux-avion.

Each Office of destination may, however, request that the express delivery charge shall be fixed at a lower rate.

Article 12.

REDIRECTION AND RETURN OF AIR PARCELS.

1. An Air Parcel may be redirected for transmission by air to a new destination at the request of the sender or the addressee so far as the general provisions of the Parcel Post Agreement permit, if payment of the cost of air conveyance due for transmission to the new destination is guaranteed. The same applies to a request by the sender for the return to origin of an Air Parcel.

In this case, the charge is claimed from the Office which has put forward the request for redirection or return.

2. If the redirection or return takes place through ordinary postal channels, the Air Mail label " Par Avion " and any note relating to air transmission must be struck through officially with two thick transverse stroces. Missent Air Parcels must be reforwarded to their destination by the shortest air route ; if the credits allowed to the reforwarding Office are insufficient to cover the cost of the new air transmission, the difference is claimed from the Office responsible for the missending.

3. In the case of a forced landing or of failure of connection, the Offices which arrange for the reforwarding claim their share from the despatching Office.

Article 13.

PARCEL BILLS.

1. Air Parcels are entered by the despatching Office of Exchange on a special Parcel Bill similar to Form Q annexed, with all the details required by this form. The parcel bill must bear an Air Mail label " Par Avion " at the head.

2. The despatching Offices of Exchange must, unless otherwise arranged, number the special parcel bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of origin and for each office of destination, entering below the number the air service by which the despatch is effected. The last number of the preceding year must be shown on the first parcel bill of the following year.

3. If the transmission of Air Parcels from one country to another takes place by the ordinary route and simultaneously with ordinary parcels the fact that Air Parcels with a special parcel bill are included in the mail must be indicated by an appropriate entry on the principal parcel bill.

Article 14.

CLOSED RECEPTACLES.

If the despatch of Air Parcels is made in closed receptacles, the labels or address must bear an Air Mail label.

Article 15.

CUSTOMS CLEARANCE OF AIR PARCELS.

The Administrations shall take all possible steps to accelerate the clearance of Air Parcels through the Customs.

Article 16.

RESPONSABILITÉ.

Sauf notification contraire, les administrations postales assument pour le transport des colis postaux par la voie aérienne, la même responsabilité que pour leur transport par la voie ordinaire.

Article 17.

BONIFICATION DE DROITS DE TRANSPORTS TERRITORIAL, MARITIME ET AÉRIEN.

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis postal-avion à l'office destinataire et aux offices intermédiaires les droits qui leur reviennent en vertu des dispositions précédentes et d'après les indications du tableau P mentionné à l'article 21.

Article 18.

BONIFICATION DES DROITS D'ASSURANCE.

Pour les colis postaux-avion avec valeur déclarée, l'office d'origine est redevable envers chaque administration intermédiaire qui se charge de leur transport aérien au delà des frontières de son pays, d'une quote-part de droit d'assurance fixée, exception faite des services comportant des risques extraordinaires, à 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs. La même quote-part est due à l'administration de destination qui assure le transport des colis postaux-avion avec valeur déclarée par la voie aérienne à l'intérieur du territoire de son pays.

Article 19.

TRANSBORDEMENT.

Sauf entente contraire entre les administrations des postes intéressées, le transbordement en cours de route dans un même aéroport des colis postaux-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait obligatoirement par l'intermédiaire de l'administration des postes du pays où a lieu le transbordement. Cette règle ne s'applique pas lorsque ce transbordement a lieu entre des appareils assurant les sections successives d'un même service.

Article 20.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

Le décompte des bonifications dues pour les transports aérien et autres de colis postaux-avion se fait d'après les règles admises pour le décompte des bonifications dues pour les colis ordinaires.

Article 21.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR AUX ADMINISTRATIONS.

1. Les administrations doivent se communiquer par l'intermédiaire du Bureau international :

a) L'indication qu'elles se chargent ou non du réacheminement des colis postaux-avion à l'intérieur de leur pays par la voie aérienne sur tout ou partie de leur parcours

Article 16.

RESPONSIBILITY.

Unless otherwise notified, postal Administrations shall accept the same responsibility for the conveyance of Air Parcels by air as for their conveyance by ordinary routes.

Article 17.

CREDITS IN RESPECT OF LAND, SEA AND AIR RATES.

The despatching Office credits to the Office of destination and the intermediate Offices in respect of each Air Parcel the rates due to them under the preceding provisions and according to the particulars shown in Table P mentioned in Article 21.

Article 18.

CREDITING OF INSURANCE FEES.

For insured Air Parcels, the Office of origin must pay each intermediate Administration whch undertakes their transmission by air beyond the frontier of its country a proportionate share of an insurance fee fixed, except in services involving exceptional risks, at 10 centimes per 300 francs or fraction of 300 francs. The same share is due to the Administration of destination which undertakes the conveyance of an insured Air Parcel by air within its own country.

Article 19.

TRANSFER.

Unless the Postal Administrations concerned arrange otherwise, the transfer in an aerodrome, in course of transmission, of Air Parcels conveyed successively by several distinct air services must be performed by the postal Administration of the country in which the transfer takes place. This rule does not apply when the transfer takes place between machines performing successive stages of the same service.

Article 20.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

The method of accounting for credits in respect of conveyance by air and otherwise of Air Parcels is based on the regulations applicable to accounting in respect of ordinary parcels.

Article 21.

INFORMATION TO BE FURNISHED TO ADMINISTRATIONS.

1. Administrations shall inform each other through the medium of the International Bureau :

(a) Whether they undertake or not the retransmission of Air Parcels by air in the interior of their country for all or part of the route and, if necessary, for what localities,

et, le cas échéant, à destination de quelles localités, en spécifiant si des colis postaux-avion à destination d'autres endroits peuvent être acheminés, à la demande des expéditeurs, sur ces localités ;

b) L'information qu'elles acceptent ou non des colis postaux-avion avec valeur déclarée.

2. Celles des administrations qui disposent de lignes aériennes pour le transport des colis postaux-avion se communiquent mutuellement au moyen de tableaux conformes au modèle P ci-annexé :

a) Les bonifications qu'elles réclament pour le transport aérien ou autre à l'intérieur de leur territoire et les dimensions qu'elles admettent pour les colis postaux-avion destinés à leur pays ;

b) La nomenclature des pays à destination desquels des colis postaux-avion peuvent leur être remis pour être acheminés par la voie aérienne sur tout ou partie du parcours ultérieur ;

c) Les services aériens de liaison avec l'étranger par lesquels l'expédition des colis postaux-avion peut avoir lieu, avec indication des parcours et des distances en kilomètres ;

d) Les frais de transports aérien et autres qui doivent leur être bonifiés pour la transmission jusqu'au pays de destination et éventuellement à l'intérieur de celui-ci ;

e) La taxe de remise par exprès lorsqu'elle est réduite conformément à l'alinéa 2 de l'article 11.

3. Chaque administration doit, en outre, faire connaître directement aux offices avec lesquels elle est en relation directe, quels sont les pays pour lesquels elle se propose de lui livrer des colis postaux-avion.

Article 22.

APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES COLIS POSTAUX.

Les dispositions de l'arrangement concernant les colis postaux et de son Règlement d'exécution sont appliquées en tout ce qui n'est pas expressément réglé par les articles précédents.

Article 23.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DES DISPOSITIONS ADOPTÉES.

Les présentes dispositions seront mises à exécution autant que possible le 1er janvier 1928 et demeureront en vigueur jusqu'à leur remplacement par l'Arrangement de Londres.

---

stating whether Air Parcels for other destinations can be forwarded at the senders' request to those localities ;

(b) Whether they accept or not insured Air Parcels.

2. Administrations which have air lines at their disposal for the conveyance of Air Parcels shall communicate to each other by means of tables similar to Form P. annexed :

(a) The credits claimed for conveyance by air or otherwise in the interior of their territory, and the dimensions that they approve for Air Parcels addressed to their country ;

(b) The names of the countries for which Air Parcels may be sent to them for onward transmission by air for the whole or part of the further distance ;

(c) The connecting services with other countries by which Air Parcels may be forwarded, with particulars of the route followed and distance in kilomatres ;

(d) The rates for conveyance by air and otherwise which must be credited to them for transmission as far as the country of destination and, if applicable, in the interior of that country ;

(e) The charge for express delivery when it is reduced in conformity with paragraph 2 of Article 11.

3. Each Administration must in addition notify direct to the Offices with which it is in direct communication the countries to which it undertakes the onward transmission of air parcels.

Article 22.

APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE PARCEL POST AGREEMENT.

The provisions of the Parcel Post Agreement and its Detailed Regulations are applicable to everything which is not expressly provided for in the preceding Articles.

Article 23.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION.

The present provisions shall come into operation as far as possible on the 1st of January 1928, and shall remain in force until replaced by the Agreement of London.

COLIS POSTAUX — FORMULES

P

Office expéditeur du présent Tableau

.....

TABLEAU

INDIQUANT LES CONDITIONS AUXQUELLES L'OFFICE DES POSTES DE..... ACCEPTE DES COLIS POSTAUX-AVION POUR SON PROPRE TERRITOIRE ET A DESTINATION DES PAYS POUR LESQUELS IL EST A MÊME DE SERVIR D'INTERMÉDIAIRE

POSTAL PARCELS — FORMS.

P

Office of origin of the present Table.

.....

TABLE

SHOWING THE CONDITIONS ON WHICH THE POST OFFICE AT..... ACCEPTS AIR PARCELS FOR ITS OWN COUNTRY AND FOR DESTINATIONS IN COUNTRIES TO WHICH IT UNDERTAKES ONWARD TRANSMISSION

FRAIS DE TRANSPORT TERRITORIAL ET MARITIME

Pays de destination	Voie de transmission	Désignation des pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Total des frais à bonifier par l'Office ..... à l'Office		Observations
			Taxe au poids	Droits d'assurance par 300 francs	
1	2	3	4	5	6
	1. Service à l'intérieur de (Nom du pays)				
	2. Service à destination d'autres pays.				

CHARGES FOR CONVEYANCE BY LAND AND BY SEA

Country of destination	Route adopted	List of intermediate countries and sea transport lines to be used	Total charges to be credited by the office at ..... to the office at		Remarks
			Charge by weight	Insurance fee for each 300 fr.	
1	2	3	4	5	6
	1. Service within the territories of (Name of the countries)				
	2. Service for destinations in other countries.				

FRAIS DE TRANSPORT AÉRIEN

Pays de destination	Voie de transmission	Désignation des services aériens à employer	Distance en km.	Total des frais de transport aérien à bonifier à l'Office de ..... jusqu'au pays de destination		à l'intérieur du pays de destination		Observations
				Taxe du poids	Droits d'assurance par 300 francs	Taxe du poids	Droits d'assurance par 300 francs	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
	1. Service à l'intérieur de (Nom du pays)							
	2. Service à destination d'autres pays.							

CHARGES FOR CONVEYANCE BY AIR

Country of destination	Route adopted	List of air lines to be used	Distance in kilometres	Total charges for conveyance by air to be credited to the office of ..... As far as the country of destination		Within the country of destination		Remarks
				Charge by weight	Insurance fee for each 300 fr.	Charge by weight	Insurance fee for each 300 fr.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
	1. Service within the territories of (Name of the countries)							
	2. Service for destinations in other countries.							

COLIS POSTAUX — FORMULES

Q

Pays d'origine

.....

Place réservée pour l'étiquette « Avion »

Pays de destination

.....

Numéro d'ordre de la feuille de route .....

FEUILLE DE ROUTE

des colis postaux-avion expédiés par le bureau d'échange

de ..... au bureau d'échange de .....

Timbre à date

Départ (...e envoi) du ..... 19....., à ..... h. ..... m.

Arrivée du ..... 19....., à ..... h. ..... m.

Numéros		Nombre de colis postaux	Bureau		Poids de chaque colis avec valeur déclarée	Valeur déclarée	Bonifications				Montant des remboursements	Observations
							des taxes et droits ordinaires (territoriaux et maritimes)		des droits de transport aérien			
d'ordre	de l'enregistrement		d'origine	de destination [1]			par l'Office expéditeur à l'Office correspondant	par l'Office correspondant à l'Office expéditeur	par l'Office expéditeur à l'Office correspondant	par l'Office correspondant à l'Office expéditeur		
1	2	3	4	5	6	7 Francs-or	8 Fr. c.	9 Fr. c.	10 Fr. c.	11 Fr. c.	12 Fr. c.	13
	Totaux		.....	.....								

L'employé du bureau expéditeur :

.....

L'employé du bureau destinataire :

.....

[1] Ne pas remplir dans les cas où les colis sont adressés au même bureau que les feuilles de route.

POSTAL PARCELS — FORMS.

Q

Country of Origin

.....

Space for label
" Avion ".

Country of destination

.....

Serial number of parcel bill .....

PARCEL BILL

for air parcels sent by the office

of ..... to the office of .....

Date Stamp

Despatch (...shipment) of ..... 19....., at ..... h..... m.

Arrival of ..... 19....., at ..... h. ..... m.

Numbers		Number of air parcels	Office		Weight of each insured parcel	Amount of insurance	Credits				Amount of credits	Remarks
							Ordinary charges and rates (land and sea)		Rates for air conveyance			
Serial	Registration		of origin	of destination [1]			By the Office of origin to the corresponding Office	By the corresponding Office to the Office of origin	By the Office of origin to the corresponding Office	By the corresponding Office to the Office of origin		
1	2	3	4	5	6	7 gold	8 Fr. c.	9 Fr. c.	10 Fr. c.	11 Fr. c.	12 Fr. c.	13
	Total		.....	.....								

Official in charge at the Office of origin :

.....

Official in charge at the Office of destination :

.....

[1] Not to be entered when the air parcels are addressed to the same office as the parcel bills.

N° 1751.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange des renseignements concernant les aliénés. La Haye, le 16 avril 1928.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Exchange of Information with regard to Persons of Unsound Mind. The Hague, April 16, 1928.

N° 1751. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. LA HAYE, LE 16 AVRIL 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 juin 1928.

LÉGATION DE BELGIQUE.

NOTE

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaires de Belgique à La Haye, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas que le Gouvernement du Roi marque son accord sur les dispositions suivantes arrêtées en vue d'assurer entre la Belgique et les Pays-Bas l'échange des renseignements concernant l'internement, la libération ou le décès de leurs nationaux aliénés dans les établissements publics ou privés des deux pays.

Article premier.

Au cas où un sujet d'un des deux pays résidant dans l'autre serait atteint d'aliénation mentale, la légation du pays auquel ressortit l'intéressé sera informée de l'internement de celui-ci dans un établissement d'aliénés public ou privé, de sa sortie ou de son décès.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article précédent devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si cela est possible, les indications suivantes relatives au malade :

1° Nom et prénoms ;
2° Date et lieu de naissance ;
3° Qualité et profession ;
4° Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement ;

5° Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6° Noms, prénoms, etc., des père et mère ou des plus proches parents avec indication de leur domicile ;

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1751. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF INFORMATION WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. THE HAGUE, APRIL 16, 1928.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 18, 1928.

BELGIAN LEGATION.

NOTE.

The undersigned, Belgian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague, has the honour to inform His Excellency the Netherlands Minister for Foreign Affairs, that His Majesty's Government signifies its agreement with the following provisions drawn up with a view to ensuring between Belgium and the Netherlands the exchange of information concerning the internment, release or death of their nationals of unsound mind in the public or private asylums of the two countries.

Article 1.

Should any subject of either of the two countries residing in the other be attacked by a mental disease, his confinement in a public or private lunatic asylum, or his release from such an institution, or his death, shall be notified to the Legation of the country of which the patient is a national.

Article 2.

In the notifications provided for under the foregoing Article, mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall if possible contain the following information regarding the patient:

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Status and trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Names and surnames, etc., of the father and mother or of the nearest relatives, with their address ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

7° Si le malade est marié, les nom et prénoms de son conjoint avec indication de son domicile ;

8° Date de l'internement du malade dans l'établissement, de sa sortie ou de son décès ;

9° Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle il a été interné ;

10° Si l'admission a été faite à la suite d'un rapport médical, date de ce rapport, nom et domicile du médecin qui l'a fait ;

11° Etat du malade ;

12° Nature de l'affection.

Article 3.

Le présent arrangement entrera en vigueur à partir du 16 mai 1928 et pourra être dénoncé moyennant remise d'un préavis de six mois d'un des deux gouvernements contractants à l'autre gouvernement.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas les assurances de sa haute considération.

LA HAYE, *le* 16 *avril* 1928.

(Signé) Ch. MASKENS.

NOTE

Le soussigné, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, a l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence Monsieur le Ministre de Belgique à La Haye, que le Gouvernement de la Reine marque son accord sur les dispositions suivantes arrêtées en vue d'assurer entre les Pays-Bas et la Belgique l'échange des renseignements concernant l'internement, la libération ou le décès de leurs nationaux aliénés dans les établissements publics ou privés des deux pays :

Article premier.

Au cas où un sujet d'un des deux pays résidant dans l'autre serait atteint d'aliénation mentale, la légation du pays auquel ressortit l'intéressé sera informée de l'internement de celui-ci dans un établissement d'aliénés public ou privé, de sa sortie ou de son décès.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article précédent devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si cela est possible, les indications suivantes relatives au malade :

1° Nom et prénoms ;

2° Date et lieu de naissance ;

3° Qualité et profession ;

4° Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement ;

5° Dernier domicile dans le pays d'origine ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and his or her address ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person or authority at whose request the patient was confined.

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and address of the doctor ;

(11) The condition of the patient ;

(12) Nature of the disease.

Article 3.

The present arrangement shall enter into force as from May 16, 1928, and may be denounced on notification given six months in advance by either of the contracting Governments to the other Government.

The undersigned has the honour, etc.,

THE HAGUE, *April* 16, 1928.

(Signed) Ch. MASKENS.

NOTE.

The undersigned, Netherlands Minister for Foreign Affairs, has the honour to inform His Excellency the Belgian Minister at The Hague that Her Majesty's Government signifies its agreement with the following provisions drawn up with a view to ensuring between the Netherlands and Belgium the exchange of information concerning the internment, release or death of their nationals of unsound mind in the public or private asylums of the two countries.

Article 1.

Should any subject of either of the two countries residing in the other be attacked by a mental disease, his confinement in a public or private lunatic asylum, or his release from such an institution, or his death, shall be notified to the Legation of the country of which the patient is a national.

Article 2.

In the notifications provided for under the foregoing Article, mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall if possible contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Status and trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

6° Noms, prénoms, etc., des père et mère ou des plus proches parents avec l'indication de leur domicile ;

7° Si le malade est marié, les nom et prénoms de son conjoint avec l'indication de son domicile ;

8° Date de l'internement du malade dans l'établissement, de sa sortie ou de son décès ;

9° Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle il a été interné ;

10° Si l'admission a été faite à la suite d'un rapport médical, date de ce rapport, nom et domicile du médecin qui l'a fait ;

11° Etat du malade ;

12° Nature de l'affection.

Article 3.

Le présent arrangement entrera en vigueur à partir du 16 mai 1928 et pourra être dénoncé moyennant remise d'un préavis de six mois d'un des deux gouvernements contractants à l'autre gouvernement.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Ministre de Belgique les assurances de sa haute considération.

LA HAYE, *le* 16 *avril* 1928.

(Signé) Beelaerts BLOKLAND.

---

(6) Names and surnames, etc., of the father and mother or of the nearest relatives, with their address ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and his or her address ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person or authority at whose request the patient was confined.

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and address of the doctor ;

(11) The condition of the patient ;

(12) Nature of the disease.

Article 3.

The present arrangement shall enter into force as from May 16th, 1928, and may be denounced on notification given six months in advance by either of the contracting Governments to the other Government.

The undersigned has the honour, etc.,

THE HAGUE, *April* 16, 1928.

(Signed) Beelaerts BLOKLAND.

N° 1752.

ALLEMAGNE ET LETTONIE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition du visa des passeports entre les deux pays. Riga, le 2 juin 1928.

GERMANY AND LATVIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport' Visas between the two Countries. Riga, June 2, 1928.

N° 1752. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET LETTON COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION DU VISA DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. RIGA, LE 2 JUIN 1928.

No. 1752. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND LATVIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIGA, JUNE 2, 1928.

Textes officiels letton et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 18 juin 1928.

Latvian and German official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 18, 1928.

I.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N. A. 870. III/012916

1928. *g.* 2 *junijā.*

MINISTRA KUNGS,

Tā kā LATVIJAS un VĀCIJAS VALDĪBAS nolēmušas atcelt pasu vizas starp abām valstīm, pagodinos paziņot, ka Latvijas valdība pieņem nolīgumu, pie kuŗa novedušas sarunas šaī lietā abu valdību starpā un kuŗa teksts sekošais :

« 1. *pants.*

Abu valstu pilsoņi var katrā laikā ieceļot otras valsts teritorijā un viņu atstāt caur oficiali atzītiem robežu pārejas punktiem bez ieceļošanas vizas ar nosacījumu, ka viņiem ir derīgas nacionalas ārzemju pases, kuŗas neapstrīdami pierāda viņu pavalstniecību.

Šis atvieglojums piešķirts vienīgi nacionalu pasu īpašniekiem un neattiecas uz ārzemniekiem izdotām ceļojuma pasēm (bezpavalstniekiem un citiem).

2. *pants.*

Kopējai robežas pāriešanai grupām, kas sastāv no vienas vai otras līgumslēdzējas valsts pilsoņiem, pasu vietā derīgi dalībnieku saraksti, kuŗus izgatavojušas kompetentas iestādes un kuŗus vizējusi otras valsts kompetenta pārstāvība. Šī vizēšana izdarāma bez maksas. Šādas dalībnieku listes nav izsniedzamas strādnieku transportiem.

3. *pants.*

Šis nolīgums neierobežo abās valstīs pastāvošos noteikumus attiecībā uz robežu noslēgšanu, ieceļošanas noliegšanu katrai par nevēlamu atzītai personai, registrēšanos policijā, uzturēšanos ilgāki par vienu mēnesi, ārzemnieku izraidīšanu, kā arī uz vietējā darba tirgus aizsardzību.

4. *pants.*

Katrai no abām valstīm ir tiesības izraidīt no savas teritorijas otras valsts pilsoņus,

a) kuŗi pārkāpuši noteikumus par ārvalstnieku registrēšanos un uzturēšanos valstī, vai

b) kuŗi rīkojušies pretēji noteikumiem par vietējā darba tirgus aizsardzību ; šis nosacījums piemērojams īpaši tiem vienas no abu valstu pilsoņiem, kuŗi iestājušies darbā pēc ierašanās otras valsts teritorijā bez iepriekšējas darba atļaujas, izdotas no šīs valsts kompetentās pārstāvības.

Abas līgumslēdzējas puses apņemas paziņot saviem uz otru valsti izceļojošiem pilsoņiemi ka ir nepieciešams jau iepriekš izgādāt atļauju ieņemt algotu vietu šaī valstī, ja šie pilsoņ, pie ārzemju pasu izņemšanas par izceļošanas iemeslu uzdod vēlēšanos iestāties darbā otrā valstī.

5. *pants.*

Šis nolīgums stājas spēkā 1928. g. 1. julijā bez jebkādām citām formalitatēm. Viņu varēs uzteikt gada ceturkšņu sākumā, trīs mēnešus iepriekš par to paziņojot. »

Saņemiet, Ministra kungs, manas augstas cieņas apliecinājumu.

(paraksts) A. BALODIS.

Viņa Ekselencei
Dr. A. Köster kungam,
Vācijas Ārkārtejam Sūtnim
un Pilnvarotam Ministrim,
Rīgā.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.
Nr. Kons. 8/27.

RIGA, *den* 2. *Juni* 1928.

HERR MINISTER !

Nachdem DIE REGIERUNGEN DEUTSCHLANDS und LETTLANDS beschlossen haben, den Sichtvermerkszwang im Verkehr zwischen beiden Staaten aufzuheben, habe ich die Ehre, Ihnen mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung der Vereinbarung zustimmt, deren Wortlaut in den zwischen beiden Regierungen geführten Verhandlungen wie folgt festgelegt worden ist :

Artikel I.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses,

aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalauslandspässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässe für Staatenlose und andere).

Artikel II.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus deutschen Reichsangehörigen oder aus lettländischen Staatsangehörigen bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde des einen Staates ausgestellte, und von der zuständigen Behörde des anderen Staates mit Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz. Der Sichtvermerk wird gebühren frei erteilt. Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Artikel III.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperren, über die Zurückweisung nicht erwünschter Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt über einen Monat und die Ausweisung von Ausländern sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Artikel IV.

Jeder der beiden Staaten kann Angehörige des anderen Staates :

a) die gegen die Vorschriften über die Meldung und den Aufenthalt von Ausländern im Inlande verstossen, oder

b) deren Tätigkeit als Arbeiter oder Angestellte die zum Schutze des heimischen Arbeitsmarktes erlassenen Bestimmungen verletzt,

aus seinem Gebiet ausweisen.

Die Voraussetzung unter *b)* ist insbesondere als gegeben anzusehen, wenn Angehörige des einen Staates nach ihrer Einreise in das Gebiet des anderen Staates dort eine Stelle antreten wollen, ohne im Besitz einer von der zuständigen Vertretung des Aufenthaltsortes im Auslande vor dem Grenzübertritt beschafften « Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt » zu sein.

Beide vertragschliessenden Staaten übernehmen es, denjenigen ihrer Angehörigen, die die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zweck des Stellenantrittes nachsuchen, mitzuteilen, dass es unumgänglich ist, im voraus eine Bewilligung zum Stellenantritt in diesem Staat einzuholen.

Artikel V.

Das gegenwärtige Abkommen tritt am 1. Juli 1928 ohne weitere Formalitäten in Kraft. Es kann zu Beginn eines jeden Quartals mit dreimonatiger Frist gekündigt werden.

Genehmigen Sie, Herr Minister, auch aus diesem Anlass die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(L. S.) KÖSTER,
Deutscher Gesandter.

Sr. Exzellenz
dem Herrn Minister
der Auswärtigen Angelegenheiten,
Riga.

I.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LATVIJAS ARLIETU MINISTRS.
MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LETTONIE.
N. A. 870. III/012916.

RIGA, *le 2 juin* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vu que LES GOUVERNEMENTS DE LETTONIE et D'ALLEMAGNE ont résolu d'abolir les visas de passeports entre les deux Etats, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Lettonie accepte l'accord auquel ont abouti les négociations entre les deux gouvernements relatives à cette question, et dont le texte suit :

Article premier.

Les ressortissants des deux Etats pourront à tout moment entrer sur le territoire de l'autre et le quitter par chaque poste de frontière officiellement reconnu sans visa d'entrée, à la condition qu'ils soient porteurs de passeports nationaux pour l'étranger valables, prouvant incontestablement leur nationalité.

Cette facilité est accordée seulement aux porteurs de passeports nationaux et ne concerne pas les passeports de voyage délivrés aux étrangers (apatrides et autres).

Article 2.

Pour le passage en commun de la frontière par des groupes composés de ressortissants de l'un ou de l'autre Etat contractant seront valables, au lieu de passeports, des listes de participants, établies par l'autorité compétante et visées par le représentant compétent de l'autre Etat. Ce visa sera délivré gratuitement. De pareilles listes ne seront pas délivrées aux transports d'ouvriers.

Article 3.

Le présent accord d'enfreint pas les règlements en vigueur dans les deux Etats concernant la fermeture de la frontière, la défense d'entrée, à toute personne reconnue indésirable, l'enregistrement à la police, la séjour dépassant un mois, l'expulsion d'étrangers et la protection du marché local de travail.

Article 4.

Chacun des deux Etats aura le droit d'expulser de son territoire ceux des ressortissants de l'autre :

a) Qui ont enfreint les règlements relatifs à l'enrégistrement et au séjour des étrangers dans l'Etat ; ou

[1] Traduction communiquée par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.

[1] Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs.

b) Qui ont agi contrairement aux règlements relatifs à la protection du marché local de travail ; cette disposition s'applîque tout particulièrement à ceux des ressortissants de l'un des Etats qui ont pris du travail après l'arrivée dans le territoire de l'autre sans une autorisation préalable d'y prendre du travail délivrée par le représentant compétent de ce dernier.

Les deux Parties contractantes s'engagent à faire connaître à leurs ressortissants se rendant dans l'autre Etat qu'il est indispensable d'obtenir préalablement l'autorisation d'occuper dans cet Etat un poste salarié, si à la réception du passeport pour l'étranger ces derniers indiquent comme raison de voyage l'intention de prendre du travail dans l'autre Etat.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 1er juillet 1928 sans aucune autre formalité. On pourra le dénoncer au début de chaque trimestre à charge d'un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) A. BALODIS.

II.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
Nr. Kons. 8/27.

RIGA, *le* 2 *juin* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND et LETTON ayant résolu d'abolir l'obligation du visa entre les deux Etats, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement allemand donne son agrément à l'accord dont le texte, au cours des négociations qui ont eu lieu entre les deux gouvernements, a été arrêté comme suit :

Article premier.

Les ressortissants de l'un des deux Etats pourront à tout moment et sans visa d'entrée pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et quitter ce territoire, en franchissant la frontière aux points de passage officiellement reconnus, à la simple condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national valide établissant de manière incontestable la nationalité du détenteur. Cette facilité ne concerne que les détenteurs de passeports nationaux et non les détenteurs de passeports dits d'étrangers (passeports délivrés aux apatrides et autres).

Article 2.

Pour le passage en commun de la frontière par des groupes composés de ressortissants du Reich allemand ou de ressortissants lettons, le passeport pourra être remplacé par une liste collective

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et visée par celle de l'autre Etat. Le visa sera délivré sans frais. Il ne sera pas établi de liste collective pour les transports d'ouvriers.

Article 3.

Le présent accord ne dérogera pas aux règlements en vigueur en tout temps dans chacun des deux Etats, concernant la fermeture de la frontière, le refoulement des indésirables à la frontière, la déclaration de séjour, le séjour dépassant un mois et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché national du travail contre une surabondance de main-d'œuvre étrangère.

Article 4.

Chacun des deux Etats pourra expulser de son territoire ceux des ressortissants de l'autre Etat

a) Qui auraient enfreint les règlements relatifs à la déclaration de séjour et au séjour des étrangers dans le pays, ou

b) Dont les occupations, comme ouvrier ou employé, contreviendraient aux dispositions édictées en vue de protéger le marché national du travail.

Seront en particulier considérés comme se trouvant dans le cas prévu sous *b)*, les ressortissants d'un des deux Etats qui, après être entrés sur le territoire de l'autre Etat, veulent y occuper un emploi sans avoir obtenu, préalablement à leur entrée dans le pays, du représentant compétent du lieu de séjour à l'étranger, la garantie qu'ils seraient autorisés à occuper ledit emploi.

Les deux Etats contractants s'engagent à faire connaître à ceux de leurs ressortissants qui solliciteront la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays en vue d'y occuper un emploi, qu'il leur est indispensable d'obtenir au préalable l'autorisation d'occuper un emploi dans ce pays.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 1er juillet 1928, sans autre formalité. Il pourra être dénoncé au début de chaque trimestre pour prendre fin à l'expiration d'un délai de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

(L. S.) KÖSTER.
Ministre d'Allemagne.

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères,
Riga.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LATVIJAS ARLIETU MINISTRS.
LATVIAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
N. A. 870.111/012916.

RIGA, *June* 2, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In view of the fact that THE LATVIAN and GERMAN GOVERNMENTS have resolved to abolish passport visas as between their two States, I have the honour to inform you that the Latvian Government accepts the Agreement arrived at as the result of the negotiations between the two Governments on this subject, and worded as follows :

Article 1.

Nationals of either State may at any time enter and leave the territory of the other State at any officially recognised points of passage without an entrance visa of the latter State, provided that they hold valid national passports for travel abroad, clearly establishing the holder's nationality.

This privilege applies only to holders of national passports, and does not concern holders of passports for travel abroad issued to foreigners (passports for stateless and other persons).

Article 2.

For the crossing of the frontier by groups of nationals of either contracting State travelling together, collective lists, made out by the competent authority of the one State and *visés* by the competent authority of the other State, may take the place of passports. Such visa shall be issued free of charge. These collective lists shall not be made out for groups of workmen.

Article 3.

The provisions in force in the two States relating to the closing of the frontier, the refusal of admission to undesirable persons, police registration, residence exceeding one month, the expulsion of foreigners, and the protection of the home labour market, shall not be affected by the present Agreement.

Article 4.

Each of the two States shall be entitled to expel from its territory those nationals of the other State who :

(a) Have infringed the regulations concerning registration and the residence of foreigners in the country, or

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(b) Have contravened the regulations concerning the protection of the home labour market ; the latter provision shall in particular apply to those nationals of either State who have accepted work after their arrival in the territory of the other State without obtaining previous authorisation to accept work therein from the competent representative of such State.

The two Contracting Parties undertake to inform their nationals who are proceeding to the other State that they must obtain previous authorisation to take up any paid employment in that State, if such persons, when receiving their passports, give as the reason for their journey the intention to take up work in the other State.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on July 1st, 1928, without any further formalities. It may be denounced at the beginning of each quarter, subject to three months' previous notice.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. BALODIS.

II.

GERMAN LEGATION.
No. Kons. 8/27.

RIGA, *June* 2, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In view of the fact that the LATVIAN and GERMAN GOVERNMENTS have resolved to abolish compulsory passport visas as between their two States, I have the honour to inform you that the German Government accepts the Agreement, arrived at as the result of the negotiations between the two Governments, and worded as follows :

Article 1.

Nationals of either State may at any time enter and leave the territory of the other State at any officially recognised points of passage without a visa of the latter State, provided that they hold valid national passports clearly establising the holder's nationality. This privilege applies only to holders of national passports, and does not concern holders of so-called foreigners' passports (passports for stateless and other persons).

Article 2.

For the crossing of the frontier by groups consisting of nationals of the German Reich or of Latvian nationals travelling together collective lists made out by the competent authority of the one State and *visés* by the competent authority of the other State may take the place of passports. Such visa shall be issued free of charge. These collective lists shall not be made out for groups of workmen.

Article 3.

The provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, refusal of admission to undesirable travellers, police registration, residence exceeding one month,

the expulsion of foreigners, and the protection of the home labour market against invasion by foreign labour, shall not be affected by the present Agreement.

Article 4.

Each of the two States shall be entitled to expel from its territory nationals of the other State:

(a) Who infringe the regulations concerning registration and the residence of foreigners in the country, or

(b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

The latter provision shall in particular apply to those nationals of either State who seek to obtain work after their arrival in the territory of the other State, without having obtained a " labour permit " prior to crossing the frontier from the competent representatives abroad of such State.

The two Contracting Parties undertake to inform their nationals who apply for passports to proceed to the other State for the purpose of seeking employment therein that they must not fail to obtain previous authorisation to take up any work in that State.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on July 1, 1928, without further formalities. It may be denounced at the beginning of each quarter, subject to three months' previous notice.

I have the honour to be, etc.,

(L. S.) KÖSTER.
German Minister.

N° 1753.

TCHÉCOSLOVAQUIE ET TURQUIE

Convention d'établissement, avec protocole de signature et extraits de procès-verbaux y relatifs. Signés à Angora, le 31 mai 1927.

CZECHOSLOVAKIA AND TURKEY

Convention regarding Conditions of Residence and Business, with Protocol of Signature and Extracts of Minutes relating thereto. Signed at Angora, May 31, 1927.

N° 1753. — CONVENTION [1] D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉE A ANGORA, LE 31 MAI, 1927.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 juin 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE d'une part et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE d'autre part, animés du désir de régler les conditions d'établissement des ressortissants tchécoslovaques en Turquie et des ressortissants turcs en Tchécoslovaquie ont résolu de conclure, conformément au Traité [2] d'amitié entre la Tchécoslovaquie et la Turquie du 11 octobre 1924, une convention et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Miloš KOBR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Angora, et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Monsieur Ali DJÉNANI Bey, ancien ministre du Commerce, député du Ghazi Aïntab ;
Monsieur Ali CHEVKI Bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont convenus des dispositions suivantes :

CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT

ENTRE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA TURQUIE.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit de s'établir et de séjourner sur le territoire de l'autre et pourront, en conséquence, aller, venir et circuler librement, en se conformant aux lois, règlements et ordonnances en vigueur dans le pays.

Il est entendu que les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte au droit de chacune des Parties contractantes d'autoriser ou d'interdire librement l'immigration dans son pays.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 6 avril 1928.

[2] Vol. XXXVIII, page 317, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1753. — CONVENTION [2] BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE TURKISH REPUBLIC REGARDING CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS. SIGNED AT ANGORA, MAY 31, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 25, 1928.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of determining the conditions under which Czechoslovak nationals may establish themselves in Turkey and Turkish nationals in Czechoslovakia, have decided to conclude a Convention in accordance with the Treaty of Friendship [3] between Czechoslovakia and Turkey dated October 11th, 1924, and have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Miloš KOBR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Angora ; and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

M. Ali DJENANI Bey, Former Minister of Commerce, Deputy for Ghazi Aintab ;
M. Ali CHEVKI Bey, Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CONVENTION

BETWEEN CZECHOSLOVAKIA AND TURKEY RESPECTING CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS.

Article 1.

Nationals of either of the Contracting Parties shall have the right to establish themselves and reside on the territory of the other Party, and may, therefore, come, go and move about freely, subject to compliance with the laws, regulations and decrees in force in the country.

It is agreed that the provisions of the present Convention do not affect the right of each of the Contracting Parties to authorise or prohibit at will immigration into its country.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Prague, April 6, 1928.

[3] Vol. XXXVIII, page 317, of this Series.

Article 2.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit d'interdire par mesures individuelles, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs, sur la police sanitaire ou sur la mendicité, soit pour les motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat aux ressortissants de l'autre Partie de s'établir ou de séjourner sur son territoire, et de les expulser pour ces causes. L'autre Partie s'engage à accueillir de nouveau, en tout temps ses ressortissants et leurs familles expulsées, si leur nationalité est certifiée par le consul compétent.

Le transport des personnes expulsées sera jusqu'à la frontière ou jusqu'au port d'embarquement de la Partie qui expulse, à la charge de cette dernière.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers à l'exception des cas prévus par les législations respectives, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par achat, vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession ab-intestat ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier et profession quelconque dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes n'auront à payer pour séjourner et s'établir sur le territoire de l'autre ainsi que pour l'exercice sur ce territoire de tout genre de commerce, industrie ou métier et profession, aucun impôt, taxe ou charge de quelque nature que ce soit autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts et quant à l'acquisition, possession et jouissance desdits biens, ainsi qu'à leur transfert par cession, mutation ou héritage à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Ils seront notamment autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis en cela, en qualité d'étrangers, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront astreints sur le territoire de l'autre à aucun service militaire, soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Article 2.

Each of the Contracting Parties reserves to itself the right to prohibit, in individual cases, nationals of the other Party from establishing themselves or residing within its territory, either under the order of a Court or in accordance with the laws and regulations relating to public morality, public health or mendicancy, or for other reasons affecting the internal or external safety of the State, and to expel them on these grounds. The other Party undertakes at any time to receive back its nationals and their families who have been expelled, provided that their nationality is certified by the competent consul.

Persons thus expelled shall be conveyed as far as the frontier or to the port of embarkation of the Party expelling them, at the cost of the latter.

Article 3.

Subject to compliance with the laws and regulations of the country, the nationals of either Contracting Party shall, on the same conditions as nationals of the most favoured nation, have the right to acquire, possess and dispose of all kinds of property, both movable and immovable, in the territory of the other Party, except in the cases provided for in their respective laws. They may, on the same conditions, dispose thereof freely by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, testament, succession *ab intestato*, or in any other way.

In none of the above-mentioned cases shall they be subject to any charges, taxes or imposts of any description whatever other or higher than those which are or may hereafter be established in the case of nationals.

Article 4.

Nationals of either Contracting Party shall, in the territory of the other Party, have the right, on the same conditions as nationals of the most favoured nation and subject to compliance with the laws and regulations of the country, to engage in any kind of industry or commerce and to follow any trade or profession whatsoever, with the exception of occupations and professions which are or may hereafter be reserved for nationals.

Article 5.

Nationals of either Contracting Party shall not be required to pay any impost, tax or charge of any kind other or higher than those imposed on nationals of the country in order to stay or establish themselves in the territory of the other Party, or in respect of the exercise in that territory of any form of commerce or industry or of any trade or profession.

Nationals of either Contracting Party shall not be subject in the territory of the other Party to any charge, tax or impost, direct or indirect, other or higher than those which may be imposed on nationals of the country, in respect of their persons, property, rights and interests, or the acquisition, possession and enjoyment of such property, or in respect of the transfer of such property by grant, exchange or succession.

They shall, in particular, be authorised freely to export the proceeds of the sale of their property, and such property itself, subject to compliance with the legal provisions in force in the country, and in respect of such export they shall not, as aliens, be liable to taxes, duties and fees higher than those payable by nationals.

Article 6.

Nationals of either Contracting Party shall not be liable, in the territory of the other Party, to any military service, whether in the army, navy or air force or in the national guard or militia, or to any obligation or payment which replaces such service.

Ils ne seront sousmis qu'aux prestations et réquisitions militaires qui seraient imposées légalement aux nationaux.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens que pour cause légalement reconnue d'utilité publique et seront traités sur le pied d'égalité avec les nationaux.

Article 8.

Les sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de communications et de transports, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes, et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'autre, et y pourront ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante sera régie par les lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire.

Lesdites sociétés fonctionnant conformément à l'alinéa 2 ci-dessus, n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie, des impôts, droits ou taxes ni autres ni plus élevés que ceux perçus des sociétés nationales.

Ces sociétés pourront, à condition de réciprocité et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers, ainsi que les biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu dans ce cas que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Il est entendu que les dispositions susmentionnées ne portent pas atteinte aux taxes d'admission auxquelles une société étrangère quelconque est ou pourrait être sousmise sur le territoire de l'une des Parties contractantes.

Article 9.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens du même traitement que les nationaux.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite qui seront régies par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale à conclure entre les deux Parties.

Article 10.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans la présente convention pour réclamer en faveur de ses ressortissants, et sociétés de droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle même aux ressortissants et sociétés de l'autre Partie contractante.

Article 11.

La présente convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée de trois années. Si la convention n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des Parties

They shall only be liable to military contributions and requisitions imposed by law on nationals of the country.

Article 7.

The property of nationals of either Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party except for reasons of public interest recognised by law as such, and the said foreign nationals shall be treated on terms of equality with nationals of the country.

Article 8.

Commercial companies, including industrial, financial, insurance, traffic and transport companies, which have their seat in the territory of either Contracting Party and which are there incorporated in accordance with the law of that country, shall be recognised as legal in the territory of the other Party, and may there bring or defend actions in the courts.

The admission of such companies to the exercise of their commerce or industry in the territory of the other Contracting Party shall be governed by the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory.

The said companies, when transacting business in conformity with paragraph 2 above, shall not be required to pay in respect of the exercise of commerce or industry in the territory of the other Party any taxes, duties or charges other or higher than those imposed on national companies.

Subject to reciprocity and to compliance with the laws of the country, these companies may acquire all kinds of movable property, together with such immovable property as is necessary for the operations of the company, provided in this case that the acquisition of such property does not constitute the object of the company's existence.

It is agreed that the above provisions shall not affect the taxes in respect of admission for which any foreign company is or may be liable in the territory of either of the Contracting Parties.

Article 9.

Nationals of either Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party the same treatment as nationals of the country as regards the legal and judicial protection of their persons and property.

Accordingly, they shall have free and unhindered access to the courts and may sue and be sued on the same conditions as nationals of the country, subject to the provisions concerning security for costs and free judicial assistance. These latter questions shall be governed by local legislation until they are settled by a special convention between the two Parties.

Article 10.

It is agreed that neither of the Contracting Parties may invoke the benefit of the most-favoured-nation clause provided for in this Convention for the purpose of claiming, on behalf of its nationals and companies, any rights other or more extensive than those which it grants to the nationals and companies of the other Contracting Party.

Article 11.

The present Convention shall enter into force one month after the date of the exchange of ratifications, and shall remain in force for three years. Unless denounced by one or other of the

contractantes au moins six mois avant l'expiration de ladite période, elle restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Prague, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Angora, le 31 mai 1927.

(L. S.) Miloš KOBR *m. p.*

(L. S.) Ali DJÉNANI *m. p.*

(L. S.) A. CHEVKI *m. p.*

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention le délégué du Gouvernement tchécoslovaque déclare au nom de son gouvernement que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'article 4 de la présente conventon ne pourra être invoquée en faveur des ressortissants tchécoslovaques en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie en vertu de l'article 4 de la Convention d'établissement [1] conclue à Lausanne, le 24 juillet 1923, aux ressortissants des États qui l'ont signée.

Le présent protocole fait partie intégrante de la convention signée en date d'aujourd'hui et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

Miloš KOBR *m. p.*

Ali DJÉNANI *m. p.*

A. CHEVKI *m. p.*

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

DE LA SÉANCE DU 25 JANVIER 1927 TENUE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A ANGORA. CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA TURQUIE.

Article 3.

Sur la demande de la délégation tchécoslovaque, la délégation turque a accepté de remplacer cet article par l'article 2 du traité conclu avec la Finlande.

La délégation tchécoslovaque a, en outre, prié la délégation turque de vouloir bien l'éclairer sur le sort qui sera réservé aux ressortissants tchécoslovaques possédant des biens ruraux en Turquie.

La délégation turque a déclaré que les droits acquis des ressortissants tchécoslovaques en ce qui concerne les biens ruraux seront reconnus par le Gouvernement turc et que les dispositions de l'article en question ne se rapportent qu'aux acquisitions ultérieures de cette nature.

La délégation tchécoslovaque voudrait savoir encore sir le Gouvernement turc reconnaîtrait le transfert par voie successorale des biens ruraux appartenant aux ressortissants tchécoslovaques

[1] Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

Conctracting Parties at least six months before the expiration of the said period, it shall remain in force until it is denounced, and such denunciation shall not take effect until after the expiration of six months.

It shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora, May 31, 1927.

(L. S.) (Signed) Miloš KOBR. *(L. S.) (Signed)* Ali DJÉNANI.
(L. S.) (Signed) CHEVKI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Convention, the delegate of the Czechoslovak Government declares, on behalf of his Government, that the benefits derived from the most-favoured-nation clause provided for in Article 4 of the present Convention, may be claimed for Czechoslovak nationals in so far as concerns recognition of the acquired rights admitted by Turkey under Article 4 of the Convention respecting Conditions of Residence and Business[1], concluded at Lausanne on July 24, 1923, in the case of nationals of the States which signed the said Convention.

The present Protocol shall form an integral part of the Convention signed on to-day's date and shall come into force at the same time as the Convention.

(Signed) Miloš KOBR. *(Signed)* Ali DJÉNANI.
(Signed) A. CHEVKI.

EXTRACT FROM THE MINUTES

OF THE MEETING OF JANUARY 25, 1927, HELD AT THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AT ANGORA.
CONVENTION REGARDING CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS BETWEEN CZECHOSLOVAKIA AND TURKEY.

Article 3.

At the request of the Czechoslovak Delegation, the Turkish Delegation has agreed that this Article shall be replaced by Article 2 of the Treaty concluded with Finland.

The Czechoslovak Delegation has further requested the Turkish Delegation to supply information with regard to the treatment to be given to Czechoslovak nationals possessing rural property in Turkey.

The Turkish Delegation has declared that the acquired rights of Czechoslovak nationals in respect of rural property shall be recognised by the Turkish Government, and that the provisions of the Article in question only refer to the acquisition of such property in the future.

The Czechoslovak Delegation further desired to be informed whether the Turkish Government would recognise the transfer by succession of rural property belonging to Czechoslovak nationals,

[1] Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

ainsi que les contrats d'affermage passée entre les propriétaires des biens ruraux et les ressortissants en question.

La délégation turque répond affirmativement.

Miloš KOBR *m. p.*

Ali DJÉNANI *m. p.*
A. CHEVKI *m. p.*

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

DE LA SÉANCE DU 11 MAI 1927 TENUE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A ANGORA.
CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA TURQUIE.

Article 4.

Sur la demande de la délégation tchécoslovaque, la délégation turque déclare qu'en vertu de sa législation, il n'existe aucune différence entre le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et celui d'admission à l'exercice de ces derniers.

Miloš KOBR *m. p.*

Ali DJÉNANI *m. p.*
A. CHEVKI *m. p.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 2 mai 1928.
Ph. Dr. Jan Opočensky,
Directeur des Archives.

and contracts in respect of rental of land entered into between owners of rural property and the nationals in question.

The Turkish Delegation replied in the affirmative.

Miloš KOBR *m. p.*

Ali DJÉNANI *m. p.*
A. CHEVKI *m. p.*

EXTRACT FROM THE MINUTES

OF THE MEETING OF MAY 11, 1927, HELD AT THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AT ANGORA. CONVENTION REGARDING CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS BETWEEN CZECHOSLOVAKIA AND TURKEY.

Article 4.

At the request of the Czechoslovak Delegation, the Turkish Delegation declares that, in accordance with its legislation, no difference exists between the right to exercise any kind of industry and commerce and the right to be admitted to exercise the same.

Miloš KOBR *m. p.*

Ali DJÉNANI *m. p.*
A. CHEVKI *m.p.*

N° 1754.

BRÉSIL ET FRANCE

Compromis pour soumettre à l'arbitrage le différend relatif au paiement, en or, des emprunts fédéraux brésiliens contractés en France. Signé à Rio-de-Janeiro, le 27 août 1927.

BRAZIL AND FRANCE

Special Agreement submitting to Arbitration the Dispute relating to the payment, in gold, of the Brazilian Federal Loans contracted in France. Signed at Rio-de-Janeiro, August 27, 1927.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

N° 1754. — COMPROMIS [1] ENTRE LA FRANCE ET LE BRÉSIL POUR SOUMETTRE A L'ARBITRAGE LE DIFFÉREND RELATIF AU PAIEMENT, EN OR, DES EMPRUNTS FÉDÉRAUX BRÉSILIENS CONTRACTÉS EN FRANCE. SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 27 AOUT 1927.

Textes officiels français et portugais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de ce compromis a eu lieu le 25 juin 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, considérant qu'une contestation s'est élevée entre le Gouvernement Fédéral brésilien et les porteurs français de divers emprunts fédéraux brésiliens, concernant la question de savoir si le service de ces emprunts doit être effectué sur la base de la valeur du franc-or ou du franc-papier, et s'inspirant des dispositions de la Convention [2] d'arbitrage franco-brésilienne du 7 avril 1909, sont tombés d'accord pour soumettre ce différend à la Cour permanente de Justice internationale [3] et, à cette fin, ils ont désigné comme plénipotentiaires :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu le 25 février 1928.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 10.

[3] Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; et vol. LXXII, page 452, de ce recueil.

No. 1754. — COMPROMISSO [1] ENTRE A FRANÇA E O BRAZIL PARA SUBMETTER, A ARBITRAGEM, O LITIGIO RELATIVO AO PAGAMENTO, EM OURO, DOS EMPRESTIMOS FEDERAES BRAZILEIROS CONTRAHIDOS NA FRANÇA. ASSIGNADO NO RIO DE JANEIRO EM 27 DE AGOSTO DE 1927.

French and Portuguese official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place June 25, 1928.

O PRESIDENTE DA REPUBLICA FRANCEZA e O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL, considerando que se levantou uma duvida entre o Governo Federal Brasileiro e os Portadores francezes de titulos de diversos emprestimos federaes brasileiros, relativamente a saber se o serviço desses emprestimos deve ser effectuado na base do valor do franco-ouro ou do franco-papel, e inspirando-se nas disposições da Convenção [2] de Arbitragem franco-brasileira de 7 de Abril de 1909, resolveram submetter essa questão à Côrte Permanente de Justiça Internacional [3], e, para esse fim, nomearam seus Plenipotenciarios :

[1] The exchange of ratifications took place February 25, 1928.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 186.

[3] Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L., page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; and Vol. LXXII, page 452, of this Series.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. Alexandre-Robert CONTY, ambassadeur de France au Brésil ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Son Excellence M. Octavio MANGABEIRA, ministre des relations extérieures du Brésil,

Qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus du compromis ci-après :

Article premier.

La Cour permanente de Justice internationale sera priée de statuer sur la question suivante :

En ce qui concerne les emprunts du Gouvernement Fédéral brésilien 5 %, 1909 (Port de Pernambuco), 4 % 1910, 4 % 1911, le paiement des coupons échus et non prescrits à cette date, et des coupons à échoir, ainsi que le remboursement des titres amortis et non effectivement remboursés, qui ne seraient pas couverts par la prescription à la date de la décision de la Cour, ou à amortir ultérieurement, doivent-ils être effectués entre les mains des porteurs français par le versement, pour chaque franc, de la contre-valeur, dans la monnaie du lieu de paiement, au cours du jour, de la vingtième partie d'une pièce d'or pesant 6 grammes 45 161 au titre de 900/1000 d'or fin, ou doivent-ils être effectusé, comme jusqu'à présent, en francs-papier, c'est-à-dire, dans la monnaie française ayant cours forcé ?

Article II.

Dès la mise en vigueur du présent compromis, la question définie dans l'article premier sera portée devant la Cour permanente de Justice internationale, par voie de notification dudit compromis adressé au Greffe de ladite Cour par l'une ou l'autre partie.

Article III.

Les Parties sont d'accord pour proposer à la Cour permanente de Justice internationale, agissant conformément à l'article 48 de son

O PRESIDENTE DA REPUBLICA FRANCEZA :

Sua Excellencia o Senhor Alexandre Robert CONTY, Embaixador de França no Brazil ;

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRAZIL :

Sua Excellencia o Senhor Octavio MANGABEIRA, Ministro de Estado das Relações Exteriores do Brasil ;

Os quaes, depois do trocarem seus Plenos Poderes, achados em boa e devida forma, convieram no ajuste seguinte :

Artigo I.

A Côrte Permanente de Justiça Internacional será convidada a pronunciar-se sobre a seguinte questão :

No que concerne aos emprestimos do Governo Federal Brasileiro, de 5 %, de 1909 (Porto de Pernambuco), de 4 %, de 1910, e de 4 %, de 1911, o pagamento dos coupons vencidos e não prescriptos nesta data, e dos coupons a se vencerem, assim como o resgate dos titulos nas mesmas condições, à data da decisão da Côrte Permanente de Justiça International, devem ser effectuados aos Portadores francezes pela entrega, para cada franco, do contravalor, em moeda do logar do pagamento, ao cambio do dia, da vigesima parte de uma peça de ouro do peso de 6 grammas 45 161 ao titulo de 900/1000 de ouro fino, ou devem effectuar-se, como até ao presente se tem feito, em francos-papel, isto é, na moeda franceza de curso forçado ?

Artigo II.

Desde a entrada em vigôr do presente ajuste, a questão definida no artigo I será levada á Côrte Permanente de Justiça Internacional, por meio de notificação do mesmo ajuste, dirigida à secretaria da mencionada Côrte, por uma ou outra Parte.

Artigo III.

As Altas Partes concordam em propor a Côrte Permanente de Justiça Internacional que, na conformidade do artigo 48 de seus Estatutos,

statut et à l'article 33 de son règlement, de fixer, à compter de la date déterminée dans l'ordonnance rendue par la Cour à cet effet, les délais impartis au Gouvernement de la République française et au Gouvernement de la République des États-Unis du Brésil, pour le dépôt de leurs mémoires respectifs, exposant leurs vues sur la question posée, et formulant leurs conclusions, à savoir : à deux mois pour la France, et à trois mois pour le Brésil, ces délais devant être, respectivement, les mêmes pour la remise des contre-mémoires.

Les Parties sont également d'accord pour se tenir, chacune un mois après le dépôt de son contre-mémoire, à la disposition de la Cour.

Article IV.

Toute la procédure aura lieu en français, et le jugement sera prononcé en cette langue, conformément aux statuts de la Cour permanente du Justice internationale.

Article V.

Le présent compromis sera ratifié, après l'accomplissement des formalités légales dans chacun des pays contractants, et les ratifications seront échangées à Rio-de-Janeiro dans le plus court délai possible. Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications.

Article VI.

Dans l'appréciation de toute loi nationale de l'un ou l'autre pays et applicable au litige, la Cour permanente de Justice internationale ne sera pas liée par la jurisprudence des tribunaux respectifs.

Article VII.

Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent compromis, les dispositions du Statut de la Cour permanente de Justice internationale seront appliquées.

Fait à Roi-de-Janeiro, le vingt-sept août mil neuf cent vingt-sept.

A. R. CONTY.

Octavio MANGABEIRA.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :

P. de Fouquières.

e do artigo 33 de seu Regulamento, sejam fixados, correndo da data determinada no acto lavrado pela Côrte para esse effeito, os prazos concedidos ao Governo da Republica Franceza a ao Governo da Republica dos Estados Unidos do Brasil, para a entrega de suas respectivas memorias, expondo seus pontos de vista sobre a questão proposta, e formulando suas conclusões, a saber : em dois mezes para a França, e em tres mezes, para o Brasil, vigorando prazos identicos, respectivamente, para a entrega das contramemorias.

As partes concordam, por igual, em permanecer, durante um mez depois da entrega das contramemorias, à disposição da Côrte.

Artigo IV.

Todo o processo será em francez e a sentença será proferida nessa lingua, na conformidade dos estatutos da Côrte Permanente de Justiça International.

Artigo V.

O presente ajuste será ratificado, depois de preenchidas as formalidades legaes em cada um dos paizes contractantes, e as ratificações trocadas no Rio de Janeiro, no mais curto prázo possivel, entrándo o ajuste em vigôr a partir da tr ca das ratificações.

Artigo VI.

Na apreciação de qualquer lei nacional, de qualquer dos dois paizes, applicavel ao litigio, a Côrte Permanente de Justiça Internacional não ficará adstricta á jurisprudencia dos respectivos Tribunaes.

Artigo VII.

Em tudo o que não estiver previsto no presente ajuste, serão applicadas as disposições dos Estatutos da Côrte Permanente de Justiça Internacional.

Feito no Rio de Janeiro, aos vinte e sete de Agosto de Mil novecentos e vinte e sete.

A. R. CONTY.

Octavio MANGABEIRA.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1754. — SPECIAL AGREEMENT BETWEEN FRANCE AND BRAZIL SUBMITTING TO ARBITRATION THE DISPUTE RELATING TO THE PAYMENT IN GOLD OF THE BRAZILIAN FEDERAL LOANS CONTRACTED IN FRANCE. SIGNED AT RIO-DE-JANEIRO, AUGUST 27, 1927.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, in view of the fact that a dispute has arisen between the Brazilian Federal Government and French holders of various Brazilian Federal loans concerning the question whether the service of these loans should be on a gold or paper franc basis, and actuated by the terms of the Franco-Brazilian Arbitration Convention of April 7th, 1909, have agreed to submit this dispute to the Permanent Court of International Justice and to this end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

H. E. M. Alexandre Robert CONTY, French Ambassador to Brazil ; and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

H. E. M. Octavio MANGABEIRA, Brazilian Minister for Foreign Affairs,

Who, having exchanged their full powers and found them to be in good and due form, have drawn up the following special Agreement :

Article I.

The Permanent Court of International Justice, shall be requested to give judgment on the following question :

> With regard to the Brazilian Federal Government's 5 % loan of 1909 (Port of Pernambuco), 4 % loan of 1910, and 4 % loan of 1911, is payment of coupons which have matured and are not barred by prescription at this date, and coupons which shall mature, as also repayment of bonds drawn for redemption but not actually paid which are not barred by prescription on the date of the Court's decision, or of bonds subsequently to be redeemed, to be effected by delivery to the French holders, in respect of each franc, of the value corresponding, in the currency of the place of payment at the rate of exchange of the day, to one-twentieth of a gold piece weighing 6. 45 161 grammes of 900/1000 fineness, or is such payment or repayment to be effected as hitherto in paper francs, that is to say, in the French currency which is compulsory legal tender ?

Article II.

As soon as the present special Agreement shall have come into effect, the question defined in Article I shall be referred to the Permanent Court of International Justice by notification of the special Agreement to the Registry of the said Court by either Party.

[1] Traduit par le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale.

[1] Translated by the Registry of the Permanent Court of International Justice.

Article III.

The Parties agree to propose that the Permanent Court of International Justice, in accordance with Article 48 of its Statute and Article 33 of its Rules of Court, shall fix as follows, as from the date laid down in the Order to be made by the Court for this purpose, the times within which the Government of the French Republic and the Government of the Republic of the United States of Brazil shall file their respective Cases setting out their views on the question stated and formulating their submissions : for France, two months, and for Brazil, three months; the same times to be allowed for the presentation of the respective Counter-Cases.

The Parties also agree to hold themselves at the disposal of the Court one month after the filing of their respective Counter-Cases.

Article IV.

The whole of the proceedings shall be conducted in French and the judgment shall be delivered in that language in accordance with the provisions of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article V.

This special Agreement shall be ratified, after the fulfilment of the necessary legal formalities in the respective contracting States, and ratifications shall be exchanged at Rio de Janeiro as soon as possible. It shall come into effect from the date of the exchange of ratifications.

Article VI.

In estimating the weight to be attached to any municipal law of either country which may be applicable to the dispute, the Permanent Court of International Justice shall not be bound by the decisions of the respective courts.

Article VII.

In so far as concerns any matter not provided for by the present special Agreement, the provisions of the Statute of the Permanent Court of International Justice shall be applied.

Done at Rio de Janeiro this twenty-seventh day of August, one thousand nine hundred and twenty-seven.

A. R. CONTY.
Octavio MANGABEIRA.

N° 1755.

AUTRICHE ET FRANCE

Convention relative à la protection et à l'assistance judiciaires. Signée à Paris, le 4 mars 1925.

AUSTRIA AND FRANCE

Convention regarding Legal Protection and Assistance. Signed at Paris, March 4, 1925.

N° 1755. — CONVENTION [1] ENTRE L'AUTRICHE ET LA FRANCE RELATIVE A LA PROTECTION ET A L'ASSISTANCE JUDICIAIRES. SIGNÉE A PARIS, LE 4 MARS 1925.

Texte officiel français, communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 juin 1928.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une convention pour assurer aux nationaux de l'autre Partie une constante protection judiciaire et le bénéfice de l'assistance judiciaire, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les citoyens français en Autriche et les citoyens autrichiens en France auront réciproquement libre accès auprès des tribunaux de justice, en se conformant aux lois du pays, tant comme demandeurs que comme défendeurs, à tous les degrés de juridiction. Ils jouiront, sous tous les rapports de la protection judiciaire, des mêmes droits et avantages qui sont accordés aux nationaux.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes qui auront à poursuivre une action devant les tribunaux de l'autre Partie contractante comme demandeurs principaux ou intervenants ne seront soumis à aucun droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis, dans la même situation, les propres ressortissants du pays respectif, conformément à ses lois.

Article 3.

Les ressortissants des deux Hautes Parties contractantes jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Article 4.

Les ressortissants indigents des deux Hautes Parties contractantes pourront réciproquement obtenir gratuitement des expéditions d'actes de l'état civil dans le cas où les lois du pays où ces

[1] L'échange des ratifications a eu lieu le 16 avril 1928.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1755. — CONVENTION [2] BETWEEN AUSTRIA AND FRANCE REGARDING LEGAL PROTECTION AND ASSISTANCE. SIGNED AT PARIS, MARCH 4, 1925.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place June 25, 1928.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, having jointly decided to conclude a Convention for the purpose of ensuring constant legal protection and the advantages of legal assistance to the nationals of the other Party, the undersigned Plenipotentiaries, being duly empowered to that effect, have agreed as follows :

Article 1.

French citizens in Austria and Austrian citizens in France shall have free access to the Courts of Justice in the other country, so long as they comply with the legislation in force in that country, whether as plaintiffs or defendants, before all courts of every instance. As regards legal protection, they shall in every respect be entitled to the same rights and privileges as are granted to nationals of the country in question.

Article 2.

No fee, security or deposit shall be exacted from the nationals of either High Contracting Party who, whether as plaintiffs or interveners, are Parties to a case before the Courts of the other Contracting Party, to which the nationals of the country in question would not under its legislation, be liable under similar circumstances.

Article 3.

The nationals of the two High Contracting Parties shall reciprocally be entitled to the advantages of legal assistance in the same manner as the nationals of the respective countries, so long as they comply with the laws in force in the country in which assistance is applied for.

Article 4.

Indigent nationals of either High Contracting Party shall be entitled to obtain, free of charge, from the other Contracting Party, copies of documents concerning legal status in all cases where

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place April 16, 1928.

actes sont réclamés accordent cette faveur aux nationaux. Les pièces nécessaires à leur mariage seront légalisées gratuitement par les agents diplomatiques ou consulaires des deux Parties contractantes.

Article 5.

Le certificat d'indigence sera délivré à l'étranger qui demande l'assistance par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé gratuitement par l'agent diplomatique ou par un consul du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de l'Etat auquel il appartient.

Article 6.

Quand le bénéfice de l'assistance judiciaire aura été accordé par l'une des deux Parties contractantes, soit à l'un de ses ressortissants, soit à l'un des ressortissants de l'autre Partie, les significations relatives au même procès qui seraient à faire dans l'autre Etat ne peuvent donner lieu qu'au remboursement, par l'Etat requérant à l'Etat requis, des frais occasionnés par l'emploi d'une forme spéciale, en vertu de l'article 3 de la déclaration relative à la transmission des actes judiciaires et à l'exécution des commissions rogatoires.

Dans le même cas, l'exécution des commissions rogatoires ne donnera lieu qu'au remboursement par l'Etat requérant à l'Etat requis des honoraires d'experts et des frais nécessités par l'emploi d'une forme spéciale en vertu de l'article 4 de la déclaration précitée.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle est conclue pour une durée de cinq ans.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire encore six mois, et ainsi de suite, de six mois en six mois, à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 4 mars 1925, en double exemplaire.

(L. S.) *(Signé)* HERRIOT.
(L. S.) *(Signé)* EICHHOFF.

Pour copie certifiée conforme :

Le ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :
P. de Fouquières.

the legislation of the country in which these documents are applied for allows a similar favour to nationals. The documents requisite for their marriages shall be legalised free of charge by the diplomatic or consular agents of the two Contracting Parties.

Article 5.

A certificate of indigence shall be issued to a national of the other Contracting State who applies for assistance by the authorities of his habitual place of residence.

If he is not resident in the country in which the application is made, the certificate of indigence shall be endorsed and legalised free of charge by the diplomatic agent or by a consul of the country in which the certificate has to be produced.

If the applicant resides in the country in which the application is made, information may also be obtained from the authorities of the State of which he is a national.

Article 6.

When legal assistance is granted by one of the two Contracting Parties either to one of its own nationals or to a national of the other Party, the service of documents effected in the other State in connection with the same proceedings, shall not render the State making the application liable to any repayment of charges to the State to which application is made, except in respect of the costs of a special form of procedure in accordance with Article 3 of the Declaration concerning the transmission of legal documents and the execution of letters of request.

In such cases, the execution of the letters of request shall involve no charges other than the repayment, by the State making the application to the State to which application is made, of the fees of experts and of the costs of a special form of procedure in accordance with Article 4 of the above-mentioned Declaration.

Article 7.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in Paris as soon as possible.

It is concluded for a period of five years.

If within six months of the end of that period neither of the Contracting Parties shall have notified its intention of ceasing to apply it, the said Convention shall continue to be in force for a further period of six months, and shall be renewed for successive periods of six months, until a date six months after its denunciation by one of the Parties.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in Paris on March 4, 1925, in duplicate.

(L. S.) *(Signed)* HERRIOT.
(L. S.) *(Signed)* EICHHOFF.

N° 1756.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Traité portant délimitation de la frontière, avec annexes, protocole et échange de notes. Paris, le 14 août 1925.

GERMANY AND FRANCE

Treaty regarding the Delimitation of the Frontier, with Annexes, Protocol and Exchange of Notes. Paris, August 14, 1925.

N° 1756. — TRAITÉ [1] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE PORTANT DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE. SIGNÉ A PARIS, LE 14 AOUT 1925.

Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 juin 1928.

N. B. — Les cartes auxquelles il est fait allusion au cours du présent traité, ne sont pas reproduites dans le *Recueil des Traités*.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, animés d'un égal désir de prévenir les incidents auxquels risquerait de donner lieu toute incertitude dans le tracé de la frontière ou tout manque de précision dans les obligations et servitudes frontalières des deux Etats,

Sont tombés d'accord pour conclure un traité de délimitation de la frontière franco-allemande tenant compte de certaines stipulations particulières du Traité de paix signé à Versailles, le 28 juin 1919, ainsi que des modifications survenues par suite de la régularisation du cours du Rhin,

Et ont convenu des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER.

TRACÉ DE LA FRONTIÈRE

Article premier.

Le tracé de la frontière entre le France et l'Allemagne se trouve fixé par les stipulations du Traité de paix signé à Versailles, le 28 juin 1919, reproduites ci-après :

« Article 27. — Les frontières d'Allemagne seront déterminées comme il suit :

1° .....

2° .....

3° Avec la France. — La frontière au 18 juillet 1870, depuis le Luxembourg jusqu'à la Suisse, sous réserve des dispositions de l'article 48 de la section IV (bassin de la Sarre) de la partie III.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu le 15 mai 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1756. — ÜBEREINKOMMEN[1] ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FRANKREICH ZUR FESTLEGUNG DER GRENZE, GEZEICHNET ZU PARIS, DEN 14. AUGUST 1925.

French and German official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the German Consul-General at Geneva. The registration of this Treaty took place June 27, 1928.

N.B. — The maps to which references are made throughout the present Treaty are not reproduced in the *Treaty Series.*

DIE FRANZÖSISCHE REGIERUNG und DIE DEUTSCHE REGIERUNG, von dem gleichen Wunsche geleitet, Zwischenfällen vorzubeugen, zu denen Unklarheiten über den Grenzverlauf oder eine ungenaue Festlegung der sich auf die Grenze beziehenden Verpflichtungen und Dienstbarkeiten der beiden Staaten Anlass geben könnten,

Haben vereinbart, einen Vertrag über die Festsetzung der deutsch-französischen Grenze zu schliessen, wobei verschiedene Bestimmungen des Versailler Friedensvertrags vom 28. Juni 1919 sowie die durch die Regulierung des Rheins im Gelände eingetretenen Veränderungen Berücksichtigung finden sollen,

Und sind zu diesem Zwecke über die nachstehenden Bestimmungen übereingekommen :

KAPITEL I.

VERLAUF DER GRENZE.

Artikel 1.

Der Verlauf der Grenze zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich ist durch die nachstehend wiedergegebenen Bestimmungen des Vertrags von Versailles vom 28. Juni 1919 festgelegt :

« Artikel 27. — Die Grenzen Deutschlands werden folgendermassen festgelegt :

1. .....

2. .....

3. Gegen Frankreich : Die Grenze vom 18. Juli 1870 von Luxemburg bis zur Schweiz mit den in Artikel 48, Abschnitt IV (Saarbecken), Teil III gemachten Vorbehalten.

---

[1] The exchange of ratifications took place May 15, 1928.

« Article 51. — Les territoires cédés à l'Allemagne en vertu des préliminaires de paix[1] signés à Versailles, le 26 février 1871, et du Traité de Francfort[2] du 10 mai 1871, sont réintégrés dans la souveraineté française à dater de l'armistice du 11 novembre 1918.

« Les dispositions des traités portant délimitation de la frontière avant 1871 seront remises en vigueur ».

Article 2.

Pour l'établissement du présent traité et de ses annexes, la frontière entre la France et l'Allemagne a été divisée en trois sections se rapportant :

La première, à la partie de frontière entre la France et la Prusse, depuis le Luxembourg jusqu'au territoire du bassin de la Sarre.

La deuxième, à la partie de frontière entre la France et la Bavière, depuis le territoire du bassin de la Sarre jusqu'au Pays de Bade.

La troisième, à la partie de frontière entre la France et le Pays de Bade ; elle s'étend le long du Rhin jusqu'à la Suisse.

Article 3.

En raison de légères modifications survenues au tracé de la frontière par rapport à la situation d'avant 1871, et pour certaines considérations d'ordre pratique, les Hautes Parties contractantes ont décidé de procéder aux échanges de parcelles de territoire suivants :

La France cède à l'Allemagne :

I. Première section.

Une parcelle du territoire de la commune d'Apach, département de la Moselle, d'une superficie de 0 hectare 0094 environ (n° 1 de l'Annexe I).

II. Deuxième section.

1. Une parcelle de la commune de Rolbing, département de la Moselle, d'une superficie de 0 hectare 0014 environ (n° 3 de l'Annexe I).

2. Plusieurs parcelles de la commune de Walschbronn, département de la Moselle, d'une superficie totale de 0 hectare 0921 environ (n° 4 de l'Annexe I).

3. Une parcelle de la commune de Wissembourg, département du Bas-Rhin, d'une superficie de 0 hectare 0079 environ (n° 5 de l'Annexe I).

4. Une parcelle de la commune d'Altenstadt, département du Bas-Rhin, d'une superficie de 0 hectare 0058 environ (n° 6 de l'Annexe I).

5. Une parcelle dans le Rhin, au débouché de la Vieille Lauter dans le fleuve, commune de Lauterbourg, département du Bas-Rhin, d'une superficie de 0 h. 6509 environ (n° 8 de l'Annexe I).

Lesdites parcelles sont indiquées par une teinte bleue sur les plans de l'Annexe I du présent traité.

L'Allemagne cède à la France :

I. Première section.

Une parcelle de la commune de Perl (Kreis Saarburg) d'une superficie de 0 hectare 0586 environ (n° 2 de l'Annexe I).

[1] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XIX, page 653.
[2] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XIX, page 688.

Artikel 51. — Die infolge des Versailler Vorfriedens[1] vom 26. Februar 1871 und des Frankfurter Vertrags[2] vom 10. Mai 1871 an Deutschland abgetretenen Gebiete fallen mit Wirkung vom Zeitpunkte des Waffenstillstandes vom 11. November 1918 ab unter die französische Souveränität zurück.

Die Bestimmungen der Verträge über die Grenzführung vor 1871 treten wieder in Kraft.

Artikel 2.

Zur Abfassung dieses Vertrags ist die Grenze zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich in die nachstehend bezeichneten drei Abschnitte eingeteilt worden :

Erster Abschnitt : der Teil der Grenze zwischen Preussen und Frankreich von Luxemburg bis zum Saarbeckengebiet ;

Zweiter Abschnitt : der Teil der Grenze zwischen Bayern und Frankreich vom Saarbeckengebiet bis zum Lande Baden ;

Dritter Abschnitt : der Teil der Grenze zwischen Baden und Frankreich längs des Rheins bis zur Schweiz.

Artikel 3.

In Berücksichtigung einiger geringfügiger Grenzänderungen, die gegenüber dem Zustand vor 1871 stattgefunden haben, und aus gewissen Zweckmässigkeitsgründen sind die Hohen Vertragschliessenden Teile übereingekommen, nachfolgende Gebietsteile auszutauschen.

Frankreich tritt an das Deutsche Reich ab :

I. Im ersten Grenzabschnitt :

Aus dem Gebiet der Gemeinde Apach, Departement de la Moselle, eine Fläche von etwa 0,0094 ha (Nr. 1 der Anlage I).

II. Im zweiten Grenzabschnitt :

1. Aus der Gemeinde Rolbing, Departement de la Moselle, eine Fläche von etwa 0,0014 ha (Nr. 3 der Anlage I).

2. Aus der Gemeinde Walschbronn, Departement de la Moselle, einige Flächen mit einem Gesamtinhalt von etwa 0,0921 ha (Nr. 4 der Anlage I).

3. Aus der Gemeinde Wissembourg, Departement du Bas-Rhin, eine Fläche von etwa 0,0079 ha (Nr. 5 der Anlage I).

4. Aus der Gemeinde Altenstadt, Departement du Bas-Rhin, eine Fläche von etwa 0,0058 ha (Nr. 6 der Anlage I).

5. Aus der Gemeinde Lauterbourg, Departement du Bas-Rhin, an der Mündung der Alten Lauter in den Rhein eine Fläche im Rhein von etwa 0,6509 ha (Nr. 8 der Anlage I).

Die aufgeführten Gebietsteile sind in den Plänen der Anlage I zu diesem Vertrag in blauer Farbe angelegt.

Das Deutsche Reich tritt an Frankreich ab :

I. Im ersten Grenzabschnitt :

Aus der Gemeinde Perl, Kreis Saarburg, eine Fläche von etwa 0,0586 ha (Nr. 2 der Anlage I).

[1] *British and Foreign State Papers.* Vol. 62, page 59.
[2] *British and Foreign State Papers.* Vol. 62, page 77.

II. Deuxième section.

1. Plusieurs parcelles de la commune de Riedelberg (Bezirksamt Zweibrücken) d'une superficie totale de 0 hectare 0921 environ (nº 4 de l'Annexe I).

2. Une parcelle de la commune de Bobenthal (Bezirksamt Pirmasens) d'une superficie de 0 hectare 0271 environ (nº 5 de l'Annexe I).

3. Une parcelle de la commune de Schweighofen (Bezirksamt Bergzabern) d'une superficie de 0 hectare 0060 environ (nº 6 de l'Annexe I).

4. Une parcelle de la commune de Berg (Bezirksamt Germersheim) d'une superficie de 0 hectare 5237 environ (nº 7 de l'Annexe I).

Lesdites parcelles sont indiquées par une teinte jaune sur les plans de l'Annexe I du présent traité.

Article 4.

Les cessions indiquées à l'article précédent ne donneront lieu à aucune indemnité pécuniaire et ne porteront pas atteinte aux droits de la propriété privée dans les parcelles cédées.

Les indications de superficie sont approximatives et ne pourront faire l'objet d'aucune réclamation ultérieure.

Article 5.

Les changements survenus entre 1828 et 1920 dans les parties du cours de la Lauter qui forment frontière sont considérés comme résultant de l'action naturelle et successive des eaux. Conformément aux dispositions de l'article 11, troisième alinéa du présent traité, les modifications survenues de ce fait au tracé de la frontière sont admises par les deux Hautes Parties contractantes.

Il en est de même pour le léger déplacement du lit de la Vieille Lauter provenant de la construction du chemin de fer de Lauterbourg à Germersheim effectuée en 1876.

Chapitre II.

DOCUMENTS DÉFINISSANT LE TRACÉ DE LA FRONTIÈRE

Article 6.

Le tracé de la frontière entre la France et l'Allemagne, compte tenu des modifications qui y sont apportées par les dispositions des articles 3 et 5 du présent traité, se trouve défini par les deux documents suivants :

1º La *Description générale de la frontière* qui indique les directions successives que prend la ligne frontière et donne une indication générale sur les régions qu'elle traverse.

2º L'*Atlas des plans* sur lesquels est figuré en détail le tracé de chaque élément de la ligne frontière.

Ces deux documents font partie intégrante du présent traité dont ils forment les Annexes II et III.

II. Im zweiten Grenzabschnitt :

1. Aus der Gemeinde Riedelberg, Bezirksamt Zweibrücken, einige Flächen mit einem Gesamtinhalt von etwa 0,0921 ha (Nr. 4 der Angabe I).

2. Aus der Gemeinde Bobenthal, Bezirksamt Pirmasens, eine Fläche von etwa 0,0271 ha (Nr. 5 der Anlage I).

3. Aus der Gemeinde Schweighofen, Bezirksamt Bergzabern, eine Fläche von etwa 0,0060 ha (Nr. 6 der Angabe I).

4. Aus der Gemeinde Berg, Bezirksamt Germersheim, eine Fläche von etwa 0,5237 ha (Nr. 7 der Anlage I).

Die aufgeführten Gebietsteile sind in den Plänen der Anlage I zu diesem Vertrag mit gelber Farbe angelegt.

Artikel 4.

Die im vorstehenden Artikel aufgeführten Abtretungen begründen keinerlei Ansprüche auf Geldentschädigung und lassen die privaten Eigentumsrechte in den abgetretenen Gebietsteilen unberührt.

Die Angaben über den Flächeninhalt sind nur ungefähr und können zu keinen nachträglichen Einwendungen Anlass geben.

Artikel 5.

Die Veränderungen, die in der Zeit von 1828 bis 1920 an den die Grenze bildenden Teilen des Laufes der Lauter eingetreten sind, werden als Ergebnis der natürlichen und allmählichen Wirkung des Wassers angesehen. Gemäss den Bestimmungen des Artikel 11, Absatz 3 dieses Vertrags werden die hiernach eingetretenen Änderungen des Grenzzugs von den Hohen Vertragschliessenden Teilen anerkannt.

Das Gleiche gilt von der geringfügigen Veränderung an dem Bette der Alten Lauter infolge des Baues der Eisenbahn von Germersheim nach Lauterbourg im Jahre 1876.

KAPITEL II.

URKUNDEN ZUR BESTIMMUNG DES GRENZVERLAUFS.

Artikel 6.

Der Verlauf der Grenze zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich, wie er sich aus den nach Artikel 3 und 5 dieses Vertrags erfolgten Änderungen ergibt, wird durch folgende zwei Urkunden bestimmt :

1. *Die Allgemeine Grenzbeschreibung,* die die jeweilige Richtung der Grenzlinie verzeichnet und allgemeine Angaben über das durchschnittene Gelände enthält ;

2. *Den Atlas der Pläne,* auf denen der Verlauf jedes Bestandteils der Grenzlinie im einzelnen dargestellt ist.

Diese zwei Urkunden bilden einen wesentlichen Bestandteil dieses Vertrags, dem sie als Anlage II und III beigefügt sind.

Article 7.

1. La *Description générale de la frontière* comporte :

a) Pour la première Section, cinq articles ;
b) Pour la deuxième Section, trente-six articles ;
c) Pour la troisième Section, dix-huit articles.

2. L'*Atlas des plans* se compose de :

a) Un avant-propos relatif au levé des plans des deux premières Sections et aux cartes de la troisième Section ;

b) Pour la première Section : un « Tableau d'assemblage des plans », un tableau de la « Triangulation », un tableau des « Signes conventionnels », et neuf feuilles comportant les plans numérotés de 1 à 9, à l'échelle de 1/2500, en deux exemplaires, l'un donnant le tracé même de la ligne frontière, l'autre donnant les mesures pour déterminer cette ligne ;

c) Pour la deuxième Section : un « Tableau d'assemblage des plans », un tableau de la « Triangulation », un tableau des « Signes conventionnels » et soixante feuilles comportant les plans à l'échelle de 1/2500 numérotés de 1 à 60, plus une feuille d'un assemblage de croquis cotés portant le numéro 42 [1], les soixante plans étant en deux exemplaires, l'un donnant le tracé même de la ligne frontière, l'autre donnant les mesures pour déterminer cette ligne ;

d) Pour la troisième Section : un « Tableau d'assemblage », douze cartes imprimées en deux couleurs, à l'échelle de 1/25000, numérotées de 1 à 12, et une feuille comportant deux plans manuscrits à l'échelle de 1/2500.

Article 8.

Au cas où il y aurait divergence entre le texte de la *Description générale* et les *plans*, ce sont ces derniers qui feraient foi.

Toutefois, si le tracé de la ligne frontière ou les mesures inscrites sur les plans ne concordent pas avec les mesures provenant d'une vérification sur le terrain, les signes démarcatifs n'ayant été ni changés ni déplacés, les résultats de la nouvelle vérification feront foi. En pareil cas, un procès verbal, avec croquis à l'appui, sera établi conformément aux stipulations des articles 39 et 47.

CHAPITRE III.

FRONTIÈRE ENTRE LA FRANCE, D'UNE PART, LA PRUSSE ET LA BAVIÈRE, D'AUTRE PART

(Première et deuxième sections de la frontière).

Article 9.

La ligne frontière est déterminée sur le terrain par des signes démarcatifs dont la nature et le mode de placement sont indiqués à l'Annexe IV du présent traité. Elle est constituée, en principe, par les lignes droites joignant les centres des signes démarcatifs consécutifs communs aux deux États.

Artikel 7.

1. *Die Allgemeine Grenzbeschreibung* umfasst :

a) Für den ersten Abschnitt : fünf Artikel ;
b) Für den zweiten Abschnitt : sechsunddreissig Artikel ;
c) Für den dritten Abschnitt : achtzehn Artikel.

2. *Der Atlas der Pläne* umfasst :

a) Ein Vorwort über die Aufnahme der Pläne der beiden ersten Grenzabschnitte und über die Karten des dritten Grenzabschnittes ;

b) Für den ersten Grenzabschnitt : eine Übersichtskarte der Pläne, eine Triangulationsübersichtskarte, eine Zeichenerklärung und neun Pläne von Nr. 1 bis 9 im Masstab 1 : 2500 in zwei Ausfertigungen ; von letzteren gibt die eine den Verlauf der Grenzlinie selbst wieder, die andere enthält die Masse für die Festlegung dieser Linie ;

c) Für den zweiten Grenzabschnitt : eine Übersichtskarte der Pläne, eine Triangulationsübersichtskarte, eine Zeichenerklärung und 60 Pläne von Nr. 1 bis 60 im Masstab 1 : 2500 in zwei Ausfertigungen, sowie auf einem Blatt eine Zusammenstellung von Handrissen mit der Nr. 42 [1] ; von den beiden Ausfertigungen der 60 Pläne gibt die eine — den Verlauf der Grenzlinie selbst wieder, die andere — enthält die Masse für die Feststellung dieser Linie ;

d) Für den dritten Grenzabschnitt : eine Übersichtskarte der Pläne, zwölf Karten von Nr. 1 bis 12 im Masstab 1 : 25000 in Zweifarbendruck und ein Blatt mit zwei handgezeichneten Plänen im Masstab 1 : 2500.

Artikel 8.

Bei Abweichungen der Angaben der *Allgemeinen Grenzbeschreibung* von den *Plänen* sind letztere massgebend.

Wenn jedoch die Darstellung der Grenzlinie oder die Massangaben in den Plänen mit den bei einer örtlichen Nachprüfung ermittelten Massen nicht übereinstimmen, ohne dass die Grenzzeichen verändert oder von der Stelle gerückt worden wären, sind die Ergebnisse der neuen Nachprüfung massgebend. In solchen Fällen ist ein Protokoll nebst Handriss, den Bestimmungen der Artikel 39 und 47 entsprechend, aufzunehmen.

KAPITEL III.

GRENZE ZWISCHEN PREUSSEN UND BAYERN EINERSEITS UND FRANKREICH ANDERERSEITS.

(Erster und zweiter Grenzabschnitt.)

Artikel 9.

Die Grenzlinie ist im Gelände durch Grenzzeichen festgelegt, deren Beschaffenheit und Art der Aufstellung in der Anlage IV dieses Vertrags angegeben ist. Sie besteht grundsätzlich aus geraden Linien, die die Mittelpunkte der aufeinander folgenden, beiden Staaten gemeinsamen Grenzzeichen miteinander verbinden.

Lorsque la frontière est formée soit par des chemins, soit par des cours d'eau non navigables, elle est repérée latéralement par des signes démarcatifs doubles, dits jumeaux, placés face à face l'un sur le territoire français, l'autre sur le territoire allemand; la ligne frontière est alors déterminée ainsi qu'il est spécifié aux articles 10 et 11.

Les signes démarcatifs communs sont propriété indivise des deux Etats ; les signes démarcatifs jumeaux restent la propriété de l'Etat sur le territoire duquel ils sont placés.

Article 10.

Lorsque la frontière est formée par un chemin, la ligne frontière se trouve à égale distance des alignements successifs constitués par les bornes jumelles placées de chaque côté du chemin.

Dans certains cas mentionnés dans la *Description générale* où l'abornement latéral de la frontière n'a pu être, le long des chemins, que partiellement effectué, la position des points frontières a été déterminée par abscisses et ordonnées et se trouve indiquées dans l'*Atlas des plans* sur des croquis spéciaux.

Article 11.

Lorsque la frontière est formée par un canal de décharge ou un cours d'eau non navigable, la ligne frontière coïncide avec la ligne médiane du canal ou celle du cours d'eau à son niveau moyen.

On entend par niveau moyen celui pour lequel, dans une année normale, il y a autant de jours où il est dépassé que de jours où il n'est pas atteint. Sur les plans, la frontière est représentée par une ligne en traits discontinus, qui, bien que tracée au milieu du cours d'eau, indique que la limite suit le niveau moyen du cours d'eau dans ses variations.

Si le cours d'eau subit des modifications dues à l'action naturelle et successive des eaux, la ligne frontière suit ces modifications ; si, par contre, celles-ci sont dues à une cause artificielle ou à l'action subite des forces de la nature (rupture d'une digue, crue, etc.), aucune modification ne sera apportée au tracé de la ligne frontière tant qu'il n'en aura pas été décidé autrement d'un commun accord.

Article 12.

En ce qui concerne les ponts, il est admis que la ligne médiane des cours d'eau non navigables passe à égale distance des faces intérieures des deux culées. En conséquence, le tracé de la frontière sur les ponts passe par le milieu de la partie du pont située au-dessus du cours d'eau.

Article 13.

Aucune modification ne pourra être apportée soit au tracé, soit au classement des chemins, des canaux et des cours d'eau non navigables formant frontière, aucun établissement ou changement essentiel de barrage, d'installation ou construction quelconque susceptible de modifier le régime des eaux ne pourra être entrepris, sans entente préalable entre les Hautes Parties contractantes.

Article 14.

Les installations actuelles ou à établir en vue de l'utilisation normale des cours d'eau non navigables et des canaux de décharge formant frontière ne doivent pas entraver le passage des eaux ni en diminuer le débit au point qu'il puisse en résulter un préjudice grave pour les riverains d'aval.

Wo die Grenze durch Wege oder nicht schiffbare Wasserläufe gebildet wird, ist sie seitlich durch doppelte Grenzzeichen, sogenannte Zwillingsgrenzzeichen, versichert; die auf deutschem und auf französischem Gebiet einander gegenüberstehen ; die Grenzlinie wird in solchen Fällen entsprechend der in Artikel 10 und 11 gegebenen Erläuterung bestimmt.

Die gemeinsamen Grenzzeichen stehen im Miteigentum der beiden Staaten ; Doppelgrenzzeichen verbleiben jeweils im Eigentum des Staates, auf dessen Gebiet sie stehen.

Artikel 10.

Wo die Grenze durch einen Weg gebildet wird, verläuft die Grenzlinie in gleichem Abstande von den aufeinanderfolgenden geraden Linien, welche durch die zu beiden Seiten des Weges stehenden Doppelgrenzzeichen vermarkt sind.

In einzelnen, in der *Allgemeinen Grenzbeschreibung* erwähnten Fällen, in denen die seitliche Vermarkung der Grenze längs der Wege nur teilweise durchgeführt ist, ist die Lage der Grenzpunkte durch Messungszahlen (Abszissen und Ordinaten) festgelegt und auf besonderen Handrissen im *Atlas der Pläne* dargestellt.

Artikel 11.

Wo die Grenze durch einen Abflusskanal oder einen nicht schiffbaren Wasserlauf gebildet wird, fällt die Grenzlinie mit der Mittellinie des Kanals oder des Wasserlaufs — bei mittlerem Wasserstand — zusammen.

Unter mittlerem Wasserstande ist derjenige zu verstehen, der im Durchschnitt der Jahre an ebensovielen Tagen überschritten wie nicht erreicht wird. Auf den Plänen ist die Grenze durch eine gestrichelte Linie dargestellt, die, obwohl sie in der Mitte des Wasserlaufs gezeichnet ist, andeutet, dass die Grenze dem mittleren Wasserstand des Wasserlaufs in seinen Veränderungen folgt.

Erleidet der Wasserlauf der natürlichen und allmählichen Wirkung des Wassers Veränderungen, so folgt die Grenze diesen Veränderungen. Bei Veränderungen dagegen, die auf eine künstliche Ursache oder auf die plötzliche Einwirkung von Naturkräften (Dammbruch, Hochwasser usw.) zurückzuführen sind, bleibt die Grenzlinie, vorbehaltlich einer anderweitigen Vereinbarung, unverändert.

Artikel 12.

Hinsichtlich der Brücken wird unterstellt, dass die Mittellinie der nicht schiffbaren Wasserläufe in gleicher Entfernung von der Innenseite der beiden Widerlager verläuft. Demnach geht die Grenze auf den Brücken durch die Mitte des über dem Wasserlauf befindlichen Brückenteils.

Artikel 13.

Ohne vorhergehende Verständigung zwischen den Hohen Vertragschliessenden Teilen darf keine Veränderung an dem Verlauf oder der Klassifizierung der Wege, Kanäle und nicht schiffbaren Wasserläufe, die die Grenze bilden, vorgenommen, auch dürfen Stauwerke, Anlagen oder Baulichkeiten, die die Vorflut beeinflussen könnten, nicht wesentlich verändert oder neu errichtet werden.

Artikel 14.

Die bestehenden oder künftigen Anlagen zur gewöhnlichen Benutzung der nicht schiffbaren Wasserläufe und Abflusskanäle, die die Grenze bilden, dürfen den Abfluss des Wassers nicht behindern, noch den Wasserstand verringern, dass daraus den Unterliegern ein ernstlicher Nachteil erwachsen könnte.

Cette clause s'applique également aux cours d'eau et canaux qui, sans former frontière, la traversent ou se déversent dans un cours d'eau frontière.

Article 15.

Aucune modification n'est apportée aux dispositions spéciales qui régissent l'utilisation et l'entretien des conduites d'eau traversant la frontière et des constructions qui s'y rapportent.

CHAPITRE IV.

FRONTIÈRE ENTRE LA FRANCE ET LE PAYS DE BADE

(troisième section de la frontière).

Article 16.

Sur la section de la frontière entre la France et le Pays de Bade, la limite de souveraineté est déterminée sur le Rhin par l'axe du thalweg.

L'axe du thalweg est la suite ininterrompue des sondes les plus profondes.

Article 17.

En ce qui concerne les ponts fixes sur le Rhin, la limite de souveraineté entre la France et l'Allemagne passe par le milieu de l'ensemble des travées principales. Pour les ponts de bateaux, cette limite est à égale distance des bords extérieurs des corps-morts situés sur chacune des rives.

L'Etat français, propriétaire des ponts en vertu des dispositions de l'article 66 du Traité de Versailles, prendra, dès la signature du présent traité, les mesures nécessaires pour que la limite de souveraineté soit, sur chacun des ponts, indiquée d'une manière très apparente, en particulier par l'opposition, en accord avec les autorités allemandes et à frais communs, de tableaux dans les deux langues. Sur aucune partie des ponts il ne sera placé d'emblème de souveraineté.

Article 18.

La propriété de l'Etat français sur les ponts existants au moment de la mise en vigueur du Traité de Versailles s'étend, pour les ponts fixes, jusqu'à la face extérieure est des fondations de la culée est et, pour les ponts de bateaux, jusques et y compris le corps-mort de la rive est.

Cette propriété s'étend, dans les limites fixées à l'alinéa précédent, aux voies ferrées, aux lignes et câbles télégraphiques et téléphoniques établis sur les ponts. Pour les ponts de bateaux, elle comprend, en outre, les piles et l'ensemble des accessoires servant à l'allongement des ponts en temps de crue, les passerelles volantes pour piétons et toutes autres installations, notamment les poteaux d'amarrage et les supports de cordages.

Les signaux d'entrée des gares allemandes de la rive droite du Rhin qui se trouvent ou se trouveraient placés soit sur les ponts, soit sur la rive gauche sont la propriété des chemins de fer allemands, ainsi que tous leurs appareils de commande, soit électriques, soit mécaniques. L'entretien, le renouvellement et la manœuvre de ces signaux incombent aux chemins de fer allemands.

La propriété des ponts n'implique pas la propriété du sol au-dessous des ponts ni celle du sol situé entre et sous les installations de la rive est.

Diese Bestimmung gilt gleicherweise für die Wasserläufe und Kanäle, die, ohne Grenzwasserläufe zu sein, die Grenze schneiden oder in einen Grenzwasserlauf münden.

Artikel 15.

Die Sonderbestimmungen, die die Benutzung und Unterhaltung der die Grenze überschneidenden Wasserleitungen und der dazugehörigen Anlagen regeln, bleiben unberührt.

KAPITEL IV.

GRENZE ZWISCHEN DEM LANDE BADEN UND FRANKREICH.

(Dritter Grenzabschnitt.)

Artikel 16.

In dem Grenzabschnitt zwischen dem Lande Baden und Frankreich wird die Hoheitsgrenze im Rhein durch die Axe des Talwegs bestimmt.

Die Axe des Talwegs ist die ununterbrochene Reihenfolge der tiefsten Sondierungen.

Artikel 17.

Auf den festen Rheinbrücken geht die Hoheitsgrenze zwischen Deutschland und Frankreich durch die Mitte der Gesamtlänge aller Hauptstromöffnungen. Auf den Schiffbrücken verläuft diese Grenze in gleichem Abstand von den Aussenrändern der auf beiden Ufern gelegenen Landschwellen.

Der französische Staat als Eigentümer der Brücken gemäss den Bestimmungen des Artikel 66 des Vertrags von Versailles wird alsbald nach Unterzeichnung dieses Vertrags die erforderlichen Massnahmen treffen, um auf jeder Brücke die Hoheitsgrenze im Einvernehmen mit den deutschen Behörden und auf gemeinsame Kosten in deutlich sichtbarer Weise, insbesondere durch Anbringung von Tafeln in den zwei Sprachen, zu bezeichnen. Auf keinem Teile der Brücken werden Hoheitszeichen angebracht.

Artikel 18.

Das Eigentum des französischen Staates an den zurzeit des Inkrafttretens des Vertrags von Versailles bestehenden Brücken erstreckt sich bei den festen Brücken bis zur östlichen Aussenseite der Grundmauern des östlichen Widerlagers und bei den Schiffbrücken bis zur Landschwelle am östlichen Ufer, diese inbegriffen.

Dieses Eigentum estreckt sich innerhalb der im vorstehenden Absatz festgesetzten Grenzen auf die Eisenbahngleise und die auf den Brücken verlegten Telegraphen- und Fernsprechleitungen und- Kabel. Bei den Schiffbrücken umfasst es ausserdem die Landhebeständer und das bei Hochwasser zur Verlängerung der Brücken dienende gesamte Zubehör, die Fussgängernotstege und alle sonstigen Einrichtungen, insbesondere die Anlegepfosten und Seilführungsböcke.

Die auf den Brücken oder dem linken Ufer stehenden oder künftig zu errichtenden Einfahrtsignale der rechtsrheinischen deutschen Bahnhöfe sowie ihre elektrischen oder mechanischen Bedienungsanlagen sind Eigentum der deutschen Eisenbahn. Diese Signale sind von der deutschen Eisenbahn zu unterhalten, zu erneuern und zu bedienen.

Der Grund und Boden unter den Brücken sowie zwischen und unter den Anlagen am östlichen Ufer wird von dem Eigentum an den Brücken nicht umfasst.

Article 19.

L'Etat français a la charge de l'entretien des ponts jusqu'à la limite de propriété telle qu'elle est définie à l'article précédent.

Sans préjudice des droits reconnus à la France par l'article 358 du Traité de Versailles, l'Administration française intéressée aura le droit d'établir sur la rive est, en se conformant à la législation en vigueur sur cette rive, les échafaudages et installations nécessaires pour les travaux d'entretien, de réparation ou d'aménagement des ponts. Au cas où il en résulterait quelque dommage ou privation de jouissance pour les propriétaires particuliers riverains, les Administrations française et allemande se mettront d'accord pour la fixation et le versement des indemnités qui pourraient être dues par l'État français. Sauf arrangement contraire, l'Administration française aura, en outre, la charge de la remise en état des parties de la propriété publique allemande auxquelles des dommages auraient été causés.

Les autorités françaises seront, en outre, chargées et auront le droit d'exécuter sur la rive est tous les travaux d'allongement ou de raccourcissement des ponts de bateaux rendus nécessaires par les variations du niveau des eaux.

Article 20.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers français chargés de l'exécution des travaux visés à l'article précédent auront accès à la rive est du Rhin. Les noms des fonctionnaires, des agents, des ouvriers permanents et des chefs de chantier ou surveillants accompagnant les équipes d'ouvriers temporaires seront communiqués à la sous-préfecture *(Bezirksamt)* badoise compétente qui leur délivrera des laissez-passer dont ils devront être porteurs.

L'Allemagne ne percevra pas de droits d'entrée ni de sortie sur les matériaux, les matières et l'outillage servant auxdits travaux.

Article 21.

Toute construction de nouveaux ponts, toute suppression ou modification essentielle de ponts existants fera, réserve faite des droits reconnus à la Commission centrale du Rhin par les conventions en vigueur, l'objet d'un accord préalable entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 22.

Les règlements relatifs à la sécurité, à la conservation et à l'exploitation des ponts ainsi qu'à la circulation sur les ponts que les autorités françaises se proposeront d'édicter, seront préalablement communiqués aux sous-préfectures *(Bezirksämter)* badoises compétentes et pourront faire l'objet d'une correspondance directe entre lesdites autorités : ils devront comporter l'égalité de traitement pour les ressortissants des deux pays.

Les dispositions de ces règlements seront promulguées par les autorités compétentes allemandes de telle sorte qu'elles aient force exécutoire pour la partie est des ponts.

En ce qui concerne les ponts de chemins de fer, les dispositions réglementaires françaises concernant la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer seront également applicables sur toute la longueur des ponts. Toutefois la réglementation allemande concernant les signaux sera appliquée en ce qui concerne les signaux d'entrée des gares allemandes de la rive droite qui se trouveraient placés soit sur les ponts, soit sur la rive gauche du Rhin.

Artikel 19.

Der französische Staat ist zur Unterhaltung der Brücken bis zur Eigentumsgrenze, wie sie im vorstehenden Artikel bestimmt ist, verpflichtet.

Unbeschadet der Frankreich nach Artikel 358 des Vertrags von Versailles zustehenden Rechte ist die beteiligte französische Verwaltung befugt, auf dem östlichen Ufer unter Beobachtung der daselbst geltenden Gesetzgebung die für die Unterhaltungs-, Ausbesserungs- und Instandsetzungsarbeiten erforderlichen Gerüste aufzustellen und Einrichtungen zu treffen. Erleiden hierdurch die Privateigentümer von Ufergrundstücken einen Schaden oder werden sie in deren Benutzung irgendwie beeinträchtigt, so werden sich die deutsche und die französische Verwaltung über Festsetzung und Auszahlung der von dem französischen Staat etwa geschuldeten Entschädigungen verständigen. Vorbehaltlich anderweitiger Regelung ist die französische Verwaltung ferner verpflichtet, die Teile des deutschen öffentlichen Eigentums, an denen Schaden verursacht wird, wieder instand zu setzen.

Die französischen Behörden sind ausserdem verpflichtet und berechtigt, die infolge der Veränderung des Wasserstands erforderlichen Arbeiten zur Verlängerung oder Verkürzung der Schiffbrücken auf dem östlichen Ufer auszuführen.

Artikel 20.

Die französischen Beamten und Arbeiter, die mit der Ausführung der im vorstehenden Artikel erwähnten Arbeiten beauftragt sind, dürfen das östliche Rheinufer betreten. Die Beamten, die ständigen Arbeiter und die Werkführer oder Aufseher, die die vorübergehend beschäftigten Arbeiter begleiten, werden dem zuständigen badischen Bezirksamt namhaft gemacht und von diesem mit einem Ausweis versehen, den sie bei sich zu führen haben.

Das Deutsche Reich erhebt keine Ein- und Ausfuhrabgaben für die Materialien und Geräte, die zu diesen Arbeiten gebraucht werden.

Artikel 21.

Die Errichtung neuer Brücken und die Auflassung oder wesentliche Veränderung bestehender Brücken erfolgt jeweils auf Grund vorherigen Vereinbarung zwischen den beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen, vorbehaltlich der Rechte, die der Zentralkommission für die Rheinschiffahrt nach den geltenden Übereinkommen zustehen.

Artikel 22.

Die Verordnungen über die Sicherheit, die Unterhaltung und den Betrieb der Brücken sowie über den Verkehr auf ihnen, die die französischen Behörden zu erlassen beabsichtigen, sind vorher den zuständigen badischen Bezirksämtern mitzuteilen und können zum Gegenstand eines unmittelbaren Schriftwechsels zwischen den bezeichneten Behörden gemacht werden ; sie haben dem Grundsatz der gleichmässigen Behandlung der Staatsangehörigen beider Länder zu entsprechen.

Die Bestimmungen dieser Verordnungen werden von den zuständigen deutschen Behörden bekanntgemacht und dadurch für den östlichen Teil der Brücken rechtsverbindlich.

Hinsichtlich der Eisenbahnbrücken finden die französischen Vorschriften über die Bahnpolizei, die Sicherheit und den Betrieb der Eisenbahnen auf der ganzen Länge der Brücken ebenfalls Anwendung. Dagegen gelten die deutschen Signalvorschriften für die auf den Brücken oder auf dem linken Rheinufer stehenden Einfahrtsignale der rechtsrheinischen deutschen Bahnhöfe.

Article 23.

Le service de police et de sûreté publique sur les ponts sera assuré sur leur patrie ouest par les agents de la force publique française et sur leur partie est par les agents de la force publique allemande.

Toutefois la surveillance concernant l'application des règlements visés à l'article 22 sera exercée sur toute la longueur des ponts par les agents français spécialement chargés de ce service. Les infractions à ces règlements qui auront été commises sur la partie est des ponts feront l'objet de communications écrites à l'autorité compétente allemande qui en assurera la répression. Les mêmes infractions ne pourront donner lieu sur la partie est des ponts à arrestation par le personnel français que si les délinquants, pris en flagrant délit, sont soupçonnés de vouloir s'enfuir ou ne peuvent être identifiés sur-le-champ ; en pareil cas, les personnes arrêtées seront mises immédiatement à la disposition de l'agent de la force publique ou douanier allemand le plus proche, avec notification des faits constatés à leur charge.

Article 24.

Chacune des Hautes Parties contractantes exercera sur sa rive le contrôle douanier et le contrôle des passeports.

Sauf dans les cas spéciaux nécessités par les besoins momentanés de la surveillance ou de la répression, ni les douaniers français ni les douaniers allemands ne devront en service avoir accès sur les ponts.

Article 25.

En cas de dommage causé à un pont par des mariniers allemands dans la partie du Rhin placé sous la souveraineté allemande, le Gouvernement français, à défaut d'accord amiable avec les auteurs du dommage, pourra s'adresser au Gouvernement allemand ; celui-ci s'efforcera d'arriver à une entente avec ses ressortissants pour la réparation qui pourrait être due. Si un règlement satisfaisant, agréé par le Gouvernement français, ne pouvait être obtenu, il serait procédé devant la juridiction compétente conformément aux dispositions conventionnelles sur la navigation du Rhin.

Article 26.

Les communes françaises de Motheren, Munchhausen et Rhinau, qui possèdent sur la rive droite du Rhin des biens communaux, ont droit, pour l'exploitation agricole et forestière de leurs biens et pour autant que durera leur propriété, aux facilités et avantages indiqués dans les cinq articles suivants.

En échange de ces facilités et avantages, le Gouvernement français, agissant tant en son nom qu'au nom des trois communes intéressées, reconnaît que, désormais, les limites territoriales de ces communes ne dépasseront pas la limite de souveraineté des deux Etats, telle qu'elle est définie à l'article 16 du présent traité.

Le Gouvernement français ne s'opposera pas à l'incorporation éventuelle dans des bans communaux badois des terrains appartenant aux communes françaises de Motheren et Munchhausen, étant entendu que cette incorporation ne portera en rien préjudice aux exonérations fiscales prévues à l'article 28.

De son côté, le Gouvernement allemand s'engage à ce que les biens appartenant à la commune de Rhinau sur la rive droite du Rhin, pour autant qu'ils resteront la propriété de cette commune, ne soient incorporés à aucun moment et sous aucune forme que ce soit dans le ban territorial d'une commune badoise.

Artikel 23.

Der Polizei- und Sicherheitsdienst auf den Brücken wird auf der östlichen Seite von den deutschen, auf der westlichen von den französischen Organen der öffentlichen Sicherheit wahrgenommen.

Indes wird die Durchführung der in Artikel 22 bezeichneten Vorschriften auf der ganzen Brückenlänge von den damit besonders beauftragten französischen Beamten überwacht. Die auf der östlichen Brückenhälfte begangenen Zuwiderhandlungen gegen diese Vorschriften werden der zuständigen deutschen Behörde schriftlich mitgeteilt und von dieser verfolgt. Wegen solcher Zuwiderhandlungen darf auf der östlichen Brückenhälfte eine Festnahme durch das französische Personal nur stattfinden, wenn die Täter auf frischer Tat betroffen werden und sie entweder der Flucht verdächtig sind oder ihre Persönlichkeit nicht sofort festgestellt werden kann ; in solchen Fällen sind die festgenommenen Personen dem nächsten deutschen Beamten der öffentlichen Sicherheit oder der Zollverwaltung unter Mitteilung des Tatbestandes zur Verfügung zu stellen.

Artikel 24.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile wird die Zoll- und Passkontrolle auf seinem Ufer ausüben.

Ausser in besonderen Fällen, die durch augenblickliche Erfordernisse der Überwachung oder Strafverfolgung bedingt sind, dürfen weder die deutschen noch die französischen Zollbeamten im Dienste die Brücken betreten.

Artikel 25.

Wird eine Brücke auf der unter deutscher Hoheit stehenden Seite des Rheins durch deutsche Schiffahrttreibende beschädigt, so kann sich die Französische Regierung, mangels gütlicher Einigung mit den Urhebern des Schadens, an die Deutsche Regierung wenden ; diese wird mit den deutschen Beteiligten eine Verständigung über die etwa geschuldete Entschädigung herbeizuführen suchen. Ist keine befriedigende Lösung zu erzielen, die auch die Billigung der Französischen Regierung findet, so wird das Verfahren nach den geltenden Vertragsbestimmungen über die Rheinschiffahrt bei der zuständigen Gerichtsbarkeit anhängig gemacht.

Artikel 26.

Die französischen Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rhinau, die auf dem rechten Rheinufer Gemeindegrundeigentum besitzen, haben für die land- und forstwirtschaftliche Ausbeutung ihrer Grundstücke, solange ihr Eigentum dauert, Anspruch auf die in den nachstehenden fünf Artikeln aufgeführten Vergünstigungen.

Im Hinblick auf diese Vergünstigungen erkennt die Französische Regierung sowohl im eigenen Namen als in dem der beteiligten drei Gemeinden an, dass künftig die Gemarkungsgrenzen dieser Gemeinden über die Hoheitsgrenze der beiden Staaten, wie sie in Artikel 16 dieses Vertrags bestimmt ist, nicht hinausreichen.

Die Französische Regierung wird sich einer etwaigen Einverleibung des den französischen Gemeinden Mothern und Münchhausen gehörigen Geländes in Gemarkungen badischer Gemeinden nicht widersetzen ; es besteht Einverständnis darüber, dass die in Artikel 28 vorgesehenen Steuerbefreiungen durch diese Einverleibung nicht berührt werden.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich ihrerseits, dass der rechtsrheinische Grundbesitz der Gemeinde Rhinau, soweit er im Eigentum dieser Gemeinde bleibt, niemals und in keiner Form der Gemarkung einer badischen Gemeinde einverleibt wird.

Article 27.

Les habitants des communes de Motheren, Münchhausen et Rhinau qui, pour des besoins d'exploitation agricole ou forestière, auraient à se rendre sur les biens de ces communes situées sur la rive du Rhin, y accéderont sur présentation d'une carte frontalière délivrée par les sous-préfectures de leur résidence, et spécifiant expressément les biens-fonds sur lesquels ils sont autorisés à se rendre. Lesdites cartes frontalières seront visées par les sous-préfectures badoises *(Bezirksämter)* dans l'arrondissement desquelles se trouvent placés les biens. Les visas seront délivrés à titre gratuit et valables pour un an.

Les titulaires desdits certificats qui, pour gagner l'autre rive du Rhin, se serviraient d'embarcations, devront aborder aux points désignés sur leurs cartes frontalières. Il y aura pour chaque commune un point d'atterrissage fixé par l'autorité allemande.

Les gardes forestiers, gardes-chasse ou gardes-pêche, dûment assermentés dans les conditions prescrites à l'article 31, jouiront des mêmes facilités de circulation. Il en sera de même pour les locataires et sous-locataires (à l'année au moins) de chasse ou de pêche à l'exclusion de tous invités.

Article 28.

Les communes de Motheren, Münchhausen et Rhinau ne pourront être soumises, pour leurs biens-fonds sur la rive droite du Rhin, à aucune sorte d'impôt allemand autre que les impôts d'Empire ou d'État auxquels sont soumis les propriétaires fonciers domiciliés en dehors du territoire allemand ; ces impôts ne devront en aucun cas être plus élevés que ceux auxquels seront soumis les habitants du Pays de Bade.

Les communes de Motheren, Münchhausen et Rhinau qui se trouveront ainsi exonérées de tout impôt communal badois supporteront, néanmoins, en ce qui concerne leurs biens situés sur territoire allemand, les charges, qui, d'après la législation badoise, incombent aux communes pour l'entretien des chemins, digues ou fossés.

Article 29.

En vue de faciliter l'exploitation des biens appartenant sur la rive droite du Rhin, aux communes de Motheren, Münchhausen et Rhinau, il ne pourra ni du côté allemand, ni du côté français, sauf pour des raisons d'ordre sanitaire, épizootique ou phytopathologique, et sous réserve des vérifications douanières d'usage, être porté obstacle à l'exportation ou à l'importation en franchise de tous droits et taxes :

1° Des animaux de trait, engrais, semences et plants nécessaires, des instruments aratoires y compris leurs accessoires et carburants ;

2° Des animaux allant au pacage sur lesdits terrains ou qui en reviennent y compris leur croît durant le pacage ;

3° Des produits agricoles ou forestiers, des produits de chasse ou de pêche provenant desdits terrains dans leur état naturel.

Les produits, animaux et objets visés ci-dessus ne bénéficieront de ces facilités qu'autant qu'ils seront exportés ou importés par les exploitants ou leur personnel ; ceux-ci devront toujours être en mesure de présenter la carte frontalière prévue à l'article 27. Pour permettre le transport éventuel sur l'autre rive de ces mêmes produits, animaux et objets au moyen d'embarcations, les Administrations française et allemande des douanes fixeront des points d'embarquement ou de débarquement, compte tenu des besoins du service et des commodités des exploitants ; ces points sur la rive droite correspondront à ceux prévus à l'article 27. A défaut de bureau de douane, soit aux points d'embarquement et de débarquement, la présentation au bureau de douane le plus voisin ne sera pas exigée ; le contrôle douanier s'effectuera sur place.

Artikel 27.

Die Einwohner der Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rhinau dürfen zum Zwecke des land- oder forstwirtschaftlichen Betriebs die auf dem rechten Rheinufer gelegenen Grundstücke dieser Gemeinden gegen Vorzeigung einer von den Unterpräfekturen ihres Wohnsitzes ausgestellten Grenzkarte aufsuchen, die die Grundstücke ausdrücklich bezeichnet, zu deren Betreten sie befugt sind. Diese Grenzkarten werden von den badischen Bezirksämtern, in deren Bereich die Grundstücke liegen, mit einem Sichtvermerk versehen, der kosten frei und für die Dauer eines Jahres erteilt wird.

Die Inhaber dieser Ausweise, die sich auf dem Wasserwege zum anderen Rheinufer begeben wollen, haben an den in ihren Grenzkarten bezeichneten Stellen zu landen. Für jede Gemeinde wird von der deutschen Behörde eine Landungsstelle bestimmt.

Die nach Artikel 31 ordnungsgemäss verpflichteten Wald- und Jagdhüter und Fischereiaufseher geniessen die gleichen Verkehrsvergünstigungen. Dasselbe gilt für die Jagd- und Fischereipächter und -Unterpächter, die mindestens auf ein Jahr gepachtet haben, unter Ausschluss aller Gäste.

Artikel 28.

Die Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rhinau dürfen in Deutschland für ihren rechtsrheinischen Grundbesitz nur zu den Reichs- und Landessteuern und nur in derselben Weise wie die ausserhalb Deutschlands wohnhaften Grundeigentümer herangezogen werden; diese Steuern dürfen für sie keinesfalls höher sein, als für die Einwohner des Landes Baden.

Die hiernach von jeder badischen Gemeindesteuer befreiten Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rhinau haben indessen für ihren auf deutschem Gebiete liegenden Grundbesitz die nach der badischen Gesetzgebung den Gemeinden für die Unterhaltung der Wege, Dämme und Gräben obliegenden Lasten zu tragen.

Artikel 29.

Zur leichteren Bewirtschaftung des rechtsrheinischen Grundeigentums der Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rhinau darf, soweit nicht Gründe der Gesundheitspflege oder des Schutzes von Tieren und Nutzpflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge in Betracht kommen, vorbehaltlich der üblichen Zollrevisionen, weder auf deutscher noch auf französischer Seite die zoll- und abgabenfreie Ein- und Ausfuhr folgender Gegenstände behindert werden :

1. Der notwendigen Zugtiere, Düngemittel, Sämereien, Setzlinge und landwirtschaftlichen Geräte, einschliesslich des Zubehörs und der Brennstoffe ;

2. Der Tiere, die auf dieses Gelände weiden gehen oder von dort zurückkommen, sowie der während der Weide geborenen Jungtiere ;

3. Der land- und forstwirtschaftlichen Erzeugnisse sowie der Erträgnisse der Jagd und Fischerei aus diesem Gelände, in ihrem ursprünglichen Zustand.

Die oben erwähnten Erzeugnisse, Tiere und Gegenstände geniessen diese Vergünstigungen nur, wenn sie von den Nutzungsberechtigten oder ihrem Personal aus- oder eingeführt werden ; diese Personen müssen die im Artikel 27 vorgesehene Grenzkarte immer bei sich führen. Für die etwaige Beförderung dieser Erzeugnisse, Tiere und Gegenstände nach dem anderen Ufer auf dem Wasserwege werden die deutsche und die französische Zollverwaltung die Abfahrts- und Landestellen unter Berücksichtigung der Bedürfnisse des Dienstes und der Bequemlichkeit für die Nutzungsberechtigten bestimmen ; auf dem rechten Ufer sind diese Stellen die gleichen wie die in Artikel 27 Absatz 2 vorgesehenen. Soweit sich an den Brücken, Abfahrts- und Landepunkten keine Zollstellen befinden, ist die Vorführung bei der nächsten Zollstelle nicht erforderlich ; die Zollkontrolle erfolgt an Ort und Stelle.

En dehors des sanctions individuelles susceptibles d'être prises en cas de fraude ou d'abus, l'octroi des facilités faisant l'objet du présent article ne pourra être suspendu que lorsque les nécessités de la sécurité publique, en conséquence de mesures générales, viendraient exceptionnellement à l'exiger.

Article 30.

Le Gouvernement allemand reconnaît aux communes de Motheren, Münchhausen et Rhinau le droit de chasse sur les terrains qu'elles possèdent sur la rive droite du Rhin, aussi longtemps que ces terrains resteront la propriété des communes et que leur étendue comportera un total minimum de 25 hectares attenants.

Les autorités badoises mettront, annuellement et à titre gratuit, le nombre suivant de permis à la disposition des communes : pour Motheren, deux, pour Münchhausen, deux, et pour Rhinau, neuf. Les noms des personnes auxquelles ces permis seront délivrés seront communiqués, avec toutes indications d'identité utiles, par les communes intéressées, aux sous-préfectures *(Bezirksämter)* dans l'arrondissement desquelles se trouvent placés les biens communaux. En cas de vente partielle des terrains visés ci-dessus, le nombre de ces permis gratuits sera réduit en proportion.

Il pourra être délivré, en dehors des permis gratuits, des permis aux conditions fixées par la législation badoise.

Les sous-préfectures badoises ne pourront refuser les permis que pour des raisons motivées.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux droits de pêche dont les communes désignées ci-dessus pourraient se prévaloir comme conséquence de leurs droits de propriété sur leurs biens situés sur la rive droite du Rhin.

Article 31.

Les communes de Motheren, Münchhausen et Rhinau sont autorisées à désigner, pour la surveillance de leurs propriétés privées, des gardes forestiers, des gardes-chasse et des gardes-pêche qui pourront être de nationalité française. Ces gardes seront assermentés et verbaliseront dans les conditions fixées par la législation badoise ; ils exerceront également leurs fonctions d'après les règles de cette législation en la matière. La prestation de serment et l'exercice par lesdits gardes de leurs fonctions ne pourront donner lieu à aucune taxe ou impôt.

Article 32.

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que la disparition des bans communaux français sur territoire allemand et celle des bans communaux badois sur territoire français ont entraîné l'abrogation de tous les droits de caractère public qui se trouvaient autrefois attachés à l'existence de ces bans ; chacune d'elle renonce notamment à tous les droits d'Etat en matière de chasse ou de pêche qu'elle aurait pu à ce titre revendiquer sur le territoire de l'autre.

En ce qui concerne les locations déjà consenties par l'Administration française, cette renonciation ne portera pas toutefois atteinte aux contrats en cours au moment de la signature du présent traité et dont la teneur sera notifiée au Gouvernement allemand, étant entendu que ceux de ces contrats susceptibles d'être dénoncés après préavis le seront par les soins de l'Administration française dans le délai le plus court possible.

Abgesehen von Strafmassnahmen, die im einzelnen Falle wegen Betrugs oder Missbrauchs ergriffen werden können, darf die Gewährung der in diesem Artikel vorgesehenen Vergünstigungen nur ausgesetzt werden, wenn die öffentliche Sicherheit dies in Verbindung mit allgemeinen Massregeln ausnahmsweise erfordert.

Artikel 30.

Die Deutsche Regierung erkennt das Jagdrecht der Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rhinau auf ihrem rechtsrheinischen Grundbesitz an, solange er im Eigentum der Gemeinden steht und zusammenhängend mindestens 25 ha umfasst.

Die badischen Behörden werden jährlich für diese Gemeinden eine Anzahl Jagdpässe unentgeltlich zur Verfügung stellen, und zwar für Mothern zwei, Münchhausen zwei und Rhinau neun Pässe. Namen und Personalien der Personen, denen diese Jagdpässe ausgestellt werden sollen, werden von den beteiligten Gemeinden den Bezirksämtern mitgeteilt, in deren Amtsbezirk die Gemeindegrundstücke liegen. Bei Verkauf eines Teils der vorbezeichneten Gelände wird die Zahl der unengeltlichen Jagdpässe entsprechend herabgesetzt.

Ausser den unentgeltlichen Jagdpässen können solche nach den Bestimmungen der badischen Gesetzgebung ausgestellt werden.

Die badischen Bezirksämter dürfen die Jagdpässe nur aus berechtigten Gründen verweigern.

Die Vorschriften dieses Artikels finden auf das Fischereirecht, das die bezeichneten Gemeinden auf Grund des Eigentums an ihren rechtsrheinischen Grundstücken etwa geltend machen könnten, entsprechende Anwendung.

Artikel 31.

Die Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rhinau sind berechtigt, zur Bewachung ihres privaten Grundeigentums Forst- und Jagdhüter sowie Fischereiaufseher zu bestellen, die französische Staatsangehörige sein können. Für die Verpflichtung dieser Wächter und für die Aufnahme von Protokollen durch sie sind die Vorschriften der badischen Gesetzgebung massgebend, nach denen sie auch ihre Befugnisse ausüben. Ihre Verpflichtung und die Ausübung ihrer Befugnisse kann keinen Anlass für die Erhebung einer Abgabe oder Steuer geben.

Artikel 32.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile erkennen an, dass die Aufhebung der französischen Banngebiete auf deutschem Boden und der badischen Banngebiete auf französischem Boden das Erlöschen aller ehemals mit diesen Banngebieten verbundenen Rechte öffentlichrechtlicher Art nach sich gezogen hat. Insbesondere verzichtet jeder Teil auf alle staatlichen Jagd- und Fischereirechte, die er etwa auf Grund jener Bannrechte auf dem Gebiete des anderen in Anspruch nehmen könnte.

Durch diesen Verzicht werden die von der französischen Verwaltung bereits abgeschlossenen Pachtverträge, soweit sie zur Zeit der Unterzeichnung dieses Vertrags noch laufen, nicht berührt. Der Wortlaut dieser Verträge ist der Deutschen Regierung mitzuteilen. Es besteht Einverständnis darüber, dass die Verträge, soweit ihr Ablauf von einer Kündigung abhängt, von der französischen Verwaltung zu dem ersten Termin zu kündigen sind, zu dem dies möglich ist.

CHAPITRE V.

SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DE LA FRONTIÈRE

Article 33.

La surveillance et l'entretien de la frontière sont confiés :

Du côté français :

Aux préfets et sous-préfets des départements limitrophes de la frontière, chacun en ce qui concerne sa division administrative ;

Du côté allemand :

Pour la première Section, au Landrat prussien de Saarburg *(Regierungsbezirk Trier)* ;

Pour les deuxième et troisième Sections, aux présidents des *Bezirksämter* bavarois et badois, chacun en ce qui concerne sa division administrative.

Ces autorités ont compétence pour traiter directement entre elles toutes les questions d'intérêt local relatives à la surveillance et à l'entretien de la frontière.

Les fonctionnaires soit de l'Etat soit des communes, en service à proximité de la frontière, prêteront leur appui aux autorités désignées ci-dessus et, d'une façon générale, devront veiller à la stricte application des dispositions du présent chapitre.

Article 34.

Les fonctionnaires, chargés d'assurer l'entretien de la frontière, et les ouvriers qui les accompagnent, seront autorisés, pour l'exercice de leurs fonctions, à la traverser et à la parcourir librement avec leurs outils et les objets nécessaires à leurs besoins personnels. Ils devront être porteurs d'une autorisation spéciale établie par l'autorité désignée à l'article 33 dont ils relèvent.

Article 35.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir la frontière dans un état tel qu'elle puisse être suivie d'une extrémité à l'autre.

Article 36.

Aucune construction nouvelle ne peut être érigée à moins de 10 mètres de part et d'autre de la frontière, à l'exception toutefois de clôtures légères qui peuvent être établies jusqu'à 0 m. 50 de celle-ci.

Si la frontière se trouve dans un chemin ou dans un cours d'eau, la distance est réduite à 5 mètres pour les constructions et maintenue à 0 m. 50 pour les clôtures légères. Ces distances sont alors mesurées à partir du bord le plus voisin du chemin ou du cours d'eau à son niveau moyen.

Les installations qui existent actuellement et ne sont pas conformes à ces prescriptions sont tolérées ; elles sont expressément indiquées dans la *Description générale de la frontière* et sur les *Plans* annexés au présent traité. En cas de destruction totale de l'une ou de l'autre de ces installations, leur reconstruction n'est admise qu'avec le consentement préalable des autorités françaises et allemandes désignées à l'article 33.

KAPITEL V.

BEAUFSICHTIGUNG UND UNTERHALTUNG DER GRENZE.

Artikel 33.

Für die Beaufsichtigung und Unterhaltung der Grenze sind zuständig :

auf französischer Seite :

die Präfekten oder Unterpräfekten der Grenzdepartements, jeder für seinen Verwaltungsbezirk ;

auf deutscher Seite :

für den ersten Grenzabschnitt : der preussische Landrat in Saarburg (Regierungsbezirk Trier) ;

für den zweiten und den dritten Grenzabschnitt :

die Vorstände der bayerischen und der badischen Bezirksämter, jeder für seinen Verwaltungsbezirk.

Diese Behörden haben die Befugnis, alle die Beaufsichtigung und Unterhaltung der Grenze betreffenden Fragen von örtlichem Interesse unmittelbar miteinander zu behandeln.

Die Staats- und Gemeindebeamten, die in der Nähe der Grenze Dienst tun, haben die oben bezeichneten Behörden zu unterstützen und allgemein über die genaue Einhaltung der Bestimmungen dieses Kapitels zu wachen.

Artikel 34.

Die mit der Grenzunterhaltung betrauten Beamten und die sie begleitenden Arbeiter dürfen die Grenze bei Ausübung ihrer Tätigkeit mit ihren Geräten und den für ihre persönlichen Bedürfnisse notwendigen Gegenständen unbehindert überschreiten und begehen. Sie müssen einen Sonderausweis bei sich führen, welcher von der in Artikel 33 bezeichneten für sie zuständigen Behörde ausgestellt wird.

Artikel 35.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Grenze in einem solchen Zustande zu halten, dass sie von einem Ende bis zum andern begangen werden kann.

Artikel 36.

Keine neuen Bauwerke dürfen in einem Abstande von weniger als 10 m beiderseits der Grenze errichtet werden, abgesehen von leichten Zäunen, die bis auf 0,5 m von ihr angelegt werden können.

Liegt die Grenze in einem Weg oder Wasserlauf, so verringert sich bei Bauwerken der Abstand auf 5 m ; für leichte Zäune verbleibt es bei 0,5 m. Diese Entfernungen sind vom nächstgelegenen Rande des Weges oder des Wasserlaufs bei mittlerem Wasserstande zu messen.

Gegenwärtig bestehende Anlagen, die diesen Vorschriften nicht entsprechen, werden geduldet ; sie sind in der Allgemeinen Grenzbeschreibung und auf den Plänen, die diesem Vertrag beigefügt sind, ausdrücklich angegeben. Im Falle gänzlicher Zerstörung eines dieser Bauwerke darf es nur mit vorheriger Zustimmung der in Artikel 33 bezeichneten deutschen und französischen Behörden wiedererrichtet werden.

Article 37.

Lorsque la frontière traverse des bois ou des buissons, une bande de terrain large de 2 mètres de part et d'autre de la ligne frontière doit être maintenue déboisée en permanence.

Article 38.

Les deux gouvernements devront prendre toutes mesures utiles, pénales ou autres, pour empêcher tous déplacements ou détériorations des signes démarcatifs. Les tableaux apposés sur les ponts du Rhin en vertu de l'article 17 au présent traité jouiront de la même protection.

Article 39.

Il ne pourra être procédé que d'accord entre les autorités désignées à l'article 33 à la réparation, au déplacement ou au remplacement des signes démarcatifs. Ces opérations donneront lieu à des procès-verbaux établis dans les conditions fixées à l'article 47. Les croquis annexés aux procès-verbaux indiqueront avec précision l'emplacement et les caractéristiques des nouveaux signes démarcatifs dont la nature et les dimensions resteront conformes au modèle utilisé sur la frontière.

Chaque fois que les tableaux apposés en vertu de l'article 17 au milieu des ponts de bateaux du Rhin auront été déplacés par suite du changement de disposition des éléments de fermeture de la passe navigable, le service français chargé de l'entretien des ponts devra immédiatement faire replacer lesdits tableaux au milieu des ponts.

Article 40.

Chaque gouvernement assure à ses frais l'entretien, la fourniture et la pose des signes démarcatifs placés entièrement sur son territoire.

L'entretien des signes démarcatifs communs sera assuré dans les conditions suivantes :

Le Gouvernement allemand sera chargé de l'entretien, de la fourniture et de la pose des signes démarcatifs :

Dans la première Section :

Depuis la Moselle jusques et y compris la borne numérotée 7, entre la commune française de Merschwiller et la Bürgermeisterei Orscholtz ;

Dans la deuxième Section :

Depuis le territoire du Bassin de la Sarre jusques et y compris la borne tribanale entre la commune française de Niedersteinbach et les communes allemandes de Fischbach et Schönau.

Le Gouvernement français sera chargé de l'entretien, de la fourniture et de la pose des signes démarcatifs :

Dans la première Section :

De la borne N° 7/1, entre la commune française de Merschwiller et la Bürgermeisterei Orscholtz jusqu'au territoire du Bassin de la Sarre ;

Dans la deuxième Section :

De la borne N° 1, entre la commune française de Niedersteinbach et la commune allemande de Schönau jusqu'au Rhin.

Artikel 37.

Wo die Grenze durch Wald oder Gebüsch verläuft, muss auf jeder Seite ein 2 m breiter Geländestreifen dauernd ausgelichtet gehalten werden.

Artikel 38.

Die beiden Regierungen werden alle zweckdienlichen Straf- und sonstigen Massnahmen ergreifen, um jedes Verrücken oder jede Beschädigung der Grenzzeichen zu verhindern. Die nach Artikel 17 dieses Vertrags auf den Rheinbrücken angebrachten Tafeln geniessen den gleichen Schutz.

Artikel 39.

Die Ausbesserung, Versetzung oder Auswechslung eines Grenzzeichens kann nur auf Grund eines Einvernehmens zwischen den in Artikel 33 bezeichneten Behörden erfolgen. Über diese Arbeiten werden Protokolle nach Massgabe des Artikels 47 aufgenommen. Die den Protokollen beizufügenden Handrisse enthalten die genaue Angabe des Standortes und die Merkmale der neuen Grenzzeichen, deren Beschaffenheit und Ausmasse dem an der Grenze gebräuchlichen Muster entsprechen müssen.

Wenn bei den Schiffbrücken am Rhein infolge anderer Anordnung der ausfahrbaren Joche für den Schiffsdurchgang die nach Artikel 17 auf der Brückenmitte befindlichen Tafeln ihre Lage verändern, so hat die mit der Unterhaltung der Brücken beauftragte französische Dienststelle die Tafeln jedesmal wieder unverzüglich auf der Brückenmitte anzubringen.

Artikel 40.

Jede Regierung besorgt auf ihre Kosten die Unterhaltung, Lieferung und Aufstellung der Grenzzeichen, die ganz auf ihrem Gebiete stehen.

Die Unterhaltung der gemeinsamen Grenzzeichen vollzieht sich in folgender Weise :

Die Deutsche Regierung ist verpflichtet zur Unterhaltung, Lieferung und Aufstellung der Grenzzeichen :

im ersten Abschnitt :

von der Mosel bis einschliesslich Grenzstein Nr. 7 zwischen der Bürgermeisterei Orscholz und der französischen Gemeinde Merschwiller ;

im zweiten Abschnitt :

vom Saarbeckengebiet bis einschliesslich des Dreibänners zwischen den deutschen Gemeinden Fischbach und Schönau und der französischen Gemeinde Niedersteinbach.

Die Französische Regierung ist verpflichtet zur Unterhaltung, Lieferung und Aufstellung der Grenzzeichen :

im ersten Abschnitt :

vom Grenzstein Nr. 7/1 zwischen der Bürgermeisterei Orscholz und der französischen Gemeinde Merschwiller bis zum Saarbeckengebiet ;

im zweiten Abschnitt :

vom Grenzstein Nr. 1 zwischen der deutschen Gemeinde Schönau und der französischen Gemeinde Niedersteinbach bis zum Rhein.

Article 41.

Les chemins frontières continueront à être entretenus conformément aux règlements et usages locaux rappelés à l'Annexe V du présent traité. Pour les chemins longeant la frontière, on s'en rapportera aux usages locaux.

Article 42.

Les travaux d'entretien et de curage des cours d'eau non navigables et des canaux de décharge formant frontière seront exécutés simultanément de l'une et de l'autre rive à la diligence des personnes physiques ou morales auxquelles incombe cette obligation et conformément aux règlements et usages locaux.

La liste de ces cours d'eau et canaux est donnée à l'Annexe VI.

Article 43.

Les cours d'eau et canaux qui, sans former frontière, traversent celle-ci ou se déversent dans un cours d'eau frontière, devront toujours être maintenus dans un état d'entretien tel que leur régime habituel soit assuré.

Article 44.

Les Hautes Parties contractantes prendront, chacune en ce qui la concerne, les mesures d'hygiène nécessaires pour assurer la pureté et la salubrité des eaux des cours d'eau et canaux visés dans les articles 42 et 43.

Article 45.

Sous réserve des dispositions de l'article 19, l'entretien des ouvrages d'art, tels que ponts ou passerelles, situés sur la frontière, ainsi que celui de leurs rampes d'accès et abords, continuera à être assuré, conformément aux règlements et usages locaux rappelés à l'Annexe VII du présent traité, par les personnes physiques ou morales auxquelles incombe ce soin.

Toute nouvelle construction, suppression ou modification essentielle de ponts ou passerelles utilisés comme passages publics sur les cours d'eau et canaux formant frontière fera l'objet d'une entente préalable entre les deux gouvernements.

Article 46.

Les autorités désignées à l'article 33 s'entendront pour faire exécuter tous les cinq ans, à partir de 1926, avant le mois d'octobre, une inspection en commun de la frontière et en vérifier l'abornement. Les fonctionnaires qui seront chargés de cette inspection pourront, le cas échéant, se faire assister par les propriétaires riverains intéressés ou leurs représentants.

Il sera loisible à chacune des deux Hautes Parties contractantes de faire participer à ces inspections des représentants des administrations d'Etat ou municipales, notamment des Administrations des ponts et chaussées, des chemins de fer et des forêts.

Artikel 41.

Die Grenzwege werden weiterhin gemäss dem Ortsgebrauch und den örtlichen Bestimmungen unterhalten, auf die in der Anlage V dieses Vertrags hingewiesen ist. Für die Wege, die längs der Grenze verlaufen, verbleibt es bei dem Ortsgebrauch.

Artikel 42.

Die Unterhaltungs- und Räumungsarbeiten der die Grenze bildenden nicht schiffbaren Wasserläufe und Abflusskanäle werden gleichzeitig von beiden Ufern aus auf Betreiben der dazu verpflichteten natürlichen und juristischen Personen, entsprechend dem Ortsgebrauch und den örtlichen Bestimmungen, ausgeführt.

Ein Verzeichnis dieser Wasserläufe und Kanäle ist in Anlage VI enthalten.

Artikel 43.

Die Wasserläufe und Kanäle, die, ohne Grenzwasserläufe zu sein, die Grenze schneiden oder in einen Grenzwasserlauf münden, sind so zu unterhalten, dass ihr gewöhnlicher Zustand nicht beeinträchtigt wird.

Artikel 44.

Die Hohen Vertragschliessenden Teile werden, jeder soweit es ihn betrifft, die erforderlichen gesundheitspolizeilichen Massnahmen treffen, um die Reinheit und Unschädlichkeit des Wassers der in den Artikeln 42 und 43 angeführten Wasserläufe und Kanäle sicherzustellen.

Artikel 45.

Vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 19 werden die über die Grenze führenden Kunstbauten, wie Brücken und Stege, sowie deren Auffahrten und Zugänge weiterhin entsprechend dem Ortsgebrauch und den örtlichen Bestimmungen, auf die in der Anlage VII dieses Vertrags hingewiesen ist, von den hierzu verpflichteten natürlichen und juristischen Personen unterhalten.

Die Errichtung neuer, die Auflassung oder wesentliche Veränderung bestehender Brücken oder Stege, die dem öffentlichen Verkehr über Grenzwasserläufe und -kanäle dienen, bedürfen einer vorausgehenden Verständigung zwischen den beiden Regierungen.

Artikel 46.

Die in Artikel 33 bezeichneten Behörden werden sich verständigen, um vom Jahre 1926 ab alle fünf Jahre vor dem Monat Oktober die Grenze gemeinsam zu besichtigen und ihre Vermarkung nachzuprüfen. Die mit dieser Besichtigung beauftragten Beamten können gegebenenfalls die beteiligten Anlieger oder ihre Vertreter zuziehen.

Es bleibt jedem der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile überlassen, an diesen Besichtigungen Vertreter der Staats- und Gemeindeverwaltungen, insbesondere des Wasser- und Strassenbaus, der Eisenbahnen und Forsten, teilnehmen zu lassen.

Article 47.

Tous les travaux et inspections concernant l'abornement de la frontière feront l'objet de procès-verbaux établis en double expédition française et allemande et s'il y a lieu avec des croquis à l'appui. Ces procès-verbaux seront du modèle reproduit à l'Annexe VIII du présent traité et seront soumis à l'approbation des deux gouvernements par les soins des autorités désignées à l'article 33.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS FINALES

Article 48.

Des facilités spéciales relatives à la circulation et aux prescriptions douanières seront accordées aux populations frontières dans la limite d'une zone dont la profondeur de chaque côté de la frontière ne pourra être inférieure à cinq kilomètres.

Lesdites facilités, qui feront l'objet d'une convention particulière entre les Hautes Parties contractantes, tiendront compte, notamment en faveur des propriétaires des biens-fonds agricoles ou forestiers, de moulins ou de scieries, des usages établis ainsi que des nécessités ou commodités d'exploitation.

Article 49.

En attendant la conclusion de la convention prévue à l'article précédent ou à défaut de tout arrangement du même ordre, les personnes susceptibles de bénéficier pour leurs biens-fonds situés de l'autre côté de la frontière des dispositions de l'article 50 recevront des cartes frontalières par les soins des sous-préfectures, Bezirksämter ou Kreisämter de leur résidence. Ces cartes frontalières seront visées gratuitement et pour une durée d'un an par les Bezirksämter, Kreisämter ou sous-préfectures dans l'arrondissement desquelles se trouvent placés les biens-fonds.

Article 50.

Sous réserve des déclarations et vérifications douanières d'usage, les personnes, domiciliées le long de la frontière dans une zone de cinq kilomètres et qui, de l'autre côté de la frontière, dans une zone de même largeur étaient, à la date du 11 novembre 1918, propriétaires, à titre particulier, indivis ou collectif, de biens-fonds agricoles ou forestiers, pourront, en franchise de tous droits et taxes et sans que des prohibitions autres que celles d'ordre sanitaire, épizootique ou phytopathologique leur soient opposables, importer ou exporter d'une zone à l'autre :

1° Les produits agricoles ou forestiers, dans l'état où ils auront été recueillis, à quelque époque que ce soit, sur leurs biens-fonds ;

2° Les animaux de trait, engrais organiques ou chimiques, les semences et plants, ainsi que les instruments aratoires, y compris leurs accessoires et carburants, nécessaires à l'exploitation de leurs biens-fonds ;

3° Le bétail faisant partie de leur cheptel et allant au pacage sur leurs biens-fonds ou qui en revient, ainsi que son croît durant le pacage ;

Artikel 47.

Über alle Arbeiten und Besichtigungen, die sich auf die Vermarkung der Grenze beziehen, sind Protokolle in deutscher und französischer Ausfertigung nebst den etwa erforderlichen Handrissen aufzunehmen. Diese Protokolle sollen dem in Anlage VIII dieses Vertrags wiedergegebenen Muster entsprechen und werden durch die in Artikel 33 bezeichneten Behörden ihren Regierungen zur Genehmigung vorgelegt.

KAPITEL VI.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 48.

Besondere Verkehrs- und Zollvergünstigungen werden den Grenzbewohnern innerhalb einer Zone, deren Tiefe beiderseits der Grenze nicht weniger als fünf Kilometer betragen darf, gewährt werden.

Diese Vergünstigungen, die Gegenstand eines besonderen Abkommens zwischen den Hohen Vertragschliessenden Teilen sein werden, sollen insbesondere zu Gunsten der Eigentümer von land- oder fortwirtschaftlichen Grundstücken, Mühlen und Sägewerken die bestehende Übung sowie die Erfordernisse und die Bequemlichkeiten des Betriebs berücksichtigen.

Artikel 49.

Bis zum Abschluss des im vorstehenden Artikel vorgesehenen Abkommens oder mangels anderer entsprechender Vereinbarung werden den Personen, denen die Bestimmungen des Artikel 50 für ihre auf der anderen Seite der Grenze liegenden Grundstücke zugute kommen sollen, von den Unterpräfekturen, Bezirks- oder Kreisämtern ihres Wohnsitzes Grenzkarten ausgestellt. Diese Grenzkarten werden unentgeltlich für die Dauer eines Jahres von den Bezirks- oder Kreisämtern oder den Unterpräfekturen, in deren Bereich die Grundstücke liegen, mit Sichtvermerk versehen.

Artikel 50.

Vorbehaltlich der üblichen Zollerklärungen und Zollrevisionen dürfen die längs der Grenze in einer Zone von fünf Kilometern wohnhaften Personen, die am 11. November 1918 auf der anderen Seite der Grenze innerhalb einer Zone von gleicher Breite land- oder forstwirtschaftliche Grundstücke als Allein- oder Miteigentümer oder in Gemeinschaftseigentum besessen haben, frei von allen Zöllen und Abgaben sowie von Ein- und Ausfuhrverboten, soweit sich diese nicht auf die Gesundheitspflege oder auf den Schutz von Tieren und Nutzpflanzen, gegen Krankheiten und Schädlinge beziehen, aus der einen Zone in die andere ein- und ausführen :

1. die land- und forstwirtschaftlichen Erzeugnisse in dem Zustande, in dem sie auf ihren Grundstücken gewonnen werden, und ohne Rücksicht auf den Zeitpunkt, in dem sie gewonnen wurden ;

2. die für die Bewirtschaftung ihrer Grundstücke erforderlichen Zugtiere, natürlichen und künstlichen Düngemittel, Sämereien, Setzlinge und landwirtschaftlichen Geräte, einschliesslich des Zubehörs und der Brennstoffe ;

3. das zu ihrem Bestande gehörende Vieh, das auf diese Grundstücke weiden geht oder von dort zurückkommt, sowie die während der Weide geborenen Jungtiere ;

4° Les produits de la chasse et de la pêche provenant des mêmes propriétés, sous réserve de l'observation des règlements de police, de chasse et de pêche édictés par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

Les biens-fonds situés partie dans la zone de cinq kilomètres partie en dehors de cette zone sont considérés comme se trouvant entièrement dans ladite zone.

En dehors des sanctions individuelles susceptibles d'être prises en cas de fraude ou d'abus, l'octroi des facilités faisant l'objet du présent article ne pourra être suspendu que lorsque les nécessités de la sécurité publique, en conséquence de mesures générales, viendraient exceptionnellement à l'exiger.

Les facilités ainsi accordées s'éteindront en cas de transmission de la propriété foncière autrement que par succession légale ou testamentaire en ligne directe ou collatérale.

Les communes limitrophes de la frontière bénéficieront des dispositions du présent article pour les biens-fonds agricoles ou forestiers qu'elles possèdent (à l'exclusion de toute acquisition nouvelle) dans la zone de cinq kilomètres en dehors des limites territoriales de l'État dont elles relèvent.

Article 51.

Tout différend, qui viendrait à s'élever entre les Hautes Parties contractantes quant à l'interprétation ou à l'application du présent traité et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable ou soumis d'un commun accord à un Tribunal arbitral spécial, sera porté devant la Cour permanente de Justice internationale. Si un accord ne peut intervenir sur les termes de la question à soumettre à la Cour, cette dernière peut être saisie par requête présentée par l'une ou l'autre des Parties.

Article 52.

Les conventions antérieures, conclues entre la France d'une part, les Etats allemands d'autre part et portant délimitation de la frontière, sont remplacées par le présent traité. Il en est de même pour la Convention [1] provisoire relative aux ponts sur le Rhin signée à Baden-Baden entre la France et l'Allemagne le 1er juillet 1920.

Article 53.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires dûment autorisés à cet affet ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 août 1925.

(L. S.) *(Signé)* J. LAROCHE.
(L. S.) *(Signé)* HOESCH.
(L. S.) *(Signé)* Frhr v. GRÜNAU.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :
P. de Fouquières.

[1] Vol. VIII, page 87, de ce recueil.

4. die Erträgnisse der Jagd und Fischerei aus dem gleichen Grundbesitz, unter Beobachtung der von dem einen oder anderen der Hohen Vertragschliessenden Teile erlassenen jagd- und fischereirechtlichen Vorschriften.

Die Grundstücke, die zum Teil innerhalb, zum Teil ausserhalb der Zone von fünf Kilometern liegen, werden angesehen, als ob sie ganz innerhalb dieser Zone lägen.

Abgesehen von Strafmassnahmen, die im einzelnen Falle wegen Betrugs oder Missbrauchs ergriffen werden können, darf die Gewährung der in diesem Artikel vorgesehenen Vergünstigungen nur ausgesetzt werden, wenn die öffentliche Sicherheit dies in Verbindung mit allgemeinen Massregeln ausnahmsweise erfordert.

Diese Vergünstigungen erlöschen, wenn das Grundeigentum auf andere Weise als durch gesetzliche oder testamentarische Erbfolge in gerader Linie oder in der Seitenlinie übetragen wird.

Den Grenzgemeinden kommen die Bestimmungen dieses Artikels für ihren land- und forstwirtschaftlichen Grundbesitz in der Zone von fünf Kilometern jenseits der Landesgrenze ihres Heimatstaates zugute, soweit es sich nicht um Neuerwerbungen handelt.

Artikel 51.

Alle Streitfragen, die hinsichtlich der Auslegung oder Durchführung dieses Vertrags zwischen den Hohen Vertragschliessenden Teilen entstehen sollten und nicht auf gütlichem Wege beigelegt oder auf Vereinbarung einem besonderen Schiedsgericht unterbreitet werden können, werden vor den Ständigen Internationalen Gerichtshof gebracht. Kann eine Einigung hinsichtlich der dem Gerichtshof zu unterbreitenden Fragestellung nicht erzielt werden, so kann dieser auf Antrag einer der beiden Parteien mit der Sache befasst werden.

Artikel 52.

Die früheren Übereinkommen zwischen deutschen Staaten und Frankreich über die Grenzfestsetzung werden aufgehoben und durch diesen Vertrag ersetzt. Das gleiche gilt für das am 1. Juli 1920 in Baden-Baden zwischen Deutschland und Frankreich abgeschlossene vorläufige Rheinbrückenabkommen [1].

Artikel 53.

Dieser Vertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Paris ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die ordnungsmässig Bevollmächtigten Vertreter diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in doppelter Urschrift zu Paris am 14. August 1925.

(L. S.) *(Signé)* HOESCH.
(L. S.) *(Signé)* Frhr. v. GRÜNAU.
(L. S.) *(Signé)* J. LAROCHE.

[1] Vol. VIII, page 87, of this Series.

ANNEXES

AU TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE PORTANT DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE

TABLE DES MATIÈRES

Page

ANNEXE I : Modifications apportées au tracé de la frontière 136

ANNEXE II : Description générale de la Frontière :

a) Première Section 148
d) Deuxième Section 148
c) Troisième Section 206

ANNEXE III : Atlas des Plans. (Dans un volume séparé.)

ANNEXE IV : Délimitation de la Frontière :

I. Documents antérieurs pris en considération pour l'établissement de la ligne frontière... 220
II. Règles relatives à l'abornement de la ligne frontière 222

ANNEXE V : A. Chemins frontières 228
B. Chemins longeant la frontière ou la traversant 230

ANNEXE VI : Cours d'eau non navigables et canaux de décharge formant frontière 238

ANNEXE VII : Ouvrages d'art situés sur la frontière (Ponts sur le Rhin) 242

ANNEXE VIII : Modèle des procès-verbaux concernant les travaux relatifs aux frontières ... 248

Tableaux relatifs à l'Annexe I.
Tableaux relatifs à l'Annexe II.
Tableau relatif à l'Annexe IV.

ANLAGEN

ZU DEM VERTRAG ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND FRANKREICH ÜBER DIE FESTSETZUNG DER GRENZE

INHALTSVERZEICHNIS.

Seite

ANLAGE I : Grenzänderungen ... 137

ANLAGE II : Allgemeine Grenzbeschreibung :

a) Erster Grenzabschnitt ... 139
b) Zweiter Grenzabschnitt ... 149
c) Dritter Grenzabschnitt ... 207

ANLAGE III : Atlas der Pläne. (In einem besonderen Band.)

ANLAGE IV : Festlegung der Grenze :

I. Die zur Bestimmungen der Grenzlinie herangezogenen Urkunden ... 221
II. Grundsätze für die Vermarkung der Grenzlinie ... 223

ANLAGE V : A. Grenzwege ... 229
B. Wege, die längs der Grenze verlaufen ... 231

ANLAGE VI : Nicht schiffbare Wasserläufe und Abflusskanäle, die die Grenze bilden ... 239

ANLAGE VII : Kunstbauten an der Grenze (Rheinbrücken) ... 243

ANLAGE VIII : Muster eines Protokolls über die an der Landesgrenze vorgenommenen Arbeiten 249

Tafeln zu Anlage I.
Tafeln zu Anlage II.
Tafel zu Anlage IV.

ANNEXE I.

(Article 3).

MODIFICATIONS APPORTÉES AU TRACÉ DE LA FRONTIÈRE

Numéros d'ordre	Numéros des Plans	Numéros Article de la Description	Commune française	Commune allemande	Emplacement sur la ligne frontière		Surfaces cédées à la France ha	Surfaces cédées à l'Allemagne ha
				Première Section.				
1	1	1	Apach	Perl	Bornes jumelles nos 22–23	Vignoble de Perl		0,0094
2	3	2	Merschwiller	Ober-Perl	Bornes tribanales jumelles-bornes jumelles no 1	Ancien chemin Belmach-Eft.	0,0586	
				Deuxième Section.				
3	5	4	Rolbing	Riedelberg	Borne no 14–bornes tribanales jumelles	Pont de Riedelberg		0,0014
4	7 8	5	Walschbronn	Riedelberg	Bornes tribanales jumelles-borne no 11	Vallée de l'Aderbrunnenklamm	0,0921	0,0921
5	39	25	Wissembourg	Bobenthal	Bornes nos 1/3–2/1	Cours de la Lauter près de la chapelle de Weiler	0,0271	0,0079
6	44	28	Altenstadt	Schweighofen	Bornes nos 7–8/1	Village d'Altenstadt (les Picards)	0,0060	0,0058
7	56	35	Lauterbourg	Berg	Bornes nos 4–15 (Neu-Lauterburg)	Route de Scheibenhardt à Neu-Lauterbourg	0,5237	
8	60	36	Lauterbourg	Neuburg	Bordes tribanales jumelles	Débouché de la Vieille Lauter dans le Rhin		0,6509
						Totaux.	0,7075	0,7675

REMARQUE. — Les plans ci-dessus se trouvent à la fin du volume.

ANLAGE I.

(Artikel 3).

GRENZÄNDERUNGEN.

Lfde. Nummer	Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Gemeinde	Französische Gemeinde	Lage zur Grenze		Hierbei fallen an Deutschland ha	Hierbei fallen an Frankreich ha
				1. Grenzabschnitt.				
1	1	1	Perl	Apach	Doppelsteine Nr. 22=23	Weinberg von Perl	0,0094	
2	3	2	Ober-Perl	Merschwiller	Doppeldreibänner–Doppelsteine Nr. 1	Ehemaliger Weg Eft–Belmach		0,0586
				2. Grenzabschnitt.				
3	5	4	Riedelberg	Rolbing	Stein Nr. 14–Doppeldreibänner	Riedelberger Brücke	0,0014	
4	7, 8	5	Riedelberg	Walschbronn	Doppeldreibänner–Stein Nr. 11	Aderbrunnenklamm	0,0921	0,0921
5	39	25	Bobenthal	Wissembourg	Steine Nr. 1/3–2/1	Flussbett der Lauter bei der Kapelle von Weiler	0,0079	0,0271
6	44	28	Schweighofen	Altenstadt	Steine Nr. 7–8/1	Dorf Altenstadt (Wälschdorf)	0,0058	0,0060
7	56	35	Berg	Lauterbourg	Steine Nr. 4–15 (Neu-Lauterburg)	Weg Scheibenhardt Neu-Lauterburg		0,5237
8	60	36	Neuburg	Lauterbourg	Doppeldreibänner	Mündung der Alsen Lauter in den Rhein	0,6509	
						Gesamt-Summe	0,7675	0,7075

BEMERKUNG. — Die Pläne hierzu siehe am Schlusse des Bandes.

ANNEXE II.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DE LA FRONTIÈRE

(Article 6, 7 et 8).

a) PREMIÈRE SECTION DE LA FRONTIÈRE :
FRONTIÈRE ENTRE LA FRANCE ET LA PRUSSE.

Article premier.

Frontière entre la commune française d'APACH et la Bürgermeisterei prussienne PERL
(communes de Perl et d'Ober-Perl.)

(Plans nos 1, 2 et 3.)

La première section de la frontière entre la France et l'Allemagne, frontière entre la France et la Prusse, commence sur l'alignement défini par les trois bornes suivantes :

A 240 mètres environ au sud et en amont du pont dit de Schengen, sur la Moselle, se trouve sur la rive gauche luxembourgeoise de la rivière, le long du mur d'une propriété de Schengen, une ancienne borne de petites dimensions au millésime de 1820. A 4 mètres à l'est de cette borne, et en bordure est du chemin longeant la rivière, une borne triangulaire a été placée sur l'alignement de celle précitée et d'une borne tribanale située sur la rive droite, entre les prés dits *Breitwies* (France) et *Im Salstresch* Prusse), en bordure ouest d'un chemin longeant la Moselle.

Par application des dispositions de l'article premier du procès-verbal signé le 31 juillet 1833, pour la démarcation des frontières entre la France et la Prusse, la limite entre la France, l'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg se trouve sur l'alignement formé par ces trois bornes.

En amont de cet alignement, la ligne frontière entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg est déterminée par le milieu de la Moselle en vertu du procès-verbal de délimitation [1] entre la France et les Pays-Bas (article 90), signé à Courtrai le 28 mars 1820.

Le point de vue du Gouvernement allemand est qu'en vertu des articles 2 et 27 du Traité [2] entre la Prusse et les Pays-Bas, signé à Aix-la-Chapelle, le 26 juin 1816, la limite entre l'Allemagne et le Luxembourg est, en aval de cet alignement, formée par la Moselle, sur toute sa largeur. Le point de vue du Gouvernement luxembourgeois est, au contraire, qu'en vertu :

1° Du procès-verbal des limites entre les Pays-Bas et la Prusse, signé à Emmerich le 23 septembre 1818 ;

2° Du procès-verbal de délimitation entre la France et les Pays-Bas (article 90), signé à Courtrai le 28 mars 1820 ; et

3° Du procès-verbal pour la démarcation des frontières entre la France et la Prusse (article premier) en date du 31 juillet 1833,

la limite entre le Grand-Duché et la Prusse est formée, en aval de cet alignement, par le milieu de la rivière.

Il est déclaré qu'en tout état de cause, la frontière franco-allemande suit l'alignement déterminé par les trois bornes précitées et aboutit à celle de ces trois bornes qui est située sur la rive droite de la Moselle.

Cette borne et l'autre triangulaire de rive gauche sont tribanales jumelles et indiquent qu'à l'endroit où commencent les frontières des trois Etats, sont également contigus les territoires de la commune française d'APACH (Canton de Sierck, Arrondissement de Thionville-Est, Département de la Moselle),

[1] DE MARTENS : *Nouveaux suppléments au Recueil de Traités*, tome I, page 587.

[2] DE MARTENS : *Nouveau Recueil de Traités d'alliance, de paix et de trêve*, tome III, page 24.

ANLAGE II.

ALLGEMEINE GRENZBESCHREIBUNG.

(Artikel 6, 7 und 8).

a) ERSTER GRENZABSCHNITT :

GRENZE ZWISCHEN PREUSSEN UND FRANKREICH.

Artikel 1.

Grenze zwischen der preussischen Bürgermeisterei PERL (Gemeinden Perl und Ober-Perl) und der französischen Gemeinde APACH.

(Plan Nr. 1, 2 und 3.)

Der erste Abschnitt der Grenze zwischen Deutschland und Frankreich (Grenze zwischen Preussen und Frankreich) beginnt auf der durch die folgenden drei Steine bestimmten geraden Verbindungslinie :

Etwa 240 m südlich und flussaufwärts der Schengener Brücke über die Mosel steht auf dem linken, luxemburgischen Ufer des Flusses an der Mauer eines Schengener Grundstücks ein alter, nicht sehr grosser Stein mit der Jahreszahl 1820. 4 m östlich dieses Steines, am Ostrande des Weges, der sich längs des Flusses hinzieht, ist ein dreikantiger Stein gesetzt worden, und zwar in der geraden Verbindungslinie zwischen dem genannten und einem dreikantigen Steine, der auf dem rechten Ufer zwischen den Wiesengewannen *Im Salstresch* (Preussen) und *Breitwies* (Frankreich) am Westrand eines Weges steht, der sich längs der Mosel hinzieht.

Nach den Bestimmungen des Artikel 1 des am 31. Juli 1833 unterzeichneten Protokolls über die Abmarkung der Grenze zwischen Preussen und Frankreich befindet sich die Grenze zwischen Deutschland, Frankreich und dem Grossherzogtum Luxemburg in der durch diese drei Steine gebildeten geraden Verbindungslinie.

Flussaufwärts dieser Verbindungslinie wird die Grenze zwischen Frankreich und dem Grossherzogtum Luxemburg gemäss dem zwischen Frankreich und den Niederlanden am 28. März 1820 in Kortrijk unterzeichneten Grenzfestsetzungsprotokoll [1] (Artikel 90) durch die Mitte der Mosel bestimmt. Flussabwärts dieser geraden Verbindungslinie wird nach Auffassung der Deutschen Regierung gemäss Artikel 2 und 27 des zwischen Preussen und den Niederlanden am 26. Juni 1816 in Aachen unterzeichneten Vertrags [2] die Grenze zwischen Deutschland und Luxemburg durch die Mosel in ihrer ganzen Breite gebildet. Nach Auffassung der Luxemburgischen Regierung wird jedoch kraft :

1. des zwischen Preussen und den Niederlanden am 23. September 1818 zu Emmerich unterzeichneten Grenzprotokolls,

2. des zwischen Frankreich und den Niederlanden am 28. März 1820 zu Kortrijk unterzeichneten Grenzfestsetzungsprotokolls (Artikel 90), und

3. des zwischen Preussen und Frankreich am 31. Juli 1833 unterzeichneten Grenzvermarkungsprotokolls (Artikel 1)

die Grenze zwischen Preussen und dem Grossherzogtum flussabwärts dieser Verbindungslinie durch die Mitte des Flusses bestimmt.

Es wird erklärt, dass unter allen Umständen die deutsch-französische Grenze in der durch die drei vorerwähnten Grenzsteine bestimmten Geraden verläuft und an demjenigen der drei Grenzsteine endigt, der auf dem rechten Ufer der Mosel steht.

Dieser und der andere dreikantige Stein auf dem linken Ufer sind Doppeldreibänner und weisen darauf hin, dass an dieser Stelle, wo die Grenzen der drei Länder beginnen, gleichfalls die Gebiete der preussischen Gemeinde PERL (Bürgermeisterei Perl, Kreis Saarburg, Regierungsbezirk Trier), der

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 55, page 395.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 3, page 720.

de la commune prussienne PERL (Bürgermeisterei Perl, Kreis Saarburg, Regierungsbezirk Trier), et de l'écart luxembourgeois de SCHENGEN (commune de Remerschen, Canton de Remich, District de Grevenmacher).

La frontière se dirige en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article.

De la borne tribanale jumelle de rive droite, la frontière, après avoir coupé normalement le chemin Apach-Douane de Perl, gagne la borne nº 1, franchit la voie ferrée Thionville-Trier, coupe un chemin longeant à l'est la voie ferrée, passe entre les terres dites *Schmalbach* (France) et *Im Salstresch* (Prusse), par la borne numérotée 1/1 et atteint la borne nº 2, au Sud d'une haie, limite de propriété.

Prenant à cette borne nº 2 une direction sud-sud-ouest, la frontière passe près du pied du talus, en partie couvert d'une haie prolongeant la précédente, entre les lieux dits *Schmalbach* (France), *Auf dem Roderborn* et *Auf der Schmahlbach* (Prusse), passant par les bornes nº 3 et 4, et atteint, à l'extrémité sud dudit talus, la borne nº 5.

A cette borne, elle reprend une direction sud-est jusqu'à la borne nº 6, en passant par la borne 5/1, située au sommet du talus.

De la borne nº 6, elle va de nouveau dans une direction sud-sud-ouest à la borne nº 7, puis de celle-ci, dans une direction est, jusqu'à la borne nº 9 en passant par la borne nº 8, entre les terres dites *Homesse* (France) et *Im Kraufterfeld* (Prusse). Sur la moitié est de la distance entre les bornes nºs 8 et 9, elle longe un mur de propriété en France.

A la borne nº 9, située en lisière Nord d'un vignoble, la frontière va, en direction du sud, à la borne nº 13, longeant un mur de soutènement en Prusse séparant les vignes et les champs dits *Unterhosenacker* (France) du vignoble dit *Im untersten Haasenacker* (Prusse), en passant par les bornes numérotées 10, 11 et 12.

De la borne nº 13, située dans un verger dit *Kromenredel* (France), la frontière qui prend une direction est, gagne la borne nº 14, en bordure ouest de la route de Sierck à Perl, puis longe cette route, pendant quelques mètres vers le sud-ouest jusqu'à celle des 3 bornes numérotées 15, située également sur le bord ouest de la route.

Les deux autres bornes numérotées 15, sont placées sur le côté est de la route, l'une en France au sud, l'autre en Prusse au nord du débouché sur cette route d'un chemin d'exploitation. La frontière, partant de la borne nº 15 ouest, se dirige vers le point milieu des deux bornes jumelles nº 15 est, de là vers le point milieu des deux bornes jumelles nº 16, et ainsi de suite jusqu'aux bornes jumelles numérotées 21, suivant le chemin séparant les terres dites *Runsfeld* (France) du vignoble dit *Im obersten Haasenacker* (Prusse).

Du point milieu des deux bornes jumelles nº 21, près de l'lorigne d'un sentier conduisant à Apach, la frontière, continuant à suivre la direction du chemin entre le lieu dit *Bomerich* (France) et le vignoble précité (Prusse), se dirige vers un carrefour de chemins où se trouvent trois bornes numérotées 22. A ce carrefour, elle passe d'abord par le point milieu des deux premières bornes numérotées 22, l'une au sud en France, en bordure d'un chemin Apach-Perl, l'autre à l'ouest en Prusse, à l'angle du mur de clôture du vignoble dit *Im obersten Haasenacker*. De ce point, la frontière gagne le milieu de la droite joignant cette dernière borne en Prusse à la borne nº 22 nord en France.

De ce dernier point et dans une direction presque nord, la frontière va au point milieu des deux bornes jumelles numérotées 23, puis au point correspondant des deux bornes jumelles nº 24 suivant le chemin Apach-Perl.

A partir du point milieu des deux bornes nº 24, la frontière, prenant une direction générale sud-est, quitte ledit chemin, passe par la borne nº 24 est, traverse le lieu dit *Hammelsberg*, et après la borne numérotée 24/1, atteint la borne nº 25.

Cette dernière borne, sise en bordure sud de l'à-pic d'une carrière en Prusse, étant exposée à disparaître par suite des éboulements, son emplacement est déterminé par trois bornes-repères situées sur une circonférence de 50 mètres de rayon dont le centre coïncide avec celui de la borne nº 25. Deux de ces bornes-repères sont placées respectivement en France et en Prusse, aux extrémités d'un diamètre, sur l'alignement bornes nº 25—clocher de Perl. La troisième se trouve sur la frontière entre les bornes nº 24/1 et nº 25, sur leur alignement.

Continuant, à partir de la borne nº 25, dans une direction sud-est, la frontière passe par la borne numérotée 25/1 (plan nº 2), située à 2 mètres environ au sud de l'à-pic de la carrière en Prusse, et atteint la borne nº 26, en bordure nord de l'à-pic d'une carrière en France.

Cette dernière borne se trouvant dans une situation analogue à celle de la borne nº 25, du fait des éboulements de la carrière sur France, son emplacement est également déterminé par trois bornes-repères.

französischen Gemeinde APACH (Canton de Sierck, Arrondissement de Thionville-Est, Département de la Moselle) und des luxemburgischen Weilers SCHENGEN (Gemeinde Remerschen, Canton Remich Distrikt Grevenmacher) sich berühren.

Zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Steinen verläuft die Grenze in gerader Linie.

Nach dem Doppeldreibänner am rechten Ufer erreicht die Grenze, nachdem sie den Weg Zollamt Perl-Apach senkrecht überschnitten hat, den Stein Nr. 1, überschreitet die Eisenbahnlinie Trier-Thionville und einen Weg, der östlich an der Bahnlinie verläuft ; sie geht zwischen den Äckern *Im Salstresch* (Preussen) und *Schmalbach* (Frankreich) über den Stein Nr. 1/1 und gelangt zu dem Steine Nr. 2 südlich einer Hecke, die Eigentumsgrenze ist.

Bei diesem Steine Nr. 2 schlägt die Grenze die Richtung nach Südsüdwesten ein und verläuft am Fusse einer Böschung, die teilweise von einer Hecke bedeckt ist, die die Verlängerung der vorhergehenden bildet, zwischen den Gewannen *Auf dem Roderborn* und *Auf der Schmalbach* (Preussen) und *Schmalbach* (Frankreich) über die Steine Nr. 3 und 4 und erreicht am Südende der erwähnten Böschung den Stein Nr. 5.

Bei diesem Steine nimmt sie die Richtung nach Südosten bis zu dem Steine Nr. 6 und geht hierbei über den Stein Nr. 5/1, der am oberen Böschungsrande steht.

Von dem Steine Nr. 6, an verläuft die Grenze von neuem in südsüdwestlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 7, von da in östlicher Richtung über den Stein Nr. 8 bis zu dem Steine Nr. 9 zwischen den Gewannen *Im Kraufterfeld* (Preussen) und *Homesse* (Frankreich). Auf der östlichen Hälfte der Strecke. zwischen den Steinen Nr. 8 und 9 folgt sie einer auf französischer Seite befindlichen Grundstücksmauer

Von dem Steine Nr. 9 ab, der an der Nordgrenze eines Weinbergs steht, verläuft die Grenze in südlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 13 über die Steine Nr. 10, 11 und 12 längs einer Stützmauer auf preussischer Seite und trennt hierbei die Weinberge *Im untersten Haasenacker* (Preussen) von den Weinbergen und Äckern im *Unterhosenacker* (Frankreich).

Die Grenze erreicht nach dem Steine Nr. 13, der an einem Obstgarten im *Kromenredel* (Frankreich) steht, in östlicher Richtung den Stein Nr. 14, am Westrande der Strasse von Perl nach Sierck, und verläuft dann einige Meter nach Südwesten längs dieser Strasse bis zu demjenigen der drei Steine Nr. 15, der gleichfalls am Westrande dieser Strasse steht.

Die beiden anderen Steine Nr. 15 stehen an dem östlichen Rande der Strasse, der eine auf preussischer Seite im Norden, der andere auf französischer Seite im Süden der Abzweigung eines Feldweges von dieser Strasse. Die Grenze wendet sich von dem westlichen der Steine Nr. 15 zu der Mitte zwischen den östlichen Doppelsteinen Nr. 15 und von da nach der Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 16 und so fort bis zu den Doppelsteinen Nr. 21 in dem Wege, der die Weinberge *Im obersten Haasenacker* (Preussen) von den Äckern im *Runsfeld* (Frankreich) trennt.

Von der Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 21, die sich am Anfang eines nach Apach führenden Fussweges befinden, folgt die Grenze weiterhin der Richtung des Weges zwischen dem schon genannten Weinberg auf preussischer Seite und der Gewanne *Bomerich* (Frankreich) und wendet sich zu einer Wegkreuzung, an der drei Steine Nr. 22 stehen. An dieser Wegkreuzung geht sie zuerst über die Mitte zwischen den zwei ersten Steinen Nr. 22, von denen der eine auf preussischer Seite an der Ecke der Umfassungsmauer des Weinbergs *Im obersten Haasenacker*, der andere auf französischer Seite am Rande eines Weges Perl-Apach steht. Nach diesem Punkt erreicht die Grenze die Mitte zwischen dem auf preussischer Seite befindlichen Steine und dem nördlichen der auf französischer Seite stehenden Steine Nr. 22.

Von dem letzteren Punkte an verläuft die Grenze n nahezu nördlicher Richtung über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 23 und dann über den entsprechenden Punkt der Doppelsteine Nr. 24 in der Richtung des Weges Perl-Apach.

Von der Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 24 geht die Grenze in einer im allgemeinen südöstlichen Richtung zuerst über den östlichen Stein Nr. 24, verlässt den genannten Weg, durchschneidet die Gewanne *Hammelsberg* und erreicht nach dem Stein Nr. 24/1 den Stein Nr. 25.

Dieser letztere Stein steht an dem steilen Südrand eines Steinbruchs auf preussischer Seite und läuft Gefahr, einmal infolge eines Erdrutsches abzugleiten ; sein Standort wurde daher durch drei Versicherungssteine festgelegt, die auf einem Kreis von 50 m Radius liegen, dessen Mittelpunkt mit dem Stein Nr. 25 zusammenfällt. Zwei dieser Versicherungssteine stehen an den Endpunkten eines Durchmessers in der Richtung Stein Nr. 25 — Kirchturm Perl auf preussischer bzw. französischer Seite. Der dritte befindet sich auf der Grenze in der Linie zwischen den Steinen Nr. 24/1 und 25.

Von dem Stein Nr. 25 an geht die Grenze weiterhin in südöstlicher Richtung über den Stein Nr. 25/1 (Plan Nr. 2), der etwa 2 m von dem südlichen Abhang des Steinbruchs auf preussischer Seite entfernt steht, und erreicht den Stein Nr. 26, der an dem steilen Nordrand eines Steinbruchs auf französischer Seite steht.

Dieser letztere Stein befindet sich infolge von Erdrutschen in dem französischen Steinbruch in einer ähnlichen Lage wie der Stein Nr. 25 ; sein Standort wurde daher in gleicher Weise durch drei

Deux d'entre elles se trouvent respectivement en France et en Prusse, à 25 mètres du centre de la borne nº 26, sur une ligne droite perpendiculaire à l'alignement 26/1 et 27, et passant par le centre de la borne nº 26. La troisième est située sur la frontière, à 50 mètres de la borne nº 26 dans la direction de la borne numérotée 26/1 et sur l'alignement des bornes nº 26/1 et 27.

La frontière passe ensuite par les bornes numérotées 26/1, 27, 28 et 29, situées le long d'une levée de pierres sèches sur le plateau dit *Hammelsberg* (France et Prusse) ; à la borne nº 29 se trouve le point de contact de la frontière avec les communes prussiennes PERL et OBER-PERL. La frontière atteint ensuite la borne numérotée 30 qui indiquait autrefois comme borne tribanale, le point de contact des communes françaises de MERSCHWILLER et KIRCH-LÈS-SIERCK, cette dernière étant actuellement supprimée ; cette borne a été numérotée tout en conservant sa forme triangulaire. A cette borne nº 30, la frontière s'infléchit légèrement vers le nord-est, et, longeant les limites de culture sur le plateau dit *Hammelsberg*, passe par les bornes numérotées 31, 32, 33, 34, 35 et 36 (plan nº 3).

Elle prend, à cette dernière borne nº 36, une direction sud-est et atteint, en bordure nord d'un chemin Belmach-Eft, une première borne quadrangulaire, vis-à-vis de laquelle a été placée, dans le lieu dit *Langenrech* (France), une autre borne jumelle de même forme.

Bien que de forme quadrangulaire, ces deux bornes jumelles sont tribanales ; leur point milieu est, en effet, le point de contact entre les communes françaises d'APACH et de MERSCHWILLER et de la Bürgermeisterei prussienne PERL (commune d'Ober-Perl).

Article 2.

Frontière entre la commune française de MERSCHWILLER et la Bürgermeisterei prussienne PERL (commune d'Ober-Perl).

(Plans nºs 3 et 4.)

Partant du point milieu des bornes jumelles quadrangulaires tribanales situées de part et d'autre du chemin Belmach-Eft, point de contact des communes françaises d'APACH et de MERSCHWILLER et de la Bürgermeisterei prussienne PERL (commune d'Ober-Perl), la frontière qui se dirige en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article, gagne successivement les points milieux des bornes jumelles numérotées 1, 2, 3 et 4 entre les lieux dits *Geischte* et *Auf Brettelchen* (France) *Im Thomasgründchen* (Prusse), coupant obliquement, entre les bornes nº 2 et les bornes nº 3, le chemin Merschwiller-Perl.

Partant du point milieu des bornes jumelles nº 4, la frontière gagne celle de ces deux bornes située au nord du chemin, puis atteint la borne nº 5.

Reprenant à cette borne une direction nord-est, entre les lieux dits *Ober Redel, Hinter der Strasse, Schassepoudel, Über die Strasse* (France) et *Am Merschweiler Kreuz, In der Gross-Mutter, Auf dem Büchelchen, Im Schatzpudel* (Prusse), elle passe successivement par chacune des bornes numérotées 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14, coupe obliquement le chemin Perl-Eft, puis normalement un autre chemin issu du précédent, passe par chacune des bornes numérotées 15, 16, 16/1 (plan nº 4) et 16/2, et atteint la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de MERSCHWILLER et des Bürgermeistereien prussiennes PERL (commune d'Ober-Perl) et BORG (commune de Borg).

Article 3.

Frontière entre la commune française de MERSCHWILLER et la Bürgermeisterei prussienne BORG (commune de Borg).

(Plan nº 4.)

A la borne tribanale, située à la limite des champs dits *Wolfskoule* (France) et *Schneeberg* (Prusse), et qui marque le point de contact de la commune française de MERSCHWILLER et des Bürgermeistereien prussiennes PERL (commune d'Ober-Perl) et BORG (commune de Borg), la frontière, qui va en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article, prend une direction Sud-Est et passe par les bornes numérotées △/1, 1, 1/1 et 2.

A la borne nº 2, elle change de direction vers le nord-est ; elle coupe ensuite le chemin Merschwiller-Borg, passe par la borne nº 3 et atteint la borne nº 4, entre les champs dits *Schneeberg* (France) et *Schneeberg* et *Im Bitschell* (Prusse).

Versicherungssteine festgelegt. Zwei von diesen befinden sich auf preussischer bzw. französischer Seite in 25 m Entfernung von dem Stein Nr. 26 auf einer Geraden durch den Mittelpunkt des Steines Nr. 26, senkrecht zur Richtung nach den Steinen Nr. 26/1 und 27 ; der dritte steht auf der Grenze, 50 m von dem Steine Nr. 26 entfernt in der Richtung nach den Steinen Nr. 26/1 und 27.

Die Grenze geht dann über die Steine Nr. 26/1, 27, 28 und 29, die längs eines Steinwalles auf dem Rücken des *Hammelbergs* (Preussen und Frankreich stehen; bei dem Steine Nr. 29 befindet sich der Berührungspunkt der Grenze mit den preussischen Gemeinden PERL und OBER-PERL. Die Grenze erreicht dann den Stein Nr. 30, der ehedem als Dreibänner den Berührungspunkt der französischen Gemeinden MERSCHWILLER und KIRCH-LÈS-SIERCK bezeichnete, von denen letztere jetzt nicht mehr besteht ; dieser Stein hat unter Beibehaltung seiner dreikantigen Form eine Nummer erhalten. Bei diesem Steine Nr. 30 biegt die Grenze leicht gegen Nordosten um und geht längs der Feldmark auf dem *Hammelsberg* über die Steine Nr. 31, 32, 33, 34, 35 und 36 (Plan Nr. 3).

Bei dem Stein Nr. 36 schlägt sie die Richtung nach Südosten ein und erreicht an dem nördlichen Rande des Weges Eft-Belmach einen ersten vierkantigen Stein, dem gegenüber an der Gewanne *Langenrech* (Frankreich) ein anderer Stein von derselben Form gesetzt wurde.

Obgleich von vierkantiger Form, sind diese beiden Steine Dreibänner ; denn die Mitte zwischen ihnen bildet den Berührungspunkt der preussischen Bürgermeisterei PERL (Gemeinde Ober-Perl) und der französischen Gemeinden APACH und MERSCHWILLER.

Artikel 2.

Grenze zwischen der preussischen Bürgermeisterei PERL (Gemeinde Ober-Perl) und der französischen Gemeinde MERSCHWILLER.

(Plan Nr. 3 und 4.)

Von dem Mittelpunkt zwischen den beiden vierkantigen Dreibännern, die zu beiden Seiten des Weges Eft-Belmach stehen und den Berührungspunkt der preussischen Bürgermeisterei PERL (Gemeinde Ober-Perl) und der französischen Gemeinden APACH und MERSCHWILLER bilden, wendet sich die Grenze, die geradlinig zwischen den in diesem Artikel aufgeführten Steinen verläuft, nacheinander über die Mittelpunkte zwischen den Doppelsteinen Nr. 1, 2, 3 und 4 zwischen den Gewannen *Im Thomasgründchen* (Preussen) und *Geischte* und *Auf Brettelchen* (Frankreich) und schneidet zwischen den Steinen Nr. 2 und 3 schräg über den Weg Perl-Merschwiller.

Von dem Mittelpunkt zwischen den Doppelsteinen Nr. 4 weg wendet sich die Grenze über den nördlich des Weges stehenden Stein und gelangt zu dem Stein Nr. 5.

Sie geht von diesem Steine ab wieder in nordöstlicher Richtung zwischen den Gewannen *Am Merschweiler Kreuz, In der Gross-Mutter, Auf dem Büchelchen, Im Schatzpudel* (Preussen) und *Ober-Redel, Hinter der Strass, Schassepoudel, Über die Strasse* (Frankreich) nacheinander über die Steine Nr. 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 und 14, schneidet schräg über den Weg Perl-Eft, dann senkrecht einen anderen Weg, der von dem vorerwähnten abzweigt, geht nacheinander über die Steine Nr. 15, 16, 16/1 (Plan Nr. 4) und 16/2 und erreicht den Dreibänner, der den Berührungspunkt der preussischen Bürgermeistereien PERL (Gemeinde Ober-Perl) und BORG (Gemeinde Borg) und der französischen Gemeinde MERSCHWILLER bezeichnet.

Artikel 3.

Grenze zwischen der preussischen Bürgermeisterei BORG (Gemeinde Borg) und der französischen Gemeinde MERSCHWILLER.

(Plan Nr. 4.)

Bei dem Dreibänner, der an der Grenze der Gewannen *Schneeberg* (Preussen) und *Wolfskoule* (Frankreich) steht und den Berührungspunkt der preussischen Bürgermeistereien PERL (Gemeinde Ober-Perl) und BORG (Gemeinde Borg) und der französischen Gemeinde MERSCHWILLER bezeichnet, schlägt die Grenze, die in gerader Linie über jeden der in diesem Artikel aufgeführten Steine verläuft, die Richtung nach Südosten ein und geht über die Steine Nr. △/1, 1, 1/1 und 2.

Bei dem Steine Nr. 2 ändert sie die Richtung nach Nordosten ; sie schneidet dann den Weg Borg-Merschwiller, geht über den Stein Nr. 3 und erreicht den Stein Nr. 4 zwischen den Gewannen *Schneeberg* und *Im Bitschell* (Preussen) und *Schneeberg* (Frankreich).

Elle reprend à la borne n° 4 la direction du sud-est, passe par les bornes nos 5 et 6 et atteint la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de MERSCHWILLER et des Bürgermeistereien prusiennes BORG (commune de Borg) et ORSCHOLZ (commune d'Eft-Hellendorf).

Article 4.

Frontière entre la commune française de MERSCHWILLER et la Bürgermeisterei prussienne ORSCHOLZ (commune d'Eft-Hellendorf).

(Plans nos 4 et 5.)

A la borne tribanale, placée au point de contact de la commune française de MERCHWILLER et des Bürgermeistereien prussiennes BORG (commune de Borg) et ORSCHOLZ (commune d'Eft-Hellendorf), la frontière, qui se dirige en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article, s'incline vers le sud-est, passe par la borne jumelle n° 1 ouest et atteint le point milieu de ces bornes jumelles, situées de part et d'autre du chemin Merschwiller-Eft, près du lieu dit *Beim Remmler Kreuz* (Prusse).

La limite suit dans la direction sud-ouest l'axe de ce chemin jusqu'au point milieu des bornes jumelles n° 2. De là, reprenant la direction sud-est, la limite passe par celle des deux bornes jumelles n° 2 qui est au sud, et à 13 m. environ de cette dernière, par la borne du signal géodésique de Eft I, puis par les bornes nos 2/1, 2/2 et 3. Entre les bornes numérotées 3 et 4 la frontière se dirige vers le sud-ouest et ensuite vers le sud-est, en passant par les bornes nos 4/1, 4/2, 5 et 6 (Plan n° 5). Elle sépare sur ce parcours les lieux dits *Bitscheld, Auf dem Rücken, Effterweiden* (France), et *Kurzebemanter Längt, Langebemanter Längt* (Prusse).

Se dirigeant alors vers le sud-ouest, la frontière atteint la borne n° 7, située en bordure du chemin Merschwiller-Eft; coupant ledit chemin, elle reprend la direction sud-est, en passant par la borne n° 7/1, jusqu'à la borne n° 8 ; de là, elle continue dans la direction sud-ouest jusqu'à la borne n° 9 et dans la direction sud-est par la borne n° 9/1 jusqu'à la borne n° 10. Sur ce parcours, elle sépare les lieux dits *Hinter dem Hirschberg* (France) et *Reitergrund, Kurze Hirschberg* (Prusse).

La frontière atteint ensuite dans la direction sud-ouest la borne jumelle n° 11 nord, puis le point milieu de ces bornes placées de part et d'autre du chemin Merschwiller-Büschdorf. La limite suit dans la direction est l'axe de ce chemin, dont la largeur est déterminée par l'écartement des bornes jumelles numérotées 11, 12 et 13, laissant partie en France, partie en Prusse, le lieu dit *Hirschberg*.

A partir du point du milieu des bornes n° 13, la frontière se dirigeant vers le sud-ouest, passe par la borne jumelle n° 13 sud, puis par la borne n° 14, reprend la direction sud-est en passant par les bornes nos 14/1 et 14/2, laissant en Prusse le lieu dit *Hirschberg über der Strasse*. Sur ce parcours, la limite longe un chemin d'exploitation, situé d'abord en Prusse, ensuite en France.

Après la borne 14/2, la frontière atteint la borne tribanale qui marque le point de contact des communes françaises de MERSCHWILLER et de MANDEREN et de la Bürgermeisterei prussienne ORSCHOLZ (commune d'Eft-Hellendorf).

Article 5.

Frontière entre la commune française de MANDEREN et la Bürgermeisterei prussienne ORSCHOLZ (communes d'Eft-Hellendorf et de Büschdorf).

(Plans nos 5, 6, 7 et 8.)

Partant de la borne tribanale placée au point de contact des communes françaises de MERSCHWILLER et de MANDEREN avec la Bürgermeisterei prussienne ORSCHOLZ (commune d'Eft-Hellendorf), la frontière suit la ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article. Elle se dirige d'abord vers le nord-est, en passant par les bornes nos △/1 et 1 (plan n° 6), en séparant les lieux dits *Auf den zehn Morgen* (France) et *Hirschberg über der Strasse* (Prusse).

De là, la frontière gagne, dans la direction du sud-est, la borne n° 1/1, celle des bornes jumelles n° 2 qui est au nord et atteint le point milieu de ces deux bornes, placées en bordure ouest du chemin

Von dem Stein Nr. 4 ab nimmt sie wieder die Richtung nach Südosten auf, geht über die Steine Nr. 5 und 6 und erreicht den Dreibänner, der den Berührungspunkt der preussischen Bürgermeistereien BORG (Gemeinde Borg) und ORSCHOLZ (Gemeinde Eft) mit der französischen Gemeinde MERSCHWILLER bezeichnet.

Artikel 4.

Grenze zwischen der preussischen Bürgermeisterei ORSCHOLZ (Gemeinde Eft-Hellendorf) und der französischen Gemeinde MERSCHWILLER.

(Plan Nr. 4 und 5.)

Bei dem Dreibänner, der im Berührungspunkt der preussischen Bürgermeisterei BORG (Gemeinde Borg) und ORSCHOLZ (Gemeinde Eft-Hellendorf) und der französischen Gemeinde MERSCHWILLER steht, wendet sich die Grenze, die in gerader Linie über jeden der in diesem Artikel aufgeführten Steine verläuft, gegen Südosten und geht über den westlichen der Doppelsteine Nr. 1 zu dem Mittelpunkt zwischen diesen Doppelsteinen, die zu beiden Seiten des Weges Eft-Merschwiller an der Gewanne *Beim Remmler Kreuz* (Preussen) stehen.

Die Grenze folgt in südwestlicher Richtung der Achse dieses Weges bis zu dem Mittelpunkt zwischen den Doppelsteinen Nr. 2. Von da an geht die Grenze wieder in südöstlicher Richtung über den südlichen dieser Doppelsteine Nr. 2 und in etwa 13 m Entfernung von diesem über den Stein des trigonometrischen Punktes Eft I, dann über die Steine Nr. 2/1, 2/2 und 3. Zwischen den Steinen Nr. 3 und 4 wendet sich die Grenze nach Südwesten und dann nach Südosten, wobei sie über die Steine Nr. 4/1, 4/2, 5 und 6 geht (Plan Nr. 5). Auf dieser Strecke trennt sie die Gewannen *Kurzebemanter Längt, Langebemanter Längt* (Preussen) von den Gewannen *Bitscheld, Auf dem Rücken, Effterweiden* (Frankreich).

Alsdann wendet sich die Grenze nach Südwesten, erreicht den Stein Nr. 7, der am Rande des Weges Eft-Merschwiller steht ; darauf schlägt sie eine südöstliche Richtung ein, wobei sie den genannten Weg schneidet, und geht über den Stein Nr. 7/1 bis zu dem Steine Nr. 8 ; von dort aus verläuft sie in südwestlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 9 und in südöstlicher Richtung über den Stein Nr. 9/1 bis zu dem Steine Nr. 10. Auf dieser Strecke trennt sie die Gewannen *Reitergrund* und *Kurze Hirschberg* (Preussen) von der Gewanne *Hinter dem Hirschberg* (Frankreich).

Die Grenze erreicht dann in südwestlicher Richtung den nördlichen der Doppelsteine Nr. 11 und dann die Mitte zwischen diesen Steinen, die zu beiden Seiten des Weges Büschdorf-Merschwiller stehen. Die Grenze folgt hierauf in östlicher Richtung der Achse dieses Weges, dessen Breite je durch den Abstand zwischen den Doppelsteinen Nr. 11, 12 und 13 bestimmt ist, wobei die Gewanne *Hirschberg* teils bei Preussen, teils bei Frankreich verbleibt.

Von der Mitte zwischen den Steinen Nr. 13 wendet sich die Grenze nach Südwesten über den südlichen der Doppelsteine Nr. 13, dann über den Stein Nr. 14, schlägt wieder südöstliche Richtung ein und verläuft über die Steine Nr. 14/1 und 14/2, wobei die Gewanne *Hirschberg über der Strasse* bei Preussen verbleibt. Auf dieser Strecke folgt die Grenze einem Feldweg, der teils durch preussisches, teils durch französisches Gebiet führt.

Nach dem Steine Nr. 14/2 erreicht die Grenze den Dreibänner, der den Berührungspunkt der preussischen Bürgermeisterei ORSCHOLZ (Gemeinde Eft-Hellendorf) und der französischen Gemeinden MERSCHWILLER und MANDEREN bezeichnet.

Artikel 5.

Grenze zwischen der preussischen Bürgermeisterei ORSCHOLZ (Gemeinden Eft-Hellendorf, Büschdorf) und der französischen Gemeinde MANDEREN.

(Plan Nr. 5, 6, 7 und 8.)

Von dem Dreibänner, der im Berührungspunkt der preussischen Bürgermeisterei ORSCHOLZ (Gemeinde Eft-Hellendorf) und der französischen Gemeinden MERSCHWILLER und MANDEREN steht, verläuft die Grenze in gerader Linie über jeden der in diesem Artikel aufgeführten Steine. Sie wendet sich zuerst nach Nordosten über die Steine Nr. △/1 und 1 (Plan Nr. 6) und trennt die Gewannen *Hirschberg über der Strasse* (Preussen) und *Auf den zehn Morgen* (Frankreich).

Von da an zieht sich die Grenze in südöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 1/1, dann bis zu dem nördlichen der Doppelsteine Nr. 2 und hierauf zur Mitte zwischen diesen beiden, die am Westrand

Château de Meinsberg-Eft. En ce point commence un autre chemin d'une largeur moyenne de 6 mètres et limité par les bornes jumelles numérotées, 3, 4, 5 et 6 ; la frontière suit l'axe de ce chemin séparant sur ce parcours les lieux dits *Orschkaut* (France) et *Die lange Heid* (Prusse).

A partir du point milieu des bornes jumelles n° 6, la limite suit, dans une direction presque sud, une ancienne voie romaine, actuellement chemin Tunting-Eft en bordure duquel se trouvent les bornes jumelles numérotées 6/1 et 7 et qui sépare les lieux dits *In der Heid* (France) et *Auf dem Efter Rödchen* (Prusse).

Du point milieu des bornes jumelles n° 7, la frontière abandonnant la voie romaine se dirige vers l'est et passe par la borne jumelle n° 7 est, la borne n° 7/1, celle des bornes jumelles n° 8 qui est à l'ouest et atteint le point milieu de ces deux bornes placées de part et d'autre du chemin longeant la lisière du bois *Das Rödchen* (Prusse).

De là, la limite suit dans la direction du sud-est ledit chemin jusqu'au point milieu des bornes numérotées 9, situées à la lisière du lieu dit *Leyendecker* (France).

De ce point, la frontière entrant dans le bois se dirige vers le nord-est en passant par les bornes numérotées de 10 à 22 (plan n° 7), sans bornes intercalaires, séparant le bois de Tunting (France) du bois communal d'Eft (Prusse).

A partir de la borne n° 22, où se termine en Prusse le territoire de la commune d'Eft et où commence celui de la commune de Büschdorf, la frontière se dirige, à angle aigu, vers le sud par les bornes n°s 23 et 24 jusqu'à la borne n° 25, où elle franchit le chemin Tunting-Büschdorf.

Puis elle passe successivement, dans les directions est et sud-est, par les bornes numérotées de 26 à 37, sans bornes intercalaires, laissant en France le bois de Tunting et en Prusse le canton *Weichen-Förstchen* du bois communal de Büschdorf. Sur ce parcours, elle coupe entre les bornes n° 28 et 29 le vallon de *Waldwiese* et traverse entre les bornes n°s 34 et 35 le chemin Tunting-Büschdorf. A partir de la borne n° 37 (plan n° 8). la frontière suivant toujours la même direction, sépare le bois de Tunting (France) des terres dites *Hirtentück*, *Über dem Retzinger Weg* (Prusse), en passant par les bornes numérotées de 38 à 41, sans bornes intercalaires.

A la borne n° 42, la frontière s'infléchit légèrement vers le sud, passant par les bornes n°s 42, 42/1, 43, 43/1 et 44, placées en bordure d'un chemin d'exploitation venant de Büschdorf et qui reste en Prusse.

Elle se dirige ensuite vers les bornes n°s 44/1, 45, 45/1, 46, 46/1 et 46/2, placées entre le canton dit *Waumbusch* du bois communal de Manderen (France) et les terres dites *Merz-Holz* (Prusse).

A l'endroit où finit ledit bois communal se trouve — entre les deux bornes jumelles n° 1 de l'article suivant — la borne tribanale indiquant le point de contact des communes françaises de MANDEREN et de LAUNSTROFF et de la Bürgermeisterei prussienne ORSCHOLZ (communes de Büschdorf et de Wehingen).

Article 6.

Frontière entre la commune française de LAUNSTROFF et la Bürgermeisterei prussienne ORSCHOLZ (communes de Büschdorf et de Wehingen).

(Plans n°s 8 et 9.)

La borne tribanale, placée au point de contact des communes françaises de MANDEREN et de LAUNSTROFF et de la Bürgermeisterei prussienne ORSCHOLZ (communes de Büschdorf et de Wehingen), se trouve encadrée par les deux bornes jumelles numérotées 1.

La frontière, partant de cette borne tribanale, se dirige en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article. Elle suit d'abord vers le sud-est un chemin d'exploitation peu utilisé, en passant par le point milieu des bornes jumelles numérotées 2 et 3 (plan n° 9) qui forment toujours l'abornement de ce chemin.

Aux bornes jumelles n° 3, celui-ci rejoint l'ancien chemin de Luxembourg à Sarrelouis qui est suivi par la limite jusqu'aux bornes tribanales jumelles définies en fin d'article. La frontière se dirigeant d'abord vers l'est et laissant en Prusse les lieux dits *In den vier Morgen* et *In der Kaut*, passe par les points milieux des bornes numérotées 4, 5, 6, 7, 7/1. Entre ces deux dernières paires de bornes se trouve le carrefour du chemin Launstroff-Ober-Tünsdorf qui traverse le hameau de Scheuerwald (France).

des Weges Eft-Schloss Meinsberg stehen. In diesem Punkte beginnt ein anderer Weg von einer mittleren Breite von 6 m, der von den Doppelsteinen Nr. 3, 4, 5 und 6 begrenzt wird. Die Grenze folgt der Achse dieses Weges und trennt auf dieser Strecke die Gewannen *Die lange Heid.* (Preussen) und *Orschkaut* (Frankreich).

Von der Mitte zwischen den Steinen Nr. 6 ab folgt die Grenze in nahezu südlicher Richtung einer alten Römerstrasse, dem jetzigen Weg Eft-Tunting, zu dessen beiden Seiten sich die Doppelsteine Nr. 6/1 und 7 befinden ; sie trennt die Gewannen *Auf dem Efter Rödchen* (Preussen) und *In der Heid* (Frankreich).

Von der Mitte zwischen den Steinen Nr. 7 verlässt die Grenze die Römerstrasse und wendet sich über den östlichen Stein Nr. 7 nach Osten, geht über den Stein Nr. 7/1 und den westlichen der Doppelsteine Nr. 8 bis zur Mitte zwischen diesen zweien, die zu beiden Seiten des Weges stehen, der am Saume des Waldes *Das Rödchen* (Preussen) sich hinzieht.

Von da an folgt die Grenze in südöstlicher Richtung dem genannten Wege bis zur Mitte zwischen den Steinen Nr. 9, die am Rande der Gewanne *Leyendecker* (Frankreich) stehen.

Von diesem Punkte an wendet sich die Grenze gegen Nordosten und tritt in den Wald ein ; sie geht dabei über die Steine Nr. 10 bis 22 (Plan Nr. 7), ohne Zwischensteine, und trennt den Efter Gemeindewald (Preussen) von dem Wald von Tunting (Frankreich).

Von dem Steine Nr. 22 ab, wo auf preussischer Seite das Gebiet der Gemeinde Eft aufhört und das der Gemeinde Büschdorf beginnt, wendet sich die Grenze in spitzem Winkel gegen Süden über die Steine Nr. 23 und 24 bis zu dem Steine Nr. 25, wo sie den Weg Büschdorf-Tunting überschneidet.

Hierauf verläuft sie in östlicher und dann südöstlicher Richtung über die Steine Nr. 26 bis 37 ohne Zwischensteine, wobei der Schlag *Weichen-Förstchen* des Gemeindewaldes von Büschdorf bei Preussen und der Wald von Tunting bei Frankreich verbleibt. Auf dieser Strecke schneidet sie zwischen den Steinen Nr. 28 und 29 die kleine Mulde *Waldwiese* und überquert zwischen den Steinen Nr. 34 und 35 den Weg Büschdorf-Tunting. Von dem Steine Nr. 37 (Plan Nr. 8) an scheidet die Grenze, immer in derselben Richtung, die Gewannen *Hirtenstück, Über dem Retzinger Weg* (Preussen) von dem Walde von Tunting (Frankreich), wobei sie über die Steine Nr. 38 bis 41, ohne Zwischensteine, geht.

Bei dem Steine Nr. 42 biegt die Grenze leicht gegen Süden ab und verläuft über die Steine Nr. 42, 42/1, 43, 43/1 und 44, die am Rande eines von Büschdorf kommenden Feldweges stehen, der bei Preussen verbleibt.

Sie wendet sich dann über die Steine Nr. 44/1, 45, 45/1, 46, 46/1 und 46/2, die zwischen den Äckern im *Merz-Holz* (Preussen) und dem Schlag *Waumbusch* des Gemeindewaldes von Manderen (Frankreich) stehen.

An der Stelle, wo der genannte Gemeindewald endigt, befindet sich — zwischen den Doppelsteinen Nr. 1 der nächsten Reihenfolge — der Dreibänner, der den Berührungspunkt der preussischen Bürgermeisterei ORSCHOLZ (Gemeinden Büschdorf und Wehingen) und der französischen Gemeinden MANDEREN und LAUNSTROFF bezeichnet.

Artikel 6.

Grenze zwischen der preussischen Bürgermeisterei ORSCHOLZ (Gemeinden Büschdorf und Wehingen) und der französischen Gemeinde LAUNSTROFF.

(Plan Nr. 8 und 9.)

Zu beiden Seiten des Dreibänners, der im Berührungspunkt der preussischen Bürgermeisterei ORSCHOLZ (Gemeinden Büschdorf und Wehingen) und der französischen Gemeinden MANDEREN und LAUNSTROFF steht, befinden sich die zwei Doppelsteine Nr. 1.

Von diesem Dreibänner ab verläuft die Grenze in gerader Linie zwischen den in diesem Artikel aufgeführten Steinen. Sie folgt zuerst in südöstlicher Richtung einem wenig benutzten Feldwege und geht hierbei über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 2 und 3 (Plan Nr. 9), die nach wie vor die Vermarkung dieses Weges bilden.

Bei den Doppelsteinen Nr. 3 vereinigt sich der letztere mit dem alten Weg von Luxemburg nach Saarlouis, dem nun die Grenze bis zu den am Schlusse des Artikels beschriebenen Zwillingsdreibännern folgt. Sie wendet sich zuerst gegen Osten, wobei die Gewannen *In den vier Morgen* und *In der Kaut* bei Preussen verbleiben, und geht über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 4, 5, 6, 7 und 7/1. Zwischen den beiden letzten Steinpaaren befindet sich die Kreuzung mit dem Wege Ober-Tünsdorf-Launstroff, der durch den Weiler Scheuerwald (Frankreich) geht.

Continuant toujours dans la direction générale de l'est, la limite atteint les bornes jumelles numérotées 8 et 9 ; à 63 mètres environ à l'est de ces dernières et à 13 mètres environ au sud du chemin se trouve en France le signal géodésique de Scheuerwald.

Aux bornes jumelles n° 10, bifurque un chemin se dirigeant vers Wehingen (Prusse). La frontière, suivant toujours le chemin Luxembourg-Sarrelouis, s'infléchit progressivement vers le sud-est et passe entre les bornes jumelles nos 11 et 12. Aux bornes jumelles n° 13 se trouve le carrefour du chemin Launstroff-Wehingen. Sur ce parcours la limite sépare les lieux dits *Lindenberg, Berghaus* (France) et *Im Wehinger Eck, Plutsifferhuf, In der Spitzen, Ober der Strasse* (Prusse).

Laissant en France les lieux dits *Längten* et en Prusse *Kolleskreuz*, elle atteint, après les bornes jumelles n° 14, celles numérotées 15 à proximité desquelles se trouve la bifurcation d'un chemin se dirigeant vers Wellingen (Territoire de la Sarre).

S'infléchissant toujours de plus en plus vers le sud-est, la frontière passe entre les bornes jumelles numérotées 16, 17 et 18, séparant les lieux dits *Büchelfeld, Langrilheck* (France) et *Marxkreuz* (Prusse). Elle arrive enfin aux deux bornes tribanales jumelles qui indiquent le point de contact de la commune française de LAUNSTROFF (Canton de Sierck, Arrondissement de Thionville-Est, Département de la Moselle) avec le cercle prussien de SAARBURG (Bürgermeisterei ORSCHOLZ, commune de Wehingen) et le cercle sarrois de MERZIG (Bürgermeisterei HILBRINGEN, commune de Wellingen).

Au point milieu de ces deux bornes tribanales se termine la première section des frontières entre la France et l'Allemagne (frontière entre la France et la Prusse), en tant qu'elle fait l'objet de la présente description. A cet endroit commence la frontière franco-sarroise [1] ; celle-ci est formée par une bande de terrain mitoyenne dont le commencement est limité par la ligne droite reliant les deux bornes tribanales jumelles susdites. La frontière germano-sarroise part de celle de ces bornes tribanales qui est au nord du chemin et prend la direction générale du nord.

b) DEUXIÈME SECTION DE LA FRONTIÈRE

FRONTIÈRE ENTRE LA FRANCE ET LA BAVIÈRE

Article premier.

Frontière entre la commune française de SCHWEYEN et la commune bavaroise de NEU-HORNBACH.

(Plans nos 1 et 2.)

La deuxième section des frontières entre la France et l'Allemagne (frontière entre la France et la Bavière) commence à l'ouest aux deux bornes jumelles tribanales, dont la position est définie ci-après et qui indiquent le point de contact des trois territoires de FRANCE (commune de Schweyen, Canton de Volmunster, Arrondissement de Sarreguemines, Département de la Moselle), de BAVIÈRE (Regierungsbezirk Pfalz, Bezirksamt Zweibrücken, commune de Neu-Hornbach) et de SARRE (commune de Brenschelbach, Bezirksamt Homburg).

Ces deux bornes jumelles se trouvent à 200 mètres environ au nord du moulin de Schweyen, en amont du confluent du canal dudit moulin avec le ruisseau de la Schwalb, l'une sur la rive droite du ruisseau, l'autre sur la rive gauche ; celle-ci porte le numéro 544, comme étant également la dernière numérotée dans la délimitation des frontières du Territoire du Bassin de la Sarre (Partie bavaro-sarroise). L'intersection de la ligne médiane de la Schwalb avec la ligne droite joignant ces deux bornes indique, en même temps que le point de contact des trois territoires français, bavarois et sarrois, celui de la commune française de SCHWEYEN, de la commune bavaroise de NEU-HORNBACH et de la commune sarroise de BRENSCHELBACH.

[1] REMARQUE. — Conformément aux indications du Chapitre III, paragraphe 3 du « Protocole de Délimitation des frontières du Territoire du Bassin de la Sarre — Partie franco-sarroise —», les expressiosn « franco-sarroise », « germano-sarroise », employées dans les documents relatifs à la délimitation des frontières entre la France et l'Allemagne, ne sont adoptées que comme termes d'ordre pratique et ne comportent pas une définition des relations réciproques de droit public des territoires limitrophes.

In dem weiteren im allgemeinen ostwärts gerichteten Verlauf gelangt die Grenze zu den Doppelsteinen Nr. 8 und 9 ; etwa 63 m östlich dieser letzteren und etwa 13 m südlich des Weges befindet sich auf französischer Seite der trigonometrische Punkt Scheuerwald.

Bei den Doppelsteinen Nr. 10 zweigt ein Weg in der Richtung nach Wehingen (Preussen) ab. Immer dem Wege Luxemburg-Saarlouis folgend, wendet sich die Grenze fortschreitend gegen Südosten und verläuft zwischen den Doppelsteinen Nr. 11 und 12. Bei den Doppelsteinen Nr. 13 befindet sich die Kreuzung mit dem Wege Wehingen-Launstroff. Auf dieser Strecke trennt die Grenze die Gewannen *Im Wehinger Eck, Plutsifferhuf, In der Spitzen, Ober der Strasse* (Preussen) und *Lindenberg, Berghaus* (Frankreich).

Zwischen den Gewannen *Kolleskreuz* (Preussen) und *Längten* (Frankreich) erreicht sie nach den Doppelsteinen Nr. 14 die Steine Nr. 15, in deren Nähe sich ein Weg in der Richtung nach Wellingen (Saargebiet) abzweigt.

Die Grenze biegt dann mehr und mehr gegen Südosten und verläuft zwischen den Doppelsteinen Nr. 16, 17 und 18, wobei sie die Gewannen *Marxkreuz* (Preussen) und *Büchelfeld, Langrilheck* (Frankreich) voneinander trennt. Endlich erreicht sie die zwei Dreibänner, die den Berührungspunkt des preussischen Kreises SAARBURG (Bürgermeisterei ORSCHOLZ, Gemeinde Wehingen) und des saarländischen Kreises MERZIG (Bürgermeisterei HILBRINGEN, Gemeinde Wellingen) mit der französischen Gemeinde LAUNSTROFF (Canton de Sierck, Arrondissement de Thionville-Est, Départment de la Moselle) bezeichnen.

Im Mittelpunkt zwischen diesen beiden Dreibännern endigt der erste Abschnitt der Grenze zwischen Deutschland und Frankreich (Grenze zwischen Preussen und Frankreich), soweit sie Gegenstand dieser Grenzbeschreibung ist. An dieser Stelle beginnt die saarländisch-französische Grenze [1] ; sie wird gebildet durch einen gemeinschaftlichen Geländestreifen, dessen Anfangsgrenze durch die gerade Linie zwischen den beiden obengenannten Dreibännern bestimmt ist. Die deutsch-saarländische Grenze zweigt von dem nördlich des Weges stehenden Dreibännern ab und verläuft in einer im allgemeinen nördlichen Richtung.

b) ZWEITER GRENZABSCHNITT :

GRENZE ZWISCHEN BAYERN UND FRANKREICH.

Artikel 1.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde NEU-HORNBACH und der französischen Gemeinde SCHWEYEN.

(Plan Nr. 1 und 2.)

Der zweite Abschnitt der Grenze zwischen Deutschland und Frankreich (Grenze zwischen Bayern und Frankreich) beginnt im Westen bei den zwei Doppeldreibännern, deren Standort nachstehend beschrieben ist ; sie bezeichnen den Berührungspunkt BAYERNS (Regierungsbezirk Pfalz, Bezirksamt Zweibrücken, Gemeinde Neu-Hornbach) mit dem SAARGEBIET (Bezirksamt Homburg, Gemeinde Brenschelbach) und FRANKREICH (Département de la Moselle, Arrondissement de Saarguemines, Canton de Volmunster, Gemeinde Schweyen).

Diese beiden Zwillingssteine befinden sich etwa 200 m nördlich der Schweyener Mühle, oberhalb des Einflusses des Mühlkanals in die Schwalb, der eine auf dem rechten, der andere auf dem linken Bachufer ; dieser trägt als letzter Stein der Grenzvermarkung des Saargebiets (bayerisch-saarländischer Teil) die Nummer 544. Der Schnitt der Mittellinie der Schwalb mit der Verbindungslinie dieser zwei Steine bezeichnet den Berührungspunkt der drei Gebiete : Bayern, Saargebiet, Frankreich und den Zusammenstoss der bayerischen Gemeinde NEU-HORNBACH, der saarländischen Gemeinde BRENSCHELBACH und der französischen Gemeinde SCHWEYEN.

[1] ANMERKUNG. — Entsprechend den Erläuterungen des Kapitels III, § 3 des „Protokolls über die Abgrenzung des Saargebiets, — Saarländisch-französischer Teil —" sind die Bezeichnungen „saarländisch-französisch", „deutsch-saarländisch", die in den Urkunden zur Festlegung der Grenzen zwischen Deutschland und Frankreich angewendet werden, nur aus Zweckmässigkeitsgründen angenommen und enthalten keine Begriffsbestimmung der gegenseitigen staatsrechtlichen Beziehungen der Grenzgebiete.

A partir de ce point, la frontière se dirige vers le nord, suivant en aval la ligne médiane de la Schwalb, dans toutes ses sinuosités, longeant les lieux dits *Seilweyerwiesen, Kreutzwiesen* (France) et *Falkenau, Spelzerwiesen* et *Rohrwiese* (Bavière), jusqu'à l'intersection avec la ligne droite, joignant les deux bornes jumelles numérotées 1 (plan nº 2), situées de part et d'autre du ruisseau, à 12 m. environ du Sud et en amont d'une passerelle sur la Schwalb.

A partir de cette intersection et jusqu'à la borne quadribanale mentionnée à la fin du présent article, la frontière suit la ligne droite entre chacune des bornes énumérées ci-après. Abandonnant la ligne médiane de la Schwalb, elle se dirige vers le nord-est en passant par la borne jumelle nº 1 est, située sur la rive droite du ruisseau ; de là jusqu'à la borne quadribanale déjà mentionnée, elle suit une direction presque rectiligne. Après avoir traversé la route Volmunster-Hornbach, elle franchit un escarpement, longe à peu près parallèlement une crevasse assez profondément ravinée dite *Schwalber Klamm* qui reste en majeure partie en Bavière et coupe ensuite en parties inégales un grand nombre de parcelles des lieux dits *Teufelsberg, Schusshütte, Unten am Scheid* et *Scheide-Wald* (France) et *Sauerberg* et *Am Scheid* (Bavière). Dans ce parcours elle passe par les bornes numérotées 2, 3, 4, 5 et 6. Entre ces deux dernières et les deux suivantes numérotées 7 et 8, elle coupe deux chemins d'exploitation Schweyen-Hornbach. Enfin, après les bornes numérotées 9 et 10, la frontière arrive à une borne quadribanale, qui est placée au carrefour de deux chemins d'exploitation situé à 50 mètres environ à l'ouest de la route de Bitche à Zweibrücken.

Cette borne quadribanale indique le point de contact des communes françaises de SCHWEYEN et de ROLBING avec les communes bavaroises de NEU-HORNBACH et de MAUSCHBACH.

Article 2.

Frontière entre la commune française de ROLBING et la commune bavaroise de MAUSCHBACH.

(Plans nºs 2, 3 et 4.)

A partir de la borne quadribanale, placée au carrefour de deux chemins d'exploitation à 50 m. environ à l'ouest de la route de Bitche à Zweibrücken et qui indique le point de contact des communes françaises de SCHWEYEN et de ROLBING avec les communes bavaroises de NEU-HORNBACH et de MAUSCHBACH et jusqu'à la borne tribanale définie en fin d'article, la frontière se dirige en ligne droite de borne à borne ; de plus, elle suit, toujours vers le nord-est, une direction presque rectiligne. Après la borne nº 1 elle traverse obliquement la route de Bitche à Zweibrücken, passe par la borne nº 1/1, située sur le talus nord-est de cette route, traverse une parcelle boisée et atteint sur la lisière est de celle-ci la borne nº 2 (plan nº 3), séparant les lieux dits *Scheide-Wald* (France) et *St. Johannis Gut* (Bavière).

Longeant en général les limites des parcelles, la frontière passe ensuite par les bornes numérotées 2, 3, 4, 5 et 6, laissant en France les lieux dits *In der hinteren Dell* et en Bavière *In der Rehbach, Zwerch-Ahnung, Am neunzehnten Hoheitsstein.*

Après la borne nº 6, elle coupe un chemin d'exploitation Ohrenthal-Mauschbach et passe ensuite par les bornes numérotées 7, 8, 9 et 10. Cette dernière borne qui indiquait autrefois comme borne tribanale le point de contact des communes françaises d'Ohrenthal et d'Opperding, réunies actuellement en une seule, a été numérotée tout en conservant sa forme triangulaire. La frontière sépare sur ce parcours les lieux dits *In der vorderen Dell* (France) et *Zwerchstücke am Imslerborn, Oberhalb der Imslerwiese, Hinter der Imslerwiese* (Bavière). Laissant en France le lieu dit *In der Dell* et en Bavière le lieu dit *Vorne am Hennenwald*, la frontière passe par les bornes numérotées 11 et 12 et arrive sur la côte dite *Kalkofen* à la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de ROLBING et des communes bavaroises de MAUSCHBACH et de DIETRICHINGEN.

Article 3.

Frontière entre la commune française de ROLBING et la commune bavaroise de DIETRICHINGEN.

(Plans nºs 4 et 5.)

A partir de la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de ROLBING et des communes bavaroises de MAUSCHBACH et de DIETRICHINGEN et jusqu'aux bornes jumelles tribanales indiquées en fin d'article, la frontière se dirige en ligne droite de borne à borne ; de plus, elle suit vers le nord-est une direction presque rectiligne.

Von diesem Punkte wendet sich die Grenze gegen Norden und folgt talabwärts der Mittellinie der Schwalb in all ihren Krümmungen längs der Gewannen *Falkenau, Spelzerwiesen* und *Rohrwiese* (Bayern) sowie *Seilweyerwiesen, Kreutzwiesen* (Frankreich) bis zum Schnitt mit der Verbindungslinie der zwei Doppelsteine Nr. 1 (Plan Nr. 2), die zu beiden Seiten des Baches etwa 12 m südlich oberhalb eines Steges über die Schwalb stehen.

Von diesem Schnittpunkte an bis zu dem am Ende dieses Artikels erwähnten Vierbänner verläuft die Grenze in gerader Linie zwischen jedem der nachstehend aufgeführten Steine. Sie verlässt die Mittellinie der Schwalb und wendet sich gegen Nordosten über den östlichen der Doppelsteine Nr. 1 am rechten Ufer des Baches ; von da ab bis zu dem ebenerwähnten Vierbänner hält sie eine nahezu geradlinige Richtung ein. Nachdem sie die Strasse Hornbach-Volmünster überquert hat, steigt sie einen Hang hinauf und verläuft beinahe parallel zu einer ziemlich tiefen Schlucht, der *Schwalber Klamm*, die zum grösseren Teil bei Bayern verbleibt, und schneidet dann zu ungleichen Teilen eine grössere Anzahl von Grundstücken der Gewannen *Sauerberg* und *Am Scheid* (Bayern) und *Teufelsberg, Schusshütte, Unten am Scheid* und *Scheide-Wald* (Frankreich). Auf dieser Strecke geht die Grenze über die Steine Nr. 2, 3, 4, 5 und 6. Zwischen den zwei letzteren und den zwei folgenden Nr. 7 und 8 überschneidet sie zwei Feldwege Hornbach-Schweyen. Endlich nach den Steinen Nr. 9 und 10 gelangt die Grenze zu einem Vierbänner, der an der Kreuzung zweier Feldwege, etwa 50 m westlich der Strasse von Zweibrücken nach Bitche, steht.

Dieser Vierbänner bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden NEU-HORNBACH und MAUSCHBACH und der französischen Gemeinden SCHWEYEN und ROLBING.

Artikel 2.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde MAUSCHBACH
und der französischen Gemeinde ROLBING.

(Plan Nr. 2, 3 und 4.)

Von dem Vierbänner, der an der Wegkreuzung zweier Feldwege etwa 50 m westlich der Strasse von Zweibrücken nach Bitsche steht und den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden NEU-HORNBACH und MAUSCHBACH mit den französischen Gemeinden SCHWEYEN und ROLBING bezeichnet, bis zu dem am Ende dieses Artikels aufgeführten Dreibänner verläuft die Grenze in gerader Linie von Stein zu Stein ; ausserdem hält sie eine nahezu geradlinige Richtung gegen Nordosten ein. Nach dem Steine Nr. 1 überquert sie schräg die Strasse von Zweibrücken nach Bitche, geht über den Stein Nr. 1/1, der an der nordöstlichen Böschung dieser Strasse steht, durchschneidet eine Waldparzelle und erreicht an deren Ostgrenze den Stein Nr. 2 (Plan Nr. 3) ; sie trennt hierbei die Gewanne *St. Johannis Gut* (Bayern) von der Gewanne *Scheide-Wald* (Frankreich).

Im allgemeinen den Grundstücksgrenzen folgend, geht die Grenze dann über die Steine Nr. 2, 3, 4, 5 und 6, wobei die Gewannen *In der Rehbach, Zwerch-Ahnung, Am neunzehnten Hoheitsstein* bei Bayern und die Gewanne *In der hinteren Dell* bei Frankreich verbleiben.

Nach dem Stein Nr. 6 schneidet sie einen Feldweg Mauschbach-Ohrenthal und geht hierauf über die Steine Nr. 7, 8, 9 und 10. Der letztere Stein, der ehedem als Dreibänner den Berührungspunkt der französischen Gemeinden Ohrenthal und Opperding bezeichnete, die gegenwärtig in eine einzige zusammen gezogen sind, ist unter Beibehaltung seiner dreikantigen Form mit einer Nummer versehen worden. Auf dieser Strecke trennt die Grenze die Gewannen *Zwerchstücke am Imslerborn, Oberhalb der Imslerwiese, Hinter der Imslerwiese* (Bayern) von der Gewanne *In der vorderen Dell* (Frankreich). Die Grenze geht über die Steine Nr. 11 und 12, wobei die Gewannen *Vorne am Hennenwald* bei Bayern und *In der Dell* bei Frankreich verbleiben, und gelangt auf der Höhe *Kalkofen* zu dem Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden MAUSCHBACH und DIETRICHINGEN und der französischen Gemeinde ROLBING bezeichnet.

Artikel 3.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde DIETRICHINGEN
und der französischen Gemeinde ROLBING.

(Plan Nr. 4 und 5.)

Von dem Dreibänner ab, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden MAUSCHBACH und DIETRICHINGEN und der französischen Gemeinde ROLBING bezeichnet, bis zu den am Ende dieses Artikels aufgeführten Dreibännern verläuft die Grenze geradlinig von Stein zu Stein ; ausserdem zieht sie sich gegen Nordosten in nahezu geradliniger Richtung hin.

Après la borne nº 1, elle coupe obliquement, sur le sommet de la côte dite *Kalkofen*, un chemin d'exploitation Ohrenthal-Dietrichingen, puis passe par les bornes numérotées 2, 3, 4, 5, 6 (plan nº 5), 7 et 8 ; entre les bornes nºs 4 et 5, elle coupe un chemin d'exploitation Ohrenthal-Mauschbach, et, à proximité immédiate de la borne nº 8, un autre Opperding-Dietrichingen. Jusqu'à cette dernière borne, elle sépare les lieux dits *Auf der Höhe, Pfoten Acker* et *Stockstücker* (France) des lieux dits *Oben am Hennenwald, Auf dem Hennenfeld* et *Auf der Wolfskaut* (Bavière).

A partir de la borne nº 8, la frontière, franchissant un vallon, passe par les bornes numérotées 9, 10, 11 et 12, laissant en France un chemin d'exploitation qui dessert le lieu dit *Widdersberg*. Descendant ensuite dans la vallée du Hornbach, elle passe par les bornes numérotées 13 et 14. Après cette dernière qui se trouve sur le talus est de la route Waldhouse-Hornbach, elle coupe obliquement cette route. Sur ce parcours elle sépare les lieux dits *An der Klamm, Widdersberg* et *Im Bruch* (France) des lieux dits *Grubenäcker, Auf dem Widdersberg* et *Im Hochland* (Bavière).

Après avoir touché, près de la borne nº 14, le mur de clôture de la propriété des douanes allemandes, elle se dirige vers les deux bornes jumelles tribanales, par exception de forme quadrangulaire, placées de part et d'autre du Hornbach, au sud et en amont du pont de Riedelberg, la frontière passe d'abord par celle de ces deux bornes qui se trouve à l'ouest sur la rive gauche du Hornbach ; puis, obliquant vers le sud-est, elle suit la ligne droite joignant les deux bornes jumelles jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du Hornbach.

A cette intersection se trouve le point de contact de la commune française de ROLBING et des communes bavaroises de DIETRICHINGEN et de RIEDELBERG [1].

Article 4.

Frontière entre la commune française de ROLBING et la commune bavaroise de RIEDELBERG.

(Plans nºs 5, 6 et 7.)

Le point de contact de la commune française de ROLBING avec les communes bavaroises de DIETRICHINGEN et de RIEDELBERG [2] se trouve à l'intersection de la ligne médiane du Hornbach avec la ligne droite joignant les deux bornes jumelles tribanales situées de part et d'autre du ruisseau, au Sud et en amont du pont de Riedelberg.

A partir de ce point et sur tout son parcours, entre la commune française de ROLBING et la commune bavaroise de Riedelberg, la frontière suit la ligne médiane du ruisseau de Hornbach dans toutes ses sinuosités. Cependant, autour du moulin de Riedelberg, assis sur le lit même du ruisseau et qui, avec ses dépendances, reste entièrement en Bavière, c'est la ligne médiane du canal de décharge, telle qu'elle est définie ci-après, qui forme frontière.

Partant donc du point de contact entre les trois communes dénommées ci-dessus, la frontière, suivant en amont le cours du Hornbach dans les directions sud-ouest, puis sud, longe les lieux dits *Im Bruch* (France) et *In der Greifwiese, In der Klosterwiese* et *Gemeindberg* (Bavière) jusqu'à deux bornes triangulaires jumelles numérotées 1, placées de part et d'autre de la rivière, en aval du confluent de l'ancien canal qui servait à décharger le trop-plein des eaux du moulin d'Opperding. Les anciennes communes d'Opperding et de Rolbing ayant été réunies en une seule, les bornes jumelles qui en déterminaient le point de contact, ont été numérotées 1 tout en conservant leur forme triangulaire. A 60 m. environ au sud de ces deux bornes en amont de la passerelle dite *Sausteg* sont placées sur chaque rive du Hornbach deux nouvelles bornes jumelles numérotées 2 ; sur la passerelle, la frontière passe par le milieu dudit ouvrage.

Continuant à suivre en amont la ligne médiane du ruisseau qui se dirige vers le sud-est, la frontière longe les lieux dits *Kirchenwiesen, Tränck* (France) et *Im Hasenpfuhl, Unter der Saubrücke* (Bavière) (plan nº 6) jusqu'à deux nouvelles bornes jumelles numérotées 3, placées de part et d'autre du Hornbach, au sud et en amont du pont dit *Saubrücke*. Sur le pont, la frontière passe par le milieu dudit ouvrage.

[1] Par suite de la construction du pont de Riedelberg, qui est situé maintenant en entier en Bavière, le confluent du ruisseau dit *Bottenbach* avec celui de Hornbach a été déplacé. Il en résulte que la commune bavaroise de Gross-Steinhausen n'est plus en contact avec la frontière. L'ancienne borne jumelle quadribanale, située à 10 m. environ au Nord du ruisseau dit Bottenbach et qui servait à définir ce point de contact, a été maintenue en place comme borne communale bavaroise, mais elle ne sert plus à la démarcation de la frontière.

Les deux bornes tribanales jumelles qui indiquent le point de contact de la commune de Rolbing avec les communes de Dietrichingen et de Riedelberg, sont, par exception, de forme quadrangulaire.

[2] Voir la remarque à la fin de l'article.

Nach dem Steine Nr. 1 schneidet sie auf dem Rücken der Höhe *Kalkofen* schräg über einen Feldweg Dietrichingen-Ohrenthal, geht hierauf über die Steine Nr. 2, 3, 4, 5, 6 (Plan Nr. 5), 7 und 8 ; zwischen den Steinen Nr. 4 und 5 überquert sie einen Feldweg Mauschbach-Ohrenthal und in unmittelbarer Nähe des Steines Nr. 8 einen anderen Weg Dietrichingen-Opperding. Bis zu letzterem Stein trennt sie die Gewannen *Oben am Hennenwald, Auf dem Hennenfeld* und *Auf der Wolfskaut* (Bayern) von den Gewannen *Auf der Höhe, Pfoten Acker* und *Stockstücker* (Frankreich).

Nach dem Steine Nr. 8 überschreitet die Grenze eine Mulde und geht über die Steine Nr. 9, 10, 11 und 12, wobei sie einen Feldweg, der zur Gewanne *Widdersberg* führt, bei Frankreich belässt. Alsdann steigt sie in das Tal des Hornbachs hinab und geht über die Steine Nr. 13 und 14. Nach diesem letzteren, der sich an der östlichen Böschung der Strasse Hornbach-Waldhouse befindet, schneidet sie schräg über diese Strasse. Längs dieser Strecke trennt sie die Gewannen *Grubenäcker, Auf dem Widdersberg* und *Im Hochland* (Bayern) von den Gewannen *An der Klamm, Widdersberg* und *Im Bruch* (Frankreich).

Nahe bei dem Steine Nr. 14 berührt sie das südliche Ende der Einfassungsmauer des der deutschen Zollverwaltung gehörigen Grundstücks ; sie wendet sich dann gegen zwei Dreibänner von ausnahmsweise vierkantiger Form, die zu beiden Seiten des Hornbachs südlich und oberhalb der Riedelberger Brücke stehen. Die Grenze geht zuerst über den einen der Doppelsteine, der sich im Westen am linken Ufer des Hornbachs befindet ; dann folgt sie schräg gegen Südosten der Verbindungslinie der Doppelsteine bis zu deren Schnitt mit der Mittellinie des Hornbachs.

Dieser Schnittpunkt ist der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden DIETRICHINGEN und RIEDELBERG [1] und der französischen Gemeinde ROLBING.

Artikel 4.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde RIEDELBERG
und der französischen Gemeinde ROLBING.

(Plan Nr. 5, 6 und 7.)

Der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden DIETRICHINGEN und RIEDELBERG [2] und der französischen Gemeinde ROLBING befindet sich im Schnittpunkt der Mittellinie des Hornbachs mit der Geraden, die die zwei Doppeldreibänner verbindet, die zu beiden Seiten des Baches im Süden und oberhalb der Riedelberger Brücke stehen.

Von diesem Punkte an und auf der ganzen Strecke zwischen der bayerischen Gemeinde Riedelberg und der französischen Gemeinde Rolbing folgt die Grenze der Mittellinie des Hornbachs in all seinen Krümmungen. Nur bei der Riedelberger Mühle, die an dem genannten Bache liegt und mit all ihren Nebengebäuden ganz bei Bayern verbleibt, bildet die Mittellinie des Abflusskanals, wie später erläutert wird, die Grenze.

Von dem Berührungspunkt der drei obengenannten Gemeinden an folgt also die Grenze bachaufwärts dem Laufe des Hornbachs erst in südwestlicher, dann in südlicher Richtung längs der Gewannen *In der Greifwiese, In der Klosterwiese* und *Gemeindberg* (Bayern) und *Im Bruch* (Frankreich) bis zu zwei mit Nr. 1 bezeichneten dreikantigen Steinen, die zu beiden Seiten des Baches unterhalb der Einmündung des ehemaligen Abflusskanals der Opperdinger Mühle stehen. Da die ehemaligen Gemeinden Opperding und Rolbing in eine Gemeinde zusammengefasst worden sind, wurden die Doppelsteine, die ihren Berührungspunkt bezeichneten, mit Nr. 1 versehen, jedoch in ihrer dreikantigen Form belassen. Etwa 60 m südlich dieser beiden Steine und oberhalb des sogenannten *Saustegs* sind an beiden Ufern des Hornbachs zwei neue Doppelsteine Nr. 2 gesetzt worden ; auf dem Stege geht die Grenze durch die Mitte des Bauwerks.

Im weiteren Verlaufe folgt die Grenze bachaufwärts der Mittellinie des Baches, der sich gegen Südosten wendet, und berührt die Gewannen *Im Hasenpfuhl, Unter der Saubrücke* (Bayern) und *Kirchenwiesen* und *Tränck* (Frankreich) (Plan Nr. 6) bis zu zwei neuen Doppelsteinen Nr. 3, die zu beiden Seiten des Hornbachs südlich und oberhalb der sogenannten *Saubrücke* stehen ; auf der Brücke geht die Grenze durch die Mitte des Bauwerks.

[1] Durchdie Erbauung der Riedelberger Brücke, die jetzt ganz zu Bayern gehört, ist die Einmündung des *Bottenbachs* in den Hornbach verlegt worden. Infolgedessen stösst die bayerische Gemeinde Gross-Steinhausen nicht mehr an die Landesgrenze. Der ehemalige Vierbänner, der etwa 10 m nördlich des Bottenbachs steht und diesen Berührungspunkt bezeichnen sollte, ist als bayerischer Gemeindegrenzstein auf seinem Platze belassen worden, dient jedoch nicht mehr zur Vermarkung der Landesgrenze.

Die beiden Dreibänner, die den Berührungspunkt der Gemeinden Dietrichingen und Riedelberg mit der französischen Gemeinde Rolbing bezeichnen, sind ausnahmsweise vierkantig gestaltet.

[2] Siehe die Anmerkung am Schluss des Artikels.

La frontière continue à suivre la ligne médiane du ruisseau qui s'infléchit d'abord vers le sud, puis vers le sud-ouest, longe le lieu dit *In den Weiherwiesen* (Bavière) et arrive au confluent du canal de décharge du moulin de Riedelberg, de part et d'autre duquel ont été placées les deux bornes jumelles numérotées 4. Elle suit dans la direction est la ligne médiane de ce canal jusqu'aux deux bornes jumelles numérotées 5 ; puis, s'infléchissant brusquement vers le sud, elle suit la ligne médiane du fossé qui sert de dérivation au trop plein des eaux. A l'origine de ce fossé, se trouve une petite écluse de décharge de part et d'autre de laquelle ont été placées les bornes jumelles numérotées 6. L'embranchement du canal creusé depuis le Procès-Verbal de délimitation nº 13, article 22, en date du 16 septembre 1828, ne forme pas frontière et reste en France.

A partir du point de jonction du fossé de dérivation et du ruisseau de Hornbach, point marqué par les bornes jumelles nº 6, la frontière suit de nouveau en amont la ligne médiane du ruisseau de Hornbach. Contournant le pied du lieu dit *Am Mühlberg* (Bavière) dans les directions sud-ouest, sud-est, puis nord-est, elle longe les prés de Rolbing (*Oberes Eck*), passe au pied du lieu dit *Birkenberg* (plan nº 7) du canton forestier *Grosse Birke* et des lieux dits *Birkenwiesen* et *Im Roth* (France), laissant en Bavière les lieux dits *Am Birkbruch, Im Schreckensthal im Bruch, In der Langwiese* (plan nº 7), *An der Kuhbrücke* et *In der Weltersbach*. Enfin elle arrive à deux bornes jumelles tribanales, situées sur les rives du Hornbach à 20 m. environ au nord du confluent du ruisseau dit *Strohlbach*.

L'intersection de la ligne droite joignant ces bornes jumelles avec la ligne médiane du ruisseau de Hornbach marque le point de contact des communes françaises de ROLBING et WALSCHBRONN et de la commune bavaroise de RIEDELBERG.

REMARQUE. — Par suite de la construction du pont de Riedelberg, qui est situé maintenant en entier sur Bavière, le confluent du ruisseau dit *Bottenbach* avec celui de Hornbach a été déplacé. Il en résulte que la commune bavaroise de Gross-Steinhausen n'est plus en contact avec la frontière. L'ancienne borne jumelle située à 10 m. environ au nord du ruisseau dit *Bottenbach* qui servait à définir ce point de contact a été maintenue en place comme borne communale bavaroise, mais elle ne sert plus à la démarcation de la frontière.

Les deux bornes tribanales jumelles qui indiquent le point de contact de la commune de Rolbing avec les communes de Dietrichungen et de Riedelberg sont, par exception, de forme quadrangulaire.

Article 5.

Frontière entre la commune française de WALSCHBRONN et la commune bavaroise de RIEDELBERG.

(Plans nºs 7, 8 et 9.)

Le point de contact des communes françaises de ROLBING et de WALSCHBRONN avec la commune bavaroise de RIEDELBERG se trouve à l'intersection de la ligne médiane du Hornbach avec la droite joignant les deux bornes jumelles tribanales, situées de part et d'autre du Hornbach, à 20 m. environ au nord de son confluent avec le ruisseau dit *Strohlbach*.

A partir de ce point, la frontière abandonnant la ligne médiane du Hornbach se dirige en ligne droite entre les bornes énumérées dans le présent article. Elle prend d'abord la direction de l'est, en passant par celle des deux bornes tribanales jumelles qui se trouve sur la rive droite du Hornbach, ensuite celle du sud-est jusqu'à la borne numérotée 1 ; elle se dirige de nouveau vers l'est jusqu'à la borne numérotée 1/1 et enfin vers le sud, en passant par les bornes numérotées 1/2, 1/3, jusqu'à la borne numérotée 2, située entre le Strohlbach et le chemin Ferme de Dorst-Riedelberg. Les bornes ayant été placées sur ce parcours de part et d'autre du Strohlbach, la frontière coupe plusieurs fois le cours de ce ruisseau.

Après la borne numérotée 2, la frontière, quittant le Strohlbach, se dirige vers l'est, coupe le chemin Ferme de Dorst-Riedelberg ; prenant ensuite les directions est, puis nord-est, elle contourne le pied du lieu dit *Humericker Berg* (Bavière), laissant en France le lieu dit *An der Strohlbach* et longeant un chemin d'exploitation sur Bavière, passe par les bornes numérotées 3, 4, 5, 6, 7 et 8.

A 50 m. environ avant d'arriver à la borne nº 8, elle rejoint le Strohlbach. A partir de cet endroit, s'infléchissant progressivement vers le nord, puis vers le nord-est, elle prend la direction générale du ruisseau qu'elle laisse jusqu'à la borne numérotée 11, tantôt en France, tantôt en Bavière. C'est ainsi qu'elle longe les lieux dits *An der Strohlbach* (France) et *Die Unter* (Bavière), en passant par les bornes numérotées 8/1, et 9. A cette dernière, elle entre dans un ravin dit *Aderbrunnenklamm* qui sépare les lieux dits *Am Aderbrunnen* (France) et *Der Rech* (Bavière). A la borne numérotée 10 (plan nº 8), le ravin se divise en deux branches ; se dirigeant par la branche est, la frontière passe par les bornes nºs 10/0, 10/1, 10/2, 10/3, 10/4, 10/5 et 11 qui est située à l'origine du ravin.

Die Grenze verläuft hierauf weiter in der Mittellinie des Baches, der sich zuerst gegen Süden, dann gegen Südwesten wendet, längs der Gewanne *In den Weiherwiesen* (Bayern) und erreicht die Einmündung des Abflusskanals der Riedelberger Mühle, zu dessen beiden Seiten die Doppelsteine Nr. 4 gesetzt worden sind. In östlicher Richtung folgt sie der Mittellinie dieses Kanals bis zu den Doppelsteinen Nr. 5 und hierauf nach einer scharfen Wendung gegen Süden der Mittellinie des Grabens, der zur Ableitung de Überwassers dient. An der Abzweigung dieses Grabens befindet sich ein kleines Wehr, zu dessen beiden Seiten die Doppelsteine Nr. 6 gesetzt worden sind. Der Kanalarm, der seit der Aufstellung des Grenzberichtigungsprotokolls vom 16. September 1828 Nr. 13 Artikel 22 gegraben wurde, bildet nicht die Grenze und verbleibt bei Frankreich.

Von dem durch die Doppelsteine Nr. 6 bestimmten Punkte der Abzweigung des Überwassergrabens vom Hornbach ab folgt die Grenze von neuem bachaufwärts der Mittellinie des Hornbachs. Um den Fuss des sogenannten *Mühlbergs* (Bayern) herum, in südwestlicher, dann südöstlicher und schliesslich nordöstlicher Richtung berührt sie die Wiesen von Rolbing *(Oberes Eck)*, geht vorbei am Fusse der Gewanne *Birkenberg* (Plan Nr. 7), dem Schlag *Grosse Birke* und an den Gewannen *Birkenwiesen* und *Im Roth* (Frankreich), wobei die Gewannen *Am Birkbruch, Im Schreckensthal im Bruch, In der Langwiese* (Plan Nr. 7), *An der Kuhbrücke* und *In der Weltersbach* bei Bayern verbleiben. Endlich gelangt sie zu zwei Dreibännern, die an den Ufern des Hornbachs etwa 200 m nördlich der Einmündung des *Strohlbachs* stehen.

Der Schnitt der Verbindungslinie dieser beiden Steine mit der Mittellinie des Hornbachs bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde RIEDELBERG und der französischen Gemeinden ROLBING und WALSCHBRONN.

ANMERKUNG. — Durch die Erbauung der Riedelberger Brücke, die jetzt ganz zu Bayern gehört ist die Einmündung des *Bottenbachs* in den Hornbach verlegt worden. Infolgedessen stösst die bayerische Gemeinde Gross-Steinhausen nicht mehr an die Landesgrenze. Der ehemalige Vierbänner, der etwa 10 m nördlich des *Bottenbachs* steht und diesen Berührungspunkt bezeichnen sollte, ist als bayerischer Gemeindegrenzstein auf seinem Platze belassen worden, dient jedoch nicht mehr zur Vermarkung der Landesgrenze.

Die beiden Dreibänner, die den Berührungspunkt der Gemeinden Dietrichingen und Riedelberg mit der Gemeinde Rolbing bezeichnen, sind ausnahmsweise vierkantig gestaltet.

Artikel 5.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde RIEDELBERG
und der französischen Gemeinde WALSCHBRONN.

(Plan Nr. 7, 8 und 9.)

Der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde RIEDELBERG und der französischen Gemeinden ROLBING und WALSCHBRONN befindet sich im Schnittpunkt der Mittellinie des Hornbachs mit der Verbindungslinie der beiden Dreibänner, die zu beiden Seiten des Hornbachs etwa 20 m nördlich der Einmündung des *Strohlbachs* stehen.

Von diesem Punkte an verlässt die Grenze die Mittellinie des Hornbachs und verläuft in gerader Linie zwischen den in diesem Artikel aufgeführten Steinen. Sie verläuft zuerst in östlicher Richtung über den einen der zwei Dreibänner, der sich am rechten Ufer des Hornbachs befindet, dann in südöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 1 ; dann wendet sie sich wiederum nach Osten bis zu dem Steine Nr. 1/1 und schliesslich nach Süden über die Steine Nr. 1/2, 1/3 bis zu dem Steine Nr. 2, der zwischen dem Strohlbach und dem Wege Riedelberg-Gutshof Dorst steht. Die Steine stehen auf dieser Strecke zu beiden Seiten des Strohlbachs, so dass die Grenze zu wiederholten Malen den Lauf des Baches überschneidet.

Nach dem Steine Nr. 2 verlässt die Grenze den Strohlbach, wendet sich gegen Osten und überquert den Weg Riedelberg-Gutshof Dorst ; in zuerst östlicher, dann nordöstlicher Richtung windet sie sich hierauf um den Fuss der Gewanne *Humericker Berg* (Bayern) herum, längs der Gewanne *An der Strohlbach* (Frankreich) und eines Feldwegs auf bayerischer Seite, und verläuft über die Steine Nr. 3, 4, 5, 6, 7 und 8.

Etwa 50 m vor dem Steine Nr. 8 erreicht sie wieder den Strohlbach. Von dieser Stelle ab hält sie nacheinander die Richtung nach Norden, dann nach Nordosten ein, wobei sie im allgemeinen der Richtung des Baches folgt, den sie bis zu dem Steine Nr. 11 bald bei Bayern, bald bei Frankreich belässt. So verläuft sie längs der Gewanne *Die Unter* (Bayern) und *An der Strohlbach* (Frankreich) über die Steine Nr. 8/1 und 9. Bei diesem letzteren tritt sie in eine Schlucht ein, *Die Aderbrunnenklamm*, die die Gewannen *Der Rech* (Bayern) und *Am Aderbrunnen* (Frankreich) trennt. Bei dem Steine Nr. 10 (Plan Nr. 8) verzweigt sich die Schlucht in zwei Teile ; die Grenze folgt dem östlichen Teil und geht über die Steine Nr. 10/0, 10/1, 10/2, 10/3, 10/4, 10/5 und den Stein Nr. 11, der am Anfang der Schlucht steht.

A partir de ce point, longeant en général les limites des parcelles dans les directions est et nord-est, la frontière sépare les lieux dits *Am Aderbrunnen* (France) et *An der Aderbrunnenklamm* (Bavière), passe par la borne numérotée 12, près de laquelle elle coupe un chemin d'exploitation Walschbronn-Riedelberg, puis par les bornes numérotées 13, 14 15, laissant en Bavière le lieu dit *Am Ziegelweg*. Entre les bornes nos 14 et 15 se trouve en France, à 8 mètres environ au sud de la frontière, le signal géodésique Walschbronn I.

A la borne no 15, la frontière se dirige vers l'est, longeant les lieux dits *Am Lerchelskreuz* (France) et *Auf der Höhe, Beim toten Mann* (Bavière) et passe par les bornes numérotées 16 (plan no 9) et 17. Cette dernière est placée à proximité immédiate du carrefour de la route Pirmasens-Bottenbach avec un chemin d'exploitation se dirigeant vers Walschbronn. Elle coupe ce dernier et longe la route jusqu'à la borne numérotée 18, placée sur le talus sud, point où elle se dirige vers le sud jusqu'à la borne numérotée 19 ; elle reprend alors la direction nord-est jusqu'à la borne suivante qui est triangulaire et se trouve également sur le bord sud de la route Pirmasens-Bottenbach. Dans ce parcours elle longe le lieu dit *Auf dem hohen Hübel* (France) et les lieux dits *In der Dunkeldell* et *Hinter der Einöderwies* (Bavière).

Cette borne tribanale indique le point de contact de la commune française de WALSCHBRONN et des communes bavaroises de RIEDELBERG (Bezirksamt Zweibrücken) et de KRÖPPEN (Bezirksamt Pirmasens).

Article 6.

Frontière entre la commune française de WALSCHBRONN
et la commune bavaroise de KRÖPPEN.

(Plans nos 9, 10 et 11.)

A partir de la borne tribanale qui indique le point de contact entre la commune française de WALSCHBRONN avec les communes bavaroises de RIEDELBERG (Bezirksamt Zweibrücken) et de KRÖPPEN (Bezirksamt Pirmasens) et jusqu'aux bornes jumelles tribanales indiquées en fin d'article, la frontière se dirige en ligne droite de borne à borne, sauf entre celles portant les numéros compris entre 22 et 28.

Prenant la direction générale du sud jusqu'aux bornes jumelles numérotées 10, elle passe par la borne numérotée 1, laissant le lieu dit *Oben an der Windschied* en partie en France, en partie en Bavière, puis par les bornes numérotées 2 et 3, séparant les lieux dits *Klein Windschied* (France) et *Windschied* (Bavière). Entre les bornes numérotées 3, 4 et 5, elle longe un chemin d'exploitation qui reste en France (plan no 10). La borne no 5 se trouve à la bifurcation de ce chemin avec un autre chemin Walschbronn-Stausteiner Hof. Passant ensuite par les bornes numérotées 6, 7, 8, 9, 9/1 et 9/2, la frontière descend dans la vallée du ruisseau dit *Kröppener Bach* où se trouvent au nord et au sud d'un chemin d'exploitation les deux bornes jumelles numérotées 10. La frontière passe par la borne jumelle no 10 nord, puis par le point milieu de ces deux bornes jumelles.

De ce point, elle se dirige vers le nord-est jusqu'au point milieu des deux bornes jumelles numérotées 11, situées également au sud et au nord dudit chemin d'exploitation. Entre les bornes jumelles no 10 et 11, la frontière prend la direction de ce chemin qui, venant de Walschbronn, se dirige, d'une part, vers le vallon dit *Stausteiner Tal* (Bavière), et, d'autre part, vers le vallon dit *Kröppener Tal* que suit la frontière.

Du point milieu des deux bornes jumelles no 11, la frontière passe par la borne jumelle no 11 nord, où elle prend la direction est-sud-est, coupe obliquement le ruisseau dit *Kröppener Bach* dont elle remonte la vallée en passant par les bornes numérotées 12, 13, 14 et 15, laissant en France le lieu dit *Kröppener Halde* et en Bavière le canton *Johannes Eck* de la forêt *Stausteiner Wald*.

A la borne no 15, la frontière se détourne presque à angle droit vers le sud et gravit le versant septentrional d'un côteau nommé *Lehnberg* entre les lieux dits *Schankenberg* (France) et *Im Bösch* (Bavière). Entre les bornes nos 15 et 19, elle suit une direction presque rectiligne en passant par les bornes numérotées 15/1, 16, 17, 18 et 19 qui se trouvent au sommet de la côte (plan no 11).

De cette borne, la frontière, se dirigeant vers le sud-ouest, suit de nouveau une direction presque rectiligne jusqu'à la borne numérotée 21 en passant par celles numérotées 20 et 20/1, en longeant les lieux dits *Schankenberg* (France) et *Oben am Walschbronner Weg* (Bavière).

La borne no 21 est située à l'origine d'une crevasse ravinée, orientée vers le sud-ouest, aboutissant à la vallée du ruisseau de Schwarzbach et dont la frontière suit la direction générale. A partir de cette borne no 21, la frontière, obliquant encore plus vers le sud-ouest, se dirige vers les bornes numérotées

Von diesem Punkte an verläuft die Grenze in östlicher und nordöstlicher Richtung im allgemeinen den Grundstücksgrenzen entlang zwischen den Gewannen *An der Aderbrunnenklamm* (Bayern) und *Am Aderbrunnen* (Frankreich) über den Stein Nr. 12, in dessen Nähe sie einen Feldweg Riedelberg-Walschbronn überquert, alsdann über die Steine Nr. 13, 14 und 15, wobei die Gewanne *Am Ziegelweg* bei Bayern verbleibt. Zwischen den Steinen Nr. 14 und 15 befindet sich auf französischer Seite etwa 8 m südlich der Grenze der trigonometrische Punkt Walschbronn I.

Bei dem Steine Nr. 15 wendet sich die Grenze gegen Osten längs der Gewannen *Auf der Höhe, Beim toten Mann* (Bayern) und *Am Lerchelskreuz* (Frankreich) und geht über die Steine Nr. 16 (Plan Nr. 9) und 17. Dieser letztere steht in unmittelbarer Nähe der Kreuzung der Strasse Pirmasens-Bottenbach und eines nach Walschbronn zustrebenden Feldwegs. Die Grenze überquert diesen letzteren und verläuft längs der Strasse bis zu dem Steine Nr. 18, der an der südlichen Böschung steht und bei dem sie sich gegen Süden bis zu dem Steine Nr. 19 wendet ; hier schlägt sie alsdann eine nordöstliche Richtung ein bis zu dem folgenden Steine, einem Dreibänner, der sich gleichfalls am südlichen Rande der Strasse Pirmasens-Bottenbach befindet. Auf dieser Strecke verläuft sie längs der Gewannen *In der Dunkeldell, Hinter der Einöderwies* (Bayern) und *Auf dem hohen Hübel* (Frankreich).

Dieser Dreibänner bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden RIEDELBERG (Bezirksamt Zweibrücken) und KRÖPPEN (Bezirksamt Pirmasens) und der französischen Gemeinde WALSCHBRONN.

Artikel 6.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde KRÖPPEN
und der französischen Gemeinde WALSCHBRONN.

(Plan Nr. 9, 10 und 11.)

Von dem Dreibänner an, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden RIEDELBERG (Bezirksamt Zweibrücken) und KRÖPPEN (Bezirksamt Pirmasens) und der französischen Gemeinde WALSCHBRONN bezeichnet, bis zu den am Schlusse des Artikels aufgeführten Dreibännern verläuft die Grenze in gerader Linie von Stein zu Stein, mit Ausnahme der Strecke zwischen den Nummern 22 bis 28.

Bei einem bis zu den Doppelsteinen Nr. 10 im allgemeinen gegen Süden gerichteten Verlauf geht die Grenze über den Stein Nr. 1, wobei die Gewanne *Oben an der Windschied* zum Teil bei Bayern, zum Teil bei Frankreich bleibt, dann über die Steine Nr. 2 und 3 und trennt so die Gewannen *Windschied* (Bayern) und *Klein Windschied* (Frankreich) voneinander. Zwischen den Steinen Nr. 3, 4 und 5 verläuft sie längs eines auf französischer Seite verbleibenden Feldwegs (Plan Nr. 10). Der Stein Nr. 5 befindet sich an der Gabelung dieses Weges mit einem anderen Weg Stausteiner Hof-Walschbronn. Alsdann geht sie über die Steine Nr. 6, 7, 8, 9, 9/1 und 9/2 und steigt in das Tal des *Kröppener Baches* hinab, wo sich nördlich und südlich eines Feldwegs die Doppelsteine Nr. 10 befinden. Die Grenze geht über den nördlichen dieser Doppelsteine Nr. 10 und dann zu dem Mittelpunkt zwischen diesen beiden Doppelsteinen.

Von diesem Punkte an wendet sie sich gegen Nordosten bis zu dem Mittelpunkt zwischen den Doppelsteinen Nr. 11, die gleichfalls nördlich und südlich des genannten Feldwegs stehen. Zwischen den Doppelsteinen Nr. 10 und 11 nimmt die Grenze die Richtung dieses Weges, der, von Walschbronn kommend, sich einerseits nach dem sogenannten *Stausteiner Tal* (Bayern), andererseits nach dem *Kröppener Tal* hin verzweigt, dem die Grenze dann folgt.

Von dem Mittelpunkt zwischen den beiden Doppelsteinen Nr. 11 geht die Grenze über den nördlichen dieser Doppelsteine, bei dem sie die Richtung nach Ost-Süd-Osten einschlägt, schneidet schräg über den *Kröppener Bach*, dessen Tal sie hinanzieht, und verläuft über die Steine Nr. 12, 13, 14 und 15, wobei der Schlag *Johannes Eck* des *Sausteiner Waldes* bei Bayern und die Gewanne *Kröppener Halde* bei Frankreich bleiben.

Bei dem Steine Nr. 15 kehrt sich die Grenze beinahe rechtwinklig gegen Süden und steigt den Nordhang einer Höhe, *Lehnberg* genannt, zwischen den Gewannen *Im Bösch* (Bayern) und *Schankenberg* (Frankreich) hinan. Zwischen den Steinen Nr. 15 und 19 verläuft sie nahezu in gerader Richtung über die Steine Nr. 15/1, 16, 17, 18 und 19, der sich auf dem Rücken der Höhe befindet (Plan Nr. 11).

Von diesem Steine an wendet sich die Grenze nach Südwesten und geht wiederum in nahezu geradliniger Richtung bis zu dem Steine Nr. 21 über die Steine Nr. 20 und 20/1 längs der Gewannen *Oben am Walschbronner Weg* (Bayern) und *Schankenberg* (Frankreich).

Der Stein Nr. 21 steht am Anfang einer ausgewaschenen Schlucht, die, gegen Südwesten gerichtet, in das Tal des Schwarzbachs einmündet und deren allgemeine Richtung die Grenze einschlägt. Von dem Steine Nr. 21 ab wendet sich die Grenze noch mehr gegen Südwesten über die Steine Nr. 21/1 und

21/1 et 22, placées de part et d'autre de la route de Walschbronn à Kröppen ; la limite coupe cette route suivant l'axe longitudinal d'un ponceau qui reste moitié en France, moitié en Bavière.

De la borne n° 22 à la borne n° 28, la frontière ne se dirige plus en ligne droite de borne à borne, mais elle suit dans toutes ses sinuosités le milieu d'un fossé situé au fond de la crevasse ravinée dont il vient d'être parlé, et qui longe le vallon dit *Ohrenkostental* (France) et le pied du lieu dit *Lehner Halde* (Bavière). Sur les bords de ce fossé sinueux se trouvent les bornes jumelles numérotées 23, 24, 25, 26 et 27, et à son extrémité la borne numérotée 28.

A cette dernière, la frontière se détourne presque à angle droit vers le nord-ouest pour se diriger vers la borne numérotée 29, où elle reprend à nouveau la direction du sud-ouest. Les bornes n°s 28 et 29 sont placées près du bord nord-est d'un chemin Walschbronn-Schweixer Mühle, que coupe la frontière. Celle-ci, longeant les lieux dits *Im Bruch* (France) et *Grosses Tal* (Bavière), passe par la borne nord des deux bornes tribanales jumelles, situées de part et d'autre du ruisseau de *Schwarzbach*, sur l'ancienne digue d'un étang desséché.

L'intersection de la droite joignant ces deux bornes jumelles avec la ligne médiane du ruisseau de Schwarzbach marque le point de contact de la commune française de WALSCHBRONN et des communes bavaroises de KRÖPPEN et de SCHWEIX.

Article 7.

Frontière entre la commune française de WALSCHBRONN
et la commune bavaroise de SCHWEIX.

(Plans n°s 11 et 12.)

Le point de contact entre la commune française de WALSCHBRONN et les communes bavaroises de KRÖPPEN et de SCHWEIX est marqué par l'intersection de la ligne médiane du ruisseau de Schwarzbach avec la ligne droite joignant les deux bornes jumelles tribanales situées sur l'ancienne digue d'un étang desséché, de part et d'autre dudit ruisseau.

A partir de ce point, la frontière se dirige en ligne droite de borne à borne jusqu'à la dernière indiquée dans le présent article, sauf entre les bornes jumelles numérotées 3 et 4. La frontière passe d'abord par celle des deux bornes jumelles tribanales qui est au sud sur la rive gauche du ruisseau, puis, montant dans une direction sud-est le versant assez escarpé du côteau *Schweixer Berg* et longeant les lieux dits *Petersäcker* (France) et *Stählinger Halde, An der alten Wilderung* (Bavière), elle se dirige par les bornes numérotées 1, 1/1 et 2 jusqu'aux bornes jumelles numérotées 3, placées de chaque côté d'un chemin Walschbronn-Schweix.

Passant par celle de ces deux bornes jumelles qui est au nord, puis par leur point milieu, la frontière tourne vers le sud-est, et, ne se dirigeant plus en ligne droite, suit les sinuosités de l'axe de ce chemin jusqu'au point milieu des bornes jumelles numérotées 4, également placées de chaque côté dudit chemin. A 75 m. environ de la borne jumelle nord n° 3, sur l'alignement de cette borne et de la borne jumelle nord n° 4, se trouve en Bavière une borne limite de propriété. A cette borne, la flèche de l'axe du chemin est de 7 m. 40.

Passant ensuite par la borne jumelle n° 4 sud, la frontière se dirige presque à angle droit vers le sud-ouest et atteint le sommet du plateau dit *Schweixer Berg*, passant par les bornes n°s 4/1 et 5.

A partir de là, la frontière longe dans une direction nord ouest un chemin d'exploitation en Bavière en passant par les bornes numérotées 5/1, 6 et 7, laissant en Bavière le lieu dit *Auf dem Rothmünster*. A 60 mètres environ au nord de la borne n° 5/1 se trouve en France le signal géodésique de Walschbronn II.

Partant de la borne n° 7 qui se trouve à l'angle du bois communal de Walschbronn dit *Rothmünster*, la frontière oblique brusquement dans une direction sud et descend vers la vallée du ruisseau de Schweix, en passant par les bornes n°s 7/1 (plan n° 12), 8, 8/1, 9, 9/1, longeant les lieux dits *Auf dem Rothmünster, Kirchdeller Halde* et *Kirchdell* (France) et *Auf dem Rothmünster* et *An der Kirchdell* (Bavière).

A proximité immédiate de la rive droite du ruisseau de la vallée de Schweix dit *Schweixthaler Bach*, elle atteint une borne tribanale qui marque le point de contact des communes françaises de WALSCHBRONN et de LIEDERSCHIEDT et de la commune bavaroise de SCHWEIX.

22, die zu beiden Seiten der Strasse von Kröppen nach Walschbronn stehen ; die Grenze schneidet diese Strasse nach der Längsachse eines Durchlasses, der zur Hälfte bei Bayern, zur Hälfte bei Frankreich verbleibt.

Von dem Steine Nr. 22 bis zu dem Steine Nr. 28 verläuft die Grenze nicht mehr in gerader Linie von Stein zu Stein, sondern folgt in all seinen Windungen der Mitte des Grabens, der die Talsohle der obengenannten ausgewaschenen Schlucht längs des Fusses der sogenannten *Lehner Halde* (Bayern) und des *Ohrenkostentals* (Frankreich) bildet. An den Rändern dieses vielfach gekrümmten Grabens befinden sich die Doppelsteine Nr. 23, 24, 25, 26 und 27 und an seinem Auslauf der Stein Nr. 28.

Bei diesem letzteren biegt die Grenze fast rechtwinklig gegen Nordwesten nach dem Steine Nr. 29 ab, wo sie von neuem die Richtung nach Südwesten einschlägt. Die Steine Nr. 28 und 29 stehen nahe dem nordöstlichen Rande eines Weges Schweixer Mühle-Walschbronn, den die Grenze überschneidet. Längs der Gewannen *Grosses Tal* (Bayern) und *Im Bruch* (Frankreich) geht sie über den nördlichen der zwei Doppeldreibänner, die zu beiden Seiten des *Schwarzbachs* auf dem alten Damme eines ausgetrockneten Teiches stehen.

Der Schnittpunkt der geraden Verbindungslinie zwischen den beiden Steinen mit der Mittellinie des Schwarzbachs bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden KRÖPPEN und SCHWEIX und der französischen Gemeinde WALSCHBRONN.

Artikel 7.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHWEIX
und der französischen Gemeinde WALSCHBRONN.

(Plan Nr. 11 und 12.)

Der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden KRÖPPEN und SCHWEIX und der französischen Gemeinde WALSCHBRONN wird bezeichnet durch den Schnitt der Mittellinie des Schwarzbachs mit der geraden Verbindungslinie zwischen den beiden Doppeldreibännern auf dem alten Damm eines ausgetrockneten Teiches beiderseits des genannten Baches.

Von diesem Punkte an verläuft die Grenze, ausser zwischen den Doppelsteinen Nr. 3 und 4, geradlinig von Stein zu Stein bis zu dem in diesem Artikel zuletzt genannten Steine Zunächst geht die Grenze über den südlichen der beiden Doppeldreibänner auf dem linken Bachufer, steigt dann in südöstlicher Richtung den ziemlich steilen Hang des *Schweixer Berges* hinauf, zieht sich längs der Gewannen *Stählinger Halde, An der alten Wilderung* (Bayern) und *Petersäcker* (Frankreich) hin und wendet sich über die Steine Nr. 1, 1/1 und 2 zu den beiderseits des Weges Schweix-Walschbronn stehenden Doppelsteinen Nr. 3.

Über den nördlichen dieser Doppelsteine und dann über die Mitte zwischen diesen beiden wendet sich die Grenze nach Südosten und folgt, nun nicht mehr geradlinig, den Windungen der Achse dieses Weges bis zur Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 4, die ebenfalls beiderseits des genannten Weges stehen. Etwa 75 m von dem nördlichen der Doppelsteine Nr. 3 in Richtung auf den nördlichen der Doppelsteine Nr. 4 befindet sich ein Privatgrenzstein auf bayerischer Seite. Bei diesem Steine beträgt die Pfeilhöhe der Wegachse 7,4 m.

Die Grenze wendet sich dann über den südlichen der Doppelsteine Nr. 4 fast rechtwinklig nach Südwesten und erreicht über die Steine Nr. 4/1 und 5 den Rücken des *Schweixer Berges*.

Von hier an verläuft die Grenze in nordwestlicher Richtung längs eines auf bayerischer Seite liegenden Feldwegs über die Steine Nr. 5/1, 6 und 7 und belässt die Gewanne *Auf dem Rothmünster* bei Bayern. Ungefähr 60 m nördlich des Steines Nr. 5/1 befindet sich auf französischer Seite der trigonometrische Punkt Walschbronn II.

Von dem Steine Nr. 7 ab, der in einer Ecke des *Rothmünster* genannten Gemeindewaldes von Walschbronn steht, biegt die Grenze scharf nach Süden und steigt in das Tal des Schweixerbachs hinunter, und zwar über die Steine Nr. 7/1 (Plan Nr. 12), 8, 8/1, 9, 9/1 längs der Gewannen *Auf dem Rothmünster* und *An der Kirchdell* (Bayern) sowie *Auf dem Rothmünster, Kirchdeller Halde* und *Kirchdell* (Frankreich).

In unmittelbarer Nähe des rechten Ufers des *Schweixthaler Baches* erreicht sie einen Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHWEIX und der französischen Gemeinden WALSCHBRONN und LIEDERSCHIEDT bezeichnet.

Article 8.

Frontière entre la commune française de LIEDERSCHIEDT
et la commune bavaroise de SCHWEIX.

(Plans nos 12, 13, 14 et 15.)

Le point de contact des communes françaises de WALSCHBRONN et LIEDERSCHIEDT et de la commune bavaroise de SCHWEIX, est marqué par la borne tribanale située à proximité immédiate de la rive droite du ruisseau de la vallée de Schweix, dit *Schweixthaler Bach*, au débouché du vallon dit *Kirchdell*.

A partir de ce point, la frontière, prenant d'abord la direction est et s'infléchissant ensuite progressivement vers le sud-est, remonte la vallée de Schweix dite *Schweixer-Tal*, allant en ligne droite de borne à borne jusqu'aux deux bornes jumelles tribanales indiquées à la fin de cet article. Entre la borne tribanale indiquée ci-dessus et la borne numérotée 1, il a été placé le long du ruisseau de la vallée de Schweix, sur un parcours de 1.350 mètres environ, une série de bornes marquées de △/1 à △/59, sans intercalaires, pour indiquer que la frontière suit la ligne droite entre ces différentes bornes et non le cours du ruisseau dont les fréquents déplacements amenaient des contestations entre les propriétaires riverains. Entre la borne marquée △/1 et celle marquée △/49, la frontière passe au pied des cantons, généralement boisés, dits *Börschbacher-Eck, Mauskönigs-Eck, Schweixthaler-Halde* (France) et *Sanddeller-Halde, Sanddell, Schweixthaler-Halde, Fahrdeller-Klamm* et *Am Rössenbrunnen* (Bavière).

Après avoir laissé en France, à hauteur des bornes marquées △/50 (plan no 13), △/51, △/52, une crevasse dénommée *Ungeheure Klamm*, la frontière se détourne brusquement vers le nord-est, à la borne marquée △/54, et atteint le signe démarcatif △/55 gravé sur le rocher dit *Ungerfelsen ;* laissant en Bavière la grotte peu profonde qui se trouve sous ce rocher ; elle en longe le pied pendant 5 mètres environ dans la direction sud-est jusqu'au second signe démarcatif gravé sur la paroi et marqué △/56.

Reprenant alors la direction du sud et laissant en Bavière la branche de la vallée dite *Am Ungerfelsen*, la frontière passe par les bornes numérotées △/57, △/58, celle-ci située au pied d'un rocher en Bavière, △/59 où elle s'infléchit vers l'ouest et atteint la borne no 1 au pied d'un rocher en France, au débouché de la branche de vallée dénommée *Bodemswiese*.

A partir de ce point, la frontière, reprenant la direction du sud-est, abandonne la vallée de Schweix en gravissant une pente assez rapide et se dirige par les bornes nos 2, 3, 4, 5 et 6 jusqu'à celle des trois bornes jumelles numérotées 7 qui se trouve au nord-ouest ; ces trois bornes no 7 sont situées au carrefour du chemin Liederschiedt-Schweix et de celui connu sous le nom de *Alter Weg*. Sur ce parcours, la limite sépare les lieux dits *An der Bodemswiese, Gemeinde Ahnung* (France) de ceux dits *Hinter den Rödern, Gemeinde Ahnung, Bei der Lehmgrube* (Bavière).

De la borne jumelle nord-ouest no 7, la limite se dirige vers le point milieu des deux autres bornes jumelles numérotées 7, placées au nord et au sud du chemin dit *Alter Weg ;* elle suit alors sur un parcours de 2 km. 500 environ, l'axe de ce chemin délimité par les paires de bornes jumelles énumérées ci-après, en prenant d'abord la direction de l'est, puis progressivement celle du sud-est. Sur le plateau qu'elle traverse tout d'abord, la frontière sépare les lieux dits *Altwiese, Ohreneck, Am hohen Bannstein* (France) de ceux dits *Bei der Eich, Oben am Flössen, Am hohen Bannstein* (Bavière), en passant par les points milieux des bornes jumelles numérotées 7/1, 8, 8/1 et 9. A 158 mètres environ au sud-ouest de la borne jumelle sud-ouest no 9, se trouve en France le signal géodésique de Liederschiedt I, et tout près de la borne jumelle nord-est, en Bavière, un repère de nivellement.

Prenant une direction encore plus au sud-est, la frontière passe ensuite par le point milieu des bornes jumelles no 9/1 (plan no 14), situées sur le versant sud du côteau à l'embranchement d'un chemin d'exploitation vers Schweix et par les points milieux des bornes jumelles numérotées 10, 10/1, 11, 11/1, 12 et 12/1 (plan no 15), séparant les lieux dits *Hoher Bannstein, Rapportendell, Kritzeleck, Sundkuth* (France) de ceux dits *Am rothen Stich, Unten am rothen Stich* (Bavière).

Aux bornes jumelles nos 13 et 14, la frontière se dirige de plus en plus vers le sud et prend entre celles numérotées 15 et 16 la direction du sud-ouest, laissant en France les lieux dits *An der Sandkaut, Im äusseren Bosch, Am neuen Trog*.

Aux bornes jumelles no 16, elle reprend la direction du sud-est, passe par le point milieu des bornes no 17 en traversant le lieu dit *Am alten Weg ;* et après les bornes jumelles no 18, longeant le lieu dit *Auf der Hilster Höhe* (Bavière), arrive à deux bornes triangulaires jumelles situées à proximité de la bifurcation d'un chemin vers Hilst (Bavière).

Artikel 8.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHWEIX
und der französischen Gemeinde LIEDERSCHIEDT.

(Plan Nr. 12, 13, 14 und 15.)

Der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHWEIX und der französischen Gemeinden WALSCHBRONN und LIEDERSCHIEDT wird durch den Dreibänner bezeichnet, der in unmittelbarer Nähe des rechten Ufers des *Schweixthaler Baches* am Ausgange des Tälchens *Kirchdell* steht.

Von diesem Punkte an verläuft die Grenze zunächst in östlicher Richtung, biegt dann allmählich nach Südosten ab und zieht das *Schweixer-Tal* hinauf, und zwar geradlinig von Stein zu Stein bis zu den am Schluss dieses Artikels angegebenen Doppeldreibännern. Zwischen dem oben genannten Dreibänner und dem Stein Nr. 1 ist längs des Schweixthaler Baches auf einer Strecke von etwa 1,350 m eine Reihe von Steinen gesetzt worden, die fortlaufend von Nr. △/1 bis △/59, ohne weitere Zwischensteine, bezeichnet sind ; sie weisen darauf hin, dass die Grenze der geraden Verbindungslinie zwischen den einzelnen Steinen und nicht dem Bachlaufe folgt, dessen häufige Veränderungen zu Streitigkeiten zwischen den Uferanliegern geführt hatten. Zwischen den Steinen Nr. △/1 und Nr. △/49 zieht die Grenze am Fusse der im allgemeinen bewaldeten Gewannen *Sanddeller-Halde, Sanddell, Schweixthaler-Halde, Fahrdeller-Klamm* und *Am Rössenbrunnen* (Bayern) und *Börschbacher-Eck, Mauskönigs-Eck, Schweixthaler-Halde* (Frankreich) vorüber.

Die Grenze belässt bei Frankreich bei den Steinen Nr. △/50 (Plan Nr. 13), △/51, △/52 einen als *Ungeheure Klamm* bezeichneten Taleinschnitt, biegt bei dem Steine Nr. △/54 scharf nach Nordosten ab und erreicht das auf dem *Ungerfelsen* eingehauene Grenzzeichen Nr. △/55 ; die kleine Höhle unter diesem Felsen verbleibt bei Bayern ; die Grenze folgt dann dem Fusse des Felsens etwa 5 m in südöstlicher Richtung bis zu dem zweiten in die Felswand eingehauenen Grenzzeichen Nr. △/56.

Von hier ab nimmt die Grenze wieder die Richtung nach Süden und lässt das *Am Ungerfelsen* genannte Seitental bei Bayern, geht über die Steine Nr. △/57, △/58, von denen letzterer am Fusse eines auf bayerischer Seite liegenden Felsens steht, und Nr. △/59, wo sie nach Westen abbiegt, und erreicht den Stein Nr. 1, der am Fusse eines auf französischer Seite befindlichen Felsens am Ausgange des als *Bodemswiese* bezeichneten Seitentals steht.

Von hier aus nimmt die Grenze die südöstliche Richtung wieder auf, verlässt das Schweixer Tal und geht einen ziemlich steilen Hang hinauf über die Steine Nr. 2, 3, 4, 5 und 6 bis zu dem nordwestlichen der Drillingssteine Nr. 7, die an der Kreuzung des Weges Schweix-Liederschiedt mit dem sogenannten *Alten Weg* stehen. Auf dieser Strecke trennt die Grenze die Gewannen *Hinter den Rödern, Gemeinde Ahnung, Bei der Lehmgrube* (Bayern) von den Gewannen *An der Bodemswiese, Gemeinde Ahnung* (Frankreich).

Von dem nordwestlichen der Drillingssteine Nr. 7 wendet sich die Grenze zur Mitte zwischen den beiden anderen Steinen Nr. 7, die nördlich und südlich des *Alten Weges* stehen. Sie folgt dann auf einer Strecke von ungefähr 2,5 km der Achse dieses Weges, der durch die nachstehend aufgeführten Doppelsteine vermarkt ist, zuerst in östlicher, dann allmählich in südöstlicher Richtung. Die Grenze trennt auf der Höhe, die sie zunächst überschreitet, die Gewannen *Bei der Eich, Oben am Flössen, Am hohen Bannstein* (Bayern) von den Gewannen *Altwiese, Ohreneck, Am hohen Bannstein* (Frankreich) und geht dabei über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 7/1, 8, 8/1 und 9. Im Südwesten, ungefähr 158 m von dem südwestlichen der Doppelsteine Nr. 9 entfernt, steht auf französischer Seite der trigonometrische Punkt Liederschiedt I ; auf bayerischer Seite befindet sich in unmittelbarer Nähe des nordöstlichen dieser Doppelsteine ein Niveaustein.

Die Grenze nimmt nun eine mehr südöstliche Richtung an und geht über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 9/1 (Plan Nr. 14), die auf dem Südhang der Höhe an der Abzweigung eines Feldwegs nach Schweix stehen, und dann über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 10, 10/1, 11, 11/1, 12 und 12/1 (Plan Nr. 15) ; sie trennt hierbei die Gewannen *Am rothen Stich, Unten am rothen Stich* (Bayern) von den Gewannen *Hoher Bannstein, Rapportendell, Kritzeleck, Sundkuth* (Frankreich).

Bei den Doppelsteinen Nr. 13 und 14 wendet sich die Grenze mehr und mehr nach Süden, nimmt zwischen den Steinen Nr. 15 und 16 südwestliche Richtung und belässt bei Frankreich die Gewannen *An der Sandkaut, Im äusseren Bosch, Am neuen Trog.*

Bei den Doppelsteinen Nr. 16 nimmt die Grenze wieder die südöstliche Richtung auf, führt über die Mitte zwischen den Steinen Nr. 17 und durchschneidet die Gewanne *Am alten Weg ;* nach den Doppelsteinen Nr. 18 zieht sie der Gewanne *Auf der Hilster Höhe* (Bayern) entlang und gelangt zu zwei Doppeldreibännern unweit der Gabelung eines Weges nach Hilst (Bayern).

Le point milieu de ces deux bornes tribanales qui se trouve sur l'axe du chemin dit *Alter Weg* marque le point de contact de la commune française de LIEDERSCHIEDT et des communes bavaroises de SCHWEIX et de HILST.

Article 9.

Frontière entre la commune française de LIEDERSCHIEDT
et la commune bavaroise de HILST.

(Plan nº 15.)

Le point de contact de la commune française de LIEDERSCHIEDT et des communes bavaroises de SCHWEIX et de HILST se trouve au point milieu des deux bornes jumelles tribanales placées près de la bifurcation du chemin dit *Alter Weg* et du chemin se dirigeant vers Hilst.

A partir de ce point, la frontière se dirige en ligne droite vers le sud-est, en suivant l'axe du chemin dit *Alter Weg* jusqu'au point milieu des deux autres bornes triangulaires jumelles suivantes ; sur ce parcours, long seulement de 69 m. environ, elle coupe un chemin d'exploitation.

Le point milieu de ces deux bornes jumelles tribanales qui se trouve également sur l'axe du chemin dit *Alter Weg* marque le point de contact des communes françaises de LIEDERSCHIEDT et de ROPPEVILLER et de la commune bavaroise de HILST.

Article 10.

Frontière entre la commune française de ROPPEVILLER
et la commune bavaroise de HILST.

(Plans nºs 15 et 16.)

De part et d'autre du chemin connu sous le nom *Alter Weg* se trouvent deux bornes jumelles tribanales, l'une en France, l'autre en Bavière, dont le point milieu marque le point de contact des communes françaises de LIEDERSCHIEDT et de ROPPEVILLER avec la commune bavaroise de HILST.

Partant de ce point et jusqu'à la borne tribanale indiquée en fin d'article, la frontière se dirige en ligne droite entre tous les signes démarcatifs. Suivant toujours l'axe du chemin dit *Alter Weg* qui, se dirigeant vers le sud-est, entre dans les forêts, la frontière passe par les points milieux des bornes jumelles numérotées 1, 2, 3 et 4 ; ces dernières sont situées à la bifurcation d'un chemin d'exploitation en Bavière.

Entre ces bornes jumelles nº 4 et celles nº 5, la frontière se dirige vers le sud-ouest. A ces dernières (plan nº 16) elle reprend la direction du sud-est, et ensuite progressivement celle de l'est, en passant par les points milieux des signes démarcatifs jumeaux numérotés 6, 7 et 8 constitués en France par des rochers gravés, en Bavière par des bornes. Sur ce parcours, elle longe le pied des cantons boisés *Auf Laustein, An den Mönchen* (France) et surplombe celui dit *Eisenkumb* (Bavière).

Après les bornes jumelles numérotées 9, la frontière contourne par le sud le canton boisé dit *Lausteiner Wald* (France) en passant par les points milieux des bornes jumelles numérotées 10, 11 et 12.

Du point milieu des deux bornes jumelles nº 12, la frontière quitte l'axe du chemin dit *Alter Weg* et, s'inclinant vers le sud-est, passe par la borne nº 13 où elle coupe obliquement un chemin d'exploitation se dirigeant vers Eppenbrunn ; après la borne nº 14, elle coupe normalement le chemin Roppeviller-Eppenbrunn avant d'atteindre la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de ROPPEVILLER et des communes bavaroises de HILST et d'EPPENBRUNN.

Article 11.

Frontière entre la commune française de ROPPEVILLER
et la commune bavaroise d'EPPENBRUNN.

(Plans nºs 16, 17 et 18.)

De la borne tribanale qui marque le point de contact entre la commune française de ROPPEVILLER et les communes bavaroises de HILST et d'EPPENBRUNN, la frontière se dirige en ligne droite entre chacun des signes démarcatifs, bornes ou rochers, énumérés dans le présent article.

Die auf der Achse des sogenannten *Alten Wegs* gelegene Mitte zwischen diesen beiden Dreibännern bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHWEIX und HILST und der französischen Gemeinde LIEDERSCHIEDT.

Artikel 9.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde HILST
und der französischen Gemeinde LIEDERSCHIEDT.

(Plan Nr. 15.)

Der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHWEIX und HILST und der französischen Gemeinde LIEDERSCHIEDT befindet sich in der Mitte zwischen den beiden Doppeldreibännern unweit der Gabelung des *Alten Wegs* und des Weges nach Hilst.

Von diesem Punkte ab wendet sich die Grenze geradlinig nach Südosten und folgt der Achse des *Alten Wegs* bis zur Mitte zwischen den beiden folgenden Doppeldreibännern ; auf dieser nur etwa 69 m langen Strecke schneidet sie einen Feldweg.

Die Mitte zwischen diesen beiden Doppeldreibännern, die sich ebenfalls auf der Achse des *Alten Wegs* befindet, bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde HILST und der französischen Gemeinden LIEDERSCHIEDT und ROPPEVILLER.

Artikel 10.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde HILST
und der französischen Gemeinde ROPPEVILLER.

(Plan Nr. 15 und 16.)

Beiderseits des sogenannten *Alten Wegs* stehen zwei Doppeldreibänner, der eine auf bayerischer, der andere auf französischer Seite ; die Mitte zwischen diesen beiden bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde HILST und der französischen Gemeinden LIEDERSCHIEDT und ROPPEVILLER.

Von hier bis zu dem am Schlusse dieses Artikels angegebenen Dreibänner verläuft die Grenze in gerader Linie zwischen den einzelnen Grenzzeichen. Sie folgt immer der Achse des sogenannten *Alten Wegs*, der in südöstlicher Richtung in den Wald hineinführt, und geht über die Mitte der Doppelsteine Nr. 1, 2, 3 und 4 ; die letzteren stehen an der Abzweigung eines auf bayerischer Seite liegenden Feldwegs.

Zwischen den Doppelsteinen Nr. 4 und 5 wendet sich die Grenze nach Südwesten. Von den letzteren ab (Plan Nr. 16) nimmt sie wieder eine südöstliche und dann allmählich eine östliche Richtung an und geht über die Mitte zwischen den Doppelgrenzzeichen Nr. 6, 7 und 8, die auf bayerischer Seite durch Grenzsteine, auf französischer durch Felsmarken vermarkt sind. Auf dieser Strecke verläuft die Grenze um den Fuss der Schläge *Auf Laustein, An den Mönchen* (Frankreich) und entlang dem Hange über dem Schlag *Eisenkumb* (Bayern).

Nach den Doppelsteinen Nr. 9 windet sich die Grenze um den Schlag *Lausteiner Wald* (Frankreich) herum nach Süden über die Mitte der Doppelsteine Nr. 10, 11 und 12.

Von der Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 12 verlässt die Grenze die Achse des *Alten Wegs* und wendet sich nach Südosten über den Stein Nr. 13, bei dem sie schräg einen nach Eppenbrunn führenden Waldweg schneidet. Nach dem Stein Nr. 14 überquert sie senkrecht den Weg Eppenbrunn-Roppeviller kurz vor dem Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde HILST und EPPENBRUNN und der französischen Gemeinde ROPPEVILLER bezeichnet.

Artikel 11.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde EPPENBRUNN
und der französischen Gemeinde ROPPEVILLER.

(Plan Nr. 16, 17 und 18.)

Von dem Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden HILST und EPPENBRUNN und der französischen Gemeinde ROPPEVILLER bezeichnet, verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen Grenzzeichen, Steinen oder Felsmarken, die in diesem Artikel aufgeführt sind.

C'est à proximité de ce point que la frontière commence à entrer dans les montagnes des Vosges qu'elle ne quitte qu'à proximité de Wissembourg.

Prenant une direction presque complètement rectiligne vers le sud, la frontière, longeant un chemin d'exploitation forestière sur Bavière et le lieu dit *Auf der Hardt* (France), passe par les bornes marquées △/1, △/2, △/3, △/4 et △/5.

Changeant de direction vers l'est à la borne n° 1, située près du col qui se trouve entre les montagnes dites *Pfalzenberg* (France) et *Brechenberg* (Bavière), la frontière passe par le rocher marqué 1/1, et par la borne n° 2 près de laquelle elle coupe un chemin d'exploitation forestière ; après les bornes nos 2/1 (plan n° 17) et 2/2, elle traverse un vallon qui débouche sur la prairie dite *Hunkelwiese* (France), au fond duquel se trouvent deux bornes forestières numérotées 178 et 182. Elle remonte ensuite toujours dans la direction est, en passant par les bornes nos 2/3, 2/4, 2/5 et arrive à la borne n° 3.

A cette borne, située au carrefour de deux chemins d'exploitation forestière, la limite prenant la direction du sud-ouest, coupe obliquement un autre chemin d'exploitation près duquel se trouve, en France, la source dite *Buchbrunnen*. Passant ensuite par la borne n° 3/1, puis par celles nos 3/2, 3/3, 3/4, la limite longeant un chemin d'exploitation en Bavière, monte jusqu'à la borne numérotée 4.

De cette borne, prenant la direction du sud-est, la frontière, longeant un chemin forestier en majeure partie en Bavière, passe par les bornes numérotées 4/1, 4/2, 4/3. Elle coupe obliquement un autre chemin qui suit un pli de terrain, remonte une pente assez rapide et atteint, après la borne n° 4/4, le premier chemin d'exploitation, passe par les bornes nos 4/5 et 5, celle-ci située sur le col qui sépare les sommets dits *Hinterfels* (France) et *Die Hohe Halt* (Bavière). Après cette dernière, coupant plusieurs chemins d'exploitation, elle atteint les bornes numérotées 5/1, 6, 6/1, 6/2, 7 et celle numérotée 8 en longeant le canton dit *Schwarzerd* (France).

De cette borne, s'infléchissant légèrement vers le sud-est, la frontière descend vers le col dit *Lothringer Stich* où se trouve la borne numérotée 9, au carrefour de plusieurs chemins dont l'un est l'ancienne chaussée dite *Prinzenstrasse* allant de Bitche à Stüdenbach et Eppenbrunn (plan n° 18). Remontant ensuite le flanc occidental de la montagne dite *Staffelskopf* en traversant le canton forestier dit *Am Staffelskopf*, elle passe par les bornes nos 9/1, 9/2, 10, 10/1 et 11, en coupant à plusieurs reprises un chemin d'exploitation forestière.

La limite atteint ensuite la borne n° 12, située sur une arête de rochers où se trouvent également les bornes nos 12/1, 12/2 et 13.

Après avoir coupé un chemin forestier elle continue à descendre jusqu'à la borne n° 14, puis elle coupe de nouveau ce même chemin d'exploitation et atteint la borne n° 15 sur une croupe de la montagne dite *Kammersberg* (France), en face du plateau dit *Am Kaffelstein* (Bavière). D'où descendant par une pente assez rapide, elle atteint au col près du canton forestier dit *Am Helderstein* (Bavière) une borne tribanale située au carrefour de plusieurs chemins dont le plus important conduit de Sturzelbronn à Eppenbrunn.

Cette borne marque le point de contact des communes françaises de ROPPEVILLER et STURZELBRONN et de la commune bavaroise d'EPPENBRUNN.

REMARQUE. — A proximité des bornes frontières énumérées ci-après se trouvent les anciennes bornes suivantes qui ne sont pas signes démarcatifs :

BORNES ACTUELLES Nos :	BORNES ANCIENNES :
Entre △/2 et △/3	une borne de grandes dimensions.
3	une borne au millésime de 1605 et aux armes de Lorraine et de Hanau.
3/1	une borne.

Article 12.

Frontière entre la commune française de STURZELBRONN et la commune bavaroise d'EPPENBRUNN.

(Plans nos 18, 19, 20 et 21.)

Partant de la borne tribanale qui marque le point de contact des communes françaises de ROPPEVILLER et de STURZELBRONN avec la commune bavaroise d'EPPENBRUNN, borne située en haut d'un col près du lieu dit *Am Helderstein* (Bavière) en bordure est d'un carrefour important de chemins dont le principal conduit de Sturzelbronn à Eppenbrunn, la frontière se dirige en ligne droite entre chacune des bornes mentionnées dans cet article. Elle suit d'abord une direction sud-est jusqu'à

Unweit dieses Dreibänners tritt die Grenze in den Wasgenwald ein, den sie erst wieder bei Wissembourg verlässt.

In fast gerader Richtung nach Süden, längs eines Waldweges auf bayerischer Seite und der Gewanne *Aut der Hardt* (Frankreich) geht die Grenze über die Steine Nr. △/1, △/2, △/3, △/4 und △/5.

Die Grenze wendet sich bei dem Steine Nr. 1, unweit des Sattels zwischen dem *Brechenberg* (Bayern) und *Pfalzenberg* (Frankreich), gegen Osten und verläuft über die Felsmarke Nr. 1/1 sowie über den Stein Nr. 2, in dessen Nähe sie einen Waldweg schneidet nach den Steinen Nr. 2/1 (Plan Nr. 17) und 2/2 kreuzt sie ein kleines, auf die *Hunkelwiese* (Frankreich) ausmündendes Tal, in dessen Grunde zwei Forststeine Nr. 178 und 182 stehen. Sie steigt dann weiter in östlicher Richtung bergan und verläuft über die Steine Nr. 2/3, 2/4, 2/5 bis Stein Nr. 3.

Von diesem Steine, der an der Kreuzung zweier Waldwege steht, biegt die Grenze in südwestlicher Richtung ab und schneidet schräg über einen andern Waldweg, in dessen Nähe sich auf französischer Seite die als *Buchbrunnen* bezeichnete Quelle befindet. Über den Stein Nr. 3/1 hinweg und dann über die Steine Nr. 3/2, 3/3, 3/4 verläuft die Grenze längs eines auf bayerischer Seite befindlichen Waldwegs bergan bis zum Stein Nr. 4.

Bei diesem Steine nimmt die Grenze eine südöstliche Richtung an und geht längs eines Waldwegs, der zum grössten Teile auf bayerischem Gebiet liegt, über die Steine Nr. 4/1, 4/2, 4/3. Sie schneidet schräg über einen anderen, einer Geländefalte folgenden Weg, steigt wieder ziemlich steil bergan, erreicht nach dem Steine Nr. 4/4 den zuerst genannten Waldweg und verläuft über die Steine Nr. 4/5 und 5, von denen der letztere in dem Sattel zwischen den Bergkuppen *Die Hohe Halt* (Bayern) und *Hinterfels* (Frankreich) liegt. Nach diesem Steine schneidet die Grenze mehrere Waldwege und verläuft längs des Schlages *Schwarzerd* (Frankreich) über die Steine Nr. 5/1, 6, 6/1, 6/2, 7 und 8.

Bei diesem Steine biegt die Grenze leicht nach Südosten ab und steigt nach dem *Lothringer Stich* genannten Sattel hinunter, in dem der Stein Nr. 9 an der Kreuzung mehrerer Wege steht, deren einer die alte sogenannte *Prinzenstrasse* von Stüdenbach und Eppenbrunn nach Bitche ist (Plan Nr. 18). Die Grenze steigt den westlichen Hang des sogenannten *Staffelskopfes* hinan und geht durch den Schlag *Am Staffelskopf* über die Steine Nr. 9/1, 9/2, 10, 10/1 und 11, wobei sie wiederholt einen Waldweg schneidet.

Alsdann erreicht die Grenze den Stein Nr. 12 auf einem Felsgrat, auf dem auch die Steine Nr. 12/1, 12/2 und 13 stehen.

Sie überquert sodann einen Waldweg, zieht weiter bergab bis zum Stein Nr. 14 schneidet dann wieder denselben Waldweg und erreicht auf dem Rücken des *Kammersberges* (Frankreich) gegenüber der Höhe *Am Kaffelstein* (Bayern) den Stein Nr. 15. Von hier ab geht die Grenze einen ziemlich steilen Abhang hinunter und trifft an dem Sattel bei dem Schlag *Am Helderstein* (Bayern) einen Dreibänner an der Kreuzung mehrerer Wege, deren wichtigster von Eppenbrunn nach Sturzelbronn führt.

Dieser Stein bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde EPPENBRUNN und der französischen Gemeinden ROPPEVILLER und STURZELBRONN.

ANMERKUNG. — In der Nähe der nachstehend aufgeführten Landesgrenzsteine befinden sich die folgenden alten Steine, die keine Landesgrenzzeichen sind :

GEGENWÄRTIGE LANDESGRENZSTEINE NR. :	ALTE STEINE :
zwischen△ /2 und△ /3	ein sehr grosser Stein.
3	ein Stein mit der Jahreszahl 1605 und dem Wappen von Lothringen und Hanau.
3/1	ein Stein.

Artikel 12.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde EPPENBRUNN und der französischen Gemeinde STURZELBRONN.

(Plan Nr. 18, 19, 20 und 21.)

Von dem Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde EPPENBRUNN und der französischen Gemeinden ROPPEVILLER und STURZELBRONN bezeichnet und oben auf dem Sattel bei dem Schlag *Am Helderstein* (Bayern) am Ostrande einer wichtigen Kreuzung von Wegen steht, deren bedeutendster von Eppenbrunn nach Sturzelbronn führt, verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen in diesem Artikel aufgeführten Steinen. Sie verfolgt unter mehrmaliger Über-

la borne n° 2, passant par les bornes marquées △/1 et △/2, par les bornes n°s 1 et 1/1, situées sur un plateau entre les cantons forestiers dits *Kleiner Eyerschalenberg* (France) et *Schimmereck* (Bavière), après avoir traversé plusieurs fois un chemin d'exploitation forestière.

Prenant à la borne n° 2 la direction de l'est, la frontière parcourt le même plateau jusqu'à la borne n° 4, passant par la borne n° 2/1, la borne n° 3 et la borne n° 3/1 (plan n° 19), longeant et coupant en plusieurs points un chemin forestier.

De la borne n° 4, elle prend la direction du nord-est, chevauchant un chemin forestier jusqu'à la borne n° 5, en passant par une borne forestière et les bornes n°s 4/1, 4/2, une borne forestière et la borne n° 4/3, entre les forêts dites *Grosser Eyerschalenberg* et *Am Erlenkopf* (France) et *Am Erlenkopf* (Bavière) ; elle arrive ensuite à la borne n° 5, placée près du carrefour du chemin conduisant à la maison forestière de Erlenkopf (Bavière).

A partir de cette borne, prenant une direction est-nord-est presque complètement rectiligne jusqu'à la borne n° 12, la frontière parcourt le plateau qui se trouve au sud du sommet dit *Erlenkopf* (Bavière). Sur cet espace, elle sépare les cantons forestiers dits *Kleines Vatersthal*, *Erlenkopf* et *Grosses Vatersthal* (France) de ceux dits *Erlenköpfel*, *Erlenkopf* et *Balkeneck* (Bavière), en passant par les bornes n°s 5/1, 5/2, 6, 6/1, situées au pied d'une ligne rocheuse, puis par la borne n° 7, près de laquelle commence un chemin forestier qui longe la frontière tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, par les bornes n°s 7/1, 8, 8/1, 9, 9/1 (plan n° 20), 9/2, 9/3 et 10 ; cette dernière est située au carrefour d'un chemin en France et du chemin forestier mentionné ci-dessus qui, à partir de cet endroit, reste en Bavière. La frontière traverse ensuite un escarpement composé d'une suite de rochers où se trouvent les bornes numérotées 10/1, 10/2, 10/3, 10/4 et arrive à la borne n° 11 avant laquelle elle retrouve le chemin forestier qui s'en était éloigné en Bavière à la borne n° 10 et après la bifurcation de ce dernier avec un autre venant de France. Restant toujours sur le plateau, elle passe par les bornes n°s 11/1, 11/2, 11/3, coupant ensuite par trois fois à proximité des bornes 11/4 et 11/5 un chemin forestier qui se dirige vers Reislerhof (Bavière) et laissant en France le canton forestier dit *Horixelberg*.

A la borne n° 12, la frontière, prenant une direction sud-est, descend par une pente rapide en séparant les cantons forestiers dits *Reiselberg* (France) et *Rauhalt* (Bavière), coupe un chemin à flanc de coteau, et passant par les bornes numérotées 12/1, 12/2, 12/3, 12/4 et 12/5 (plan n° 21) atteint, au fond de la vallée dite *Das Grosse Reiselthal*, la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de STURZELBRONN et des communes bavaroises d'EPPENBRUNN et de LUDWIGSWINKEL, et est située sur le bord ouest du chemin forestier du fond de la vallée.

REMARQUE. — A proximité des bornes frontières énumérées ci-après se trouvent les anciennes bornes suivantes qui ne sont pas signes démarcatifs :

BORNES ACTUELLES N°s :	BORNES ANCIENNES :
3 △ Sturzelbronn-Obersteinbach-Ludwigswinkel	1 borne au millésime de 1753. 1 borne au millésime de 1605, aux armes de Lorraine et de Hanau.

Article 13.

Frontière entre la commune française de STURZELBRONN et la commune bavaroise de LUDWIGSWINKEL.

(Plans n°s 21, 22 et 23.)

Partant de la borne triangulaire qui marque le point de contact de la commune française de STURZELBRONN et des communes bavaroises d'EPPENBRUNN et de LUDWIGSWINKEL, et est située en bordure nord-ouest du chemin forestier du fond de la vallée dite *Das Grosse Reisselthal*, la frontière se dirige en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article.

Prenant d'abord une direction sud-est jusqu'à la borne n° 2, elle gravit le flanc occidental de la montagne dite *Rauschachen* en passant par les bornes marquées △/1, △/2, △/3, 1 et 1/1.

De la borne n° 2, située sur une crête boisée dite *Hohe Reissel*, elle redescend, en passant par les bornes numérotées 2/1, 3 et 3/1, à la borne n° 4, sise en bordure nord-ouest du chemin forestier qui suit le fond de la vallée dite *Kleines Reisselthal* ; après avoir coupé ce chemin, elle remonte, toujours dans la direction du sud-est, le flanc de la montagne dite *Höchstberg*, et après avoir traversé plusieurs ondulations de terrain arrive à la borne n° 9 sur le sommet de cette montagne ; sur ce parcours elle passe par les bornes

querung eines Waldweges zunächst eine südöstliche Richtung bis zu dem Steine Nr. 2, indem sie über die Steine Nr. △/1 und △/2 sowie über die Steine Nr. 1 und 1/1 verläuft, die auf einer Erhebung zwischen den Schlägen *Schimmereck* (Bayern) und *Kleiner Eyerschalenberg* (Frankreich) stehen.

Von dem Steine Nr. 2 an zieht die Grenze in östlicher Richtung über dieselbe Höhe bis zu dem Steine Nr. 4 über den Stein Nr. 2/1, über den Stein Nr. 3 und den Stein Nr. 3/1 (Plan Nr. 19), wobei sie einen Waldweg begleitet und mehrere Male schneidet.

Von dem Steine Nr. 4 verläuft die Grenze in nordöstlicher Richtung und überschneidet mehrfach einen Waldweg bis zu dem Steine Nr. 5 ; sie geht hierbei über einen Forststein, über die Steine Nr. 4/1, 4/2, dann wieder über einen Forststein und über den Stein Nr. 4/3 zwischen den Forsten *Am Erlenkopf* (Bayern) und *Grosser Eyerschalenberg* und *Am Erlenkopf* (Frankreich) ; dann trifft sie auf den Stein Nr. 5 bei der Kreuzung mit einem zum Forsthaus Erlenkopf (Bayern) führenden Wege auf den Stein Nr. 5.

Von diesem Steine an zieht die Grenze in ostnordöstlicher Richtung fast geradlinig bis zum Stein Nr. 12 über die südlich des *Erlenkopfs* (Bayern) befindliche Höhe. Auf dieser Strecke trennt sie die Schläge *Erlenköpfel, Erlenkopf* und *Balkeneck* (Bayern) und *Kleines Vaterstbal, Erlenkopf* und *Grosses Vatersthal* (Frankreich) und geht über die Steine Nr. 5/1, 5/2, 6, 6/1, die sämtlich am Fusse einer Felswand stehen, dann über den Stein Nr. 7, in dessen Nähe ein Waldweg beginnt, der sich bald auf der einen, bald auf der anderen Seite der Grenze hinzieht, sowie über die Steine Nr. 7/1, 8, 8/1, 9, 9/1 (Plan Nr. 20), 9/2, 9/3 und 10 ; der letztere steht an der Kreuzung eines von französischer Seite kommenden Weges mit dem weiter oben erwähnten Waldweg, der von dieser Stelle an auf bayerischer Seite bleibt. Die Grenze überquert dann einen von einer Anzahl Felsen gebildeten Abhang, wo die Steine Nr. 10/1, 10/2, 10/3, 10/4 stehen, und gelangt zu dem Steine Nr. 11, vor dem sie wieder auf den Waldweg trifft, der bei Stein Nr. 10 nach der bayerischen Seite abgebogen war, und hinter dem sich dieser Weg mit einem aus Frankreich kommenden Wege schneidet. Weiterhin verbleibt die Grenze auf der Hochfläche, und zieht über die Steine Nr. 11/1, 11/2, 11/3, und schneidet dann dreimal unweit der Steine Nr. 11/4 und 11/5 über einen Waldweg, der zum Forsthaus Reislerhof (Bayern) führt, wobei der Schlag *Horixelberg* bei Frankreich verbleibt.

Von dem Steine Nr. 12 an steigt die Grenze in südöstlicher Richtung steil bergab, trennt die Schläge *Rauhalt* (Bayern) und *Reiselberg* (Frankreich), schneidet einen Weg am Bergabhang und erreicht über die Steine Nr. 12/1, 12/2, 12/3, 12/4 und 12/5 (Plan Nr. 21) im Grunde des *Grossen Reiselthals* den Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden EPPENBRUNN und LUDWIGSWINKEL und der französischen Gemeinde STURZELBRONN bezeichnet und am Westrande des Waldwegs im Talgrunde steht.

ANMERKUNG. — In der Nähe der nachstehend aufgeführten Landesgrenzsteine befinden sich die folgenden alten Steine, die keine Landesgrenzzeichen sind :

GEGENWÄRTIGE LANDESGRENZSTEINE Nr :	ALTE STEINE :
3	1 Stein mit der Jahrezzahl 1753
△ Ludwigswinkel-Sturzelbronn-Obersteinbach	1 Stein mit der Jahreszahl 1605 und dem Wappen von Lothringen und Hanau.

Artikel 13.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde LUDWIGSWINKEL und der französischen Gemeinde STURZELBRONN.

(Plan Nr. 21, 22 und 23.)

Von dem Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden EPPENBRUNN und LUDWIGSWINKEL und der französischen Gemeinde STURZELBRONN bezeichnet und am Nordwestrande des Waldwegs im Grunde des Tales genannt *Das Grosse Reisselthal* steht, verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Steinen.

In zunächst südöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 2 klettert die Grenze den Westhang des Berges *Rauschachen* über die Steine Nr. △/1, △/2, △/3, 1 und 1/1 hinauf.

Von dem Steine Nr. 2 an, der auf einer bewaldeten Kuppe der sogenannten *Hohen Reissel* liegt, steigt sie wieder bergab über die Steine Nr. 2/1, 3 und 3/1 zu dem Steine Nr. 4 am Nordwestrande des Waldweges, der im Grunde des sogenannten *Kleinen Reisselthals* verläuft ; sie schneidet diesen Weg, steigt dann weiter in südöstlicher Richtung den Hang des *Höchstbergs* hinan und gelangt nach Überquerung mehrerer Geländewellen zu dem Steine Nr. 9 auf dem Gipfel dieses Berges ; auf dieser Strecke

numérotées 4/1, 4/2, 5, 5/1, 5/2, 6, 7, 7/1, 7/2 (plan n° 22), 8, 8/1 et 8/2, laissant en France le canton forestier dit *Franzosenloch*.

A la borne n° 9 elle change de direction vers l'est et traverse un carrefour de chemins dont l'un va de Erlenkopf à Ludwigswinkel et dont l'autre, restant en Bavière, longe la frontière, passe près de la borne n° 9/1 et la traverse à proximité de la borne n° 10. La limite passe ensuite par les bornes n°s 10/1, 11, 11/1, 12 et 12/1.

S'inclinant vers le sud-est à la borne n° 13, située sur une partie rocheuse du plateau du Höchstberg, la frontière, passant par la borne n° 13/1, atteint la borne n° 14, sise en bordure sud-est d'une petite dépression marécageuse.

Quittant alors le plateau et prenant une direction sud-sud-ouest, elle atteint, après la borne n° 14/1, celle numérotée 15 d'où, se dirigeant par une pente rapide vers le sud, elle va, par les bornes n°r 15/1 et 15/2, près de laquelle elle coupe un chemin forestier, à la borne n° 16, sise dans un vallon marécageux dénommé *Fischbacher Loch*, qu'emprunte un chemin de Sturzelbronn à Ludwigswinkel.

Après avoir coupé ledit chemin, elle remonte en direction du sud le flanc de la montagne dite *Kleiner Rösselsberg* en passant par les bornes n°s 16/1, 17, 17/1, le rocher numéroté 18 et les bornes n°s 18,1 18/2 et 19.

De la borne n° 19 à la borne n° 22, suivant une direction sud-sud-est, la frontière passe par le rocher marqué 20, les bornes n°s 21, 21/1, coupant à plusieurs reprises entre ces deux dernières un chemin forestier, et 22.

A la borne n° 22 (plan n° 23), se dirigeant vers le sud, tout en continuant à monter vers le sommet de la montagne dite *Grosser Rösselsberg*, la frontière passe par les bornes numérotées 23, 23/1 et 24 ; après celle-ci, elle redescend toujours en direction du sud, passant par les bornes n°s 24/1, 24/2 et 25 au-delà de laquelle elle coupe un chemin d'exploitation des bois, enfin par la borne n° 25/1.

Prenant à la borne n° 26 une direction sud-sud-ouest, la frontière passe par le rocher numéroté 27 et franchit un col parsemé de rochers qui sépare les deux montagnes dites *Grosser Rösselsberg* et *Adelsberg*, en passant par les bornes numérotées 28, 28/1, 28/2, 28/3, 29 et 29/1, et coupant un peu au sud de cette dernière borne le chemin Sturzelbronn-Rösselbrunn.

A la borne n° 30, la frontière, prenant brusquement une direction sud-est, parallèle à la crête de la montagne dite *Kleiner Adelsberg*, passe par les bornes n°s 30/1 et 31 et remontant assez rapidement laisse en France le canton dénommé *la Tranchée* et atteint une borne tribanale, sise à l'extrémité nord-est d'une terrasse rocheuse dépendant du *Kleiner Adelsberg*.

Cette borne qui marque le point de contact des communes françaises de STURZELBRONN (Canton de Bitche, Arrondissement de Sarreguemines, Département de la Moselle) et d'OBERSTEINBACH (Canton et Arrondissement de Wissembourg, Département du Bas-Rhin) et de la commune bavaroise de LUDWIGSWINKEL, détermine également le point d'aboutissement sur la frontière de la limite entre les Département de la Moselle et du Bas-Rhin.

REMARQUE. — A proximité des bornes frontières énumérées ci-après, se trouvent les anciennes bornes suivantes qui ne sont pas signes démarcatifs :

BORNES ACTUELLES N°s	BORNES ANCIENNES :
14, 16, 19, 24 et 30	5 bornes au millésime de 1605 aux armes de Lorraine et de Hanau.
21, 23 et 25	3 bornes de grandes dimensions.
31	1 borne de moindre dimension.

Article 14.

Frontière entre la commune française d'OBERSTEINBACH et la commune bavaroise de LUDWIGSWINKEL.

(Plans n°s 23 et 24.)

A l'extrémité nord-est d'une terrasse rocheuse dépendant de la montagne dite *Kleiner Adelsberg* se trouve une borne tribanale qui marque le point de contact des communes françaises de STURZELBRONN (Canton de Bitche, Arrondissement de Sarreguemines, Département de la Moselle) et d'OBERSTEINBACH (Canton et Arrondissement de Wissembourg, Département du Bas-Rhin) et de la commue bavaroise de LUDWIGSWINKEL, et également le point d'aboutissement sur la frontière de la limite entre les Départements de la Moselle et du Bas-Rhin.

Partant de cette borne triangulaire, la frontière se dirige en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article et continue à traverser les forêts qui couvrent les Vosges. Poursuivant

geht sie über die Steine Nr. 4/1, 4/2, 5, 5/1, 5/2, 6, 7, 7/1, 7/2 (Plan Nr. 22), 8, 8/1 und 8/2, wobei der Schlag *Franzosenloch* bei Frankreich verbleibt.

Bei dem Steine Nr. 9 ändert die Grenze die Richtung nach Osten, überquert eine Kreuzung von Wegen, von denen der eine von Ludwigswinkel nach dem Erlenkopf führt, während der andere, der auf bayerischer Seite verbleibt, die Grenze begleitet, an dem Steine Nr. 9/1 vorbeiführt und sie unweit des Steines Nr. 10 schneidet. Die Grenze geht dann über die Steine Nr. 10/1, 11, 11/1, 12 und 12/1.

Bei dem Steine Nr. 13, der auf einer Felsplatte des Höchstberges steht, wendet sich die Grenze nach Südosten und erreicht über den Stein Nr. 13/1 den Stein Nr. 14, der am Südostrande einer kleinen sumpfigen Bodensenkung steht.

Die Grenze verlässt sodann die Höhe und erreicht in südsüdwestlicher Richtung nach dem Steine Nr. 14/1 den Stein Nr. 15 ; von da zieht sie südwärts über einen steilen Hang und über die Steine Nr. 15/1 und 15/2, in dessen Nähe sie einen Waldweg schneidet, zu dem Steine Nr. 16, der in einem sumpfigen Tale, dem *Fischbacher Loch*, steht, dem ein Weg von Ludwigswinkel nach Sturzelbronn folgt.

Die Grenze schneidet den genannten Weg und steigt dann in südlicher Richtung den Hang des *Kleinen Rösselsbergs* hinauf über die Steine Nr. 16/1, 17, 17/1, die Felsmarke Nr. 18 und die Steine Nr. 18/1, 18/2 und 19.

Von dem Steine Nr. 19 bis zu dem Steine Nr. 22 schlägt die Grenze eine südsüdöstliche Richtung ein und geht über die Felsmarke Nr. 20, die Steine Nr. 21, 21/1, wobei sie zwischen den beiden letzteren wiederholt einen Waldweg schneidet, und Nr. 22.

Bei dem Steine Nr. 22 (Plan Nr. 23) wendet sich die Grenze nach Süden und steigt weiterhin zum Gipfel des *Grossen Rösselsbergs* an, und zwar über die Steine Nr. 23, 23/1 und 24 ; nach diesem Steine steigt sie weiter in südlicher Richtung wieder bergab über die Steine Nr. 24/1, 24/2 und 25, schneidet nach diesem einen Waldweg und erreicht endlich den Stein Nr. 25/1.

Bei dem Steine Nr. 26 nimmt die Grenze eine südsüdwestliche Richtung über die Felsmarke Nr. 27 und überquert eine von Felsen übersäte Mulde, die den *Grossen Rösselsberg* von dem *Adelsberg* trennt, geht weiter über die Steine Nr. 28, 28/1, 28/2, 28/3, 29 und 29/1 und schneidet ein wenig südlich des letzteren den Weg Rösselbrunn-Sturzelbronn.

Bei dem Steine Nr. 30 nimmt die Grenze scharf südöstliche Richtung, und zwar gleichlaufend mit dem Rücken des *Kleinen Adelsbergs* über die Steine Nr. 30/1 und 31, steigt wieder ziemlich steil bergan, belässt bei Frankreich den *la Tranchée* genannten Schlag und erreicht einen Dreibänner am Nordostende einer Felsplatte, die zum *Kleinen Adelsberg* gehört.

Dieser Stein, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde LUDWIGSWINKEL und der französischen Gemeinden STURZELBRONN (Canton de Bitche, Arrondissement de Sarreguemines, Département de la Moselle) und OBERSTEINBACH (Canton und Arrondissement de Wissembourg, Département du Bas-Rhin bezeichnet, bildet zugleich den Schnittpunkt mit der Grenze zwischen den Départements de la Moselle und du Bas-Rhin.

ANMERKUNG. — In der Nähe der nachstehend aufgeführten Landesgrenzsteine befinden sich die folgenden alten Steine die keine Landesgrenzzeichen sind :

GEGENWÄRTIGE LANDESGRENZSTEINE NR. :	ALTE STEINE :
14, 16, 19, 24 und 30	5 Steine mit der Jahreszahl 1605 und dem Wappen von Lothringen und Hanau,
21, 23 und 25	3 sehr grosse Steine,
31	ein kleinerer Stein.

Artikel 14.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde LUDWIGSWINKEL und der französischen Gemeinde OBERSTEINBACH.

(Plan Nr. 23 und 24.)

Am Nordostende einer auf dem *Kleinen Adelsberg* befindlichen Felsplatte steht ein Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde LUDWIGSWINKEL und der französischen Gemeinden STURZELBRONN (Canton de Bitche, Arrondissement de Sarreguemines, Département de la Moselle) und OBERSTEINBACH (Canton und Arrondissement de Wissembourg, Département du Bas-Rhin) und zugleich den Schnittpunkt mit der Grenze der Départements de la Moselle und du Bas-Rhin bezeichnet.

Von diesem Dreibänner verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Steinen und geht weiter durch die den Wasgau bedeckenden Wälder hindurch. Weiterhin

dans la direction du sud-est, elle descend la pente de la montagne dite *Kleiner Adelsberg* en passant par les bornes marquées △/1, △/2, △/3, cette dernière située à l'origine d'un chemin en France ; puis elle remonte par les bornes marquées △/4 et △/5 jusqu'à celle numérotée 1, placée sur un plateau rocheux de la montagne dite *Grosser Adelsberg*, descend le long du penchant oriental de cette montagne en passant par les bornes nos 1/1, 1/2 en bordure d'un chemin d'exploitation forestière en Bavière, no 2, no 2/1 (plan no 24) et 3 placée au fond d'un petit pli de terrain et à l'est de laquelle se trouve un chemin forestier qui, venant de France, chevauche ensuite la frontière. Traversant ensuite plusieurs vallonnements, elle passe par les bornes nos 4, 4/1 et 5, coupe normalement deux fossés et un chemin creux, issu de la route de Bitche qui mène sur Rösselbrunn et Ludwigswinkel, longe un chemin d'exploitation en Bavière et atteint à l'origine d'un autre chemin, également en Bavière, la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française d'OBERSTEINBACH et des communes bavaroises de LUDWIGSWINKEL et de FISCHBACH.

Article 15.

Frontière entre la commune française d'OBERSTEINBACH et la commune bavaroise de FISCHBACH.

(Plans nos 24, 25, 26 et 27.)

Partant de la borne tribanale sise à l'origine d'un chemin d'exploitation forestière en Bavière, qui marque le point de contact de la commune française d'OBERSTEINBACH et des communes bavaroises de LUDWIGSWINKEL et de FISCHBACH, la frontière, continuant à parcourir les forêts des Vosges, se dirige en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article.

Poursuivant dans la direction du sud-est à travers les cantons forestiers dits *Adelsberg* (France et Bavière), elle passe par les bornes marquées △/1, △/2 et △/3, en coupant plusieurs fois jusqu'à la borne no 1, un chemin auquel aboutissent successivement trois chemins forestiers ou layons en France. De la borne no 1, continuant dans la même direction à travers les cantons forestiers et les vallonnements dits *Auf dem Judenhütel* (France et Bavière), la frontière passe par les bornes numérotées 1/1, 1/2 à l'est de laquelle se trouve l'origine d'un chemin forestier en France, nos 2, 2/1 et 3 (plan no 25), située sur le sommet d'un mamelon rocheux.

De là, tirant un peu plus vers le sud-est, la limite descend le flanc du mamelon passant par les bornes nos 3/1, 3/2 située au pied du mamelon, 3/3 et 4 placée en bordure est d'un carrefour formé par des chemins forestiers et la route Obersteinbach-Ludwigswinkel. De la borne no 4 à la borne no 5, passant par la borne no 4/1, la frontière longe un chemin forestier en Bavière, entre les cantons forestiers dits *Lutkelhardt* (France) et *Seehardt* (Bavière). A l'extrémité de ce chemin d'exploitation, à quelques mètres à l'est de l'origine d'un autre chemin en France, se trouve, à la lisière des bois et en bordure d'un vallon en nature de prés dit *Laustal* et *Wasen Wiese* (France) et *Wasen Weierwiese* (Bavière) la borne no 5. De là, traversant ce vallon dont le thalweg est marqué par un petit ruisseau, la frontière atteint la borne no 6 sise en lisière des bois et en bordure ouest d'un chemin qui longe cette lisière.

De la borne no 6, elle monte le long du flanc occidental du massif forestier dit *Florenberg* toujours dans la même direction, passant par les bornes nos 6/1 au-delà de laquelle elle coupe deux chemins du Florenberg, 6/2, 6/3 et 7 sur le sommet rocheux dit *Bayerische Windsteiner ;* puis, redescendant par le flanc oriental du Florenberg, elle passe par les bornes nos 7/1, 7/2, 7/3 et 7/4 sise au nord-est de rochers dits *Windsteiner Felsen* (France).

A la borne no 8 qu'elle atteint après avoir coupé un chemin forestier, la frontière, contournant le pied du *Florenberg*, prend une direction est, longe ce chemin qu'elle laisse en Bavière jusqu'au delà de la borne no 9, le coupe obliquement et arrive à la borne no 10, laissant en France, le lieu dit *Windsteiner Thal.*

De cette borne, elle se dirige vers le nord et rencontre la borne no 11 (plan no 26) en bordure sud d'un autre chemin forestier.

Prenant alors une direction nord-est et longeant ledit chemin qui reste en Bavière, la frontière passe par les bornes numérotées 12, 13, 14, entre lesquelles commence un chemin en France, 15 et 16.

A partir de la borne no 16, en lisière du lieu dit *Schangenbacher Hardt* (France), elle chevauche jusqu'au delà de la borne no 20 le chemin qu'elle longeait jusqu'alors, prenant successivement les directions du sud-est jusqu'à la borne no 17, du nord jusqu'à la borne no 18, du nord-est jusqu'à la borne

in südöstlicher Richtung steigt sie den Hang des *Kleinen Adelsbergs* hinab über die Steine Nr. △/1, △/2, △/3 (letzterer am Ausgangspunkt eines auf französischer Seite gelegnen Weges) ; sie geht dann über die Steine Nr. △/4 und △/5 wieder bergan bis zu dem Stein Nr. 1, der auf einer Felskuppe des *Grossen Adelsbergs* steht, steigt den Osthang dieses Berges hinab und geht dabei am Rande eines auf bayerischer Seite befindlichen Waldweges über die Steine Nr. 1/1, 1/2, dann über Nr. 2, 2/1 (Plan Nr. 2/4) und 3, welch letzterer in der Sohle einer kleinen Geländefalte steht ; östlich davon zieht sich ein von Frankreich kommender Waldweg an die Grenze und begleitet und überschneidet sie mehrmals. Alsdann überquert die Grenze mehrere kleine Geländewellen, geht über die Steine Nr. 4, 4/1 und 5, überschneidet senkrecht zwei Gräben und einen Hohlweg, der von Ludwigswinkel und Rösselbrunn zu der Strasse nach Bitche führt, begleitet einen auf bayerischer Seite liegenden Waldweg und erreicht am Ausgangspunkt eines anderen, ebenfalls auf bayerischer Seite gelegenen Weges den Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden LUDWIGSWINKEL und FISCHBACH und der französischen Gemeinde OBERSTEINBACH bezeichnet.

Artikel 15.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde FISCHBACH und der französischen Gemeinde OBERSTEINBACH.

(Plan Nr. 24, 25, 26 und 27.)

Am Ausgangspunkt eines auf bayerischer Seite befindlichen Waldwegs steht der Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden LUDWIGSWINKEL und FISCHBACH und der französischen Gemeinde OBERSTEINBACH bezeichnet ; von hier ab verläuft die Grenze weiter durch den Wasgenwald, und zwar geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Steinen.

In südöstlicher Richtung quer durch die Schläge *Adelsberg* (Bayern und Frankreich) geht die Grenze über die Steine Nr. △/1, △/2, △/3 bis zu dem Steine Nr. 1, wobei sie mehrmals einen Weg schneidet, in den nacheinander drei von französischer Seite herziehende Waldwege oder Schneisen einmünden. Von dem Steine Nr. 1, an verläuft die Grenze weiter in derselben Richtung quer durch die Schläge und Geländewellen *Auf dem Judenhütel* (Bayern und Frankreich) über die Steine Nr. 1/1, 1/2, östlich von welchem ein von französischer Seite kommender Waldweg einmündet, ferner über die Steine Nr. 2, 2/1 und 3 (Plan Nr. 25) auf dem Gipfel eines Felsenhügels.

Von hier zieht die Grenze etwas mehr südöstlich, steigt den Abhang des Hügels hinunter über die Steine Nr. 3/1, 3/2, letzterer am Fusse des Hügels, 3/3 und 4, welch letzterer am Ostrande einer Kreuzung der Strasse Ludwigswinkel-Obersteinbach mit mehreren Waldwegen steht. Von dem Steine Nr. 4 geht die Grenze über den Stein Nr. 4/1 zu dem Steine Nr. 5 und begleitet einen auf bayerischer Seite gelegenen Waldweg zwischen den Schlägen *Seehardt* (Bayern) und *Lutzelhardt* (Frankreich). Am Ende dieses Waldweges, einige Meter östlich des Ausgangspunktes eines anderen auf französischem Gebiet liegenden Weges, steht am Waldsaum und am Rande des kleinen Wiesentals, *Laustal* genannt, an den Gewannen *Wasen Weierwiese* (Bayern) und *Wasen Wiese* (Frankreich) der Stein Nr. 5. Von hier an überquert die Grenze dieses kleine Tal, in dessen Sohle ein kleiner Bach fliesst, und erreicht den Stein Nr. 6 am Waldsaum und am Westrande eines an diesem Waldsaum hinziehenden Weges.

Von dem Steine Nr. 6 steigt die Grenze stets in gleicher Richtung den Westhang der bewaldeten Berggruppe, des sogenannten *Florenbergs*, hinan, geht über die Steine Nr. 6/1 und 6/2, zwischen denen sie zwei Waldwege des Florenbergs schneidet, ferner über die Steine Nr. 6/3 und 7 auf dem Felsgipfel *Bayerische Windsteiner*, steigt dann den Osthang des Florenbergs hinunter und geht über die Steine Nr. 7/1, 7/2, 7/3 und 7/4, welch letzterer nordöstlich der *Windsteiner Felsen* (Frankreich) steht.

Bei dem Steine Nr. 8, den die Grenze nach Überquerung eines Waldweges erreicht, ändert sie die Richtung nach Osten und zieht sich um den Fuss des *Florenberges* herum längs dieses Weges, den sie bis jenseits des Steines Nr. 9 bei Bayern belässt ; sie überschneidet ihn dann schräg und gelangt zu dem Steine Nr. 10, wobei die Gewanne *Windsteiner Thal* bei Frankreich verbleibt.

Bei diesem Steine wendet sie sich gegen Norden und trifft am Südrande eines anderen Waldweges den Stein Nr. 11 (Plan Nr. 26).

In nordöstlicher Richtung längs des genannten Waldweges, der bei Bayern verbleibt, geht die Grenze über die Steine Nr. 12, 13 und 14, zwischen denen ein von französischer Seite kommender Weg einmündet dann über die Steine Nr. 15 und 16.

Von dem Steine Nr. 16 am Rande der Gewanne *Schangenbacher Hardt* (Frankreich) bis über den Stein Nr. 20 hinaus überschneidet der Weg, der die Grenze bisher begleitete, mehrmals den Grenzzug. Nacheinander schlägt die Grenze die Richtung nach Südosten bis zu dem Steine Nr. 17, nach Norden

n° 19. Se dirigeant alors vers le sud-est, elle atteint les bornes n°s 20 et 21 entre lesquelles elle coupe un chemin Obersteinbach-Petersbächel près de sa bifurcation avec le chemin qu'elle chevauchait jursqu'alors.

A la borne n° 21, placée en bordure d'un chemin en direction de Petersbächel qu'elle laisse en Bavière, elle se dirige vers le nord-est jusqu'à la borne n° 22 passant par la borne n° 21/1 et laissant en France le canton forestier dit *Im Rott.*

A la borne n° 22, placée à la bifurcation du chemin précité et d'un chemin venant de France, la frontière, prenant la direction de l'est, monte le flanc occidental de la montagne dite *Armersberg* et va à la borne n° 23, passant par les bornes n°s 22/1, 22/2, 22/3, 22/4 et 22/5.

De là, descendant dans la direction nord-est le flanc oriental de l'*Armersberg*, elle passe par les bornes n°s 23/1 (plan n° 27), 23/2, 23/3 et 23/4 ; à l'est de cette dernière, elle coupe, en son tournant, un chemin à flanc de coteau qui passe de France en Bavière.

De la borne n° 24 elle se dirige pendant quelques mètres vers le nord-ouest pour atteindre la borne n° 25 ; de celle-ci elle va à la borne n° 26 longeant le chemin précité et de nouveau en direction du nord-est.

De la borne n° 26, située au sud d'une source en Bavière, la frontière va dans une direction sud-est à la borne n° 27, suivant la lisière des bois qui bordent l'étang de *Kindelsweier.*

Prenant alors la direction de l'est, elle atteint enfin la borne triangulaire ouest de la paire de bornes tribanales jumelles qui encadrent le ruisseau issu de l'étang et qui arrose le vallon dit *Schlosstal* (France).

Le point de concours du milieu de ce ruisseau et de la droite qui joint les deux bornes tribanales jumelles est le point de contact des communes françaises d'OBERSTEINBACH et NIEDERSTEINBACH et de la commune bavaroise de FISCHBACH.

Article 16.

Frontière entre la commune française de NIEDERSTEINBACH
et la commune bavaroise de FISCHBACH.

(Plan n° 27.)

Partant du point de concours du milieu du ruisseau, issu de l'étang de *Kindelsweier*, et de la droite qui joint les deux bornes tribanales jumelles encadrant ce ruisseau, point de contact des communes françaises d'OBERSTEINBACH et NIEDERSTEINBACH et de la commune bavaroise de FISCHBACH, la frontière va en ligne droite vers le nord jusqu'au point situé à 30 m. 20 de la borne n° 26 et à 20 m. 10 de la borne forestière n° 93 (France) sur l'alignement : borne n° 26 — borne forestière. n° 93. Ce point est situé sur le thalweg du vallon, recouvert en cet endroit par l'étang, dont la surface reste ainsi par parties inégales en France et en Bavière.

De ce point, la frontière gagne en ligne droite le point milieu des deux bornes jumelles marquées △/1, sises, l'une en France, l'autre en Bavière, au nord de l'étang de Kindelsweier de part et d'autre du ruisseau, dans la prairie dite *Wasensteiner-Wiese.*

Du milieu de ces deux bornes, la frontière, qui continue en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article, suit le fond de la prairie en s'infléchissant progressivement vers le nord-ouest en passant par les bornes numérotées 1, 2, 3 et 4, placées alternativement le long du ruisseau, laissant le cours de celui-ci tantôt en France, tantôt en Bavière.

Quittant la prairie au delà de cette dernière borne, elle pénètre de nouveau dans les bois en direction du nord-ouest, coupe un chemin forestier qui contourne en Bavière le massif de l'*Armersberg ;* puis elle coupe l'un des chemins qui remonte la vallée et le laissant en Bavière, le longe jusqu'à la borne n° 6, passant par les bornes numérotées 5, 5/1 et 5/2.

De la borne n° 6, s'infléchissant vers le nord, elle va à la borne n° 7, passant par la borne n° 6/1, en bordure d'un autre chemin qui remonte également la vallée en restant en France.

De la borne n° 7, la frontière prenant une direction nord-est, coupe à proximité de leur bifurcation plusieurs chemins forestiers et passe ensuite par les bornes n°s 8, 8/1 et 9, laissant en Bavière le canton forestier dit *Im Felsloch.*

A partir de la borne n° 9, s'infléchissant encore plus vers le nord-est, elle parcourt une forte montée entre les bornes n°s 9/1 et 10 ; elle traverse ensuite le col qui sépare les montagnes dites *Maymond* et *Florenberg* où se croisent divers chemins forestiers et atteint à l'est de ce carrefour une borne triangulaire où se trouvait naguère le point de contact entre les deux Départements de la Moselle et du Bas-Rhin.

bis zu dem Steine Nr. 18 und nach Nordosten bis zu dem Steine Nr. 19 ein. In der Richtung nach Südosten erreicht sie dann die Steine Nr. 20 und 21, zwischen denen sie einen Weg Petersbächel-Obersteinbach nahe seiner Gabelung mit dem Wege schneidet, den sie bisher begleitete.

Von dem Steine Nr. 21, am Rande eines Weges in der Richtung nach Petersbächel, den sie bei Bayern belässt, geht die Grenze in nordöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 22 über den Stein Nr. 21/1, indem sie den Schlag *Im Rott* bei Frankreich belässt.

Von dem Steine Nr. 22, an der Gabelung des vorerwähnten Weges mit einem von Frankreich herkommenden Wege, steigt die Grenze in östlicher Richtung den Westhang des *Armersbergs* hinan und geht über die Steine Nr. 22/1, 22/2, 22/3, 22/4, 22/5 zu dem Steine Nr. 23.

Von dort geht die Grenze in nordöstlicher Richtung den Osthang des *Armersbergs* hinunter über die Steine Nr. 23/1 (Plan Nr. 27), 23/2, 23/3 und 23/4 ; östlich von diesem schneidet sie am Bergabhang bei seiner Kehre einen Weg, der von Bayern nach Frankreich führt.

Von dem Steine Nr. 24 an wendet sie sich auf einige Meter nach Nordwesten und erreicht den Stein Nr. 25, geht von hier zu dem Steine Nr. 26 längs des vorerwähnten Weges und neuerdings in nordöstlicher Richtung.

Von dem Steine Nr. 26, der südlich einer auf bayerischer Seite befindlichen Quelle steht, geht die Grenze in südöstlicher Richtung zu dem Steine Nr. 27 und folgt dem Saume des Waldes, der an den *Kindelsweier* stösst.

In östlicher Richtung erreicht sie dann endlich den westlichen der Doppeldreibänner, die zu beiden Seiten des Baches stehen, das aus dem Weiher fliesst und das *Schlosstal* (Frankreich) bewässert.

Der Schnittpunkt der Mitte dieses Baches mit der Geraden, die die beiden Doppeldreibänner verbindet, ist der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde FISCHBACH und der französischen Gemeinden OBERSTEINBACH und NIEDERSTEINBACH.

Artikel 16.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde FISCHBACH und der französischen Gemeinde NIEDERSTEINBACH.

(Plan Nr. 27.)

Vom Schnittpunkt der Mittellinie des Baches, der aus dem *Kindelsweier* fliesst, mit der Verbindungslinie der beiden Doppeldreibänner zu beiden Seiten dieses Baches, dem Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde FISCHBACH und der französischen Gemeinden OBERSTEINBACH und NIEDERSTEINBACH, verläuft die Grenze geradlinig nach Norden bis zu dem Punkte, der 30,2 m vom Stein Nr. 26 und 20,1 m vom Forststein Nr. 93 (Frankreich) entfernt ist und auf deren Verbindungslinie liegt. Dieser Punkt befindet sich in der Sohle des Tales, das an dieser Stelle von dem Weiher bedeckt ist, dessen Wasserfläche sonach zu ungleichen Teilen bei Bayern und Frankreich verbleibt.

Nach diesem Punkte erreicht die Grenze geradlinig die Mitte der Doppelsteine Nr. △/1, von denen der eine auf bayerischer, der andere auf französischer Seite nördlich des Kindelweiers, beiderseits des Baches in der Gewanne *Wasensteiner Wiese* steht.

Von der Mitte zwischen diesen beiden Steinen verläuft die Grenze weiterhin geradlinig zwischen den einzelnen in diesem Artikel aufgeführten Steinen zuerst im Wiesengrunde, wobei sie allmählich nach Nordwesten abbiegt und über die Steine Nr. 1, 2, 3 und 4 geht, die wechselseitig längs des Baches stehen, dessen Lauf bald bei Bayern, bald bei Frankreich verbleibt.

Die Grenze verlässt die Wiese nach dem zuletztgenannten Steine, tritt in nordwestlicher Richtung wieder in den Wald und schneidet einen Waldweg, der auf bayerischer Seite um den *Armersberg* herumführt ; dann schneidet und begleitet sie bis zu dem Steine Nr. 6 den einen der vom Tal berganführenden Wege, der bei Bayern verbleibt, und geht über die Steine Nr. 5, 5/1 und 5/2.

Von dem Steine Nr. 6 geht die Grenze in nördlicher Richtung zu dem Steine Nr. 7 über den Stein Nr. 6/1, der am Rande eines anderen, ebenfalls aus dem Tal berganführenden, bei Frankreich bleibenden Weges steht.

Von dem Steine Nr. 7 schneidet die Grenze in nordöstlicher Richtung mehrere Waldwege unweit ihrer Gabelung, und verläuft dann über die Steine Nr. 8, 8/1 und 9, wobei sie den Schlag *Im Felsloch* bei Bayern belässt.

Von dem Steine Nr. 9 an wendet sich die Grenze noch mehr nach Nordosten und überwindet eine starke Steigung zwischen den Steinen Nr. 9/1 und 10 ; sie überschreitet dann den Sattel, der den *Florenberg* und *Maymond* trennt, wo sich verschiedene Waldwege kreuzen, und erreicht östlich dieser Kreuzung einen Dreibänner, bei dem sich vor Zeiten der Berührungspunkt zwischen den Departements de la Moselle und du Bas-Rhin. befand

Cette borne tribanale marque actuellement le point de contact de la commune française de NIEDERSTEINBACH et des communes bavaroises de FISCHBACH et de SCHÖNAU.

REMARQUE. — A proximité et à l'est de la borne n° 10 se trouve une ancienne borne, brisée partiellement, qui n'est pas borne frontière.

Article 17.

Frontière entre la commune française de NIEDERSTEINBACH et la commune bavaroise de SCHÖNAU.

(Plans nos 27, 28 et 29.)

A la borne tribanale, sise à l'est d'un carrefour de chemins, qui marque le point de contact de la commune française de NIEDERSTEINBACH et des communes bavaroises de FISCHBACH et SCHÖNAU, la frontière, qui se dirige en ligne droite entre chacun des signes démarcatifs énumérés dans le présent article, prend une direction sud-est ; montant la pente fort raide du massif forestier dit *Hintere Maymond*, elle passe par les bornes numérotées 1 et 1/1, par le rocher marqué 2 et la borne n° 2/1 et atteint le rocher marqué 3, sur le sommet occidental du Maymond.

A ce dernier, la frontière prend d'abord une direction nord-est, puis s'infléchit progressivement vers l'est et le sud, en passant par les rochers agglomérés formant la crête rocheuse du Maymond, et marqués 3/1, 4, 4/1, 5, 5/1, 6, 6/1, 7, 7/1 (plan n° 28), 8, 9 et 10, où finissent les grands rochers.

A partir du rocher marqué 10, la limite restant toujours sur la crête du Maymond s'infléchit vers le sud-est, passe par les rochers marqués 11 et 12 et portant aussi tous deux les armes de Hanau, descend à un col où est situé la borne n° 13, au carrefour de plusieurs sentiers, remonte aux rochers marqués 14 et 15, et aux bornes nos 16 et 17, cette dernière située sur le sommet oriental du Maymond, à 33 m. environ à l'est du signal géodésique de Lembach I, au lieu dit *Opferschale* (France).

De là, prenant une direction est-nord est, la limite quitte la crête de la montagne et descend par une pente de plus en plus rapide jusqu'à la borne n° 29. Sur ce parcours, elle passe par les rochers marqués 18, 19 et 20, la borne n° 21, le rocher marqué 22, à l'est duquel elle coupe en son tournant un chemin à flanc de coteau, la borne n° 23, le rocher marqué 24, les bornes nos 25 et 26, le rocher marqué 27, la borne n° 28, coupe un chemin forestier et atteint la borne n° 29, au sud-est d'un carrefour de chemins Wengelsbach-Schönau-Fischbach qui empruntent le col séparant le *Maymond* de la hauteur de *Dachsberg* (Bavière).

De cette borne, la limite, tirant vers le sud, descend du col vers Wengelsbach et passe par les bornes nos 30, 31 (plan n° 29), 32 et 33, longeant les terres dites *Im Teich* (France) et la lisière de la forêt bavaroise du *Dachsberg* ; auprès de cette dernière, elle coupe un chemin d'exploitation Wengelsbach-Schönau.

A la borne n° 33, la frontière quittant la lisière des bois, se dirige vers l'est à travers les prés, passe par la borne n° 34 et atteint la borne n° 35, au bord d'un ruisseau qu'elle longe pendant quelques mètres vers le nord jusqu'à la borne n° 36 en le laissant en France.

De là, elle gagne dans une direction sud-est la borne n° 37, située en bordure ouest du chemin Obersteinbach-Schönau, en lisière de la forêt de *Witters* (France).

Longeant cette lisière, la frontière va de la borne n° 37 à la borne n° 48 dans une direction générale nord-est, longeant le talus ouest dudit chemin qui reste en France, passe par les bornes numérotées 38, 39, 40, 41, 42, 43 (au nord de laquelle elle coupe obliquement un chemin d'exploitation), 44, 45, 46, 47 et 48.

Prenant à cette dernière, sise à proximité d'un carrefour en France, la direction de l'est, elle quitte la lisière des bois et longe en bordure nord le chemin Obersteinbach-Schönau (France) et la vallon dit *Linthal* (Bavière) jusqu'à la borne n° 54, en passant par les bornes nos 49, 50, 50/1, 51, 52, 53 et 54.

De cette dernière, elle va, vers le sud-est, à la borne n° 55, coupant normalement le chemin précité.

De là, se détournant vers le sud et longeant presque constamment le talus qui sépare les terres et près dits *Unter Linthal* et *Ober Linthal* (France) des terres et bois dits *Am Mühleck* et *Hichtenberg* (Bavière), la frontière remonte le vallon où se trouvent les bornes numérotées de 56 à 65, sans bornes intercalaires. A cette dernière, située au sud d'une source en France, et en bordure sud d'un chemin d'exploitation que coupe la limite, celle-ci se dirige vers l'ouest jusqu'à la borne n° 66.

Dieser Dreibänner bezeichnet jetzt den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden FISCHBACH und SCHÖNAU und der französischen Gemeinde NIEDERSTEINBACH.

ANMERKUNG. — Östlich unweit des Steines Nr. 10 befindet sich ein alter, zum Teil zerbrochener Stein, der kein Landesgrenzstein ist.

Artikel 17.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU und der französischen Gemeinde NIEDERSTEINBACH.

(Plan Nr. 27, 28 und 29.)

Bei dem östlich einer Wegkreuzung stehenden Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden FISCHBACH und SCHÖNAU und der französischen Gemeinde NIEDERSTEINBACH bezeichnet, nimmt die Grenze eine südöstliche Richtung und verläuft geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Grenzzeichen ; sie steigt den sehr steilen Hang des bewaldeten Berges *Hintere Maymond* über die Steine Nr. 1 und 1/1, die Felsmarke Nr. 2 und den Stein Nr. 2/1 hinan und erreicht auf dem Westgipfel des Maymonds die Felsmarke Nr. 3.

Bei dieser nimmt die Grenze zunächst eine nordöstliche Richtung und biegt dann allmählich nach Osten und Süden um ; sie geht hierbei über die Felsmassen ,die den Grat des Maymonds bilden, und die Felsmarken Nr. 3/1, 4, 4/1, 5, 5/1, 6, 6/1, 7, 7/1 (Plan Nr. 28), 8, 9 und 10, wo die grossen Felsen aufhören.

Von der Felsmarke Nr. 10 an bleibt die Grenze immer auf dem Maymondrücken, wendet sich nach Südosten über die Felsmarken Nr. 11 und 12, die alle beide das Wappen von Hanau tragen, steigt zu einem Sattel an der Kreuzung mehrerer Fusswege, auf der der Stein Nr. 13 steht, hinunter und geht wieder bergan zu den Felsmarken Nr. 14 und 15 und zu den Steinen Nr. 16 und 17, letzterer auf dem Ostgipfel des Maymonds, ungefähr 33 m östlich des trigonometrischen Punktes Lembach I an der Gewanne *Opferschale* (Frankreich).

Dort verlässt die Grenze in ostnordöstlicher Richtung den Bergrücken und steigt einen immer steiler werdenden Abhang bis zum Stein Nr. 29 hinunter. Auf dieser Strecke geht die Grenze über die Felsmarken Nr. 18, 19 und 20, den Stein Nr. 21, die Felsmarke Nr. 22, östlich von der sie bei einer Kehre einen Weg am Bergabhang schneidet, weiter über den Stein Nr. 23, die Felsmarke Nr. 24, die Steine Nr. 25 und 26, die Felsmarke Nr. 27 und den Stein Nr. 28 ; sie schneidet dann einen Waldweg und erreicht den Stein Nr. 29 südöstlich der Kreuzung mehrerer Wege Fischbach-Schönau-Wengelsbach, die über den Sattel führen, der den *Dachsberg* (Bayern) vom *Maymond* trennt.

Von diesem Steine an steigt die Grenze in südlicher Richtung von dem Sattel gegen Wengelsbach hinunter über die Steine Nr. 30, 31 (Plan Nr. 29), 32 und 33 längs der Äcker *Im Teich* (Frankreich) und dem Saume des bayerischen Forstes *Dachsberg* entlang ; unweit des letzteren schneidet sie einen Feldweg Schönau-Wengelsbach.

Bei dem Steine Nr. 33 verlässt die Grenze den Waldrand und verläuft quer durch die Wiesen über den Stein Nr. 34 und erreicht den Stein Nr. 35 am Ufer eines Baches, den sie einige Meter nach Norden begleitet und bei Frankreich belässt, bis zu dem Steine Nr. 36.

Von dort geht die Grenze in südöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 37, dem am Westrande des Weges Schönau-Obersteinbach am Saume des Forstes *Witters* (Frankreich) steht.

An diesem Saume entlang zieht die Grenze von dem Steine Nr. 37 bis zu dem Steine Nr. 48 in allgemein nordöstlicher Richtung längs der westlichen Böschung des genannten Weges, der bei Frankreich bleibt, über die Steine Nr. 38, 39, 40, 41, 42, 43 (nördlich hiervon schneidet sie schräg über einen Feldweg), 44, 45, 46, 47 und 48.

Bei dem zuletzt genannten Steine, der unweit einer Wegkreuzung auf französischer Seite steht, verlässt die Grenze in östlicher Richtung den Waldsaum und zieht bis zu dem Steine Nr. 54 am Nordrande des Weges Schönau-Obersteinbach (Frankreich) und an dem *Linthal* (Bayern) entlang über die Steine Nr. 49, 50, 50/1, 51, 52, 53 und 54.

Von diesem geht sie nach Südosten zu dem Steine Nr. 55 und schneidet senkrecht den vorerwähnten Weg.

Hier wendet sich die Grenze südwärts und verläuft fast beständig längs der Böschung, die die Acker- und Waldparzellen *Am Mühleck* und *Hichtenberg* (Bayern) von den Äckern und Wiesengründen *Unter Linthal* und *Ober Lintahl* (Frankreich) trennt ; sie zieht dann das kleine Tal hinan, in dem die Steine Nr. 56 bis 65, ohne Zwischensteine, stehen. Bei dem letzteren, der südlich einer auf französischer Seite befindlichen Quelle am Südrande eines die Grenze schneidenden Feldweges steht, wendet sich diese nach Westen zu dem Steine Nr. 66.

A cette borne, la frontière reprend une direction sud, longe le chemin en lisière des bois qu'elle laisse en Bavière, passant par les bornes numérotées 66/1, 67 et 67/1, coupe le susdit chemin et pénètre dans la forêt ; remontant alors le flanc nord de la montagne dite *Hichtenberg*, elle passe par les bornes numérotées 68, 69, 69/1, 70, 71, 71/1 et 72 située en haut d'un col au carrefour de plusieurs sentiers et chemins forestiers ; elle descend par les bornes nos 72/1, 73 et 73/1, au sud de laquelle se trouve un ancien rocher qui n'est pas signe démarcatif ; puis, coupant un chemin forestier, elle atteint au fond d'un vallon une borne tribanale placée en bordure de ce chemin.

Cette borne marque le point de contact des communes françaises de NIEDERSTEINBACH et de LEMBACH et de la commune bavaroise de SCHÖNAU.

REMARQUE. — A proximité des bornes frontières énumérées ci-après se trouvent les anciennes bornes suivantes qui ne sont pas signes démarcatifs :

BORNES ACTUELLES Nos :	BORNES ANCIENNES :
25	1 borne à l'est,
28	1 borne au millésime de 1781 à l'est.
32	1 borne au nord.

Article 18.

Frontière entre la commune française de LEMBACH et la commune bavaroise de SCHÖNAU [1].

(Plans nos 29 et 30.)

De la borne tribanale, sise en bordure d'un chemin forestier qui marque le point de contact des communes françaises de NIEDERSTEINBACH et LEMBACH et de la commune bavaroise de SCHÖNAU la frontière, prenant la direction de l'est, se dirige en ligne droite entre les bornes énumérées ci-après, restant toujours dans le fond de la vallée.

Après avoir coupé obliquement ledit chemin, elle passe par la borne no 1 (plan no 30), recoupe ce chemin et passe par les bornes numérotées 2 et 3, situées au fond d'un ravin à proximité d'une source sur Bavière ; elle atteint ensuite, à l'origine d'un chemin forestier, la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de LEMBACH et des communes bavaroises de SCHÖNAU et de HIRSCHTHAL.

Article 19.

Frontière entre la commune française de LEMBACH et la commune bavaroise de HIRSCHTHAL.

(Plans nos 29, 30, 31 et 32.)

Partant de la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de LEMBACH et de communes bavaroises de SCHÖNAU et de HIRSCHTHAL, la frontière, qui va en ligne droite entre chacun des signes démarcatifs, bornes ou rochers, énumérés dans le présent article, continue vers l'est jusqu'à la borne no 1, suivant la direction d'un chemin forestier qui, à cette dernière, se divise en deux tronçons, l'un en France, l'autre en Bavière.

De la borne no 1, située près de l'emplacement de l'ancienne ferme d'*Hichtenbach*, s'infléchissant vers le nord-est, elle va à la borne no 4, passant par les bornes nos 2 et 3, entre les bois dits *Hichtenbach* (France) et ceux dits *Hichtenberg* (Bavière).

De la borne no 4 à la borne no 7, passant par les bornes numérotées 5 et 6, la frontière continue dans la même direction et entre les mêmes bois, le long d'un chemin forestier en Bavière.

[1] REMARQUE. — Le territoire de la commune bavaroise de HIRSCHTHAL est complètement circonscrit, d'un côte par le territoire de la commune bavaroise de SCHÖNAU, et de l'autre par celui de la commune française de LEMBACH. Ces deux dernières communes se retrouvent en contact en deux endroits différents, à l'est et à l'ouest de la commune de HIRSCHTHAL. Pour ne pas interrompre l'ordre des articles, la description de la frontière entre la commune de LEMBACH et la commune de SCHÖNAU comporte deux articles, numérotés 18 et 20.

Bei diesem Steine nimmt die Grenze wieder die Richtung nach Süden längs des bei Bayern verbleibenden Weges am Waldsaum, geht über die Steine Nr. 66/1, 67 und 67/1, schneidet den vorerwähnten Weg und tritt in den Wald ein. Sie steigt dann den Nordhang des *Hichtenberges* hinan über die Steine Nr. 68, 69, 69/1, 70, 71, 71/1, 72, welch letzterer auf der Höhe eines Sattels an der Kreuzung mehrerer Fusswege und Waldwege steht ; sie geht bergab über die Steine Nr. 72/1, 73 und 73/1 (südlich von diesem liegt eine alte Felsmarke, die aber kein Grenzzeichen ist), schneidet dann einen Waldweg und erreicht im Grunde eines Tals einen am Rande dieses Weges stehenden Dreibänner.

Dieser Stein bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU und der französischen Gemeinden NIEDERSTEINBACH und LEMBACH.

ANMERKUNG. — In der Nähe der nachstehend aufgeführten Landesgrenzsteine befinden sich die folgenden alten Steine, die keine Landesgrenzsteine sind :

GEGENWÄRTIGE LANDESGRENZSTEINE NR. :	ALTE STEINE :
25	1 Stein im Osten.
28	1 Stein mit der Jahreszahl 1781 im Osten.
32	1 Stein im Norden.

Artikel 18.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU
und der französischen Gemeinde LEMBACH [1].

(Plan Nr. 29 und 30.)

Von dem Dreibänner am Rande eines Waldweges, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU und der französischen Gemeinden NIEDERSTEINBACH und LEMBACH bezeichnet, verläuft die Grenze in östlicher Richtung stets im Talgrunde geradlinig zwischen den nachstehend aufgeführten Steinen.

Nachdem sie den genannten Weg schräg geschnitten hat, geht die Grenze über den Stein Nr. 1 Plan Nr. 30), schneidet diesen Weg nochmals, zieht über die Steine Nr. 2 und 3, die im Grunde einer Schlucht unweit einer auf bayerischer Seite befindlichen Quelle stehen, und erreicht dann am Ausgangspunkt eines Waldweges den Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHÖNAU und HIRSCHTHAL und der französischen Gemeinde LEMBACH bezeichnet.

Artikel 19.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde HIRSCHTHAL
und der französischen Gemeinde LEMBACH.

(Plan Nr. 29, 30, 31 und 32.)

Von dem Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHÖNAU und HIRSCHTHAL und der französischen Gemeinde LEMBACH bezeichnet, verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Grenzzeichen, Steinen oder Felsmarken, und geht ostwärts bis zu dem Steine Nr. 1, wobei sie der Richtung eines Waldwegs folgt, der an dem zuletztgenannten Steine sich in zwei Teile gabelt, von denen der eine auf bayerischer, der andere auf französischer Seite verläuft.

Von dem Steine Nr. 1, unweit des früheren Gehöftes *Hichtenbach*, geht die Grenze in nordöstlicher Richtung zu dem Steine Nr. 4 über die Steine Nr. 2 und 3 zwischen den Waldungen *Hichtenberg* (Bayern) und *Hichtenbach* (Frankreich).

Von dem Steine Nr. 4 bis zu dem Steine Nr. 7 geht die Grenze weiter in derselben Richtung über die Steine Nr. 5 und 6 zwischen denselben Waldungen längs eines auf bayerischer Seite befindlichen Waldweges.

[1] Das Gebiet der bayerischen Gemeinde HIRSCHTHAL wird einerseits von der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU und andererseits von dem der französischen Gemeinde LEMBACH vollständig umgeben. Die beiden letztgenannten Gemeinden berühren sich daher an zwei verschiedenen Stellen, nämlich östlich und westlich der Gemeinde HIRSCHTHAL. Um die Reihenfolge der Artikel nicht zu unterbrechen, sind die beiden verschiedenen Grenzstrecken der Gemeinden SCHÖNAU und LEMBACH in zwei getrennten Artikeln (18 und 20) behandelt worden.

A la borne n° 7, changeant de direction vers l'est-sud-est, passant auprès du lieu dit *In der Hichtenbach* (Bavière), la frontière longe et coupe divers chemins forestiers jusqu'à la borne n° 8 située au carrefour de plusieurs d'entre eux. De là, elle monte en pente assez rapide par les bornes n°s 9, 9/1, 9/2 et 10, laissant en Bavière les bois dits *An dem Hirschgrund*.

A la borne n° 10, située sur une arête dans la forêt dite *Frœnsbourg* (France), reprenant une direction nord-est, elle continue le long de cette arête jusqu'au rocher marqué 14, passant par les rochers numérotés 11 et 12, la borne n° 13.

S'infléchissant vers le sud-est au rocher marqué 14 (plan n° 31), la frontière quitte l'arête et descend dans la vallée du ruisseau dit *Sauerbach* en passant par les bornes numérotées 15, 16, 17, 17/1 et 18, entre les cantons forestiers dits *Frœnsbourg* (France) et *Auf den Knöpfen* (Bavière) ; elle sort des bois à la borne n° 18 après avoir coupé, en lisière de ceux-ci, un ohemin d'exploitaiton et, passant par les bornes numérotées 19, 19/1 et 19/2, elle traverse les près du vallon dit *In der Sauerbach*, franchit les deux bras du ruisseau dit *Sauerbach* et atteint, à l'extrémité sud d'un mur en maçonnerie bordant à l'ouest la route de Lembach à Hirschthal, la borne n° 20 à proximité d'un escalier et d'une source en Bavière. Cette borne, qui se trouve sur l'alignement 19–19/1–19/2 repère l'ancienne borne n° 20, invisible parce qu'enterrée sous la chaussée même de la route, à 0 m. 70 vers le sud-est de la nouvelle. La frontière va de cette nouvelle borne n° 20 à l'ancienne borne enterrée, qui reste borne frontière et de celle-ci, en coupant obliquement la route à la borne n° 21.

Prenant à la borne n° 21 la direction de l'est, elle longe, jusqu'au delà de la borne n° 22, le chemin sur Bavière qui suit le vallon dénommé *Gangelsteich*.

Continuant, entre la pente boisée du *Fleckensteiner Wald* (France) et le lieu dit *Im Gangelsteich* (Bavière), à remonter le vallon, elle s'infléchit progressivement vers le nord-est en même temps que celui-ci ; elle passe, entre deux chemins d'exploitation, par les bornes n°s 23, 24, 25, 26, 27 et 28 au nord-est de laquelle se trouve la bifurcation d'un chemin conduisant à la ferme de Fleckenstein (France).

A la borne n° 29, elle s'infléchit encore plus vers le nord-est, passe ensuite par les bornes numérotées 30, 31, 32 (plan n° 32), 33, 34, 35, 36 et 37 où elle pénètre dans la forêt dite *Hirzgrund* (France) et *Hirtsgrund* (Bavière) ; au nord-est de la borne n° 37/1 se trouve le carrefour d'un chemin conduisant à la ferme de Fleckenstein et des deux chemins d'exploitation qui, depuis la borne n° 23, courent de part et d'autre de la frontière. A partir de ce carrefour, coupant plusieurs fois un chemin d'exploitation et continuant à monter, elle atteint, après les bornes n°s 37/2 et 38, la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de LEMBACH et des communes bavaroises de HIRSCHTHAL et de SCHÖNAU.

REMARQUE. — A proximité des bornes frontières énumérées ci-après se trouvent les anciennes bornes suivantes qui ne sont pas signes démarcatifs :

BORNES ACTUELLES n°s :	BORNES ANCIENNES :
2	1 borne à l'est.
6	1 borne au sud, au millésime de 1768.
19	1 borne au sud.

Article 20.

Frontière entre la commune française de LEMBACH
et la commune bavaroise de SCHÖNAU [1].

(Plan n° 32.)

De la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune française de LEMBACH et des communes bavaroises de HIRSCHTHAL et de SCHÖNAU, la frontière, qui va en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article, continuant à remonter un vallon à travers la forêt

[1] REMARQUE. — Le territoire de la commune bavaroise de HIRSCHTHAL est complètement circonscrit, d'un côté par le territoire de la commune bavaroise de SCHÖNAU, et de l'autre par celui de la commune française de LEMBACH. Ces deux dernières communes se retrouvent en contact en deux endroits différents, à l'est et à l'ouest de la commune de HIRSCHTHAL. Pour ne pas interrompre l'ordre des articles, la description de la frontière entre la commune de LEMBACH et la commune de SCHÖNAU comporte deux articles, numérotés 18 et 20.

Bei dem Steine Nr. 7 schlägt die Grenze die Richtung nach Ostsüdosten ein, streift die Gewanne *In der Hichtenbach* (Bayern) und überschneidet verschiedene Waldwege bis zu dem Steine Nr. 8, der an der Kreuzung mehrerer Waldwege steht. Von dort steigt sie ziemlich steil über die Steine Nr. 9, 9/1, 9/2 und 10 bergan, wobei die Waldungen *An dem Hirschgrund* bei Bayern bleiben.

Bei dem Steine Nr. 10, auf einem Bergkamm im Forste *Froensbourg* (Frankreich), nimmt sie wieder eine nordöstliche Richtung auf und zieht weiter längs dieses Kammes über die Felsmarken Nr. 11 und 12 und den Stein Nr. 13 bis zu der Felsmarke Nr. 14.

Bei der Felsmarke Nr. 14 (Plan Nr. 31) verlässt die Grenze in südöstlicher Richtung den Bergkamm und steigt über die Steine Nr. 15, 16, 17, 17/1 und 18 zwischen den Schlägen *Auf den Knöpfen* (Bayern) und *Frœnsbourg* (Frankreich) in das Tal des *Sauerbachs* hinunter ; sie tritt bei dem Steine Nr. 18 aus den Waldungen, nachdem sie an deren Rand einen Feldweg überquert hat, heraus, geht über die Steine Nr. 19, 19/1 und 19/2 quer durch die Wiesengründe *In der Sauerbach*, überschreitet die beiden Arme des *Sauerbachs* und erreicht am Südende einer Steinmauer, die die Strasse Hirschthal-Lembach an ihrer westlichen Seite einsäumt, den Stein Nr. 20 unweit einer Treppe und einer Quelle, die beide auf bayerischer Seite liegen. Dieser Stein, der sich in der Verlängerung der Steine Nr. 19, 19/1, 19/2 befindet, versichert den alten Stein Nr. 20, der nicht sichtbar ist, weil er im Strassenkörper, 0,7 m südöstlich des neuen, versenkt ist. Die Grenze geht von diesem neuen Steine Nr. 20 zum alten versenkten Stein, der Landesgrenzstein bleibt, und von diesem zu dem Steine Nr. 21, wobei sie die Strasse schräg überschneidet.

Bei dem Steine Nr. 21 schlägt die Grenze eine östliche Richtung ein und folgt bis über den Stein Nr. 22 hinaus dem auf bayerischer Seite gelegenen Wege, der in dem kleinen Tal, genannt *Gangelsteich*, verläuft.

Zwischen der Gewanne *Im Gangelsteich* (Bayern) und dem bewaldeten Abhang des *Fleckensteiner Waldes* (Frankreich) steigt sie weiter das kleine Tal hinan, biegt gleichzeitig mit diesem allmählich nach Nordosten um und geht zwischen zwei Feldwegen über die Steine Nr. 23, 24, 25, 26, 27 und 28 ; nordöstlich von diesem befindet sich die Gabelung eines zum Gutshof Fleckenstein (Frankreich) führenden Weges.

Bei dem Steine Nr. 29 wendet sich die Grenze noch mehr nach Nordosten und verläuft dann über die Steine Nr. 30, 31, 32 (Plan Nr. 32), 33, 34, 35, 36 und 37, wo sie in einen Wald, den sogenannten *Hirtsgrund* (Bayern) und *Hirzgrund* (Frankreich) eintritt ; nordöstlich des Steines Nr. 37/1 befindet sich die Kreuzung eines zum Gutshof Fleckenstein führenden Weges mit den beiden Feldwegen, die von Stein Nr. 23 an beiderseits der Grenze hinziehen. Von dieser Wegkreuzung an schneidet die Grenze mehrmals einen Feldweg, steigt wieder bergan und erreicht nach den Steinen Nr. 37/2 und 38 den Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden HIRSCHTHAL und SCHÖNAU und der französischen Gemeinde LEMBACH bezeichnet.

ANMERKUNG. — In der Nähe der nachstehend aufgeführten Landesgrenzsteine befinden sich die folgenden alten Steine, die keine Landesgrenzsteine sind :

GEGENWÄRTIGE STEINE NR. :	ALTE STEINE :
2	1 Stein im Osten.
6	1 Stein im Süden mit der Jahreszahl 1768.
19	1 Stein im Süden.

Artikel 20.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU [1] und der französischen Gemeinde LEMBACH.

(Plan Nr. 32.)

Von dem Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden HIRSCHTHAL und SCHÖNAU und der französischen Gemeinde LEMBACH bezeichnet, verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen in diesem Artikel aufgeführten Steinen, steigt in nordöstlicher Richtung weiter

[1] Das Gebiet der bayerischen Gemeinde HIRSCHTHAL wird einerseits von dem der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU und andererseits von dem der französischen Gemeinde LEMBACH vollständig umgeben. Die beiden letztgenannten Gemeinden berühren sich daher an zwei verschiedenen Stellen, nämlich östlich und westlich der Gemeinde HIRSCHTHAL. Um die Reihenfolge der Artikel nicht zu unterbrechen, sind die beiden verschiedenen Grenzstrecken der Gemeinde SCHÖNAU und LEMBACH in zwei getrennten Artikeln (18 und 20) behandelt worden.

dans une direction nord-est, longe et coupe en plusieurs points un chemin forestier, passant par les bornes numérotées △/1, △/2, 1 [1] 1/1, et atteint la borne triangulaire qui marque le point tribanal entre les communes françaises de LEMBACH et de WINGEN et la commune bavaroise de SCHÖNAU.

Article 21.

Frontière entre la commune française de WINGEN
et la commune bavaroise de SCHÖNAU.

(Plan n° 32.)

De la borne tribanale qui marque le point de contact des communes françaises de LEMBACH et de WINGEN et de la commune bavaroise de SCHÖNAU, la frontière, qui va en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article, continue à travers la forêt dans la direction du nord-est à remonter un vallon jusqu'à la borne n° 1 placée près de l'origine de ce dernier, passant par la borne marquée △/1, au delà de laquelle elle coupe obliquement un chemin forestier.

Prenant à la borne n° 1 une direction est, elle remonte une pente fort raide et, passant par les bornes n°s 1/1, 2, 3 et 4, atteint une borne tribanale placée en haut d'un col qui réunit les deux sommets sur lesquels se trouvent les ruines des châteaux de Hohenbourg (France) et de Wegelsburg (Bavière). à proximité d'un gros rocher triangulaire. Sur ce col passent un chemin d'exploitation conduisant à Schönau (Bavière) et un sentier joignant les deux châteaux ruinés.

Cette borne tribanale marque le point de contact de la commune française de WINGEN et des communes bavaroises de SCHÖNAU et de NOTHWEILER.

REMARQUE. — A proximité et à l'ouest des bornes n°s 3 et 4 se trouvent deux anciennes bornes qui ne sont pas bornes frontières.

Article 22.

Frontière entre la commune française de WINGEN
et la commune bavaroise de NOTHWEILER.

(Plans Nos 32, 33 et 34.)

Partant de la borne tribanale, située en haut du col qui réunit les deux sommets sur lesquels se trouvent les ruines des châteaux de Hohenbourg (France) et Wegelsburg (Bavière), borne qui marque le point de contact de la commune française de WINGEN et des communes bavaroises de SCHÖNAU et NOTHWEILER, la frontière, qui va en ligne droite entre chacun des signes démarcatifs, bornes ou rochers, énumérés dans le présent article, continue à parcourir les forêts qui couvrent les Vosges. Descendant dans la direction de l'est une pente très rapide, elle passe par les bornes marquées △/1 et 1 (plan n° 33), coupe un premier chemin d'exploitation, passe par les bornes n°s 2 et 3, coupe un second chemin et atteint la borne n° 4, située près de l'origine d'un chemin conduisant à la ferme de Litschof (France).

Prenant à cette borne une direction nord-est, et longeant le pied d'un talus en Bavière, à travers le canton forestier dit *Engthal*, elle va au rocher marqué 5.

De ce rocher, où elle change de direction vers le nord, elle va, en suivant un fossé, à la borne n° 6, en bordure d'un chemin en Bavière.

Reprenant à cette borne une direction nord-est et restant toujours sur le flanc oriental de la montagne dite *Schlossberg*, elle longe le chemin jusqu'à la borne n° 6/1, passe par les bornes numérotées 6/1, 7 et 8 et atteint le rocher marqué 9 où elle prend, jusqu'à la borne n° 10, la direction de l'est.

De la borne n° 10 située à l'origine d'un chemin forestier en Bavière, la frontière, reprenant une direction nord-nord-est, longe une partie du susdit chemin, puis un autre chemin également en Bavière, va à la borne n° 14, en passant par les bornes numérotées 10/1, 11, 12, 12/1, 13 et 13/1.

[1] A proximité et au nord de la borne n° 1 se trouve une ancienne borne qui n'est pas borne frontière.

ein kleines Tal quer durch den Forst hinan, begleitet und schneidet an mehreren Stellen einen Waldweg, wobei sie über die Steine Nr. △/1, △/2, 1 [1], 1/1 geht, und erreicht den Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU und der französischen Gemeinden LEMBACH und WINGEN bezeichnet.

Artikel 21.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU
und der französischen Gemeinde WINGEN.

(Plan Nr. 32.)

Von dem Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHÖNAU und der französischen Gemeinden LEMBACH und WINGEN bezeichnet, verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Steinen und steigt in nordöstlicher Richtung durch den Forst über den Stein Nr. △/1 ein kleines Tal hinan bis zu dem Steine Nr. 1 unweit des Talanfangs ; nach dem Steine Nr. △/1 schneidet sie schräg über einen Waldweg.

Bei dem Steine Nr. 1 nimmt die Grenze eine östliche Richtung, steigt wieder einen sehr steilen Hang hinan über die Steine Nr. 1/1, 2, 3 und 4 und erreicht unweit eines grossen dreieckigen Felsens einen Dreibänner auf der Höhe eines Sattels, der die beiden Gipfel verbindet, auf denen die Ruinen der Wegelsburg (Bayern) und Hohenbourg (Frankreich) stehen. Über diesen Sattel geht ein nach Schönau (Bayern) führender Waldweg und ein die beiden Burgruinen verbindender Fussweg.

Dieser Dreibänner bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHÖNAU und NOTHWEILER und der französischen Gemeinde WINGEN.

ANMERKUNG. — Westlich, unweit der Steine Nr. 3 und 4, befinden sich zwei alte Steine, die keine Landesgrenzsteine sind.

Artikel 22.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde NOTHWEILER
und der französischen Gemeinde WINGEN.

(Plan Nr. 32, 33 und 34.)

Von dem Dreibänner, der auf der Höhe des Sattels steht, der die beiden Gipfel verbindet, auf denen die Ruinen der Wegelsburg (Bayern) und Hohenbourg (Frankreich) stehen und der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHÖNAU und NOTHWEILER und der französischen Gemeinde WINGEN bezeichnet, verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Grenzzeichen, Steinen oder Felsmarken, und zieht weiterhin durch den Wasgenwald. Sie steigt in östlicher Richtung einen sehr steilen Hang hinunter über die Steine Nr. △/1 und 1 (Plan Nr. 33), schneidet hierauf einen ersten Waldweg, geht über die Steine Nr. 2 und 3, schneidet dann einen zweiten Weg und gelangt zu dem Steine Nr. 4 unweit des Ausgangspunkts eines zum Gutshof Litschof (Frankreich) führenden Weges.

Von diesem Steine an zieht die Grenze in nordöstlicher Richtung am Fusse einer auf bayerischer Seite befindlichen Böschung durch den Schlag *Engthal* bis zu der Felsmarke Nr. 5.

Bei dieser Felsmarke wechselt die Grenze die Richtung gegen Norden und geht längs eines Grabens zu dem Steine Nr. 6 am Rande eines auf bayerischer Seite befindlichen Weges.

Bei diesem Steine nimmt die Grenze wieder eine nordöstliche Richtung auf und begleitet, während sie weiter auf dem Osthang des *Schlossbergs* bleibt, den genannten Weg bis zu dem Steine Nr. 6/1, geht über die Steine Nr. 7, 8 und erreicht die Felsmarke Nr. 9, von wo ab sie bis zu dem Steine Nr. 10 in östlicher Richtung verläuft.

Von dem Steine Nr. 10, am Anfang eines auf bayerischer Seite befindlichen Waldweges, begleitet die Grenze wiederum in nord-nordöstlicher Richtung streckenweise den vorerwähnten Weg und hernach einen anderen ebenfalls auf bayerischer Seite befindlichen Weg und zieht über die Steine Nr. 10/1, 11, 12, 12/1, 13 und 13/1 zu dem Steine Nr. 14.

[1] Nördlich, unweit des Steines Nr. 1, befindet sich ein alter Stein, der kein Landesgrenzstein ist.

A la borne n° 14, sise entre les lieux dits *Klingbrunnen* (France), *Im Buchwald* et *Hackacker* (Bavière), elle change brusquement de direction vers le sud-est, et passant par la borne n° 15, descend dans le vallon que suit le chemin Wingen-Nothweiler, coupe celui-ci, traverse les terres et prés dits *Klingbrunnen* (France) et *Sauwiesen* (Bavière) : puis, après avoir passé par la borne n° 16, elle rentre dans les bois, sur le flanc opposé du vallon.

Montant obliquement à travers les cantons forestiers dits *Schaufelshalde* (France et Bavière) jusqu'à la borne n° 21, toujours en direction du sud-est, elle coupe ou longe divers chemins forestiers et passe par les bornes numérotées 17, 18, 19, 20 et 21, située sur le rocher dit *Kappelfelsen* près du lieu dit *Auf dem Kappelfelsen* (Bavière) et contre laquelle se trouve en Bavière une borne de nivellement.

De ce rocher, la frontière redescend sur un plateau dont elle suit toutes les inflexions jusqu'à la borne n° 33. Sur ce parcours, elle passe d'abord, en direction du sud-est, par les bornes n°s 21/1 et 22, près desquelles elle coupe des chemins forestiers, et ensuite par la borne n° 23 (plan n° 34), à l'ouest de laquelle un chemin forestier commence à la longer, passant jusqu'à la borne n° 33 tantôt en France, tantôt en Bavière.

De la borne n° 23, s'infléchissant encore plus vers l'est, elle atteint par les bornes n°s 24, 25, 25/1, 26, 26/1 et 27, celle numérotée 28.

A cette dernière, prenant la direction du sud, la frontière se dirige par les bornes n°s 29, 30, 30/1, 31, 32 et 32/1 jusqu'à la borne numérotée 33, en séparant les cantons forestiers dits *Hüttenberg* (France) et *Neuholz* (Bavière).

De là, s'inclinant vers le sud-est, la frontière descend par une pente rapide en passant par les bornes numérotées 33/1, 33/2, 34, 35 et 35/1, et par le rocher marqué 36, près de l'origine d'un chemin sur France et atteint dans un pli de terrain le rocher marqué 37, après avoir coupé un chemin forestier Wingen-Bobenthal, qui emprunte cette dépression.

Reprenant une direction est, elle parcourt une ondulation du terrain et séparant les bois dits *Schwarzacker* (France) et *Hundsloch* (Bavière), atteint après les bornes numérotées 38, 39, 39/1 et 40, une borne tribanale située au nord-ouest d'un carrefour de chemins forestiers en direction générale Wingen-Bobenthal.

Cette borne marque le point de contact de la commune française de WINGEN et des communes bavaroises de NOTHWEILER et de BOBENTHAL.

REMARQUE. — A proximité des bornes frontières énumérées ci-après se trouvent les anciennes bornes ou rochers suivants, qui ne sont pas signes démarcatifs :

BORNES ACTUELLES N°s :	BORNES ANCIENNES OU FORESTIÈRES ET ROCHERS :
1, 7, 21, 23, 24, 25, 26, 27	8 bornes de moindre dimension.
14	1 borne au millésime de 1747.
20	1 borne au millésime de 1758.
22	1 borne au millésime de 1758 et de 1814.
28	1 borne au millésime de 1758 et 1815 et un rocher marqué d'une croix.
29	1 borne au millésime de 1815 et un rocher au millésime de 1758.
Auprès de chacune des bornes numérotées de 30 à 39.	1 borne de moindre dimension, soit au total 10 bornes.
40	1 borne au millésime de 1754.
Triangulaire	1 borne au millésime de 1854.

Article 23.

Frontière entre la commune française de WINGEN et la commune bavaroise de BOBENTHAL.

(Plans n°s 34, 35 et 36.)

De la borne tribanale, située au nord-ouest d'un carrefour de chemins forestiers en direction générale Wingen-Bobenthal, borne qui marque le point de contact de la commune française de WINGEN et des communes bavaroises de NOTHWEILER et de BOBENTHAL, la frontière, continuant à parcourir les forêts qui couvrent les Vosges, se dirige en ligne droite de borne à borne jusqu'à celle numérotée 35, à partir de laquelle elle suit les sinuosités du ruisseau dit *Siebentheiler Bächel*.

Prenant d'abord une direction sud-est, la frontière coupe les chemins du carrefour susdit, passe par les bornes n°s 1, 2 et 3, coupant obliquement, à plusieurs reprises, entre celles-ci, un chemin encaissé, et monte ensuite par la borne n° 4 à celle numérotée 5 (plan n° 35) au sommet du canton forestier dit *Hundsloch Halde*. Parcourant alors un plateau, elle atteint après la borne n° 6, où elle rencontre un chemin

Bei dem Steine Nr. 14, der zwischen den Gewannen *Im Buchwald* und *Hackacker* (Bayern), *Klingbrunnen* (Frankreich) steht, biegt die Grenze scharf nach Südosten um, steigt den Stein Nr. 15 in das kleine Tal, dem der Weg Nothweiler-Wingen folgt, hinunter, überschneidet diesen und geht über die Aecker und Wiesen, genannt *Sauwiesen* (Bayern) und *Klingbrunnen* (Frankreich); sie geht alsdann über den Stein Nr. 16 und tritt auf der gegenüberliegenden Seite des Tales wieder in den Wald ein.

Sie steigt nun quer durch die Schläge *Schaufelshalde* (Bayern und Frankreich) weiter in südöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 21 hinan, schneidet oder begleitet verschiedene Waldwege und geht hierbei über die Steine Nr. 17, 18, 19, 20 und 21, welch letzterer auf dem *Kappelfelsen* an der Gewanne *Auf dem Kappelfelsen* (Bayern) steht und neben dem sich auf bayerischer Seite ein Niveaustein befindet.

Von diesem Felsen steigt die Grenze wieder auf einen Höhenkamm hinunter, dessen sämtlichen Windungen sie bis zu dem Steine Nr. 33 folgt. Auf dieser Strecke geht sie in südöstlicher Richtung zunächst über die Steine Nr. 21/1 und 22, in deren Nähe sie Waldwege schneidet, und dann über den Stein Nr. 23 (Plan Nr. 34); westlich von diesem beginnt ein Waldweg, die Grenze bis zu dem Steine Nr. 33 zu begleiten, der bald auf bayerischer, bald auf französischer Seite hinzieht.

Von dem Steine Nr. 23 wendet sie sich noch mehr nach Osten und erreicht über die Steine Nr. 24 25, 25/1, 26, 26/1 und 27 den Stein Nr. 28.

Hier schlägt die Grenze eine südliche Richtung ein und verläuft über die Steine Nr. 29, 30, 30/1, 31, 32 und 32/1 bis zu dem Steine Nr. 33, wobei sie die Schläge *Neuholz* (Bayern) und *Hüttenberg* (Frankreich) trennt.

Von hier an wendet sich die Grenze nach Südosten, steigt einen steilen Hang hinunter über die Steine Nr. 33/1, 33/2, 34, 35 und 35/1 sowie über die Felsmarke Nr. 36 unweit des Anfangs eines auf französischer Seite befindlichen Weges und erreicht die Felsmarke Nr. 37 in einer Geländefalte, nachdem sie einen Waldweg Bobenthal-Wingen überquert hat, der in der Mulde verläuft.

Dann zieht sie wieder in östlicher Richtung durch eine Geländewelle, trennt die Wälder *Hundsloch* (Bayern) und *Schwarzacker* (Frankreich) und erreicht nach den Steinen Nr. 38, 39, 39/1 und 40 einen Dreibänner nordwestlich einer Kreuzung von Waldwegen, die in der allgemeinen Richtung Bobenthal-Wingen verlaufen.

Dieser Stein bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden NOTHWEILER und BOBENTHAL und der französischen Gemeinde WINGEN.

ANMERKUNG: In der Nähe der nachstehend aufgeführten Landesgrenzsteine befinden sich die folgenden alten Steine oder Felsmarken, die keine Landesgrenzzeichen sind:

GEGENWÄRTIGE STEINE NR.:	ALTE ODER WALDSTEINE UND FELSMARKEN:
1, 7, 21, 23, 24, 25, 26, 27	8 kleinere Steine.
14	1 Stein mit der Jahreszahl 1747.
20	1 Stein mit der Jahreszahl 1758.
22	1 Stein mit den Jahreszahlen 1758 und 1814.
28	1 Stein mit den Jahreszahlen 1758 und 1815 und eine mit einem Kreuz bezeichnete Felsmarke.
29	1 Stein mit der Jahreszahl 1815 und eine Felsmarke mit der Jahreszahl 1758.
Bei jedem der Steine von Nr. 30–39	1 kleinerer Stein, im ganzen 10 Steine.
40	1 Stein mit der Jahreszahl 1754.
Dreibänner.	1 Stein mit der Jahreszahl 1854.

Artikel 23.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde BOBENTHAL und der französischen Gemeinde WINGEN.

(Plan Nr. 34, 35 und 36.)

Von dem Dreibänner, der nordwestlich einer Kreuzung von Waldwegen steht, die in der allgemeinen Richtung Bobenthal-Wingen verlaufen und den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden NOTHWEILER und BOBENTHAL und der französischen Gemeinde WINGEN bezeichnet, verläuft die Grenze weiter durch den Wasgenwald, und zwar in gerader Linie von Stein zu Stein bis zu dem Steine Nr. 35, von dem aus sie den Windungen des *Siebentheiler Bächels* folgt.

In zunächst südöstlicher Richtung schneidet die Grenze über die vorerwähnte Wegkreuzung, geht über die Steine Nr. 1, 2, 3, wobei sie wiederholt einen Hohlweg überquert, und steigt über den Stein Nr. 4 zu dem Steine Nr. 5 (Plan Nr. 35), der auf dem Gipfel des Schlages *Hundsloch Halde* steht. Sie zieht sodann über eine Hochfläche und erreicht nach dem Steine Nr. 6, wo sie auf einen von Frankreich

forestier venant de France, celle des deux bornes jumelles n° 7 qui est à l'ouest et, de là, le point milieu de ces deux bornes ; celles-ci sont placées à la jonction du chemin forestier susdit avec un autre venant de Bobenthal (Bavière).

De ce point, prenant une direction d'abord sud, puis sud-est, elle passe par les points milieux successifs des paires de bornes jumelles numérotées 8, 9, 10, 11 et 12, placées de part et d'autre d'un chemin dont elles délimitent l'emprise, séparant les cantons boisés dits *Dürrenberg* (France) et *Am Brand, Riebelseck* (Bavière).

Partant du point milieu des deux bornes n° 12, la frontière va à la borne jumelle n° 12 ouest, puis aux bornes n°s 13 et 14, cette dernière située à la bifurcation du chemin précité et d'un chemin se dirigeant vers Wingen.

De la borne n° 14, prenant une direction est jusqu'à la borne n° 17, et de là une direction sud-est jusqu'à la borne n° 22, la frontière longe ou coupe, entre les bois dits *Frauenwald* (France) et *Klaffenthal* (Bavière), un chemin forestier, le laissant tantôt en France, tantôt en Bavière et passant par les bornes numérotées 14/1, 15, 15/1, 16, 16/1, 17, 17/1, 18, 18/1, 19, 19/1, 20, 21 (plan n° 36), 21/1 et 22 ; près de ces dernières bornes, divers chemins forestiers viennent se brancher sur celui que chevauche la frontière.

A la borne n° 22, elle abandonne ce chemin et prend la direction générale du fossé qui sépare les forêts dites *Weidelberg* (France) et *Gählingen* (Bavière) ; elle prend d'abord la direction du sud et passe par les bornes n°s 23, 24 et 25.

En ce point, elle reprend une direction sud-est, et passe par les bornes n°s 26, 27 et 28 ; près de la borne n° 27, elle coupe un chemin Wingen-Bobenthal.

De là, se dirigeant vers le nord-est, elle atteint après les bornes n°s 29, 30, 31 et 32 celle numérotée 33, placée à proximité d'une borne de nivellement en Bavière et au nord d'un carrefour de chemins dont l'un conduit à la maison forestière de Siebentheil (Bavière).

De cette borne, reprenant une direction sud, et coupant, puis longeant un chemin forestier en Bavière, elle va par les bornes n°s 34 et 34/1 à celle numérotée 35 placée tout près de la source d'un ruisseau dit *Siebentheiler Bächel*.

A partir de cette borne n° 35, la ligne médiane dudit ruisseau qui coule entre deux chemins forestiers, l'un dans les bois dits *Weidelberg, Abstwald* et *Kindschachen* (France), l'autre dans la forêt de *Siebentheiler Wald* (Bavière), marque la frontière, sur un parcours de 900 mètres environ, jusqu'à sa rencontre avec la ligne droite joignant les deux bornes tribanales jumelles placées sur l'une et l'autre rive.

A cette intersection se trouve le point de contact des communes françaises de WINGEN et de CLIMBACH et de la commune bavaroise de BOBENTHAL.

REMARQUE. — A proximité des bornes frontières énumérées ci-après se trouvent les anciennes bornes ou rochers suivants qui ne sont pas signes démarcatifs :

BORNES ACTUELLES N°s :	BORNES ANCIENNES OU FORESTIÈRES ET ROCHERS MARQUÉS :
1, 2, 3, 4, 5 et 6	6 bornes de moindres dimensions au millésime de 1854, mais déjà signalées comme anciennes dans la description de 1828.
15, 16, 17, 18 et 20	5 bornes de moindres dimansions.
23, 24 et 25	3 rochers marqués de croix.
32.	1 rocher marqué d'une croix.

Article 24.

Frontière entre la commune française de CLIMBACH et la commune bavaroise de BOBENTHAL.

(Plans n°s 36 et 37.)

Partant du point de concours de la ligne médiane du ruisseau dit *Siebentheiler Bächel* et de la ligne droite qui joint les deux bornes tribanales jumelles situées de part et d'autre du ruisseau, point de contact des communes françaises de WINGEN et de CLIMBACH et de la commune bavaroise de BOBENTHAL, la frontière continue à suivre les sinuosités de cette ligne médiane dans une direction est, entre les prés dits *Diebshalter Wiesen* (France) et la forêt dite *Siebentheiler Wald* (Bavière, plan n° 37), puis dans une direction est-sud-est entre cette forêt et les bois dits *Diebshalt* (France) jusqu'au point où cette ligne médiane rencontre celle du ruisseau dit *Lauterbächel* à 25 mètres environ à l'ouest et en contre-bas d'un chemin forestier en France régulièrement entretenu Climbach-Weiler.

kommenden Waldweg trifft, den westlichen der beiden Doppelsteine Nr. 7 und sodann die Mitte zwischen diesen beiden Steinen, die an dem Schnitt des vorerwähnten Waldweges mit einem zweiten aus Bobenthal (Bayern) kommenden Wege stehen.

Von diesem Punkte geht die Grenze in zuerst südlicher, dann südöstlicher Richtung nacheinander über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 8, 9, 10, 11 und 12, die paarweise beiderseits eines Weges stehen, dessen Grenzen sie bestimmen, und trennt die Schläge *Am Brand, Riebelseck* (Bayern) und *Dürrenberg* (Frankreich) voneinander.

Von der Mitte zwischen den beiden Doppelsteinen Nr. 12 verläuft die Grenze über den westlichen dieser beiden Steine zu dem Steine Nr. 13 und 14, der an der Gabelung des vorerwähnten mit einem nach Wingen führenden Wege steht.

Von dem Steine Nr. 14 bis zu dem Steine Nr. 17 in östlicher Richtung und von da in südöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 22 begleitet und schneidet die Grenze zwischen den Waldungen *Klaffenthal* (Bayern) und *Frauenwald* (Frankreich) einen Waldweg, den sie bald bei Bayern, bald bei Frankreich belässt, und geht über die Steine Nr. 14/1, 15, 15/1, 16, 16/1, 17, 17/1, 18, 18/1, 19, 19/1, 20, 21 (Plan Nr. 36), 21/1 und 22 ; unweit der letzteren Steine zweigen mehrere Waldwege von dem Wege ab, der die Grenze begleitet.

Bei dem Steine Nr. 22 verlässt die Grenze diesen Weg und schlägt im allgemeinen die Richtung des Grabens ein, der die Wälder *Gählingen* (Bayern) und *Weidelberg* (Frankreich) trennt ; sie nimmt zunächst die Richtung nach Süden und geht über die Steine Nr. 23, 24 und 25.

Bei diesem Punkte schlägt die Grenze wieder eine südöstliche Richtung ein und verläuft über die Steine Nr. 26, 27 und 28, wobei sie in der Nähe des Steines Nr. 27 einen Weg Bobenthal-Wingen schneidet.

Von hier an wendet sich die Grenze nach Nordosten und erreicht nach den Steinen Nr. 29, 30, 31 und 32 den Stein Nr. 33 unweit eines Niveausteines auf bayerischer Seite und nördlich einer Kreuzung von Wegen, von denen der eine zum Forsthause Siebentheil (Bayern) führt.

Die Grenze schlägt bei diesem Steine wieder eine südliche Richtung ein, überschneidet zuerst und begleitet sodann einen auf bayerischer Seite befindlichen Waldweg und geht dabei über die Steine Nr. 34 und 34/1 zu dem Steine Nr. 35 ganz nahe der Quelle des sogenannten *Siebentheiler Bächels*.

Von diesem Steine Nr. 35 an bildet die Mittellinie des vorerwähnten Baches, der zwischen zwei Waldwegen fliesst, von denen der eine in den *Siebentheiler Wald* (Bayern), der andere in die Wälder *Weidelberg*, *Abtswald* und *Kindschachen* (Frankreich) führt, auf einer Strecke von etwa 900 m die Grenze bis zu dem Schnitte mit der Geraden, die die Doppeldreibänner verbindet, die zu beiden Seiten des Baches stehen.

Dieser Schnittpunkt bildet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde BOBENTHAL und der französischen Gemeinden WINGEN und CLIMBACH.

ANMERKUNG. — In der Nähe der nachstehend aufgeführten Landesgrenzsteine befinden sich die folgenden alten Steine oder Felsmarken, die keine Landesgrenzzeichen sind :

GEGENWÄRTIGE STEINE NR. :	ALTE ODER WALDSTEINE UND FELSMARKEN :
1, 2, 3, 4, 5 und 6	6 kleinere Steine mit der Jahreszahl 1854, die jedoch schon in der Grenzbeschreibung von 1828 als alt erwähnt sind.
15, 16, 17, 18 und 20	5 kleinere Steine.
23, 24 und 25	3 durch Kreuze bezeichnete Felsmarken.
32.	1 durch ein Kreuz bezeichnete Felsmarke.

Artikel 24.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde BOBENTHAL und der französischen Gemeinde CLIMBACH.

(Plan Nr. 36 und 37.)

Von dem Schnittpunkt der Mittellinie des *Siebentheiler Bächels* mit der geraden Verbindungslinie zwischen den beiden Doppeldreibännern, die beiderseits des Baches stehen, dem Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde BOBENTHAL und der französischen Gemeinden WINGEN und CLIMBACH, folgt die Grenze den Windungen dieser Mittellinie in östlicher Richtung zwischen dem *Siebentheiler Wald* (Bayern) und den *Diebshalter Wiesen* (Frankreich, Plan Nr. 35) und dann in einer ost-südöstlichen Richtung zwischen dem genannten Wald und den Waldungen *Diebshalt* (Frankreich) bis zu dem Punkte, in dem diese Mittellinie die des *Lauterbächels* trifft, etwa 25 m westlich und unterhalb eines regelmässig unterhaltenen Waldweges Climbach-Weiler auf französischer Seite.

Deux bornes jumelles tribanales sont placées de part et d'autre de ce confluent pour indiquer que le point de concours des deux lignes médianes est en même temps point de contact des communes françaises de CLIMBACH et de WISSEMBOURG et de la commune bavaroise de BOBENTHAL.

Sur cette longueur de 11.000 mètres environ, comprise entre les deux paires de bornes tribanales ci-dessus indiquées, que parcourt la frontière en suivant la ligne médiane du ruisseau dit *Siebentheiler Bächel*, il n'existe aucun autre signe démarcatif.

Article 25.

Frontière entre la commune française de WISSEMBOURG et la commune bavaroise de BOBENTHAL.

(Plans nos 37, 38, 39 et 40.)

Deux bornes jumelles tribanales placées auprès du point de concours des lignes médianes des deux ruisseaux dits *Siebentheiler Bächel* et *Lauterbächel*, indiquent le point de contact entre les communes françaises de CLIMBACH et de WISSEMBOURG et la commune bavaroise de BOBENTHAL.

Partant de ce point dans une direction nord-est, la frontière passe entre le chemin forestier régulièrement entretenu Climbach-Weiler (France) et un chemin d'exploitation (Bavière) et sépare la forêt de Mundat, les cantons forestiers dits *Mühlenkopf* et *Birkenthal* (France) et le *Siebentheiler Wald* (Bavière), en suivant la ligne médiane du ruisseau *Lauterbächel* jusqu'à son confluent avec la *Lauter*, entre les deux ponts dénommés *Siebentheiler Brücke* (plan n° 38), à 1.800 mètres environ des bornes tribanales ci-dessus indiquées.

Le confluent, déterminé par le point de concours des deux lignes médianes est repéré par trois bornes numérotées 1, l'une sur la rive française, l'autre sur la rive bavaroise du *Lauterbächel*, la troisième en territoire bavarois, sur la rive gauche de la Lauter, entre les deux ponts et la route Wissembourg-Bobenthal.

De ce point, prenant la direction du nord-est, la frontière suit la ligne médiane de la Lauter, entre la *Forêt de Mundat* (France) et les prés dits *Lauterwiesen* (Bavière), en contre-bas de la route Wissembourg-Bobenthal bordant les bois dits *Loffelsberg* (Bavière).

S'infléchissant ensuite vers l'est et le sud-est (plan n° 39) et suivant toujours le cours de la Lauter, elle laisse en Bavière le canal de dérivation qui alimente la scierie de *St. Germanshof* (Bavière) et passe par le milieu de la vanne de part et d'autre de laquelle ont été placées les bornes jumelles marquées 1/1, à 1.000 mètres environ des trois bornes numérotées 1. Continuant à suivre le milieu du cours de la rivière, et longeant les prés irrigués dits *Lauterwiesen* (Bavière), elle coupe en son milieu le pont en bois situé au sud de la scierie *St. Germanshof*, pont de part et d'autre duquel ont été placées les bornes jumelles marquées 1/2, à 700 mètres environ des précédentes ; et après avoir longé les prés dits *Kapellenwiesen* (Bavière), elle quitte la ligne médiane de la Lauter au point où elle rencontre la ligne droite joignant les deux bornes marquées 1/3, placées à 300 mètres environ des précédentes.

De ce point, changeant de direction vers le nord-est, la frontière passe par la borne n° 1/3 de rive gauche ; se dirigeant désormais en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans la suite du présent article, elle atteint la borne n° 2, laissant en France le boqueteau situé dans une ancienne boucle de la Lauter.

Reprenant à cette borne une direction presque est, elle traverse les prés où se trouve la borne n° 2/1, coupe la route Wissembourg-Bobenthal à 150 mètres environ au nord de la chapelle de *Weiler*, et remontant une pente assez raide passe par les bornes numérotées 3, 4, 5 et 6, cette dernière étant située sur l'arête du coteau dit *Kapellenberg*, en bordure ouest d'un chemin d'exploitation qu'elle longe dans une direction nord-est jusqu'à la borne n° 7.

Une canalisation souterraine amenant à la ville de Wissembourg les eaux d'une source située dans la forêt de Mundat se trouve à quelques mètres au nord de la borne n° 7 ; elle se dirige vers la borne n° 3 et coupe la frontière à l'ouest de cette borne sous la route Wissembourg-Bobenthal empruntant ensuite en France le tracé de cette route.

Prenant à la borne n° 7 une direction est (plan n° 40), la frontière coupe deux chemins et descend dans le vallon dit *Die Woogbach*, en passant par les bornes nos 7/1, 7/2, traverse le ruisseau de *Woogbach*, coupe une première fois le chemin Weiler-ferme de Langenberg, remonte sur l'autre flanc de la vallée par la borne n° 7/3, pénètre dans un bois, coupe une seconde fois, le même chemin, et après les bornes nos 7/4 et 8, ayant traversé des terres labourées , atteint en lisière du bois la borne tribanale qui marque le point de contact de la commune de WISSEMBOURG et des communes bavaroises de BOBENTHAL (Bezirksamt Pirmasens) et de SCHWEIGEN (Bezirksamt Bergzabern).

Zwei Doppeldreibänner stehen beiderseits dieses Zusammenflusses und zeigen an, dass der Schnittpunkt der beiden Mittellinien zu gleicher Zeit Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde BOBENTHAL und der französischen Gemeinden CLIMBACH und WISSEMBOURG ist.

Auf dieser Strecke von etwa 1 000 m zwischen den beiden obengenannten Doppeldreibännern, die die Grenze in der Mittellinie des *Siebentheiler Bächels* durchläuft, befindet sich kein anderes Grenzzeichen.

Artikel 25.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde BOBENTHAL und der französischen Gemeinde WISSEMBOURG.

(Plan Nr. 37, 38, 39 und 40.)

Zwei Doppeldreibänner, die bei dem Schnittpunkt der Mittellinien der beiden Bäche, des *Siebentheiler Bächels* und des *Lauterbächels*, stehen, bezeichnen den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde BOBENTHAL und der französischen Gemeinden CLIMBACH und WISSEMBOURG.

Die Grenze verläuft von diesem Punkte an in nordöstlicher Richtung zwischen einem Waldweg auf bayerischer Seite und dem regelmässig unterhaltenen Waldwege Climbach-Weiler (Frankreich) und trennt den *Siebentheiler Wald* (Bayern) von den Schlägen *Mühlenkopf* und *Birkenthal* des Mundatwaldes (Frankreich) ; sie folgt der Mittellinie des *Lauterbächels* bis zu seinem Einfluss in die *Lauter* zwischen den beiden Brücken, die unter dem Namen *Siebentheiler Brücke* bekannt sind (Plan Nr. 38), etwa 1 800 m von den obengenannten Dreibännern entfernt.

Der durch den Schnittpunkt der beiden Mittellinien bestimmte Zusammenfluss ist durch drei Steine Nr. 1 versichert, von denen der eine auf dem bayerischen Ufer, der andere auf dem französischen Ufer des *Lauterbächels*, der dritte auf bayerischem Gebiete am linken Ufer der Lauter zwischen den beiden Brücken und der Strasse Bodenthal-Wissembourg steht.

Von diesem Punkte an folgt die Grenze in nordöstlicher Richtung der Mittellinie der Lauter zwischen den *Lauterwiesen* (Bayern) und dem *Mundatwald* (Frankreich) unterhalb der Strasse Bobenthal-Wissembourg, die am Rande des Waldes *Loffelsberg* (Bayern) dahinzieht.

Alsdann biegt die Grenze nach Osten und Südosten (Plan Nr. 39) und folgt weiterhin dem Laufe der Lauter ; sie belässt bei Bayern den Kanal, der das Sägewerk *St. Germanshof* (Bayern) speist, und geht durch die Mitte des Wehres, zu dessen beiden Seiten die Doppelsteine Nr. 1/1 gesetzt wurden, ungefähr 1 000 m von den drei Steinen Nr. 1 entfernt. Sie folgt weiterhin der Mitte des Flusslaufes längs der Rieselwiesen *Lauterwiesen* (Bayern) und geht mitten über die Holzbrücke südlich des Sägewerks *St. Germanshof*, zu deren beiden Seiten die Doppelsteine Nr. 1/2, ungefähr 700 m. von den vorigen entfernt, gesetzt wurden ; sie zieht an den *Kapellenwiesen* (Bayern) vorbei und verlässt die Mittellinie der Lauter in dem Punkte, in dem sie die gerade Linie trifft, die die beiden Steine Nr. 1/3 miteinander verbindet, etwa 300 m von den vorigen enfernt.

Von diesem Punkte an wendet sich die Grenze gegen Nordosten und geht über den Stein Nr. 1/3 am linken Ufer ; sie verläuft von nun an geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel weiterhin aufgeführten Steinen und erreicht den Stein Nr. 2, wobei das in einer ehemaligen Schleife der Lauter gelegene kleine Gehölz bei Frankreich verbleibt.

Bei diesem Steine überquert die Grenze in fast östlicher Richtung die Wiesen, wo sich der Stein No. 2/1 befindet, schneidet die Strasse Bobenthal-Wissembourg etwa 150 m nördlich der Kapelle von *Weiler* und steigt einen ziemlich steilen Hang hinan, wobei sie über die Steine Nr. 3, 4, 5 und 6 geht ; letzterer steht auf dem Rücken des *Kapellenbergs* an der Westseite eines Feldweges, dem die Grenze in nordöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 7 folgt.

Eine unterirdische Wasserleitung, die das Wasser einer Quelle im Mundatwalde der Stadt Wissembourg zuführt, befindet sich einige Meter nördlich des Steines Nr. 7 ; sie wendet sich gegen den Stein Nr. 3 und schneidet die Grenze westlich dieses Steines unter der Strasse Bobenthal-Wissembourg, deren Zuge sie dann auf französischer Seite folgt.

Von Stein Nr. 7 an schlägt die Grenze eine östliche Richtung ein, überschneidet zwei Wege (Plan Nr. 40), steigt in das Tal *Die Woogbach* hinunter, wobei sie über die Steine Nr. 7/1 und 7/2 geht, überquert den *Woogbach*, schneidet zum erstenmal den Weg Weiler-Schlossgut Langenberg, steigt die andere Seite des Tales über die Steine Nr. 7/3 wieder hinan, tritt in ein Gehölz ein und schneidet zum zweiten Mal denselben Weg ; nach den Steinen Nr. 7/4 und 8 überschneidet die Grenze einen Acker und erreicht am Saume eines Waldes den Dreibänner, der den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden BOBENTHAL (Bezirksamt Pirmasens) und SCHWEIGEN (Bezirksamt Bergzabern) und der französischen Gemeinde WISSEMBOURG bezeichnet.

Article 26.

Frontière entre la commune française de WISSEMBOURG et la commune bavaroise de SCHWEIGEN.

(Plans nos 40, 41, 42 et 43.)

Partant de la borne tribanale, située en lisière d'un bois et qui marque le point de contact entre la commune française de WISSEMBOURG et les communes bavaroises de BOBENTHAL (Bezirksamt Pirmasens) et de SCHWEIGEN (Bezirksamt Bergzabern), la frontière se dirige en ligne droite entre chacune des bornes énumérées dans le présent article sauf dans les cas spécialement mentionnés à partir des bornes jumelles n° 61.

Elle descend d'abord dans une direction sud vers le vallon de *Heiligenbach*, suivant ou coupant un chemin forestier et passant par les bornes numérotées, 1 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 entre les terres de la *Ferme de Langenberg* (France) et le canton forestier dit *Kleiner Langenberg* (Bavière).

De la borne n° 8, prenant une direction est, elle entre dans les bois et passe par la borne n° 9, reprend une direction sud-est, coupe un chemin conduisant à la ferme de Langenberg, puis le ruisseau dit *Heiligenbach* et atteint la borne n° 10 entre ce ruisseau et un chemin d'exploitation vers Weiler. Sous ce chemin et sous celui précédemment cité conduisant à la ferme de Langenberg se trouvent des canalisations d'eau traversant la frontière.

Changeant alors de direction vers le sud-ouest et coupant obliquement ou longeant un nouveau chemin, elle va à la borne n° 13, située dans un verger au sud du bois dit *Im Rinnbühl* (France), en passant par les bornes nos 11 et 12. Les trois bornes nos 10, 11 et 13 sont placées près de carrefours de chemins conduisant de Weiler dans les bois.

A la borne n° 13, la frontière prend une direction est-nord-est et remontant sur la croupe de la colline dite *Grosser Langenberg*, passe par les bornes numérotées 14, 15 et 16, entre lesquelles elle coupe obliquement, puis longe un chemin forestier, traverse obliquement un chemin creux, issu du précédent, se dirigeant vers Wissembourg, et atteint, dans les bois dits *Oberholzweg* (France), la borne n° 17 située à 28 mètres environ à l'ouest du signal géodésique de Weiler (France).

Prenant à la borne n° 17 une direction nord-est, la frontière, chevauchant un chemin forestier, passe entre les cantons forestiers dits *Orzelgrund*, *Bannholz* et *Guldenwingert* (France) et *Grosser Langenberg* (Bavière), par les bornes numérotées 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25.

Se redressant vers le nord à la borne n° 25 et abandonnant le chemin précité au point où il rencontre un autre chemin se dirigeant vers le Château de St-Paul (France), la frontière passe par les bornes numérotées 26, 26/1, 27 (plan n° 41), 28 et 29, entre les cantons forestiers dits *Bartelsberg* (France) et *Bartelskopf* (Bavière), et arrive à la borne marquée 29/1 sur celui des sommets de la montagne dit *Bartelskopf*.

Redescendant de ce point, en suivant les inflexions de la crête, elle passe par les bornes numérotées 30, 31, 32 et 33, longeant et coupant un chemin forestier jusqu'à sa bifurcation avec un chemin creux conduisant vers le Château de Saint-Paul (France) et sur le talus nord duquel se trouve la borne n° 34. De là, continuant dans la même direction et remontant à travers les cantons dits *Pfaffenwald* (France) et *Abtskopf* (Bavière), la frontière après les bornes nos 34/1, 35, 35/1, 36, 37 et 38 atteint la borne n° 39 placée sur un autre sommet. Descendant de ce point et continuant à suivre la crête, la frontière passe par les bornes nos 40, 41 et 42.

Prenant à cette dernière une direction est, puis sud-est, elle quitte la crête qu'elle suivait jusqu'alors et descend vers le versant oriental de la montagne. Elle longe d'abord un chemin forestier qui reste en Bavière, en passant par les bornes nos 42/1, 43, 44, 45 et 46 entre les cantons forestiers *Eck* et *Bach* (France) et *Beckenhäufel* (Bavière). Elle coupe en direction du sud-ouest ledit chemin entre les bornes nos 46 et 47, puis reprenant la direction du sud-est le longe et le coupe de nouveau plusieurs fois, en passant par les bornes numérotées 48, 49, 50, situées près de la bifurcation d'un chemin d'exploitation, et 51.

A cette borne, placée au carrefour de deux chemins, dont l'un se dirige vers Schweigen (Bavière), la frontière va en direction du sud par les bornes nos 52, 52/1 et 53 jusqu'à celle numérotée 54.

De là, la frontière se dirige dans une direction est vers la borne n° 56, en passant par les bornes nos 54/1 et 55, entre les cantons forestiers dits *Büschel* (France) et *Sonnenberg* (Bavière) attenant à la forêt de Mundat.

Prenant la direction du nord entre les deux bornes suivantes numérotées 56 et 57, elle se dirige à nouveau vers l'est à cette dernière, passe par les bornes nos 58 et 59, coupe obliquement un chemin forestier et après la borne n° 60, atteint celle des deux bornes jumelles numérotées 61 (plan n° 42), qui est placée sur le talus sud d'un chemin creux dit *Holzgasse*.

Artikel 26.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHWEIGEN
und der französischen Gemeinde WISSEMBOURG.

(Plan Nr. 40, 41, 42 und 43.)

Von dem Dreibänner, der am Saume eines Waldes steht und den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden BOBENTHAL (Bezirksamt Pirmasens) und SCHWEIGEN (Bezirksamt Bergzabern) und der französischen Gemeinde WISSEMBOURG bezeichnet, verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen, in diesem Artikel aufgeführten Steinen bis auf die Fälle, die von den Doppelsteinen Nr. 61 an besonders erwähnt sind.

Die Grenze steigt zunächst in südlicher Richtung das Tal des *Heiligenbachs* hinunter, begleitet und überschneidet einen Waldweg und geht dabei über die Steine Nr. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 und 8 zwischen dem Schlag *Kleiner Langenberg* (Bayern) und den Aeckern des Schlossguts *Langenberg* (Frankreich).

Von dem Steine Nr. 8 an tritt die Grenze in östlicher Richtung in den Wald ein, geht über den Stein Nr. 9 und gelangt in südöstlicher Richtung zu dem Steine Nr. 10 zwischen dem *Heiligenbach* und einem Feldweg nach Weiler, nachdem sie einen zum Schlossgut Langenberg führenden Weg und den Heiligenbach überquert hat. Unter den beiden vorerwähnten Wegen befinden sich Wasserleitungen, die die Grenze überschneiden.

Alsdann ändert sie die Richtung gegen Südwesten, überschneidet schräg und begleitet einen neuen Weg und geht über die Steine Nr. 11 und 12 zu dem Steine Nr. 13, der an einem Obstgarten südlich des Waldes *Im Rinnbühl* (Frankreich) steht. Die drei Steine Nr. 10, 11 und 13 stehen unweit der Kreuzung von Wegen, die von Weiler in die Wälder führen.

Bei dem Steine Nr. 13 schlägt die Grenze die Richtung nach Ost-Nord-Osten ein, steigt den Rücken des *Grossen Langenbergs* hinan und geht über die Steine Nr. 14, 15 und 16, zwischen denen sie einen Waldweg zuerst schräg schneidet und dann begleitet ; sie überquert einen Hohlweg, der von dem vorerwähnten Weg nach Wissembourg abzweigt und erreicht in dem Walde *Oberholzweg* (Frankreich) den Stein Nr. 17, etwa 28 m westlich des trigonometrischen Punktes Weiler (Frankreich).

Bei dem Steine Nr. 17 geht die Grenze in nordöstlicher Richtung weiter, überschneidet mehrfach einen Waldweg und verläuft zwischen den Schlägen *Grosser Langenberg* (Bayern) und *Orzelgrund*, *Bannholz* und *Guldenwingert* (Frankreich) über die Steine Nr. 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 und 25.

Bei dem Steine Nr. 25 wendet sich die Grenze wieder nach Norden und verlässt den vorerwähnten Weg an dem Punkte, wo er mit einem zweiten nach dem Schlosse St. Paul (Frankreich) führenden Wege zusammentrifft ; sie gelangt über die Steine Nr. 26, 26/1, 27 (Plan Nr. 41), 28 und 29 zwischen den Schlägen *Bartelskopf* (Bayern) und *Bartelsberg* (Frankreich) bei dem Steine Nr. 29/1 auf denjenigen der Berggipfel, der *Bartelskopf* heisst.

Von diesem Punkte steigt sie wieder abwärts und verläuft auf den Windungen der Kammhöhe über die Steine Nr. 30, 31, 32 und 33, wobei sie einen Waldweg begleitet und schneidet, bis zu seiner Kreuzung mit einem nach dem Schlosse St. Paul (Frankreich) führenden Hohlweg, auf dessen nördlicher Böschung der Stein Nr. 34 steht. Von da ab steigt die Grenze immer in derselben Richtung quer durch die Schläge *Abtskopf* (Bayern) und *Pfaffenwald* (Frankreich) wieder bergan über die Steine Nr. 34/1, 35, 35/1, 36, 37 und 38 und erreicht den Stein Nr. 39, der auf einem anderen Gipfel steht. Von hier an geht die Grenze immer in der Richtung des Kammes über die Steine Nr. 40, 41 und 42 bergabwärts.

Bei dem letzteren Steine schlägt sie zuerst eine östliche, dann südöstliche Richtung ein, verlässt den Kamm, dem sie bis dahin folgte, und steigt den östlichen Hang des Berges hinunter. Sie verläuft längs eines bei Bayern verbleibenden Waldweges über die Steine Nr. 42/1, 43, 44, 45 und 46 zwischen den Schlägen *Beckenhäufel* (Bayern) und *Eck* und *Bach* (Frankreich). In südwestlicher Richtung schneidet sie zwischen den Steinen Nr. 46 und 47 den genannten Weg, den sie dann in südöstlicher Richtung begleitet und wieder mehrmals überschneidet, wobei sie über die Steine Nr. 48, 49, 50, welch letzterer an der Kreuzung mit einem Waldwege steht, und 51 verläuft.

Bei diesem Steine, der an der Kreuzung zweier Wege steht, von denen einer nach Schweigen (Bayern) führt, verläuft die Grenze in südlicher Richtung über die Steine Nr. 52, 52/1 und 53 bis zu dem Steine Nr. 54.

Von da an wendet sich die Grenze in östlicher Richtung über die Steine Nr. 54/1 und 55 gegen den Stein Nr. 56 zwischen dem Schlag *Sonnenberg* (Bayern), der an den Mundatwald angrenzt, und dem Schlag *Büschel* (Frankreich).

Zwischen den zwei folgenden Steinen Nr. 56 und 57 nimmt die Grenze wiederum die Richtung nach Norden, wendet sich bei dem letzteren wieder nach Osten, geht über die Steine Nr. 58 und 59, schneidet schräg über einen Waldweg und erreicht nach dem Steine Nr. 60 denjenigen der beiden Doppelsteine Nr. 61 (Plan Nr. 42), der auf der südlichen Böschung eines Hohlweges, genannt *Holzgasse*, steht.

De là, elle prend, sur une longueur de 6 m. 35, la direction de la borne jumelle n° 61 nord, puis se dirigeant vers l'est et ensuite vers le sud-est, elle suit les sinuosités du chemin dit *Holzgasse* jusqu'aux bornes jumelles n° 62, en passant entre celles numérotées 61/1 au carrefour d'un chemin venant de France, 61/2 au carrefour du chemin dit *Kasbergweg* (Bavière) et 61/3 au carrefour d'un chemin dit *Weltelseckweg* (France). Sur ce parcours, elle longe le lieu dit *Im Büschel* (France) et traverse le vignoble dénommé *In der Holzgasse*. Toutes les sinuosités de ce chemin frontière dit *Holzgasse* ne sont pas abornées et, par exception, la ligne frontière n'en suit pas l'axe. Le tracé de détail de cette ligne frontière est donné sur un plan spécial n° 42 [1].

Entre les deux bornes jumelles n° 62, la frontière quitte le chemin creux qui continue vers Schweigen (Bavière) et, reprenant la ligne droite entre chaque borne, passe par la borne jumelle ouest n° 62, pénètre dans le vignoble dit *Im Bergel* et, changeant de direction à chacune des bornes numérotées 63, 64, 65 66, 67, 68, 69, 70 et 71, atteint, au nord du chemin dit *Pauliner Gasse*, la borne n° 72. Entre ces deux dernières bornes n°s 71 et 72 la frontière, suivant la limite des propriétés en nature de vignes, fait un angle saillant sur Bavière : le sommet de cet angle n'a pas été aborné, mais son ordonnée est de 1 m. 65 à 31 mètres de la borne n° 71.

De la borne n° 72, traversant ledit chemin, elle va, en direction du sud, au point milieu des deux bornes jumelles n° 73.

De ce point jusqu'au point milieu des deux bornes jumelles n° 74, la frontière suit les sinuosités du chemin dit *Enggasse*, traversant le vignoble dit *In der Enggasse*, toujours en direction du sud. Les sinuosités du chemin n'étant pas toutes abornées, le tracé de la ligne frontière est donné en détail sur le plan spécial n° 42 [1].

De là, prenant la direction de l'est, elle passe par celle des deux bornes jumelles n° 74 qui est à l'est, et longeant les terres sur France et les vignes sur Bavière, elle arrive par la ligne droite à celle des deux bornes jumelles numérotées 75 qui est située à l'ouest, à un coude du chemin dit *Oberer Eichenweg*, gagne le point milieu de ces deux bornes jumelles n° 75 et suit, en direction du sud, les sinuosités dudit chemin jusqu'au point milieu des deux bornes jumelles n° 76 : le détail de son tracé est représenté sur le plan spécial n° 42 [1].

Abandonnant le chemin, la frontière va de ce point milieu à la borne jumelle n° 76 est, et, prenant une direction sud-est, elle suit la ligne droite entre chacune des bornes numérotées 77, 78 et la borne jumelle n° 79 ouest, au lieu dit *In den Eichen*; elle atteint le point milieu des deux bornes jumelles n° 79, d'où elle suit à travers les vignes dans une direction sud les sinuosités du chemin dit *Unterer Eichenweg* jusqu'au point milieu des deux bornes jumelles numérotées 80 : le détail de son tracé est représenté sur le plan spécial n° 42 [1].

Partant, en direction de l'est-sud-est, de ce point milieu, elle traverse le lieu dit *Untere Eichen*, allant en ligne droite entre chacune des bornes numérotées 80 est, 81, 82, 83, 84 et atteint celle des trois bornes numérotées 85 qui est en bordure ouest du chemin Wissembourg-Schweigen à sa bifurcation avec un autre vers Weiler.

Les deux autres bornes numérotées 85 ont été placées, l'une en France, dans la fourche formée par ledit chemin Wissembourg-Schweigen et celui de Weiler, l'autre sur Bavière, en bordure est du tournant du chemin, en lisière du vignoble dit *Kühgässel*. Partant de la première de ces trois bornes, la frontière va en ligne droite au point milieu des deux autres, et passant par le point milieu des bornes jumelles n° 85/1, suit les sinuosités du chemin jusqu'au point milieu des bornes jumelles n° 86, situées au carrefour dudit chemin et de la route Wissembourg-Landau, l'une au sud en France, l'autre au nord en Bavière à proximité de la maison des douanes bavaroise. Partant du point milieu ci-dessus défini, la frontière coupe ladite route Wissembourg-Landau et va en ligne droite à une troisième borne n° 86, en bordure est de cette route.

De cette dernière borne, se dirigeant en ligne droite entre chacune des bornes numérotées 87, 88, 89 et 90 et changeant également de direction à chacune d'elles, la frontière traverse les près dits *Die Schmalwiesen*, les terres et le vignoble dits *Auf den Schmalwiesen* et atteint la borne n° 91 en bordure nord-ouest d'un chemin dit *Im Wilchenpfad*. Elle longe ce chemin en direction du nord-est, jusqu'à la borne n° 92, le traverse, se dirige dans une direction sud-est, à travers les champs dits *Auf dem Wilchenpfad*, toujours en ligne droite entre chacune des bornes n°s 92/1, 92/2, 93 et atteint celle des deux bornes jumelles numérotées 94 qui est située en bordure ouest d'un chemin creux dit *Bangerts Hohl*.

De cette borne n° 94 ouest, la frontière se dirige vers la borne n° 94 est sur une longueur de 5 m. 50, puis, prenant une direction sud-ouest, elle suit les sinuosités du chemin jusqu'entre les deux bornes jumelles n° 95 (plan n° 43). Exceptionnellement, comme dans le chemin dit *Holzgasse* entre les bornes jumelles n°s 61 et 62, la frontière ne coïncide pas avec l'axe du chemin. Le détail de son tracé est donné sur le plan spécial n° 42 [1].

Von da nimmt sie auf eine Länge von 6,35 m die Richtung nach dem nördlichen der Doppelsteine Nr. 61 an und folgt in östlicher, dann südöstlicher Richtung den Windungen der sogenannten *Holzgasse* bis zu den Doppelsteinen Nr. 62 ; hierbei verläuft sie zwischen den Steinen Nr. 61/1 an der Kreuzung mit einem von französischer Seite kommenden Wege, Nr. 61/2 an der Kreuzung mit dem sogenannten *Kasbergweg* (Bayern) und Nr. 61/3 an der Kreuzung mit dem sogenannten *Weltelseckweg* (Frankreich). Auf dieser Strecke verläuft sie längs der Gewanne *Im Büschel* (Frankreich) und durchschneidet den Weinberg *In der Holzgasse*. Da nicht alle Krümmungen dieses Grenzweges, *Holzgasse*, vermarkt sind, folgt die Grenzlinie ausnahmsweise nicht seiner Achse. Der genaue Verlauf dieser Grenzlinie ist auf einem Sonderplan Nr. 42 [1] dargestellt.

Bei den Doppelsteinen Nr. 62 verlässt die Grenze den Hohlweg, der gegen Schweigen (Bayern) weiterführt, und geht wieder in gerader Linie von Stein zu Stein, und zwar zuerst über den westlichen der Doppelsteine Nr. 62, betritt dann den Weinberg *Im Bergel*, ändert darauf bei jedem der Steine Nr. 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70 und 71 die Richtung und erreicht im Norden des Weges *Pauliner Gasse* den Stein Nr. 72. Zwischen diesen letzten Steinen Nr. 71 und 72 folgt sie der Eigentumsgrenze der Weinberggrundstücke und macht einen gegen Bayern zu einspringenden Winkel : die Spitze dieses Winkels ist nicht vermarkt, jedoch beträgt seine Ordinate 1,65 m bei 31 m Entfernung von dem Steine Nr. 71.

Von dem Steine Nr. 72 an überquert die Grenze den genannten Weg und geht in südlicher Richtung nach der Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 73.

Von diesem Punkte bis zur Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 74 folgt die Grenze den Windungen der sogenannten *Enggasse* in stets südlicher Richtung, wobei sie den Weinberg *In der Enggasse* überquert. Da die Krümmungen dieses Weges nicht alle vermarkt sind, ist der Verlauf der Grenzlinie im einzelnen auf dem Sonderplan Nr. 42 [1] dargestellt.

Von hier ab verläuft sie in der Richtung nach Osten über den östlichen der Doppelsteine Nr. 74, sodann längs der Weinberge auf bayerischer Seite und der Äcker auf französischer Seite und gelangt in gerader Linie zu dem westlichen der Doppelsteine Nr. 75, der an einem Knie des sogenannten *Oberen Eichenweges* steht ; sie gewinnt die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 75 und folgt in südlicher Richtung den Windungen des genannten Weges bis zur Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 76 : die Einzelheiten ihres Verlaufes sind in dem Sonderplan Nr. 42 [1] dargestellt.

Von diesem Punkte geht die Grenze über den östlichen der Doppelsteine Nr. 76, verlässt den Weg und verläuft in südöstlicher Richtung geradlinig zwischen den einzelnen Steinen Nr. 77, 78 und den westlichen der Doppelsteine Nr. 79 an der Gewanne *In den Eichen* ; sie erreicht die Mitte zwischen den beiden Doppelsteinen Nr. 79 und folgt von hier an in südlicher Richtung quer durch die Weinberge den Windungen des *Unteren Eichenwegs* bis zur Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 80 ; die Einzelheiten ihres Verlaufs sind in dem Sonderplan Nr. 42 [1] dargestellt.

In der Richtung nach Ost-Süd-Osten durchschneidet die Grenze von diesem Punkte weg die Gewanne *Untere Eichen*, verläuft geradlinig zwischen den Steinen Nr. 80 Ost, 81, 82, 83, 84 und erreicht denjenigen der drei Steine Nr. 85, der am Westrande des Weges Schweigen-Wissembourg bei seiner Gabelung mit einem anderen nach Weiler führenden Wege steht.

Die beiden anderen Steine Nr. 85 stehen der eine auf französischer Seite in der Gabelung, die der genannte Weg mit jenem nach Weiler bildet, der andere auf bayerischer Seite, am Ostrande der Strassenkehre an der Grenze des Weinbergs *Im Kühgässel*, Von dem erstgenannten der drei Steine weg geht die Grenze in gerader Linie zur Mitte zwischen den beiden anderen und verläuft über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 85/1 mit den Windungen des Weges bis zur Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 86, die an der Kreuzung des genannten Weges mit der Strasse Landau-Wissembourg, der eine südlich auf französischer Seite, der andere nördlich auf bayerischer Seite unweit des bayerischen Zollamtes stehen. Von dem eben beschriebenen Mittelpunkt weg schneidet die Grenze über die erwähnte Strasse Landau-Wissembourg und geht in gerader Linie zu einem dritten Steine Nr. 86 am Ostrande dieser Strasse.

Von diesem letzteren Steine verläuft die Grenze geradlinig zwischen den einzelnen Steinen Nr. 87, 88, 89 und 90, wobei sie bei jedem die Richtung ändert, durchquert die *Schmalwiesen* sowie die Aecker und Weinberge *Auf den Schmalwiesen* und erreicht den Stein Nr. 91 am Nordwestrande eines Weges *Im Wilchenpfad*, den sie in nordöstlicher Richtung bis zu dem Steine Nr. 92 begleitet und dann überschneidet ; in südöstlicher Richtung zieht die Grenze quer über die Felder *Auf dem Wilchenpfad* stets geradlinig zwischen den einzelnen Steinen Nr. 92/1, 92/2, 93 und erreicht den einen der Doppelsteine Nr. 94, der am Westrande eines Hohlweges, genannt *Bangerts Hohl* steht.

Von diesem Steine Nr. 94 West nimmt die Grenze auf eine Länge von 5,50 m die Richtung gegen den Stein Nr. 94 Ost und folgt dann in südwestlicher Richtung den Windungen des Weges bis zu den Doppelsteinen Nr. 95 (Plan Nr. 43). Wie bei dem Wege, die *Holzgasse* zwischen den Steinen Nr. 61 und 62, fällt ausnahmsweise die Grenze nicht mit der Achse des Weges zusammen. Die Einzelheiten ihres Verlaufs sind auf dem Sonderplan Nr. 42 [1] dargestellt.

Abandonnant le chemin dit *Bangerts Hohl* entre les bornes jumelles nº 95, elle emprunte, dans la direction de l'est, un autre chemin dit *Bangertsweg* séparant les terres dites *Gempelsberg* (France) et *Im Bangert* (Bavière), et se dirige en ligne droite vers le point milieu des bornes jumelles nº 96. Les bornes frontières ci-après déterminant la largeur de ce chemin et chacun de ses changements de direction, la frontière coïncide avec l'axe dudit chemin et se dirige en ligne droite par les points milieux des bornes jumelles numérotées 96, 97, 97/1, 98, 98/1, 98/2, 99, 99/1, 99/2, 100, 101, 101/1 et 101/2, enfin par le point milieu de deux bornes tribanales situées au nord et au sud du susdit chemin à sa jonction avec un autre dit *Der Hengel Weg*.

Une troisième borne tribanale, sise en bordure est de ce chemin, forme avec les deux précédentes un triangle à l'intérieur duquel se trouve le point de concours des axes des deux chemins précités, point de contact de la commune française de WISSEMBOURG et des communes bavaroises de SCHWEIGEN et de SCHWEIGHOFEN.

Article 27.

Frontière entre la commune française de WISSEMBOURG
et la commune bavaroise de SCHWEIGHOFEN.

(Plan nº 43.)

Partant du point de concours des axes des chemins dits *Bangerts Weg* et *Der Hengel Weg* situé à l'intérieur du triangle formé par trois bornes tribanales, point de contact de la commune française de WISSEMBOURG et des communes bavaroises de SCHWEIGEN et de SCHWEIGHOFEN, la frontière repérée par les bornes jumelles nºs 1, 2 et 3, suit, dans une direction sud, les sinuosités du chemin dit *Der Hengel Weg*, entre les terres et prés dits *Bornwiese* (France) et *In der Fröschau* (Bavière) jusqu'à sa rencontre avec l'axe de la route Wissembourg-Kandel, au carrefour dit *les Quatre Vents* ou *Windhof*.

Toutes les sinuosités du chemin que suit la frontière n'étant pas abornées, le tracé détaillé de la ligne frontière est donné sur le plan spécial nº 42 [1].

Le point de concours des axes du chemin dit *Hengel Weg* et de la route Wissembourg-Kandel, de part et d'autre duquel sont situées deux bornes tribanales, l'une en France au nord-ouest, l'autre en Bavière au sud-est, est le point de contact des communes françaises de WISSEMBOURG et d'ALTENSTADT et de la commune bavaroise de SCHWEIGHOFEN.

Article 28.

Frontière entre la commune française d'ALTENSTADT
et la commune bavaroise de SCHWEIGHOFEN.

(Plans nºs 43, 44, 45, 46 et 47.)

Du point où l'axe de la route de Wissembourg à Kandel par Schweighofen coupe l'axe du chemin dénommé *Der Hengel Weg*, au lieu dit *les Quatre Vents* ou *Windhof*, et de part et d'autre duquel sont situées les deux bornes tribanales jumelles, l'une sur France au nord-ouest, l'autre sur Bavière au sud-est du carrefour, bornes qui marquent le point de contact des communes françaises de WISSEMBOURG et d'ALTENSTADT et de la commune bavaroise de SCHWEIGHOFEN, la frontière suit les axes de chemins délimités par les bornes jumelles jusqu'aux bornes jumelles nº 4. Partant donc du carrefour ci-dessus défini, d'abord en direction du sud, la limite passe par les points milieux des bornes jumelles △/1, △/2 en traversant le lieu dit *Auf der Steig* et suivant l'axe du chemin jusqu'à sa rencontre avec l'axe d'un autre dit *Der Steig Weg*, de part et d'autre duquel sont placées les deux bornes jumelles nº 1.

Se détournant alors vers le sud-est, puis le nord-est, la frontière suit l'axe du chemin dit *Der Steig Weg*, entre les lieux dits *Auf der Heuwiese* (France) et *Auf der Steig* (Bavière), passant par les points milieux des bornes jumelles numérotées 1/1, 1/2, 1/3 (entre ces bornes et les trois paires suivantes se trouve le carrefour d'un chemin venant de France), 2, 2/1, 2/2, 2/3, jusqu'au point milieu des bornes jumelles numérotées 3.

De ce point, quittant l'axe dudit chemin, elle va en ligne droite au point milieu des bornes jumelles nº 3/1, où elle rejoint l'axe d'un chemin creux dit *Rappelsberg Weg* qu'elle suit dans la direction du sud en passant par les points milieux des bornes jumelles numérotées 3/2, 3/3, 3/4 (plan nº 44) et 4.

Zwischen den Doppelsteinen Nr. 95 verlässt sie den Weg, die *Bangerts Hohl*, schlägt in der Richtung nach Osten einen anderen Weg, den *Bangertsweg* ein, der die Äecker *Im Bangert* (Bayern) und im *Gempelsberg* (Frankreich) scheidet, und verläuft in gerader Linie nach der Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 96. Die folgenden Landesgrenzsteine bestimmen die Breite dieses Weges und jede seiner Richtungsänderungen, die Grenze fällt daher mit der Achse des genannten Weges zusammen und verläuft geradlinig über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 96, 97, 97/1, 98, 98/1, 98/2, 99, 99/1, 99/2, 100, 101, 101/1, 101/2 und endlich über die Mitte zwischen zwei Dreibännern nördlich und südlich des genannten Weges bei seiner Vereinigung mit einem anderen, dem sogenannten *Hengel Weg*.

Ein dritter Dreibänner am Ostrand dieses Weges, bildet mit den beiden vorerwähnten ein Dreieck, in dessen Innern sich der Schnittpunkt der Achsen der beiden genannten Wege befindet und den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHWEIGEN und SCHWEIGHOFEN und der französischen Gemeinde WISSEMBOURG bezeichnet.

Artikel 27.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHWEIGHOFEN
und der französischen Gemeinde WISSEMBOURG.

(Plan Nr. 43.)

Von dem Schnittpunkt der Achsen der Wege *Bangerts Weg* und *Der Hengel Weg*, der im Innern des durch drei Dreibänner gebildeten Dreiecks liegt und den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHWEIGEN und SCHWEIGHOFEN und der französischen Gemeinde WISSEMBOURG bezeichnet, folgt die Grenze, die durch die Doppelsteine Nr. 1, 2 und 3 versichert ist, in südlicher Richtung den Windungen des sogenannten *Hengel Weges* zwischen den Äeckern und Wiesen *In der Fröschau* (Bayern) und in der *Bornwiese* (Frankreich) bis zum Zusammentreffen mit der Achse der Strasse Kandel-Wissembourg an der Strassenkreuzung beim *Windhof* oder *les Quatre Vents*.

Da nicht alle Krümmungen dieses Weges, dem die Grenze folgt, vermarkt sind, ist der Verlauf der Grenzlinie im einzelnen auf dem Sonderplan Nr. 42 [1] dargestellt.

Der Schnittpunkt der Achsen des sogenannten *Hengel Weges* und der Strasse Kandel-Wissembourg, zu dessen beiden Seiten zwei Dreibänner stehen, der eine südöstlich auf bayerischer Seite, der andere nordwestlich auf französischer Seite, bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHWEIGHOFEN und der französischen Gemeinden WISSEMBOURG und ALTENSTADT.

Artikel 28.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHWEIGHOFEN
und der französischen Gemeinde ALTENSTADT.

(Plan Nr. 43, 44, 45, 46 und 47.)

Bei dem Punkte, in dem die Achse der Strasse von Kandel nach Wissembourg über Schweighofen die Achse des sogenannten *Hengel Weges* beim *Windhof* oder *les Quatre Vents* schneidet, stehen zu beiden Seiten der Strassenkreuzung zwei Dreibänner, der eine im Südosten auf bayerischer Seite, der andere im Nordwesten auf französischer Seite, die den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHWEIGHOFEN und der französischen Gemeinden WISSEMBOURG und ALTENSTADT bezeichnen. Von diesem Punkte an verläuft die Grenze in der Achse von Wegen, die durch Doppelsteine vermarkt sind, bis zu den Doppelsteinen Nr. 4. Von der oben beschriebenen Strassenkreuzung aus geht die Grenze zuerst in südlicher Richtung über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. △/1, △/2, quer durch die Gewanne *Auf der Steig* und folgt der Achse des Weges bis zu ihrem Schnitt mit der Achse eines anderen genannt *Der Steig Weg*, zu dessen beiden Seiten die Doppelsteine Nr. 1 gesetzt sind.

Die Grenze wendet sich dann nach Südosten, hierauf nach Nordosten und verläuft in der Achse des Weges, genannt *Der Steig Weg*, zwischen den Gewannen *Auf der Steig* (Bayern) und *Auf der Heuwiese* (Frankreich) über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 1/1, 1/2, 1/3 (zwischen diesen und den nächsten drei Paaren befindet sich die Kreuzung mit einem von französischer Seite herführenden Wege) 2, 2/1, 2/2, 2/3 bis zur Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 3.

Bei diesem Punkte verlässt die Grenze die Achse des genannten Weges und geht geradlinig zur Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 3/1, wo sie sich mit der Achse eines Hohlweges, genannt *Rappelsberg Weg*, vereinigt, dem sie in der Richtung nach Süden über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 3/2, 3/3, 3/4 (Plan Nr. 44) und 4 folgt.

De ce dernier point milieu, la frontière, traversant le chemin Altenstadt-Neuhof, va en ligne droite à la borne nº 5 et, contournant un jardin en bordure du village d'Altenstadt, va en ligne droite par les bornes nºs 6 et 7 à celle des deux bornes jumelles nº 8 qui est au nord du chemin dit *Der Alte Weg.*

De cette borne nº 8 nord, la frontière passe par le point milieu des bornes jumelles nº 8 et reprenant une direction sud, puis sud-ouest, elle suit l'axe de ce chemin, en passant successivement par les points milieux des bornes jumelles qui délimitent ledit chemin et qui sont numérotées 8/1, 8/2, 8/3, 8/4, 9, 9/1, 9/2, 9/3 et 10, entre les lieux dits *Waelschdorf* (France) et *Die Sand-Wiesen* (Bavière).

Les bornes jumelles nº 10 se trouvent à la bifurcation du susdit chemin et d'un autre qui, venant de la partie du village d'*Altenstadt* dite *les Picards,* se dirige vers le *moulin de Saint-Rémy.* Au point milieu de ces bornes, la frontière, changeant brusquement de direction vers le sud-est, suit l'axe de ce dernier chemin en passant par les points milieux des bornes jumelles numérotées 10/1, 10/2, 10/3, 10/4, 10/5 et 11.

En ce dernier point, la frontière se détournant vers le sud quitte l'axe du chemin, passe par la borne jumelle nº 11 sud, par celles numérotées 12, 13, 14 et 14/1, entre les prés dits *Hebenstiel* (France) et *An der Schiessmauer* (Bavière), jusqu'à celle des deux bornes jumelles nº 15 qui est au nord de la Lauter.

Vis-à-vis de cette dernière, sur le bord opposé de la rivière est placée une seconde borne numérotée 15 pour indiquer qu'à partir de ce point, la Lauter forme frontière sur la majeure partie de son cours jusqu'au Rhin. Ainsi, partant de la borne nº 15 nord, prenant la direction de la borne nº 15 sud en France, la frontière va en ligne droite jusqu'au point où elle rencontre la ligne médiane de la Lauter. De ce point d'intersection, la frontière suit les sinuosités de la ligne médiane de la rivière dans une direction générale est, et après un parcours de 400 mètres environ, coupe en son milieu le pont de chemin de fer (ligne de Wissembourg à Mannheim), aux traits numérotés 15/1 et 15/2 gravés sur les parois intérieures des deux parapets dudit pont.

Elle continue à suivre la ligne médiane de la Lauter entre les prairies dites *Reitersbrüchel, Obere Allmend* (plan nº 45), *Untere Allmend* (France) et *An der Schiessmauer, Im Hahnbrüchel* et *Auf der Gassau* (Bavière) jusqu'au point où cette ligne rencontre l'axe du canal de décharge du *moulin de Saint-Rémy* à 1.700 mètres environ du signe précédent nº 15/2. La frontière, faisant un angle presque droit, emprunte alors l'axe dudit canal, coupant en leur milieu la vanne sise entre les deux bornes jumelles nº 16 et le pont situé à 110 mètres environ de là, entre les deux bornes jumelles nº 17; puis elle continue à suivre les sinuosités du canal, entre les prés dits *Mittlere Schlosswiesen* (France) et *Amtskellerwiese, Amtsschreiberwiese* et *Kleine Schlosswiesen* (Bavière), jusqu'au confluent avec la Lauter, en aval des deux bornes jumelles nº 18 (plan nº 46) placées à 800 mètres environ des précédentes.

Reprenant la ligne médiane de la Lauter qui coule entre les prairies dites *Grosse Schlosswiesen,* 8 *Morgen,* 6 *Morgen,* 30 *Morgen, Ueberfahrt* (plan nº 47, France) et *Am Zimmerplatz, Am Haringsbusch* et *Am Eberfahrtsdamm* (Bavière), la limite continue à suivre cette ligne médiane jusqu'à son intersection avec la ligne droite qui joint les deux bornes tribanales situées à 3.530 mètres environ des précédentes, l'une sur France, au pied d'un talus en bordure des bois, l'autre sur Bavière, à l'extrémité sud d'une digue. Ce point de concours marque le point de contact de la commune française d'ALTENSTADT et des communes bavaroises de SCHWEIGHOFEN et de KAPSWEYER.

Article 29.

Frontière entre la commune française d'ALTENSTADT
et la commune ba varoise de KAPSWEYER.

(Plans nºs 47 et 48.)

Du point où la ligne médiane de la Lauter coupe la ligne droite joignant les deux bornes tribanales situées, l'une sur France, au pied d'un talus en bordure des bois, l'autre sur Bavière, à l'extrémité sud d'une digue, point de contact entre la commune française d'ALTENSTADT et les communes bavaroises de SCHWEIGHOFEN et de KAPSWEYER, la frontière continue à suivre la ligne médiane de la rivière entre les lieux dits *Vierzehn Morgen* (France) et *Am Eberfahrts Damm* (Bavière), *Obere Lauterwiesen* (France) (plan nº 48), *Am Kiefersdamm* et *Am Krämer Willems Brüchel* (Bavière), jusqu'à son intersection avec la ligne droite joignant les deux bornes tribanales jumelles sises de part et d'autre de la Lauter à 2.060 mètres environ de la paire de bornes tribanales désignée au début de cet article.

Ce point d'intersection est le point de contact de la commune française d'ALTENSTADT et des communes bavaroises de KAPSWEYER et de STEINFELD.

Von diesem Mittelpunkt an überquert die Grenze den Weg Neuhof-Altenstadt und geht geradlinig zu dem Steine Nr. 5 und um einen Garten am Rande des Dorfes Altenstadt herum, in gerader Linie über die Steine Nr. 6 und 7 bis zu demjenigen der beiden Doppelsteine Nr. 8, der nördlich des sogenannten *Alten Weges* steht.

Von diesem nördlichen Steine Nr. 8 aus verläuft die Grenze über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 8 und in südlicher, dann südwestlicher Richtung nacheinander über die Mitte zwischen den Doppelsteinen, die den genannten Weg vermarken und mit Nr. 8/1, 8/2, 8/3, 8/4, 9, 9/1, 9/2, 9/3 und 10 bezeichnet sind, zwischen den Gewannen *Die Sand-Wiesen* (Bayern) und *Waelschdorf* (Frankreich).

Die Doppelsteine Nr. 10 stehen an der Kreuzung des erwähnten Weges mit einem anderen, der von dem mit *les Picards* bezeichneten Teile des Dorfes *Altenstadt* nach der *Mühle St. Rémy* führt. Im Mittelpunkt zwischen diesen Steinen ändert die Grenze die Richtung scharf nach Südosten und folgt der Achse des letzteren Weges über die Mitte zwischen den Doppelsteinen Nr. 10/1, 10/2, 10/3, 10/4, 10/5 und 11.

Bei dem letzteren Punkte verlässt die Grenze in südlicher Richtung die Achse des Weges, geht über den südlichen der Doppelsteine Nr. 11 und von da in gerader Linie von Stein zu Stein über die Steine Nr. 12, 13, 14, 14/1 zwischen den Wiesen *An der Schiessmauer* (Bayern) und *Hebenstiel* (Frankreich) bis zu demjenigen der beiden Doppelsteine Nr. 15, der nördlich der Lauter steht.

Diesem letzteren gegenüber auf dem anderen Ufer des Flusses ist ein zweiter Stein Nr. 15 gesetzt, um anzuzeigen, dass von hier an die Lauter auf der Hauptstrecke ihres Laufes bis an den Rhein die Grenze bildet. Von dem nördlichen Steine Nr. 15 geht die Grenze demnach in der Richtung gegen den auf französischer Seite stehenden südlichen Stein Nr. 15 geradlinig bis zu dem Punkte, wo sie die Mittellinie der Lauter-trifft. Von diesem Schnittpunkt an folgt die Grenze den Windungen der Mittellinie des Flusses in einer allgemein östlichen Richtung und schneidet nach etwa 400 m die Eisenbahnbrücke (Linie Mannheim-Wissembourg) in ihrer Mitte bei den auf der Innenwandung beider Brüstungen eingemeisselten Strichen Nr. 15/1 und 15/2.

Sie folgt dann weiterhin der Mittellinie der Lauter zwischen den Wiesen *An der Schiessmauer, Im Hahnbrüchel* (Plan Nr. 45) und *Auf der Gassau* (Bayern) und *Reitersbrüchel, Obere Allmend, Untere Allmend* (Frankreich) bis zu dem Punkte, wo diese Linie etwa 1 700 m nach dem vorhergehenden Zeichen Nr. 15/2 die Achse des Abflusskanals der *Mühle St. Rémy* schneidet. In einem fast rechten Winkel nimmt die Grenze dann die Achse des genannten Kanals an und schneidet das zwischen den beiden Doppelsteinen Nr. 16 befindliche Wehr in seiner Mitte ebenso wie die Brücke, die etwa 110 m hiervon entfernt bei den beiden Doppelsteinen Nr. 17 liegt ; sie folgt dann weiterhin den Windungen des Kanals zwischen den Gewannen *Amtskellerwiese, Amtsschreiberwiese* und *Kleine Schlosswiesen* (Bayern) und *Mittlere Schlosswiesen* (Frankreich), bis zu seinem Zusammenfluss mit der Lauter unterhalb der Doppelsteine Nr. 18 (Plan Nr. 46), die etwa 800 m von den vorhergehenden entfernt sind.

Die Grenze nimmt die Mittellinie der Lauter wieder auf, die zwischen den Wiesen *am Zimmerplatz, Am Häringsbusch, Am Eberfahrtsdamm* (Bayern, Plan Nr. 47), und *Grosse Schlosswiesen, 8 Morgen, 6 Morgen, 30 Morgen,* und *Ueberfahrt* (Frankreich) fliesst, bis zum Schnitt mit der Geraden zwischen den zwei Dreibännern, die etwa 3 530 m von den vorhergehenden Steinen entfernt stehen, der eine auf bayerischer Seite an dem südlichen Ende eines Dammes, der andere auf französischer Seite am Fusse einer am Waldessaume sich hinziehenden Böschung. Dieser Schnittpunkt bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHWEIGHOFEN und KAPSWEYER und der französischen Gemeinde ALTENSTADT.

Artikel 29.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde KAPSWEYER
und der französischen Gemeinde ALTENSTADT.

(Plan Nr. 47 und 48.)

Von dem Punkte, in dem die Mittellinie der Lauter die gerade Verbindungslinie der beiden Dreibänner schneidet, von denen der eine auf bayerischer Seite am Südende eines Dammes, der andere auf französischer Seite am Waldsaum unten an einer Böschung steht, dem Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHWEIGHOFEN und KAPSWEYER und der französischen Gemeinde ALTENSTADT, folgt die Grenze weiterhin der Mittellinie des Flusses zwischen den Gewannen *Am Eberfahrts Damm* (Bayern) und *Vierzehn Morgen* (Frankreich), ferner *Am Kiefersdamm* und *Am Krämer Willems Brüchel* (Bayern, Plan Nr. 48) und *Obere Lauterwiesen* (Frankreich) bis zu ihrem Schnitte mit der geraden Linie zwischen den beiden Dreibännern, die in etwa 2 060 m Entfernung von dem zu Anfang des Artikels bezeichneten Dreibännerpaar zu beiden Seiten der Lauter stehen.

Dieser Schnittpunkt ist der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden KAPSWEYER und STEINFELD und der französischen Gemeinde ALTENSTADT.

Article 30.

Frontière entre la commune française d'ALTENSTADT et la commune bavaroise de STEINFELD.

(Plans nos 48, 49 et 50.)

Partant du point d'intersection de la ligne médiane de la Lauter et de la ligne droite qui joint les deux bornes tribanales jumelles situées de part et d'autre de la rivière, point de contact entre la commune française d'ALTENSTADT et les communes bavaroises de KAPSWEYER et de STEINFELD, la frontière continue à suivre la ligne médiane de la Lauter, entre les lieux dits *Obere Lauterwiesen, Soolbrünnel* (France) et *Im grossen Woog* (Bavière), *Grosser Woog* (France) et *Im kleinen Woog* (Bavière, plan n° 49), *Kandelwiesen, Hollerwiesen* (France) et *Deutschenwiese* (Bavière, plan n° 50), coupant en son milieu un pont que franchit le chemin conduisant de Schleithal (France) aux deux anciennes tuileries dites *Die obere Ziegelhütte* et *Die untere Ziegelhütte* (Bavière), pont aux extrémités duquel ont été placées deux bornes jumelles numérotées 1, à 2.820 mètres environ des bornes tribanales précitées.

De là, continuant à suivre la ligne médiane de la Lauter dans toutes ses sinuosités, la frontière coupe en son milieu un pont en bois reliant le moulin bavarois de *Bienwald* au territoire français et rencontre la ligne droite qui joint les deux bornes tribanales sises, l'une sur France à la sortie sud du pont, l'autre sur Bavière contre le mur du jardin du moulin dit *Bienwaldmühle*, à 1.370 mètres environ des bornes jumelles n° 1.

L'intersection de ces deux lignes marque le point de contact de la commune française d'ALTENSTADT et des communes bavaroises de STEINFELD (Bezirksamt Bergzabern) et de SCHEIBENHARDT (Bezirksamt Germersheim).

Article 31.

Frontière entre la commune française d'ALTENSTADT et la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT.

(Plan n° 50.)

Au point d'intersection de la ligne médiane de la Lauter et de la ligne droite qui joint les deux bornes tribanales situées, l'une sur France, à l'extrémité sud du pont, l'autre sur Bavière contre le mur du jardin du moulin dit *Bienwaldmühle*, point de contact entre la commune française d'ALTENSTADT et les communes bavaroises de STEINFELD (Bezirksamt Bergzabern) et de SCHEIBENHARDT (Bezirksamt Germersheim), la frontière quitte la ligne médiane de la rivière pour suivre le canal de décharge ; coupant en son milieu la vanne du moulin, elle continue à suivre l'axe du canal maçonné sur une longueur de 20 mètres environ et, de là, se dirige en ligne droite jusqu'au point d'intersection de la ligne médiane du canal avec la ligne joignant les deux bornes jumelles tribanales placées de part et d'autre du canal ; ces deux bornes se trouvent à 77 mètres environ au sud des deux premières bornes tribanales indiquées au début de l'article.

Ce point est celui de contact des communes françaises d'ALTENSTADT et de SALMBACH et la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT.

Article 32.

Frontière entre la commune française de SALMBACH et la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT.

(Plans nos 50, 51 et 52.)

Partant du point d'intersection de la ligne médiane du canal de décharge du moulin dit *Bienwaldmühle* avec la droite qui joint les deux bornes tribanales sises de part et d'autre dudit canal, point de contact entre les communes françaises d'ALTENSTADT et de SALMBACH et la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT, la frontière suit la ligne médiane dudit canal, entre les lieux dits *Ohliggelder* (France) et *Seegmühlwiesen* (Bavière) et rejoint, à 650 mètres environ des bornes tribanales, la ligne médiane de la Lauter en aval des deux bornes jumelles n° 1 placées, l'une sur France, au sud du confluent du canal et de la rivière, l'autre sur Bavière, à l'extrémité est de l'île formée par ces deux cours d'eau.

Artikel 30.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde STEINFELD
und der französischen Gemeinde ALTENSTADT.

(Plan Nr. 48, 49 und 50.)

Von dem Schnittpunkt der Mittellinie der Lauter mit der Geraden zwischen den beiden Dreibännern zu beiden Seiten des Flusses, dem Berührungspunkte der bayerischen Gemeinden KAPSWEYER und STEINFELD und der französischen Gemeinde ALTENSTADT, folgt die Grenze weiterhin der Mittellinie der Lauter zwischen den Gewannen, *Im grossen Woog* (Bayern) und *Obere Lauterwiesen, Soolbrünnel* (Frankreich) *Im kleinen Woog* (Bayern, Plan Nr. 49) und *Grosser Woog* (Frankreich), ferner *Deutschen wiese* (Bayern) und *Kandelwiesen, Hollerwiesen* (Frankreich, Plan Nr. 50); sie verläuft dabei mitten über eine Brücke, über die der Weg von den zwei früheren Ziegeleien *Die obere Ziegelhütte* und *Die untere Ziegelhütte* (Bayern) nach Schleithal (Frankreich) führt ; an den Enden dieser Brücke sind, etwa 2 820 m von den vorerwähnten Dreibännern entfernt, zwei Doppelsteine Nr. 1 gesetzt worden.

Von da ab folgt die Grenze wiederum der Mittellinie der Lauter in all ihren Windungen, verläuft mitten über eine hölzerne Brücke, die die *Bienwaldmühle* (Bayern) mit dem französischen Gebiete verbindet, und trifft auf die Verbindungslinie zweier Dreibänner, von denen der eine auf bayerischer Seite an der Gartenmauer der *Bienwaldmühle*, der andere auf französischer Seite am südlichen Ende der Brücke steht, etwa 1 370 m von den Doppelsteinen Nr. 1 entfernt.

Der Schnittpunkt dieser beiden Linien bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden STEINFELD (Bezirksamt Bergzabern) und SCHEIBENHARDT (Bezirksamt Germersheim) und der französischen Gemeinde ALTENSTADT.

Artikel 31.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT
und der französischen Gemeinde ALTENSTADT.

(Plan Nr. 50.)

Im Schnittpunkt der Mittellinie der Lauter mit der Geraden zwischen den beiden Dreibännern, von denen der eine auf bayerischer Seite an der Gartenmauer der *Bienwaldmühle*, der andere auf französischer Seite am südlichen Ende der Brücke steht, dem Berührungspunkte der bayerischen Gemeinden STEINFELD (Bezirksamt Bergzabern) und SCHEIBENHARDT (Bezirksamt Germersheim) und der französischen Gemeinde ALTENSTADT, verlässt die Grenze die Mittellinie des Flusses und folgt dem Abflusskanal ; sie verläuft durch die Mitte des Mühlwehres, folgt der Achse des auf eine Länge von etwa 20 m gemauerten Kanals und wendet sich alsdann zu dem Schnittpunkt der Mittellinie des Kanals mit der geraden Verbindungslinie zwischen den Doppeldreibännern, die zu beiden Seiten des Kanals in etwa 77 m Entfernung von den zwei ersten, zu Eingang des Artikels erwähnten Dreibännern stehen.

Dieser Punkt ist der Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT und der französischen Gemeinden ALTENSTADT und SALMBACH.

Artikel 32.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT
und der französischen Gemeinde SALMBACH.

(Plan Nr. 50, 51 und 52.)

Von dem Schnittpunkt der Mittellinie des Kanals der *Bienwaldmühle* mit der geraden Verbindungslinie zwischen zwei Dreibännern beiderseits dieses Kanals, dem Berührungspunkte zwischen der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT und den französischen Gemeinden ALTENSTADT und SALMBACH, folgt die Grenze der Mittellinie des genannten Kanals zwischen den Gewannen *Seegmühlwiesen* (Bayern) und *Ohliggelder* (Frankreich) und vereinigt sich, etwa 650 m von den Dreibännern entfernt, wieder mit der Mittellinie der Lauter, unterhalb der beiden Doppelsteine Nr. 1, von denen der eine auf bayerischer Seite an der östlichen Spitze der von den beiden Wasserläufen gebildeten Insel, der andere auf französischer Seite südlich ihres Zusammenflusses steht.

Continuant à suivre la ligne médiane de la Lauter, la frontière, après avoir longé les terres et prés dits *Der obere Giessen, Der mittlere Giessen* (Bavière, plan nº 51), passe entre les deux bornes jumelles numérotées 2, placées de part et d'autre de la rivière, à 1.680 mètres environ des bornes jumelles précédentes. Ces bornes numérotées 2 ont une section triangulaire pour indiquer qu'en cet endroit le *Forstbezirk Bienwald*, territoire bavarois autonome au point de vue administratif ne faisant partie d'aucune commune bavaroise, s'avance entre le territoire de la commune de *Scheibenhardt* jusqu'à proximité immédiate de la rive gauche de la Lauter, sur une longueur de 100 mètres environ.

Continuant à descendre la ligne médiane de la Lauter pendant 490 mètres environ le long du lieu dit *Auf dem Giessen* (Bavière), la frontière coupe en son milieu, entre les deux bornes jumelles nº 3, le pont que franchit le chemin, venant de la route Wissembourg-Lauterbourg et se dirigeant sur Schaidt (Bavière). Elle arrive ensuite aux deux bornes jumelles tribanales (plan nº 52) situées à 160 mètres environ des précédentes, l'une sur France à l'extrémité est d'un talus, l'autre sur Bavière dans les prés dits *Kappes Garten*. L'intersection de la ligne médiane de la rivière et de la ligne droite joignant ces deux bornes marque le point de contact des communes françaises de SALMBACH et de NIEDERLAUTERBACH et de la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT.

Article 33.

Frontière entre la commune française de NIEDERLAUTERBACH et la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT.

(Plans nºs 52, 53 et 54.)

Du point d'intersection de la ligne médiane de la Lauter et de la ligne droite joignant les deux bornes tribanales jumelles situées, l'une sur France à l'extrémité est d'un talus, l'autre sur Bavière, dans les prés dits *Kappes Garten*, point de contact entre les communes françaises de SALMBACH et de NIEDERLAUTERBACH et la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT, la frontière descend la ligne médiane de la rivière, longe les lieux dits *Alten Mölsch* (France) et passe à 1.070 mètres environ en aval de ces bornes tribanales entre les deux paires de bornes jumelles numérotées △/1, △/2. Ces bornes sont de section triangulaire pour indiquer qu'en cet endroit un pré appartenant au *Forstbezirk Bienwald*, territoire bavarois autonome au point de vue administratif ne faisant partie d'aucune commune bavaroise, s'avance jusqu'à la rive gauche de la Lauter sur une longueur de trente mètres environ, séparant les prés de la commune de Scheibenhardt.

Continuant à descendre le cours de la rivière, la frontière coupe en son milieu, à 220 mètres environ de là, le pont encadré par les bornes jumelles nº 1, que franchit le chemin Niederlauterbach-Schaidt, et atteint, à 170 mètres environ en aval, à un coude brusque du cours d'eau, les bornes triangulaires jumelles numérotées 2, placées de part et d'autre de la Lauter pour indiquer, comme aux bornes jumelles △/1 et △/2, qu'en ce point les bois faisant partie du *Forstbezirk Bienwald* s'avancent entre les prés du territoire de la commune de Scheibenhardt jusqu'à la rive de gauche la Lauter.

Continuant à suivre la ligne médiane de la rivière et longeant les prés dits *Lemben Wiesen* et *Riedwiesen* (Bavière, plan nº 53), la frontière atteint les deux bornes triangulaires numérotées 3, placées à 1.610 mètres environ des précédentes pour indiquer également qu'en cet endroit les bois du *Forstbezirk Bienwald* s'avancent jusqu'à la rive gauche du cours d'eau, séparant les prés du territoire de la commune de Scheibenhardt.

La frontière, après avoir descendu le cours de la rivière pendant 1.120 mètres environ, passe, à un coude brusque, entre les deux bornes triangulaires jumelles numérotées 4, placées, pour la même raison, l'une sur la rive française, dans un pré au nord du bois dit *Bruch*, l'autre sur la rive bavaroise, en lisière des bois du *Forstbezirk Bienwald*, séparant les prés du territoire de la commune de Scheibenhardt dits *Fischerlöcher* et *Hermeswiesen*.

A 730 mètres environ de là, elle atteint enfin, après avoir longé divers bois, prés et terres dits *Waldäcker* (France, plan nº 54), *Hermeswiesen* et *Auf der Zange* (Bavière), deux bornes jumelles, l'une quadrangulaire, sur la rive française à quelques mètres au sud-est de l'embouchure dans la Lauter du ruisseau dit *Waldbach*, l'autre triangulaire, sur la rive bavaroise, dans les prés, face à la précédente.

L'intersection de la ligne médiane de la rivière et de l'alignement de ces des bonres marque le point de contact des communes françaises de NIEDERLAUTERBACH et de SCHEIBENHARD et de la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT.

Die Grenze folgt dann der Mittellinie der Lauter und geht, nachdem sie die Acker- und Wiesengewannen *Der obere Giessen, Der mittlere Giessen* (Bayern, Plan Nr. 51) berührt hat, zwischen den Doppelsteinen Nr. 2, etwa 1 680 m von den vorigen Doppelsteinen entfernt, hindurch. Diese Steine Nr. 2 haben einen dreieckigen Querschnitt, um anzudeuten, dass an dieser Stelle der *Forstbezirk Bienwald*, ein zu keiner bayerischen Gemeinde gehöriges, besonders verwaltetes Gebiet, sich auf einer Strecke von etwa 100 m unmittelbar an das linke Ufer der Lauter heranschiebt.

Im weiteren Verlauf talabwärts berührt die Grenze die Gewanne *Auf dem Giessen* (Bayern) und geht nach etwa 490 m zwischen den Doppelsteinen Nr. 3 mitten über die Brücke, über die der Weg von Schaidt (Bayern) zur Strasse Wissembourg-Lauterbourg führt. Sie gelangt dann zu den beiden Doppeldreibännern (Plan Nr. 52), die etwa 160 m von den vorigen entfernt, der eine auf bayerischer in der Gewanne *Kappes Garten*, der andere auf französischer Seite am östlichen Ende einer Böschung stehen. Der Schnitt der Mittellinie des Flusses mit der Geraden, die diese beiden Steine verbindet, bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT und der französischen Gemeinden SALMBACH und NIEDERLAUTERBACH.

Artikel 33.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT und der französischen Gemeinde NIEDERLAUTERBACH.

(Plan Nr. 52, 53 und 54.)

Von dem Schnittpunkt der Mittellinie der Lauter mit der geraden Verbindungslinie zwischen den Doppeldreibännern, von denen der eine auf bayerischer Seite in der Gewanne *Kappes Garten*, der andere auf französischer Seite an dem östlichen Ende einer Böschung steht, dem Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden SCHEIBENHARDT und der französischen Gemeinden SALMBACH und NIEDERLAUTERBACH, verläuft die Grenze weiterhin talabwärts in der Mittellinie des Flusses längs der Gewanne *Alten Mölsch* (Frankreich) und zieht in etwa 1 070 m Entfernung unterhalb dieser Dreibänner zwischen den beiden Doppelsteinpaaren Nr. △/1, △/2 hindurch. Diese Steine sind von dreieckigem Querschnitt, um anzudeuten, dass an dieser Stelle eine Wiese des *Forstbezirks Bienwald*, eines zu keiner bayerischen Gemeinde gehörigen, besonders verwalteten Gebietes, sich auf einer Strecke von etwa 30 m an das linke Ufer der Lauter heranschiebt und so die Wiesengründe der Gemeinde Scheibenhardt voneinander trennt.

Im weiteren Verlauf folgt die Grenze talabwärts dem Flusse und verläuft, etwa 220 m entfernt, mitten über eine Brücke, die von den Doppelsteinen Nr. 1 eingefasst ist und über die der Weg Schaidt-Niederlauterbach führt; etwa 170 m weiter abwärts gelangt sie bei einer scharfen Biegung des Wasserlaufs zu den beiden dreikantigen Doppelsteinen Nr. 2, die beiderseits der Lauter stehen und wie die Doppelsteine Nr. △/1, △/2 anzeigen, dass an dieser Stelle die Waldungen des *Forstbezirks Bienwald* sich zwischen den Wiesengründen der Gemeinde Scheinhardt bis an das linke Ufer der Lauter vorschieben.

Die Grenze folgt weiter der Mittellinie des Flusses längs der Gewannen *Lemben Wiesen* und *Riedwiesen* (Bayern, Plan Nr. 53) und gelangt zu den zwei dreikantigen Doppelsteinen Nr. 3, die etwa 1 610 m von den vorigen entfernt stehen und ebenfalls andeuten, dass an dieser Stelle die Waldungen des *Forstbezirks Bienwald* sich bis an das linke Ufer des Wasserlaufs vorschieben und die Wiesengründe der Gemeinde Scheibenhardt voneinander trennen.

Nach dem die Grenze etwa weitere 1 120 m des Flusslaufes talabwärts durchmessen hat, zieht sie bei einem scharfen Knie zwischen den beiden dreikantigen Doppelsteinen Nr. 4 hindurch, die aus demselben Grunde, der eine auf bayerischer Seite am Saume des zum *Forstbezirke Bienwald* gehörigen Waldes, der andere auf französischer Seite in einer Wiese nördlich des Gehölzes *Bruch* stehe und die Wiesen der Gemarkung Scheibenhardt *Fischerlöcher* und *Hermeswiesen* voneinander trennen.

Etwa 730 m von da gelangt sie endlich, nachdem sie längs etlicher Gehölze, Wiesen und Aecker, nämlich der *Hermeswiesen* und *Auf der Zange* (Bayern, Plan Nr. 54) und *Waldäcker* (Frankreich), verlaufen ist, zu zwei Doppelsteinen, von denen der eine, dreikantige, auf dem bayerischen Ufer in den Wiesen, der andere, vierkantige, gegenüber dem vorigen, einige Meter südöstlich der Einmündung des *Waldbachs* in die Lauter auf dem französischen Ufer steht.

Der Schnitt der Mittellinie des Flusses mit der Verbindungslinie dieser beiden Steine bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT und der französischen Gemeinden NIEDERLAUTERBACH und SCHEIBENHARDT.

Article 34.

Frontière entre la commune française de SCHEIBENHARD et la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT.

(Plans nos 54 et 55.)

Partant du point de concours de la ligne médiane de la Lauter et de la ligne droite joignant les deux bornes tribanales jumelles, l'une quadrangulaire située sur la rive française, à quelques mètres au sud-est de l'embouchure dans la Lauter du ruisseau dit *Waldbach*, l'autre triangulaire sur la rive bavaroise, dans les prés, face à la précédente, point de contact entre les communes françaises de NIEDERLAUTERBACH et de SCHEIBENHARD et de la commune bavaroise de SCHEIBENHARDT, la frontière continue à suivre la ligne médiane de la rivière entre les prés dits *Zwellgärten* (France) et *Die Sangwiesen* (Bavière), coupe en son milieu le pont reliant les territoires de la commune de Scheibenhard (France) à la commune de Scheibenhardt (Bavière), de part et d'autre duquel ont été placées les deux bornes jumelles n° 1, à 410 mètres environ des précédentes.

De là, laissant en Bavière les prés dits *Der Himmels Garten*, puis l'origine du canal de dérivation du *moulin de Scheibenhard*, elle passe entre les deux bornes jumelles n° 2, situées à 740 mètres environ du pont, et arrive à 8 mètres à l'est de ces bornes n° 2 à l'intersection des deux lignes médianes de la Lauter et du canal de décharge longeant les bâtiments du moulin.

Prenant alors une direction nord est et quittant la Lauter, la frontière, empruntant la ligne médiane dudit canal, coupe une vanne, passe entre les deux bornes jumelles n° 3 et arrive à un point situé à 20 mètres de chacune de ces deux bornes n° 3 et à 38 m. 50 de la borne jumelle nord n° 4. Sur ce parcours, la frontière suit un alignement repéré au sud par un trait vertical tracé sur la maçonnerie de rive droite de la Lauter, à 5 m. 63 de la borne jumelle n° 2 sur France, et au nord par le centre de la borne jumelle n° 4 en Bavière.

Du point ci-dessus défini, la frontière, faisant un angle obtus, prend une direction est et va rejoindre à 10 mètres environ au nord de la borne jumelle n° 4 placée sur la rive française, la ligne médiane du canal de décharge.

Suivant alors cette ligne médiane entre l'île que forme le canal et la Lauter, île qui reste en France, et les prés dits *An der Schmelze* (Bavière), elle rejoint la ligne médiane de la Lauter, après être passée entre les deux bornes jumelles n° 5 (plan n° 55) situées de part et d'autre du canal de décharge près de son confluent avec la Lauter, à 230 mètres environ des précédentes.

Continuant à descendre le cours de la rivière entre les lieux dits *Kellereiacker*, *Miehlweyer*, *Engelgrund* (France) et *Die Lehmenwiesen*, *Paulen Michels Wiesen*, *Das Gendarmen Loch*, *Die Herrschaftswiese* et *Grosse Damm Wiesen* (Bavière), la frontière atteint, après un parcours de 1.740 mètres environ, la ligne droite joignant les deux bornes quadrangulaires jumelles placées de part et d'autre de la Lauter à l'ouest de l'alignement d'une digue en Bavière dite *Der grosse Damm* et d'une digue moins importante en France.

Le point de concours de cette ligne médiane et de cette droite est le point de contact des deux communes françaises de SCHEIBENHARD et de LAUTERBOURG et des deux communes bavaroises de SCHEIBENHARDT et de BERG.

Article 35.

Frontière entre la commune française de LAUTERBOURG et la commune bavaroise de BERG.

(Plans nos 55, 56, 57, 58, 59 et 60.)

Du point où la ligne médiane de la Lauter coupe l'alignement des deux bornes quadribanales jumelles placées, l'une sur la rive française, l'autre sur la rive bavaroise, à 60 mètres environ de l'alignement d'une digue en Bavière dite *Der grosse Damm* et d'une digue moins importante en France, point de contact des deux communes françaises de SCHEIBENHARD et de LAUTERBOURG et des deux communes bavaroises de SCHEIBENHARDT et de BERG, la frontière descend le cours de la rivière sur une distance d'environ 970 mètres entre les prés dits *Gebirgswiese* (France) et *Die Gebirgswiesen* (Bavière)

Artikel 34.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT
und der französischen Gemeinde SCHEIBENHARD.

(Plan Nr. 54 und 55.)

Der Schnittpunkt der Mittellinie der Lauter mit der Verbindungslinie zwischen den beiden Doppeldreibännern, von denen der eine vierkantig ist und auf dem französischen Ufer einige Meter südöstlich der Einmündung des sogenannten *Waldbachs* in die Lauter steht, der andere, dreikantige, auf dem bayerischen Ufer in den Wiesen dem vorigen gegenübersteht, bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde SCHEIBENHARDT und der französischen Gemeinden NIEDERLAUTERBACH und SCHEIBENHARD. Von diesem Punkte folgt die Grenze weiterhin der Mittellinie des Flusses zwischen den Gewannen *Die Sangwiesen* (Bayern) und *Zwellgärten* (Frankreich) und verläuft mitten über die Brücke, die die Dörfer Scheibenhardt (Bayern) und Scheibenhard (Frankreich) miteinander verbindet und zu deren beiden Seiten, etwa 410 m von den vorigen entfernt, die Doppelsteine Nr. 1 gesetzt wurden.

Alsdann belässt sie bei Bayern die Wiesen *Der Himmels Garten* sowie die Abzweigung des Abflusskanals der *Mühle von Scheibenhard*, verläuft zwischen den beiden Doppelsteinen Nr. 2, die etwa 740 m von der Brücke entfernt stehen, und erreicht etwa 8 m östlich dieser Steine Nr. 2 den Schnittpunkt der Mittellinie der Lauter und des Abflusskanals, der an den Mühlgebäuden vorbeifliesst.

In nordöstlicher Richtung verlässt die Grenze sodann die Lauter und folgt der Mittellinie des genannten Kanals, schneidet ein Wehr, verläuft zwischen den beiden Doppelsteinen Nr. 3 und gelangt zu einem Punkte, der von jedem der Steine Nr. 3 je 20 m und von dem nördlichen Doppelsteine Nr. 4 38,5 m entfernt ist. Auf dieser Strecke verläuft die Grenze in der Geraden, die im Süden durch einen senkrechten Strich an dem Mauerwerke des rechten Lauterufers, 5,63 m von dem auf französischer Seite befindlichen Doppelstein Nr. 2 entfernt, und im Norden durch den Mittepulnkt des auf bayerischer Seite stehenden Doppelsteines Nr. 4 versichert ist.

Bei dem oben bestimmten Punkte schlägt die Grenze in einem stumpfen Winkel die Richtung nach Osten ein und vereinigt sich etwa 10 m nördlich des auf dem französischen Ufer stehenden Steines Nr. 4 wieder mit der Mittellinie des Abflusskanals.

Sie folgt dann dieser Mittellinie zwischen der Insel, die dieser Kanal mit der Lauter bildet und die bei Frankreich verbleibt, und den Wiesen *An der Schmelze* (Bayern) und vereinigt sich wieder mit der Mittellinie der Lauter, nachdem sie zwischen den beiderseits des Abflusskanals unweit seines Zusammenflusses mit der Lauter, etwa 230 m von den vorigen entfernt stehenden Doppelsteinen Nr. 5 (Plan Nr. 55) hindurchgegangen ist.

Die Grenze folgt weiter talabwärts dem Laufe des Flusses zwischen den Gewannen *Lehmenwiesen, Paulen Michels Wiesen, Das Gendarmen Loch, Die Herrschaftswiese* und *Grosse Damm Wiesen* (Bayern) und *Kellereiacker, Miehlweyer, Engelgrund* (Frankreich) und gelangt nach einer Strecke von etwa 1 740 m zu der geraden Verbindungslinie der Doppelvierbänner, die beiderseits der Lauter westlich der Verbindungslinie eines auf bayerischer Seite befindlichen Dammes, genannt *Der grosse Damm*, mit einem kleineren auf französischer Seite befindlichen Damme stehen.

Der Schnittpunkt dieser Mittellinie mit dieser Geraden ist der Berührungspunkt der beiden bayerischen Gemeinden SCHEIBENHARDT und BERG und der beiden französischen Gemeinden SCHEIBENHARD und LAUTERBOURG.

Artikel 35.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde BERG
und der französischen Gemeinde LAUTERBOURG.

(Plan Nr. 55, 56, 57, 58, 59 und 60.)

Der Punkt, in dem die Mittellinie der Lauter die gerade Verbindungslinie zwischen den Doppelvierbännern schneidet, von denen der eine auf dem bayerischen, der andere auf dem französischen Ufer etwa 60 m von der Verbindungslinie eines Dammes auf bayerischer Seite, gennant *Der grosse Damm*, mit einem kleineren Damm auf französischer Seite steht, bildet den Berührungspunkt der beiden bayerischen Gemeinden SCHEIBENHARDT und BERG und der beiden französischen Gemeinden SCHEIBENHARD und LAUTERBOURG. Von diesem Punkte an folgt die Grenze talabwärts dem

jusqu'à l'aligenement des deux bornes jumelles nº 1 (plan nº 56) situées, l'une sur France, au nord et à proximité de la voie ferrée Wissembourg-Lauterbourg, l'autre sur la rive opposée de la Lauter.

Quittant la ligne médiane de la rivière au point de rencontre avec l'alignement précité, la frontière, qui va en ligne droite de borne à borne jusqu'au point où elle rejoint la Lauter (bornes nº 44), prenant une direction nord, passe par la borne jumelle nº 1 de rive gauche et les bornes numérotées 2, 3, 4, 4/1, et 5, entre les lieux dits *Lauterwies* (France), *Die Gebirgswiesen* et *Schaafhof Aecker* (Bavière).

De la borne nº 5 située en bordure sud du chemin Scheibenhardt-Neu-Lauterbourg où elle prend une direction est, la frontière longe, d'un côté, ledit chemin, qui reste en Bavière et, de l'autre, les terres dites *Die Bann-Weide* (France), jusqu'à la borne nº 14, passant par les bornes numérotées 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, et 13. A la borne nº 14, s'écartant du chemin, elle coupe obliquement un talus au pied duquel se trouve la borne nº 15.

De là, prenant une direction sud, elle va à la borne nº 16, longeant le pied de ce talus.

A cette dernière, sise à 15 mètres environ au nord de la voie ferrée Wissembourg-Lauterbourg, elle reprend une direction générale est, passe par la borne nº 17, les bornes numérotées 18, 19 et 20, le long des jardins du hameau bavarois de Neu-Lauterburg, au nord des prés dits *Obere Ohligwies* (France), par la borne nº 21, sise à l'angle sud-ouest d'une maison [1] sur Bavière, traverse un hangar et atteint, à l'extrémité nord de la clôture d'un verger en France, la borne nº 22 sise en bordure ouest de la route Lauterbourg-Landau qu'elle coupe pour atteindre la borne nº 23, en bordure est de cette route.

De là, décrivant vers le nord une courbe qui s'infléchit progressivement vers le sud-est, elle passe par les bornes numérotées 24, 25, 26, 27 et 28 ; à partir de cette dernière elle longe le sommet d'un talus au sommet duquel se trouvent les bornes nº 29, 30, 31 et 32, en lisière d'un boqueteau en France.

De là, descendant à la borne nº 33, elle change de direction vers le sud-ouest à cette borne et atteint la borne nº 34 où elle reprend une direction générale sud-est jusqu'à la borne nº 40, passant par les bornes numérotées 35, 35/1 (plan nº 57), 36, 37, 38, 39 et 40, situées au sommet d'un talus, entre les prés dits *Ohligwies* (France) et les champs dits *Stolzenacker* (Bavière).

De la borne nº 40 à la borne nº 43, sises au sommet du même talus qui surplombe en partie la Lauter, la frontière suit une direction est et nord-est, passant par les bornes numérotées 41 et 42.

A la borne nº 43, changeant de direction vers le sud, elle quitte ledit talus au pied duquel se trouve une borne numérotée 44, face à laquelle est placée, sur la rive droite de la Lauter, une autre borne portant le même numéro. La frontière suit l'alignement de ces deux bornes jumelles jusqu'à sa rencontre avec la ligne médiane de la rivière, qu'elle emprunte, comme précédemment. Passant entre les prés dits *Olihgwies*, *Heidenwoog* (France) et *Die Wasserhölle*, *Die Fahrwiese* et *Die Scheizerwiese* (Bavière), elle atteint, après avoir parcouru 650 mètres environ, l'alignement des deux bornes nº 45, placées de part et d'autre de la Lauter, près d'une ancienne digue dénommée *Der Schlieren Damm* (Bavière) au point où la rivière se séparait autrefois en deux branches : l'une dénommée *Lauter* restant en Bavière, l'autre connue sous le nom de *Vieille Lauter* suivie par la frontière. Actuellement, le lit de cette seconde branche, peu visible à son origine, est jalonné par les bornes frontières.

Quittant donc la ligne médiane de la Lauter à l'intersection susdite, la frontière prenant la direction générale du sud, passe par la borne jumelle nº 45 sud et se dirigeant en ligne droite de borne à borne, elle emprunte l'ancien lit de la *Vieille Lauter*, dans lequel ont été placées les bornes numérotées 46, 47, 47/1, 47/2, 47/3, 47/4, 47/5, 47/6, 47/7, 47/8, 47/9, 47/10 et 48. De là, montant sur le talus nord de la voie ferrée Lauterbourg-Germersheim, elle atteint la borne nº 49, coupe normalement la voie ferrée et passe par la borne nº 50, laissant en France le ponceau sur lequel cette voie ferrée franchit le lit actuel de la Vieille Lauter.

De la borne nº 50, la frontière, descendant en ligne droite du talus de chemin de fer, gagne le point milieu des deux bornes jumelles nº 51.

A partir de ce point, elle suit les sinuosités de la ligne médiane de l'ancien lit de la Vieille Lauter, encadré par les bornes jumelles numérotées 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 et 59, laissant en Bavière les lieux dits *Bornbügelwiesen*, *Das Bornbügel*, *Breites Wehr* et *Das Dreck Wehrel*. Entre les paires de bornes numérotées 52 et 53 se trouve au sommet d'un saillant faisant partie des anciennes *lignes de Wissembourg* à 35 mètres environ à l'ouest de la frontière, le signal géodésique Lauterbourg I.

A hauteur des deux bornes nº 59, la frontière change de direction vers le nord-est et continuant à suivre la ligne médiane de la Vieille Lauter, passe entre les bornes jumelles numérotées 60, 61 et 62

[1] Voir les remarques à la fin de l'article.

Laufe des Flusses auf einer Strecke von 970 m zwischen den Wiesen *Die Gebirgswiesen* (Bayern) und *Gebirgswiese* (Frankreich) bis zu der Verbindungslinie der beiden Doppelsteine Nr. 1 (Plan Nr. 56), von denen der eine auf französischer Seite nördlich nnweit der Eisenbahnlinie Wissembourg-Lauterbourg, der andere auf dem gegenüberliegenden Ufer der Lauter steht.

Im Schnittpunkt mit der vorerwähnten Verbindungslinie verlässt die Grenze die Mittellinie der Lauter, verläuft geradlinig von Stein zu Stein bis zu dem Punkte, wo sie die Lauter wieder erreicht (Stein Nr. 44), und schlägt die Richtung nach Norden über den Doppelstein Nr. 1 am linken Ufer, sodann über die Steine Nr. 2, 3, 4, 4/1 und 5 zwischen den Gewannen *Die Gebirgswiesen* und *Schaafhof Aecker* (Bayern) und *Lauterwies* (Frankreich) ein.

Bei dem Steine Nr. 5 am Südrande des Weges Scheibenhardt-Neu-Lauterburg schlägt die Grenze die östliche Richtung ein und geht längs des genannten bei Bayern verbleibenden Weges auf der einen Seite und längs der Gewanne *Die Bann-Weide* (Frankreich) auf der anderen Seite bis zu dem Steine Nr. 14 über die Steine Nr. 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 und 13. Bei dem Steine Nr. 14 entfernt sich die Grenze von dem Wege und schneidet schräg über eine Böschung ,an deren Fuss der Stein Nr. 15 steht.

Von da verläuft sie in südlicher Richtung am Fusse dieser Böschung entlang zu dem Steine Nr. 16.

Bei dem letzteren, der etwa 15 m nördlich der Eisenbahnstrecke Wissembourg-Lauterbourg steht, wendet sie sich wieder im allgemeinen ostwärts, verläuft über die Steine Nr. 17, 18, 19 und 20, längs der Gärten des bayerischen Weilers Neu-Lauterburg und nördlich der Wiesen *Obere Ohligwies* (Frankreich), über den Stein Nr. 21, der an der südwestlichen Ecke eines Hauses[1] auf bayerischer Seite steht, durchschneidet einen Schuppen und gelangt am nördlichen Ende des Zaunes eines Obstgartens auf französischer Seite zu dem Steine Nr. 22, am Westrande der Strasse Landau-Lauterbourg, nach deren Überquerung sie den Stein Nr. 23 an ihrem östlichen Rande erreicht.

Von da beschreibt die Grenze nach Norden einen Bogen, der sich allmählich nach Südosten neigt über die Steine Nr. 24, 25, 26, 27 und 28 ; von dem letzteren an verläuft sie am oberen Rande einer Böschung, auf der die Steine Nr. 29, 30, 31 und 32 am Saume eines kleinen auf französischer Seite befindlichen Gehölzes stehen.

Von da an steigt sie zu dem Steine Nr. 33 hinunter, ändert hier die Richtuug nach Südwesten und erreicht den Stein Nr. 34, wo sie eine allgemein südöstliche Richtung bis zu dem Steine Nr. 40 einschlägt und geht über die Steine Nr. 35, 35/1 (Plan Nr. 57), 36, 37, 38, 39 und 40, die am oberen Rande einer Böschung zwischen den Feldern *Stolzenacker* (Bayern) und den Wiesen *Ohligwies* (Frankreich) stehen.

Von dem Steine Nr. 40 bis zu dem Steine Nr. 43, die auf derselben, die Lauter streckenweise überragenden Böschung stehen, verläuft die Grenze in östlicher und nordöstlicher Richtung über die Steine Nr. 41 und 42.

Bei dem Steine Nr. 43 ändert sie die Richtung nach Süden, verlässt die genannte Böschung, an deren Fuss sich ein Stein Nr. 44 befindet, demgegenüber auf dem rechten Ufer der Lauter ein anderer Stein Nr. 44 gesetzt worden ist. Die Grenze verläuft in der Linie zwischen diesen beiden Doppelsteinen bis zu ihrem Schnitt mit der Mittellinie des Flusses ,der sie nun wie vorher folgt. Sie geht zwischen den Wiesen *Die Wasserhölle, Die Fahrwiese* und *Die Schweizerwiese* (Bayern) und *Ohligwies, Heidenwoog* (Frankreich) hindurch und erreicht nach etwa 650 m die Verbindungslinie der zwei Steine Nr. 45 die beiderseits der Lauter unweit eines ehemaligen Dammes, genannt *Der Schlieren Damm* (Bayern) an dem Punkte stehen, bei dem sich der Fluss ehedem in zwei Arme teilte : der eine, genannt *Lauter*, verbleibt bei Bayern ; dem anderen, bekannt unter dem Namen *Alte Lauter*, folgt die Grenze. Gegenwärtig ist das Bett dieses in seinem Anfang wenig erkennbaren Armes durch Landesgrenzsteine gekennzeichnet.

Die Grenze verlässt also die Mittellinie der Lauter bei dem obenbezeichneten Schnittpunkt, schlägt eine allgemein südliche Richtung ein und geht über den südlichen der Doppelsteine Nr. 45 ; in gerader Linie von Stein zu Stein verläuft sie in dem ehemaligen Bette der *Alten Lauter*, in dem die Steine Nr. 46, 47, 47/1, 47/2, 47/3, 47/4, 47/5, 47/6, 47/7, 47/8, 47/9, 47/10 und 48 gesetzt worden sind. Von da an steigt sie die nördliche Böschung der Eisenbahnstrecke Germersheim-Lauterbourg hinan, erreicht den Stein Nr. 49, schneidet senkrecht über die Gleise und geht über den Stein Nr. 50, wobei sie das Brückchen, auf dem die Bahnlinie das jetzige Bett der Alten Lauter überschreitet, bei Frankreich belässt.

Von dem Steine Nr. 50 steigt die Grenze in gerader Linie die Böschung des Bahnkörpers hinab und erreicht die Mitte zwischen den beiden Doppelsteinen Nr. 51.

Von diesem Punkte an folgt sie den Windungen der Mittellinie des ehemaligen Bettes der Alten Lauter, das seitlich durch die Doppelsteine Nr. 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 und 59 versichert ist und belässt bei Bayern die Gewannen *Bornbügelwiesen, Das Bornbügel, Breites Wehr* und *Das Dreck Wehrel.* Zwischen den Steinpaaren Nr. 52 und 53 befindet sich auf dem Gipfel eines Vorsprungs der alten *Befestigungslinien von Wissembourg*, etwa 35 m westlich der Grenze, der trigonometrische Punkt Lauterbourg I.

In der Höhe der Steine Nr. 59 ändert die Grenze die Richtung nach Nordosten, folgt weiterhin der Mittellinie der Alten Lauter, wobei sie zwischen den Doppelsteinen Nr. 60, 61 und 62 (Plan Nr. 58)

[1] Siehe die Anmerkung am Schlusse des Artikels.

(plan n° 58), à quelques mètres en aval desquelles le canal de décharge du Vieux Rhin joint la Vieille Lauter.

Continuant à suivre la ligne médiane de cette dernière, entre les lieux dits *Fahr Wehr, Salmen Wehr* et *Stumpfwies* (France) et *Beriten Wehr, Die Langwiese, Die Löcher, Die Oepfenau, Pommes Aecker* et *Oepfenauer Theiler* (Bavière, plan n° 59), la frontière coupe en son milieu le pont dit *Wehr-Brücke*, de part et d'autre duquel ont été plantées à 1.790 mètres environ des précédentes, les deux bornes jumelles n° 63, l'une sur la rive française en bordure est du chemin qui passe sur le pont, l'autre en Bavière, également en bordure est du chemin, sur la pente sud de la digue de bordement de la Vieille Lauter.

De là, descendant le cours de la rivière qui passe entre les prés dits *Wehr Wiesen* (France, plan n° 60), *Die Schanzen Theiler* et *Das Kriegs Wehr* (Bavière), la limite atteint la ligne droite qui joint deux bornes tribanales jumelles, l'une dans les prés en France, l'autre en Bavière, au sommet de la digue de bordement de la Vieille Lauter.

Le point de rencontre de la ligne médiane du cours d'eau et de l'alignement de ces deux bornes est le point de contact de la commune française de LAUTERBOURG et des communes bavaroises de BERG et de NEUBURG.

REMARQUE. — Entre les bornes n°s 21 et 22 il existe : en Bavière, une première construction dont le pignon sud n'est distant, en certains points, que de quelques centimètres de la frontière ; en Bavière, une seconde construction attenant à la première et qui longe la frontière sur 12 mètres environ ; en France, un hangar attenant à la seconde construction et qui est traversé par la frontière.

Ces constructions, tolérées en leur état actuel, ne pourront être reconstruites (voir l'article 36 du Traité).

Article 36.

Frontière entre la commune française de LAUTERBOURG et la commune bavaroise de NEUBURG.

(Plan n° 60.)

Partant du point de concours de la ligne médiane de la Vieille Lauter et de la ligne droite qui joint les bornes tribanales situées, l'une dans les prés sur France, l'autre sur Bavière, au sommet de la digue debordement de la rivière, point de concours de la commune française de LAUTERBOURG et des communes bavaroises de BERG et de NEUBURG, la frontière, suivant la ligne médiane de la Vieille Lauter, coupe en son milieu le pont-vanne de la digue du Rhin aux traits numérotés 1 et 2, gravés sur les parois intérieures des deux parapets et arrive à l'embouchure de la rivière dans le Rhin de part et d'autre de laquelle ont été placées deux bornes tribanales jumelles.

Du point milieu de ces deux bornes, la frontière, coupant le Rhin presque normalement à ses berges, se dirige en ligne droite vers une troisième borne tribanale située sur la rive droite badoise du fleuve, à hauteur des deux précédentes, jusqu'à sa rencontre avec l'axe du talweg du Rhin régularisé.

C'est en ce point de rencontre que se termine la deuxième Section des frontières entre la France et l'Allemagne (frontière entre la France et la Bavière) et que commence la frontière entre la France et le Pays de Bade (troisième section des frontières avec l'Allemagne).

Ce point de rencontre est en même temps le point de contact de la commune française de LAUTERBOURG (Canton de Lauterbourg, Arrondissement de Wissembourg, Département du Bas-Rhin), de la commune bavaroise de NEUBURG (Bezirksamt Germersheim, Regierungsbezirk Pfalz) et de la commune badoise d'AU (Bezirksamt Rastatt, Kreis Baden).

REMARQUE. — La borne tribanale française de rive gauche du Rhin a été placée à 136 mètres 80 en aval de la borne kilométrique 184 (origine française) ; la borne triangulaire badoise de rive droite du Rhin a été placée à 63 mètres 05 en aval de la borne kilométrique 182 (origine allemande).

A titre d'indication, il est noté que le point de contact de la France et des deux pays allemands de Bavière et de Bade, point défini au présent article, et à l'article 18 de la troisième Section, se trouvait en 1922 dans le Rhin à 197 mètres environ du point milieu des deux bornes tribanales de rive gauche et à 65 mètres environ de la borne tribanale de rive droite.

verläuft ; einige Meter flussabwärts der letzteren vereinigt sich der Abflusskanal des Altrheins mit der Alten Lauter.

Die Grenze folgt weiter der Mittellinie der letzteren zwischen den Gewannen *Breiten Wehr, Die Langwiese, Die Löcher, Die Oepfenau, Pommes Aecker* und *Oepfenauer Theiler* (Bayern) und *Fahr Wehr, Salmen Wehr* und *Stumpfwies* (Frankreich, Plan Nr. 59). Sie verläuft mitten über die sogenannte *Wehr-Brücke*; zu deren beiden Seiten, 1 790 m von den vorhergehenden entfernt, die beiden Steine Nr. 63, gesetzt worden sind, und zwar der eine auf dem bayerischen Ufer am östlichen Rande des über die Brücke führenden Weges auf dem Südhange des Uferdammes der Alten Lauter, der andere auf dem französischen Ufer ebenfalls am östlichen Rande des Weges.

Von da an folgt die Grenze weiter talabwärts dem Laufe des Flusses, der zwischen den Wiesen *Die Schanzen Theiler* und *Das Kriegs Wehr* (Bayern, Plan Nr. 60) und *Wehr Wiesen* (Frankreich) dahinzieht, und erreicht die gerade Verbindungslinie der beiden Dreibänner, von denen der eine auf französischer Seite in den Wiesen, der andere auf bayerischer Seite auf der Krone des Uferdammes der Alten Lauter steht.

Der Schnitt der Mittellinie des Wasserlaufs mit der geraden Verbindungslinie zwischen diesen beiden Steinen bezeichnet den Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden BERG und NEUBURG und der französischen Gemeinde LAUTERBOURG.

ANMERKUNG. — Zwischen den Steinen Nr. 21 und 22 steht auf bayerischer Seite ein erstes Gebäude, dessen südliche Giebelmauer stellenweise nur wenige Zentimeter von der Grenze entfernt ist ; auf bayerischer Seite ein zweites Gebäude, das dem ersten angebaut ist und sich auf einer Strecke von etwa 12 m der Grenze entlang zieht ; auf französischer Seite ein Schuppen, der an das zweite Gebäude angebaut ist und von der Grenze durchschnitten wird.

Diese in ihrem jetzigen Zustande geduldeten Bauwerke dürfen nicht wieder aufgebaut werden. (Siehe Artikel 36 des Vertrags.)

Artikel 36.

Grenze zwischen der bayerischen Gemeinde NEUBURG und der französischen Gemeinde LAUTERBOURG.

(Plan Nr. 60.)

Von dem Schnittpunkt der Mittellinie der Alten Lauter mit der geraden Verbindungslinie zwischen den beiden Dreibännern, von denen der eine auf bayerischer Seite auf der Krone des Flussuferdamms, der andere auf französischer Seite in den Wiesen steht, dem Berührungspunkt der bayerischen Gemeinden BERG und NEUBURG und der französischen Gemeinde LAUTERBOURG, folgt die Grenze der Mittellinie der Alten Lauter, geht über die Mitte der Schleusenbrücke am Rheindamm bei den Strichen Nr. 1 und 2, die auf der Innenwandung der beiden Brüstungen eingemeisselt sind, und erreicht die Einmündung des Flusses in den Rhein, zu deren beiden Seiten zwei Doppeldreibänner gesetzt worden sind.

Von der Mitte zwischen diesen beiden Steinen wendet sich die Grenze, wobei sie den Rhein fast senkrecht zu seinen Ufern überschneidet, zu einem dritten Dreibänner, der auf dem rechten badischen Ufer des Stromes in der Höhe der beiden vorhergehenden steht, und trifft auf die Achse des Talwegs im regulierten Rhein.

In diesem Schnittpunkt endigt der zweite Abschnitt der Grenze zwischen Deutschland und Frankreich (Grenze zwischen Bayern und Frankreich) und beginnt die Grenze zwischen dem Lande Baden und Frankreich (3. Grenzabschnitt).

Dieser Schnittpunkt ist gleichzeitig Berührungspunkt der bayerischen Gemeinde NEUBURG (Bezirksamt Germersheim, Regierungsbezirk Pfalz), der badischen Gemeinde AU (Bezirksamt Rastatt, Kreis Baden) und der französischen Gemeinde LAUTERBOURG (Canton de Lauterbourg, Arrondissement de Wissembourg, Département du Bas-Rhin).

ANMERKUNG. — Der badische Dreibänner auf dem rechten Rheinufer steht 63,05 m stromabwärts von dem Kilometerstein 182 (deutsche Kilometrierung) ; der französische Dreibänner auf dem linken Rheinufer steht 136,80 m stromabwärts von dem Kilometerstein 184 (französische Kilometrierung).

Zur Erläuterung wird bemerkt, dass der Berührungspunkt der beiden deutschen Länder Bayern und Baden mit Frankreich, wie er in diesem Artikel und in Artikel 18 des 3. Grenzabschnitts beschrieben ist, im Jahre 1922 sich im Rhein in etwa 197 m Entfernung von dem Mittelpunkt zwischen den beiden Dreibännern am linken Ufer und in etwa 65 m Entfernung von dem Dreibänner am rechten Ufer befand.

c) TROISIÈME SECTION DE LA FRONTIÈRE. FRONTIÈRE ENTRE LA FRANCE ET LE PAYS DE BADE.

Article premier.

Frontière entre l'Arrondissement français de MULHOUSE (Département du Haut-Rhin) et le Bezirksamt badois LÖRRACH (Kreis Lörrach).

(Cartes nos 1 et 2.)

La troisième section de la frontière entre la France et l'Allemagne (frontière entre la France et le Pays de Bade) commence à hauteur de Huningue-Weil sur l'alignement des bornes frontières nos 1 et 2 entre le Pays de Bade et la Suisse, situées sur la rive droite du Rhin, prolongé sur la rive gauche du Rhin et repéré par une arrière-borne R. M. I.

La borne frontière no 1 entre la commune badoise de WEIL et la commune suisse de BALE-VILLE se trouve à 41 mètres environ du bord supérieur du talus bordant la rive droite du Rhin ; la borne no 2 se trouve à 155 m. 86 à l'est, en bordure est de la Rheinstrasse de Petit-Huningue. L'arrière-borne R. M. I. se trouve sur la rive gauche du Rhin, quai de la République, à 303 m. 60 à l'ouest de la borne no 1.

Le point de départ de la limite dans le Rhin se trouve à l'intersection de l'alignement des bornes nos 2 et 1, prolongé dans la direction de l'arrière-borne R. M. I avec l'axe du talweg.

Ce point de départ est également le point de contact de la commune française de HUNINGUE (Canton de Huningue, Arrondissement de Mulhouse, Département du Haut-Rhin), et de la commune badoise de WEIL (Bezirksamt Lörrach, Kreis Lörrach).

Lorsque l'axe du talweg se trouve dans la moitié droite de la largeur des eaux en hauteur moyenne, la commune française de HUNINGUE est en contact avec la commune suisse de BALE-VILLE.

De ce point de départ dans le Rhin, la frontière suit en aval l'axe du talweg, coupant à 180 mètres environ le pont de bateaux entre Huningue et Weil et à une distance de 1 kilomètre environ, le pont de chemin de fer de Saint-Louis à Weil-Leopoldshöhe. Sur son parcours la frontière est en contact, du côté français, avec les communes de HUNINGUE, VILLAGE-NEUF (Neudorf), ROSENAU (Canton de Huningue) et KEMBS (Canton de Landser) et, du côté allemand, avec les communes badoises de WEIL, HALTINGEN, MÄRKT, KIRCHEN, EFFRINGEN, ISTEIN, HUTTINGEN et KLEIN KEMS (Bezirksamt Lörrach) ; elle quitte le territoire du Bezirksamt Lörrach au point de contact des communes badoises de KLEIN KEMS (Bezirksamt Lörrach) et RHEINWEILER (Bezirksamt Müllheim) avec les communes françaises de KEMBS (Canton de Landser) et de NIFFER (Canton de Habsheim, Arrondissement de Mulhouse).

REMARQUES. — 1° Sur le pont de bateaux la limite de souveraineté est à égale distance des bords extérieurs des corps morts et sur le pont de chemin de fer, au milieu de l'ensemble des travées principales. Elle est indiquée par un tableau apposé aux points ci-dessus mentionnés.

2° La position des bornes nos 1 et 2 (Pays de Bade-Suisse) et de la borne repère R. M. 1 est indiquée dans un protocole du 18 septembre 1922, relatif à la fixation du point frontière dans le Rhin près Weil-Huningue.

Article 2.

Frontière entre l'Arrondissement français de MULHOUSE et le Bezirksamt badois MÜLLHEIM.

(Cartes nos 2 et 3.)

Du point de contact des communes badoises de KLEIN KEMS (Bezirksamt Lörrach) et RHEINWEILER (Bezirksamt Müllheim) avec les communes françaises de KEMBS (Canton de Landser) et NIFFER (Canton de Habsheim, Arrondissement de Mulhouse), la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin. Elle est en contact, du côté français, avec les communes de NIFFER, PETIT LANDAU, HOMBOURG, OTTMARSHEIM, BANTZENHEIM, CHALAMPÉ (Eichwald) (Canton de Habsheim, et des communes badoises de RHEINWEILER, BAMLACH, BELLINGEN, STEINENSTADT et

c) DRITTER GRENZABSCHNITT : GRENZE ZWISCHEN DEM LANDE BADEN UND FRANKREICH.

Artikel 1.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt LÖRRACH (Kreis Lörrach) und dem französischen Arrondissement de MULHOUSE (Département du Haut-Rhin).

(Karte Nr. 1 und 2.)

Der dritte Abschnitt der Grenze zwischen Deutschland und Frankreich (Grenze zwischen dem Lande Baden und Frankreich) beginnt in der Höhe von Weil-Huningue in der auf das linke Rheinufer verlängerten und durch die Rückmarke R. M. 1. versicherten geraden Verbindungslinie der beiden auf dem rechten Rheinufer stehenden Grenzsteine Nr. 1 und 2 zwischen Baden und der Schweiz.

Der Grenzstein Nr. 1 zwischen der badischen Gemarkung WEIL und der schweizerischen Gemarkung der STADT BASEL steht etwa 41 m vom oberen Böschungsrande des rechten Rheinufers entfernt ; der Stein Nr. 2 befindet sich 155,86 m östlich hiervon am Ostrande der Rheinstrasse von Klein Hüningen. Die Rückmarke R. M. 1 befindet sich auf dem linken Rheinufer am Quai de la République 303,60 m westlich vom Steine Nr. 1.

Der Anfangspunkt der Grenze im Rhein befindet sich im Schnittpunkt der Verlängerung der Verbindungslinie der Steine Nr. 2 und 1 nach der Rückmarke R. M. 1 mit der Achse des Talwegs.

Dieser Anfangspunkt ist gleichzeitig der Berührungspunkt der badischen Gemarkung WEIL (Bezirksamt Lörrach, Kreis Lörrach) und der französischen Gemeinde HUNINGUE (Canton de Huningue, Arrondissement de Mulhouse, Département du Haut-Rhin).

Befindet sich die Achse des Talwegs in der rechten Hälfte der Strombreite bei mittlerem Wasserstande, so grenzt die französische Gemeinde HUNINGUE an die schweizerische Gemarkung der STADT BASEL.

Von diesem Ausgangspunkt im Rhein an verläuft die Grenze talabwärts in der Achse des Talwegs. Sie schneidet in etwa 180 m Entfernung die Schiffbrücke zwischen Weil und Huningue und in einer weiteren Entfernung von etwa 1 km die Eisenbahnbrücke der Linie Weil-Leopoldshöhe-St. Louis. In ihrem Verlaufe berührt die Grenze auf deutscher Seite die badischen Gemarkungen WEIL, HALTINGEN MÄRKT, KIRCHEN, EFFRINGEN, ISTEIN, HUTTINGEN und KLEIN KEMS und auf französischer, Seite die Gemeinden HUNINGUE, VILLAGE NEUF (Neudorf), ROSENAU (Canton de Huningue) und KEMBS (Canton de Landser) ; sie verlässt das Gebiet des Bezirksamts Lörrach im Berührungspunkt der badischen Gemarkungen KLEIN KEMS (Bezirksamt Lörrach) und RHEINWEILER (Bezirksamt Müllheim) mit den französischen Gemeinden KEMBS (Canton de Landser) und NIFFER (Canton de Habsheim, Arrondissement de Mulhouse).

ANMERKUNGEN. — 1. Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen und auf der Eisenbahnbrücke durch die Mitte der Gesamtlänge aller Hauptstromöffnungen. Sie ist durch eine an den genannten Punkten angebrachte Tafel bezeichnet.

2. Die Lage der Steine Nr. 1 und 2 (Baden-Schweiz) und der Rückmarke R. M. 1 ist in einem Protokoll über die Festsetzung des Grenzpunkts im Rhein bei Weil-Huningue vom 18. September 1922 bezeichnet.

Artikel 2.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt MÜLLHEIM und dem französischen Arrondissement de MULHOUSE.

(Karte Nr. 2 und 3.)

Von dem Berührungspunkt der badischen Gemarkungen KLEIN KEMS (Bezirksamt Lörrach) und RHEINWEILER (Bezirksamt Müllheim) mit den französischen Gemeinden KEMBS (Canton de Landser) und NIFFER ((Canton de Habsheim, Arrondissement de Mulhouse) an verläuft die Grenze talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs. Sie berührt die badischen Gemarkungen RHEINWEILER, BAMLACH, BELLINGEN, STEINENSTADT und NEUENBURG und die französischen Gemeinden NIFFER, PETIT LANDAU, HOMBOURG, OTTMARSHEIM, BANTZENHEIM und CHALAMPÉ

NEUENBURG; elle coupe le pont de chemin de fer de Mulhouse-Müllheim entre Chalampé et Neuenburg, et, à une distance de 300 mètres environ, le pont de bateaux entre les mêmes communes. Elle quitte le territoire de l'Arrondissement de Mulhouse au point de contract des communes françaises de CHALAMPÉ (Canton de Habsheim, Arrondissement de Mulhouse) et RUMERSHEIM-LE-HAUT (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller), avec la commune badoise de NEUENBURG (Bezirksamt Müllheim).

REMARQUE. — Sur le pont de chemin de fer la limite de souveraineté passe au milieu de l'ensemble des travées principales et sur le pont de bateaux à égale distance des bords extérieurs des corps morts ; elle est indiquée par un tableau apposé aux points ci-dessus mentionnés.

Article 3.

Frontière entre l'Arrondissement français de GUEBWILLER et le Bezirksamt badois MÜLLHEIM.

(Carte n° 3.)

Du point de contact des communes françaises de CHALAMPÉ (Eichwald) (Canton de Habsheim, Arrondissement de Mulhouse) et de RUMERSHEIM-LE-HAUT (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) avec la commune badoise de NEUENBURG (Bezirksamt Müllheim), la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin, jusqu'à ce qu'elle quitte le territoire du Bezirksamt Müllheim et du Kreis Lörrach au point de contact des communes badoises de NEUENBURG (Bezirksamt Müllheim) et GRISSHEIM (Bezirksamt Staufen, Kreis Freiburg) avec la commune française de BLODELSHEIM (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller).

Article 4.

Frontière entre l'Arrondissement français de GUEBWILLER et le Bezirksamt badois STAUFEN.

(Cartes n°s 3 et 4.)

Du point de contact des communes badoises de NEUENBURG (Bezirksamt Müllheim, Kreis Lörrach) et GRISSHEIM (Bezirksamt Staufen, Kreis Freiburg) avec la commune française de BLODELSHEIM (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller), la frontière entre dans le Kreis Freiburg et suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin, passant par les communes françaises de BLODELSHEIM et de FESSENHEIM et le long de l'ancien ban communal de la commune française de BLODELSHEIM rive droite du Rhin[1], et des communes badoises de GRISSHEIM, ESCHBACH et BREMGARTEN, jusqu'à ce qu'elle quitte le territoire de l'Arrondissement de Guebwiller au point de contact des communes françaises de FESSENHEIM (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) et BALGAU (Canton de Neuf-Brisach, Arrondissement de Colmar) avec la commune badoise de BREMGARTEN (Bezirksamt Staufen).

Article 5.

Frontière entre l'Arrondissement français de COLMAR avec le Bezirksamt badois STAUFEN.

(Carte n° 4.)

Du point de contact des communes françaises de FESSENHEIM (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) et BALGAU (Canton de Neuf-Brisach, Arrondissement de Colmar) avec la commune badoise de BREMGARTEN (Bezirksamt Staufen), la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin

[1] L'incorporation éventuelle du ban communal susmentionné dans une commune badoise n'est pas encore faite actuellement.

(Eichwald) (Canton du Habsheim) ; sie überschneidet dabei die Eisenbahnbrücke der Linie Müllheim-Mulhouse zwischen Neuenburg und Chalampé und in etwa 300 m Enternung von dieser die Schiffbrücke zwischen denselben Gemeinden. Sie verlässt das Gebiet des Arrondissement de Mulhouse im Berührungspunkt der französischen Gemeinden CHALAMPÉ (Canton de Habsheim, Arrondissement de Mulhouse) und RUMERSHEIM-LE-HAUT (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) mit der badischen Gemarkung NEUENBURG (Bezirksamt Müllheim).

ANMERKUNG. — Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Eisenbahnbrücke durch die Mitte der Gesamtlänge aller Hauptstromöffnungen und auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen. Sie ist durch eine an den genannten Punkten angebrachte Tafel bezeichnet.

Artikel 3.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt MÜLLHEIM und dem französischen Arrondissement de GUEBWILLER.

(Karte Nr. 3.)

Von dem Berührungspunkte der französischen Gemeinden CHALAMPÉ (Eichwald), (Canton de Habsheim, Arrondissement de Mulhouse) und RUMERSHEIM-LE-HAUT (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) mit der badischen Gemarkung NEUENBURG (Bezirksamt Müllheim) verläuft die Grenze talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs, bis sie das Gebiet des Bezirksamts Müllheim und des Kreises Lörrach im Berührungspunkte der badischen Gemarkungen NEUENBURG (Bezirksamt Müllheim, Kreis Lörrach) und GRISSHEIM (Bezirksamt Staufen, Kreis Freiburg) mit der französischen Gemeinde BLODELSHEIM (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) verlässt.

Artikel 4.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt STAUFEN und dem französischen Arrondissement de GUEBWILLER.

(Karte Nr. 3 und 4.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen NEUENBURG (Bezirksamt Müllheim, Kreis Lörrach) und GRISSHEIM (Bezirksamt Staufen, Kreis Freiburg) mit der französischen Gemeinde BLODELSHEIM (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) tritt die Grenze in den Kreis Freiburg und verläuft talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs längs des früheren rechtsrheinischen Banngebiets der französischen Gemeinde [1] BLODELSHEIM, der badischen Gemarkungen GRISSHEIM, ESCHBACH und BREMGARTEN und der französischen Gemeinden BLODELSHEIM und FESSENHEIM, bis sie im Berührungspunkte der französischen Gemeinden FESSENHEIM (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) und BALGAU (Canton de Neuf-Brisach, Arrondissement de Colmar) mit der badischen Gemarkung BREMGARTEN (Bezirksamt Staufen), das Gebiet des Arrondissement de Guebwiller verlässt.

Artikel 5.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt STAUFEN und dem französischen Arrondissement de COLMAR.

(Karte Nr. 4.)

Von dem Berührungspunkte der französischen Gemeinden FESSENHEIM (Canton d'Ensisheim, Arrondissement de Guebwiller) und BALGAU (Canton de Neuf-Brisach, Arrondissement de Colmar) mit der badischen Gemarkung BREMGARTEN (Bezirksamt Staufen) verläuft die Grenze talabwärts

[1] Die beabsichtigte Eingemeindung des erwähnten Banngebiets in die Gemarkung einer badischen Gemeinde ist gegenwärtig noch nicht erfolgt.

le long des communes françaises de BALGAU et NAMBSHEIM et des communes badoises de BREMGARTEN et HARTHEIM jusqu'à ce quelle quitte le territoire du Bezirksamt Staufen, au point de contact des communes badoises de HARTHEIM (Bezirksamt Staufen) et ALT-BREISACH (Bezirksamt Breisach) avec la commune française de GEISWASSER (Canton de Neuf-Brisach, Arrondissement de Colmar).

Article 6.

Frontière entre l'Arrondissement français de COLMAR
et le Bezirksamt badois BREISACH.

(Carte nº 4.)

Du point de contact des communes badoises de HARTHEIM (Bezirksamt Staufen) et ALT-BREISACH (Bezirksamt Breisach) avec la commune française de GEISWASSER (Canton de Neuf-Brisach, Arrondissement de Colmar), la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin le long des communes françaises de GEISWASSER, VOGELGRUN, BIESHEIM (Canton de Neuf-Brisach), KUENHEIM, BALTZENHEIM et ARTZENHEIM (Canton d'Andolsheim, Arrondissement de Colmar) et des communes badoises d'ALT-BREISACH, BURKHEIM et JECHTINGEN. Elle coupe le pont de chemin de fer de Colmar-Freiburg entre Vogelgrun et Alb-Breisach et, à une distance de 500 mètres environ en aval, le pont de bateaux entre Biesheim et Alt-Breisach.

Elle quitte le territoire de l'Arrondissement de Colmar et du Département du Haut-Rhin au point de contact des communes françaises d'ARTZENHEIM (Canton d'Andolsheim, Arrondissement de Colmar) et de MARCKOLSHEIM (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Sélestat, Département du Bas-Rhin) avec la commune badoise de Jechtingen (Bezirksamt Breisach).

REMARQUE. — Sur le pont de chemin de fer, la limite de souveraineté est au milieu de l'ensemble des travées principales et sur le pont de bateaux à égale distance des bords extérieurs des corps morts. Elle est indiquée par un tableau apposé aux points ci-dessus mentionnés.

Article 7.

Frontière entre l'Arrondissement français de SÉLESTAT
et le Bezirksamt badois BREISACH.

(Cartes nºs 4 et 5.)

Du point de contact des communes françaises d'ARTZENHEIM (Canton de Andolsheim Arrondissement de Colmar, Département du Haut-Rhin) et de MARCKOLSHEIM (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Sélestat, Département du Bas-Rhin) avec la commune badoise de JECHTINGEN (Bezirksamt Breisach), la frontière entre dans le territoire du Département du Bas-Rhin et suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin le long de la commune française de MARCKOLSHEIM et des communes badoises de JECHTINGEN et SASBACH. Elle coupe le pont de bateaux entre Marckolsheim et Sasbach et quitte le territoire du Bezirksamt Breisach au point de contact des communes badoises de SASBACH (Bezirksamt Breisach) et WYHL (Bezirksamt Kenzingen) avec la commune française de MACKENHEIM (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Sélestat).

REMARQUE. — Sur le pont de bateaux, la limite de souveraineté est à égale distance des bords extérieurs des corps morts. Elle est indiquée par un tableau apposé au point ci-dessus mentionné.

im Rhein in der Achse des Talwegs längs der badischen Gemarkungen BREMGARTEN und HARTHEIM und der französischen Gemeinden BALGAU und NAMBSHEIM, bis sie im Berührungspunkte der badischen Gemarkungen HARTHEIM (Bezirksamt Staufen) und ALT-BREISACH (Bezirksamt Breisach) mit der französischen Gemeinde GEISWASSER (Canton de Neuf-Brisach, Arrondissement de Colmar) das Gebiet des Bezirksamts Staufen verlässt.

Artikel 6.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt BREISACH und dem französischen Arrondissement de COLMAR.

(Karte Nr. 4.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen HARTHEIM (Bezirksamt Staufen) und ALT-BREISACH (Bezirksamt Breisach) mit der französischen Gemeinde GEISWASSER ((Canton de Neuf-Brisach, Arrondissement de Colmar) verläuft die Grenze talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs längs der badischen Gemarkungen ALT-BREISACH, BURKHEIM und JECHTINGEN und der französischen Gemeinde GEISWASSER, VOGELGRUN, BIESHEIM (Canton de Neuf-Brisach), KUENHEIM, BALTZENHEIM und ARTZENHEIM (Canton de Andolsheim, Arrondissement de Colmar). Sie überschneidet hierbei die Eisenbahnbrücke der Linie Freiburg-Colmar zwischen Alt-Breisach und Vogelgrun und in etwa 500 m Entfernung unterhalb die Schiffbrücke, die Alt-Breisach mit Biesheim verbindet.

Sie verlässt das Gebiet des Arrondissement de Colmar und damit das Departement du Haut-Rhin im Berührungspunkte der französischen Gemeinden ARTZENHEIM (Canton d'Andolsheim, Arrondissement de Colmar) und MARCKOLSHEIM, Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Séléstat, (Département du Bas-Rhin) mit der badischen Gemeinde JECHTINGEN (Bezirksamt Breisach).

ANMERKUNG. — Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Eisenbahnbrücke durch die Mitte der Gesamtlänge aller Hauptstromöffnungen und auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen ; sie ist durch eine an den genannten Punkten angebrachte Tafel bezeichnet.

Artikel 7.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt BREISACH und dem französischen Arrondissement de SELESTAT.

(Karte Nr. 4 und 5.)

Von dem Berührungspunkte der französischen Gemeinden ARTZENHEIM (Canton d'Andolsheim, Arrondissement de Colmar, Département du Haut-Rhin) und MARCKOLSHEIM (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Séléstat, Département du Bas-Rhin) mit der badischen Gemarkung JECHTINGEN (Bezirksamt Breisach) tritt die Grenze in das Gebiet des Département du Bas-Rhin und verläuft talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs längs der badischen Gemarkungen JECHTINGEN und SASBACH und der französischen Gemeinde MARCKOLSHEIM. Sie überschneidet die Schiffbrücke zwischen Sasbach und Marckolsheim und verlässt das Gebiet des Bezirksamts Breisach im Berührungspunkte der badischen Gemarkungen SASBACH (Bezirksamt Breisach) und WYHL (Bezirksamt Kenzingen) mit der französischen Gemeinde MACKENHEIM (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Séléstat).

ANMERKUNG. — Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen ; sie ist durch eine an dem genannten Punkt angebrachte Tafel bezeichnet.

Article 8.

Frontière entre l'Arrondissement français de SÉLESTAT
et le Bezirksamt badois KENZINGEN.

(Cartes nos 5 et 6.)

Du point de contact des communes badoises de SASBACH (Bezirksamt Breisach) et WYHL (Bezirksamt Kenzingen) avec la commune française de MACKENHEIM (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Séléstat), la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin le long des communes françaises de MACKENHEIM, ARTOLSHEIM, SCHOENAU et SUNDHOUSE et des communes badoises de WYHL, WEISWEIL, OBERHAUSEN et NIEDERHAUSEN. Elle coupe entre les communes de Schoenau et Weisweil le pont de bateaux et quitte le territoire du Bezirksamt Kenzingen et de l'Arrondissement français de Séléstat, au point de contact de la commune badoise de NIEDERHAUSEN (Bezirksamt Kenzingen) et de la propriété foncière de la commune française de Rhinau, rive droite (Bezirksamt Ettenheim) avec les communes françaises de SUNDHOUSE (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Séléstat) et RHINAU (Canton de Benfeld, Arrondissement d'Erstein).

REMARQUE. — Sur le pont de bateaux la limite de souveraineté est à égale distance des bords extérieurs des corps-morts. Elle est indiquée par un tableau apposé au point ci-dessus mentionné.

Article. 9.

Frontière entre l'Arrondissement français d'ERSTEIN
et le Bezirksamt badois ETTENHEIM.

(Cartes nos 6 et 7.)

Du point de contact de la commune badoise de NIEDERHAUSEN (Bezirksamt Kenzingen) et de la propriété foncière de la commune française de RHINAU, rive droite (Bezirksamt Ettenheim) avec les communes françaises de SUNDHOUSE (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Séléstat) et RHINAU (Canton de Benfeld, Arrondissement d'Erstein), la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin le long de la commune française de RHINAU, et, du côté badois, de la propriété foncière de RHINAU susmentionnée [1] et de la commune de KAPPEL.

Elle coupe le pont de bateaux entre les communes de Rhinau et Kappel et quitte le territoire du Bezirksamt Ettenheim et du Kreis Freiburg, au point de contact des communes badoises de KAPPEL (Bezirksamt Ettenheim, Kreis Freiburg) et WITTENWEIER (Bezirksamt Lahr, Kreis Offenburg) avec la commune française de RHINAU (Canton de Benfeld, Arrondissement d'Erstein).

Article 10.

Frontière entre l'Arrondissement français d'ERSTEIN
et le Bezirksamt badois LAHR.

(Cartes nos 7 et 8.)

Du point de contact des communes badoises de KAPPEL (Bezirksamt Ettenheim, Kreis Freiburg) et WITTENWEIER (Bezirksamt Lahr, Kreis Offenburg) avec la commune française de RHINAU (Canton de Benfeld, Arrondissement d'Erstein), la frontière entre dans le Kreis badois Offenburg et suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin le long des communes françaises de RHINAU (Canton de Benfeld), DAUBENSAND, GERSTHEIM, ERSYEIN (Canton d'Erstein) et PLOBSHEIM (Canton de Geis-

[1] REMARQUES. — I. La propriété foncière de la commune française de Rhinau, rive droite du Rhin, ne sera point incorporée dans un ban territorial d'une commune badoise (Article 26, 4me alinéa).

II. Sur le pont de bateaux la limite de souveraineté est à égale distance des bords extérieurs des corps-morts. Elle est indiquée par un tableau apposé au point ci-dessus mentionné.

Artikel 8.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt KENZINGEN
und dem französischen Arrondissement de SELESTAT.

(Karte Nr. 5 und 6.)

Vom dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen SASBACH (Bezirksamt Breisach) und WYHL (Bezirksamt Kenzingen) mit der französischen Gemeinde MACKENHEIM (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Séléstat) verläuft die Grenze talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs längs der badischen Gemarkungen WYHL, WEISWEIL, OBERHAUSEN und NIEDERHAUSEN und der französischen Gemeinden MACKENHEIM, ARTOLSHEIM, SCHOENAU und SUNDHOUSE. Sie überschneidet die Schiffbrücke zwichen den Gemeinden Weisweil und Schoenau und verlässt das Gebiet des Bezirksamts Kenzingen und des französischen Arrondissement de Séléstat im Berührungspunkte der badischen Gemarkung NIEDERHAUSEN (Bezirksamt Kenzingen) und dem rechtsrheinischen Grundbesitze der französischen Gemeinde RHINAU (Bezirksamt Ettenheim) mit den französischen Gemeinden SUNDHOUSE (Canton de Marckolsheim, Arrondissement de Séléstat) und RHINAU (Canton de Benfeld, Arrondissement d'Erstein).

ANMERKUNG. — Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen ; sie ist durch eine an dem genannten Punkt angebrachte Tafel bezeichnet.

Artikel 9.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt ETTENHEIM
und dem französischen Arrondissement d'ERSTEIN.

(Karte Nr. 6 und 7.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkung NIEDERHAUSEN (Bezirksamt Kenzingen) und dem rechtsrheinischen Grundbesitz der französischen Gemeinde RHINAU (Canton de Markolsheim, Arrondissement de Séléstat) und RHINAU (Canton de Benfeld, Arrondissement d'Erstein) verläuft die Grenze talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs auf badischer Seite längs des obenerwähnten rechtsrheinischen Grundbesitzes von RHINAU [1]) und der Gemarkung KAPPEL und längs der französischen Gemeinde RHINAU. Sie überschneidet hierbei die Schiffbrücke zwischen den Gemeinden Kappel und Rhinau und verlässt das Gebiet des Bezirksamts Ettenheim und damit des Kreises Freiburg im Berührungspunkte der badischen Gemarkungen KAPPEL (Bezirksamt Ettenheim, Kreis Freiburg) und WITTENWEIER (Bezirksamt Lahr, Kreis Offenburg) mit der französischen Gemeinde RHINAU (Canton de Benfeld, Arrondissement d'Erstein).

Artikel 10.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt LAHR
und dem französischen Arrondissement d'ERSTEIN.

(Karte Nr. 7 und 8.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen KAPPEL (Bezirksamt Ettenheim, Kreis Freiburg) und WITTENWEIER (Bezirksamt Lahr, Kreis Offenburg) mit der französischen Gemeinde RHINAU (Canton de Benfeld, Arrondissement d'Erstein) tritt die Grenze in den badischen Kreis Offenburg und verläuft talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs längs der badischen Gemarkungen WITTENWEIER, NONNENWEIER, OTTENHEIM, MEISSENHEIM und ICHENHEIM und der

[1] ANMERKUNG. — I. Der rechtsrheinische Grundbesitz der französischen Gemeinde RHINAU wird keiner Gemarkung einer badischen Gemeinde einverleibt (Artikel 26, Abs. 4).

II. Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen ; sie ist durch eine an dem genannten Punkt angebrachte Tafel bezeichnet.

polsheim) et du côté badois des communes de WITTENWEIER, NONNENWEIER, OTTENHEIM, MEISSENHEIM et ICHENHEIM. Elle coupe le pont de bateaux entre Gerstheim et Ottenheim et quitte le territoire du Bezirksamt Lahr au point de contact des communes badoises d'ICHENHEIM (Bezirksamt Lahr) et ALTENHEIM (Bezirksamt Offenburg) avec la commune française de PLOBSHEIM (Canton de Geispolsheim, Arrondissement d'Erstein).

REMARQUE. — Sur le pont de bateaux la limite de souveraineté est à égale distance des bords extérieurs des corps morts. Elle est indiquée par un tableau apposé au point ci-dessus mentionné.

Article 11.

Frontière entre l'Arrondissement français d'ERSTEIN
et le Bezirksamt badois OFFENBURG.

(Carte n° 8.)

Du point de contact des communes badoises d'ICHENHEIM (Bezirksamt Lahr) et d'ALTENHEIM (Bezirksamt Offenburg) avec la commune française de PLOBSHEIM (Canton de Geispolsheim, Arrondissement d'Erstein), la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin le long des communes françaises de PLOBSHEIM et ESCHAU et de la commune badoise d'ALTENHEIM, jusqu'à ce qu'elle quitte le territoire de l'Arrondissement d'Erstein au point de contact des communes françaises d'ESCHAU (Canton de Geispolsheim, Arrondissement d'Erstein) et de STRASBOURG-VILLE (Canton et Arrondissement de Strasbourg) avec la commune badoise d'ALTENHEIM (Bezirksamt Offenburg).

Article 12.

Frontière entre l'Arrondissement français de STRASBOURG
et le Bezirksamt badois OFFENBURG.

(Cartes n°s 8 et 9.)

Du point de contact des communes françaises d'ESCHAU (Canton de Geispolsheim, Arrondissement d'Erstein) et de STRASBOURG-VILLE (Canton et Arrondissement de Strasbourg) avec la commune badoise d'ALTENHEIM (Bezirksamt Offenburg), la frontière suit l'axe du talweg dans le Rhin le long de la commune française de STRASBOURG-VILLE et des communes badoises d'ALTENHEIM et de MARLEN jusqu'à ce qu'elle quitte le territoire du Bezirksamt Offenburg au point de contact des communes badoises de MARLEN (Bezirksamt Offenburg) et de KEHL (Bezirksamt Kehl) avec la commune française de STRASBOURG-VILLE (Canton et Arrondissement de Strasbourg).

Article 13.

Frontière entre l'Arrondissement français de STRASBOURG
et le Bezirksamt badois KEHL.

(Carte n° 9.)

Du point de contact entre les communes badoises de MARLEN (Bezirksam tOffenburg) et deKEHL (Bezirksamt Kehl) avec la commune française de STRASBOURG-VILLE (Canton et Arrondissement de Strasbourg) la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin régularisé le long de la commune française de STRASBOURG-VILLE et des communes badoises de KEHL, AUENHEIM et LEUTESHEIM.

A la hauteur de Kehl, elle coupe le pont-fixe dit « *de Kehl* » entre Strasbourg et Kehl et à une distance de 50 mètres environ en aval, le pont de chemin de fer de la ligne Strasbourg-Kehl-Appenweier entre les mêmes communes. Elle quitte le territoire de l'Arrondissement de Strasbourg au point de contact des communes françaises de STRASBOURG-VILLE (Canton et Arrondissement de Strasbourg) et

französischen Gemeinden RHINAU (Canton de Benfeld), DAUBENSAND, GERSTHEIM, ERSTEIN (Canton d'Erstein) und PLOBSHEIM (Canton de Geispolsheim). Sie überschneidet hierbei die Schiffbrücke zwischen Ottenheim und Gerstheim und verlässt das Gebiet des Bezirksamts Lahr im Berührungspunkte der badischen Gemarkungen ICHENHEIM (Bezirksamt Lahr) und ALTENHEIM (Bezirksamt Offenburg) mit der französischen Gemeinde PLOBSHEIM (Canton de Geispolsheim, Arrondissement d'Erstein).

ANMERKUNG. — Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen ; sie ist durch eine an dem genannten Punkt angebrachte Tafel bezeichnet.

Artikel 11.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt OFFENBURG
und dem französischen Arrondissement d'ERSTEIN.

(Karte Nr. 8.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen ICHENHEIM (Bezirksamt Lahr) und ALTENHEIM (Bezirksamt Offenburg) mit der französischen Gemeinde PLOBSHEIM (Canton de Geispolsheim, Arrondissement d'Erstein) verläuft die Grenze talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs längs der badischen Gemarkung ALTENHEIM und der französischen Gemeinden PLOBSHEIM und ESCHAU, bis sie im Berührungspunkte der französischen Gemeinden ESCHAU (Canton de Geispolsheim, Arrondissement d'Erstein) und STRASBOURG-VILLE (Canton und Arrondissement de Strasbourg) das Gebiet des Arrondissement d'Erstein verlässt.

Artikel 12.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt OFFENBURG
und dem französischen Arrondissement de STRASBOURG.

(Karte Nr. 8 und 9.)

Von dem Berührungspunkte der französischen Gemeinden ESCHAU (Canton de Geispolsheim) Arrondissement d'Erstein) und STRASBOURG-VILLE (Canton und Arrondissement de Strasbourg, mit der badischen Gemarkung ALTENHEIM (Bezirksamt Offenburg) verläuft die Grenze talabwärts im Rhein in der Achse des Talwegs längs der badischen Gemarkungen ALTENHEIM und MARLEN und der französischen Gemeinde STRASBOURG-VILLE, bis sie im Berührungspunkte der badischen Gemarkungen MARLEN (Bezirsamt Offenburg) und KEHL (Bezirksamt Kehl) mit der französischen Gemeinde STRASBOURG-VILLE (Canton und Arrondissement de Strasbourg) das Gebiet des Bezirksamts Offenburg verlässt.

Artikel 13.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt KEHL und
dem französischen Arrondissement de STRASBOURG.

(Karte Nr. 9.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen MARLEN (Bezirksamt Offenburg) und KEHL (Bezirksamt Kehl) mit der französischen Gemeinde STRASBOURG-VILLE (Canton und Arrondissement de Strasbourg) verläuft die Grenze talabwärts in der Achse des Talwegs des regulierten Rheins längs der badischen Gemarkungen KEHL, AUENHEIM und LEUTESHEIM und der französischen Gemeinde STRASBOURG-VILLE.

Sie überschneidet in der Höhe von Kehl die feste Brücke von Kehl nach Strasbourg und in etwa 50 m Entfernung unterhalb die Eisenbahnbrücke der Linie Appenweier-Kehl-Strasbourg zwischen denselben Gemeinden. Sie verlässt das Gebiet des Arrondissement de Strasbourg im Berührungspunkte der französischen Gemeinden STRASBOURG-VILLE (Canton und Arrondissement de Strasbourg)

de LA WANTZENAU (Canton de Brumath, Arrondissement de Strasbourg-Campagne) avec les communes badoises de LEUTESHEIM et HONAU (Bezirksamt Kehl).

REMARQUES. — Sur les deux ponts la limite est au milieu de l'ensemble des travées principales. Elle est indiquée par un tableau apposé aux points ci-dessus mentionnés.

A partir du port de Strasbourg le *talweg* dans le Rhin régularisé est fixé par des épis, et de là jusqu'à la fin de la limite, les variations de l'axe du *talweg* dues à l'action naturelle des eaux sont peu importantes.

Article 14.

Frontière entre l'Arrondissement français de STRASBOURG-CAMPAGNE et le Bezirksamt badois KEHL.

(Cartes nos 9 et 10.)

Du point de contact des communes badoises de LEUTESHEIM et de HONAU (Bezirksamt Kehl) avec les communes françaises de STRASBOURG-VILLE (Canton et Arrondissement de Strasbourg) et de LA WANTZENAU (Canton de Brumath, Arrondissement de Strasbourg-Campagne) la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin régularisé le long des communes françaises de LA WANTZENAU et GAMBSHEIM etdes communes badoises de HONAU, DIERSHEIM et FREISTETT. Elle coupe le pont de bateaux entre les communes de Gambsheim et Freistett et quitte le territoire de l'Arrondissement de Strasbourg-Campagne au point de contact des communes françaises de GAMBSHEIM (Canton de Brumath, Arrondissement de Strasbourg-Campagne) et OFFENDORF (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) avec la commune badoise de FREISTETT (Bezirksamt Kehl).

REMARQUE. — Sur le pont de bateaux la limite de souveraineté est à égale distance des bords extérieurs des corps morts. Elle est indiquée par un tableau apposé au point ci-dessus mentionné.

Article 15.

Frontière entre l'Arrondissement français de HAGUENAU et le Bezirksamt badois KEHL.

(Carte no 10.)

Du point de contact des communes françaises de GAMBSHEIM (Canton de Brumath, Arrondissement de Strasbourg-Campagne) et d'OFFENDORF (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) avec la commune badoise de FREISTETT (Bezirksamt Kehl) la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin régularisé le long des communes françaises d'OFFENDORF et de DRUSENHEIM, ainsi que des communes badoises de GAILING, HELMLINGEN, SCHERZHEIM, LICHTENAU et GRAUELSBAUM, jusqu'à ce qu'elle quitte le territore du Bezirksamt Kehl (Kreis Offenburg) au point de contact des communes badoises de GRAUELSBAUM (Bezirksamt Kehl) et GREFFERN (Bezirksamt Bühl) avec la commune française de DRUSENHEIM (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau).

Article 16.

Frontière entre l'Arrondissement français de HAGUENAU et le Bezirksamt badois BÜHL.

(Cartes nos 10 et 11.)

Du point de contact des communes badoises de GRAUELSBAUM (Bezirksamt Kehl) et GREFFERN (Bezirksamt Bühl) avec la commune française de DRUSENHEIM (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau), la frontière entre dans le Kreis Baden et suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin régularisé le long des communes françaises de DRUSENHEIM, DALHUNDEN et FORT LOUIS et des communes

und LA WANTZENAU (Canton de Brumath, Arrondissement de Strasbourg-Campagne) mit den badischen Gemarkungen LEUTESHEIM und HONAU (Bezirksamt Kehl).

ANMERKUNG. — 1. Die Hoheitsgrenze verläuft auf den beiden Brücken durch die Mitte der Gesamtlänge aller Hauptstromöffnungen ; sie ist durch eine an den genannten Punkten angebrachte Tafel bezeichnet.

2. Vom Hafen von Strasbourg an ist der Talweg im regulierten Rhein durch eingebaute Buhnen festgelegt ; die Veränderungen der Achse des Talwegs infolge der natürlichen Wirkung des Wassers sind von hier bis zum Grenzende von geringer Bedeutung.

Artikel 14.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt KEHL und dem französischen Arrondissement de STRASBOURG-CAMPAGNE.

(Karte Nr. 9 und 10.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen LEUTESHEIM und HONAU (Bezirksamt Kehl) mit den französischen Gemeinden STRASBOURG-VILLE (Canton und Arrondissement de Strasbourg) und LA WANTZENAU (Canton de Brumath, Arrondissement de Strasbourg-Campagne) verläuft die Grenze talabwärts in der Achse des Talwegs des regulierten Rheins längs der badischen Gemarkungen HONAU, DIERSHEIM und FREISTETT und der französischen Gemeinden LA WANTZENAU und GAMBSHEIM. Sie überschneidet hierbei die Schiffbrücke zwischen den Gemeinden Freistett und Gambsheim und verlässt das Gebiet des Arrondissement Strasbourg-Campagne im Berührungspunkte der französischen Gemeinden GAMBSHEIM (Canton de Brumath, Arrondissement de Strasbourg-Campagne) und OFFENDORF (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) mit der badischen Gemarkung FREISTETT (Bezirksamt Kehl).

ANMERKUNG. — Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen ; sie ist durch eine an dem genannten Punkt angebrachte Tafel bezeichnet.

Artikel 15.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt KEHL und dem französischen Arrondissement de HAGUENAU.

(Karte Nr. 10.)

Von dem Berührungspunkte der französischen Gemeinden GAMBSHEIM (Canton de Brumath, Arrondissement de Strasbourg-Campagne) und OFFENDORF (Canton de Bischviller, Arrondissement de Haguenau) mit der badischen Gemarkung FREISTETT (Bezirksamt Kehl) verläuft die Grenze talabwärts in der Achse des Talwegs des regulierten Rheins längs der badischen Gemarkungen GAILING, HELMLINGEN, SCHERZHEIM, LICHTENAU und GRAUELSBAUM und den französischen Gemeinden OFFENDORF und DRUSENHEIM, bis sie im Berührungspunkte der badischen Gemarkungen GRAUELSBAUM (Bezirksamt Kehl) und GREFFERN (Bezirksamt Bühl) mit der französischen Gemeinde DRUSENHEIM (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) das Gebiet des Bezirksamts Kehl (Kreis Offenburg) verlässt.

Artikel 16.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt BÜHL und dem französischen Arrondissement de HAGUENAU.

(Karte 10 und 11.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen GRAUELSBAUM (Bezirksamt Kehl) und GREFFERN (Bezirksamt Bühl) mit der französischen Gemeinde DRUSENHEIM (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) tritt die Grenze in den Kreis Baden und verläuft talabwärts in der Achse des Talwegs des regulierten Rheins längs der badischen Gemarkungen GREFFERN und

badoises de GREFFERN et STOLLHOFEN. Elle coupe le pont de bateaux entre les communes de Drusenheim et Greffern et quitte le territoire du Bezirksamt Bühl au point de contact des communes badoises de STOLLHOFEN (Bezirksamt Bühl) et de SOELLINGEN (Bezirksamt Rastatt) avec la commune française de FORT LOUIS (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau).

REMARQUE. — Sur le pont de bateaux la limite de souveraineté est à égale distance des bords extérieurs des corps-morts. Elle est indiquée par un tableau apposé au point ci-dessus mentionné.

Article 17.

Frontière entre l'Arrondissement français de HAGUENAU
et le Bezirksamt badois RASTATT.

(Carte n° 11.)

Du point de contact des communes badoises de STOLLHOFEN (Bezirksamt Bühl) et SOELLINGEN (Bezirksamt Rastatt) avec la commune française de FORT LOUIS (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin régularisé le long des communes françaises de FORT LOUIS et NEUHAEUSEL et des communes badoises de SOELLINGEN et HUEGELSHEIM jusqu'à ce qu'elle quitte le territoire de l'Arrondissement de Haguenau au point de contact des communes françaises de NEUHAEUSEL (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenaud) et de BEINHEIM (Canton de Seltz, Arrondissement de Wissembourg) avec la commune badoise de HUEGELSHEIM (Bezirksamt Rastatt).

Article 18.

Frontière entre l'Arrondissement français de WISSEMBOURG
et le Bezirksamt badois RASTATT.

(Cartes n°s 11 et 12.)

Du point de contact des communes françaises de NEUHAEUSEL (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) et BEINHEIM (Canton de Seltz, Arrondissement de Wissembourg) avec la commune badoise de HUEGELSHEIM (Bezirksamt Rastatt), la frontière suit en aval l'axe du talweg dans le Rhin régularisé le long des communes françaises de BEINHEIM, SELTZ, MUNCHAUSEN (Canton de Seltz), MOTHERN et LAUTERBOURG (Canton de Lauterbourg) et de la commune badoise de HUEGELSHEIM, de l'ancien ban communal de rive droite de la commune française de BEINHEIM(1), des communes badoises d'IFFEZHEIM, WINTERSDORF, PLITTERSDORF et des anciens bans communaux de rive droite des communes françaises de MUNCHHAUSEN et MOTHERN, ainsi que de la commune badoise d'AU.

Elle coupe le pont de chemin de fer de Haguenau-Roppenheim-Rastatt entre les communes de Beinheim et Wintersdorf et à une distance de 5 kilomètres environ en aval le pont de bateaux entre les communes de Seltz et de Plittersdorf (2).

A hauteur du débouché de la Vieille Lauter dans le Rhin, elle arrive à trois bornes tribanales dont deux jumelées se trouvent sur la rive gauche du Rhin de chaque côté du débouché de la Vieille Lauter et la troisième en face, sur la rive droite badoise du Rhin (3).

La ligne droite joignant le point milieu des deux bornes jumelles de la rive gauche avec la borne située sur la rive droite, ligne coupant presque normalement le Rhin, rencontre l'axe du talweg dans le Rhin régularisé et donne le point où se termine la troisième section de la frontière (frontière entre la France et la Pays de Bade).

Ce point est le point de contact des limites des trois pays : France, Pays de Bade, Bavière (Palatinat), il est également point de contact de la commune française de LAUTERBOURG (Canton de Lauterbourg

STOLLHOFEN und der französischen Gemeinden DRUSENHEIM, DALHUNDEN und FORT LOUIS. Sie überschneidet hierbei die Schiffbrücke zwischen den Gemeinden Greffern und Drusenheim und verlässt das Gebiet des Bezirksamts Bühl im Berührungpunkt der badischen Gemarkungen STOLLHOFEN (Bezirksamt Bühl) und SŒLLINGEN (Bezirksamt Rastatt) mit der französischen Gemeinde FORT LOUIS (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau).

ANMERKUNG. — Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen ; sie ist durch eine an dem genannten Punkt angebrachte Tafel bezeichnet.

Artikel 17.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt RASTATT
und dem französischen Arrondissement de HAGUENAU.

(Karte Nr. 11.)

Von dem Berührungspunkte der badischen Gemarkungen STOLLHOFEN (Bezirksamt Bühl) und SŒLLINGEN (Bezirksamt Rastatt) mit der französischen Gemeinde FORT LOUIS (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) verläuft die Grenze talabwärts in der Achse des Talwegs des regulierten Rheins längs der badischen Gemarkungen SŒLLINGEN und HÜGELSHEIM und der französischen Gemeinden FORT LOUIS und NEUHAEUSEL, bis sie im Berührungspunkte der französischen Gemeinden NEUHAEUSEL (Canton de Bischwiller, Arrondissement de Haguenau) und BEINHEIM (Canton de Seltz, Arrondissement de Wissembourg) mit der badischen Gemarkung HUEGELSHEIM (Bezirksamt Rastatt) das Gebiet des Arrondissement Haguenau verlässt.

Artikel 18.

Grenze zwischen dem badischen Bezirksamt RASTATT
und dem französischen Arrondissement de WISSEMBOURG.

(Karte Nr. 11 und 12.)

Von dem Berührungspunkte der französischen Gemeinden NEUHAEUSEL (Canton de Bischwiller Arrondissement de Haguenau) und BEINHEIM (Canton de Seltz, Arrondissement de Wissembourg) mit der badischen Gemarkung HÜGELSHEIM (Bezirksamt Rastatt) verläuft die Grenze talabwärts in der Achse des Talwegs des regulierten Rheins längs der badischen Gemarkung HÜGELSHEIM, des früheren rechtsrheinischen Banngebiets der französischen Gemeinde BEINHEIM [1]), der badischen Gemarkungen IFFEZHEIM, WINTERSDORF, PLITTERSDORF, der früheren rechtsrheinischen Banngebiete der französischen Gemeinden MUNCHHAUSEN und MOTHERN [1]) und der Gemarkung AU sowie der französischen Gemeinden BEINHEIM, SELTZ, MUNCHHAUSEN (Canton de Seltz), MOTHERN und LAUTERBOURG (Canton de Lauterbourg).

Sie überschneidet hierbei die Eisenbahnbrücke der Linie Rastatt-Roppenheim-Haguenau zwischen den Gemeinden Wintersdorf und Beinheim und in etwa 5 km Entfernung unterhalb die Schiffbrücke zwischen den Gemeinden Plittersdorf und Seltz [2]).

In der Höhe der Einmündung der Alten Lauter in den Rhein gelangt sie zu drei Dreibännern, von denen zwei Zwillingssteine auf dem linken Rheinufer zu beiden Seiten der Lautermündung sich befinden, während der dritte ihnen auf dem badischen rechten Ufer gegenübersteht [3]).

Die gerade Verbindungslinie der Mitte zwischen den beiden Steinen am linken Ufer mit dem auf dem rechten Ufer befindlichen überquert den Rhein nahezu senkrecht und schneidet die Achse des Talwegs des regulierten Rheins in einem Punkte, dem Endpunkt der Grenze des 3. Abschnitts (Grenze zwischen Baden und Frankreich).

In diesem Punkte stossen die Grenzen der drei Länder Baden, Bayern ((Pfalz) und Frankreich zusammen ; er ist gleichzeitig Berührungspunkt der badischen Gemarkung AU (Bezirksamt Rastatt,

Arrondissement de Wissembourg) de la commune badoise d'AU (Bezirksamt Rastatt, Kreis Baden) et de la commune bavaroise de NEUBURG (Bezirksamt Germersheim).

A ce même point se termine la deuxième section de la frontière entre la France et l'Allemagne (frontière entre la France et la Bavière).

REMARQUES. — 1° L'incorporation éventuelle des anciens bans communaux de la rive droite des communes françaises de Beinheim, Munchhausen et Mothern dans des bans badois n'est pas encore effectuée actuellement.

2° Sur le pont de bateaux la limite de souveraineté est à égale distance des bords extérieurs des corps morts et sur le pont de chemin de fer au milieu de l'ensemble des travées principales. Elle est indiquée par un tableau apposé aux points ci-dessus mentionnés.

3° La borne tribanale badoise, située sur la rive droite du Rhin se trouve à 63 mètres 05 en aval de la borne kilométrique 182 (origine allemande). La borne tribanale française sur la rive gauche du Rhin se trouve à 136 mètres 80 en aval de la borne kilomètrique 184 (origine française).

A titre d'indication, il est noté que le point de contact de la France et des deux Etats allemands de Bade et de Bavière, point défini dans cet article et dans l'article 36 de la deuxième section, se trouvait, en 1922, dans le Rhin à 197 mètres environ du point milieu des deux bornes tribanales de rive gauche et à 65 mètres environ de la borne tribanale de rive droite.

ANNEXE IV.

DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE.

(Article 9.)

I. DOCUMENTS ANTÉRIEURS PRIS EN CONSIDÉRATION POUR L'ÉTABLISSEMENT DE LA LIGNE FRONTIÈRE.

Pour l'établissement de la ligne frontière les documents suivants ont été pris en considération conformément à l'article 51 alinéa 2 du Traité de Versailles :

A. Pour la première section de la frontière. :

1° Convention [1] définitive entre la France et la Prusse signée à Sarrebruck le 23 octobre 1829 pour régler les limites des deux Etats respectifs, conformément aux stipulations des Traités de Paris du 30 mai 1814 et du 20 novembre 1815 et ensuite de la Déclaration signée à Paris le 11 juin 1827.

2° Procès-verbaux de délimitation et d'abornement du 31 juillet 1833 dressés en exécution de la Convention définitive du 23 octobre 1829.

3° Atlas des plans frontières joints aux procès-verbaux de délimitation et d'abornement et établis en 1833 en exécution de la Convention définitive du 23 octobre 1829.

B. Pour la deuxième section de la frontière :

1° Convention définitive entre la France et la Bavière signée à Wissembourg le 9 décembre 1825 pour régler les limites des deux Etats respectifs conformément aux stipulations des Traités de Paris du 30 mai 1814 et du 20 novembre 1815 et ensuite de la Convention séparée signée à Paris le 5 juillet 1825.

2° Procès-verbaux de délimitation et d'abornement des 16 au 20 septembre 1828.

3° Atlas des plans pour la démarcation des frontières entre la France et la Bavière rhénane commencés en 1826 et terminés en 1828 (Echelle 1/2.500).

4° Convention [2] conclue le 4 février 1848 entre la France et la Bavière pour l'établissement et l'exploitation d'un chemin de fer de Wissembourg à Spire.

[1] DE MARTENS : *Nouveau Recueil de Traités d'alliance de Paix de trêve*, tome VIII, page 162.

[2] DE MARTENS : *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XIV, page 41.

Kreis Baden), der bayerischen Gemeinde NEUBURG (Bezirksamt Germersheim, Regierungsbezirk Pfalz) und der französischen Gemeinde LAUTERBOURG (Canton de Lauterbourg, Arrondissement de Wissembourg, Département du Bas-Rhin).

In demselben Punkte endigt der zweite Abschnitt der Grenze zwischen Deutschland und Frankreich (Grenze zwischen Bayern und Frankreich).

ANMERKUNGEN. — 1. Die beabsichtigte Eingemeindung der früheren rechtsrheinischen Banngebiete der französischen Gemeinden Beinheim, Munchhausen und Mothern in die Gemarkungen badischer Gemeinden ist noch nicht erfolgt.

2. Die Hoheitsgrenze verläuft auf der Eisenbahnbrücke durch die Mitte der Gesamtlänge aller Hauptstromöffnungen und auf der Schiffbrücke in gleichen Abständen von den Aussenrändern der Landschwellen ; sir ist durch eine an den genannten Punkten angebrachte Tafel bezeichnet.

3. Der badische Dreibänner auf dem rechten Rheinufer steht 63,05 m unterhalb des Kilometersteins Nr. 182 (deutsche Kilometrierung).

Der französische Dreibänner auf dem linken Rheinufer steht 136,80 m unterhalb des Kilometersteins 184 (französische Kilometrierung).

Zur Erläuterung wird noch bemerkt, dass der Berührungspunkt der beiden deutschen Länder Bayern und Baden mit Frankreich wie er in diesem Artikel und in Artikel 36 des 2. Grenzabschnitts beschrieben ist, im Jahre 1922 sich im Rhein in etwa 197 m Entfernung von dem Mittelpunkt zwischen den beiden Dreibännern am linken Ufer und in etwa 65 m Entfernung von dem Dreibänner am rechten Ufer befand.

ANLAGE IV.

FESTLEGUNG DER GRENZLINIE.

(Artikel 9.)

I. DIE ZUR BESTIMMUNG DER GRENZLINIE HERANGEZOGENEN URKUNDEN.

Zur Bestimmungen der Grenzlinie sind gemäss Artikel 51 Absatz 2 des Versailler Vertrags nachstehenden Urkunde herangezogen worden :

A. Für den ersten Grenzabschnitt :

1. Die am 23. Oktober 1829 in Saarbrücken unterzeichnete « Definitive Übereinkunft [1] zwischen Preussen und Frankreich über die Grenzberichtigung der beiderseitigen Staaten gemäss dem Pariser Traktate vom 30. Mai 1814 und vom 20. November 1815 und in Verfolg der unterm 11. Juni 1827 in Paris unterzeichneten Erklärung ».

2. Die in Ausführung der Definitiven Übereinkunft vom 23. Oktober 1829 abgefassten Grenzfestsetzungs- und Grenzvermarkungsprotokolle vom 31. Juli 1833.

3. Der Atlas der Grenzpläne, die den Grenzfestsetzungs- und Grenzvermarkungsprotokollen beigefügt und im Jahre 1833 in Ausführung der Definitiven Übereinkunft vom 23. Oktober 1829 aufgenommen worden sind.

B. Für den zweiten Grenzabschnitt :

1. Die am 9. Dezember 1825 in Weissenburg unterzeichnete « Definitive Übereinkunft zwischen Bayern und Frankreich, um die Landesgrenzen der beiderseitigen Staaten gemäss den Bestimmungen der Pariser Verträge vom 30. Mai 1814 und vom 20. November 1815 und infolge der in Paris am 5. Juli 1825 unterzeichneten besonderen Übereinkunft festzusetzen ».

2. Die Grenzberichtungs- und Vermarkungsprotokolle vom 16. bis 20. September 1828.

3. Der Atlas der Pläne für die Festsetzung der Grenzen zwischen Rheinbayern und Frankreich, die im Jahre 1826 begonnen und im Jahre 1828 beendigt wurden (Masstab 1 : 2 500).

4. Das Abkommen zwischen Bayern und Frankreich über den Bau und Betrieb einer Eisenbahn von Speyer nach Weissenburg, vom 4. Februar 1848.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 16, page 907.

C. Pour la troisième section de la frontière :

1° Convention [1] conclue et signée à Carlsruhe le 5 avril 1840 entre la France et le Grand Duché de Bade pour régler les limites entre les deux Etats.

2° Convention entre le Grand Duché de Bade et la France concernant l'exercice du droit de propriété des sujets et des communes de chacun des deux Etats sur les travaux et digues du Rhin du 25 février 1857.

3° Convention entre le Grand Duché de Bade et la France pour la construction des ponts sur le Rhin du 2 juillet 1857.

4° Convention entre le Grand Duché de Bade et la France pour l'établissement d'un pont fixe sur le Rhin et d'un chemin de fer entre Strasbourg et Kehl du 16 novembre 1857.

5° Déclaration relative à la limite de souveraineté sur les ponts du Rhin, échangée le 26 janvier 1861 comme suite de la Convention du 16 novembre 1857 entre la France et le Grand Duché de Bade.

D. D'une façon générale, pour ces trois sections, les procès-verbaux de vérification de bornes jusqu'au 18 juillet 1870 qui ont pu être retrouvés.

II. Règles relatives a l'abornement de la ligne frontière.

Signes démarcatifs.

Les signes démarcatifs utilisés pour déterminer la ligne frontière sur le terrain sont constitués par des bornes ou des traits de repère gravés sur des rochers ou des ponts.

Les signes démarcatifs qui subsistaient des abornements antérieurs ont été conservés.

Bornes.

Les bornes, anciennes ou nouvelles, sont toutes en pierre parementée et ont, en principe, les caractéristiques indiquées sur le tableau ci-après.

Elles se divisent, suivant la position qu'elles occupent sur la ligne frontière, en bornes tri- ou quadribanales, bornes principales et bornes intermédiaires.

Ces trois catégories de bornes sont employées en certains cas par paires ; elles sont alors dites « jumelles ».

Bornes tri- et quadribanales.

Les bornes tribanales indiquent le point de contact de deux communes françaises ou des deux communes ou Bürgermeistereien allemandes avec une troisième circonscription située sur l'Etat opposé.

Elles sont de forme triangulaire. Chacune de leurs faces porte gravée la lettre initiale de l'Etat vers lequel elle se trouve tournée, et, au-dessous de cette lettre d'Etat, l'initiale de la Commune ou Bürgermeisterei limitrophe.

Les bornes quadribanales indiquent le point de contact de quatre communes ou Bürgermeistereien. Elles sont de forme quadrangulaire et portent les lettres d'Etat et de communes dans des conditions analogues à celles des bornes tribanales.

Les bornes tri- et quadribanales ne portent aucun numéro d'ordre ; c'est à elles que commencent et se terminent les séries de numéros affectés aux bornes principales, dans les conditions indiquées ci-après.

En principe, des guidons ou traits de direction, gravés sur le sommet de ces bornes, indiquent d'une manière générale la direction des signes démarcatifs voisins et celle des limites communales qui commencent à l'intersection de ces traits.

C. Für den dritten Grenzabschnitt :

1. Der am 5. April 1840 in Karlsruhe abgeschlossene Vertrag [1] zwischen dem Grossherzogtum Baden und Frankreich zur Regelung der Grenze zwischen den beiden Staaten.

2. Das Abkommen zwischen dem Grossherzogtum Baden und Frankreich über die Ausübung der Eigentumsrechte der beiderseitigen Staatsangehörigen und Gemeinden an den Rheinbauten und Dämmen, vom 25. Februar 1857.

3. Die Übereinkunft zwischen dem Grossherzogtum Baden und Frankreich wegen Erbauung von Brücken über den Rhein, vom 2. Juli 1857.

4. Die Übereinkunft zwischen dem Grossherzogtum Baden und Frankreich über die Herstellung einer Eisenbahnverbindung mit fester Rheinbrücke zwischen Kehl und Strassburg, vom 16. November 1857.

5. Die Erklärung über die Hoheitsgrenze auf den Rheinbrücken, die am 26. Januar 1861 in Verfolg des Abkommens zwischen dem Grossherzogtum Baden und Frankreich vom 16. November 1857 ausgetauscht wurde.

D. Ganz allgemein für die drei Grenzabschnitte die Protokolle über die Nachprüfung der Grenzsteine bis zum 18. Juli 1870, soweit sie wieder aufgefunden werden konnten.

II. Grundsätze für die Vermarkung der Grenzlinie.

Grenzzeichen.

Als Grenzzeichen, die zur Festlegung der Grenzlinie im Gelände verwendet wurden, dienen Grenz steine oder Meisselzeichen auf Felsen und Brücken.

Die Grenzzeichen, die von früheren Vermarkungen her bestanden, sind beibehalten worden.

Landesgrenzsteine.

Die Grenzsteine, alte wie neue, sind sämtlich behauen und haben grundsätzlich die aus der anliegenden Tafel ersichtlichen Kennzeichen.

Sie unterscheiden sich je nach der Lage, die sie auf der Grenzlinie einnehmen, in Drei- oder Vierbänner, Haupt- und Zwischensteine.

Diese drei Arten von Steinen sind in gewissen Fällen paarweise verwendet ; sie werden dann als Doppelsteine (Zwillingssteine) bezeichnet.

Drei- und Vierbänner.

Die Dreibänner bezeichnen den Berührungspunkt zweier deutscher Gemeinden oder Bürgermeistereien oder zweier französischer Gemeinden mit einer dritten Gemeinde im gegenüberliegenden Staate.

Sie sind von dreikantiger Form. Jede ihrer Seitenflächen trägt eingemeisselt den Anfangsbuchstaben des Landes ,gegen das sie gewendet ist, und unter diesem Länderbuchstaben den Anfangsbuchstaben der angrenzenden Gemeinden oder Bürgermeistereien.

Die Vierbänner bezeichnen den Berührungspunkt von vier Bürgermeistereien oder Gemeinden. Sie sind von vierkantiger Form und tragen die Buchstaben der Länder und Gemeinden in entsprechender Weise wie die Dreibänner.

Die Drei- und Vierbänner tragen keine Ordnungsnummer ; bei ihnen beginnt oder endigt jeweils die Nummernfolge, mit der die Hauptsteine unter den nachstehenden Bedingungen versehen sind.

Grundsätzlich bezeichnen Rillen oder Richtungsschlaufen, die auf dem Kopfe dieser Steine eingemeisselt sind, die allgemeine Richtung nach den benachbarten Grenzzeichen sowie der Gemeindegrenzen, die im Schnittpunkte dieser Striche abzweigen.

---

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. XXIX, page 1315.

Bornes principales.

Les bornes principales sont placées aux sommets des angles importants que forme la ligne frontière.

Elles sont de forme quadrangulaire et portent, sur chacune de leurs deux faces dirigées parallèlement à la ligne frontière, la lettre initiale de l'Etat vers lequel sont tournées ces faces. Sur la troisième face, celle tournée vers le signe démarcatif précédent, est gravé le numéro d'ordre de la borne ; et sur la quatrième face, se trouve le millésime soit de la pose, soit du remplacement de la borne.

Dans les deux premières sections de la frontière, l'ancienne numérotation des bornes a été maintenue telle qu'elle existait : les numéros gravés sur les bornes forment entre deux bornes tri-ou quadribanales consécutives, une série suivant l'ordre naturel des nombres, le numéro 1 étant toujours affecté à la première borne ouest de chaque série.

Lorsque des bornes ont été intercalées dans une série de l'ancienne numérotation, cette dernière a été modifiée. Parfois cependant, pour ne pas entraîner de trop nombreux changements, les nouvelles bornes ont seulement reçu le numéro d'ordre du signe démarcatif précédent, au-dessous duquel a été placé un autre nombre, ce qui constitue un numéro d'ordre, tel que $\frac{23}{1}$ ou $\frac{23}{2}$.

Les guidons, ou traits de direction, gravés sur le sommet des bornes indiquent d'une manière générale la direction des signes démarcatifs voisins.

Bornes intermédiaires.

Les bornes intermédiaires sont placées en principe sur les lignes droites joignant deux bornes principales et une borne tribanale qui se suivent.

Mais fréquemment, par mesure d'économie, des bornes intermédiaires ont été placées à des sommets d'angles de la ligne frontière, moins importants ou très rapprochés les uns des autres et qui n'avaient pas encore été repérés : elles remplissent alors le rôle de bornes principales.

Les bornes intermédiaires ne portent que le numéro d'ordre de la borne principale précédente au-dessous duquel est placé un autre nombre : leur numéro d'ordre se présente donc sous forme de fraction. Si la borne principale précédente est tribanale, le numérateur est constitué par un triangle.

Lorsque les bornes intermédiaires, remplissent le rôle de bornes principales, elles portent, comme ces dernières, sur les faces latérales, en plus de leur numéro d'ordre sous forme de fraction, les lettres d'Etat.

Bornes jumelles.

Lorsque la frontière n'est abornée que latéralement ainsi qu'il est expliqué au paragraphe ci-après « Abornement latéral », les bornes tri- ou quadribanales, principales ou intermédiaires sont utilisées deux par deux et placées dans chaque paire face à face sur le territoire de chaque Etat ; elles sont alors dites bornes tribanales, principales ou intermédiaires « jumelles ».

Dans chaque paire, les deux bornes jumelles portent le même numéro et la lettre de l'Etat, sur le territoire duquel se trouve la borne, la face tournée vers l'Etat limitrophe ne portant aucune inscription.

Lorsque l'une des deux bornes jumelles se trouve être placée sur le parcours même de la ligne frontière, elle est en même temps borne de direction de la frontière aboutissant à cet endroit ; elle est alors marquée comme une borne principale simple avec deux lettres d'Etat.

Dans certains cas, lorsque la frontière change de direction à la jonction de deux cours d'eau frontières ou de deux chemins frontières, il a été placé des bornes triples, dites trijumelles, soumises aux mêmes règles que les bornes jumelles.

Traits de repère.

Des traits de repère, simples ou en forme de croix, remplacent les bornes lorsque, en raison de la nature rocheuse du sol, il n'a pas été placé des bornes ou lorsque la frontière passe par des ponts.

Ces traits de repère sont accompagnées des lettres d'Etat et de numéros d'ordre dans les mêmes conditions que les bornes qu'ils remplacent.

Dans la troisième section de la frontière sur les ponts du Rhin sont apposés, au milieu des ponts, des tableaux portant l'inscription dans les deux langues : « milieu du pont » et un trait de repère.

Hauptsteine.

Die Hauptsteine stehen an den wichtigeren Brechpunkten der Grenzlinie.

Sie sind von vierkantiger Form und tragen auf den beiden mit der Grenzlinie gleichgerichteten Seitenflächen jeweils den Anfangsbuchstaben des Landes, dem diese Seite zugekehrt ist. Auf der dritten, dem vorhergehenden Grenzzeichen zugewendeten Seite ist die Ordnungsnummer des Steines eingemeisselt; auf der vierten Seite-befindet sich die Jahreszahl entweder der Aufstellung oder der Erneuerung des Steines.

In den beiden ersten Grenzabschnitten ist die alte Numerierung der Steine beibehalten worden, wie sie bestand ; die auf den Steinen eingemeisselten Nummern bilden zwischen zwei aufeinanderfolgenden Drei- oder Vierbännern eine natürliche Nummernfolge, wobei die Nummer 1 jeweils dem ersten westlichen Steine der Nummernfolge gegeben wurde.

Wo Hauptsteine in eine alte Nummernfolge eingeschaltet wurden, wurde letztere geändert. Jedoch haben manchmal die neuen Steine zur Vermeidung allzu unfangreicher Änderungen die Nummer des vorhergehenden Grenzzeichens erhalten, unter die eine zweite Nummer gesetzt wurde, so dass eine Ordnungsnummer von der Form wie $\frac{23}{1}$ oder $\frac{23}{2}$ entstand.

Die Rillen oder Richtungsschlaufen, die auf dem Kopf der Steine eingemeisselt sind, bezeichnen ganz allgemein die Richtung nach den benachbarten Grenzzeichen.

Zwischensteine.

Die Zwischensteine stehen im allgemeinen in der geraden Linie zwischen zwei aufeinanderfolgenden Hauptsteinen oder zwischen aufeinanderfolgenden Hauptsteinen und Dreibännern.

Häufig jedoch sind aus Sparsamkeitsgründen Zwischensteine an weniger bedeutende oder sehr nahe beieinanderliegende Brechpunkte der Grenzlinie, die bisher nicht vermarkt waren, gesetzt worden ; sie erfüllen dann die Aufgabe von Hauptsteinen.

Die Zwischensteine tragen nur die Ordnungsnummer des vorhergehenden Hauptsteines, unter die eine andere Nummer gesetzt wurde ; ihre Ordnungsnummer stellt sich also in Form eines Bruches dar. Ist der vorhergehende Hauptstein ein Dreibänner, so ist der Zähler durch ein Dreieck bezeichnet.

Soweit Zwischensteine an Stelle von Hauptsteinen stehen, tragen sie wie diese letzteren ausser ihrer Ordnungsnummer in Bruchform noch die Länderbuchstaben an den Seitenflächen.

Doppelsteine (Zwillingssteine).

Wo die Grenze nur seitwärts vermarkt ist, wie es in dem folgenden Abschnitt « Seitliche Vermarkung » erklärt ist, sind die Drei- und Vierbänner, Haupt-, und Zwischensteine paarweise verwendet und stehen einander jeweils auf den Gebieten der beiden Staaten gegenüber. Sie werden dann als Doppeldreibänner, Doppelhaupt- oder Doppelzwischensteine bezeichnet.

Jeder der Doppelsteine trägt die gleiche Nummer, ausserdem den Anfangsbuchstaben des Landes, auf dessen Gebiet er steht ; die Seite nach dem angrenzenden Staate trägt keine Inschrift.

Wo der eine der Doppelsteine auf der Grenzlinie selbst steht, ist er zugleich Richtungsstein der Grenze, die an dieser Stelle abzweigt ; er ist dann wie ein einfacher Hauptstein mit beiden Länderbuchstaben bezeichnet.

In gewissen Fällen, wo die Grenze bei der Vereinigung zweier Grenzwasserläufe oder zweier Grenzwege die Richtung ändert, sind drei Steine gesetzt — Drillingssteine —, die denselben Regeln unterworfen sind wie die Doppelsteine.

Meisselzeichen.

Einfache Meisselzeichen oder -kreuze ersetzen die Steine überall da, wo infolge der felsigen Beschaffenheit des Bodens keine Steine gesetzt werden konnten oder wo die Grenze über Brücken verläuft.

Diese Meisselzeichen sind mit den Länderbuchstaben und der Ordnungsnummer in ähnlicher Weise versehen wie die Steine, an deren Stelle sie stehen.

Im dritten Grenzabschnitte sind auf der Mitte der Rheinbrücken Tafeln angebracht, die in den zwei Sprachen die Aufschrift : « Mitte der Brücke » und ausserdem zur Bezeichnung einen Strich tragen.

Documents relatifs à l'abornement.

A l'occasion du levé du tracé de la frontière de la première et de la deuxième section, il a été dressé des croquis dessinés à la main, comportant les caractéristiques et les dimensions de tous les signes démarcatifs. Ces croquis sont réunis dans des carnets qui sont annexés aux originaux des plans, déposés aux Archives des deux gouvernements.

Un registre manuscrit de l'abornement comportant les mesures (angles et distances) entre chacun des signes démarcatifs est également déposé avec les plans originaux aux Archives des deux gouvernements.

MODE DE L'ABORNEMENT.

Abornement direct.

En principe, chaque signe démarcatif est placé exactement sur la ligne frontière et détermine directement un point frontière.

Ce point coïncide avec le centre de la face supérieure de chaque borne placée verticalement. Il est généralement indiqué par l'intersection des guidons gravés sur le sommet de la borne.

Dans le cas de traits de repère, le point frontière est déterminé par l'intersection des deux traits. Lorsque le trait repère est simple ou est gravé sur une surface verticale, telle qu'un parapet de pont, la ligne frontière passe par le milieu de ce trait.

La ligne frontière se dirige en ligne droite entre les centres de deux signes démarcatifs et est représentée sur les plans par une ligne droite continue. Les exceptions à cette règle générale sont expressément indiquées dans la Description générale de la frontière : dans ces cas exceptionnels, la ligne frontière est représentée sur les plans par des traits discontinus.

Abornement latéral.

Lorsque la frontière est formée par la ligne médiane d'un chemin ou d'un cours d'eau non navigable, les bornes n'ont pu être placées sur son parcours. La ligne frontière est alors repérée latéralement par des signes démarcatifs doubles, dits jumeaux, placés vis-à-vis l'un de l'autre, respectivement en territoire français et en territoire allemand.

Le point frontière repéré de cette manière se trouve au milieu de la droite joignant les centres des deux signes démarcatifs de chaque paire. Dans la Description générale de la frontière, ce point est dénommé « point milieu des bornes jumelles ou des traits de repère jumeaux ». Si les deux signes démarcatifs n'ont pu être placés de part et d'autre et à égale distance du point frontière, comme cela se présente en général pour les cours d'eau, le cas est spécifié dans la Description de la frontière.

La frontière se dirige en ligne droite du point milieu de deux signes démarcatifs jumeaux au point milieu de la paire suivante ou du centre du signe démarcatif suivant ; les exceptions à cette règle sont indiquées dans la Description générale de la frontière et figurées sur les plans par une représentation de la ligne frontière en traits discontinus.

Urkunden über die Vermarkung.

Anlässlich der Aufnahme des Grenzzuges im ersten und zweiten Grenzabschnitte sind handgezeichnete Skizzen der Kennzeichen und Ausmasse aller Grenzzeichen angefertigt worden. Diese Skizzen sindin Heften vereinigt und werden den Urplänen beigegeben, die in den Archiven der beiden Regierungen niedergelegt sind.

Ein handgeschriebenes Verzeichnis der Grenzzeichen, das die Zahlenangaben (Winkel und Strecken) für jedes der Grenzzeichen enthält, ist gleichfalls mit den Urplänen bei den Archiven der beiden Regierungen verwahrt.

ART DER VERMARKUNG.

Unmittelbare Vermarkung.

Grundsätzlich ist jedes Grenzzeichen genau auf die Grenzlinie gesetzt und bestimmt unmitelbar einen Grenzpunkt.

Dieser Grenzpunkt fällt mit dem Mittelpunkt der Oberfläche eines jeden senkrecht stehenden Steines zusammen. Er ist im allgemeinen durch den Schnittpunkt der auf dem Kopf des Steines eingemeisselten Richtungsschlaufen angedeutet.

Bei Meisselzeichen ist der Grenzpunkt durch den Schnitt zweier Striche bestimmt. Bei einem einfachen oder bei einem auf einer senkrechten Fläche, z. B. einer Brückenbrüstung, angebrachten Meisselstrich geht die Grenze durch die Mitte des Striches.

Die Grenzlinie verläuft in gerader Linie zwischen den Mittelpunkten zweier aufeinanderfolgenden Grenzzeichen und ist in den Plänen durch eine gerade Volllinie dargestellt. Die Ausnahmen von dieser Regel sind ausdrücklich in der Allgemeinen Grenzbeschreibung angegeben : in diesen Ausnahmefällen ist die Grenzlinie in den Plänen durch gestrichelte Linien dargestellt.

Seitliche Vermarkung.

Wo die Grenze durch die Mittellinie eines Weges oder nicht schiffbaren Wasserlaufes gebildet wird, konnten die Steine nicht auf die Grenzlinie gesetzt werden. Die Grenzlinie ist alsdann seitlich durch « Doppelgrenzzeichen » vermarkt, die einander auf deutschem und französischem Gebiete gegenüberstehen.

Der auf diese Weise vermarkte Grenzpunkt befindet sich in der Mitte der Geraden, die bei einem jeden Paare die Mittelpunkte der beiden Grenzzeichen verbindet. In der Allgemeinen Grenzbeschreibung wird dieser Punkt Mittelpunkt oder Mitte zwischen den Doppelsteinen oder den Meisselzeichen genannt. Wo die beiden Grenzzeichen nicht einander gegenüber und in gleichen Abständen von dem Grenzpunkt gesetzt werden konnten, wie dies hauptsächlich bei den Wasserläufen vorkommt, ist dies in der Allgemeinen Grenzbeschreibung ausdrücklich vermerkt.

Die Grenze verläuft in gerader Linie von dem Mittelpunkte zweier Doppelgrenzzeichen zum Mittelpunkte des folgenden Paares oder zur Mitte des folgenden Grenzzeichens. Die Ausnahmen von dieser Regel sind in der Allgemeinen Grenzbeschreibung angegeben und in den Plänen durch Darstellung der Grenzlinie mit gestrichelten Linien gekennzeichnet.

ANNEXE V.
(Article 41)

A. CHEMINS FRONTIÈRES.

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Bürgermeisterei ou commune allemande	Désignation du côté français	Sections des chemins à entretenir par : la France — Nos de bornes — Origine	la France — Nos de bornes — Extrémité	l'Allemagne — Nos de bornes — Origine	l'Allemagne — Nos de bornes — Extrémité	Observations
				Première Section.					
1	1	Apach	Perl	Chemin rural	15	20	20	24	
3	2	Merschwiller	Perl	Chemin rural	2	4	△	2	
4	4	Merschwiller	Orscholz	Chemin rural	1	2	—	—	
5	4	Merschwiller	Orscholz	Chemin rural	12	13	11	12	
6	5	Manderen	Orscholz	Chemin rural	6	7	2	6	
6	5	Manderen	Orscholz	Chemin rural	8	9	—	—	
8	6	Launstroff	Orscholz	Chemin rural	△	3	—	—	Non utilisé.
9	6	Launstroff	Orscholz	Chemin vicinal ordinaire n° 5	3	7	—	—	
9	6	Launstroff	Orscholz	Chemin vicinal ordinaire n° 2	7	7/1	—	—	
9	6	Launstroff	Orscholz	Chemin rural	7/1	11	11	△ Sarre	
				Deuxième Section.					
10	6	Walschbronn	Kröppen	Chemin rural	—	—	10	11	
11	7	Walschbronn	Schweix	Chemin vicinal ordinaire n° 4 de Walschbronn	—	—	—	—	Non utilisé.
13, 14, 15	8	Liederschiedt	Schweix	Chemin rural	7	9	9	△	
15	9	Liederscheidt	Hilst	Chemin rural	—	—	△	△	
15, 16	10	Roppeviller	Hilst	Chemin forestier	7	12	△	7	Classé du côté français chemin de grande communication N° 106, mais non construit.

ANLAGE V.
(Artikel 41)

A. GRENZWEGE.

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Bürgermeisterei oder Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Seite	Zu unterhalten von Deutschland von Stein Nr.	Deutschland bis Stein Nr.	Frankreich von Stein Nr.	Frankreich bis Stein Nr.	Bemerkung
				1. *Grenzabschnitt :*					
1	1	Perl	Apach	Feldweg	20	24	15	20	
3	2	Perl	Merschwiller	Feldweg	△	2	2	4	
4	4	Orscholz	Merschwiller	Feldweg	—	—	1	2	
5	4	Orscholz	Merschwiller	Feldweg	11	12	12	13	
6	5	Orscholz	Manderen	Feldweg	2	6	6	7	
6	5	Orscholz	Manderen	Feldweg	—	—	8	9	
8	6	Orscholz	Launstroff	Feldweg	—	—	△	3	Wird nicht mehr benutzt
9	6	Orscholz	Launstroff	Verbindungsweg	—	—	3	7	
9	6	Orscholz	Launstroff	Verbindungsweg	—	—	7	7/1	
9	6	Orscholz	Launstroff	Feldweg	11	△ (Saargebiet)	7/1	11	
				2. *Grenzabschnitt :*					
10	6	Kröppen	Walschbronn	Feldweg	10	11	—	—	
11	7	Schweix	Walschbronn	Verbindungsweg	—	—	—	—	Wird nicht mehr benutzt.
13, 14, 15	8	Schweix	Liederschiedt	Feldweg	9	△	7	9	
15	9	Hilst	Liederschiedt	Feldweg	△	△	—	—	
15, 16	10	Hilst	Roppeviller	Waldweg	△	7	7	12	Französischerseits als nicht ausgebauter Verbindungsweg Nr. 106 klassifiziert.

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Bürgermeisterei ou Commune allemande	Désignation du côté français	Sections des chemins à entretenir par : la France — Nos de bornes Origine	la France — Nos de bornes Extrémité	l'Allemagne — Nos de bornes Origine	l'Allemagne — Nos de bornes Extrémité	Observations
35	23	Wingen	Bobenthal	Chemin forestier	9	12	7	9	Du côté français la propriété du *Kirchenwald* Dahn est chargée de l'entretien.
42	26	Wissembourg	Schweigen	Chemin rural	—	—	61	62	
42	26	Wissembourg	Schweigen	Chemin rural	—	—	73	74	
42	26	Wissembourg	Schweigen	Chemin rural	—	—	75	76	
42	26	Wissembourg	Schweigen	Chemin rural	—	—	79	80	
42	26	Wissembourg	Schweigen	Route nationale nº 63 (ancien tracé)	85/1	86	85	85/1	
43	26	Wissembourg	Schweigen	Chemin rural	94	△	—	—	
43	27	Wissembourg	Schweighofen	Chemin rural	△	2	2	△	
43 44	28	Altenstadt	Schweighofen	Chemin rural	Entretenu par moitié par les deux communes				

B. CHEMINS LONGEANT LA FRONTIÈRE OU LA TRAVERSANT

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Bürgermeisterei ou commune allemande	Désignation du côté français	Limite d'entretien par la France	Limite d'entretien par l'Allemagne	Observations
				Première Section.			
1	1	Apach	Perl	Chemin vicinal ordinaire nº 1 d'Apach, coupe la frontière entre les bornes nºs △ et 1	la frontière		
1	1	Apach	Perl	Route nationale nº 53 bis, coupe la frontière entre les bornes jumelles nºs 15 ouest et 15 est	la frontière		

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Bürgermeisterei oder Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Seite	Zu unterhalten von Deutschland von Stein Nr.	Deutschland bis Stein Nr.	Frankreich von Stein Nr.	Frankreich bis Stein Nr.	Bemerkungen
35	23	Bobenthal	Wingen	Waldweg	7	9	9	12	Auf französischer Seite ist die Verwaltung des Kirchenwaldes Dahn mit der Unterhaltung beauftragt.
42	26	Schweigen	Wissembourg	Feldweg	61	62	—	—	
42	26	Schweigen	Wissembourg	Feldweg	73	74		—	
42	26	Schweigen	Wissembourg	Feldweg	75	76	—	—	
42	26	Schweigen	Wissembourg	Feldweg	79	80	—	—	
42	26	Schweigen	Wissembourg	ehemalige Staatsstrasse	85	85/1	85/1	86	
43	26	Schweigen	Wissembourg	Feldweg	—	—	94	△	
43	27	Schweighofen	Wissembourg	Feldweg	2	△	△	2	
43, 44	28	Schweighofen	Altenstadt	Feldweg	je zur Hälfte von beiden Gemeinden				

B. WEGE, DIE LÄNGS DER GRENZE VERLAUFEN ODER SIE SCHNEIDEN

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Bürgermeisterei oder Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Seite	Grenze der Unterhaltung für Deutschland	Grenze der Unterhaltung für Frankreich	Bemerkungen
				1. *Grenzabschnitt :*			
F	1	Perl	Apach	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. △ und 1	die Landesgrenze		
1	1	Perl	Apach	Staatsstrasse, schneidet die Grenze zwischen den Doppelsteinen Nr. 15 W und 15 O	die Landesgrenze		

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Bürgermeisterei ou commune allemande	Désignation du côté français	Limite d'entretien par la France	Limite d'entretien par l'Allemagne	Observations
3	2	Merschwiller	Perl	Chemin vicinal ordinaire n° 3 de Merschwiller, coupe la frontière entre les bornes jumelles n°s 2 et 3	la frontière		
5	4	Merschwiller	Orscholz	Chemin vicinal ordinaire n° 2 de Merschwiller, coupe la frontière à la borne n° 7	la frontière		
7	5	Manderen	Orscholz	Chemin vicinal ordinaire n° 1 de Manderen, coupe la frontière entre les bornes n°s 34 et 35	la frontière		
9	6	Launstroff	Orscholz	Chemin vicinal ordinaire, coupe la frontière entre les bornes n°s 7 et 7/1	la frontière		

Deuxième Section.

2	1	Schweyen	Neu-Hornbach	Chemin de grande communication n° 104, coupe la frontière entre les bornes n°s 1 et 2	la frontière		
2	2	Rolbing	Mauschbach	Route nationale n° 62, coupe la frontière entre les bornes n°s 1 et 1/1	la frontière		
5	3	Rolbing	Dietrichingen	Chemin vicinal ordinaire n° 2 de Rolbing, coupe la frontière à la borne n° 14	la frontière		
9	5	Walschbronn	Riedelberg	Chemin vicinal ordinaire, coupe la frontière à la borne n° 17	la frontière		
11	6	Walschbronn	Kröppen	Chemin de grande communication n° 105, coupe la frontière entre les bornes n°s 21/1 et 22	la frontière		
11	6	Walschbronn	Kröppen	Chemin vicinal ordinaire n° 3 de Walschbronn, coupe la frontière entre les bornes n°s 29 et △	la frontière		Du côté français proposé pour le déclassement, non encore prononcé.

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Bürgermeisterei oder Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Seite	Grenze der Unterhaltung für Deutschland	Grenze der Unterhaltung für Frankreich	Bemerkungen
3	2	Perl	Merschwiller	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Doppelsteinen Nr. 2 und 3	die Landesgrenze		
5	4	Orscholz	Merschwiller	Verbindungsweg, schneidet die Grenze bei Stein Nr. 7	die Landesgrenze		
7	5	Orscholz	Manderen	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 34 und 35	die Landesgrenze		
9	6	Orscholz	Launstroff	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 7 und 7/1	die Landesgrenze		

2. *Grenzabschnitt :*

2	1	Neu-Hornbach	Schweyen	Distriktstrasse, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 1 und 2	die Landesgrenze		
2	2	Mauschbach	Rolbing	Staatsstrasse schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 1 und 1/1	die Landesgrenze		
5	3	Dietrichingen	Rolbing	Verbindungsweg, schneidet die Grenze bei dem Steine Nr. 14	die Landesgrenze		
9	5	Riedelberg	Walschbronn	Verbindungsweg, schneidet die Grenze bei dem Steine Nr. 17	die Landesgrenze		
11	6	Kröppen	Walschbronn	Distriktstrasse, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 21/1 und 22	die Landesgrenze		
11	6	Kröppen	Walschbronn	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 29 und △	die Landesgrenze		

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Bürgermeisterei ou Commune allemande	Désignation du côté française	Limite d'entretien par la France	Limite d'entretien par l'Allemagne	Observations
13	7	Walschbronn	Schweix	Chemin de grande communication n° 105 C, coupe la frontière aux bornes trijumelles n° 7	la frontière		
16	10	Roppeviller	Hilst	Chemin vicinal ordinaire n° 2 de Roppeviller, coupe la frontière entre les bornes nos 14 et △	la frontière		
22	13	Sturzelbronn	Ludwigswinkel	Chemin vicinal ordinaire n° 3 de Sturzelbronn, coupe la frontière entre les bornes nos 16 et 16/1	la frontière		
25	15	Obersteinbach	Fischbach	Chemin vicinal d'intérêt commun n° 53 I, coupe la frontière entre les bornes nos 3/3 et 4	la frontière km. 0,643		
29	17	Niedersteinbach	Schönau	Chemin vicinal ordinaire de Niedersteinbach	Répartition des frais d'entretien : 80 %	20 %	
31	19	Lembach	Hirschthal	Chemin vicinal d'intérêt commun n° 125 I, coupe la frontière entre les bornes nos 20 et 21	Perpendiculaire à l'axe du chemin passant par la borne repère n° 20 km. 2,860		
33	22	Wingen	Nothweiler	Chemin vicinal ordinaire de Wingen, coupe la frontière entre les bornes nos 15 et 16	la frontière		
39	25	Wissembourg	Bobenthal	Chemin vicinal d'intérêt commun n° 14 b I, coupe la frontière entre les bornes nos 2/1 et 3	la frontière km. 4,200		
42	26	Wissembourg	Schweigen	Route nationale n° 63, coupe la frontière entre les bornes trijumelles nos 86	Ligne droite joignant les 2 bornes nos 86 nord et nos 86 est		
43	27	Wissembourg	Schweighofen	Chemin vicinal d'intérêt commun n° 14 b III, entre les bornes tribanales jumelles	la frontière km. 1,214		

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Bürgermeisterei oder Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Seite	Grenze der Unterhaltung für Deutschland	Grenze der Unterhaltung für Frankreich	Bemerkungen
13	7	Schweix	Walschbronn	Distriktstrasse, schneidet die Grenze bei den Drillingssteinen Nr. 7	die Landesgrenze		
16	10	Hilst	Roppeviller	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 14 und △	die Landesgrenze		
22	13	Ludwigswinkel	Sturzelbronn	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 16 und 16/1	die Landesgrenze		
25	15	Fischbach	Obersteinbach	Distriktstrasse, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 3/3 und 4	die Landesgrenze		
29	17	Schönau	Niedersteinbach	Verbindungsweg	Verteilung der Unterhaltungskosten: 20 v. H.	80 v. H.	
31	19	Hirschthal	Lembach	Verbindungsweg; schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 20 und 21	Rechtwinklig zur Strassenachse bei dem Versicherungsstein Nr. 20		
33	22	Nothweiler	Wingen	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 15 und 16	die Landesgrenze		
39	25	Bobenthal	Wissembourg	Distriktstrasse, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 2/1 und 3	die Landesgrenze		
42	26	Schweigen	Wissembourg	Staatsstrasse, schneidet die Grenze bei den Drillingssteinen Nr. 86	die gerade Verbindungslinie der Steine Nr. 86 Nord und 86 Ost		
43	27	Schweighofen	Wissembourg	Staatsstrasse, schneidet die Grenze zwischen den Doppeldreibännern	die Landesgrenze		

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Bürgermeisterei ou Commune allemande	Désignation du côté français	Limite d'entretien par la France	Limite d'entretien par l'Allemagne	Observations
44	28	Altenstadt	Schweighofen	Chemin vicinal d'intérêt commun n° 3 a I, coupe la frontière entre les bornes nos 4 et 5	la frontière km. 0,884		
54	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Chemin vicinal d'intérêt commun nos 3 a II, coupe la frontière aux bornes jumelles n° 1	Sortie nord du pont sur territoire bavarois km. 0,386		Pont sur la Lauter.
56	35	Lauterbourg	Berg	Route nationale n° 68, coupe la frontière entre les bornes nos 22 et 23	la frontière km. 115,888		
59	35	Lauterbourg	Berg	Chemin vicinal ordinaire, coupe la frontière aux bornes jumelles nos 63	Perpendiculaire abaissée de la borne n° 63 sur l'axe du chemin		Pont de Wehr, sur la Lauter.
60	36	Lauterbourg	Neuburg	Chemin sur la digue du Rhin.	la frontière		Pont-vanne sur la Lauter.

Les chemins qui ne figurent pas sur le présent tableau sont entretenus par entente directe, soit entre les pr opriétaires, soit entre les usagers.

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Bürgermeisterei oder Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Seite	Grenze der Unterhaltung für Deutschland	Grenze der Unterhaltung für Frankreich	Bemerkungen
44	28	Schweighofen	Altenstadt	Verbindungsweg, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 4 und 5	die Landesgrenze		
54	34	Scheibenhardt	Scheibenhard	Verbindungsweg, schneidet die Grenze bei den Doppelsteinen Nr. 1	Nordende der Brücke auf bayerischem Gebiete		Brücke über die Lauter.
56	35	Berg	Lauterbourg	Staatsstrasse, schneidet die Grenze zwischen den Steinen Nr. 22 und 23	die Landesgrenze		
59	35	Berg	Lauterbourg	Verbindungsweg, schneidet die Grenze bei den Doppelsteinen Nr. 63	die Senkrechte zur Wegachse bei dem Stein Nr. 63 Süd		Wehrbrücke über die Alte Lauter.
60	36	Neuburg	Lauterbourg	Rheindammweg	die Landesgrenze		Schleusenbrücke über die Alte Lauter.

Die Wege, die nicht in dieser Liste aufgeführt sind, werden nach unmittelbarer Uebereinkunft entweder von den Eigentümern oder den Benutzern unterhalten.

ANNEXE VI.
(Article 42)

COURS D'EAU NON NAVIGABLES ET CANAUX DE DÉCHARGE, FORMANT FRONTIÈRE

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Commune allemande	Désignation	Origine et extrémité
		Première Section : Néant.			
		Deuxième Section :			
1 2	1	Schweyen	Neu-Hornbach	Schwalb	Des bornes tribanales Brenschelbach (territoire de la Sarre)–Schweyen–Neu-Hornbach aux bornes jumelles n° 1.
5 6 7	4	Rolbing	Riedelberg	Hornbach	Des bornes tribanales Riedelberg–Dietrichingen–Rolbing aux bornes tribanales Rolbing–Walschbronn–Riedelberg.
36	23	Wingen	Bobenthal	Siebentheilerbächel	De la borne n° 35 aux bornes tribanales Climbach–Wingen–Bobenthal.
36 37	24	Climbach	Bobenthal	Siebentheilerbächel	Des bornes tribanales Climbach–Wingen–Bobenthal aux bornes tribanales Climbach–Wissembourg–Bobenthal.
37 38	25	Wissembourg	Bobenthal	Lauterbächel	Des bornes tribanales Climbach–Wissembourg–Bobenthal au confluent dans la Lauter, près des bornes trijumelles nos 1.
38 39	25	Wissembourg	Bobenthal	Lauter	Des bornes trijumelles nos 1 aux bornes jumelles nos 1/3.
44 45	28	Altenstadt	Schweighofen	Lauter	Des bornes jumelles nos 15 à l'embranchement du canal du Moulin de Saint-Rémy, près des bornes jumelles nos 16.
45 46	28	Altenstadt	Schweighofen	Canal du moulin de St-Rémy	Des bornes jumelles nos 16 à son débouché dans la Lauter, près des bornes jumelles nos 18.
46 47	28	Altenstadt	Schweighofen	Lauter	Des bornes jumelles nos 18 aux bornes tribanales Schweighofen–Kapsweyer–Altenstadt.
47 48	29	Altenstadt	Kapsweyer	Lauter	Des bornes tribanales Schweighofen–Kapsweyer–Altenstadt aux bornes tribanales Kapsweyer–Steinfeld–Altenstadt.

ANLAGE VI.

(Artikel 42).

NICHT SCHIFFBARE WASSERLÄUFE UND ABFLUSSKANÄLE, DIE DIE GRENZE BILDEN.

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung	Anfangspunkt — Endpunkt
			1. *Grenzabschnitt :* Keine.		
			2. *Grenzabschnitt :*		
1 2	1	Neu-Hornbach	Schweyen	Schwalb	Von den Dreibännern Neu-Hornbach–Schweyen–Brenschelbach (Saargebiet) bis zu den Doppelsteinen Nr. 1.
5 6 7	4	Riedelberg	Rolbing	Hornbach	Von den Dreibännern Riedelberg–Dietrichingen–Rolbing bis zu den Dreibännern Rolbing–Walschbronn–Riedelberg.
36	23	Bobenthal	Wingen	Siebentheilerbächel	Von dem Steine Nr. 35 bis zu den Dreibännern Climbach – Wingen – Bobenthal.
36 37	24	Bobenthal	Climbach	Siebentheilerbächel	Von den Dreibännern Climbach–Wingen–Bobenthal bis zu den Dreibännern Climbach–Wissembourg–Bobenthal.
37 38	25	Bobenthal	Wissembourg	Lauterbächel	Von den Dreibännern Climbach–Wissembourg–Bobenthal bis zur Einmündung in die Lauter bei den Drillingssteinen Nr. 1.
38 39	25	Bobenthal	Wissembourg	Lauter	Von den Drinlligssteinen Nr. 1 bis zu den Doppelsteinen Nr. 1/3.
44 45	28	Schweighofen	Altenstadt	Lauter	Von den Doppelsteinen Nr. 15 bis zur Abzweigung des Kanals der Mühle St. Remy bei den Doppelsteinen Nr. 16.
45 46	28	Schweighofen	Altenstadt	Kanal der Mühle St. Remy	Von den Doppelsteinen Nr. 16 bis zur Einmündung in die Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 18.
46 47	28	Schweighofen	Altenstadt	Lauter	Von den Doppelsteinen Nr. 18 bis zu den Dreibännern Schweighofen–Kapsweyer–Altenstadt.
47 48	29	Kapsweyer	Altenstadt	Lauter	Von den Dreibännern Schweighofen–Kapsweyer–Altenstadt bis zu den Dreibännern Kapsweyer–Steinfeld–Altenstadt.

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Commune allemande	Désignation	Origine et extrémité
48 49 50	30	Altenstadt	Steinfeld	Lauter	Des bornes tribanales Kapsweyer–Steinfeld – Altenstadt aux bornes tribanales Steinfeld-Scheibenhardt–Altenstadt.
50	31	Altenstadt	Scheibenhardt	Canal du moulin de Bienwald	Des bornes tribanales Steinfeld-Scheibenhardt–Altenstadt aux bornes tribanales Altenstadt – Salmbach – Scheibenhardt.
50	32	Salmbach	Scheibenhardt	Canal du moulin de Bienwald	Des bornes tribanales Altenstadt–Salmbach – Scheibenhardt au débouché de la Lauter, près des bornes jumelles nos 1.
51 52	32	Salmbach	Scheibenhardt	Lauter	Des bornes jumelles nos 1 aux bornes tribanales Salmbach–Niederlauterbach–Scheibenhardt.
52 53 54	33	Niederlauterbach	Scheibenhardt	Lauter	Des bornes tribanales Salmbach-Niederlauterbach – Scheibenhardt aux bornes tribanales Niederlauterbach–Scheibenhard – Scheibenhardt.
54	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Lauter	Des bornes tribanales Niederlauterbach –Scheibenhard – Scheibenhardt à l'embranchement du canal du Moulin de Scheibenhard, près des bornes jumelles nos 2.
54 55	34	Scheib nhard	Scheibenhardt	Canal du moulin de Scheibenhard	De l'embranchement près des bornes jumelles nos 2 au débouché dans la Lauter, près des bornes jumelles nos 5.
55	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Lauter	Des bornes jumelles nos 5 aux bornes quadribanales Scheibenhard – Lauterbourg et Scheibenhardt–Berg.
55 56	35	Lauterbourg	Berg	Lauter	Des bornes quadribanales Scheibenhard-Lauterbourg et Scheibenhardt-Berg aux bornes jumelles nos 1.
57	35	Lauterbourg	Berg	Lauter	Des bornes jumelles nos 44 aux bornes jumelles nos 45.
57 58	35	Lauterbourg	Berg	Ancien lit de la Vieille Lauter	Des bornes jumelles nos 51 aux bornes jumelles nos 62.
58 59 60	35	Lauterbourg	Berg	Vieille Lauter	Des bornes jumelles nos 62 aux bornes tribanales Berg - Neuburg - Lauterbourg.
60	36	Lauterbourg	Neuburg	Vieille Lauter	Des bornes tribanales Berg–Neuburg–Lauterbourg au débouché dans le Rhin.

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung	Anfangspunkt — Endpunkt
48 49 50	30	Steinfeld	Altenstadt	Lauter	Von den Dreibännern Kapsweyer-Steinfeld-Altenstadt bis zu den Dreibännern Steinfeld-Scheibenhardt-Altenstadt.
50	31	Scheibenhardt	Altenstadt	Kanal der Bienwaldmühle	Von den Dreibännern Steinfeld-Scheibenhardt-Altenstadt bis zu den Dreibännern Altenstadt-Salmbach-Scheibenhardt.
50	32	Scheibenhardt	Salmbach	Kanal der Bienwaldmühle	Von den Dreibännern Altenstadt-Salmbach-Scheibenhardt bis zur Einmündung in die Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 1.
51 52	32	cheibenhardt	Salmbach	Lauter	Von den Doppelsteinen Nr. 1 bis zu den Dreibännern Salmbach-Niederlauterbach-Scheibenhardt.
52 53 54	33	Scheibenhardt	Niederlauterbach	Lauter	Von den Dreibännern Salmbach-Niederlauterbach-Scheibenhardt bis zu den Dreibännern Niederlauterbach-Scheibenhard-Scheibenhardt.
54	34	Scheibenhardt	Scheibenhardt	Lauter	Von den Dreibännern Niederlauterbach-Scheibenhard-Scheibenhardt bis zur Abzweigung des Kanals der Mühle von Scheibenhard bei den Doppelsteinen Nr. 2.
54 55	34	Scheibenhardt	Scheibenhard	Kanal der Scheibenharder Mühle	Von der Abzweigung bei den Doppelsteinen Nr. 2 bis zur Einmündung in die Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 5.
55	34	Scheibenhardt	Scheibenhard	Lauter	Von den Doppelsteinen Nr. 5 bis zu den Vierbännern Scheibenhardt-Berg und Scheibenhard-Lauterbourg.
55 56	35	Berg	Lauterbourg	Lauter	Von den Vierbännern Scheibenhardt-Berg und Scheibenhard-Lauterbourg bis zu den Doppelsteinen Nr. 1
57	35	Berg	Lauterbourg	Lauter	Von den Doppelsteinen Nr. 44 bis zu den Doppelsteinen Nr. 45.
57 58	35	Berg	Lauterbourg	Ehemaliges Bett der Alten Lauter.	Von den Doppelsteinen Nr. 51 bis zu den Doppelsteinen Nr. 62.
58 59 60	35	Berg	Lauterbourg	Alte Lauter	Von den Doppelsteinen Nr. 62 bis zu den Dreibännern Berg-Neuburg-Lauterbourg.
60	36	Neuburg	Lauterbourg	Alte Lauter	Von den Dreibännern Berg-Neuburg-Lauterbourg bis zur Einmündung in den Rhein.

ANNEXE VII.

OUVRAGES D'ART SITUÉS SUR LA FRONTIÈRE.

(Article 19, 45.)

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Commune allemande	Désignation du côté français	Entretien par la France	Entretien par l'Allemagne	Observations
Première Section : Néant.							
Deuxième Section :							
5	3 4	Rolbing	Dietrichingen, Riedelberg	Pont route de Riedelberg à Hornbach sur le Hornbach aux bornes tribanales Rolbing – Dietrichingen – Riedelberg.	—	en entier	Le pont est situé entièrement sur Bavière.
5	4	Rolbing	Riedelberg	Passerelle sur le Hornbach, dite Sausteg aux bornes jumelles nos 2	la moitié	la moitié	
6	4	Rolbing	Riedelberg	Pont sur le Hornbach, dit Saubrücke aux bornes jumelles nos 3	la moitié	la moitié	
6	4	Rolbing	Riedelberg	Passerelle du moulin de Riedelberg, sur le Hornbach aux bornes jumelles nos 6	—	en entier	Propriété du moulin bavarois.
11	6	Walschbronn	Kröppen	Ponceau sous le chemin de grande communication no 105 aux bornes nos 21/1 et 22	—	en entier	
13	8	Liederschiedt	Schweix	Aqueduc sous le chemin de grande communication no 105 C aux bornes trijumelles nos 7.	la moitié	la moitié	
29	17	Niedersteinbach	Schönau	Aqueduc d'écoulement des eaux d'irrigation longeant le chemin vicinal ordinaire de Wengelsbach à Schönau aux bornes nos 51-54	en entier	—	
38	25	Wissembourg	Bobenthal	Pont sur la Lauter au confluent avec le Lauterbächel, dit Siebentheilerbrücke aux bornes trijumelles nos 1	en entier	—	

ANLAGE VII.

KUNSTBAUTEN AN DER GRENZE.

(Artikel 19, 45.)

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Seite	Wird unterhalten von Deutschland	Wird unterhalten von Frankreich	Bermerkungen
1. *Grenzabschnitt :* Keine.							
2. *Grenzabschnitt :*							
5	3 4	Dietrichingen, Riedelberg	Rolbing	Brücke über den Hornbach an der Distriktstrasse von Riedelberg nach Hornbach bei den Dreibännern Dietrichingen–Riedelberg-Rolbing	ganz	—	Die Brücke liegt ganz auf bayerischem Gebiet.
5	4	Riedelberg	Rolbing	Der sogen. Sausteg über den Hornbach bei den Doppelsteinen Nr. 2	zur Hälfte	zur Hälfte	
6	4	Riedelberg	Rolbing	Die gosen. Saubrücke über den Hornbach bei den Doppelsteinen Nr. 3	zur Hälfte	zur Hälfte	
6	4	Riedelberg	Rolbing	Steg über den Hornbach bei der Riedelberger Mühle bei den Doppelsteinen Nr.6	ganz	—	Zur bayerischen Mühle gehörig.
11	6	Kröppen	Walschbronn	Durchlass an der Distriktstrasse von Kröppen nach Walschbronn bei den Steinen Nr. 21/1 und 22	ganz	—	
13	8	Schweix	Liederschiedt	Durchlass an der Strasse von Schweix nach Liederschiedt bei den Drillingssteinen Nr. 7	zur Hälfte	zur Hälfte	
29	17	Schönau	Niedersteinbach	Durchlass für den Wasserabflussgraben längs des Verbindungsweges Schönau-Wengelsbach bei den Steinen Nr. 51–54.	—	ganz	
38	25	Bobenthal	Wissembourg	Brücke über die Lauter beim Zusammenfluss mit dem Lauterbächel, die sogen. Siebentheilerbrücke bei den Drillingssteinen Nr. 1	—	ganz	

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Commune allemande	Désignation du côté français	Entretien par la France	Entretien par l'Allemagne	Observations
39	25	Wissembourg	Bobenthal	Vanne sur la Lauter aux bornes jumelles nos 1/1	—	en entier	Propriété de la scierie de St. Germanshof.
39	25	Wissembourg	Bobenthal	Pont sur la Lauter aux bornes jumelles nos 1/2	—	en entier	Propriété de la scierie de St. Germanshof.
43	27	Wissembourg	Schweighofen	Aqueduc d'écoulement des eaux aux bornes jumelles nos 2	la moitié	la moitié	
44	28	Altenstadt	Schweighofen	Pont voie-ferrée de Wissembourg à Mannheim, sur la Lauter aux traits répères nos 15/1 et 15/2	en entier	—	Propriété des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine
45	28	Altenstadt	Schweighofen	Vanne du moulin de Saint-Rémy aux bornes jumelles nos 16	en entier	—	Propriété du moulin français.
45	28	Altenstadt	Schweighofen	Pont sur le canal de décharge du moulin de Saint-Rémy aux bornes jumelles nos 17	la moitié	la moitié	
50	30	Altenstadt	Steinfeld	Pont des anciennes tuileries sur la Lauter aux bornes jumelles nos 1	la moitié	la moitié	
50	30	Altenstadt	Steinfeld	Pont du moulin de Bienwald sur la Lauter aux bornes tribanales Altenstadt–Steinfeld–Scheibenhardt	—	en entier	Propriété du moulin bavarois.
50	31	Altenstadt	Scheibenhardt	Vanne du moulin de Bienwald	—	en entier	Propriété du moulin bavarois.
51	32	Salmbach	Scheibenhardt	Pont sur la Lauter aux bornes jumelles nos 3.	en entier	—	Propriété de la commune de Salmbach.
52	33	Niederlautern	Scheibenhardt	Pont sur la Lauter aux bornes jumelles nos 1	la moitié	la moitié	
54	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Pont sur la Lauter aux bornes jumelles nos 1	la moitié	la moitié	
54	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Vanne du moulin de Scheibenhard entre les bornes jumelles nos 2 et 3	en entier	—	Propriété du moulin français.
57	35	Lauterbourg	Berg	Ponceau voie ferrée Lauterbourg – Berg entre les bornes jumelles nos 49 et -50	en entier	—	Propriété des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Seite	Wird unterhalten von Deutschland	Wird unterhalten von Frankreich	Bemerkungen
39	25	Bobenthal	Wissembourg	Wehr über die Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 1/1	ganz	—	Zum Sägewerk St. Germanshof gehörig.
39	25	Bobenthal	Wissembourg	Brücke über die Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 1/2	ganz	—	Zum Sägewerk St. Germanshof gehörig.
43	27	Schweighofen	Wissembourg	Durchlass für den Wasserabfluss bei den Doppelsteinen Nr. 2	zur Hälfte	zur Hälfte	
44	28	Schweighofen	Altenstadt	Brücke der Eisenbahnlinie Mannheim – Wissembourg über die Lauter bei den Meisselzeichnen Nr. 15/1, 15/2	—	ganz	Eigentum der Eisenbahnverwaltung von Elsass & Lothringen.
45	28	Schweighofen	Altenstadt	Wehr der Mühle von St. Rémy bei den Doppelsteinen Nr. 16	—	ganz	Zur französischen Mühle gehörig.
45	28	Schweighofen	Altenstadt	Brücke über den Kanal der Mühle von St. Rémy bei den Doppelsteinen Nr. 17	zur Hälfte	zur Hälfte	
50	30	Steinfeld	Altenstadt	Brücke über die Lauter bei den ehemaligen Ziegeleien bei den Doppelsteinen Nr. 1	zur Hälfte	zur Hälfte	
50	30	Steinfeld	Altenstadt	Brücke der Bienwaldmühle über die Lauter bei den Dreibännern Steinfeld–Scheibenhardt – Altenstadt	ganz	—	Zur bayerischen Mühle gehörig.
50	31	Scheibenhardt	Altenstadt	Wehr der Bienwaldmühle	ganz	—	Zur bayerischen Mühle gehörig.
51	32	Scheibenhardt	Salmbach	Brücke über die Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 3	—	ganz	Eigentum der Gemeinde Salmbach.
52	33	Scheibenhardt	Niederlauterbach	Brücke über die Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 1	zur Hälfte	zur Hälfte	
54	34	Scheibenhardt	Scheibenhard	Brücke über die Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 1	zur Hälfte	zur Hälfte	
54	34	Scheibenhardt	Scheibenhard	Wehr der Mühle von Scheibenhard zwischen den Doppelsteinen Nr. 2 und 3	—	ganz	Zur französischen Mühle gehörig.
57	35	Berg	Lauterbourg	Durchlass an der Eisenbahnlinie Germersheim – Lauterbourg zwischen den Doppelsteinen Nr. 49 und 50	—	ganz	Eigentum der Eisenbahnverwaltung von Elsass & Lothringen.

Numéros des plans	Numéros des articles de la description	Commune française	Commune allemande	Désignation du côté français	Entretien par la France	Entretien par l'Allemagne	Observations
60	35	Lauterbourg	Berg	Pont de Wehr, sur la Lauter aux bornes jumelles nos 63	un tiers	deux tiers	Propriété de la commune de Berg.
60	36	Lauterbourg	Neuburg	Pont vanne sur la Lauter sur la ligne du Rhin	en entier	—	Propriété du service français de la navigation.
				Troisième Section : PONTS SUR LE RHIN :			Date des procès-verbaux de la remise des ponts
1	1	Huningue	Weil	Pont de bateaux	Conformément à l'article 19 du Traité, l'Etat français a la charge de l'entretien des ponts jusqu'à la limite de propriété (voir article 18)		21 déc. 1920.
1	1	Village-Neuf (Neudorf)	Haltingen	Pont de chemin de fer dit « Pont de Huningue » sur la ligne Saint-Louis–Weil–Leopoldshöhe			27 juillet 1920.
3	2	Chalampé (Eichwald)	Neuenburg	Pont de chemin de fer dit « Pont de Chalampé » sur la ligne Mulhouse–Müllheim			27 juillet 1920.
3	2	Chalampé (Eichwald)	Neuenburg	Pont de bateaux			15 février 1921.
4	6	Vogelgrun	Alt-Breisach	Pont de chemin de fer dit « Pont de Neuf-Brisach » sur la ligne Colmar–Freiburg			20 juillet 1920.
4	6	Biesheim	Alt-Breisach	Pont de bateaux dit « Pont de Brisach »			7 janvier 1921.
5	7	Marckolsheim	Sasbach	Pont de bateaux			15 avril 1920.
6	8	Schoenau	Weisweil	Pont de bateaux			15 avril 1920.
7	9	Rhinau	Kappel	Pont de bateaux			30 nov. 1920.
7	10	Gerstheim	Ottenheim	Pont de bateaux			18 nov. 1921.
9	13	Strasbourg	Kehl	Pont route dit « de Kehl » sur la Route Nationale no 4 de Paris à Strasbourg et en Allemagne.			7 juin 1920.
9	13	Strasbourg	Kehl	Pont de chemin de fer dit « Pont de Kehl » sur la ligne Strasbourg–Kehl–Appenweier			6 juillet 1920.
10	14	Gambsheim	Freistett	Pont de bateaux			25 mai 1921.
10	16	Drusenheim	Greffern	Pont de bateaux			19 janvier 1921.
11	18	Beinheim	Wintersdorf	Pont de chemin de fer dit « Pont de Roppenheim » sur la ligne Haguenau–Rastatt			20 juin 1920.
12	18	Seltz	Plittersdorf	Pont de bateaux			19 janvier 1921.

Nummer des Planes	Nummer des Artikels der Grenzbeschreibung	Deutsche Gemeinde	Französische Gemeinde	Bezeichnung auf deutscher Setie	Wird unterhalten von Deutschland	Wird unterhalten von Frankreich	Bemerkungen
60	35	Berg	Lauterbourg	Wehrbrücke über die Alte Lauter bei den Doppelsteinen Nr. 63	2/3	1/3	Eigentum der Gemeinde Berg.
60	36	Neuburg	Lauterbourg	Schleusenbrücke über die Alte Lauter am Rheindamm	—	ganz	Eigentum der französischen Strombauverwaltung.
				3. *Grenzabschnitt :* RHEINBRÜCKEN.			Datum der Protokolle der Brückenübergabe
1	1	Weil	Huningue	Schiffbrücke		Gemäss Artikel 19 des Vertrags sind die Brücken bis zur Eigentumsgrenze (Artikel 18) vom französischen Staate zu unterhalten.	21. Dezember 1920.
1	1	Haltingen	Village Neuf (Neudorf)	Eisenbahnbrücke der Linie Weil–Leopoldshöhe–St. Louis			27. Juli 1920.
3	2	Neuenburg	Chalampé (Eichenwald	Eisenbahnbrücke der Linie Müllheim–Mulhouse			27. Juli 1920.
3	2	Neuenburg	Chalampé (Eichwald)	Schiffbrücke			15. Februar 1921.
4	6	Alt-Breisach	Vogelgrun	Eisenbahnbrücke der Linie Freiburg–Colmar			20. Juli 1920.
4	6	Alt-Breisach	Biesheim	Schiffbrücke			7. Januar 1921
5	7	Sasbach	Marckolsheim	Schiffbrücke			15. April 1920.
6	8	Weisweil	Schoenau	Schiffbrücke			15. April 1920.
7	9	Kappel	Rhinau	Schiffbrücke			30. November 1920.
7	10	Ottenheim	Gerstheim	Schiffbrücke			18. November 1921.
9	13	Kehl	Strasbourg	Strassenbrücke von Kehl nach Strasbourg			7. Juni 1920.
9	13	Kehl	Strasbourg	Eisenbahnbrücke der Linie Appenweier–Kehl–Strasbourg			6. Juli 1920.
10	14	Freistett	Gambsheim	Schiffbrücke			25. Mai 1921.
10	16	Greffern	Drusenheim	Schiffbrücke			19. Januar 1921
11	18	Winterdorf	Beinheim	Eisenbahnbrücke der Linie Rastatt–Haguenau			20. Juni 1920.
12	18	Plittersdorf	Seltz	Schiffbrücke			19. Januar 1921

ANNEXE VIII.

MODELE DES PROCES-VERBAUX CONCERNANT LES TRAVAUX RELATIFS AUX FRONTIÈRES

(Article 47.)

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

Procès-verbal

de la réunion à la frontière franco-allemande près des bornes nos *x* et *y* entre la commune française de..... et la commune bavaroise de ..... et près des bornes nos *z* et ..... entre la commune française de ..... et la commune bavaroise de ..... le ..... 19...

Ont comparu

du côté français :

1° M. le Sous-Préfet .....
2° M. l'inspecteur .....

du côté allemand :

1° M. le Bezirksamtmann .....
2° M. le Vermessungsamtmann.....

Les comparants ont inspecté la frontière et ont formellement reconnu,

1° Que la borne n° *x* entre la commune française de ..... et la commune bavaroise de ....., qui était cassée au ras du sol, a été remplacée par une nouvelle borne en pierre du modèle général posée au même emplacement après vérification des mesures portées sur les plans ;

2° Que la borne n° *y* entre la commune française de ..... et la commune bavaroise de ....., qui était inclinée vers le sol, a été redressée et consolidée ;

3° Que la borne n° *z* entre la commune française de ..... et la commune bavaroise de ....., déterrée et écartée de plusieurs mètres du lieu de sa pose, a été remise à sa place initiale d'après les mesures portées sur les plans.

4° .....

En foi de quoi a été établi ce procès-verbal et les croquis annexés.

....., le ..... 19.....

N. N.

Sous-Préfet à .....

Verhandelt

an der französisch-deutschen Grenze bei den Steinen Nr. *x* und *y* zwischen der französischen Gemeinde ..... und der bayerischen Gemeinde ..... bei den Steinen Nr. *z* und ..... zwischen der französischen Gemeinde ..... und der bayerischen Gemeinde ..... am ..... 19...

Erschienen sind

von französischer Seite :

1. der Herr Sous-Préfet .....
2. der Herr Inspecteur .....

von deutscher Seite :

1. der Bezirksamtmann Herr .....
2. der Vermessungsamtmann Herr .....

Die Anwesenden besichtigten die Grenze und stellten fest :

1. der Grenzstein Nr. *x* zwischen der französischen Gemeinde ..... und der bayerischen Gemeinde ....., der kurz über dem Boden abgebrochen war, ist durch einen neuen Stein von üblicher Form nach einer Prüfung der in den Plänen eingetragenen Masse auf dem ursprünglichen Platze ersetzt worden ;

2. der Grenzstein Nr. *y* zwischen der französischen Gemeinde ..... und der bayerischen Gemeinde ....., der schräg gegen den Boden geneigt war, wurde geradegerichtet und befestigt ;

3. Der Grenzstein Nr. *z* zwischen der französischen Gemeinde ..... und der bayerischen Gemeinde ..... der herausgerissen einige Meter von seinem Standort entfernt lag, wurde nach den in den Plänen enthaltenen Massen an seinem ursprünglichen Platze neu gesetzt.

4. .....

Hierüber diese Verhandlung und die anliegenden Handrisse.

....., den ..... 19.....

N. N.

Bezirksamtmann in .....

(Approbation du Gouvernement allemand.)

ANLAGE VIII.

MUSTER EINES PROTOKOLLS ÜBER DIE AN DER LANDESGRENZE VORGENOMMENEN ARBEITEN.

(Artikel 47.)

FÜR DIE DEUTSCHE REGIERUNG BESTIMMTES EXEMPLAR.

Verhandelt

an der deutsch-französischen Grenze bei den Steinen Nr. *x* und *y* zwischen der bayerischen Gemeinde ..... und der französischen Gemeinde ..... und bei den Steinen Nr. *z* und ..... zwischen der bayerischen Gemeinde ..... und der französischen Gemeinde ..... am ..... 19...

Erschienen sind

von deutscher Seite :

1. der Bezirksamtmann Herr .....
2. der Vermessungsamtmann Herr .....

von französischer Seite :

1. der Herr Sousprefet .....
2. der Herr Inspecteur .....

Die Anwesenden besichtigten die Grenze und stellten fest :

1. Der Grenzstein Nr. *x* zwischen der bayerischen Gemeinde ..... und der französischen Gemeinde ....., der kurz über dem Boden abgebrochen war, ist durch einen neuen Stein von üblicher Form nach einer Prüfung der in den Plänen eingetragenen Masse auf dem ursprünglichen Platze ersetzt worden.

2. Der Grenzstein Nr. *y* zwischen der bayerischen Gemeinde ..... und der französischen Gemeinde ....., der schräg gegen den Boden geneigt war, wurde gerade gerichtet und befestigt.

3. Der Grenzstein Nr. *z* zwischen der bayerischen Gemeinde ..... und der französischen Gemeinde ....., der herausgerissen einige Meter von seinem Standort entfernt lag, wurde nach den in den Plänen enthaltenen Massen an seinem ursprünglichen Platze neu gesetzt.

4. .....

Hierüber diese Verhandlung und die anliegenden Handrisse.

....., den ..... 19.....

N. N.

Bezirksamtmann in .....

Procès-verbal

de la réunion à la frontière germano-française près des bornes n^os^ *x* et *y* entre la commune bavaroise de ..... et la commune française de ..... et près des bornes n^os^ *z* et ..... entre la commune bavaroise de ..... et la commune française de ..... le ..... 19...

Ont comparu

du côté allemand :

1° M. le Bezirksamtmann .....
2° M. le Vermessungsamtmann .....

du côté français :

1° M. le Sous-Préfet .....
2° M. l'Inspecteur .....

Les comparants ont inspecté la frontière et ont formellement reconnu,

1° Que la borne n° *x* entre la commune bavaroise de ..... et la commune française de ....., qui était cassée au ras du sol, a été remplacée par une nouvelle borne en pierre du modèle général posée au même emplacement après vérification des mesures portées sur les plans ;

2° Que la borne n° *y* entre la commune bavaroise de ..... et la commune française de ..... qui était inclinée vers le sol, a été redressée et consolidée ;

3° Que la borne n° *z* entre la commune bavaroise de ..... et la commune française de ....., déterrée et écartée de plusieurs mètres du lieu de sa pose, a été remise à sa place initiale d'après les mesures portées sur les plans.

4° .....

En foi de quoi a été établi ce procès-verbal et les croquis annexés.

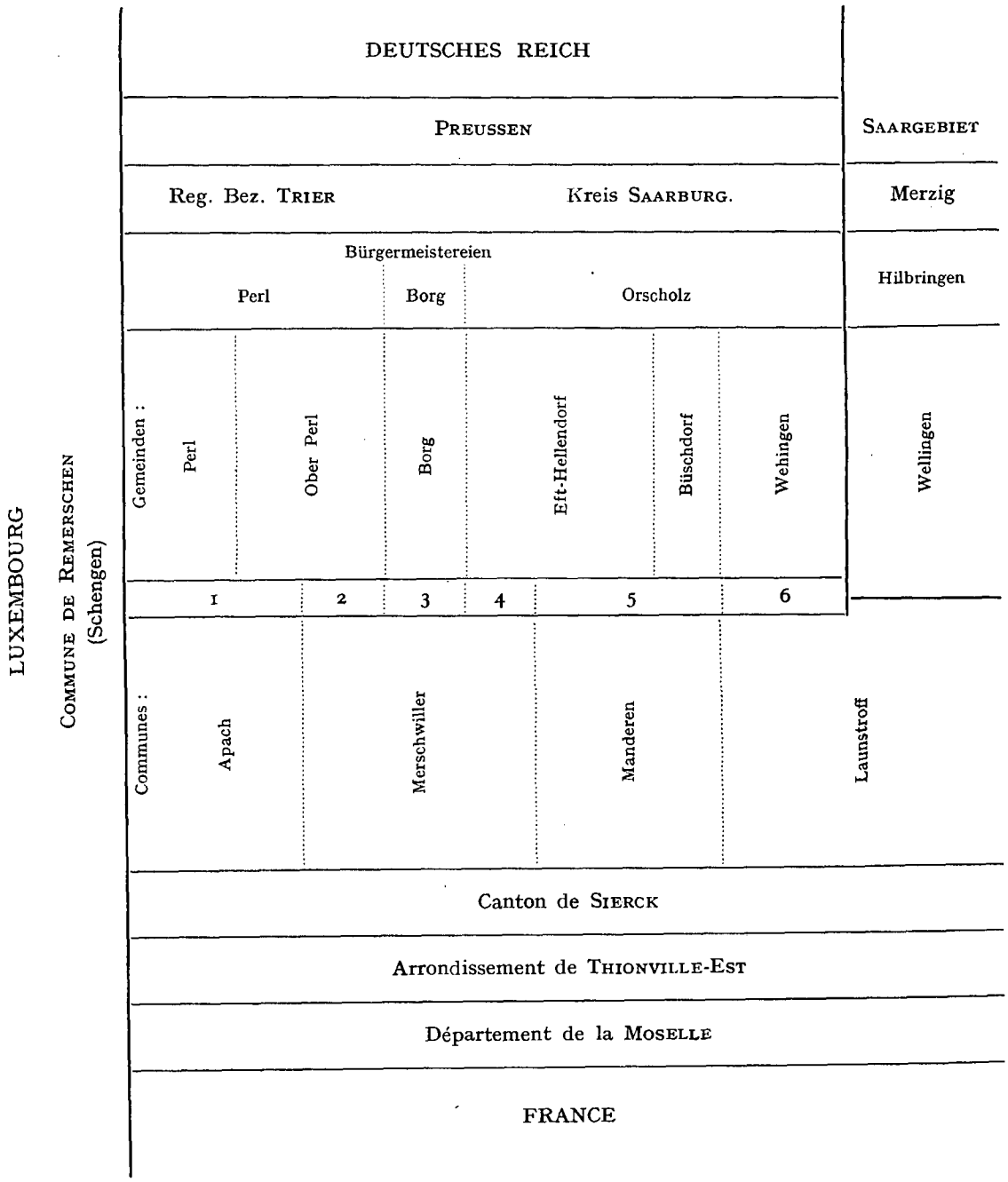
....., le ..... 19...

N. N.

Sous-Préfet à .....

(Genehmigungsvermerk der Französischen Regierung.)

AD ANNEXE II
1re Section.



DEUTSCHES REICH

BAYERN

Reg. Bez. PFALZ

Bezirksämter	Deutsche Gemeinde	Articles	Commune française	Canton	Arrondissement	Département
SAAR-GEBIET: Homburg	Brenschelbach		Schweyen	Canton de VOLMUNSTER	Arrondissement de SARREGUEMINES	MOSELLE
ZWEIBRÜCKEN	Neu Hornbach	1				
	Mauschbach	2	Rolbing			
	Dietrichingen	3				
	Riedelberg	4				
		5	Walschbronn			
Bezirksämter : PIRMASENS	Kröppen	6				
	Schweix	7				
		8	Liederschiedt			
	Hilst	9				
		10	Roppewiller			
	Eppenbrunn	11				
		12	Sturzelbronn			
	Ludwigswinkel	13				
		14	Obersteinbach	Canton de WISSEMBOURG	Arrondissement de WISSEMBOURG	BAS-RHIN
	Fischbach	15				
		16	Niedersteinbach			
	Schönau	17				
		18	Lembach			
	Hirschthal	19				
	Schönau	20				
		21	Wingen			
	Nothweiler	22				
	Bobenthal	23				
		24	Climbach			
		25	Wissembourg			
BERGZABERN	Schweigen	26				
	Schweighofen	27				
		28	Altenstadt			
	Kapsweyer	29				
	Steinfeld	30				
GERMERSHEIM	Scheibenhardt	31				
		32	Salmbach			
		33	Niederlauterbach			
		34	Scheibenhard			
	Berg	35	Lauterbourg			
	Neuburg	36				

BADEN
Au

FRANCE

AD ANNEXE II.
3e Section.

FRANCE

Art.	Départements	Arrondissements de :	Cantons de :	Communes (France)	Communes (Deutsches Reich)	Bezirksämter :	Kreise :
1	HAUT-RHIN	MULHOUSE	Huningue	Huningue, VillageNeuf (Neudorf), Rosenau	Weil, Haltingen, Märkt, Kirchen, Effringen, Istein, Huttingen, Kleinkems	Lörrach	LÖRRACH
1	HAUT-RHIN	MULHOUSE	Landser	Kembs		Lörrach	LÖRRACH
2	HAUT-RHIN	MULHOUSE	Habsheim	Niffer, Petit Landau, Hombourg, Ottmarsheim, Bantzenheim, Chalampé (Eichwald)	Rheinweiler, Bamlach, Bellingen, Steinenstatt	Müllheim	LÖRRACH
3	HAUT-RHIN	GUEBWILLER	Ensisheim	Rumersheim-le-Haut	Neuenburg	Müllheim	LÖRRACH
4	HAUT-RHIN	GUEBWILLER	Ensisheim	Blodelsheim, Fessenheim	Grissheim, Eschbach	Staufen	FREIBURG
5	HAUT-RHIN	COLMAR	Neuf-Brisach	Balgau, Nambsheim	Bremgarten, Hartheim	Staufen	FREIBURG
6	HAUT-RHIN	COLMAR	Neuf-Brisach	Geiswasser, Vogelgrun, Biesheim	Alt-Breisach, Burkheim, Jechtingen	Breisach	FREIBURG
6	HAUT-RHIN	COLMAR	Andolsheim	Kuenheim, Baltzenheim, Artzenheim		Breisach	FREIBURG
7	BAS-RHIN	SÉLÉSTAT	Marckolsheim	Marckolsheim	Sasbach	Breisach	FREIBURG
8	BAS-RHIN	SÉLÉSTAT	Marckolsheim	Mackenheim, Artolsheim, Schönau, Sundhouse	Wyhl, Weisweil, Oberhausen, Niederhausen	Kenzingen	FREIBURG

SUISSE — Bâle-Ville

SCHWEIZ — Basel-Stadt

BADEN

DEUTSCHES REICH

AD ANNEXE II.
3e Section.

FRANCE

BAS-RHIN

	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Arrondissement	ERSTEIN	ERSTEIN	ERSTEIN	STRASBOURG	STRASBOURG	STRASBOURG CAMPAGNE	HAGUENAU	HAGUENAU	HAGUENAU	WISSEMBOURG
Canton	Benfeld	Erstein; Geispolsheim	Geispolsheim	Strasbourg	Strasbourg	Brumath	Bischwiller	Bischwiller	Bischwiller	Seltz; Lauterbourg
Communes	Rhinau	Daubensand, Gerstheim, Erstein, Plobsheim	Eschau		Strasbourg	La Wantzenau, Gambsheim	Offendorf, Drusenheim	Dalhunden, Fort Louis	Neuhäusel	Beinheim, Seltz, Münchhausen, Mothern, Lauterbourg
Gemeinden	Grundbesitz der Gemeinde Rhinau, Kappel	Wittenweier, Nonnenweier, Ottenheim, Meissenheim, Ichenheim	Altenheim	Marlen	Kehl, Auenheim, Leutesheim	Honau, Diersheim, Freistett	Gailing, Helmlingen, Scherzheim, Lichtenau, Grauelsbaum	Greffern, Stollhofen	Söllingen, Hügelsheim	Iffezheim, Wintersdorf, Plittersdorf, Grundbesitz der Gemeinden Münchhausen und Mothern, Au
Amt	Ettenheim	Lahr	Offenburg	Offenburg	Kehl	Kehl	Kehl	Bühl	Rastatt	Rastatt
Kreis	FREIBURG	OFFENBURG	OFFENBURG	OFFENBURG	OFFENBURG	OFFENBURG	OFFENBURG	BADEN	BADEN	BADEN

PFALZ — PALATINAT — Neuburg

BADEN

DEUTSCHES REICH

PROTOCOLE

RELATIF A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE FRANCO-ALLEMANDE.

Communiqué par le Consul général d'Allemagne à Genève, le 4 août 1928.

Au moment de signer le traité portant délimitation de la frontière, les plénipotentiaires du Gouvernement allemand et du Gouvernement français ont pris acte des faits exposés ci-après :

I.

Conformément à l'engagement pris antérieurement par le Gouvernement français de réintégrer dans leurs droits de propriété, sans revenir sur les liquidations déjà faites, certains ressortissants allemands qui possédaient en territoire français des biens-fonds agricoles ou forestiers dans une zone de cinq kilomètres le long de la frontière, les Gouvernements français et allemand ont procédé à un échange de lettres en date d'aujourd'hui dont le texte est joint au présent protocole.

II.

Le Gouvernement allemand ayant exprimé le désir que le Gouvernement badois se rendît acquéreur des terrains appartenant aux communes alsaciennes situées sur la rive droite du Rhin, le Gouvernement français s'est employé auprès des communes, conformément aux dispositions de l'article 3 de la Convention franco-badoise du 3 juillet 1857, pour amener celle-ci à la vente desdits terrains. Les communes de Beinheim et de Blodelsheim ont accepté les offres d'achat qui leur ont été soumises. Ces offres se résument dans les prix d'achat suivants : pour les biens-fonds de la commune de Beinheim 35.000 Reichsmark (marc-or), pour les biens-fonds de la commune de Blodelsheim 46.019,16 Reichsmark (marc-or).

Pour l'établissement de l'acte qui doit rendre définitive, en accord avec les communes intéressées, cette double vente, les Gouvernements français et allemand ont désigné pour leurs

PROTOKOLL

ÜBER DIE FESTSETZUNG DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN GRENZE.

Communicated by the German Consul General at Geneva August 4, 1928.

Bei der Unterzeichnung des Vertrags über die Festsetzung der Grenze haben die Bevollmächtigten der Deutschen und der Französischen Regierung nachstehendes beurkundet :

I.

Gemäss der von der Französischen Regierung früher übernommenen Verpflichtung, ohne auf die bereits durchgeführten Liquidationen zurückzukommen, gewisse deutsche Staatsangehörige, die auf französischem Gebiet in einer Zone von fünf Kilometern längs der Grenze land- oder forstwirtschaftliches Grundeigentum besassen, in ihre Eigentumsrechte wieder einzusetzen, hat zwischen der Deutschen und der Französischen Regierung am heutigen Tage ein Schriftwechsel stattgefunden, dessen Wortlaut diesem Protokoll beigefügt ist.

II.

Im Hinblick auf den von der Deutschen Regierung geäusserten Wunsch, dass die den elsässischen Gemeinden gehörenden Liegenschaften auf dem rechten Rheinufer von der Badischen Regierung erworben werden, hat sich die Französische Regierung gemäss Artikel 3 des badisch-französischen Abkommens vom 3. Juli 1857 bei den Gemeinden verwendet, um sie zum Verkauf dieser Liegenschaften zu veranlassen. Die Gemeinden Beinheim und Blodelsheim haben die ihnen übermittelten Kaufangebote angenommen. Diese Angebote ergeben nachstehende Kaufpreise : für die Liegenschaften der Gemeinde Beinheim 35 000 Reichsmark (Goldmark), für die Liegenschaften der Gemeinde Blodelsheim 46 019,16 Reichsmark (Goldmark).

Zur Abfassung des Vertrages, durch den diese beiden Verkäufe im Einvernehmen mit den beteiligten Gemeinden endgültig vollzogen werden sollen, haben die Deutsche und die Fran-

représentants respectifs, M. Antony, directeur de l'Intérieur au Commissariat général de la République à Strasbourg, et M. Scheffelmeier, conseiller référendaire au Ministère de l'Intérieur du Pays de Bade. En cette qualité, M. Antony et M. Scheffelmeier serviront d'intermédiaires entre les communes et le Gouvernement badois au nom duquel, d'après les indications données par les plénipotentiaires allemands, la vente doit être effectuée.

Il est entendu que tant que la vente n'aura pas été effective, les communes de Beinheim et de Blodelsheim bénéficieront, pour l'exploitation de leurs biens situés sur la rive droite du Rhin, des mêmes facilités que celles qui sont accordées aux communes de Mothern, Munchhausen et Rheinau par les articles 26 à 31 du traité de délimitation.

III.

En exécution de la disposition de l'article 32 du traité signé aujourd'hui, une copie des contrats en cours, concernant les adjudications de pêche consenties par l'Etat français en dehors de sa limite de souveraineté a été remise aux plénipotentiaires du Gouvernement allemand sous forme de quatre procès-verbaux d'adjudication établis par les services de navigation des arrondissements de Strasbourg et de Colmar en date des 16 janvier 1922, 27 décembre 1923, 21 février 1921 et 17 décembre 1923. Par application du même article, l'Administration française prendra les dispositions utiles pour que les baux de pêche concédés par l'Etat français en dehors de sa limite de souveraineté prennent fin le 1er janvier 1926, exception faite des lots 1*a*, 3 et 17 de l'arrondissement de Colmar-Rhin qui ne peuvent être dénoncés que pour prendre fin le 1er janvier 1927.

IV.

Les logements, hangars et chantiers de construction qui, aux termes de l'article premier, alinéa 3 de la Convention provisoire conclue le 1er juillet 1920 à Baden-Baden entre la France et l'Allemagne relativement aux ponts sur le Rhin, avaient été cédés temporairement à titre de location à l'Administration française, se trouvent actuellement évacués par celles-ci et

zösische Regierung jeweils Herrn Scheffelmeier, Ministerialrat im Badischen Ministerium des Innern, und Herrn Antony, Direktor des Innern beim Generalkommissariat der Republik in Strassburg, zu ihren Vertretern bestellt. In dieser Eigenschaft werden die Herren Scheffelmeier und Antony zwischen der Badischen Regierung, in deren Namen nach den Erklärungen der deutschen Bevollmächtigten der Kauf erfolgen soll, und den Gemeinden die Vermittelung übernehmen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass, solange der Kauf nicht vollzogen ist, die Gemeinden Beinheim und Blodelsheim für die Bewirtschaftung ihres rechtsrheinischen Grundbesitzes die gleichen Vergünstigungen geniessen sollen, wie sie den Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rheinau durch die Artikel 26 bis 31 des Grenzvertrags eingeräumt sind.

III.

In Vollzug der Bestimmung des Artikels 32 des heute unterzeichneten Vertrags sind den Bevollmächtigten der Deutschen Regierung die laufenden Verträge über die von Frankreich ausserhalb seiner Hoheitsgrenze verpachteten Fischereirechte abschriftlich in Gestalt von vier Zuschlagsprotokollen der Schiffahrtsämter der Bezirke Strassburg und Colmar vom 16. Januar 1922 und 27. Dezember 1923 sowie vom 21. Februar 1921 und 17. Dezember 1923 übergeben worden. In Anwendung desselben Artikels wird die französische Verwaltung das nötige veranlassen, damit die vom französischen Staat ausserhalb seiner Hoheitsgrenze verpachteten Fischereirechte am 1. Januar 1926 enden, mit Ausnahme der Lose 1*a*, 3 und 17 des Bezirks Colmar-Rhein, die erst zum 1. Januar 1927 kündbar sind.

IV.

Die auf dem rechten Rheinufer gelegenen Wohnräume, Schuppen und Lagerplätze, die auf Grund des Artikels 1 Abs. 3 des am 1. Juli 1920 in Baden-Baden zwischen dem Deutschen Reich und Frankreich abgeschlossenen vorläufigen Rheinbrückenabkommens der Französischen Verwaltung vorübergehend mietweise überlassen worden waren, sind jetzt von ihr geräumt

ont été déjà restitués aux Administrations allemandes. Le taux du loyer dû pour la durée d'utilisation desdites installations sera fixé de commun accord par les deux gouvernements.

Il est entendu que l'Administration française pourra, moyennant une rémunération recognitive de cinq Reichsmark par an et par emplacement, déposer aux mêmes endroits de la rive droite du Rhin que ceux qui ont été utilisés jusqu'à présent à cet effet, les piles d'allongement des ponts de bateaux et les passerelles provisoires pour piétons nécessaires en temps de crue.

V.

L'article 16 du texte du Traité de délimitation paraphé le 13 avril 1925 a été modifié et remplacé dans le traité signé à la date de ce jour par les stipulations suivantes :

Sur la section de la frontière entre la France et le Pays de Bade la limite de souveraineté est déterminée sur le Rhin par l'axe du thalweg.

L'axe de thalweg est la suite ininterrompue des sondes les plus profondes.

Les plénipotentiaires français et allemands ont également joint au présent protocole les lettres qu'ils ont échangées pour exposer les points de vue respectifs de leur gouvernement concernant la question du dessaisissement de certaines communes allemandes de leurs biens-fonds et autres droits connexes qu'elles possédaient en Alsace-Lorraine.

Fait à Paris en double exemplaire le 14 août 1925.

(L. S.) (Signé) HOESCH.
(L. S.) (Signé) Frhr. v. GRÜNAU.
(L. S.) (Signé) J. LAROCHE.

und bereits den deutschen Behörden wieder übergeben worden. Die geschuldete Miete für die Zeit, während der die bezeichneten Anlagen benutzt worden sind, wird von den beiden Regierungen im beiderseitigen Einvernehmen festgesetzt werden.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die zur Verlängerung der Schiffbrücken bei Hochwasser notwendigen Landhebeständer und Fussgängernotstege auf den bisher üblichen Stellen des rechten Rheinufers von der Französischen Verwaltung gegen eine Anerkennungsgebühr von fünf Reichsmark jährlich für jede Stelle gelagert werden dürfen.

V.

Artikel 16 des am 13. April 1925 paraphierten Textes des Grenzvertrags ist in dem heute unterzeichneten Vertrag abgeändert und durch nachstehende Bestimmungen ersetzt worden :

In dem Grenzabschnitte zwischen dem Lande Baden und Frankreich wird die Hoheitsgrenze im Rhein durch die Achse des Talwegs bestimmt.

Die Achse des Talwegs ist die ununterbrochene Reihenfolge der tiefsten Sondierungen.

Die Deutschen und Französischen Bevollmächtigten haben ferner diesem Protokolle den Schriftwechsel beigefügt, in dem sie jeweils die Auffassung ihrer Regierung hinsichtlich der Frage der Einziehung der Liegenschaften und anderer damit verbundener Rechte gewisser Deutscher Gemeinden dargelegt haben, die diese in Elsass-Lothringen besassen.

Geschehen in zweifacher Urschrift zu Paris am 14. August 1925.

(L. S.) (gez.) HOESCH.
(L. S.) (gez.) Frhr. v. GRÜNAU.
(L. S.) (gez.) J. LAROCHE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION POLITIQUE.

PARIS, *le* 14 *août* 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Profitant de la faculté que lui réservait l'article 74 du Traité de Versailles, le Gouvernement français avait décidé le 12 janvier 1922 de surseoir, à titre provisoire, à la liquidation des biens-fonds situés le long de la frontière franco-allemande et appartenant à des ressortissants allemands. La réintégration définitive de ces derniers dans leurs droits de propriété était liée à la conclusion d'une convention assurant aux habitants des communes françaises limitrophes de la frontière le droit de circuler librement sur leurs biens situés sur territoire allemand.

Le Traité de délimitation signé à la date de ce jour ayant réglé cette question à la satisfaction des deux gouvernements, il m'est agréable de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement français a pris, dès maintenant, la décision suivante :

> Les ressortissants allemands, personnes physiques ou morales, propriétaires des biens-fonds agricoles ou forestiers non encore liquidés situés en totalité ou en partie dans une zone de cinq kilomètres le long de la frontière franco-allemande sur territoire français seront réintégrés sans aucun frais dans leurs droits de propriété à la date du 1er novembre 1925. En conséquence, toutes les mesures conservatoires ou de séquestre qui ont pu être prises par le Gouvernement français dans l'exercice du droit de liquidation qui lui a été reconnu par l'article 74 du Traité de Versailles seront levées dans un délai aussi court que possible.
>
> Le Gouvernement français considère comme souhaitable que la réintégration faisant l'objet de la présente lettre se fasse sans qu'intervienne de règlement de compte entre les propriétaires allemands et les administrateurs-séquestre. S'il devait en être autrement et si le règlement de compte se soldait par une différence à la charge des propriétaires allemands, il serait, dans un esprit d'équité, tenu compte à ceux-ci, dans toute la mesure possible de la privation de jouissance qu'ils auront eu à supporter. Il en sera de même pour la fixation de l'arriéré d'impôts qui pourraient rester dus, étant entendu qu'il incombait en principe aux liquidateurs-séquestre, dans la mesure où ils ont été chargés de l'exploitation des biens, d'assurer le paiement des dits impôts.
>
> Cette décision n'aura, en aucun cas, pour effet de remettre en question les liquidations régulièrement prononcées par l'autorité judiciaire française et ne pourra donner lieu, qu'il s'agisse des différentes mesures prises au cours du séquestre ou de l'état dans lequel les biens se trouveront restitués, à aucune réclamation, de quelque nature que ce soit, de la part des bénéficiaires allemands. D'autre part, elle ne s'étend pas aux biens ou droits ayant appartenu à l'Empire ou aux Etats allemands ou à leurs circonscriptions administratives.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

A Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

PARIS, *den* 14. *August* 1925.

HERR MINISTER !

Ich habe die Ehre, Euerer Excellenz zu bestätigen, dass gleichzeitig mit Unterzeichnung des Vertrags von heute über die Festsetzung der Grenze folgendes vereinbart worden ist :

Die deutschen Staatsangehörigen, natürliche oder juristische Personen, die Eigentümer noch nicht liquidierter landwirtschaftlicher oder forstwirtschaftlicher Grundstücke sind, die ganz oder teilweise in einer Zone von fünf Kilometern längs der deutsch-französichen Grenze auf französischem Gebiete liegen, werden am 1. November 1925 ohne irgendwelche Kosten in ihr Eigentumsrecht wiedereingesetzt. Demgemäss werden alle Unterhaltungs- oder Sequestermassnahmen, die von der Französischen Regierung in Ausübung ihres Liquidationsrechts aus Artikel 74 des Versailler Vertrags etwa ergriffen worden sind, in einem so kurz wie möglich bemessenen Zeitraum aufgehoben.

Die Französische Regierung hält es für wünschenswert, dass die Wiedereinsetzung in den alten Eigentumsstand ohne Vornahme einer Abrechnung zwischen dem deutschen Eigentümer und der Sequesterverwaltung erfolgt. Wenn hiervon abgewichen werden sollte und die Abrechnung mit einer Differenz zu Lasten der deutschen Eigentümer abschlösse, so wird aus Gründen der Billigkeit diesen Eigentümern gegenüber in möglichst weitem Masse dem Umstand Rechnung getragen werden, dass ihnen der Besitz entzogen war. Das gleiche gilt für die Festsetzung von Steuerrückständen, die etwa noch geschuldet werden, wobei es sich versteht, dass es grundsätzlich den Sequesterliquidatoren oblag, entsprechend der ihnen übertragenen Bewirtschaftung der Liegenschaften für die Bezahlung der erwähnten Steuern Sorge zu tragen.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

PARIS, *le* 14 *août* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que lors de la signature du Traité, en date de ce jour, portant délimitation de la frontière, il a été convenu ce qui suit :

Les ressortissants allemands, personnes physiques ou morales propriétaires des biens-fonds agricoles ou forestiers non encore liquidés, situés en totalité ou en partie dans une zone de cinq kilomètres le long de la frontière franco-allemande sur territoire français, seront réintégrés sans aucun frais dans leurs droits de propriété à la date du 1er novembre 1925. En conséquence, toutes les mesures conservatoires ou de séquestre qui ont pu être prises par le Gouvernement français dans l'exercice du droit de liquidation qui lui a été reconnu par l'article 74 du Traité de Versailles seront levées dans un délai aussi court que possible.

Le Gouvernement français considère comme souhaitable que la réintégration des ressortissants en question dans leurs anciens droits de propriété se fasse sans qu'intervienne de règlement de compte entre les propriétaires allemands et les administrateurs-séquestre. S'il devait en être autrement et si le règlement de compte se soldait par une différence à la charge des propriétaires allemands, il serait, dans un esprit d'équité, tenu compte à ceux-ci, dans toute la mesure possible, de la privation de jouissance qu'ils auront eu à supporter. Il en sera de même pour la fixation de l'arriéré d'impôts qui pourraient rester dus, étant entendu qu'il incombait, en principe, aux liquidateurs-séquestre, dans la mesure où ils ont été chargés de l'exploitation des biens, d'assurer le paiement desdits impôts.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Diese Entschliessung soll in keinem Falle zur Folge haben, dass die von den französischen Gerichtsbehörden ordnungsgemäss verfügten Liquidationen in Frage gestellt werden. Auch kann sie keinerlei Anlass zu irgendeiner Beschwerde der deutschen Interessenten wegen der verschiedenen während der Dauer des Sequesters ergriffenen Massnahmen oder wegen des Zustandes, in dem die zurückgegebenen Grundstücke sich befinden, geben. Die Regelung erstreckt sich nicht auf die Güter und Rechte, die entweder dem Deutschen Reiche oder den deutschen Bundesstaaten oder deren Verwaltungsbezirken gehört haben.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(gez.) v. HOESCH.

Seiner Exzellenz,
dem Minister
der auswärtigen Angelegenheiten,
Herrn Aristide Briand,
Paris.

Cette décision n'aura, en aucun cas, pour effet de mettre en question les liquidations régulièrement prononcées par l'autorité judiciaire française et ne pourra donner lieu, qu'il s'agisse des différentes mesures prises au cours du séquestre ou de l'état dans lequel les biens se trouveront restitués, à aucune réclamation, de quelque nature que ce soit, de la part des bénéficiaires allemands. D'autre part, elle ne sétend pas aux biens ou droits ayant appartenu à l'Empire ou aux biens ou droits ayant appartenu à l'Empire ou aux Etats allemands ou à leurs circonscriptions administratives.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

PARIS, *den* 14. *August* 1925.

HERR MINISTER !

Im Hinblick auf die heute erfolgende Unterzeichnung des Vertrags über die Festsetzung der Grenze beehren sich die unterzeichneten Bevollmächtigten der Deutschen Regierung nachstehende Rechtsverwahrung gegen die Einziehung des auf französischem Gebiete gelegenen Grundeigentums und anderer damit verbundener Rechte gewisser deutscher Gemeinden einzulegen :

In dem Vertrag über die Festsetzung der Grenze werden das Grundeigentum und andere Rechte der französischen Gemeinden Mothern, Münchhausen und Rheinau auf dem rechten Rheinufer ausdrücklich anerkannt und den Einwohnern dieser Gemeinden hinsichtlich der Bewirtschaftung dieses Grundeigentums gewisse Vergünstigungen eingeräumt. Die entsprechenden Rechte deutscher Gemeinden, die ihnen auf dem linken Rheinufer zustehen, sind in dem

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'fnformation.

PARIS, *le* 14 *août* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de la signature du Traité portant délimitation de la frontière, qui aura lieu ce jour les plénipotentiaires soussignés du Gouvernement allemand ont l'honneur de formuler la réserve suivante au sujet de la légalité de la confiscation des propriétés foncières, situées en territoire français et d'autres droits s'y rattachant, qui appartiennent à certaines communes allemandes :

Le traité portant délimitation de la frontière reconnaît expressément les propriétés foncières et d'autres droits que possèdent les communes françaises de Mothern, Münchhausen et Rheinau sur la rive droite du Rhin, et accorde aux habitants de ces communes certains avantages en vue de l'exploitation de ces propriétés foncières. Les droits correspondants que des communes allemandes possèdent sur la rive gauche du Rhin ne sont pas réglés par le traité. Le Gou-

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Vertrage nicht behandelt. Die Französische Regierung hat erklärt, dass sie nach Artikel 56 des Versailler Vertrags entschädigungslos in das Eigentum des französischen Staates übergegangen seien.

Demgegenüber ist die Deutsche Regierung der Überzeugung, dass dieser Eigentumsübergang in den in Betracht kommenden Vertragsbestimmungen keine Stütze findet, und begründet ihre Auffassung wie folgt:

Nach der Auslegung, welche die Deutsche Regierung dem Artikel 51 Abs. 2 des Vertrags von Versailles gibt, ist durch diese Bestimmung neben anderen früheren Grenzverträgen auch der badisch-französische Vertrag [1] vom 5. April 1840 in seinem ganzen Umfang wieder in Kraft gesetzt worden. Daher sind auch die Eigentums- und Banngrenzen, wie sie neben der Hoheitsgrenze in dem Vertrage von 1840 vorgesehen sind, für beide Teile bestehen geblieben, sodass sowohl die deutschen als auch die französischen Gemeinden ihre alten Rechte auf dem gegenüberliegenden Ufer behalten hatten. Die Französische Regierung hingegen vertritt den Standpunkt, dass der Vertrag vom 5. April 1840 nur hinsichtlich der Hoheitsgrenze wieder in Kraft getreten sei, und demnach die Bannrechte deutscher Gemeinden auf dem linken Rheinufer erloschen seien; hieraus leitet sie die Befugnis ab, die Grundeigentums- und sonstigen Rechte dieser Gemeinden gemäss Artikel 56 des Vertrags von Versailles für verfallen zu erklären. Demgegenüber ist die Deutsche Regierung der Überzeugung, dass der Artikel 51 Abs. 2 des Vertrags von Versailles eine Spezialbestimmung darstellt, die dem Artikel 56 dieses Vertrags vorgeht, sodass, abgesehen von der unten zu erwähnenden Auslegung des Begriffs « Verwaltungsbezirk », der letztere Artikel auf die Banngebiete keine Anwendung finden kann. Ein Eigentumsübergang auf den französischen Staat nach Artikel 56 des Vertrags von schen Staat nach Artikel 56 des Vertrags von Versailles hat hiernach nicht stattgefunden, und es sind den deutschen Gemeinden ihre Rechte auf dem linken Rheinufer erhalten geblieben.

Mit der in Artikel 52 des vorliegenden Grenzvertrags ausgesprochenen Aufhebung des badisch-französischen Vertrags vom

vernement français a déclaré qu'en vertu de l'article 56 du Traité de Versailles, ces droits ont été transférés sans indemnité à l'Etat français.

Le Gouvernement allemand, par contre, est convaincu que ce transfert de propriété ne trouve aucun fondement dans les dispositions susmentionnées du traité, et il invoque, à l'appui de sa thèse, les arguments suivants :

D'après l'interprétation que donne le Gouvernement allemand de l'alinéa 2 de l'article 51 du Traité de Versailles, cette disposition a remis en vigueur intégralement, outre certains autres traités de frontière plus anciens, le Traité badois-français [1] du 5 avril 1840. En conséquence, toutes les limites de propriété et de ban, telles que le Traité de 1840 les fixe en même temps que les limites de souveraineté, sont restées valables pour les deux Parties, de sorte que les communes allemandes aussi bien que les communes françaises ont conservé leurs anciens droits sur l'autre rive. Le Gouvernement français, par contre, soutient que le Traité du 5 avril 1840 n'a été remis en vigueur qu'en ce qui concerne les limites de souveraineté et qu'en conséquence, les droits de ban des communes allemandes sur la rive gauche du Rhin sont devenus caducs ; le Gouvernement français en conclut qu'il a le droit de confisquer, en vertu de l'article 56 du Traité de Versailles, les droits de propriété foncière et les autres droits de ces communes. Le Gouvernement allemand, par contre, est convaincu que l'alinéa 2 de l'article 51 du Traité de Versailles constitue une disposition spéciale qui prime l'article 56 de ce traité, de sorte que — abstraction faite de la question de l'interprétation du terme « circonscription administrative », qui sera examinée ci-dessous — ce dernier article ne saurait s'appliquer aux bans communaux *(Banngebiete)*. Il n'y a donc pas eu de transfert de propriété à l'Etat français en vertu de l'article 56 du Traité de Versailles et les communes allemandes ont conservé leurs droits sur la rive gauche du Rhin.

Du fait de l'aborgation du Traité badois-français du 5 avril 1840, qui est stipulée à l'article 52 du présent traité portant déli-

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 29, page 1092.

5. April 1840 erlöschen zwar die Gemarkungsrechte, die die beiderseitigen Gemeinden auf dem Gebiete des anderen Vertragsteils besassen, das Grundeigentum und die sonstigen Rechte deutscher Gemeinden auf dem linken Rheinufer, soweit sie privatrechtlicher Natur sind, werden jedoch hierdurch nicht berührt. Die Deutsche Regierung behält sich deren Geltendmachung oder die Forderung einer Entschädigung ausdrücklich vor.

Diese Rechtsverwahrung erstreckt sich in gleicher Weise auf diejenigen Grundeigentums- und sonstigen Rechte deutscher Gemeinden auf französischem Boden, die in keiner Beziehung zum badisch-französischen Vertrage vom 5. April 1840 stehen und unter Berufung auf Artikel 56 des Vertrags von Versailles von der Französischen Regierung für verfallen erklärt worden sind. Nach Abs. 2 dieses Artikels bezieht sich der Übergang in französischen Besitz auf die Rechte jeder Art « die dem Deutschen Reiche oder den deutschen Staaten oder ihren Verwaltungsbezirken zustanden ». Die Französische Regierung gibt dem Begriffe « Verwaltungsbezirk » die Auslegung, dass hierin auch die Gemeinden einbegriffen sind. Demgegenüber steht die Deutsche Regierung auf dem Standpunkt, dass immer nur staatliche Verwaltungsbezirke Gliederungen der staatlichen Verwaltungsorganisation sein können, nicht aber die Gemeinden, welche das Privilegium der Selbstverwaltung geniessen, die ihrem Begriffe nach von der Staatsverwaltung verschieden ist. Hätte Artikel 56 Abs. 2 des Vertrags von Versailles auch die Rechte der Gemeinden umfassen wollen, so hätten diese naturgemäss ausdrückliche Erwähnung finden müssen.

Die Deutsche Regierung muss daher an dem von ihr stets vertretenen Rechtsstandpunkt festhalten, dass der in Rede stehende Eigentumsübergang mit den Bestimmungen des Vertrags von Versailles nicht vereinbar ist.

Genehmigen Sie, Herr Minister, die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

(gez.) VON HOESCH
V. GRÜNAU

Herrn Laroche,
Bevollmächtigter Minister und
Direktor der politischen und
wirtschaftlichen Angelegenheiten,
Paris.

mitation de la frontière, les droits de ban territorial *(Gemarkungsrechte)*, que les communes des deux Parties possédaient sur le territoire de l'autre, sont supprimés ; les propriétés foncières et les autres droits des communes allemandes sur la rive gauche du Rhin, pour autant qu'il s'agit de droits privés, ne sont toutefois pas modifiés. Le Gouvernement allemand se réserve expressément la faculté de les faire valoir ou d'exiger une indemnité.

Cette réserve s'étend également à tous les droits, de propriété foncière et autres, de communes allemandes sur le territoire français, qui n'ont aucun rapport avec le Traité badois-français du 5 avril 1840, et que le Gouvernement français se fondant sur l'article 56 du Traité de Versailles, a déclaré caducs. Aux termes de l'alinéa 2 de cet article, sont transférés à la France les droits de toute nature « qui appartenaient à l'Empire ou aux Etats allemands ou à leurs circonscriptions administratives ». Le Gouvernement français donne au terme « circonscription administrative » un sens qui englobe également les communes. Le Gouvernement allemand, par contre, estime que seules les circonscriptions administratives de l'Etat peuvent être des subdivisions de l'organisation administrative de l'Etat, mais non les communes ; celles-ci jouissent du privilège de l'autonomie administrative qui, de par sa définition même, diffère de l'administration de l'Etat. Si l'alinéa 2 de l'article 56 du Traité de Versailles avait également voulu englober les droits des communes, il aurait évidemment dû les mentionner d'une façon expresse.

Le Gouvernement allemand se voit donc obligé de maintenir la thèse qu'il a toujours soutenue et d'après laquelle le transfert de propriété en question n'est pas compatible avec les dispositions du Traité de Versailles.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre très haute considération.

(Signé) VON HOESCH.
V. GRÜNAU.

Monsieur Laroche,
Ministre plénipotentiaire et
Directeur des Affaires politiques
et économiques,
Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION POLITIQUE.

PARIS, *le* 14 *août* 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par une lettre en date de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir au nom de son gouvernement que celui-ci considérait que les dispositions du Traité de Versailles n'autorisaient pas l'Etat français à entrer en possession des biens-fonds et droits que certaines communes allemandes de la rive droite du Rhin possédaient en 1871 sur la rive gauche du Rhin. Vous ajoutiez que, dans ces conditions, le Gouvernement allemand se réservait expressément la faculté soit de faire valoir les droits desdites communes allemandes, soit de réclamer une indemnité.

Je crois devoir, à ce sujet, attirer l'attention de Votre Excellence sur les considérations suivantes :

L'article 56 du Traité de paix stipule expressément au profit de la France l'entrée en possession de tous biens et droits, meubles ou immeubles du domaine public ou privé, qui dans les Territoires de l'Alsace et de Lorraine compris dans les frontières antérieures au Traité de Francfort de 1871, appartenaient aux circonscriptions administratives de l'Empire ou des Etats allemands.

Le Gouvernement allemand soutient que l'article 51, alinéa 2, aux termes duquel « les dispositions des traités portant délimitation de la frontière avant 1871 seront remises en vigueur » s'appliqueraient non seulement aux dispositions délimitant la frontière, mais encore à celles des dispositions de ce traité, dans le cas présent celles du Traité franco-badois du 5 avril 1840, qui fixaient les limites des propriétés ou îlots que les communes françaises de la rive gauche du Rhin et les communes allemandes de la rive droite possédaient respectivement de chaque côté de la frontière.

Dans l'opinion du Gouvernement français, la disposition générale de l'article 51 a eu pour objet la réintégration sous la souveraineté française des territoires annexés par l'Allemagne en 1871 et elle n'a d'autre portée dans l'alinéa 2 que de rétablir la délimitation de l'ancienne frontière franco-allemande résultant des traités en vigueur au 18 juillet 1870 et fixant les limites des souverainetés respectives de la France et de l'Allemagne.

Aussi bien, si dans le même Traité franco-badois du 5 avril 1840, comme dans le Traité antérieur du 30 janvier 1827 [1], des dispositions avaient été insérées relativement aux droits de propriété et de possession des communes situées de part et d'autre de la frontière sur les îlots formés à cette époque par le cours irrégulier du fleuve, c'était pour assurer l'application des Traités de paix de 1814 et 1815 d'après lesquels il était prévu que les changements du thalweg du Rhin pourraient bien entraîner certains changements de la limite des souverainetés respectives, mais qu'il n'en devait pas résulter de modifications dans lesdits droits de propriété et de possession (Traité du 31 mai 1814, article 3, paragraphe 5°, alinéa 2 ; Traité du 20 novembre 1815, article premier, paragraphe 2°). Le règlement de ces droits et les limites qui étaient assignées à ceux-ci sur le terrain étaient ainsi déclarés entièrement indépendants de la question de souveraineté. Dans l'opinion du Gouvernement français, un tel règlement est donc tout à fait étranger à la fixation de la frontière entre la France et l'Allemagne, seul objet de l'article 51 du Traité de paix.

D'autre part, l'article 56 attribuant gratuitement à la France les biens de l'Empire et des Etats allemands ainsi que de leurs circonscriptions administratives représente une disposition exceptionnelle ; cela ressort des motifs même qui l'ont dicté et qui sont les conditions dans lesquelles l'Alsace et la Lorraine avaient été cédées en 1871, ainsi que de la clause spéciale visant expressément non seulement les biens de l'Etat, mais aussi ceux de leurs circonscriptions administratives. Par conséquent, même si, contrairement aux observations qui précèdent, les dispositions du Traité de 1871 ne concernant pas la frontière devaient être considérées comme remises en vigueur par la disposition générale de l'article 51, il ne saurait en résulter une contradiction avec la cession

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil de Traités d'alliance de Paix et de Trêve*, tome VII, page 123.

gratuite à la France des propriétés des communes allemandes, toute disposition spéciale étant, en droit, réputée déroger à une disposition générale conformément au principe « *specialia generalibus derogant* ».

Pour soustraire les communes badoises à l'application de l'article 56 du Traité de paix, le Gouvernement allemand croit encore pouvoir soutenir que ces communes ne seraient pas comprises dans l'expression « circonscriptions administratives » parce qu'elles jouiraient d'une autonomie administrative distincte de l'administration de l'Etat et qu'elles ne constitueraient pas une subdivision de l'organisation administrative de l'Etat.

Sans prétendre élever avec le Gouvernement allemand une controverse sur le droit public de l'Etat de Bade et la législation interne badoise, il sera permis de faire remarquer que le Traité de paix ne précise nullement qu'il s'agit seulement des subdivisions de l'organisation administrative de l'Etat, mais qu'il emploie l'expression la plus générale pour comprendre toute partie de territoire constituant au point de vue de l'administration une unité ayant un caractère administratif. Que les communes aient ce caractère, cela n'est pas contesté et cela résulte d'ailleurs de la constitution même de l'Etat de Bade du 21 mars 1919, article 20, quels que soient les droits propres pouvant, dans les limites des lois, être exercés par les communes, les unions des communes ou les cantons.

Le Gouvernement français ne peut, dans ces conditions, que maintenir le point de vue qu'il a constamment soutenu en ce qui concerne l'entrée en possession par la France des biens et droits de toute nature que des communes allemandes possédaient en 1871 en Alsace-Lorraine.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre et par autorisation :

(Signé) J. LAROCHE.

A son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne,
Paris.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1756. — TREATY BETWEEN FRANCE AND GERMANY REGARDING THE DELIMITATION OF THE FRONTIER. SIGNED AT PARIS, AUGUST 14, 1925.

THE FRENCH GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT, being equally desirous of preventing incidents which might arise from any uncertainty regarding the course of the frontier, or any lack of precision in regard to the frontier obligations and servitudes of the two States,

Have agreed to conclude a Treaty on the delimitation of the Franco-German frontier, taking into account certain special stipulations of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28, 1919, and the modifications which have occurred as a result of the regularisation of the course of the Rhine,

And have agreed to the following provisions :

CHAPTER ONE.

COURSE OF THE FRONTIER.

Article 1.

The course of the frontier between France and Germany is fixed by the following stipulations of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28, 1919 :

" Article 27. The boundaries of Germany will be determined as follows :

(1) .....

(2) .....

(3) With France. — The frontier of July 18th, 1870, from Luxembourg to Switzerland with the reservations made in Article 48 of Section IV (Saar Basin) of Part III. "

" Article 51. The territories which were ceded to Germany in accordance with the Preliminaries of Peace signed at Versailles on February 26, 1871, and the Treaty of Frankfort of May 10, 1871, are restored to French sovereignty as from the date of the Armistice of November 11, 1918.

" The provisions of the treaties establishing delimitation of the frontiers before 1871 shall be restored. "

Article 2.

For the purposes of the present Treaty and its annexes, the frontier between France and Germany has been divided into three sections, viz. :

First Section : The frontier between France and Prussia from Luxembourg to the territory of the Saar Basin ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Second Section : The frontier between France and Bavaria from the territory of the Saar Basin to the State of Baden ;

Third Section : The frontier between France and the State of Baden, which extends along the Rhine as far as Switzerland.

Article 3.

Owing to slight modifications having occurred in the course of the frontier as compared with the position before 1871, and in view of certain considerations of a practical nature, the High Contracting Parties have decided to proceed to the exchange of the following pieces of territory :

France cedes to Germany :

I. First Section.

A portion of land belonging to the commune of Apach, Department of Moselle, having an area of about 0.0094 hectares (No. 1 of Annex I).

II. Second Section.

1. A portion of the commune of Rolbing, Department of the Moselle, having an area of about 0.0014 hectares (No. 3 of Annex I).

2. Several portions of the commune of Walschbronn, Department of Moselle, having a total area of about 0.0921 hectares (No. 4 of Annex I).

3. A portion of the commune of Wissembourg, Department of Bas-Rhin, having an area of about 0.0079 hectares (No. 5 of Annex I).

4. A portion of the commune of Altenstadt, Department of Bas-Rhin, having an area of about 0.0058 hectares (No. 6 of Annex I).

5. A portion of land in the Rhine at its junction with the Vieille Lauter, commune of Lauterbourg, Department of Bas-Rhin, having an area of about 0.6509 hectares (No. 8 of Annex I).

These portions of territory are coloured blue in the plans given in Annex I of the present Treaty.

Germany cedes to France :

I. First Section.

A portion of the commune of Perl (Kreis of Saarburg) having an area of about 0.0586 hectares (No. 2 of Annex I).

II. Second Section.

1. Several portions of the commune of Riedelberg (Bezirksamt of Zweibrücken), having a total area of about 0.0921 hectares (No. 4 of Annex I).

2. A portion of the commune of Bobenthal (Bezirksamt of Pirmasens), having an area of about 0.0271 hectares (No. 5 of Annex I).

3. A portion of the commune of Schweighofen (Bezirksamt of Bergzabern), having an area of about 0.0060 hectares (No. 6 of Annex I).

4. A portion of the commune of Berg (Bezirksamt of Germersheim), having an area of about 0.5237 hectares (No. 7 of Annex I).

These portions of territory are coloured yellow in the plans of Annex I of the present Treaty.

Article 4.

The cessions indicated in the foregoing Article shall not give rise to any pecuniary indemnity and shall not affect the rights of private property in the portions of territory ceded.

The area figures are approximate and can give rise to no subsequent complaints.

Article 5.

The changes having occurred between 1828 and 1920 in those parts of the course of the Lauter which form the frontier are considered as resulting from the natural and gradual action of erosion. In conformity with the provisions of Article 11, third paragraph, of the present Treaty, the changes made in the course of the frontier as a result of this action are accepted by the two High Contracting Parties.

The same applies to the slight displacement of the bed of the Vieille Lauter in consequence of the construction of the railway from Lauterbourg to Germersheim in 1876.

CHAPTER II

DOCUMENTS DEFINING THE COURSE OF THE FRONTIER.

Article 6.

The course of the frontier between France and Germany, taking account of the modifications introduced by the clauses of Articles 3 and 5 of the present Treaty, is defined by the two following documents :

(1) The *General description of the frontier* which indicates the successive directions taken by the frontier line and gives a general indication of the districts which it crosses.

(2) The *Atlas of plans* in which the details of each part of the frontier line are shown.

These two documents form an integral part of the present Treaty, to which they are attached as Annexes II and III.

Article 7.

1. The *General description of the frontier* comprises :

(a) As regards the first Section, five articles.
(b) » » » second Section, thirty-six articles.
(c) » » » third Section, eighteen articles.

2. The *Atlas of plans* consists of :

(a) A preface dealing with the preparation of the plans of the first two Sections, and the maps of the third Section.

(b) For the first Section : a composite table of the plan, a triangulation table, a table of conventional signs, and nine sheets containing the plans numbered 1 to 9, on a scale of 1/2500, in two copies, one copy showing the actual course of the frontier line, and the other giving the measurements for determining this line.

(c) For the second section : a composite table of the plans, a triangulation table, a table of conventional signs, and sixty sheets comprising the plans numbered 1 to 60 on a scale of 1/2500, together with a sheet of sketches numbered 42, [1] the sixty plans

being in two copies, one showing the actual course of the frontier line and the other giving the measurements to determine this line.

(d) For the third Section : a composite table, twelve maps numbered 1 to 12 printed in two colours on a scale of 1/25000, and one sheet with two manuscript plans on a scale of 1/2500.

Article 8.

In the event of any discrepancy between the text of the *General description* and the *plans*, the latter shall be held to prevail.

Nevertheless, if the course of the frontier line, or the measurements entered on the plans, do not tally with the measurements obtained by verification on the spot, the delimitation marks not having been changed or displaced, the results of the new verification shall be held to prevail. In such case, a *procès-verbal* illustrated by a sketch, shall be drawn up in conformity with the stipulations of Articles 39 and 47.

CHAPTER III.

FRONTIER BETWEEN FRANCE, ON THE ONE HAND, AND PRUSSIA AND BAVARIA, ON THE OTHER HAND.

(First and second sections of the frontier.)

Article 9.

The frontier line shall be delimited on the ground by the delimitation marks. The nature of these marks and the method of placing them are described in Annex IV of the present Treaty. The frontier line consists in principle of the straight lines joining the centres of the successive delimitation marks common to both States.

Where the frontier consists either of paths or non-navigable waterways, it shall be marked laterally by double or twin delimitation marks opposite one another on French and German territory respectively ; the frontier line shall then be determined as specified in Articles 10 and 11.

Common delimitation marks shall be the joint property of the two States ; double delimitation marks shall be the property of the State in whose territory they are situated.

Article 10.

When the frontier is formed by a road, the frontier line shall be equi-distant from the successive alignments constituted by the double boundary stones placed on either side of the path.

In certain cases mentioned in the *General Description*, where it has only been possible for the lateral delimitation of the frontier along roads to be partially carried out, the position of the frontier points has been determined by offsets and ordinates and is indicated in the *Atlas of plans* by special sketches.

Article 11.

When the frontier is formed by an offlet canal or a non-navigable waterway, the frontier line coincides with the median line of the canal or with that of the water course at its mean level.

By mean level is meant the level in a normal year which is exceeded on as many days as it is not attained. On the plans the frontier is represented by a broken line, which, although drawn

in the middle of the water course, indicates that the boundary follows the mean level of the watercourse in its variations.

If the watercourse undergoes modifications due to the natural and gradual action of erosion, the frontier line shall follow these modifications; if, on the other hand, these are due to an artificial cause or to the sudden action of natural forces (rupture of a dyke, flood etc.), no modifications shall be made in the course of the frontier line unless otherwise decided by agreement.

Article 12.

As regards bridges, it is agreed that the median line of non-navigable watercourses passes at an equal distance from the inner faces of the two abutments. Accordingly, when traversing a bridge, the frontier line passes over the middle of the part of the structure which spans the watercourse.

Article 13.

No modification may be made either in the course or in the classification of the roads, canals and non-navigable watercourses forming the frontier, and no construction of or material alternative in weirs, installations or buildings liable to modify the flow of water may be undertaken without previous agreement between the High Contracting Parties.

Article 14.

Existing or proposed installations for the normal utilisation of non-navigable watercourses and offlet canals forming the frontier must not obstruct the flow of water or diminish its volume to such an extent as to cause serious detriment to the inhabitants on the lower reaches.

This clause also applies to watercourses and canals which, though not forming the frontier, intersect the latter or discharge into a frontier watercourse.

Article 15.

No change is made in the special provisions governing the utilisation and upkeep of water conduits crossing the frontier and of works erected in connection with such conduits.

CHAPTER IV.

FRONTIER BETWEEN FRANCE AND BADEN.

(Third Section of the frontier.)

Article 16.

On the section of the frontier between France and Baden, the limit of sovereingty on the Rhine is constituted by the axis of the talweg.

The axis of the talweg is the continuous line of deepest soundings.

Article 17.

As regards the fixed bridges over the Rhine, the limit of sovereignty between France and Germany passes through the central point of the total length of the principal bays. In the case of boat-bridges, this limit shall be equidistant from the outer surfaces of the moorings situated on either bank.

The French State as owner of the bridges under Article 66 of the Treaty of Versailles shall take the necessary steps, as soon as the present Treaty has been signed, for the limit of sovereignty to be marked in a conspicuous manner on each of the bridges, particularly by putting up tablets in both languages in agreement with the German authorities and at joint expense. No emblem of sovereignty shall be placed on any part of the bridges.

Article 18.

The ownership of the French State over the bridges existing at the time of the entry into force of the Treaty of Versailles extends, in the case of fixed bridges, as far as the eastern edge of the foundations of the eastern buttress, and in the case of boat-bridges up to and including the moorings on the eastern shore.

This ownership extends, within the limits laid down in the previous paragraph, to the railway lines and to the telegraph and telephone lines and cables established on the bridges. In the case of the boat-bridges, it also includes the piles and all the accessories serving to lengthen the bridges in case of flood, the temporary foot-bridges and all other installations, particularly the mooring posts and rope supports.

The entrance signals of German stations on the right bank of the Rhine which are or may be placed either on the bridges or on the left bank, are the property of the German railways together with the apparatus for working them, whether electric or mechanical. The German railways shall be responsible for the upkeep, renewal and operation of these signals.

The ownership of the bridges does not carry with it the ownership of the soil beneath the bridges, nor that of the soil situated between and under the installations on the east bank.

Article 19.

The French State is responsible for the maintenance of the bridges up to the limit of ownership as defined in the previous Article.

Without prejudice to the rights accorded to France by Article 358 of the Treaty of Versailles, the French administration concerned shall have the right to establish on the eastern bank, while duly observing the laws in force on that bank, the scaffoldings and installations necessary for the upkeep, repair or equipment of the bridges. Should this result in damage to private owners of land along the river, or in depriving them of the enjoyment of their property, the French and German administrations shall come to an agreement as regards the fixing and payment of any compensation for which the French State may be liable. Failing an arrangement to the contrary, the French administration shall also be responsible for the restoration of any parts of German public property which may have been damaged.

It shall also be the duty and right of the French authorities to perform any work on the eastern bank, in connection with lengthening or shortening of the boat-bridges, which may be rendered necessary by changes in the water level.

Article 20.

The French officials, employees and workmen engaged in the work referred to in the previous Article shall have access to the east bank of the Rhine. The names of the officials, employees

permanent workmen and of the foremen or inspectors accompanying the men engaged temporarily shall be communicated to the competent Baden *Bezirksamt* which shall provide them with passes to be carried with them.

Germany shall charge no import or export duty on the materials and appliances used for the work in question.

Article 21.

Subject to the rights accorded to the Central Rhine Commission by the Conventions in force, no new bridges shall be constructed and no existing bridges shall be removed or undergo material alterations without an agreement in advance between the two High Contracting Parties.

Article 22.

The regulations concerning the security, upkeep and operation of the bridges, and concerning traffic on the bridges, which the French authorities may desire to issue, shall be communicated in advance to the competent Baden *Bezirksämter* and may be dealt with by direct correspondence between the said authorities. The said regulations must provide equality of treatment for the nationals of the two countries.

The terms of these regulations shall be promulgated by the competent German authorities in such a way as to make them enforceable as regards the eastern part of the bridges.

As regards railway bridges, the French regulations concerning the policing, security and operation of the railways shall also be applicable over the whole length of the bridges. Nevertheless, the German regulations concerning signals shall apply to the entrance signals of German stations on the right bank when such signals are placed either on the bridges or on the left bank of the Rhine.

Article 23.

The policing of the bridges and the protection of public security thereon shall be carried out by the French police on the western part and by the German police on the eastern part.

Nevertheless, the application of the regulations referred to in Article 22 shall be supervised over the whole length of the bridges by the special French officials appointed for the purpose. Breaches of these regulations committed on the eastern part of the bridges shall be notified in writing to the competent German authority which shall take the necessary disciplinary measures. Arrests in respect of such breaches may only be made by the French personnel on the eastern part of the bridges if the delinquents are in the act of committing the offence and are suspected of intending to escape, or cannot be identified immediately ; in such case, the persons arrested shall be immediately handed over to the nearest German police officer or Customs official with a statement of the charges against them.

Article 24.

Each of the High Contracting Parties shall carry out Customs and passport inspection on its bank.

Except in special cases due to the temporary exigencies of supervision or repression, neither the French nor the German Customs officials shall have access to the bridges while on duty.

Article 25.

In case of damage to a bridge caused by German watermen in the part of the Rhine placed under German sovereignty, the French Government may, failing a friendly agreement with the

authors of the damage, address an application to the German Government ; the latter shall endeavour to reach an agreement with its nationals for such compensation as may be due. If a satisfactory solution acceptable to the Freneh Government cannot be reached, proceedings shall be initiated before the competent jurisdiction in conformity with the treaty provisions on Rhine navigation.

Article 26.

The French communes of Motheren, Munchhausen and Rhinau, which possess communal property on the right bank of the Rhine, shall be entitled to the facilities and advantages laid down in the following five Articles for the agricultural and forestal exploitation of their property and for as long as their ownership shall last.

In exchange for these facilities and advantages, the French Government recognizes both on its own behalf and on that of the three Communes concerned, that henceforward the territorial limits of these communes shall not go beyond the limit of sovereignty of the two States as defined in Article 16 of the present Treaty.

The French Government shall not object to any incorporation of the land belonging to the French communes of Montheren and Munchhausen in the territory of Baden communes, it being understood that such incorporation shall in no way prejudice the fiscal exemptions provided for in Article 28.

The German Government, for its part, undertakes that the land belonging to the commune of Rhinau on the right bank of the Rhine, so long as it remains the property of that commune, shall at no time and in no form whatsoever, be incorporated in the territory of a Baden commune.

Article 27.

The inhabitants of the communes of Motheren, Munchhausen and Rhinau who may desire to proceed to the property of these communes situated on the right bank of the Rhine for purposes of agricultural or forestal exploitation shall have access thereto on production of a frontier card delivered by the Sub-Prefectures of their residence and explicitly specifying the land to which they are authorized to proceed. The said frontier cards shall be endorsed by the Baden *Bezirksämter* in whose territory the property is situated. Visas shall be given gratis and shall be valid for one year.

Holders of the said certificates employing boats to reach the other bank of the Rhine must land at the points named on their frontier cards. A landing place shall be fixed for each commune by the German authorities.

Frontier guards, gamekeepers or fishery keepers duly sworn under the conditions laid down in Article 31 shall enjoy the same facilities of circulation. The same shall apply to tenants and sub-tenants (for at least one year) of hunting or fishing rights, but not to their guests.

Article 28.

The communes of Motheren, Munchhausen and Rhinau may not be subjected in respect of their landed property on the right bank of the Rhine to any kind of German tax other than the Reich or provincial taxes applicable to landowners domiciled outside German territory ; these taxes may in no case be higher than those to which the inhabitants of Baden are subject.

The Communes of Motheren, Munchhausen and Rhinau, which will thus be exempted from all Baden Communal taxes shall nevertheless be subject, in respect of their property in German territory, to the charges imposed on communes by the laws of Baden for the upkeep of roads, dykes, and ditches.

Article 29.

With a view to facilitating the exploitation of the property belonging to the communes of Motheren, Munchhausen and Rhinau on the right bank of the Rhine, no hindrance may be placed in the way of the exportation or importation free of all taxes and duties of the following products, either on the German or on the French side, except for reasons connected with the protection of men, animals or plants against diseases or parasites, and subject to the usual Customs inspection :

(1) The necessary draught animals, fertilizers, seeds and shoots, as well as agricultural implements, including their accessories and fuel.

(2) Animals going to pasture on the said land or returning therefrom, including their increase during pasture.

(3) The agricultural, forestry, hunting and fishing produce of the said land in its natural state.

The produce, animals and articles mentioned above shall only enjoy these facilities if exported or imported by the users or their employees ; the latter must always be in possession of the frontier card provided for in Article 27. In order to permit of the transportation of the said products, animals and articles to the other bank by means of boats, the French and German Customs administrations shall fix points of embarkation and debarkation, taking due account of the exigencies of the service and the convenience of the users ; on the right bank these points shall correspond to those provided for in Article 27. Failing a Customs office either at the bridges or at the points of embarkation or debarkation, submission to the nearest Customs office shall not be required, and Customs inspection shall take place on the spot.

Apart from individual penalties imposable in cases of fraud or abuse, the granting of the facilities outlined in the present Article may only be suspended as an exceptional measure if reasons of public safety should require it as a part of more general measures.

Article 30.

The German Government recognises the hunting rights of the communes of Motheren, Munchhausen and Rhinau on the lands which they possess on the right bank of the Rhine, as long as these lands remain the property of the communes and their extent is not less than 25 adjacent hectares.

The Baden authorities shall place the following number of licenses at the disposal of the communes annually and free of charge ; for Motheren two, for Munchhausen two, and for Rhinau nine. The names of the persons to whom these licences are issued shall be communicated by the communes concerned, with full particulars of identity, to the *Bezirksämter* in whose territory the communal lands are situated. In case of partial sale of the land referred to above, the number of these free licenses shall be proportionally reduced.

Apart from free licenses, other licenses may be delivered subject to conditions laid down by the Baden legislation.

The Baden *Bezirksämter* may not refuse licenses without stating their reasons.

The provisions of the present Article apply also to the fishing rights which the above-mentioned communes may claim as a consequence of their rights of ownership over their property on the right bank of the Rhine.

Article 31.

For the supervision of their private lands, the communes of Motheren, Munchhausen and Rhinau are authorised to appoint forest guards, game-keepers and fishery-keepers, who may be of French nationality. These persons shall be sworn and shall give official evidence according to the conditions fixed by the laws of Baden ; they shall also perform their duties in the manner laid down by the said laws. They shall not be liable to any tax or other charge in respect of the taking of oaths and the performance of their duties.

Article 32.

The two High Contracting Parties recognise that the disappearance of the French communal preserves on German territory, and of the Baden communal preserves on French territory, has involved the abrogation of all the rights of a public character which previously accompanied the existence of these preserves ; each Party renounces in particular all the Government rights in regard to hunting or fishing which it might have claimed in this respect on the other's territory.

As regards leases already granted by the French administration, this renunciation shall not, however, affect contracts running at the moment of the signature of the present Treaty ; the terms of such contracts shall be notified to the German Government, it being understood that such of them as are liable to be denounced after due notice shall be so denounced by the French administration as soon as possible.

CHAPTER V.

SUPERVISION AND UPKEEP OF THE FRONTIER.

Article 33.

The supervision and upkeep of the frontier are entrusted :

On the French side :

To the prefects and sub-prefects of the departments adjacent to the frontier, each as regards his own administrative division ;

On the German side :

For the first Section, to the Prussian Landrat of Saarburg *(Regierungsbezirk* of Treves) ;

For the second and third Sections, to the Presidents of the Bavarian and Baden *Bezirksämter*, each as regards his own administrative division.

These authorities are competent to settle directly between themselves all questions of local interest relating to the supervision and upkeep of the frontier.

Officials either of the Government or communes on duty in the proximity of the frontier shall lend their assistance to the authorities designated above, and generally speaking shall see to the strict application of the provisions of the present Chapter.

Article 34.

The officials responsible for the upkeep of the frontier, and the workmen accompanying them, shall be authorised to cross and visit the frontier freely in the performance of their duties with their tools and the articles required for their personal needs. They must carry a special permit drawn up by the authority designated in Article 33 to which they are amenable.

Article 35.

The High Contracting Parties undertake to maintain the frontier in such a condition that it can be followed from one extremity to the other.

Article 36.

No new construction may be erected at a distance of less than 10 metres on either side of the frontier, with the exception, however, of light fences which may be set up to within 0 m. 50 of the latter.

If the frontier is situated along a road or watercourse, the distance shall be reduced to 5 metres for constructions but shall continue to be 0 m. 50 for light fences, These distances shall then be measured from the nearest edge of the road or of the watercourse at its mean level.

Installations which already exist and do not comply with these provisions shall be allowed to remain ; they are expressly indicated in the *General description of the frontier* and on the *Plans* annexed to the present Treaty. In case of the total destruction of any of these installations, their reconstruction shall only be allowed with the previous consent of the French and German authorities designated in Article 33.

Article 37.

Where the frontier traverses woods or shrubberies, a strip of ground 2 metres in width on either side of the frontier line shall be kept permanently clear.

Article 38.

The two Governments shall take all necessary penal or other steps to prevent the removal or damage of the boundary marks. The tablets put up on the Rhine bridges under Article 17 of the present Treaty shall enjoy the same protection.

Article 39.

The repair, removal or replacement of the boundary marks may only be effected by agreement between the authorities designated in Article 33. A *procès-verbal* shall be drawn up in connection with these operations in accordance with the conditions prescribed in Article 47. The sketches attached to the *procès-verbal* shall accurately indicate the emplacement and characteristics of the new boundary marks, the nature and dimensions of which must be in conformity with the model utilised on the frontier.

Whenever the tablets put up in virtue of Article 17 in the middle of the Rhine boat-bridges have to be moved owing to a re-arrangement of the boats forming the opening space in the navigable passage, the French service responsible for the upkeep of the bridges shall immediately have these tablets replaced in the middle of the bridges.

Article 40.

Each Government shall provide at its own expense for the upkeep, supply and affixing of the boundary marks situated entirely in its territory.

The upkeep of the common boundary marks shall be provided for as follows :

The German Government shall be responsible for the upkeep, supply and affixing of the following boundary marks :

In the first section :

From the Moselle up to and including boundary stone No. 7 between the French commune of Merschwiller and the Bürgermeisterei of Orscholtz.

In the second section :

From the territory of the Saar Basin up to and including the three-ways boundary stone between the French commune of Niedersteinbach and the German communes of Fischbach and Schönau.

The French Government shall be responsible for the upkeep, supply and affixing of the following boundary marks :

In the first section :

From boundary stone No. 7/1 between the French commune of Merschwiller and the Bürgermeisterei of Orscholtz up to the territory of the Saar Basin.

In the second section :

From boundary stone No. 1 between the French commune of Niedersteinbach and the German commune of Schönau up to the Rhine.

Article 41.

The frontier roads shall continue to be kept up in conformity with the local regulations and usages recapitulated in Annex V of the present Treaty. As regards roads running along the frontier, local usages shall be observed.

Article 42.

The upkeep and cleansing of non-navigable watercourses and offset canals forming the frontier shall be arranged for simultaneously on either bank by the natural or legal persons responsible therefor in conformity with local regulations and usages.

A list of these watercourses and canals is given in Annex VI.

Article 43.

Waterways and canals which, through not forming the frontier, intersect the latter or discharge into a frontier watercourse shall always be maintained in a state of repair such as to ensure their normal flow.

Article 44.

The High Contracting Parties shall take, so far as they are respectively concerned, such hygienic measures as are necessary to ensure the purity and salubrity of the waterways and canals referred to in Articles 42 and 43.

Article 45.

Subject to the provisions of Article 19, the upkeep of engineering works such as bridges or foot-bridges situated on the frontier and that of their ramps and approaches shall continue to be provided for in conformity with the local regulations and usages recapitulated in Annex VII of the present Treaty, by the natural or legal persons responsible therefor.

No new construction, removal or substantial alteration of bridges or foot-bridges utilised as public passages over waterways and canals forming the frontier may be made without an agreement in advance between the two Governments.

Article 46.

The authorities designated in Article 33 shall agree to have a joint inspection of the frontier carried out and to have the boundary marks verified, before the month of October, every five years as from 1926.

Officials responsible for this inspection may avail themselves of the assistance of the riparian proprietors concerned or their representatives.

Each of the High Contracting Parties may cause these inspections to be attended by representatives of the Government or municipal administrations, and particularly of the roads and bridges, railway and forestry administrations.

Article 47.

In respect of all operations and inspections relating to the marking of the frontier, *procès-verbaux* shall be drawn up in duplicate French and German texts with illustrative sketches attached if necessary. These *procès-verbaux* shall be of the model reproduced in Annex VIII of the present Treaty, and shall be submitted to the two Governments for approval by the authorities designated in Article 33.

CHAPTER VI.

FINAL PROVISIONS.

Article 48.

Special facilities in relation to traffic and Customs regulations shall be granted to residents in the neighbourhood of the frontier within a zone the depth of which on either side of the frontier may not be less than five kilometres.

These facilities, in respect of which a special Convention shall be concluded between the High Contracting Parties, shall take due account of established usages, and of the requirements or convenience of those exercising activities in this zone, particularly the owners of agricultural or forestal estates, flour mills and saw mills.

Article 49.

Pending the conclusion of the Convention provided for in the previous Article, or failing any other arrangement of the same kind, persons entitled to benefit from the provisions of Article 50 in respect of their estates situated on the other side of the frontier shall receive frontier cards issued by the Sub-Prefectures, *Bezirksämter* or *Kreisämter* of their residence. Visas for these frontier cards shall be given gratis and for a period of one year by the *Bezirksämter*, *Kreisämter* or Sub-Prefectures in whose territory the estates in question are situated.

Article 50.

Subject to the usual Customs declarations and inspections, persons domiciled along the frontier in a zone five kilometres in width who, on November 11, 1918, owned agricultural or forestal estates either privately, jointly or collectively in a zone of the same width on the other side of the frontier, may import the following from one zone to the other free of all taxes and duties, and without being liable to prohibitions other than those connected with the protection of men, animals or plants against diseases or parasites :

(1) Agricultural or forestry produce, in the condition in which it has been obtained, at whatever period, from their estates ;

(1) The draught animals, organic or chemical fertilisers, seeds and shoots, as well as the agricultural implements, including their accessories and fuel, necessary for the exploitation of their estates.

(3) Cattle forming part of their live stock and going to pasture on their estates or returning therefrom, including their increase during pasture.

(4) The hunting and fishing produce of the said properties, subject to observance of the police, hunting and fishing regulations issued by one or other of the High Contracting Parties.

Estates situated partly in the five kilometres zone and partly outside that zone shall be regarded as situated entirely in the said zone.

Apart from individual penalties imposable in cases of fraud or abuse, the granting of the facilities outlined in the present Article may only be suspended as an exceptional measure if reasons of public safety should require it, as a part of more general measures.

The facilities thus granted shall expire in case of the transfer of the landed property otherwise than by legal or testamentary succession in the direct or collateral line.

The communes adjacent to the frontier shall benefit from the provisions of the present Article in respect of the agricultural or forestal estates which they possess (but not in respect of any new acquisition) in the five kilometres zone outside the territorial limits of the State to which they belong.

Article 51.

Any dispute which may arise between the High Contracting Parties as regards the interpretation or application of the present Treaty, and which cannot be settled by friendly agreement or submitted by common consent to a special arbitral tribunal, shall be referred to the Permanent Court of International Justice. If an agreement cannot be reached on the terms of the question to be submitted to the Court, the latter may be seized of the question by an application submitted by one or other of the Parties.

Article 52.

The previous Conventions concluded between France and the German States regarding the delimitation of the frontier shall be replaced by the present Treaty, as shall the provisional Convention between France and Germany relating to the Rhine bridges, signed at Baden-Baden on July 1, 1920.

Article 53.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Paris as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries, duly authorised to this effect, have signed the present Treaty, and have thereto affixed their seals.

Done at Paris in duplicate on August 14, 1925.

(L. S.) *(Signed)* J. LAROCHE.
(L. S.) *(Signed)* HOESCH.
(L. S.) *(Signed)* Frhr. v. GRÜNAU.

ANNEX

TO THE TREATY BETWEEN GERMANY AND FRANCE REGARDING THE DELIMITATION OF THE FRONTIER.

CONTENTS.

Pages

ANNEX I : Modifications made in the frontier line 279

ANNEX II : General Description of the Frontier :
(*a*) First Section 280
(*b*) Second Section 285
(*c*) Third Section 315

ANNEX III : Atlas of Plans. (In a separate volume.)

ANNEX IV : Delimitation of the Frontier :
I. Previous documents taken into consideration in determining the frontier line... 322
II. Rules for the demarcation of the frontier line... 323

ANNEX V : A. Frontier roads 326
B. Roads skirting the frontier or crossing it 327

ANNEX VI : Non-navigable waterways and off-let canals forming part of the frontier 331

ANNEX VII : Engineering works situated on the frontier (Bridges over the Rhine) 334

ANNEX VIII : Specimen of *Procès-Verbaux* concerning operations relative to the marking of the frontier 338

Tables relating to Annex I.
Tables relating to Annex II.
Table relating to Annex IV.

ANNEX I.

(Article 3.)

MODIFICATIONS MADE IN THE FRONTIER LINE.

Number			French commune	German commune	Situation on the frontier line		Kept up by	
Serial	of Plan	of Article in Description					France	Germany
				First Section.				
1	1	1	Apach	Perl	Twin boundary stones Nos. 22–23	Vineyard of Perl		0,0094
2	3	2	Merschwiller	Ober-Perl	Twin three-way boundary stones -twin boundary stone No. 1	Disused road from Belmach to Eft	0,0586	
				Second Section.				
3	5	4	Rolbing	Riedelberg	Boundary stone No. 14–twin three-way boundary stones	Bridge of Riedelberg		0,0014
4	7 / 8	5	Walschbronn	Riedelberg	Twin three-way boundary stones –boundary stone No. 11	Valley of the Aderbrunnenklamm	0,0921	0,0921
5	39	25	Wissembourg	Bobenthal	Boundary stones Nos. 1/3–2/1	Course of the Lauter near the Weiler chapel	0,0271	0,0079
6	44	28	Altenstadt	Schweighofen	Boundary stones No. 7–8/1	Village of Altenstadt (Les Picards)	0,0060	0,0058
7	56	35	Lauterbourg	Berg	Boundary stones Nos. 4–15 (Neu-Lauterburg)	Road from Scheibenhardt to Neu-Lauterburg	0,5237	
8	60	36	Lauterbourg	Neuburg	Twin three-way boundary stones	Entrance of the Vieille Lauter into the Rhine		0,6509
						Total	0,7075	0,7675

NOTE. — The plans mentioned above will be found at the end of the Volume.

ANNEX II.

GENERAL DESCRIPTION OF THE FRONTIER.

(Articles 6, 7 and 8).

(a) FIRST SECTION OF THE FRONTIER;
FRONTIER BETWEEN FRANCE AND PRUSSIA.

Article 1.

Frontier between the French commune of APACH and the Prussian Bürgermeisterei of PERL (communes of Perl and Ober-Perl).

(Plans Nos. 1, 2 and 3.)

The first Section of the frontier between France and Germany, namely the boundary between France and Prussia, has its starting point on an alignment fixed by the following three boundary stones :

About 240 metres south of and above the bridge of Schengen, on the Moselle, there is a small old boundary stone bearing the date of 1820, on the left or Luxemburg bank of the river against the wall of some private land in Schengen. Four metres to the east of this boundary stone, and on the eastern side of the road which skirts the river, a triangular boundary stone has been erected on a line joining the old boundary stone mentioned above and a three-way boundary stone situated on the right bank, between the Meadows of *Breitwies* (France) and of *Im Salstresch* (Prussia), on the western border of a road which runs alongside the Moselle.

In accordance with Article 1 of the Protocol signed on July 31, 1833, for the delimitation of the frontiers between France and Germany, the frontier between France, Germany and the Grand Duchy of Luxemburg is situated on a line joining these three boundary stones.

Upstream of the above line, the position of the frontier between France and the Grand Duchy of Luxemburg is given by the median line of the Moselle, as laid down in the Delimitation Protocol between France and the Netherlands (Article 90) signed at Courtrai on March 28, 1820.

The German Government holds that in accordance with Articles 2 and 27 of the Treaty between Prussia and the Netherlands, signed at Aix-la-Chapelle on June 26, 1816, the boundary between Germany and Luxemburg downstream of the above-mentioned line is represented by the whole width of the Moselle. The Luxemburg Government is, on the contrary, of opinion that the boundary between the Grand Duchy and Prussia downstream of the said line is given by the median line of the river in virtue of the following instruments

(1) The Frontier Protocol between the Netherlands and Prussia, signed at Emmerich on September 23, 1818 ;

(2) The Delimitation Protocol between France and the Netherlands (Article 90), signed at Courtrai on March 28, 1820 ; and

(3) The Protocol for the Demarcation of the frontiers between France and Prussia (Article 1) dated July 31, 1833.

It is declared that in any case the Franco-German frontier follows the line joining the three boundary stones mentioned above; and abuts on the boundary stone situated on the right bank of the Moselle.

This boundary stone and the other triangular stone on the left bank are twin three-way boundary marks and indicate that this spot, which is the starting point of the frontiers of the three countries, is likewise the point of contact of the following territories : the French commune of APACH (canton of Sierck, Arrondissement of Thionville-Est, Department of the Moselle), the Prussian commune of PERL, (Bürgermeisterei of Perl, Kreis of Saarburg, Regierungsbezirk of Treves), and the Luxemburg hamlet of SCHENGEN (commune of Remerschen, canton of Remich, District of Grevenmacher).

The frontier runs in a straight line between the successive boundary stones enumerated in the present Article.

From the twin three-way boundary stone on the right bank, the frontier, after cutting the road from Apach to Perl Customs Office at right angles, reaches boundary stone No. 1., crosses the Thionville-

Treves railway, intersects a road running alongside and on the east of the railway, passes between the lands of *Schmalbach* (France) and *Im Salstresch* (Prussia), through boundary stone No. 1/1, and reaches boundary stone No. 2 to the south of a hedge which bounds some private land.

From boundary stone No. 2, the frontier takes a south-south-westerly direction, passes near the foot of a bank crowned in places by a hedge of the same alignment as the hedge referred to in the preceding paragraph between the lands of *Schmalbach* (France), *Auf dem Roderborn* and *Auf der Schmalbach* (Prussia), runs through boundary stones Nos. 3 and 4, and reaches boundary stone No. 5 at the southern extremity of the said bank.

At the latter boundary stone it resumes a south-easterly direction as far as boundary stone No. 6, passing through boundary stone No. 5/1, standing on the summit of the bank.

From boundary stone No. 6 it again runs in a south-south-westerly direction to boundary-stone No. 7, and thence in an easterly direction to boundary stone No. 9, passing through boundary stone No. 8 between the lands of *Homesse* (France) and *Im Kraufterfeld* (Prussia). In the eastern half of the space between boundary stones Nos. 8 and 9 it skirts the wall of a property in France.

At boundary stone No. 9, at the northern edge of a vineyard, the frontier runs southwards to boundary stone No. 13, along a retaining wall situated in Prussia, separating the vineyards and fields of *Unterhosenacker* (France) from the vineyard of *Im untersten Haasenacker* (Prussia), passing through boundary stones Nos. 10, 11 and 12.

From boundary stone No. 13, standing in the orchard of *Kromenredel* (France), the frontier runs eastward to boundary stone No. 14, on the western side of the road from Sierck to Perl, and then follows this road for a few metres towards the south-west as far as one of the three boundary stones numbered 15 which is also situated on the western side of the road.

The two other boundary stones numbered 15 are situated on the eastern side of the road, one in France to the south, the other in Prussia to the north of the junction of this road with a by-road. The frontier runs from the Western boundary stone No. 15 to a point midway between the eastern twin boundary stones numbered 15, thence to a point midway between the twin boundary stones numbered 16 and so on as far as the twin boundary-stones numbered 21, following the road which separates the lands of *Runsfeld* (France) from the vineyard of *Im obersten Haasenacker* ((Prussia).

From a point midway between the twin boundary stones numbered 21 near the beginning of a footpath leading to Apach, the frontier continues to follow the direction of the road between the lands of *Bomerich* (France) and the above-mentioned vineyard (Prussia) ; and runs towards a cross-road where there are three boundary stones numbered 22. At these cross-roads the frontier first passes through a point midway between the two first boundary stones numbered 22 of which the southern one is in French territory beside a road from Apach to Perl, and the other in Prussian territory at the angle of the wall enclosing the vineyard of *Im obersten Haasenacker*. Thence the frontier advances to a point midway between the latter boundary stone in Prussia and the northern boundary stone No. 22 on the French side.

The frontier runs almost due north to a point midway between the twin boundary stones numbered 23, and thence to the corresponding point between the twin boundary stones numbered 24, following the Apach-Perl road.

From a point midway between the two boundary stones numbered 24, the frontier takes a general south-easterly direction, leaving the above-mentioned road, and passes through the eastern boundary stone No. 24. Thence it runs across the lands of *Hammelsberg* and, after passing through boundary stone No. 24/1, reaches boundary stone No. 25.

As this last boundary stone, situated on the precipitous southern edge of a quarry in Prussia, is exposed to the risk of landslides, its position is also fixed by means of three reference marks placed on the circumference of a circle with 50 metres radius, the centre of which coincides with boundary stone No. 25. Two of these reference marks are situated in France and Prussia respectively, at the extremity of a diameter of the circle on the alignment Boundary stone No. 25 — Perl steeple. The third is on the frontier on a line joining boundary stones Nos. 24/1 and 25.

The frontier continues from boundary stone No. 25 in a south-easterly direction through boundary stone No. 25/1 (Plan No. 2), situated about two metres to the south of the escarpment of the quarry in Prussia, and reaches boundary stone No. 26 on the northern edge of the escarpment of a quarry in France.

As this last boundary stone is in a situation similar to that of boundary stone No. 25, owing to the danger of the landslides in the French quarry, its position has also been fixed by means of three reference marks. Two of these stand in France and Prussia respectively, 25 metres from the centre of boundary stone No. 26, on a straight line which is at right angles to the alignment of Nos. 26/1 and 27 and passing through the centre of boundary stone No. 26. The third is situated on the frontier 50 metres from boundary stone No. 26 in the direction of boundary stone No. 26/1 and on the alignment of boundary stones No. 26/1 and 27.

Thence the frontier continues by boundary stones Nos. 26/1, 27, 28 and 29, situated on a stone wall on the *Hammelsberg* plateau (France and Prussia) ; boundary stone No. 29 marks the point of contact of the frontier with the Prussian communes of PERL and OBER-PERL. The frontier then reaches boundary stone No. 30, which was formerly a three-way boundary stone and marks the point of contact between the French communes of MERSCHWILLER and KIRCH-LÈS-SIERCK. The latter of these communes no longer exists, and this boundary stone has now been given a number but retains its triangular shape. At boundary stone No. 30 the frontier curves slightly towards the north-east, and running along the limits of cultivation on the *Hammelsberg* plateau passes through boundary stones Nos. 31, 32, 33, 34, 35 and 36 (Plan No. 3).

At boundary stone No. 36, the frontier turns to the south-east and on the north side of the Belmach-Eft road reaches the first quadrangular boundary stone opposite which another stone of the same shape has been erected in the lands of *Langenersch* (France).

Although quadrangular in form, these twin stones are three-way boundary marks ; midway between them lies the point of contact of the French communes of APACH and MERSCHWILLER with the Prussian Bürgermeisterei of PERL (commune of Ober-Perl).

Article 2.

Frontier between the French commune of MERSCHWILLER and the Prussian Bürgermeisterei of PERL (commune of Ober-Perl).

(Plans Nos 3 and 4.)

From a point midway between the twin quadrangular three-way boundary-stones placed on either side of the Belmach-Eft road, the point of contact of the French communes of APACH and MERSCHWILLER with the Prussian Bürgermeisterei of PERL (commune of Ober-Perl), the frontier, which runs in a srraight line between the boundary stones enumerated in the present Article, passes in succession through the points midway between the twin boundary stones Nos. 1, 2, 3 and 4 situated between the lands of *Geischte* and *Auf Brettelchen* (France) and *Im Thomasgruüdchen* (Prussia), and then cuts obliquely across the Merschwiller-Perl road between boundary stones Nos. 2 and 3.

From a point midway between the twin boundary stones No. 4, the frontier proceeds to the one situated on the north side of the road and reaches boundary stone No. 5.

At this boundary stone it resumes a north-easterly direction, between the lands of *Ober-Redel, Hinter der Strass, Schassepoudel, Über die Strasse* (France) and *Am Merschweiler Kreuz, In der Grossmutter, Auf dem Büchelchen, Im Schatzpudel* (Prussia), running successively through boundary stones Nos. 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 and cutting obliquely across the Perl-Eft road. It then crosses at right angles another road which diverges from the former, runs through boundary stones Nos. 15, 16, 16/1 (Plan No. 4) and 16/2, and reaches the three-way boundary stone which marks the point of contact of the French commune of MERSCHWILLER with the Prussian Bürgermeisterei of PERL (commune of Ober-Perl) and BORG (commune of Borg).

Article 3.

Frontier between the French commune of MERSCHWILLER and the Prussian BURGERMEISTEREI of BORG (commune of Borg).

(Plan No. 4.)

At the three-way boundary stone, on the border of the fields of *Wolfskoule* (France) and *Schneeberg* (Prussia), marking the point of contact of the French commune of MERSCHWILLER with the Prussian BÜRGERMEISTEREIEN of PERL (commune of Ober-Perl) and BORG (commune of Borg), the frontier, which runs in a straight line between the successive boundary stones mentioned in the present Article, inclines to the south-east, passing through boundary stones △/1, 1, 1/1 and 2.

At boundary stone No. 2 it changes direction towards the north-east ; it then intersects the Merschwiller-Borg road, and proceeds by boundary stone No. 3 to boundary stone No. 4 between the lands of *Schneeberg* (France) and *Schneeberg* and *Im Bitschell* (Prussia).

At boundary stone No. 4 it resumes its south-easterly course, and runs by boundary stones Nos. 5 and 6 to the threee-way boundary stone which marks the point of contact of the French commune of *Merschwiller* with the Prussian Bürgermeisterien of BORG (commune of Borg) and ORSCHOLZ (commune of Eft-Hellendorf).

Article 4.

Frontier between the French commune of MERSCHWILLER
and the Prussian BÜRGERMEISTEREIEN of ORSCHOLZ (commune of Eft-Hellendorf).

(Plans Nos. 4 and 5.)

At the three-way boundary stone erected at the point of contact of the French commune of MERSCWILLER with the Prussian BÜRGERMEISTEREIEN of BORG (commune of Borg) and ORSCHOLZ (commune of Eft-Hellendorf) the frontier, which runs in a straight line between the successive boundary stones mentioned in the present Article, inclines towards the south-east, proceeding through twin boundary stone No. 1 West to a point mid-way between this pair of twin boundary stones, which stand on either side of the Merschwiller-Eft road near the lands of *Beim Remmler Kreuz* (Prussia).

The frontier now takes a south-westerly direction, following the axis of this road, as far as a point mid-way between the twin boundary stones, numbered 2. Thence, resuming a south-easterly course, it runs through the more southerly of the twin boundary stones numbered 2 ; at about 13 m. from the latter it passes the stone marking the triangulation mark Eft 1, and proceeds by boundary stones Nos. 2/1, 2/2 and 3. Between boundary stones Nos. 3 and 4 it turns first south-west and then south-east, passing through boundary stones Nos. 4/1, 4/2, 5 and 6 (Plan No. 5). This section of the frontier separates the lands of *Bitscheld, Auf dem Lücken* and *Efftervweiden* (France) and *Kurzebemanter Längt* and *Langebemanter Längt* (Prussia).

Thence inclining towards the south-west, the line runs through boundary stone No. 7 at the edge of the Merschwiller-Eft road, and thence south-east, intersecting the last named road, through boundary stone No. 7/1 to boundary stone No. 8 ; it now proceeds south-west to boundary stone No. 9, thence south-east to boundary stone No. 9/1 and on to boundary stone No. 10. This section of the frontier separates the lands of *Hinter dem Hirschberg* (France) and *Reitergrund, Kurze Hirschberg* (Prussia).

The frontier now runs south-west to twin boundary stone No. 11 North, thence to a point mid-way between the two twin boundary stones, which are situated on either side of the Merschwiller-Büschdorf road. It now turns east, following the axis of the said road, the width of which is fixed by the distance between twin boundary stones Nos. 11, 12 and 13, leaving the lands of *Hirschberg* partly in France and partly in Prussia.

Starting from a point mid-way between the boundary stones numbered 13, the frontier inclines towards the south-west through twin boundary stone No. 13 South ; Passing boundary stone No. 14, it resumes a south-easterly direction, and proceeds by boundary stones Nos. 14/1 and 14/2, leaving *Hirschberg über der Strasse* in Prussia. In this portion the frontier follows a by-road, the first part of which is in Prussia and the latter part in France.

Leaving boundary-stone No. 14/2, the frontier runs through the three-way boundary stone which marks the point of contact of the French communes of MERSCHWILLER and MANDEREN and the Prussian Bürgermeisterei of ORSCHOLZ (commune of Eft-Hellendorf).

Article 5.

Frontier between the French commune of MANDEREN
and the Prussian Bürgermeisterei of ORSCHOLZ (communes of Eft-Hellendorf and Buschdorf).

(Plans Nos. 5, 6, 7 and 8.)

Leaving the three-way boundary stone erected at the point of contact of the French communes of MERSCHWILLER and MANDEREN with the Prussian Bürgermeistereien of ORSCHOLZ, (commune of Eft-Hellendorf), the frontier runs in a straight line between the successive boundary stones mentioned in the present Article. It shapes its course first towards the north-east, passing boundary stones Nos. △/1, and 1, (plan No. 6) and separating the lands of *Auf dem Zehn Morgen* (France) and *Hirschberg über der Strasse* (Prussia).

The frontier then takes a south-easterly direction, passing boundary stone No. 1/1, and the more northerly of the twin boundary stones numbered 2, and advances to a point mid-way between these

two boundary stones, which stand on the western edge of the Château de Meinsberg-Eft road. This point marks the commencement of another road, having an average width of 6 m. and flanked on either side by the twin boundary stones 3, 4, 5 and 6 ; the frontier follows the axis of this road, and in so doing separates the lands of *Orschkaut* (France) and *Die Lange Heid* (Prussia).

From a point mid-way between the twin boundary stones numbered 6 the frontier runs almost due south following an old Roman road, now the Tunting-Eft road, on either side of which stand the twin boundary stones 6/1 and 7 ; this road separates the lands of *In der Heid* (France) and *Auf dem Efter Rödchen* (Prussia).

At a point mid-way between the twin boundary stones numbered 7 the frontier inclines eastward, away from the Roman road passing twin boundary stone No. 7 East, boundary stone No. 7/1, and the more westerly of the twin boundary stones numbered 8 finally reaching a point mid-way between the two latter boundary stones, which stand on either side of the road skirting the *Das Rödchen* wood (Prussia).

Thence the frontier runs in a south-easterly direction, following the above-mentioned road, to a point mid-way between the boundary stones numbered 9 on the border of the lands of *Leyendecker*.

After this point the frontier enters the wood, and runs north-eastward passing, without any intermediary marks, through boundary stones 10 to 22 (plan No. 7) and separating the wood of Tunting (France) from the communal wood of Eft (Prussia).

After boundary stone No. 22, where the commune of Eft terminates, as the Prussian side, and the commune of Buschdorf begins, the frontier turns at an acute angle towards the south and runs through boundary stones Nos. 23 and 24 to boundary stone No. 25 where it crosses the Tunting-Büschdorf road.

Thence it advances in an easterly and south-easterly direction, passing in succession, without any intermediary marks, the boundary stones numbered 26 to 37 leaving the wood of Tunting in France and the *Weichen-Förstchen* section of the communal wood of Buschdorf in Prussia. In this part of its course, the frontier traverses the valley of *Waldwiese* between boundary stones Nos. 28 and 29, and intersects the Tunting-Buschdorf road between boundary stones Nos. 34 and 35. After leaving boundary stone No. 37 (plan No. 8), still following the same direction, it separates the wood of Tunting (France) from the fields of *Hirtentück*, *Über dem Retzinger Weg* (Prussia), passing without any intermediary marks through boundary stones 38 to 41.

At boundary stone No. 42 the frontier trends slightly towards the south, passing through boundary stones Nos. 42, 42/1, 43, 43/1 and 44, situated on the edge of a by-road which comes from Buschdorf, the road itself being left in Prussia.

The frontier next runs through boundary stones Nos. 44/1, 45, 45/1, 46, 46/1 and 46/2, standing between the *Waumbusch* portion of the communal wood of Manderen (France) and the fields of *Merz-Holz* (Prussia).

At the limit of the aforesaid communal wood, between the two twin boundary stones No. 1 referred to in the following Article, stands the three-way boundary stone marking the point of contact of the French communes of MANDEREN and LAUNSTROFF with the Prussian Bürgermeisterei of ORSCHOLZ (communes of Büschdorf and Wehingen).

Article 6.

Frontier between the French commune of LAUNSTROFF and the Prussian Bürgermeisterei of ORSCHOLZ (communes of Büschdorf and Wehingen).

(Plans Nos. 8 and 9.)

The three-way boundary stone placed at the point of contact of the French communes of MANDEREN and LAUNSTROFF with the Prussian Bürgermeisterei of ORSCHOLZ (communes of Büschdorf and Wehingen) is flanked on either hand by the two twin boundary stones numbered 1.

Leaving the above-mentioned three-way boundary stone, the frontier runs in a straight line between the successive boundary stones enumerated in the present Article. Starting in a south-easterly direction it follows a little-used by-road and passes through a point mid-way between the twin boundary stones numbered 2 and 3 (Plan No. 9), which, as before, mark the limits of this road.

At the twin boundary stones numbered 3 the above-mentioned farm road rejoins the old Luxemburg-Saarlouis road, which the frontier then follows as far as the twin three-way boundary stones described at the end of this Article. Advancing, at first, towards the east and leaving in Prussia the lands of *In den vier Morgen* and *In der Kaut*, it runs through points mid-way between the twin boundary stones numbered 4, 5, 6, 7 and 7/1. Between the two latter pairs of boundary stones it intersects the Launstroff-Ober-Tünsdorf road which passes through the hamlet of Scheuerwald (France).

Continuing in a general easterly direction, the frontier reaches the twin boundary stones numbered 8 and 9 ; about 63 metres eastward of the latter and about 13 metres south of the road stands the triangulation mark of Scheuerwald, situated in France.

At the twin boundary stones No. 10, a road strikes off towards Wehingen (Prussia). The frontier, still following the Luxemburg-Saarlouis road, trends more and more towards the south-east, passes between the twin boundary stones Nos. 11 and 12, and intersects the Launstroff-Wehingen road at the twin boundary stones Nos. 13. In this part of its course the frontier separates the lands of *Lindenberg* and *Berghaus* (France), and *Im Wehinger Eck, Plutsifferhuf, In der Spitzen* and *Ober-der-Strasse* (Prussia).

Leaving the lands of *Längten* in France and those of *Kolleskreuz* in Prussia, the frontier proceeds past the twin boundary stones Nos. 14 to those numbered 15, near the point where a road diverges towards Wellingen (Saar Territory).

The frontier now trends more and more towards the south-east, passing between the twin boundary stones Nos. 16, 17 and 18, and separating the lands of *Büchelfeld* and *Langrilheck* (France) from those of *Marxkreuz* (Prussia). It finally reaches the twin three-way boundary stones which mark the point of contact of the French commune of LAUNSTROFF (canton of Sierck, arrondissement of Thionville East, Department of the Moselle), with the Prussian Kreis of SAARBURG (Bürgermeisterei of ORSCHOLZ, commune of Wehingen), and the Saar Kreis of MERZIG. (Bürgermeisterei of HILBRINGEN, commune of Wellingen).

The point midway between these two three-way boundary stones marks the termination of the first section of the frontiers between France and Germany (frontier between France and Prussia) so far as the present description is concerned. This place is the starting point of the French-Saar frontier [1] ; the latter is formed by a common strip of territory, abutting at this extremity on a straight line joining the two above-named twin three-way boundary stones. The German-Saar frontier starts from the three-way boundary stone situated to the north of the road and runs in a general northerly direction.

b) SECOND SECTION OF THE FRONTIER. FRONTIER BETWEEN FRANCE AND BAVARIA.

Article 1.
Frontier between the French commune of SCHWEYEN and the Bavarian commune of NEU-HORNBACH.

(Plans Nos. 1 and 2.)

The second section of the frontiers between France and Germany (frontier between France and Bavaria) commences to the west of the twin three-way boundary stones, the position of which is defined below, marking the point of contact of the three territories of FRANCE (commune of Schweyen, Canton of Volmunster, Arrondissement of Saarguemines, Department of the Moselle), of BAVARIA (Regierungsbezirk of Pfalz Bezirksamt of Zweibrücken, commune of Neu-Hornbach) and of the SAAR (commune of Brenschelbach, Bezirksamt of Homburg).

The above-mentioned twin boundary stones are situated about 200 m. north of the mill of Schweyen, above the confluence of the mill race with the Schwalb brook, one boundary stone being on the right bank of the brook and the other on the left bank ; the latter is numbered 544, because it is also the last of the series of boundary stones used to delimit the frontiers of the Saar Territory (Bavarian-Saar portion). The intersection of the median line of the Schwalb with a straight line joining these two boundary stones marks the point of contact between the French, Bavarian and Saar territories and also that between the French commune of SCHWEYEN, the Bavarian commune of NEU-HORNBACH and the Saar commune of BRENSCHELBACH.

From this point the frontier runs northwards following the median line of the Schwalb downstream in all its windings, and skirting the lands of *Seilweyerwiesen, Kreutzwiesen* (France) and *Falkenau, Spelzerwiesen* and *Rohrwiese* (Bavaria), until it intersects a straight line joining the twin boundary stones numbered 1 (Plan No. 2) standing on opposite banks of the stream about 12 m. to the south and upstream of a foot-bridge over the Schwalb.

[1] NOTE. — In accordance with the explanations given in paragraph 3, of Chapter III of the "Protocol of Delimitation of the frontiers of the Saar Territory — French-Saar portion —", the expression "French-Saar", "German-Saar", employed in documents relating to the delimitation of the frontiers between France and Germany are only adopted for practical convenience, and do not imply any definition of the reciprocal relations from the point of view of public law between the adjacent territories.

From the above-mentioned point of intersection as far as the four-way boundary stone mentioned at the end of the present Article, the frontier runs in a straight line between the successive boundary stones enumerated below. Diverging from the median line of the Schwalb, it trends towards the north-east, passing the twin boundary stone No. 1 East on the right bank of the brook ; thence it runs almost in a straight line as far as the four-way boundary stone mentioned above. After crossing the Volmunster-Hornbach road, it ascends a slope and runs almost parallel to the edge of the rather deep gully of *Schwalber Klamm*, the greater part of which remains in Bavaria ; it then traverses a great number of holdings, which it divides into unequal portions in the lands of *Teufelsberg*, *Schusshütte*, *Unten am Scheid* and *Scheide-Wald* (France) and of *Sauerberg* and *Am Scheid* (Bavaria). In this portion it passes through boundary stones Nos. 2, 3, 4, 5 and 6. Between the two latter and the next two, numbered 7 and 8, it crosses two farm roads running from Schweyen to Hornbach. Finally, after passing the boundary stones numbered 9 and 10, it reaches a four-way boundary stone standing at the intersection of two farm roads about 50 m. west of the road from Bitche to Zweibrücken.

This four-way boundary stone marks the point of contact of the French communes of SCHWEYEN and ROLBING with the Bavarian communes of NEU-HORNBACH and MAUSCHBACH.

Article 2.

Frontier between the French commune of ROLBING and the Bavarian commune of MAUSCHBACH.

(Plans Nos. 2, 3 and 4.)

Starting from the four-way boundary stone which stands at the intersection of two farm roads, about 50 m. west of the road from Bitche to Zweibrücken, and marks the point of contact between the French communes of SCHWEYEN and ROLBING and the Bavarian communes of NEU-HORNBACH and MAUSCHBACH, the frontier runs in a straight line from one boundary stone to another as far as the three-way boundary stone described at the end of this Article ; its course in this portion is almost due north-east. After passing through boundary stone No. 1. it strikes obliquely across the road from Bitche to Zweibrücken ; continuing, it passes through boundary stone No. 1/1 on the north-east bank of this road, and traverses a wood, at the eastern edge of which it reaches boundary stone No. 2 (Plan No. 3), separating the lands of *Scheide-Wald* (France) and *St. Johannis Gut* (Bavaria).

Running for the most part along the farm boundaries, the frontier next passes the boundary stones numbered 2, 3, 4, 5, and 6, leaving the lands of *In der hinteren Dell* in France, and the lands of *In der Rehbach*, *Zwerch-Ahnung*, *Am Neunzehnten* and *Hoheitsstein* in Bavaria.

After passing through boundary stone No. 6, the frontier intersects a farm road running from Ohrenthal to Mauschbach, and proceeds thence through the boundary stones numbered 7, 8, 9 and 10. The latter, which was formerly a three-way boundary stone marking the junction of the French communes of Ohrenthal and Opperding, since combined in one commune, has now been given a number, but retains its triangular shape. In this part of its course the frontier separates the lands of *In der vorderen Dell* (France) and *Zwerchstücke am Imslerborn*, *Oberhalb der Imslerwiese* and *Hinter der Imslerwiese* (Bavaria). Leaving the lands of *In der Dell* in France, and the lands of *Vorne am Hennenwald* in Bavaria, the frontier proceeds by boundary stones Nos. 11 and 12 till, on the hill of *Kalkofen*, it reaches the three-way boundary stone marking the point of contact of the French commune of ROLBING with the Bavarian communes of MAUSCHBACH and DIETRICHINGEN.

Article 3.

Frontier between the French communes of ROLBING and the Bavarian commune of DIETRICHINGEN.

(Plans Nos. 4 and 5.)

Starting from the three-way boundary stone which marks the point of contact of the French commune of ROLBING with the Bavarian commune of MAUSCHBACH and DIETRICHINGEN, the frontier runs in a straight line from one boundary stone to another as far as the twin three-way boundary stones mentioned at the end of this Article ; its course, in this portion, is almost due north-east.

After passing boundary stone No. 1, the frontier reaches the summit of the hill of Kalkofen where it cuts obliquely across a by-road from Ohrenthal to Dietrichingen ; thence it proceeds through the

boundary stones numbered 2, 3, 4, 5, 6 (Plan No. 5), 7 and 8 ; between boundary stones 4 and 5 it intersects a by-road running from Ohrenthal to Mauschbach, and close by boundary stone No. 8, it crosses a similar road from Opperding to Dietrichingen. Its course, as far as the last-named boundary stone, separates the lands of *Auf der Höhe, Pfoten Acker* and *Stockstücker* (France) from the lands of *Oben am Hennenwald, Auf dem Hennenfeld* and *Auf der Wolfskaut* (Bavaria).

Leaving boundary stone No. 8, the frontier crosses a valley and proceeds by boundary stones Nos. 9, 10, 11 and 12, leaving in French territory a farm road which leads to the lands of *Widdersberg*. Next, descending into the valley of the Hornbach, it runs through boundary stones Nos. 13 and 14. After passing the latter, which is situated on the eastern bank of the road from Waldhouse to Hornbach, it cuts obliquely across that road. Its course in this portion separates the lands of *An der Klamm, Widdersberg* and *Im Bruch* (France), from the lands of *Grubenäcker, Auf dem Widdersberg* and *Im Hochland* (Bavaria).

Near boundary stone No. 14, the frontier skirts (the southern end of) the boundary wall of the land belonging to the German Customs Administration ; thence it runs towards the twin three-way boundary stones — which as an exception are quadrangular in form — standing on either side of the Hornbach brook, to the south and upstream of the Riedelberg bridge. The frontier first passes the more westerly of these two boundary stones, standing on the left bank of the Hornbach, and then, inclining south-east, follows a straight line joining the twin boundary stones as far as its intersection with the median line of the Hornbach brook.

The intersection of these lines marks the point of contact of the French commune of ROLBING with the Bavarian communes of DIETRICHINGEN and RIEDELBERG [1].

Article 4.

Frontier between the French commune of ROLBING and the Bavarian commune of RIEDELBERG.

(Plans Nos. 7, 8 and 9.)

The point of contact of the French commune of ROLBING with the Bavarian communes of DIETRICHINGEN and RIEDELBERG [2] is at the intersection of the median line of the Hornbach brook and a straight line joining the twin three-way boundary stones standing on either bank of the stream to the south of and upstream of the bridge of Riedelberg.

From this point onwards, and throughout its whole course between the French commune of Rolbing and the Bavarian commune of Riedelberg, the frontier follows the median line of the Hornbach brook in all its windings. In the neighbourhood of the Riedelberg mill, however, which is built in the bed of the said brook, and which with all its out-buildings, is left entirely in Bavaria, the frontier is constituted by the median line of the mill-tail Canal, as described below.

Starting from the point of contact of the three communes named above, the frontier follows the course of the Hornbach upstream, first in a south-westerly, and then in a southerly direction, skirts the lands of *Im Bruch* (France), and *In der Greifwiese, In der Klosterwiese* and *Gemeindberg* (Bavaria), as far as the twin triangular boundary stones numbered 1, standing on either bank of the stream, below its confluence with the old canal which served as an off-let for the surplus water of the mill of Opperding. As the former communes of Opperding and Rollbing have been combined in one commune, the twin boundary stones which formerly marked their junction have now been numbered 1, but they retain their triangular shape. About 60 m. south of these two boundary stones, and upstream of the footbridge of *Sausteg*, a new pair of twin boundary stones, numbered 2, has been placed on either bank of the Hornbach. In crossing the footbridge the frontier runs through the centre of the structure.

The frontier continues to follow the median line of the brook, upstream, towards the south-east, skirting the lands of *Kirchenwiesen* and *Tränck* (France), and *Im Hasenpfuhl* and *Unter der Saubrücke*

[1] Owing to the construction of the Riedelberg bridge, which is now entirely in Bavaria, the point of confluence of the *Bottenbach* and Hornbach brooks has been shifted. As a result, the Bavarian commune of Gross-Steinhausen no longer touches the frontier. The old twin four-way boundary stone situated about 10 m. north of the Bottenbach brook, which formerly marked this point of contact, has been left standing as a Bavarian communal boundary stone, but it no longer serves to delimit the frontier.

The twin three-way boundary stones which mark the point of contact of the commune of Rolbing with the communes of Dietrichingen and Riedelberg are, as an exception, quadrangular in shape.

[2] See note at the end of the Article.

(Bavaria), (Plan No. 6), as far as the new twin boundary stones numbered 3, standing on either bank of the Hornbach to the south and upstream of the Saubrücke bridge. In crossing the bridge the frontier runs through the centre of the structure.

The frontier continues to follow the median line of the brook, inclining first towards the south and then towards the south-west, skirts the lands of *In den Weiherwiesen* (Bavaria), and reaches the confluence of the brook with the mill-tail of the mill of Riedelberg ; on either bank of this channel stand the twin boundary stones numbered 4. The frontier then runs eastwards, following the median line of the mill-tail as far as the twin boundary stones numbered 5 ; next, inclining sharply towards the south, it follows the median line of the ditch which serves as an off-let for the surplus water. At the commencement of this ditch there is a small waste-weir, on either side of which stand the twin boundary stones numbered 6. The branch of the channel, cut since the *Procès-Verbal* of Delimitation No. 13, Article 22, of September 16, 1828, was drawn up, does not form part of the frontier, and remains in France.

From the point of junction of the off-let ditch and the Hornbach brook, marked by the twin boundary stones No. 6, the frontier again runs upstream along the median line of the Hornbach brook. It winds round the foot of the hill called the Mühlberg (Bavaria), running first south-west, then south-east and finally north-east, skirts the meadows of Rolbing *(Oberes Eck)*, and passes the foot of the Birkenberg lands (Plan No. 7), the wood of *Grosse Birke* and the lands of *Birkenwiesen* and *Im Roth* (France), leaving in Bavaria the lands of *Am Birkbruch, Im Schreckensthal im Bruch, In der Langwiese* (Plan No. 7), *An der Kuhbrücke*, and *In der Weltersbach*. Finally it reaches the twin three-way boundary stones erected on the banks of the Hornbach, about 20 m. north of its confluence with the *Strohlbach*.

The intersection of a straight line joining these twin boundary stones with the median line of the Hornbach brook marks the point of contact of the French communes of ROLBING and WALSCHBRONN with the Bavarian commune of RIEDELBERG.

NOTE. — Owing to the construction of the Riedelberg bridge, which is now entirely in Bavaria, the point of confluence of the *Bottenbach* and Hornbach brooks has been shifted. As a result, the Bavarian commune of Gross-Steinhausen no longer touches the frontier. The old twin (four-way) boundary stone situated about 10 m. north of the Bottenbach brook, which formerly marked this point of contact, has been left standing as a Bavarian communal boundary stone, but it no longer serves to delimit the frontier.

The twin three-way boundary stones which mark the point of contact of the commune of Rolbing with the communes of Dietrichingen and Riedelberg are, as an exception, quadrangular in form.

Article 5.

Frontier between the French commune of WALSCHBRONN and the Bavarian commune of RIEDELBERG.

(Plans Nos. 7, 8 and 9.)

The point of contact of the French communes of ROLBING and WALSCHBRONN with the Bavarian commune of RIEDELBERG is situated at the intersection of the median line of the Hornbach brook and the straight line joining the twin three-way boundary stones standing on either bank of the Hornbach, about 20 m. north of its confluence with the *Strohlbach* brook.

After this point the frontier diverges from the median line of the Hornbach and runs in a straight line through the boundary stones enumerated in the present Article. It first leads, eastward through the three-way boundary stone of the above-mentioned pair, on the right bank of the Hornbach, and then turns south-east as far as the boundary stone numbered 1. It then again runs east up to the boundary stone numbered 1/1, and finally turns south, passing through boundary stones 1/2 and 1/3, and reaches boundary stone 2, situated between the Strohlbach and the road from Dorst Farm to Riedelberg. As the boundary stones in this portion of the line are placed on either side of the stream, the frontier repeatedly crosses the stream.

After passing the boundary stone numbered 2, the frontier leaves the Strohlbach and turns eastward, crossing the road from Dorst Farm to Riedelberg ; advancing thence, first in an easterly and next in a north-easterly direction, it winds round the foot of the *Humericker Berg* (Bavaria), leaving the lands of *An der Strohlbach* in France ; thence, skirting a by-road on the Bavarian side of the frontier, it runs through the boundary stones numbered 3, 4, 5, 6, 7 and 8.

About 50 m. before it reaches boundary stone No. 8, the frontier rejoins the Strohlbach. From this point it inclines first northward and then north-eastward, following the general direction of the brook, the course of which as far as boundary stone No. 11, is at times in France, and at times in Bavaria. In this way the line skirts the lands of *An der Strohlbach* (France) and *Die Unter* (Bavaria), passing through

boundary stones 8/1 and 9. At the latter stone it enters a ravine known as the *Aderbrunnenklamm*, which separates the lands of *Am Aderbrunnen* (France) and *Der Rech* (Bavaria). At the boundary stone numbered 10 (Plan No. 8), the ravine forks ; the frontier follows the eastern branch, passing through boundary stones Nos. 10/0, 10/1, 10/2, 10/3, 10/4, 10/5 and 11, the latter standing at the head of the ravine.

From this point onwards the frontier runs for the most part in an easterly and north-easterly direction, as a rule following the farm boundaries, and separating the lands of *Am Aderbrunnen* (France) and *An der Aderbrunnenklamm* (Bavaria) ; it passes through a boundary stone numbered 12, near which it crosses a farm road running from Walschbronn to Riedelberg, and proceeds thence through the boundary stones numbered 13, 14 and 15, leaving the lands of *Am Ziegelweg* in Bavaria. About 8 m. south of the frontier stands the triangulation mark " Walschbronn I ", in French territory, between boundary stones Nos. 14 and 15.

At boundary stone No. 15, the frontier turns eastward, skirting the lands of *Am Lerchelskreuz* (France) and *Auf der Höhe* and *Beim Toten Mann* (Bavaria), and runs through the boundary stones numbered 16 (Plan No. 9) and 17. The latter is situated close to the intersection of the Pirmasens-Bottenbach high-road and a by-road running towards Walschbronn. The frontier next crosses the by-road and follows the high-road as far as boundary stone No. 18, standing on the southern bank of the road, whence it runs south as far as boundary stone 19; it then resumes a north-easterly direction as far as the next boundary stone, which is triangular in form and also stands on the southern border of the Pirmasens-Bottenbach high-road. In this portion the frontier skirts the lands of *Auf dem hohen Hübel* (France) and those of *In der Dunkeldell* and *Hinter der Einöderwies* (Bavaria).

This three-way boundary stone marks the point of contact of the French commune of WALSCHBRONN with the Bavarian communes of RIEDELBERG (Bezirksamt of Zweibrücken) and KRÖPPEN (Bezirksamt of Pirmasens).

Article 6.

Frontier between the French commune of WALSCHBRONN and the Bavarian commune of KRÖPPEN.

(Plans Nos 9, 10 and 11.)

From the three-way boundary stone which marks the point of contact between the French commune of WALSCHBRONN with the Bavarian communes of RIEDELBERG (Bezirksamt of Zweibrücken) and KRÖPPEN (Bezirksamt of Pirmasens) as far as the twin three-way boundary stones referred to at the end of this Article, the frontier runs in a straight line from one boundary stone to the next, except in the portion between boundary stones 22 to 28.

Taking a general southerly direction as far as the twin boundary stones numbered 10, the frontier passes through the boundary stone numbered 1, leaving the lands of *Oben an der Windschied* partly in France and partly in Bavaria ; thence it proceeds by the boundary stones numbered 2 and 3 separating the lands of *Klein Windschied* (France) and Windschied (Bavaria). Between the boundary stones numbered 3, 4 and 5 it skirts a by-road which it leaves in French territory (Plan No. 10). Boundary stone No. 5 stands at the junction of the last-named road with another road running from Walschbronn to Stausteiner Hof. Proceeding next through the boundary stones numbered 6, 7, 8, 9, 9/1 and 9/2, the frontier dips into the valley of the *Kröppener Bach*, where the twin boundary stones numbered 10 stand on the north and south sides of a farm-road. It then passes through twin boundary stone No. 10 North and runs thence to a point midway between these twin boundary stones.

From this point, the line turns north-eastward and advances to a point midway between the twin boundary stones numbered 11, which also stand to north and south of the above-mentioned by-road. Between twin boundary stones Nos. 10 and 11, the frontier follows the direction of this road, which starts from Walschbronn, forming two branches, leading respectively towards the valleys known as the *Stausteiner Tal* (Bavaria) and the *Kröppener Tal* ; the latter is followed by the frontier.

From a point midway between the twin boundary stones No. 11, the frontier runs through boundary stone No. 11 North, whence it proceeds in an east-south-east direction, striking obliquely across the *Kröppener Bach* brook, the valley of which it ascends, by the boundary stones numbered 12, 13, 14 and 15, leaving the lands of *Kröppener Halde* in France and the *Johannes Eck* woods of the *Stausteiner* forest in Bavaria.

At boundary stone No. 15, the frontier is deflected almost at right angles towards the south, and scales the northern slope of a hill known as the *Lehnberg*, between the lands of *Schankenberg* (France) and those of *Im Bösch* (Bavaria). Between boundary stones Nos. 15 and 19 it runs almost in a straight

line, passing through the boundary stones numbered 15/1, 16, 17, 18 and 19, the latter of which is at the top of the hill (Plan No. 11).

From the last-named boundary stone the frontier proceeds south-west, and again runs almost in a straight line as far as the boundary stone numbered 21, passing through those numbered 20 and 20/1, and skirting the lands of *Schankenberg* (France) and *Oben am Walschbronner Weg* (Bavaria).

Boundary stone No. 21 stands at the head of a gully, which runs towards the south-west and opens into the valley of the Schwarzbach brook ; the frontier follows the general direction of this gully ; after leaving boundary stone No. 21, it inclines still further towards the south-west and proceeds towards boundary stones 21/1 and 22, which stand on either side of the high-road from Walschbronn to Kröppen ; it intersects this high-road, following the longitudinal axis of a culvert, of which one-half is left in France and one-half in Bavaria.

Between boundary stones Nos. 22 and 28, the frontier no longer runs in a straight line from one boundary stone to the next, but follows in all its windings the axis of a ditch at the bottom of the gully mentioned above, which runs down the valley of *Ohrenkostental* (France) and along the lower slopes of the lands known as Lehner Halde (Bavaria). Along the edges of this winding ditch are placed the twin boundary stones numbered 23, 24, 25, 26 and 27, and at its end stands the boundary stone numbered 28.

At the last-named boundary stone, the frontier is deflected almost at right angles towards the north-west, and runs towards the boundary stone numbered 29, where it again resumes a south-westerly direction. Boundary stones Nos. 28 and 29 are situated near the north-eastern border of a road running from Walschbronn to Schweixer Mühle, which is intersected by the frontier. The latter skirts the lands of *Im Bruch* (France) and *Grosses Tal* (Bavaria), and passes through the more northerly of the twin three-way boundary stones standing on either bank of the *Schwarzbach* brook on the former embankment of a dry pond.

The intersection of a straight line joining these twin boundary stones and the median line of the Schwarzbach brook marks the point of contact between the French commune of WALSCHBRONN and the Bavarian communes of KRÖPPEN and SCHWEIX.

Article 7.

Frontier between the French commune of Walschbronn and the Bavarian commune of Schweix.

(Plans Nos 11 and 12.)

The point of contact between the French commune of WALSCHBRONN and the Bavarian communes of KRÖPPEN and SCHWEIX is marked by the intersection of the median line of the Schwarzbach with a straight line joining the twin three-way boundary stones standing on opposite banks of that brook on the former embankment of a dry pond.

From this point, as far as the last boundary stone mentioned in the present Article, the frontier runs in a straight line from one boundary stone to another, except the twin boundary stones numbered 3 and 4. The line first passes through the twin boundary stone standing to the south and on the left bank of the brook, thence, inclining towards the south-east, it ascends the rather steep slope of the *Schweixer Berg*, skirts the lands of *Petersäcker* (France), and of *Stählinger Halde* and *An der Alten Wilderung* (Bavaria), and proceeds by the boundary stones numbered 1, 1/1 and 2 as far as the twin bondary stones numbered 3, standing on either side of a road from Walschbronn to Schweix.

After passing first through the more northerly of the twin boundary stones, and then through a point midway between them, the frontier turns towards the south-east, and, no longer running in a straight line, follows the winding of the axis of the above-mentioned road as far as a point midway between the twin boundary stones numbered 4, which also stand on either side of the road. At about 75 metres from the more northerly of the twin boundary stones numbered 3, on a line between the latter and the more northerly of the twin boundary stones numbered 4, there is a stone marking the bounds of some private land on the Bavarian side of the frontier. At this boundary mark the level of the axis of the road is 7.4 metres.

The frontier next passes through the twin boundary stone No. 4 South, turns almost at right angles towards the south-west, and proceeds through boundary stones 4/1 and 5 to the summit of the *Schweixer Berg* plateau.

From this point onwards the line leads in a north-westerly direction, skirting a by-road on the Bavarian side of the frontier, and passing through boundary stones 5/1, 6, and 7, leaving the lands of *Auf dem Rothmünster* in Bavaria. About 60 metres north of boundary stone No. 5/1 stands the triangulation mark, Walschbronn II, in French territory.

Leaving boundary stone No. 7, which stands at the corner of the communal wood of Walschbronn, known as the Rothmünster wood, the frontier inclines sharply towards the south and dips into the valley of the Schweixer Bach, passing through boundary stones Nos. 7/1 (plan No. 12), 8, 8/1, 9 and 9/1, and skirting the lands of *Auf dem Rothmünster, Kirchdeller Halde,* and *Kirchdell* (France), and those of *Auf dem Rothmünster,* and *An der Kirchdell* (Bavaria).

In the immediate neighbourhood of the right bank of the brook known as the *Schweixthaler Bach,* which runs through the valley of Schweix, the frontier reaches a three-way boundary stone which marks the point of contact of the French communes of WALSCHBRONN and LIEDERSCHIEDT with the Bavarian commune of SCHWEIX.

Article 8.

Frontier between the French commune of LIEDERSCHIEDT and the Bavarian commune of SCHWEIX.

(Plans Nos. 12, 13, 14 and 15.)

The point of contact of the French communes of WALSCHBRONN and LIEDERSCHIEDT with the Bavarian commune of SCHWEIX is marked by the three-way boundary stone situated at the mouth of the valley of *Kirchdell,* close to the right bank of the brook known as the *Schweixthaler Bach,* which runs through the valley of Schweix.

On leaving this point the frontier proceeds first in an easterly direction, and then gradually inclining towards the south-east, ascends the valley of Schweix (*Schweixer-Tal*), running in a straight line from one boundary stone to another as far as the two three-way boundary stones mentioned at the end of this Article. Between the three-way boundary stone mentioned above and the boundary stone numbered 1, a series of boundary stones bearing numbers from △/1 to △/59, without any intermediary stones, has been placed along the Schweixthaler Bach, over a distance of about 1350 metres, to show that the frontier runs in a straight line between these boundary stones, and does not follow the course of the stream, the frequent shifting of which led to disputes between the riparian owners. Between the boundary stones marked △/1 and △/49 respectively, the frontier skirts the lower slopes, for the most part wooded, of the lands known as *Börschbacher-Eck, Mauskönigs Eck. and Schweixthaler-Halde* (France), and *Sanddeller-Halde, Sanddell, Schweixthaler-Halde, Fahrdeller-Klamm* and *Am Rössenbrunnen* (Bavaria).

Leaving a gully, known as the *Ungeheure Klamm,* in French territory, opposite the boundary stones marked △/50 (plan No. 13), △/51 and △/52, the frontier turns sharply towards the north-east at the boundary stone marked △/54, and reaches the boundary mark △/55, incised on the rock of *Ungerfelsen* ; the shallow cave beneath this rock is left in Bavaria. The line hugs the foot of the rock for about 5 m., leading in a south-easterly direction as far as the second boundary mark incised on the face of the rock and numbered △/56.

Turning again towards the south and leaving in Bavaria the lateral valley known as *Am Ungerfelsen* the frontier passes through boundary stones △/57, △/58, the latter of which stands at the foot of a rock in Bavarian territory, thence through △/59, where it inclines towards the west and onwards to boundary stone No. 1 at the foot of a rock which stands, in French territory, at the mouth of the lateral valley known as *Bodemswiese.*

After this point the frontier resumes a south-easterly course. Leaving the valley of *Schweix* it scales a somewhat steep slope and runs through boundary stones 2, 3, 4, 5 and 6 as far as the more north-westerly of the triple boundary stones numbered 7 ; these three boundary stones stand at the intersection of the Liederschiedt-Schweix road with that known as the *Alter Weg.* In this portion the frontier separates the lands of *An der Bodemswiese and Gemeinde Ahnung* (France) from those of *Hinter den Rödern, Gemeinde Ahnung and Bei der Lehmgrube* (Bavaria).

From the more north-westerly of the three boundary stones numbered 7, the frontier runs towards a point midway between the two other boundary stones numbered 7 standing to north and south of the *Alter Weg* ; it then proceeds for a distance of about 2 km. 500 m. along the axis of this road, (the course of which is delimited by the pairs of twin boundary stones enumerated below) running at first in an easterly direction and then inclining gradually to the south-east. On the plateau which it traverses in the first part of its course the frontier runs through points midway between the twin boundary stones numbered 7/1, 8, 8/1, and 9 ; in so doing it separates the lands of the *Altwiese, Ohreneck and Am hohen Bannstein* (France) from those of *Bei der Eich, Oben am Flössen and Am hohen Bannstein* (Bavaria). At about 158 metres south-west of the more south-westerly of the twin boundary stones numbered 9 stands the triangulation mark Liederschiedt I in French territory, and, close by the north-eastern stone of this pair, there is a bench mark in Bavarian territory.

Inclining still more towards the south-east, the frontier next passes a point midway between the twin boundary stones numbered 9/1 (plan No. 14), which are situated on the southern slope of the hill, where a by-road strikes off towards Schweix, and leads onward through the points midway between the boundary stones numbered 10, 10/1, 11, 11/1, 12 and 12/1 (plan No. 15), separating the lands of *Hoher Bannstein, Rapportendell, Kritzeleck and Sundkuth* (France), from those of *Am rothen Stich and Unten am rothen Stich* (Bavaria).

At the twin boundary stones numbered 13 and 14, the frontier inclines more and more towards the south, and then takes a south-westerly course, passing between the twin boundary stones numbered 15 and 16, and leaving in France the lands of *An der Sandkaut, Im äusseren Bosch*, and *Am neuen Trog*.

At the twin boundary stones numbered 16 the frontier resumes a south-easterly direction and passes through a point midway between the twin boundary stones numbered 17, traversing the lands of *Am Alten Weg* ; after passing the twin boundary stones numbered 18, it skirts the lands of *Auf der Hilster Höhe* (Bavaria), and reaches a pair of twin triangular boundary stones not far from a fork in the road leading towards Hilst (Bavaria).

The point midway between these two three-way boundary stones on the axis of the road known as the Alter Weg marks the point of contact of the French commune of LIEDERSCHIEDT with the Bavarian communes of SCHWEIX and HILST.

Article 9.

Frontier between the French commune of LIEDERSCHIEDT
and the Bavarian commune of HILST.

(Plan No. 15.)

The point of contact of the French commune of LIEDERSCHIEDT and the Bavarian communes of SCHWEIX and HILST lies midway between the twin three-way boundary stones standing near the junction of the *Alter Weg* and the road running towards Hilst.

After leaving this point the frontier runs in a straight line towards the south-east, following the axis of the *Alter Weg* as far as a point midway between the next pair of triangular boundary stones ; in this part of its course, which is only about 69 m. in length, it traverses a by-road.

A point, also on the axis of the Alter Weg, midway between these twin three-way boundary stones, marks the point of contact of the French communes of LIEDERSCHIEDT and ROPPEVILLER with the Bavarian commune of HILST.

Article 10.

Frontier between the French commune of ROPPEVILLER
and the Bavarian commune of HILST.

(Plans Nos. 15 and 16.)

On either side of the road known as the Alter Weg stand two twin three-way boundary stones, one in French and the other in Bavarian territory. A midways point between these boundary stones marks the point of contact of the French communes of LIEDERSCHIEDT and ROPPEVILLER with the Bavarian commune of HILST.

From this point as far as the three-way boundary stone mentioned at the end of the Article, the frontier runs in a straight line from one boundary mark to another. Still following the axis of the Alter Weg, which inclines towards the south-east and leads into the forests, it passes through points midway between the twin boundary stones numbered 1, 2, 3 and 4 ; the latter pair of boundary stones are situated at the junction with a road on the Bavarian side of the frontier.

Between the twin boundary stones numbered 4 and those numbered 5 the frontier turns towards the south-west. At the last named of the above boundary stones (plan No. 16), it resumes a south-easterly course, and then gradually inclines to the east, passing through the points midway between the twin boundary marks, numbered 6, 7 and 8, which consist, on the French side, of incisures on the rock, and on the Bavarian side, of boundary stones. In this part of its course the frontier runs below the wooded slopes of *Auf Laustein* and *an den Mönchen* (France) and above those of *Eisenkumb* (Bavaria).

After passing the twin boundary stones numbered 9, the frontier winds round the south of the woods of *Lausteiner Wald* (France), passing through the points midway between the twin boundary stones numbered 10, 11 and 12.

After leaving the point midway between the twin boundary stones numbered 12, the frontier diverges from the axis of the Alter Weg inclines towards the south-east, passing through boundary stone No. 13, where it cuts obliquely across a by-road leading towards Eppenbrunn ; after passing boundary stone No. 14, it traverses the Roppeviller-Eppenbrunn road at right angles, and reaches the three-way boundary stone which marks the point of contact of the French commune of ROPPEVILLER with the Bavarian communes of HILST and EPPENBRUNN.

Article 11.

Frontiei between the French commune of ROPPEVILLER and the Bavarian commune of EPPENBRUNN.

(Plans Nos. 16, 17, 18.)

From three-way boundary stone which marks the point of contact of the French commune of ROPPEVILLER with the Bavarian communes of HILST and EPPENBRUNN, the frontier runs in a straight line between the successive boundary marks, stones or rocks, enumerated in this Article.

Near the above-mentioned point the frontier begins to enter the Vosges Mountains, from which it only emerges in the neighbourhood of *Wissembourg*.

Running almost due south, it skirts a forest path on the Bavarian side of the border and the lands of *Auf der Hardt* (France), passing the boundary stones marked △/1, △/2, △/3, △/4, △/5.

Changing its direction towards the east at boundary stone No. 1, situated near the col between the mountains of *Pfalzenberg* (France) and *Brechenberg* (Bavaria), the frontier passes the rock marked 1/1 and boundary stone No. 2, near which it crosses a forest path ; after leaving boundary stones Nos. 2/1 (Plan No. 17) and 2/2, it crosses a valley which opens into the meadow of *Hunkelwiese* (France) ; at the bottom of this valley are two forest boundary stones numbered 178 and 182. Thence it ascends, still in an easterly direction, passes through boundary stones 2/3, 2/4 and 2/5, and reaches boundary stone No. 3.

At the latter boundary stone, which stands at the intersection of two forest roads, the line runs south-west, cutting obliquely across another forest road near which is situated, in French territory, the spring known as *Buchbrunnen*. Passing next through boundary stone 3/1 and afterwards through those numbered 3/2, 3/3, 3/4, the line skirts a by-road on the Bavarian side of the frontier and ascends to boundary stone No. 4.

From the latter point the frontier turns towards the south-east, skirting a forest path for the most part situated in Bavaria, and passes boundary stones 4/1, 4/2 and 4/3. It slants across another road which follows a fold in the ground, ascends somewhat steeply, and after passing boundary stone No. 4/4, reaches the first-mentioned forest path. Continuing, it passes boundary stones 4/5 and 5 — the latter being situated on the saddle between the summits known as *Hinterfels* (France) and *Die Hohe Halt* (Bavaria). After passing the last-named boundary stone, the frontier intersects several forest roads and runs then through boundary stones 5/1, 6, 6/1, 6/2, 7 and 8, skirting the wood of *Schwarzerd* (France).

After passing the last-named boundary stone the frontier inclines slightly towards the south-east and descends towards the col known as the *Lothringer Stich*, where boundary stone No. 9 stands at the intersection of several roads, one of which is the old high road known as the *Prinzenstrasse*, running from Bitche to Stüdenbach and Eppenbrunn (Plan No. 18). Thence, ascending the western flank of the *Staffelskopf* mountain, it traverses the wood of *Am Staffelskopf* and passes through boundary stones 9/1, 9/2, 10, 10/1, and 11, repeatedly crossing a forest road.

The line runs thence to boundary stone No. 12, standing on a rocky ridge on which are also situated boundary stones 12/1, 12/2 and 13.

After traversing a forest path, the frontier continues to descend as far as boundary stone No. 14 ; it then again traverses the above-mentioned by-road and reaches boundary stone No. 15 on a ridge of the *Kammersberg* mountain (France), opposite the plateau of *Am Kaffelstein* (Bavaria). Thence, descending somewhat steeply, it reaches a saddle near the wood of *Am Helderstein* (Bavaria), where there is a three-way boundary stone at the intersection of several roads, the chief of which leads from Sturzelbronn to Eppenbrunn.

This boundary stone marks the point of contact of the French communes of ROPPEVILLER AND STURZELBRONN with the Bavarian commune of EPPENBRUNN.

NOTE. — Near the boundary stones mentioned below are situated the following old boundary marks which do not serve to delimit the frontier.

EXISTING BOUNDARY STONES : NOS :	OLD BOUNDARY STONES
Between △/2 and △/3	A boundary stone of large size.
3	A boundary stone bearing the date of 1605 and the arms of Lorraine and Hanau.
3/1	A boundary stone.

Article 12.

Frontier between the French commune of STURZELBRONN and the Bavarian commune of EPPENBRUNN.

(Plans Nos. 18, 19, 20 and 21.)

Starting from the three-way boundary stone that marks the point of contact of the French communes of ROPPEVILLER and STURZELBRONN with the Bavarian commune of EPPENBRUNN and is situated on the col near the lands of *Am Helderstein* (Bavaria), on the eastern edge of an important junction of roads (the chief of which leads from Sturzelbronn to Eppenbrunn), the frontier runs in a straight line between the successive boundary stones mentioned in this Article. It first takes a south-easterly direction as far as boundary stone No. 2, passes through boundary stones, Nos. △/1 and △/2, and after repeatedly crossing a forest road, reaches boundary stones Nos. 1 and 1/1 standing on a plateau between the woods known as *Kleiner Eyerschalenberg* (France) and Schimmreck *(Bavaria)*.

At boundary stone No. 2, the frontier turns east and traverses the above-mentioned plateau as far as boundary stone No. 4, passing through boundary stones Nos. 2/1, 3 and 3/1 (plan No. 19) and following a forest road which it crosses at various points.

From boundary stone No. 4, the frontier leads towards the north-east, repeatedly crossing a forest road, as far as boundary stone No. 5, and passing in its course a forest boundary mark, boundary stones Nos. 4/1, 4/2, another forest boundary mark and boundary stone No. 4/3 which stands between the forest known as *Grosser Eyerschalenberg* and *Am Erlenkopf* (France) and *Am Erlenkopf* (Bavaria) ; thence it runs to boundary stone No. 5 near the junction with a road leading to the forest ranger's lodge of Erlenkopf (Bavaria).

After leaving the last-named boundary stone, the frontier turns east-north-east, and runs almost in a straight line to boundary stone No. 12, crossing the plateau to the south of the eminence known as *Erlenkopf* (Bavaria). In this portion it separates the woods of *Kleines Vatersthal, Erlenkopf* and *Grosses Vatersthal* (France) from those of *Erlenköpfel, Erlenkopf* and *Balkeneck* (Bavaria) passing through boundary stones Nos. 5/1, 5/2, 6 and 6/1 which stand at the foot of a cliff ; thence it proceeds through boundary stone No. 7, near the starting point of a forest road which skirts the frontier successively on one side and on the other, and onwards through boundary stones Nos. 7/1, 8, 8/1, 9, 9/1 (plan No. 20) 9/2, 9/3 and 10 ; the latter stands at the junction of a road leading from French territory and the forest road mentioned above, the remaining course of which lies in Bavaria. The frontier then crosses a declivity, consisting of a series of cliffs, on which are situated boundary stones Nos. 10/1 10/2, 10/3 and 10/4 and runs on to boundary stone No. 11. Before reaching the latter, it rejoins the forest road which had diverged into Bavaria at boundary stone No. 10, after its junction with another road leading from France. Still remaining on the plateau, the frontier passes boundary stones Nos. 11/1, 11/2, 11/3, and then intersects three times a forest road which leads to Reislerhof (Bavaria), near boundary stones Nos. 11/4 and 11/5, leaving the wood of *Horixelberg* in French territory.

At boundary stone No. 12, the frontier descends steeply towards the south-east, separating the woods of *Reiselberg* (France) and *Rauhalt* (Bavaria), and crossing a road on the hillside. Passing through boundary stones Nos. 12/1, 12/2, 12/3, 12/4 and 12/5 (plan No. 21) it reaches, at the bottom of the valley known as *Das Grosse Reiselthal*, the three-way boundary stone marking the point of contact of the French commune of STURZELBRONN with the Bavarian communes of EPPENBRUNN and LUDWIGSWINKEL, and standing on the western border of the forest path in the bottom of the valley.

NOTE. — Near the boundary stones mentioned below are situated the following old boundary marks, which do not serve to delimit the frontier :

EXISTING BOUNDARY STONES : NOS :	OLD BOUNDARY STONES
3	One boundary stone, bearing the date of 1753.
Sturzelbronn-Obersteinbach-Ludwigswinkel	One boundary stone, beraing the date of 1605 with the arms of Lorraine and Hanau.

Article 13.

Frontier between the French commune of STURZELBRONN and the Bavarian commune of LUDWIGSWINKEL.

(Plans Nos. 21, 22 and 23.)

Starting from the triangular boundary stone which marks the point of contact of the French comune of STURZELBRONN with the Bavarian communes of EPPENBRUNN and LUDWIGSWINKEL, standing on the north-west border of the forest path in the bottom of the valley known as *Das Grosse Reisselthal*, the frontier runs in a straight line between the successive boundary stones enumerated in the present Article.

Running first in a south-easterly direction as far as boundary stone No. 2, it scales the western slope of the Rauschachen mountain, passing through boundary stones Nos. △/1, △/2, △/3, 1, add 1/1.

From boundary stone No. 2, standing on the wooded summit known as the *Hohe Reissel*, it again descends, passing boundary stones Nos. 2/1, 3, and 3/1, and reaches boundary stone No. 4 on the north-western edge of the forest path running down the bottom of the valley known as the *Kleines, Reisselthal*; traversing this road, it ascends the flank of the *Höchstberg*, still leading towards the south-east; and, after crossing a number of underfeatures, reaches boundary stone No. 9 on the top of that mountain, in this portion it passes boundary stones 4/1, 4/2, 5, 5/1, 5/2, 6, 7, 7/1 and 7/2 (plan No. 22), 8, 8/1 and 8/2, leaving in France the wood of *Franzosenloch*.

At boundary stone No. 9 the line is deflected towards the east and runs through the point of intersection of two roads, one of which leads from Erlenkopf to Ludwigswinkel, while the other skirts the frontier, keeping on the Bavarian side of it, passes near boundary stone No. 9/1 and intersects the frontier not far from boundary stone No. 10. Thence the line proceeds through boundary stones Nos. 10/1, 11, 11/1, 12 and 12/1.

Inclining towards the south-east at boundary stone No. 13, which stands on a rocky plateau of the Höchstberg, the frontier passes through boundary stone No. 13/1, and reaches boundary stone No. 14, on the south-east edge of a little marshy hollow.

The line now leaves the plateau and trends south-south-west, passing through boundary stone No. 14/1 and on to boundary stone No. 15 ; it next descends a steep slope towards the south, passing through boundary stones Nos. 15/1 and 15/2, near the latter of which it traverses a forest road, and reaches boundary stone No. 16, standing in a marshy valley known as the *Fischbacher Loch*, down which runs a road leading from LUDWIGSWINKEL to STURZELBRONN.

After traversing the above-mentioned road, the line again turns southward, ascending the slopes of the *Kleiner Rösselsberg* and passing through boundary stones Nos. 16/1, 17, 17/1, the rock Numbered 18, and boundary stones Nos. 18/1, 18/2 and 19.

Between boundary stones Nos. 19 and 22, the course of the frontier lies south-east ; it passes through the rock numbered 20 and boundary stones Nos. 21 and 21/1, crossing the forest road at several points between the two latter boundary stones, and finally reaching boundary stones No. 22.

At boundary stone No. 22 (Plan No. 23), the frontier turns southwards still ascending towards the summit of the *Grosser Rösselsberg*, and passing through boundary stones 23, 23/1, and 24 ; after leaving the latter it again descends, still maintaining a southerly direction and passing through boundary stones Nos. 24/1, 24/2 and 25, beyond which it crosses a woodcutter's path and then runs on to boundary stone 25/1.

At boundary stone No. 26, the frontier takes a south-south-west direction, passing the rock numbered 27, and crossing a boulder-strewn col, which separates the *Grosser Rösselsberg* from the *Adelsberg* ; thence it proceeds by boundary stones Nos. 28, 28/1, 28/2, 28/3, 29 and 29/1, crossing the road from Sturzelbronn to Rösselbrunn a little south of the latter boundary stone.

At boundary stone No. 30., the frontier is deflected sharply towards the south-east, and runs parallel to the ridge of the *Kleiner Adelsberg*, passing through boundary stones Nos. 30/1 and 31 ; it then ascends somewhat steeply, leaving the wood of *La Tranchée* in France, and reaches a three-way boundary stone standing at the north-eastern extremity of a rocky terrace forming part of the *Kleiner Adelsberg*.

This boundary stone, which marks the point of contact of the French communes of STURZELBRONN (Canton of Bitche, Arrondissement of Sarreguemines, Department of the Moselle), and OBERSTEINBACH (Canton and Arrondissement of Wissembourg; Departement of Bas-Rhin), with the Bavarian commune of LUDWIGSWINKEL, also marks the junction of the frontier with the boundary between the Departments of Mosselle and Bas-Rhin.

NOTE. — Near the boundary stones mentioned below are situated the following old boundary marks, which do not serve to delimit the frontier :

EXISTING BOUNDARY STONES, NOS :	OLD BOUNDARY STONES :
14, 16, 19, 24 and 30.	5 boundary stones dated 1605, bearing the arms of Lorraine and Hanau.
21, 23 and 25.	3 boundary stones of large size.
31	1 boundary stone of small size.

Article 14.

Frontier between the French commune of OBERSTEINBACH and the Bavaran commune of LUDWIGSWINKEL.

(Plans Nos. 23 and 24.)

At the north-eastern extremity of a rocky terrace forming part of the *Kleiner Adelsberg* mountain, stands a three-way boundary stone marking the point of contact of the French communes of STURZELBRONN (Canton of Bitche, Arrondissement of Sarreguemines, Department of Moselle), and OBERSTEINBACH (Canton and Arrondissement of Wissembourg, Department of Bas-Rhin), with the Bavarian commune of LUDWIGSWINKEL, and also marking the point where the boundary between the Departments of Moselle and Bas-Rhin abut on the frontier.

After leaving this triangular boundary stone, the frontier, which runs in a straight line between the successive boundary stones enumerated in the present Article, continues to traverse the forests which cover the Vosges. Proceeding in a south-easterly direction, it descends the slope of the *Kleiner Adelsberg* mountain, passing through boundary stones △/1, △/2 and △/3, the latter being situated at the commencement of a road on the French side of the frontier ; it then ascends by the boundary stones marked △/4 and △/5, as far as boundary stone No. 1, standing on a rocky plateau of the *Grosser Adelsberg* ; thence it descends the eastern slope of that mountain, passing through boundary stones Nos. 1/1 and 1/2 at the border of a woodcutter's path situated in Bavaria, and proceeds by Nos. 2, 2/1, (Plan No. 24), and 3, the latter standing in the bottom of a small depression ; to the east of this point is a forest path which comes from France and follows the frontier, crossing it at several places. The line now traverses several small underfeatures, passes through boundary stones Nos. 4, 4/1, and 5, strikes at right angles across two ditches and across a hollow road leading from the Bitche high road to Rosselbrunn and Ludwigswinkel, skirts a woodcutters path which lies on the Bavarian side of the frontier, and reaches at the starting point of another path, also situated in Bavaria, a three-way boundary stone, marking the point of contact of the French commune of OBERSTEINBACH with the Bavarian communes of LUDWIGSWINKEL and FISCHBACH.

Article 15.

Frontier between the French commune of OBERSTEINBACH and the Bavarian commune of FISCHBACH.

(Plans Nos. 24, 25, 26 and 27.)

Starting from the three-way boundary stone, at the commencement of a woodcutter's path in Bavarian territory, which marks the point of contact of the French commune of OBERSTEINBACH with the Bavarian communes of LUDWIGSWINKEL and FISCHBACH, the frontier continues to traverse the forests of the Vosges, running in a straight line between the successive boundary marks enumerated in the present Article.

Proceeding in a south-easterly direction through the woods of *Adelsberg* (France and Bavaria), it passes through the boundary stones marked △/1, △/2 and △/3. Before reaching boundary stone No. 1, it repeatedly intersects a road which is joined in succession by three forest paths, or rides, coming from French territory. From boundary stone No. 1, the line continues in the same direction across the woods and underfeatures known as *Auf dem Judenhütel* (France and Bavaria). It passes through the boundary stones numbered 1/1 and 1/2, to the east of which it is joined by a forest road coming from French territory ; thence it runs by boundary stones Nos. 2, 2/1, and 3 (Plan No. 25), the latter standing on the summit of a rocky eminence.

Thence, inclining rather more to the south-east, the frontier descends the slope of the eminence, passing through boundary stones Nos. 3/1 and 3/2 situated at its foot, and proceeding thence through

Nos. 3/3 and 4, the latter situated just east of the intersection of the forest paths and the Obersteinbach-Ludwigswinkel high-road. From boundary stone No. 4, the frontier runs through boundary stone No. 4/1, to boundary stone No. 5, skirting a forest road in Bavarian territory between the woods of *Lutkelhardt* (France) and *Seehardt* (Bavaria). At the end of this forest road, a few metres east of the commencement of another road situated in French territory, boundary stone No. 5 stands at the border of the wood and at the edge of a small dell among the meadows known as *Laustal* and *Wasen Wiese* (France), and *Wasen Weierwiese* (Bavaria). Thence, traversing this dell, the talweg of which is marked by a rivulet, the frontier runs on to boundary stone No. 6, standing at the edge of the woods and on the western border of a road which skirts them.

From boundary stone No. 6, the frontier continues in the same direction, scaling the western slope of the forest-clad hills known as the *Florenberg*, and passing through boundary stone No. 6/1, beyond which it intersects two forest roads of the Florenberg. Thence, it runs to boundary stones Nos. 6/2, 6/3 and 7, the latter standing on the rocky eminence known as *Bayerische Windsteiner*; next, descending the eastern slope of the Florenberg, it proceeds through boundary stones No. 7/1, 7/2, 7/3 and to boundary stone 7/4, which stands north-east of the *Windsteiner Felsen* rocks.

After passing boundary stone No. 8, which it reaches after crossing a forest road, the frontier winds round the foot of the *Florenberg*, turns east, and follows the above-mentioned road, which is in Bavarian territory up to a point beyond boundary stone No. 9; it then strikes obliquely across this road and reaches boundary stone No. 10, leaving the lands of *Windsteiner Thal* in France.

From this boundary stone the line runs north, and reaches boundary stone No. 11 (Plan No. 26), on the southern edge of another forest road.

Thence, turning north-east, and skirting the above-mentioned road, which is left in Bavarian territory, the frontier passes through boundary stones Nos. 12, 13, and 14 (between which is the starting point of a road in French territory), to boundary stones Nos. 15 and 16.

Between boundary stone No. 16, on the border of the lands of *Schangenbacher Hardt* (France), and a point beyond boundary stone No. 20, the frontier repeatedly intersects the road, which it has accompanied up to this point. Its course lies successively south-east as far as boundary stone No. 17, north up to boundary stone No. 18, and north-east up to boundary stone No. 19; it then turns south-east and passes through boundary stones Nos. 20 and 21, between which it intersects a road running from Obersteinbach to Petersbächel, near the junction of the last named road with the road referred to as accompanying the frontier up to this point.

From boundary stone No. 21, standing at the edge of a road towards Petersbächel (which road is left in Bavaria), the frontier runs north-east as far as boundary stone No. 22, passing through boundary stone No. 21/1 and leaving the wood of *Im Rott* in France.

At boundary stones No. 22, standing at the junction of the above-mentioned road with a road coming from France, the frontier trends eastward, ascending the western slope of the *Armersberg* mountain, and proceeds through boundary stones Nos. 22/1, 22/2, 22/3, 22/4, and 22/5 to boundary stone No. 23.

Thence, turning north-east, it descends the eastern slope of the *Armersberg*, passing through boundary stones Nos. 23/1 (Plan No. 27), 23/2, 23/3, and 23/4. To the east of the latter on the hillside, it cuts through a loop of a road running from France into Bavaria.

From boundary stone No. 24 the frontier runs north-west for a few metres as far as boundary stone No. 25. Thence it proceeds to boundary stone No. 26, skirting the above-mentioned road, and again taking a north-easterly course.

From boundary stone No. 26, to the south of a spring situated in Bavaria, the frontier runs south-east as far as boundary stone No. 27, following the edge of the woods which fringe the pond of *Kindelsweier*.

Thence, turning eastward, the frontier finally reaches the western triangular stone of the pair of three-way boundary stones standing on either side of the stream, which flows out of the pond and waters the valley of the *Schlosstal* (France).

The intersection of the median line of this brook and the straight line joining the two twin three-way boundary stones marks the point of contact of the French communes of OBERSTEINBACH and NIEDERSTEINBACH with the Bavarian commune of FISCHBACH.

Article 16.

Frontier between the French commune of NIEDERSTEINBACH and the Bavarian commune of FISCHBACH.

(Plan No. 27.)

Starting from the intersection of the median line of the stream flowing out of the *Kindelsweier* pond and of the straight line joining the twin three-way boundary stones which flank that stream on either hand, (which point marks the contact of the French communes of OBERSTEINBACH and

NIEDERSTEINBACH with the Bavarian commune of FISCHBACH), the frontier runs due north as far as a point situated 30 m. 20 from boundary stone No. 26, and 20 m. 10. from the forest boundary mark No. 93 (France) on a straight line through boundary stone No. 26 and the forest boundary mark No. 93. This point is situated in the talweg of the valley, which in this part passes below the surface of the pond ; the latter is thus divided unequally between France and Bavaria.

From this point the frontier runs in a straight line to a point midway between the twin boundary stones marked △/1, situated on either bank of the stream, one in France and one in Bavaria, to the north of the Kindelsweier pond in the meadows of the *Wassenteiner-Wiese*.

From a point midway between these two boundary stones, the frontier, which continues to run in a straight line between the successive boundary marks mentioned in the present Article, follows the lower part of the meadows, trending gradually towards the north-west, and passing through boundary stones Nos. 1, 2, 3 and 4, which are placed alternately on either side of the brook, leaving its course partly in France and partly in Bavaria.

Leaving the meadows at a point beyond the last-mentioned boundary stone, the frontier again enters the woods, running towards the north-west, and intersects a forest path which winds round the *Armersberg* hills on the Bavarian side of the frontier ; it then strikes across one of the roads ascending the valley, and follows this road, leaving it in Bavaria, as far as boundary stone No. 6, passing through boundary stones Nos. 5, 5/1, and 5/2.

From boundary stone No. 6, the frontier, turning northward, runs to boundary stone No. 7, and thence to boundary stone No. 6/1, standing on the border of another road, which also ascends the valley and remains in French territory.

From boundary stone No. 7, the frontier takes a north-easterly course, intersecting several forest roads not far from their points of junction, and then proceeds by boundary stones Nos. 8, 8/1 and 9, leaving the wood of *Im Felsloch* in Bavaria.

After leaving boundary stone No. 9, the frontier trends still more towards the north-east, and climbs steeply between boundary stones Nos. 9/1 and 10. It next crosses the col between the mountains of *Maymond* and *Florenberg*, where there is a junction of several forest roads ; east of this road-junction it reaches a triangular boundary stone which formerly marked the point of contact between the Departments of Moselle and Bas Rhin.

This three-way boundary stone now marks the point of contact of the French commune of NIEDERSTEINBACH with the Bavarian communes of FISCHBACH and SCHÖNAU.

NOTE. — To the east of and close by boundary stone No. 10 is an ancient boundary mark, someuwhat damaged, which does not serve to delimit the frontier.

Article 17.

Frontier between the French commune of NIEDERSTEINBACH and the Bavarian commune of SCHÖNAU.

(Plans Nos 27, 28 and 29.)

At the three-way boundary stone to the east of a cross-road, marking the point of contact of the French commune of NEIDERSTEINBACH with the Bavarian communes of FISCHBACH and SCHÖNAU, the frontier, which runs in a straight line between the successive delimitation marks mentioned in the present Article, turns in a south-easterly direction ; climbing the abrupt slopes of the forest-clad mountain known as the *Hintere Maymond*, it runs through boundary stones 1 and 1/1, the rock marked 2, and boundary stone No. 2/1, finally reaching the rock marked 3 on the western summit of the Maymond.

From the latter point, the frontier leads first towards the north-east and then gradually inclines towards the east and south, passing among the masses of rock which form the craggy summit of the Maymond and which bear the marks 3/1, 4, 4/1, 5/1, 6, 6/1, 7, 7/1 (Plan No. 28), 8, 9 and 10, the latter marking the termination of the large rocks.

After passing the rock marked 10, the frontier, continuing along the crest of the Maymond, inclines towards the south-east by the rocks marked 11 and 12, both of which also bear the arms of Hanau ; it then dips to a col where boundary stone No. 13 stands at the intersection of several footpaths, and re-ascends thence to the rocks marked 14 and 15 and boundary stones Nos. 16 and 17, the latter of which stands on the eastern summit of the Maymond about 33 m. east of the triangulation mark Lembach I in the lands of *Opferschale* (France).

Turning east-north-east at this point, the line leaves the crest of the mountain and plunges down a constantly steepening slope to boundary stone No. 29. In this portion it passes the rocks marked 18, 19 and 20, boundary stone No. 21 and the rock marked 22, to the east of which it cuts through the loop of a road on the hillside, thence to boundary stone No. 23, the rock marked 24, boundary stones Nos. 25 and 26, the rock marked 27 and boundary stone No. 28 ; continuing, it intersects a forest road and reaches boundary stone No. 29 to the south-east of the junction of several roads leading to Wengelsbach-Schönau-Fischbach, which run across the col between the *Maymond* and the hill of *Dachsberg* (Bavaria).

From the last-named boundary stone the frontier runs towards the south, descends from the col towards Wengelsbach, and passes through boundary stones Nos. 30, 31 (Plan No. 29), 32 and 33, skirting the fields of *Im Teich* (France) and the border of the Bavarian forest of *Dachsberg*, near which it crosses a by-road running from Wengelsbach to Schönau.

At boundary stone No. 33, the frontier leaves the edge of the woods and runs eastward across the meadows through boundary stone No. 34 to boundary stone No. 35, standing at the edge of a stream which it accompanies for a few metres in a northerly direction, leaving it in French territory, and finally reaches boundary stone No. 36.

Thence it proceeds south-east to boundary stone No. 37 on the western edge of the Obersteinbach-Schönau road; at the edge of the forest of *Witters* (France).

Skirting the edge of this wood, the frontier runs from boundary stone No. 37 to boundary stone No. 48, in a general north-easterly direction, skirting the western bank of the above-mentioned road, which it leaves in France, and passing through boundary stones 38, 39, 40, 41, 42, and 43 (north of which it strikes obliquely across a farm road), 44, 45, 46, 47 and 48.

After passing the latter boundary stone, which stands near a cross-roads in French territory, it turns east, leaving the edge of the woods, and runs alongside and north of the road from Obersteinbach to Schönau (France) and of the *Linthal* valley (Bavaria), as far as boundary stone No. 54, passing through boundary stones 49, 50, 50/1, 51, 52, 53 and 54.

From the latter boundary stone, it runs south-east to boundary stone No. 55, cutting the above-mentioned road at right-angles.

Thence, turning southwards, and skirting almost continuously the bank which separates the fields and meadows of *Unter Linthal* and *Ober Linthal* (France) from the fields and woods of *Am Mühleck* and *Hichtenberg* (Bavaria), the frontier ascends the valley in which stand boundary stones Nos. 56 to 65, without intermediate boundary stones between them. From the last-named boundary stone, situated to the south of a spring in French territory, at the southern edge of a farm road intersected by the frontier, the latter runs westward as far as boundary stone No. 66.

At this boundary stone, the frontier again turns southwards, accompanying the road, which it leaves in Bavaria, along the edge of the woods, passes boundary stones 66/1, 67 and 67/1, strikes across the above-mentioned road, and enters the forest ; it then climbs the northern flank of the *Hichtenberg* mountain, passing through the boundary stones numbered 68, 69, 69/1, 70, 71, 71/1 and 72, the latter being situated on the crest of a col at the intersection of several footpaths and forest roads ; thence it descends, passing through boundary stones Nos. 72/1, 73 and 73/1. South of the latter boundary stone is an old incised rock which is not a delimitation mark ; next, it strikes across a forest road and reaches a three-way boundary stone in the bottom of a valley at the edge of that road.

This boundary stone marks the point of contact of the French communes of NIEDERSTEINBACH and LEMBACH with the Bavarian commune of SCHÖNAU.

NOTE. — Near the boundary stones mentioned below are situated the following old boundary marks which do not serve to delimit the frontier :

EXISTING BOUNDARY STONES, NUMBERS :	OLD BOUNDARY STONES :
25	One boundary stone to the east.
28	One boundary stone to the east bearing the date 1781.
32	One boundary stone to the north.

Article 18.

Frontier between the French commune of LEMBACH and the Bavarian commune of SCHÖNAU [1].

(Plans Nos. 29 and 30.)

From the three-way boundary stone which stands at the edge of a forest road and marks the point of contact between the French communes of NIEDERSTEINBACH and LEMBACH with the Bavarian commune of SCHÖNAU, the frontier takes an easterly direction, running in a straight line between the successive boundary stones mentioned below, and remaining throughout in the bottom of the valley.

After striking obliquely across the above-mentioned road, it passes through boundary stone No. 1 (Plan No. 30), again intersects the road, and proceeds through boundary stones Nos. 2 and 3, standing in the bottom of a ravine, near a spring in Bavarian territory. Thence it runs to three-way boundary stone, which is situated at the starting point of a forest road and marks the point of contact between the French commune of LEMBACH and the Bavarian communes of SCHÖNAU and HIRSCHTHAL.

Article 19.

Frontier between the French commune of LEMBACH and the Bavarian commune of HIRSCHTHAL.

(Plans Nos. 29, 30, 31 and 32.)

After leaving the three-way boundary stone which marks the point of contact between the French commune of LEMBACH and the Bavarian communes of SCHÖNAU and HIRSCHTHAL, the frontier, which runs in a straight line between the successive delimitation marks — boundary stones or rocks — enumerated in the present Article, continues eastward as far as boundary stone No. 1, following the direction of a forest road which divides at the last-named boundary stone into two branches, one in French and the other in Bavarian territory.

From boundary stone No. 1, on the site of the old farm of *Hichtenbach*, the frontier trends north-east and reaches boundary stone No. 4, passing through boundary stones Nos. 2 and 3, between the woods of *Hichtenbach* (France), and those of *Hichtenberg* (Bavaria).

From boundary stone No. 4 to boundary stone No. 7, the frontier, passing in its course through boundary stones Nos. 5 and 6, runs in the same direction as before, and between the same woods, alongside of a forest road in Bavarian territory.

At boundary stone No. 7, it turns east-south-east, and runs past the lands of *In der Hichtenbach* (Bavaria), skirting and traversing various forest roads, until it reaches boundary stone No. 8, at the intersection of several of these roads. Thence it ascends somewhat steeply through boundary stones Nos. 9, 9/1, 9/2 and 10, leaving the woods of *An dem Hirschgrund* in Bavaria.

At boundary stone No. 10, standing on a ridge in the forest of *Frönsbourg* (France), the frontier again turns north-east and follows this ridge to the rock marked 14, passing the rocks numbered 11 and 12 and boundary stone No. 13.

Inclining towards the south-east at the rock marked 14 (Plan No. 31), the frontier leaves the ridge and descends into the valley of the *Sauerbach* brook, passing through boundary stones Nos. 15, 16, 17, 17/1 and 18, and between the woods of *Frönsburg* (France), and *Auf den Knöpfen* (Bavaria). At boundary stone No. 18 it emerges from the woods, at the edge of which it intersects a farm road and proceeds through boundary stones Nos. 19, 19/1 and 19/2 ; thence traverses the meadows of the valley of *In der Sauerbach*, crosses the two branches of the *Sauerbach* brook, and reaches boundary stone No. 20, at the southern end of a masonry wall bordering the Lembach-Hirschthal road on the west, close to a flight of steps and a spring in Bavaria. The last-named boundary stone, which is situated on the alignment of boundary stones 19, 19/1, 19/2, gives the position of the old boundary stone No. 20, which is invisible, having been buried under the roadway 0.70 m. south-west of the new boundary stone. The

[1] NOTE. — The territory of the Bavarian commune of HIRSCHTHAL is completely enclosed, on the one side, by the Bavarian commune of SCHÖNAU, and on the other side, by the French commune of LEMBACH. The two last-named communes are therefore in contact in two different quarters, namely, to the east and west of the commune of HIRSCHTHAL. In order not to interrupt the sequence of the Articles; the description of the two sections of frontiers between the communes of LEMBACH and SCHÖNAU are dealt with in two separate Articles, Nos. 18 and 20.

frontier runs from this new boundary stone No. 20 to the old buried boundary stone, which still marks the frontier, and thence, cutting obliquely across the road, to boundary stone No. 21.

At boundary stone No. 21, the frontier turns eastward and runs, till beyond boundary stone No. 22, alongside the road, in Bavarian territory, which follows the valley known as the *Gangelsteich*.

The frontier runs between the wooded slope of the *Fleckensteiner Wald* (France), and the lands of *Im Gangelsteich* (Bavaria), continuing to ascend the valley, which constantly trends with it further towards the north-east ; it passes, between two by-roads, through boundary stones Nos. 23, 24, 25, 26, 27 and 28. North-east of the latter, a road branches off leading to the farm of Fleckenstein (France).

At boundary stone No. 29, the frontier inclines still more towards the north-east ; thence it runs through boundary stones Nos. 30, 31, 32 (Plan No. 32), 33, 34, 35 and 36, and thence through No. 37, at which it enters the forest known as *Hirzgrund* (France) and *Hirtsgrund* (Bavaria) ; to the north-east of boundary stone No. 37/1, a road leading to the farm of Fleckenstein intersects the two by-roads which have accompanied the frontier on either side from boundary stone No. 23. After leaving this cross roads, the frontier traverses a farm road at various points, and still ascending, passes through boundary stones Nos. 37/2 and 38, and thence to the three-way boundary stone marking the point of contact between the French commune of LEMBACH and the Bavarian communes of HIRSCHTHAL and SCHÖNAU.

NOTE. — Near the boundary stones mentioned below are situated the following old boundary stones, which do not serve to delimit the frontier :

EXISTING BOUNDARY STONES, NOS :	OLD BOUNDARY STONES :
2	1 boundary stone to the east.
6	1 boundary stone to the south bearing the date 1768.
19	1 boundary stone to the south.

Article 20.

Frontier between the French commune of LEMBACH and the Bavarian commune of SCHÖNAU[1].

(Plan No. 32.)

From the three-way boundary stone which marks the point of contact of the French commune of LEMBACH with the Bavarian communes of HIRSCHTHAL and SCHÖNAU, the frontier, which runs in a straight line between the successive boundary stones enumerated in the present Article, continues through the forest, ascending a little valley in a north-easterly direction and accompanying a forest road, which it cuts at several points. After passing through boundary stones Nos. △/1, △/2, 1[2] and 1/1, it reaches the triangular boundary stone which marks the three-way point of contact between the French communes of LEMBACH and WINGEN and the Bavarian commune of SCHÖNAU.

Article 21.

Frontier between the French commune of WINGEN and the Bavarian commune of SCHÖNAU.

(Plan No. 32.)

From the three-way boundary stone which marks the point of contact of the French communes of LEMBACH and WINGEN with the Bavarian commune of SCHÖNAU, the frontier, which runs in a straight line between the successive boundary stones enumerated in the present Article, continues

[1] NOTE. — The territory of the Bavarian commune of HIRSCHTHAL is completely enclosed, on the one side by the Bavarian commune of SCHÖNAU and on the other side by the French commune of LEMBACH. The two last-named communes are therefore in contact in two different quarters, namely to the east and west of the commune of HIRSCHTAL. In order not to interrupt the sequence of the Articles. the description of the two sections of frontier between the communes of LEMBACH and SCHÖNAU are dealt with in two separate Articles, Nos. 18 and 20.

[2] NOTE. — Near and to the north of boundary stone No.1 is an old boundary mark which does not serve to delimit the frontier.

through the forest in a north-easterly direction, ascending a small valley as far as boundary stone No. 1 near its head and passing through the boundary stone marked △/1, beyond which it strikes obliquely across a forest road.

Turning eastward at boundary stone No. 1, the line again ascends, climbing a very steep slope and passing through boundary stones Nos. 1/1, 2, 3 and 4, and thence to three-way boundary stone on the top of a col between the two summits, crowned by the ruined castles of Hohenbourg (France) and Wegelsburg (Bavaria), near a large triangular rock. This col is traversed by a forest road leading to Schönau (Bavaria) and by a footpath connecting the two ruined castles.

This three-way boundary stone marks the point of contact of the French commune of WINGEN with the Bavarian communes of SCHÖNAU and NOTHWEILER.

NOTE. — Near and to the west of boundary stones Nos 3 and 4 are two old boundary stones which do not serve to delimit the frontier.

Article 22.

Frontier between the French commune of WINGEN and the Bavarian commune of NOTHWEILER.

(Plans Nos. 32, 33 and 34.)

From the three-way boundary stone which stands on the col between the two summits crowned by the ruined castles of Hohenbourg (France) and Wegelsburg (Bavaria), and marks the point of contact of the French commune of WINGEN with the Bavarian communes of SCHÖNAU and NOTHWEILER, the frontier, which runs in a straight line between the successive delimitation marks, boundary stones or rocks enumerated in the present Article, continues to traverse the forests covering the Vosges. Plunging abruptly downwards in an easterly direction it passes through the boundary stones marked △/1 and 1 (Plan No. 33), intersects a forest road, passes through boundary stones Nos. 2 and 3, intersects another road, and reaches boundary stone No. 4 near the point where a road branches off to the farm of Litschof (France).

Turning north-east at the last-named boundary stone, the frontier skirts the foot of a bank in Bavarian territory and runs through the wood of *Engthal* to the rock marked 5.

From this rock, where it changes its course towards the north, it runs along the edge of a ditch to boundary stone No. 6 by the side of a road in Bavarian territory.

Resuming a north-easterly direction at this boundary stone, and continuing to traverse the eastern slope of the *Schlossberg*, the frontier follows the above-mentioned road as far as boundary stone No. 6/1, and proceeds thence, through boundary stones 6/1, 7 and 8, as far as the rock marked 9, whence it runs eastward as far as boundary stone No. 10.

From boundary stone No. 10, standing at the commencement of a forest road in Bavaria, the frontier again turns north-north-east, running at times alongside of the above-mentioned road and then of another road, also on the Bavarian side of the line, till it reaches boundary stone No. 14, after passing through boundary stones 10/1, 11, 12, 12/1, 13 and 13/1.

At boundary stone No. 14, between the lands of *Klingbrunnen* (France), and *Im Buchwald* and *Hackacker* (Bavaria), the line is deflected abruptly towards the south-east and, passing through boundary stone No. 15, dips into the little valley followed by the Wingen-Nothweiler road, which it intersects, and traverses the fields and meadows of *Klingbrunnen* (France) and *Sauwiesen* (Bavaria); proceeding, it passes through boundary stone No. 16 and re-enters the woods on the opposite side of the valley.

The frontier now ascends obliquely through the woods of *Schaufelshalde* (France and Bavaria) as far as boundary stone No. 21, still maintaining its south-easterly course; it traverses or accompanies various forest roads and passes through boundary stones Nos. 17, 18, 19, 20 and 21, the latter crowning the *Kappelfelsen* rock near the lands of *Auf dem Kappelfelsen* (Bavaria); opposite this boundary stone is a bench-mark in Bavarian territory.

From this rock the frontier again descends to a ridge, which it follows in all its windings as far as boundary stone No. 33. In this portion it first runs in a south-easterly direction through boundary stones Nos. 21/1 and 22, near which it intersects some forest roads, and thence to boundary stone No. 23 (Plan No. 34). From a point west of the latter a forest road accompanies the frontier, following it as far as boundary stone No. 33, alternately in France and in Bavaria.

After leaving boundary stone No. 23 the frontier inclines still further towards the east and, passing through boundary stones Nos. 24, 25, 25/1, 26, 26/1 and 27, reaches boundary stone No. 28.

At the latter boundary stone it turns southwards and proceeds through boundary stones Nos. 29, 30, 30/1, 31, 32 and 32/1 as far as boundary stone No. 33, separating the woods of *Hüttenberg* (France) and *Neuholz* (Bavaria).

Thence, inclining towards the south-east, it descends a steep slope, passing through boundary stones Nos. 33/1, 33/2, 34, 35 and 35/1, and the rock marked 36, near the commencement of a road in French territory ; thence it advances to the rock marked 37, situated in a fold of the ground, after intersecting a forest road from Wingen to Bobenthal, which runs down this depression.

Again turning east, the frontier now crosses an underfeature, passing between the woods of *Schwarzacker* (France) and *Hundsloch* (Bavaria), and through boundary stones Nos. 38, 39, 39/1 and 40, till it reaches a three-way boundary stone to the north-west the intersection of some forest roads running in the general direction of Wingen-Bobenthal.

This boundary stone marks the point of contact of the French commune of WINGEN with the Bavarian communes of NOTHWEILER and BOBENTHAL.

NOTE. — Near the boundary stones mentioned below are situated the following old boundary stones or rocks which do not serve to delimit the frontier :

EXISTING BOUNDARY STONES, NOS :	OLD BOUNDARY STONES, FOREST BOUNDARY MARKS AND ROCKS :
1, 7, 21, 23, 24, 25, 26, 27	8 boundary stones of small dimensions.
14	1 boundary stone bearing the date 1747.
20	1 boundary stone bearing the date 1758.
22	1 boundary stone bearing the dates 1758 and 1814.
28	1 boundary stone bearing the dates 1758 and 1815 and a rock marked with a cross.
29	1 boundary stone bearing the date 1815, and a rock bearing the date 1758.
Near each of the boundary stones Nos. 30 to 39.	1 boundary stone of small dimensions, making 10 boundary marks in all.
40	1 boundary stone bearing the date 1754.
Triangular	1 boundary stone bearing the date 1854.

Article 23.

Frontier between the French commune of WINGEN and the Bavarian commune of BOBENTHAL.

(Plans Nos. 34, 35 and 36.)

From the three-way boundary stone which stands to the north-west of the intersection of some forest roads running in the general direction Wingen-Bobenthal, and which marks the point of contact of the French commune of WINGEN with the Bavarian communes of NOTHWEILER and BOBENTHAL, the frontier continues to traverse the forests which cover the Vosges, running in a straight line from one boundary stone to another as far as boundary stone No. 35, after which it follows the windings of the *Siebentheiler Bächel* brook.

Inclining at first towards the south-east the frontier passes through the road-junction referred to above, and thence through boundary stones Nos. 1, 2 and 3, between which it repeatedly crosses a sunken road ;thence it ascends by boundary stone No. 4 to boundary stone No. 5 (Plan No. 35) at the summit of the *Hundsloch Halde* wood. Next, traversing a plateau, it reaches boundary stone No. 6, where it encounters a forest road coming from French territory ; thence to the more westerly of the twin boundary stones No. 7, and on to a point midway between them ; the boundary stones in question stand at the junction of the above-mentioned forest road with another road coming from Bobenthal (Bavaria).

From this point the line runs first in a southerly and then in a south-easterly direction, passing in succession through the points midway between the pairs of twin boundary stones numbered 8, 9, 10, 11 and 12, which stand on opposite sides of the road, whose width they delimit, and separating the woods of *Dürrenberg* (France) and *Am Brand, Riebelseck* (Bavaria).

From a point midway between the twin boundary stones No. 12 the frontier runs to boundary stone No. 12 west, and thence to boundary stones Nos. 13 and 14, the latter situated at the junction of the above-mentioned road with a road running towards Wingen.

After leaving boundary stone No. 14 the line runs east as far as boundary stone No. 17, and thence south-east to boundary stone No. 22 ; between the woods of *Frauenwald* (France) and *Klaffenthal* (Bavaria) it accompanies and occasionally intersects a forest road, which is alternately in French and in Bavarian

territory, and proceeds through the boundary stones numbered 14/1, 15, 15/1, 16, 16/1, 17, 17/1, 18, 18/1, 19, 19/1, 20, 21 (Plan No. 36), 21/1 and 22. Near the last-mentioned boundary stone a number of forest roads branch off from the road which has accompanied the frontier.

At boundary stone No. 22, the frontier abandons this road and follows the general direction of the ditch between the forests of *Weidelberg* (France) and *Gählingen* (Bavaria) ; its course lies at first towards the south through boundary stones 23, 24 and 25.

At the latter point it again turns south-east and passes through the boundary stones numbered 26, 27 and 28 ; near boundary stone No. 27 it cuts across a road from Wingen to Bobenthal.

Thence, turning-north-east, it proceeds through the boundary stones numbered 29, 30, 31 and 32 to boundary stone No. 33, standing near a bench-mark in Bavaria north of the intersection of certain roads, one of which leads to a forest ranger's lodge at Siebentheil (Bavaria).

From the last-named boundary stone the line again runs southwards, first intersecting and then accompanying a forest road in Bavarian territory, and proceeds by boundary stones Nos. 34 and 34/1 to boundary stone No. 35, close to the source of the brook known as the *Siebentheiler Bächel.*

After boundary stone No. 35 the median line of the above-mentioned brook, which flows between two forest roads — one leading into the woods of *Weidelberg, Abtswald* and *Kindschachen* (France) and the other into the *Siebentheiler Wald* (Bavaria) — constitutes the frontier for a distance of about 900 metres, as far as its intersection with the straight line joining the twin three-way boundary stones standing on either bank of the brook.

This intersection marks the point of contact of the French communes of WINGEN and CLIMBACH with the Bavarian commune of BOBENTHAL.

NOTE. — Near the boundary stones mentioned below are situated the following old boundary stones or rocks which do not serve to delimit the frontier :

EXISTING BOUNDARY STONES, NOS :	OLD BOUNDARY STONES, FOREST BOUNDARY MARKS AND INCISED ROCKS :
1, 2, 3, 4, 5 and 6	Six boundary stones of small dimensions bearing the date 1854, but already noted as old boundary stones in the description of 1828.
15, 16, 17, 18 and 20	Five boundary stones of small dimensions.
23, 24 and 25	Three rocks marked with a cross.
32	One rock marked with a cross.

Article 24.

Frontier between the French commune of CLIMBACH and the Bavarian commune of BOBENTHAL.

(Plans Nos. 36 and 37.)

Leaving the point of intersection of the median line of the *Siebentheiler Bächel* brook with the straight line joining the twin three-way boundary stones on opposite banks of the brook — this point marking the contact of the French communes of WINGEN and CLIMBACH with the Bavarian commune of BOBENTHAL — the frontier continues to follow the windings of the above-mentioned median line in an easterly direction between the meadows of *Diebshalter Wiesen* (France) and the forest of *Siebentheiler Wald* (Bavaria — Plan No. 37) ; it then proceeds east-south-east, between the last-named forest and the woods of *Diebshalt* (France), to a point where the above-mentioned median line intersects that of the *Lauterbächel* brook, about 25 metres to the west of and below a regularly maintained forest road running in French territory from Climbach to Weiler.

Two twin three-way boundary stones are placed on either side of this point of confluence to indicate that the intersection of the two median lines is at the same time the point of contact between the French communes of CLIMBACH and WISSEMBOURG and the Bavarian commune of BOBENTHAL.

On this section of about 1,000 metres between these two pairs of three-way boundary stones, during which the frontier follows the median line of the *Siebentheiler Bächel,* there are no other delimitation marks.

Article 25.

Frontier between the French Commune of WISSEMBOURG and the Bavarian commune of BOBENTHAL.

(Plans Nos. 37, 38, 39 and 40.)

Two twin three-way boundary stones placed near the meeting-point of the median lines of the two streams of *Siebentheiler Bächel* and *Lauterbächel* indicate the point of contact between the French communes of CLIMBACH and WISSEMBOURG and the Bavarian commune of BOBENTHAL.

Proceeding in a north-easterly direction from this point, the frontier passes between the Climbach-Weiler forest road, kept in regular repair, (France), and a by-road (Bavaria), and separates the forest of Mundat and the woods of *Mühlenkopf* and *Birkenthal* (France) from the *Siebentheiler Wald* (Bavaria); it follows the median line of the *Lauterbächel* stream as far as its confluence with the *Lauter* between the two bridges named *Siebentheiler Brücke* (plan No. 38) at about 1,800 metres from the three-way boundary stones indicated above.

The confluence, which is determined by the meeting-point of the two median lines, is indicated by three boundary stones numbered 1, the first on the French bank and the second on the Bavarian bank of the *Lauterbächel*, and the third in Bavarian territory on the left bank of the Lauter between the two bridges and the Wissembourg-Bobenthal road.

From this point, taking a north-easterly direction, the frontier follows the median line of the Lauter between the *Forest of Mundat* (France) and the meadows of *Lauterwiesen* (Bavaria); below the Wissembourg-Bobenthal road which skirts the *Loffelsberg* woods (Bavaria).

Thereafter, curving towards the east and south-east (plan No. 39) and continuing to follow the course of the Lauter, it leaves in Bavaria the millstream which works the saw-mill of *St. Germanshof* (Bavaria) and passes through the middle point of the weir, on either side of which have been placed the twin boundary stones marked 1/1, at about 1,000 metres from the three boundary stones numbered 1. Continuing to follow the middle of the course of the river and skirting the irrigated meadows of *Lauterwiesen* (Bavaria), it cuts through the centre of the wooden bridge situated to the south of the saw-mill of *St. Germanshof*; on either side of this bridge are situated the twin boundary stones marked 1/2, at about 700 metres from those last mentioned; and after skirting the meadows of *Kapellenwiesen* (Bavaria), it leaves the median line of the Lauter at its intersection with the straight line joining the two boundary stones marked 1/3, situated at about 300 metres from those last mentioned.

From this point, changing direction towards the north-east, the frontier passes through boundary stone No. 1/3 on the left bank; proceeding thereafter in a straight line between the successive boundary stones enumerated subsequently in the present Article, it reaches boundary stone No. 2, leaving in France the spinney situated in a former bend of the Lauter.

Resuming at this boundary stone an almost due easterly direction, it crosses the meadows in which boundary stone No. 2/1 is situated, crosses the Wissembourg-Bobenthal road about 150 metres to the north of the *Weiler* chapel and, climbing a somewhat abrupt slope, passes through the boundary stones numbered 3, 4, 5 and 6, the latter being situated on the crest of the *Kapellenberg* hill, on the western edge of a by-road which the frontier skirts in a north-easterly direction as far as boundary stone No. 7.

An underground conduit leading the waters of a spring situated in the forest of Mundat to the town of Wissembourg is situated a few metres to the north of boundary stone No. 7; it proceeds towards boundary stone No. 3 and intersects the frontier to the west of this boundary stone under the Wissembourg-Bobenthal road, thereafter following the course of this road in France.

Taking an easterly direction at boundary stone No. 7 (plan No. 40) the frontier intersects two roads and descends into the valley of *Die Woogbach*, passing through boundary stones Nos. 7/1 and 7/2, crosses the *Woogbach* stream, intersects for the first time the road from Weiler to the Langenberg farm, mounts the other side of the valley by boundary stone No. 7/3, enters a wood, intersects the same road a second time, and finally, after passing boundary stones Nos. 7/4 and 8, and crossing some ploughed fields, it reaches, at the edge of the wood, the three-way boundary stone which marks point of contact between the commune of WISSEMBOURG and the Bavarian communes of BOBENTHAL (Bezirksamt of Pirmasens) and SCHWEIGEN (Bezirksamt of Bergzabern).

Article 26.

Frontier between the French commune of WISSEMBOURG and the Bavarian commune of SCHWEIGEN.

(Plans Nos. 40, 41, 42 and 43.)

Starting from the three-way boundary stone situated on the edge of a wood and marking the point of contact between the French commune of WISSEMBOURG and the Bavarian communes of BOBENTHAL (Bezirksamt of Piermasens) and SCHWEIGEN (Bezirksamt of Bergzabern), the frontier proceeds in a straight line between the successive boundary stones enumerated in the present Article, except in the cases specially mentioned after the twin boundary stones No. 61.

First it descends in a southerly direction towards the *Heiligenbach* valley, following or cutting the forest road and passing through the boundary stones numbered 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 between the lands of the *Langenberg Farm* (France) and the woods of *Kleiner Langenberg* (Bavaria).

Proceeding from boundary stone No. 8 in an easterly direction, it enters the woods and passes through boundary stone No. 9 ; it then resumes a south-easterly direction, cuts across a path leading to the Langenberg Farm, and the *Heiligenbach* brook and reaches boundary stone No. 10 between this brook and a by-road going towards Weiler. Underneath this path, and under that previously mentioned as leading to the Langenberg Farm, are water conduits crossing the frontier.

Changing direction thereafter towards the south-west and cutting obliquely or skirting a new road it proceeds to boundary stone No. 13, situated in an orchard to the south of the wood of *Im Rinnbühl* (France), passing through boundary stones Nos. 11 and 12. The three boundary stones Nos. 10, 11 and 13 are placed near the point of intersection of some roads leading from Weiler into the woods.

At boundary stone No. 13 the frontier takes an east-north-easterly direction, and mounting on to the summit of the hill of *Grosser Langenberg*, passes through the boundary stones numbered 14, 15 and 16, between which it traverses obliquely and then skirts a forest road, crosses obliquely a sunken road, which branches from the last -mentioned road towards Wissembourg, and reaches, in the woods of *Oberholzweg* (France), boundary stone No. 17 situated about 28 metres to the west of the triangulation mark of Weiler (France).

Taking a north-easterly direction at boundary stone No. 17, the frontier, bestriding a forest road, passes between the woods of *Orzelgrund, Bannholz* and *Guldenwingert* (France) and *Grosser Langenberg* (Bavaria), through the boundary stones numbered 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 25.

Reasuming a northerly direction at boundary stone No. 25 and leaving the above-mentioned road at the point where it meets another road proceeding towards the Château de St-Paul (France), the frontier passes through boundary stones Nos. 26, 26/1, 27 (plan No. 41), 28 and 29 between the woods of *Bartelsberg* (France) and *Bartelskopf* (Bavaria), and reaches the boundary stone marked 29/1 on the summit of the mountain known as *Bartelskopf*.

Descending from this point and following the line of the crest it passes through the boundary stones numbered 30, 31, 32 and 33, skirting and intersecting a forest road as far as its junction with a sunken road which leads towards the Château de St-Paul (France), and on the northern bank of which is situated boundary stone No. 34. Thence, continuing in the same direction, and mounting through the cantons of *Pfaffenwald* (France) and *Abtskopf* (Bavaria), the frontier, after passing boundary stones Nos. 34/1, 35, 35/1, 36, 37 and 38, reaches boundary stone No. 39 standing on another summit. Descending from this point and continuing to follow the crest, the frontier passes through boundary stones Nos. 40, 41 and 42.

Taking an easterly direction from the last-mentioned boundary stone, and then a south-easterly direction, it leaves the crest it had hitherto followed and descends towards the eastern slope of the mountain. First of all it skirts a forest road which remains in Bavaria, passing through boundary stones Nos. 42/1, 43, 44, 45 and 46 between the woods of *Eck* and *Bach* (France) and *Beckenhäufel* (Bavaria). It traverses this road in a south-westerly direction between boundary stones Nos. 46 and 47, then, resuming a south-easterly direction, skirts it and again intersects it several times, passing through the boundary stones numbered 48, 49, 50, situated near the bifurcation of a by-road, and 51.

From this boundary stone, placed at the crossing of two roads, one of which proceeds towards Schweigen (Bavaria) the frontier goes in a southerly direction through boundary stones Nos. 52, 52/1 and 53 as far as boundary stone No. 54.

Thence the frontier proceeds in an easterly direction towards boundary stone No. 56 passing boundary stones 54/1 and 55 between the forest cantons of *Büschel* (France) and *Sonnenberg* (Bavaria) adjacent to the forest of Mundat.

Taking a northerly direction between the two following boundary stones numbered 56 and 57, it resumes an easterly direction at the latter, passes through boundary stones Nos. 58 and 59, cuts

obliquely across a forest road and, after boundary stone No. 60, reaches one of the two twin boundary stones numbered 61 (Plan No. 42) which is situated on the south bank of the sunken road named *Holzgasse*.

Thence for a distance of 6 m. 35 it takes the direction of the twin boundary stone No. 61 north ; then, proceeding towards the east, and later towards the south-east, it follows the windings of the road named *Holzgasse* as far as the twin boundary stones No. 62, passing between those numbered 61/1 at the point of junction with a road coming from France, 61/2 at the point of junction with the road named *Kasbergweg* (Bavaria), and 61/3 at the point of junction with a road named *Weltelseckweg* (France). In this portion it skirts the land of *Im Büschel* (France) and crosses the vineyard named *In der Holzgasse*. All the windings of this frontier road named *Holzgasse* are not marked with boundary stones, and as an exception, the frontier line does not follow its axis. The details of this frontier line are shown in a special Plan No. 42 [1].

Between the two twin boundary stones No. 62 the frontier leaves the sunken road which continues towards Schweigen (Bavaria) and proceeding once more in a straight line between the successive boundary stones, passes through the twin boundary stone No. 62 West, enters the vineyard of *Im Bergel*, and, changing direction at each of the boundary stones numbered 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70 and 71, reaches boundary stone No. 72 to the north of the road named *Pauliner Gasse*. Between these two latter boundary stones Nos. 71 and 72, the frontier, following the edge of the vine-growing lands, makes a salient into Bavaria. The apex of this angle has not been marked with a boundary stone, but its ordinate is 1 m. 65 at 31 metres from boundary stone No. 71.

Leaving boundary stone No. 72 the frontier crosses the said road, and proceeds in a southerly direction to a point midway between the two twin boundary stones No. 73.

From this point to a point midway between the two twin boundary stones No. 74, the frontier follows the windings of the road named *Enggasse*, crossing the vineyard of *In der Enggasse*, still in a southerly direction. The windings of the road not all being marked with boundary stones, the course of the frontier line is shown in detail in Special Plan No. 42 [1].

Thence, taking an easterly direction, it passes through the twin boundary stone No. 74 East, and, skirting fields in France and vineyards in Bavaria, it proceeds in a straight line to the more westerly of the twin boundary stones numbered 75, at a bend of the road named *Oberer Eichenweg* : thence it runs to a point midway between the two twin boundary stones No. 75, and follows in a southerly direction the windings of this road as far as a point midway between the two twin boundary stones No. 76. The details of its course are shown in Special Plan No. 42 [1].

Leaving the road, the frontier goes from this midway point to twin boundary stone No. 76 East, and, taking a south-easterly direction, it runs in a straight line between the successive boundary stones numbered 77, 78 and twin boundary stone No. 79 West, at the place called *In den Eichen* ; it reaches a point midway between the two twin boundary stones No. 79, whence it follows through the vines in a southerly direction the windings of the road named *Unterer Eichenweg* as far as a point midway between the two twin boundary stones numbered 80 ; the details of its course are shown in Special Plan No. 42 [1].

Starting in an east-south-easterly direction from this midway point, it crosses the lands of *Untere Eichen*, proceeding in a straight line between the successive boundary stones numbered 80 East, 81, 82, 83, 84, and reaches that one of the three boundary stones numbered 85 which is on the western edge of the Wissembourg-Schweigen road at its bifurcation with another going towards Weiler.

The two other boundary stones numbered 85 have been placed one in France, in the fork formed by the said Wissembourg-Schweigen road and the Weiler road, the other in Bavaria on the eastern edge of the road, on the border of the vineyard of *Kühgässel*. Starting from the first of these three boundary stones the frontier proceeds in a straight line to a point midway between the two others, and, passing through a point midway between the twin boundary stones No. 85/1, follows the windings of the road as far as a point midway between the twin boundary stones No. 86 situated at the cross-roads of this road and of the Wissembourg-Landau highway, one to the south in France, and the other to the north in Bavaria, in the vicinity of the Bavarian Customs house. Starting from the midway point defined above, the frontier cuts across the said Wissembourg-Landau highway and proceeds in a straight line to a third boundary stone No. 86 on the eastern edge of this road.

From the latter boundary stone, proceeding in a straight line between the successive boundary stones numbered 87, 88, 89 and 90, and also changing direction at each of them, the frontier crosses the meadows of *Die Schmalwiesen* and the fields and vineyard of *Auf den Schmalwiesen*, and reaches boundary stone No. 91 on the north-west border of a road named *Im Wilchenpfad*. It skirts this road in a north-easterly direction as far as boundary stone No. 92, crosses it, proceeds in a south-easterly direction through the fields of *Auf dem Wilchenpfad*, keeping in a straight line between the successive boundary stones Nos. 92/1, 92/2, 93 and reaches that one of the two twin boundary stones numbered 94 which is situated on the western border of a sunken road named *Bangerts Hohl*.

From this boundary stone No. 94 West, the frontier proceeds towards boundary stone No. 94 East for a distance of 5 m. 50, then, taking a south-westerly direction, it follows the windings of the road to a point between the two twin boundary stones No. 95 (Plan No. 43). As an exception, as in the case

of the road named *Holzgasse* between twin boundary stones Nos. 61 and 62, the frontier does not coincide with the axis of the road. The details of its course are shown in Special Plan No. 42 [1].

Leaving the road named *Bangerts Hohl* between twin boundary stones No. 95, the frontier follows in an easterly direction another road named *Bangertsweg* separating the fields of *Gempelsberg* (France) and *Im Bangert* (Bavaria), and proceeds in a straight line towards a point midway between the twin boundary stones No. 96. As the boundary stones named below mark the width of this road and each of its changes of direction, the frontier coincides with the axis of the said road and runs straight through the successive points midway between the twin boundary stones numbered 96, 97, 97/1, 98, 98/1, 98/2, 99, 99/1, 99/2, 100, 101, 101/1 and 101/2, and lastly through a point midway between two three-way boundary stones situated to the north and south of the aforesaid road at its junction with another named *Der Hengel Weg*.

A third three-way boundary stone situated on the eastern border of this road forms, with the two previously mentioned, a triangle within which is situated the meeting-point of the axes of the two above-mentioned roads, this being the point of contact between the French commune of WISSEMBOURG and the Bavarian communes of SCHWEIGEN and SCHWEIGHOFEN.

Article 27.

Frontier between the French commune of WISSEMBOURG and the Bavarian commune of SCHWEIGHOFEN.

(Plan No. 43.)

Starting from the meeting point of the axes of the road known as *Bangerts Weg* and *Der Hengel Weg*, situated within the triangle formed by three three-way boundary stones, this being the point of contact between the French commune of WISSEMBOURG and the Bavarian communes of SCHWEIGEN and SCHWEIGHOFEN, the frontier, which is indicated by twin boundary stones Nos. 1, 2 and 3, follows in a southerly direction the windings of the road known as *Der Hengel Weg* between the fields and meadows of *Bornwiese* (France) and *In der Fröschau* (Bavaria), until it meets the axis of the Wissembourg-Kandel highway at the cross roads known as *les Quatre Vents* or *Windhof*.

As all the windings of the road which follows the frontier are not marked by boundary stones, the detailed course of the frontier line is given on the special plan No. 42 [1].

The meeting point of the axes of the road known as *Hengel Weg* and the Wissembourg-Kandel highway, on either side of which are situated two three-way boundary stones, one in France to the north-west and the other in Bavaria to the south-east, is the point of contact between the French communes of WISSEMBOURG and ALTENSTADT and the Bavarian commune of SCHWEIGHOFEN.

Article 28.

Frontier between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian commune of SCHWEIGHOFEN.

(Plans Nos. 43, 44, 45, 46 and 47.)

From the point where the axis of the highway from Wissembourg to Kandel via Schweighofen cuts the axis of the road known as *Der Hengel Weg* at the point known as *les Quatre Vents* or *Windhof*, on either side of which are situated two twin three-way boundary stones (one in France to the north-west and the other in Bavaria to the south-east of the cross-roads), marking the point of contact between the French communes of WISSEMBOURG and ALTENSTADT and the Bavarian commune of SCHWEIGHOFEN, the frontier follows the axes of the roads marked by the twin boundary stones up to the twin boundary stones No. 4. Starting from the cross-roads described above, and proceeding first of all in a southerly direction, the frontier passes through the point midway between the twin boundary stones △/1, △/2, crossing the lands of *Auf der Steig* and following the axis of the road until it meets the axis of another road known as *Der Steig Weg*, on either side of which are placed the two twin boundary stones No. 1.

Turning then towards the south-east and later towards the north-east, the frontier follows the axis of the road known as *Der Steig Weg* between the lands of *Auf der Heuwiese* (France) and *Auf der Steig* (Bavaria), passing through the points midway between the twin boundary stones numbered 1/1, 1/2,

1/3, (between these boundary stones and the three following pairs is situated the point of junction of a road coming from France), 2, 2/1, 2/2, 2/3, until the point midway between the twin boundary stones numbered 3.

From this point, leaving the axis of the above-mentioned road, it proceeds in a straight line to the point midway between the twin boundary stones numbered 3/1, where it reaches the axis of a sunken road known as *Rappelsberg Weg*, which it follows in a southerly direction, passing through the points midway between the twin boundary stones numbered 3/2, 3/3, 3/4 (plan No. 44) and 4.

From the latter middle point, the frontier, crossing the Altenstadt-Neuhof road, proceeds in a straight line to boundary stone No. 5 and, skirting a garden on the edge of the village of Altenstadt, proceeds in a straight line through boundary stones Nos. 6 and 7 to the twin boundary stone No. 8 which is to the north of the road known as *Der Alte Weg*.

From this boundary stone No. 8 north, the frontier passes through the point midway between the twin boundary stones No. 8 and, resuming a southerly and then a south-westerly direction, it follows the axis of this road, passing successively through the points midway between the twin boundary stones which delimit this path and which are numbered 8/1, 8/2, 8/3, 8/4, 9, 9/1, 9/2, 9/3 and 10, between the lands of *Waelschdorf* (France) and *Die Sand-Wiesen* (Bavaria).

The twin boundary stones No. 10 are situated at the junction of the above-mentioned road with another which comes from the part of the village of *Altenstadt* known as *les Picards*, and proceeds towards the *Saint-Rémy mill*. From the point midway between these boundary stones, the frontier, sharply changing direction towards the south-east, follows the axis of the latter road, passing through the points midway between the twin boundary stones numbered 10/1, 10/2, 10/3, 10/4, 10/5 and 11.

At the last-mentioned point, the frontier, turning towards the south, leaves the axis of the road, passes through the twin boundary stone No. 11 south, through those numbered 12, 13, 14 and 14/1, between the meadows of *Hebenstiel* (France) and *An der Schiessmauer* (Bavaria), as far as the twin boundary stone No. 15 which is to the north of the Lauter.

Facing the latter on the opposite bank of the river is situated a second boundary stone numbered 15, to indicate that from this point onwards the Lauter forms the frontier on the greater part of its course as far as the Rhine. Thus, starting from boundary stone No. 15 North, and taking the direction of boundary stone No. 15 South in France, the frontier proceeds in a straight line as far as the point where it meets the median line of the Lauter. From this point of intersection the frontier follows the windings of the median line of the river in a general easterly direction, and, at a distance of about 400 metres, cuts through the centre of the railway bridge (Wissembourg to Mannheim line), at the reference marks numbered 15/1 and 15/2 incised on the inner sides of the two parapets of the bridge.

It continues to follow the median line of the Lauter between the meadows of *Reitersbrüchel, Obere Allmend* (plan No. 45), *Untere Allmend* (France) and *An der Schiessmauer, Im Hahnbrüchel* and *Auf der Gassau* (Bavaria) up to the point where this line meets the axis of the off-let canal of the *Saint-Rémy mill* at about 1.700 metres from the last-mentioned reference mark No. 15/2. The frontier, turning almost at right angles, then follows the axis of this canal, passing through the middle points of the sluice situated between the two twin boundary stones No. 16 and the bridge, about 110 metres distant, between the two twin boundary stones No. 17 ; it then continues to follow the windings of the canal between the meadows of *Mittlere Schlosswiesen* (France) and *Amtskellerwiese, Amtsschreiberwiese* and *Kleine Schlosswiesen* (Bavaria), as far as its confluence with the Lauter, below the two twin boundary stones No. 18 (plan No. 46) placed at about 800 metres from the last-mentioned boundary stones.

Following once more the median line of the Lauter, which flows between the meadows of *Grosse Schlosswiesen*, 8 *Morgen*, 6 *Morgen*, 30 *Morgen, Ueberfahrt* (plan No. 47, France), and *Am Zimmerplatz, Am Häringsbusch* and *Am Eberfahrtsdamm* (Bavaria), the frontier continues to follow this median line as far as its intersection with the straight line which joins the two three-way boundary stones situated at about 3.530 metres from the last mentioned, one being in France at the foot of a bank of the edge of the woods, and the other in Bavaria at the southern extremity of an embankment. This meeting point marks the point of contact between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian communes of SCHWEIGHOFEN and KAPSWEYER.

Article 29.

Frontier between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian commune of KAPSWEYER.

(Plans Nos. 47 and 48.)

From the point where the median line of the Lauter cuts the straight line joining the two three-way boundary stones, situated, respectively, in France at the foot of a bank on the edge of the woods, and

in Bavaria at the southern extremity of an embankment, this being the point of contract between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian communes of SCHWEIGHOFEN and KAPSWEYER, the frontier continues to follow the median line of the river between the lands of *Vierzehn Morgen* (France) and *Am Eberfahrts Damm* (Bavaria), *Obere Lauterwiesen* (France) (Plan No. 48), *Am Kiefersdamm* and *Am Krämer Willems Brüchel* (Bavaria), until its intersection with the straight line joining the two twin three-way boundary stones situated on either side of the Lauter and about 2,060 metres from the pair of three-way boundary stones mentioned at the beginning of the present Article.

This point of intersection is the point of contact between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian communes of KAPSWEYER and STEINFELD.

Article 30.

Frontier between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian commune of STEINFELD.

(Plans Nos. 48, 49 and 50.)

Starting from the point of intersection of the median line of the Lauter and of the straight line joining the two twin three-way boundary stones situated on either side of the river, this being the point of contact between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian communes of KAPSWEYER and STEINFELD, the frontier continues to follow the median line of the Lauter between the lands of *Obere Lauterwiesen, Soolbrünnel* (France) and *Im grossen Woog* (Bavaria), *Grosser Woog* (France), and *Im kleinen Woog* (Bavaria, plan No. 49), *Kandelwiesen, Hallerwiesen* (France) and *Deutschenwiese* (Bavaria, plan No. 50), cutting at its middle point a bridge which crosses the path leading from Schleithal (France) to two disused tile-kilns known as *Die obere Ziegelhütte* and *Die untere Ziegelhütte* (Bavaria). At the extremities of this bridge have been placed two twin boundary stones numbered 1, at about 2,820 metres from the above-mentioned three-way boundary stones.

Thence, continuing to follow the median line of the Lauter in all its windings, the frontier cuts through the centre of a wooden bridge connecting the Bavarian mill of *Bienwald* with French territory, and meets the straight line joining the two three-way boundary stones situated respectively in France at the southern end of the bridge and in Bavaria against the garden wall of the mill known as *Bienwaldmühle*, at about 1,370 metres from the twin boundary stones No. 1.

The intersection of these two lines marks the point of contact between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian communes of STEINFELD (Bezirksamt of Bergzabern) and SCHEIBENHARDT (Bezirksamt of Germersheim).

Article 31.

Frontier between the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT.

(Plan No. 50.)

At the point of intersection of the median line of the Lauter with the straight line joining the two three-way boundary stones situated respectively in France at the southern end of the bridge, and in Bavaria against the garden wall of the mill known as *Bienwaldmühle*, this being the point of contact of the French commune of ALTENSTADT and the Bavarian communes of STEINFELD (Bezirksamt of Bergzabern) and SCHEIBENHARDT (Bezirksamt of Germersheim), the frontier leaves the median line of the river to follow the off-let canal ; passing through the centre of the mill sluice, it continues to follow the axis of the masonry canal for a distance of 20 metres, and then proceeds in a straight line to the point of intersection of the median line of the canal with the line joining the two twin three-way boundary stones placed on either side of the canal ; these two boundary stones are situated about 77 metres to the south of the two first three-way boundary stones indicated at the beginning of the Article.

This is the point of contact between the French communes of ALTENSTADT and SALMBACH and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT.

Article 32.

Frontier between the French commune of SALMBACH
and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT.

(Plans Nos. 50, 51 and 52.)

Starting from the point of intersection of the median line of the off-let canal of the mill known as *Bienwaldmühle* with the straight line joining the two three-way boundary stones situated on either side of the said canal, this being the point of contact between the French communes of ALTENSTADT and SALMBACH and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT, the frontier follows the median line of this canal between the lands of *Ohliggelder* (France) and *Seegmühlwiesen* (Bavaria) and, at about 650 metres from the three-way boundary stones, rejoins the median line of the Lauter below the two twin boundary stones No. 1, placed, respectively, in France to the south of the confluence of the canal and the river, and in Bavaria at the eastern extremity of the island formed by these two watercourses.

Continuing to follow the median line of the Lauter, the frontier, after skirting the lands and meadows of *Der obere Giessen, Der mittlere Giessen* (Bavaria, plan No. 51), passes between the two twin boundary stones numbered 2 placed on either side of the river, at about 1,680 metres from the last-mentioned twin boundary stones. These boundary stones numbered 2 are triangular in section to indicate that at this place the *Forstbezirk Bienwald* a Bavarian territory, which is administratively autonomous and belongs to no Bavarian commune, projects into the commune of the territory of *Scheibenhardt* as far as the immediate vicinity of the left bank of the Lauter along a frontage of about 100 metres.

Continuing to descend the median line of the Lauter for about 490 metres along the lands of *Auf dem Giessen* (Bavaria) the frontier cuts, at its middle point, between the two twin boundary stones No. 3, the bridge over the road coming from the Wissembourg-Lauterbourg highway and leading to Schaidt (Bavaria). It then reaches the two twin three-way boundary stones (plan No. 52), situated about 160 metres from the last mentioned, the one in France at the eastern extremity of a bank, and the other in Bavaria in the meadows of *Kappes Garten*. The intersection of the median line of the river and of the straight line joining these two boundary stones marks the point of contact between the French communes of SALMBACH and NIEDERLAUTERBACH and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT.

Article 33.

Frontier between the French commune of NIEDERLAUTERBACH
and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT.

(Plans Nos 52, 53 and 54.)

From the point of intersection of the median line of the Lauter and of the straight line joining the two twin three-way boundary stones situated, respectively, in France at the eastern end of a bank, and in Bavaria in the meadows of *Kappes Garten*, (this being the point of contact between the French communes of SALMBACH and NIEDERLAUTERBACH and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT) the frontier descends the median line of the river, skirts the lands of *Alten Mölsch* (France) and passes, about 1070 metres downstream of these three-way boundary stones, between the two pairs of twin boundary stones numbered △/1, △/2. These boundary stones are triangular in section to indicate that at this place a meadow belonging to the *Forstbezirk of Bienwald*, (a Bavarian district which is administratively autonomous and forms part of no Bavarian commune) comes up to the left bank of the Lauter over a length of about 30 metres, thus separating the meadows of the commune of Scheibenhardt.

Continuing to descend the course of the river, the frontier passes, about 220 metres further on, through the centre of the bridge flanked by the twin boundary stones numbered 1 (which bridge is crossed by the Niederlauterbach-Schaidt road), and reaches, about 170 metres downstream, at a sharp turning in the river, the twin triangular boundary stones numbered 2, placed on either side of the Lauter to indicate, as at the twin boundary stones △/1 and △/2, that at this point the woods belonging to the *Forstbezirk of Bienwald* come up to the left bank of the Lauter between the meadows of the territory of the commune of Scheibenhardt.

Continuing to follow the median line of the river and skirting the meadows of *Lemben Wiesen* and *Riedwiesen* (Bavaria, Plan No. 53), the frontier reaches the two triangular boundary stones numbered 3,

situated about 1610 metres from the last-mentioned, and, like them, indicating that at this place the woods of the *Forstbezirk Bienwald* come up to the left bank of the river, thus separating the meadows of the territory of the commune of Scheibenhardt.

The frontier, after descending the course of the river for about 1120 metres, passes, at a sharp bend, between the twin triangular boundary stones numbered 4, and placed, for the same reason, respectively, on the French bank in a meadow to the north of the *Bruch* wood, and on the Bavarian bank on the edge of the woods of the *Forstbezirk of Bienwald*, separating the meadows of the territory of the commune of Scheibenhardt known as *Fischerlöcher* and *Hermeswiesen*.

At about 730 metres from this point, after skirting various woods, meadows and fields known as *Waldäcker* (France, Plan No. 54) *Hermeswiesen* and *Auf der Zange* (Bavaria), the frontier finally reaches two twin boundary stones, one of them quadrangular in shape on the French bank a few metres to the south-east of the confluence of the *Waldbach* stream and the Lauter, and the other, triangular in shape, in the meadows on the Bavarian bank opposite the last-mentioned boundary stone.

The intersection of the median line of the river with the alignment of these two boundary stones marks the point of contact of the French communes of NIEDERLAUTERBACH and SCHEIBENHARD with the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT.

Article 34.

Frontier between the French commune of SCHEIBENHARD and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT.

(Plans Nos 54 and 55.)

Starting from the meeting point of the median line of the Lauter and of the straight line joining the two twin three-way boundary stones, one of them quandrangular in shape situated on the French bank a few metres to the south-east of the confluence of the *Waldbach* stream and the Lauter, and the other, triangular in shape, in the fields on the Bavarian bank opposite the last-mentioned boundary stone — this being the point of contact between the French communes of NIEDERLAUTERBACH and SCHEIBENHARD and the Bavarian commune of SCHEIBENHARDT — the frontier continues to follow the median line of the river between the meadows of *Zwellgärten* (France) and *Die Sangwiesen* (Bavaria), and passes through the centre of the bridge joining the territory of the commune of Scheibenhard (France) to the commune of Scheibenhardt (Bavaria); on either side of this bridge have been placed the twin boundary stones numbered 1, at about 410 metres from the last-mentioned stone.

Thence, leaving in Bavaria first the meadows of *Der Himmels Garten* and then the starting point of the off-let canal of the *Scheibenhard mill*, the frontier passes between the twin boundary stones numbered 2, situated about 740 metres from the bridge; and reaches, about 8 metres to the east of these boundary stones, the intersection of the median lines of the Lauter and of the off-let canal, which skirts the mill buildings.

Taking thereafter a north-easterly direction and leaving the Lauter, the frontier, following the median line of the off-let canal, crosses a weir, passes between the twin boundary stones numbered 3, and reaches a point situated 20 metres from each of these two boundary stones numbered 3, and 38 m. 50 from the northern twin boundary stone numbered 4. In this part of its course the frontier follows an alignment indicated, on the south by a vertical reference mark incised on the masonry of the right bank of the Lauter, at a distance of 5 m. 63 from twin boundary stone No. 2. in France, and on the north by the centre of the twin boundary stone No. 4. in Bavaria.

From the point defined above, the frontier, making an obtuse angle, proceeds in an easterly direction, and rejoins the median line of the off-let canal about 10 metres to the north of twin boundary stone No. 4.

Following this median line between the island (which remains in France), formed by the canal and the Lauter, and the meadows of *An der Schmelze* (Bavaria), the frontier rejoins the median line of the Lauter after passing between the two twin boundary stones numbered 5 (Plan No. 55) situated on either side of the off-let canal, near its confluence with the Lauter at about 230 metres from the last-mentioned boundary stones.

Continuing to descend the course of the river between the lands of *Kellereiacker*, *Miehlweyer*, *Engelgrund* (France) and *Die Lehmenwiesen*, *Paulen Michels Wiesen*, *Das Gendarmen Loch*, *Die Herrschaftswiese* and *Grosse Damm Wiesen* (Bavaria), the frontier reaches, about 1740 metres further on, the straight line joining the two twin quandrangular boundary stones placed on either side of the Lauter, to the west of the alignment of an embankment in Bavaria known as *Der grosse Damm*, and of a smaller embankment in France.

The meeting point of the median line with this straight line is the point of contact of the two French communes of SCHEIBENHARD and LAUTERBOURG with the two Bavarian communes of SCHEIBENHARDT and BERG.

Article 35.

Frontier between the French Commune of LAUTERBOURG and the Bavarian Commune of BERG.

(Plans Nos. 55, 56, 57, 58, 59 and 60.)

From the point where the median line of the Lauter intersects the alignment of the two twin four-way boundary stones placed on the French and Bavarian banks respectively, at about 60 m. from the alignment of an embankment in Bavaria known as *Der grosse Damm* and of a small embankment in France, this being the point of contact between the two French Communes of SCHEIBENHARD and LAUTERBOURG and the two Bavarian Communes of SCHEIBENHARDT and BERG, the frontier descends the course of the river for a distance of about 970 m. between the meadows of *Gebirgswiese* (France) and *Die Gebirgswiesen* (Bavaria) as far as the alignment of the two twin boundary stones No. 1 (Plan No. 56), of which one is situated in France to the north and in the neighbourhood of the Wissembourg-Lauterbourg railway, and the other on the opposite bank of the Lauter.

Leaving the median line of the river at its point of intersection with the above-mentioned alignment, the frontier, which runs in a straight line from boundary stone to boundary stone until the point where it reaches the Lauter. (Boundary stone No. 44), takes a northerly direction and passes through twin boundary stone No. 1, on the left bank, and the boundary stones Nos. 2, 3, 4, 4/1 and 5 between the lands of *Lauterwies* (France) *Die Gebirgswiesen* and *Schaafthof Aecker* (Bavaria).

From boundary stone No. 5, situated on the southern edge of the Scheibenhardt-Neu-Lauterbourg road, where it takes an easterly direction, the frontier skirts, on one side, this road, which remains in Bavaria, and on the other the lands of *Die Bann-Weide* (France) up to boundary stone No. 14. passing through boundary stones Nos. 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13. At boundary stone No. 14, leaving the road, it runs obliquely across a bank, at the foot of which is situated boundary stone No. 15.

Thence, taking a southerly direction, it proceeds to boundary stone No. 16, skirting the foot of this bank.

At this boundary stone, situated about 15 m. to the north of the Wissembourg-Lauterbourg railway, the frontier resumes a general easterly direction ; it passes through boundary stone No. 17; the boundary stones numbered 18, 19 and 20, along the gardens of the Bavarian hamlet of Neu-Lauterburg to the north of the meadows of *Obere Ohligwies* (France), through boundary stone No. 21 situated at the south-west angle of a house in Bavaria [1] ; it then traverses a shed, and reaches, at the north end of an orchard hedge in France, boundary stone No. 22 situated on the western border of the Lauterbourg-Landau road ; then it crosses that road and reaches boundary stone No. 23 on the eastern border of the road.

Thence, describing towards the north a curve which gradually bends round to the south-east, it passes through the boundary stones numbered 24, 25, 26, 27, and 28 ; from the latter it runs along the summit of a bank on the top of which are boundary stones Nos. 29, 30, 31 and 32, on the outskirts of a spinney situated in France.

Thence, descending to boundary stone No. 33, it changes direction at that stone towards the south-west, and reaches boundary stone No. 34, where it resumes a general south-easterly direction up to boundary stone No. 40, passing through the boundary stones numbered 35, 35/1 (Plan No. 57), 36, 37, 38, 39 and 40, which are situated on the top of a bank between the meadows of *Ohligwies* (France) and *Stolzenacker* (Bavaria).

From boundary stone No. 40 to boundary stone No. 43, situated at the top of the same bank, which partly overhangs the Lauter, the frontier follows an easterly and north-easterly direction, passing by the boundary stones numbered 41 and 42.

At boundary stone No. 43, changing direction towards the south, the frontier leaves this bank, at the foot of which is a boundary stone numbered 44 facing another boundary stone bearing the same number on the right bank of the Lauter. The frontier follows the alignment of these two twin boundary stones until it meets the median line of the river, which it follows, as before. Passing between the meadows of *Ohligwies, Heidenwoog* (France) and *Die Wasserhölle, Die Fahrwiese* and *Die Schweitzerwiese* (Bavaria), it reaches at a distance of about 650 m. the alignment of the two boundary stones No. 45, placed on either side of the Lauter, near an old embankment named *Der Schlieren Damm* (Bavaria) at

[1] See the remarks at the end of the Article.

the point where the river formerly separated into two branches ; these are known respectively as the *Lauter*, which remains in Bavaria, and the *Vieille Lauter* which is followed by the frontier. At present the bed of this second branch, which, in its first part is not very easily recognisable, is marked by the frontier stones.

Leaving the median line of the Lauter at the above-mentioned intersection, the frontier, assuming a general southerly direction, passes through the twin boundary stone No. 45 South, and, proceeding in a straight line from boundary stone to boundary stone, follows the old bed of the *Vieille Lauter*, in which have been placed the boundary stones numbered 46, 47, 47/1, 47/2, 47/3, 47/4, 47/5, 47/6, 47/7, 47/8, 47/9, 47/10 and 48. Thence, mounting the northern bank of the Lauterbourg-Germersheim railway, it reaches boundary stone No. 49, crosses the railway at right angles and passes through boundary stone No. 50, leaving in France the small bridge on which this railway crosses the present bed of the Vieille Lauter.

From boundary stone No. 50 the frontier, descending in a straight line from the railway bank, reaches a point mid-way between the two twin boundary stones No. 51.

From this point onwards it follows the sinuosities of the former bed of the Vieille Lauter flanked by the twin boundary stones numbered 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 and 59, leaving in Bavaria the lands of *Bornbügelwiesen, Das Bornbügel, Breites Wehr* and *Das Dreck Wehrel.* Between the pairs of boundary stones Nos. 52 and 53, at the apex of a salient forming part of the former *Wissembourg Lines*, about 35 m. to the west of the frontier, is situated triangulation mark Lauterbourg I.

At the level of the two boundary stones Nos. 59, the frontier changes direction towards the north-east, and continuing to follow the median line of the Vieille Lauter, passes between the twin boundary stones numbered 60, 61 and 62 (Plan No. 58), a few metres below which the off-let canal of the Vieux Rhin joins the Vieille Lauter.

Continuing to follow the latter's median line between the lands of *Fahr Wehr, Salmen Wehr* and *Stumpfwies* (France) and *Breiten Wehr, Die Langwiese, Die Löcher, Die Oepfenau, Pommes Aecker* and *Oepfenauer Theiler* (Bavaria, plan No. 59) the frontier passes through the central point of the bridge called *Wehr-Brücke*, on either side of which have been placed, at about 1,790 m. from the foregoing, the two twin boundary stones No. 63, one of them being on the French bank on the eastern edge of the road crossing the bridge, and the other being in Bavaria, also on the eastern edge of the road, on the southern slope of the embankment of the Vieille Lauter.

Thence, descending the course of the river, which passes between the meadows of *Wehr Wiesen* (France, plan No. 60) *Die Schanzen Theiler* and *Das Kriegs Wehr* (Bavaria), the frontier reaches the straight line joining two twin three-way boundary stones, one of them being in the meadows on the French side, and the other in Bavaria at the top of the embankment of the Vieille Lauter.

The point at which the median line of the river meets the alignment of these two boundary stones is the point of contact between the French commune of LAUTERBOURG and the Bavarian communes of BERG and NEUBURG.

REMARK. — Between boundary stones Nos. 21 and 22, are situated : in Bavaria, a building whose southern gable is only a few centimetres distant at certain points from the frontier ; in Bavaria, a second building, adjoining the first, and bordering on the frontier for about 12 m. ; in France, a shed adjoining the second building, and traversed by the frontier. These buildings, although permitted to remain in their present state, may not be rebuilt (See Article 36 of the Treaty).

Article 36.

Frontier between the French commune of LAUTERBOURG and the Bavarian commune of NEUBURG.

(Plan No. 60.)

Starting from the meeting point of the median line of the Vieille Lauter and of the straight line joining the three-way boundary stones situated respectively in the meadows in France, and on the top of the river embankment in Bavaria (this being the point of contact of the French commune of LAUTERBOURG with the Bavarian communes of BERG and NEUBURG), the frontier, following the median line of the Vieille Lauter, passes through the centre of the sluice bridge of the Rhine embankment, where reference marks Nos. 1 and 2 are incised on the inner faces of the two parapets, and reaches the junction of the rivers with the Rhine, on either side of which point twin three-way boundary stones have been placed.

From a point midway between these two boundary stones, the frontier, cutting the Rhine almost at right angles to its banks, proceeds in a straight line towards the third three-way boundary stone

situated on the right Baden bank of the river, at the level of the two last-mentioned stones, until it meets the axis of the talweg of the regulated portion of the Rhine.

At this point of intersection ends of the second Section of the frontiers between France and Germany (frontier between France and Bavaria), and here begins the frontier between France and Baden (third Section of the frontiers with Germany).

This point of intersection is at the same time the point of contact between the French commune of LAUTERBOURG (canton of Lauterbourg, arrondissement of Wissembourg, Department of Bas-Rhin), the Bavarian commune of NEUBURG (Bezirksamt of Germersheim, Regierungsbezirk of Pfalz) and the Baden commune of AU (Bezirksamt of Rastatt, Kreis of Baden).

REMARK. — The French three-way boundary stone on the left bank of the bank of the Rhine has been placed 136 m. 80 below kilometre stone 184 (French system); the Baden triangular boundary stone on the right bank of the Rhine has been placed 63 m. 05 below kilometre stone 182 (German system).

It may be noted that the point of contact between France and the two German States of Bavaria and Baden, which is defined in this Article and in Article 18 of the Third Section, was situated in 1922 in the Rhine about 197 m. from a point midway between the two three-way boundary stones on the left bank and about 65 m. from the three-way boundary stone on the right bank.

(c) THIRD SECTION OF THE FRONTIER. FRONTIER BETWEEN FRANCE AND BADEN.

Article 1.

Frontier between the French arrondissement of MULHOUSE (Department of Haut-Rhin) and the Baden Bezirksamt of LÖRRACH (Kreis of Lörrach).

(Maps Nos 1 and 2.)

The third section of the frontier between France and Germany (frontier between France and Baden), begins at the level of Huningue-Weil on the alignment of boundary stones Nos. 1 and 2 (between Baden and Switzerland, situated on the right bank of the Rhine), prolonged on the left bank of the Rhine, and marked by a backward boundary stone R. M. 1.

Boundary stone No. 1 between the Baden commune of WEIL and the Swiss commune of BASLE TOWN is situated about 41 m. from the upper crest of the bank along the right shore of the Rhine; boundary stone No. 2 stands 155 m. 86 to the east, on the eastern edge of the Rheinstrasse of Petit-Huningue. The backward boundary stone R. M. 1. stands on the left bank of the Rhine, quai de la République, 303 m. 60 to the west of boundary stone No. 1.

The starting point of the boundary in the Rhine is at the intersection of the alignment of boundary stones Nos. 2 and 1, prolonged in the direction of the backward boundary stone R. M. 1., with the axis of the talweg.

This starting point is also the point of contact of the French commune of HUNINGUE (canton of Huningue, arrondissement of Mulhouse, Department of Haut-Rhin), with the Baden commune of WEIL (Bezirksamt of Lörrach, Kreis of Lörrach).

When the axis of the talweg lies in the right half of the surface of the water at its mean level, the French commune of HUNINGUE is in contact with the Swiss commune of BASLE TOWN.

From this starting point in the Rhine, the frontier follows the axis of the talweg donwstream, passing through the boat-bridge between Huningue and Weil after about 180 m., and through the bridge of the railway from Saint-Louis to Weil-Leopoldshöhe after about 1 km. The frontier line is in contact, on the French side, with the communes of HUNINGUE, VILLAGE-NEUF (Neudorf), ROSENAU (canton of Huningue) and KEMBS (canton of Landser), and on the German side, with the Baden communes of WEIL, HALTINGEN, MÄRKT, KIRCHEN, EFFRINGEN, ISTEIN, HUTTINGEN and KLEIN KEMS (Bezirksamt of Lörrach); it leaves the territory of the Bezirksamt of Lörrach at the point of contact of the Baden communes of KLEIN KEMS (Bezirksamt of Lörrach) and RHEINWEILER (Bezirksamt of Müllheim) with the French communes of KEMBS (Canton of Landser) and of NIFFER (Canton of Habsheim, Arrondissement of Mulhouse).

REMARKS. — (1) On the boat-bridge the limit of sovereignty is equidistant from the outer surfaces of the moorings and on the railway bridge, at the central point of the total length of the principal bays. It is indicated by a tablet placed at the points mentioned above.

(2) The position of boundary stones Nos. 1 and 2 (Baden-Switzerland), and of the reference boundary stone R. M. 1. is indicated in a Protocol dated September 18, 1922, concerning the fixing of the frontier point in the Rhine near Weil and Huningue.

Article 2.

Frontier between the French Arrondissement of MULHOUSE and the Baden Bezirksamt of MÜLLHEIM.

(Maps Nos. 2 and 3.)

From the point of contact of the Baden communes of KLEIN KEMS (Bezirksamt of Lörrach) and RHEINWEILER (Bezirksamt of Müllheim), with the French communes of KEMBS (canton of Landser) and NIFFER (canton of Habsheim, Arrondissement of Mulhouse), the frontier follows downstream the axis of the talweg of the Rhine. On the French side it is in contact with the communes of NIFFER, PETIT LANDAU, HOMBOURG, OTTMARSHEIM, BANTZENHEIM and CHALAMPE (Eichwald) (Canton of Habsheim), and with the Baden communes of RHEINWEILER, BAMLACH, BELLINGEN, STEINENSTADT and NEUENBURG ; it passes through the bridge of the Mulhouse-Müllheim railway between Chalampé and Neuenburg, and, about 300 m. further on through the boat-bridge between the same communes. It leaves the territory of the Arrondissement of Mulhouse at the point of contact of the French communes of CHALAMPE (Canton of Habsheim, Arrondissement of Mulhouse) and RUMERS-HEIM-le-HAUT (Canton of Ensisheim, Arrondissement of Guebwiller), with the Baden commune of NEUENBURG (Bezirksamt of Müllheim).

REMARK. — On the railway bridge the limit of sovereignty passes through the central point of the total length of the principal bays, and on the boat-bridge at an equal distance from the outer surfaces of the moorings ; it is indicated by a tablet placed at the points mentioned above.

Article 3.

Frontier between the French Arrondissement of GUEBWILLER and the Baden Bezirksamt of MÜLLHEIM.

(Map No. 3.)

From the point of contact of the French communes of CHALAMPE (Eichwald), (Canton of Habsheim, Arrondissement of Mulhouse) and of RUMERSHEIM-LE-HAUT (Canton of Ensisheim, Arrondissement of Guebwiller) with the Baden commune of NEUENBURG (Bezirksamt of Müllheim), the frontier follows the axis of the talweg of the Rhine downstream until it leaves the territory of the Bezirksamt of Müllheim and of the Kreis of Lörrach at the point of contact of the Baden communes of NEUENBURG (Bezirksamt of Müllheim) and GRISSEHEIM (Bezirksamt of Staufen, Kreis of Freiburg) with the French commune of BLODELSHEIM (Canton of Ensisheim, Arrondissement of Guebwiller).

Article 4.

Frontier between the French Arrondissement of GUEBWILLER and the Baden Bezirksamt of STAUFEN.

(Maps Nos. 3 and 4.)

From the point of contact of the Baden communes of NEUENBURG (Bezirksamt of Müllheim, Kreis of Lörrach) and GRISSHEIM (Bezirksamt of Staufen, Kreis of Freiburg) with the French commune of BLODELSHEIM (Canton of Ensisheim, Arrondissement of Guebwiller) the frontier enters the Kreis of Freiburg, follows the axis of the talweg of the Rhine downstream, passing by the French communes of BLODELSHEIM and FESSENHEIM and along the former communal preserves of the French commune of BLODELSHEIM on the right bank of the Rhine [1] and the Baden communes of GRISSHEIM,

[1] The proposed incorporation of the above-mentioned communal preserves in a Baden commune has not yet been effected.

ESCHBACH and BREMGARTEN until it leaves the territory of the Arrondissement of Guebwiller at the point of contact of the French communes of FESSENHEIM (Canton of Ensisheim, Arrondissement of Guebwiller) and BALGAU (Canton of Neuf-Brisach, Arrondissement of Colmar) with the Baden commune of BREMGARTEN (Bezirksamt of Staufen).

Article 5.

Frontier between the French Arrondissement of COLMAR and the Baden Bezirksamt of STAUFEN.

(Map No. 4.)

From the point of contact of the French communes of FESSENHEIM (Canton of Ensisheim, Arrondissement of Guebwiller) and BALGAU (Canton of Neuf-Brisach, Arrondissement of Colmar) with the Baden commune of BREMGARTEN (Bezirksamt of Staufen), the frontier follows the axis of the talweg of the Rhine downstream along the French communes of BALGAU and NAMBSHEIM and the Baden communes of BREMGARTEN and HARTHEIM, until it leaves the territory of the Bezirksamt of Staufen at the point of contact of the Baden communes of HARTHEIM (Bezirksamt of Staufen) and ALT-BREISACH (Bezirksamt of Breisach) with the French commune of GEISWASSER (Canton of Neuf-Brisach, Arrondissement of Colmar).

Article 6.

Frontier between the French Arrondissement of COLMAR and the Baden Bezirksamt of BREISACH.

(Map No. 4.)

From the point of contact of the Baden communes of HARTHEIM (Bezirksamt of Staufen) and ALT-BREISACH (Bezirksamt of Breisach) with the French commune of GEISWASSER (Canton of Neuf-Brisach, Arrondissement of Colmar) the frontier follows the axis of the talweg of the Rhine downstream along the French communes of GEISWASSER, VOGELGRUN, BIESHEIM (Canton of Neuf-Brisach) KUENHEIM, BALTZENHEIM and ARTZENHEIM (canton of Andolsheim, Arrondissement of Colmar) and the Baden communes of ALT-BREISACH, BURKHEIM and JECHTINGEN. It passes through bridge on the Colmar-Freiburg railway between Vogelgrun and Alt-Breisach, and, about 500 metres further downstream, through the boat-bridge between Biesheim and Alt-Breisach.

It leaves the territory of the arrondissement of Colmar and of the Department of Haut-Rhin at the point of contact of the French communes of ARTZENHEIM (Canton of Andolsheim, Arrondissement of Colmar) and of MARCKOLSHEIM (Canton of Marckolsheim, Arrondissement of Selestat, Department of Bas-Rhin) with the Baden commune of Gechtingen (Bezirksamt of Breisach).

REMARK. — On the railway bridge the limit of sovereignty is at the central point of the length of the principal bays, and on the boat-bridge, it is equidistant from the outer surfaces of the moorings. It is indicated by tablets placed at these points.

Article 7.

Frontier between the French Arrondissement of SELESTAT and the Baden Bezirksamt of BREISACH.

(Map No. 4.)

From the point of contact of the French communes of ARTZENHEIM (Canton of Andolsheim, Arrondissement of Colmar, Department of Haut-Rhin) and MARCKOLSHEIM (Canton of Marckolsheim, Arrondissement of Selestat, Department of Bas-Rhin) with the Baden commune of JECHTINGEN (Bezirksamt of Breisach), the frontier enters the territory of the Department of Bas-Rhin and follows the axis of the talweg of the Rhine downstream along the French commune of MARCKOLSHEIM and the Baden communes of JECHTINGEN and SASBACH. It passes through the boat-bridge between

MARCKOLSHEIM and SASBACH and leaves the territory of the Bezirksamt of Breisach at the point of contact of the Baden communes of SASBACH (Bezirksamt of Breisach) and WYHL (Bezirksamt of Kensingen) with the French commune of MACKENHEIM (Canton of Marckolsheim, Arrondissement of Selestat).

REMARK. — On the boat-bridge the limit of soveringty is equidistant from the outer surfaces of the moorings. It is indicated by tablets placed at this point.

Artilce 8.

Frontier between the French Arrondissement of SELESTAT and the Baden Bezirksamt of KENZINGEN.

(Maps Nos. 5 and 6.)

From the point of contact of the Baden communes of SASBACH (Bezirksamt of Breisach) and WYHL (Bezirksamt of Kenzingen), with the French commune of MACKENHEIM (Canton of Marckolsheim, Arrondissement of Selestat), the frontier follows the axis of the talweg of the Rhine downstream along the French communes of MACKENHEIM, ARTOLSHEIM, SCHŒNAU and SUNDHOUSE, and the Baden communes of WYHL, WEISWEIL, OBERHAUSEN and NIEDERHAUSEN. It passes through the boat bridge between the communes of Schœnau and Weisweil, and leaves the territory of the Bezirksamt of Kenzingen and the French Arrondissement of Selestat at the point of contact of the Baden commune of NIEDERHAUSEN (Bezirksamt of Kenzingen), and of the land belonging to the French commune of RHINAU on the right bank (Bezirksamt of Ettenheim), with the French communes of SUNDHOUSE (Canton of Marckolsheim, Arrondissement of Selestat) and RHINAU (Canton of Benfeld, Arrondissement of Erstein).

REMARK. — On the boat-bridge the limit of sovereignty is equidistant from the outer surfaces of the moorings. It is indicated by a tablet placed at this point.

Article 9.

Frontier between the French Arrondissement of ERSTEIN and the Baden Bezirksamt of ETTENHEIM.

(Maps Nos. 6 and 7.)

From the point of contact of the Baden commune of NIEDERHAUSEN (Bezirksamt of Kenzingen) and of the land belonging to the French commune of RHINAU on the right bank (Bezirksamt of Ettenheim) with the French communes of SUNDHOUSE (Canton of Marckolsheim, Arrondissement of Selestat) and RHINAU (Canton of Benfeld, Arrondissement of Erstein), the frontier follows the axis of the talweg of the Rhine downstream along the French commune of RHINAU, and on the Baden side along the above-mentioned piece of land belonging to RHINAU [1], and the commune of KAPPEL.

It passes through the boat-bridge between the communes of Rhinau and Kappel, and leaves the territory of the Bezirksamt of Ettenheim and the Kreis of Freiburg at the point of contact of the Baden communes of KAPPEL (Bezirksamt of Ettenheim, Kreis of Freiburg) and WITTENWEIER (Bezirksamt of Lahr, Kreis of Offenburg), with the French commune of RHINAU (Canton of Benfeld, Arrondissement of Erstein).

REMARKS. — (I) The land belonging to the French commune of Rhinau on the right bank of the Rhine will not be incorporated in the territorial preserves of a Baden commune (Article 26, paragraph 4).

(II) On the boat-bridge the limit of sovereignty is equidistant from the outer surfaces of the moorings. It is indicated by a tablet placed at this point.

Article 10.

Frontier between the French Arrondissement of ERSTEIN
and the Baden Bezirksamt of LAHR.

(Maps Nos. 7 and 8.)

From the point of contact of the Baden communes of KAPPEL (Bezirksamt of Ettenheim, Kreis of Freiburg) and WITTENWEIER (Bezirksamt of Lahr, Kreis of Offenburg) with the French communes of RHINAU (Canton of Benfeld, Arrondissement of Erstein), the frontier enters the Baden Kreis of Offenburg, and follows the axis of the talweg of the Rhine downstream along the French communes of RHINAU (Canton of Benfeld), DAUBENSAND, GERSTHEIM, ERSTEIN (Canton of Erstein) and PLOBSHEIM (Canton of Geispolsheim), and on the Baden side the communes of WITTENWEIER, NONNENWEIER, OTTENHEIM, MEISSENHEIM and ICHENHEIM. It passes through the boat-bridge between Gerstheim and Ottenheim, and leaves the territory of the Bezirksamt of Lahr at the point of contact of the Baden communes of ICHENHEIM (Bezirksamt of Lahr) and ALTENHEIM (Bezirksamt of Offenburg) with the French commune of PLOBSHEIM (Canton of Geispolsheim, Arrondissement of Erstein).

REMARK. — On the boat-bridge the limit of sovereignty is equidistant from the outer surfaces of the moorings. It is indicated by a tablet placed at this point.

Article 11.

Frontier between the French Arrondissement of ERSTEIN
and the Baden Bezirksamt of OFFENBURG.

(Map No. 8.)

From the point of contact of the Baden communes of ICHENHEIM (Bezirksamt of Lahr) and ALTENHEIM (Bezirksamt of Offenburg) with the French commune of PLOBSHEIM (Canton of Geispolsheim, Arrondissement of Erstein), the frontier follows the axis of the talweg of the Rhine downstream, along the French communes of PLOBSHEIM and ESCHAU, and the Baden commune of ALTENHEIM, until it leaves the territory of the Arrondissement of Erstein at the point of contact of the French communes of ESCHAU (Canton of Geispolsheim, Arrondissement of Erstein), and of STRASBURG-SOWN (Canton and Arrondissement of Strasburg), with the Baden commune of ALTENHEIM (Bezirksamt of Offenburg).

Article 12.

Frontier between the French Arrondissement of STRASBURG
and the Baden Bezirksamt of OFFENBURG.

(Maps Nos. 8 and 9.)

From the point of contact of the French communes of ESCHAU (Canton of Geispolsheim, Arrondissement of Erstein) and of STRASBURG-TOWN (Canton and Arrondissement of Strasburg), with the Baden commune of ALTENHEIM (Bezirksamt of Offenburg), the frontier follows the axis of the talweg of the Rhine along the French commune of STRASBURG-TOWN and the Baden communes of ALTENHEIM and MARLEN, until it leaves the territory of the Bezirksamt of Offenburg at the point of contact of the Baden communes of MARLEN (Bezirksamt of Offenburg) and KEHL (Bezirksamt of Kehl) with the French commune of STRASBURG TOWN (Canton and Arrondissement of Strasburg).

Article 13.

Frontier between the French Arrondissement of STRASBURG and the Baden Bezirksamt of KEHL.

(Map No. 9.)

From the point of contact of the Baden communes of MARLEN (Bezirksamt of Offenburg) and KEHL (Bezirksamt of Kehl), with the French commune of STRASBURG-TOWN (Canton and Arrondissement of Strasburg), the frontier follows the axis of the talweg of the canalised Rhine downstream along the French commune of STRASBURG TOWN and the Baden communes of KEHL, AUENHEIM and LEUTESHEIM.

Opposite Kehl it passes through the permanent *Kehl Bridge* between Strasburg and Kehl, and about 50 m. lower through the railway bridge of the Strasburg-Kehl-Appenweiler line, between the same communes. It leaves the territory of the Arrondissement of Strasburg at the point of contact of the French communes of STRASBOURG TOWN (Canton and Arrondissement of Strasburg) and LA WANTZENAU (Canton of Brumath, Arrondissement of Strasburg-Rural), with the Baden communes of LEUTESHEIM and HONAU (Bezirksamt of Kehl).

REMARKS. — On the two bridges the limit is at the central point of the total length of the principal bays. It is indicated by a tablet placed at this point.

Below the port of Strasburg, the *talweg* in the canalised Rhine is indicated by stakes, and from there until the end of the frontier, the variations in the axis of the *talweg* due to the natural action of the water are unimportant.

Article 14.

Frontier between the French Arrondissement of STRASBURG-RURAL and the Baden Bezirksamt of KEHL.

(Maps Nos. 9 and 10.)

From the point of contact of the Baden communes of LEUTESHEIM and HONAU (Bezirksamt of Kehl), with the French communes of STRASBURG-TOWN (Canton and Arrondissement of Strasburg) and LA WANTZENAU (Canton of Brumath, Arrondissement of Strasburg-Rural), the frontier follows the axis of the talweg of the canalised Rhine downstream along the French communes of LA WANTZENAU and GAMBSHEIM, and the Baden communes of HONAU, DIERSHEIM and FREISTETT. It passes through the boat-bridge between the communes of Gambsheim and Freistett, and leaves the territory of the Arrondissement of Strasburg-Rural at the point of contact of the French communes of GAMBSHEIM (Canton of Brumath, Arrondissement of Strasburg-Rural) and OFFENDORF (Canton of Bischwiller, Arrondissement of Haguenau), with the Baden commune of FREISTETT (Bezirksamt of Kehl).

REMARK. — On the boat-bridge the limit of sovereignty is equidistant from the outer surfaces of the moorings. It is indicated by a tablet placed at this point.

Article 15.

Frontier between the French Arrondissement of HAGENAU and the Baden Bezirksamt of KEHL.

(Map No. 10.)

From the point of contact of the French communes of GAMBSHEIM (Canton of Brumath, Arrondissement of Strasburg-Rural) and OFFENDORF (Canton of Bischwiller, Arrondissement of Haguenau), with the Baden commune of FREISTETT (Bezirksamt of Kehl), the frontier follows the axis of the talweg of the canalised Rhine downstream along the French communes of OFFENDORF and DRUSENHEIM, and the Baden communes of GAILING, HEIMLINGEN, SCHERZHEIM,

LICHTENAU and GRAUELSBAUM, until it leaves the territory of the Bezirksamt of Kehl (Kreis of Offenburg), at the point of contact of the Baden communes of GRAUELSBAUM (Bezirksamt of Kehl) and GREFFERN (Bezirksamt of Bühl), with the French commune of DRUSENHEIM (Canton of Bischwiller, Arrondissement of Haguenau).

Article 16.

Frontier between the French Arrondissement of HAGUENAU and the Baden Bezirksamt of BÜHL.

(Maps Nos. 10 and 11.)

From the point of contact of the Baden communes of GRAUELSBAUM (Bezirksamt of Kehl) and GREFFERN (Bezirksamt of Bühl), with the French commune of DRUSENHEIM (Canton of Bischwiller, Arrondissement of Haguenau), the frontier enters the Kreis of Baden, and follows the axis of the talweg of the canalised Rhine downstream along the French communes of DRUSENHEIM, DALHUNDEN and FORT LOUIS, and the Baden communes of GREFFERN and STOLLHOFEN. It passes through the boat-bridge between the communes of DRUSSENHEIM and GREFFERN, and leaves the territory of the Bezirksamt of Bühl at the point of contact of the Baden communes of STOLLHOFEN (Bezirksamt of Bühl) and SOELLINGEN (Bezirksamt of Rastatt), with the French commune of FORT LOUIS (Canton of Bischwiller, Arrondissement of Haguenau).

REMARK. — On the boat-bridge the limit of sovereignty is equidistant from the outer surfaces of the moorings. It is indicated by a tablet placed at this point.

Article 17.

Frontier between the French Arrondissement of HAGUENAU and the Baden Bezirksamt of RASTATT.

(Map No. 11.)

From the point of contact of the Baden communes of STOLLHOFEN (Bezirksamt of Bühl) and SOELLINGEN (Bezirksamt of Rastatt), with the French commune of FORT LOUIS (Canton of Bischwiller, Arrondissement of Haguenau), the frontier follows the axis of the talweg of the canalised Rhine downstream along the French communes of FORT LOUIS and NEUHAEUSEL, and the Baden communes of SOELLINGEN and HUEGELSHEIM, until it leaves the territory of the Arrondissement of Haguenau at the point of contact of the French communes of NEUHAEUSEL (Canton of Bischwiller), Arrondissement of Haguenau) and BEINHEIM (Canton of Seltz, Arrondissement of Wissembourg), with the Baden commune of HUEGELSHEIM (Bezirksamt of Rastatt).

Article 18.

Frontier between the French Arrondissement of WISSEMBOURG and the Baden Bezirksamt of RASTATT.

(Maps Nos. 11 and 12.)

From the point of contact of the French communes of NEUHAEUSEL (Canton of Bischwiller, Arrondissement of Haguenau) and BEINHEIM (Canton of Seltz, Arrondissement of Wissembourg), with the Baden commune of HUEGELSHEIM (Bezirksamt of Rastatt), the frontier follows the axis of the talweg of the canalised Rhine downstream along the French communes of BEINHEIM, SEITZ, MUNCHHAUSEN (Canton of Seltz), MOTHERN and LAUTERBOURG (Canton of Lauterbourg), the Baden commune of HUEGELSHEIM, the former communal preserves of the French commune of BEINHEIM on the right bank (1), the Baden communes of IFFEZHEIM, WINTERSDORF and

PLITTERSDORF, the former communal preserves of the French communes of MUNCHHAUSEN and MOTHERN on the right bank, and finally the Baden commune of AU.

It passes through the railway bridge of the Haguenau-Roppenheim-Rastatt line between the communes of BEINHEIM and WINTERSDORF, and about 5 km. lower, through the boat-bridge between the communes of SEITZ and PLITTERSDORF (2).

Opposite the confluence of the Vieille Lauter and the Rhine, it reaches three-way boundary stones, two of which are twin stones situated on the left bank of the Rhine on each side of its confluence with the Vieille Lauter, while the third stands opposite, on the right Baden bank of the Rhine (3).

The straight line joining the point midway between the two twin boundary stones on the left bank and the boundary stone situated on the right bank, crosses the Rhine almost at right angles, and intersects the axis of the talweg of the canalised Rhine ; this point marks the end of the third section of the frontier (frontier between France and Baden).

This intersection is the point of contact of the frontier of three countries, France, Baden and Bavaria (Palatinate). It is also the point of contact between the French commune of LAUTERBOURG (Canton of Lauterbourg, Arrondissement of Wissembourg), the Baden commune of AU (Bezirksamt of Rastatt, Kreis of Baden), and the Bavarian commune of NEUBURG (Bezirksamt of Germersheim).

The same point also marks the end of the second section of the frontier between France and Germany (frontier between France and Bavaria).

REMARKS. — (1) The contemplated incorporation in Baden preserves of the former communal preserves on the right bank belonging to the French communes of Beinheim, Munchhausen and Mothern has not yet been effected.

(2) On the boat-bridge the limit of sovereignty is equidistant from the onter surfaces of the moorings, and on the railway bridge, at the central point of the total length of the principal bays. It is indicated by a tablet placed at these points.

(3) The Baden theree-way boundary stone situated on the right bank of the Rhine is 63 m. 05 below kilometre stone 182 (German system). The French three-way boundary stone on the left bank of the Rhine is 136 m. 80 below kilometre stone 184 (French system). It may be noted that the point of contact between France and the two German States of Baden and Bavaria, which is defined in this Article and in Article 36 of the second section, was situated in 1922 in the Rhine at about 197 m. from the point midway between the two three-way boundary stones on the left bank and at about 65 m. from the three way boundary stone on the right bank.

ANNEX IV.

DELIMITATION OF THE FRONTIER.

(Article 9).

I. PREVIOUS DOCUMENTS TAKEN INTO CONSIDERATION IN DERTEMINING THE FRONTIER LINE.

In determining the frontier line the following documents have been taken into consideration in conformity with Article 51, paragraph 2 of the Treaty of Versailles.

A. For the first section of the frontier :

(1) Final Convention between France and Prussia signed at Saarbruck on October 23rd, 1928, to settle the boundaries of the two States in conformity with the stipulations of the Treaties of Paris of May 30, 1814, and November 20, 1815, and in pursuance of the Declaration signed at Paris on June 11, 1827.

(2) *Procès-verbaux* of delimitation and demarcation dated July 31st, 1833, and drawn up in execution of the Final Convention of October 23rd, 1829.

(3) Atlas of frontier plans attached to the *procès-verbaux* of delimitation and demarcation and drawn up in 1833 in execution of the Final Convention of October 23rd, 1829.

B. For the second section of the frontier :

(1) Final Convention between France and Bavaria signed at Wissembourg on December 9, 1825, to settle the boundaries of the two States in conformity with the stipulations of the Treaties of Paris of May 30, 1814, and November 20, 1815, and in pursuance of the separate Convention signed at Paris on July 5, 1825.

(2) *Procès-verbaux* of delimitation and demarcation of September 16 to 20, 1828.

(3) Atlas of plans for the demarcation of the frontiers between France and Rhenish Bavaria begun in 1826 and completed in 1828 (scale 1/2500).

(4) Convention concluded on February 4, 1848, between France and Bavaria for the construction and operation of a railway from Wissembourg to Speyer.

C. For the third section of the frontier :

(1) Convention concluded and signed at Karlsruhe on April 5, 1840, between France and the Grand Duchy of Baden to settle the boundaries between the two States.

(2) Convention between the Grand Duchy of Baden and France concerning the exercise of the right of ownership of the subjects and communes of each of the two States over the constructions and embankments of the Rhine, dated February 25, 1857.

(3) Convention between the Grand Duchy of Baden and France for the construction of bridges on the Rhine, dated July 2, 1857.

(4) Convention between the Grand Duchy of Baden and France for the construction of a fixed bridge on the Rhine and of a railway between Strasburg and Kehl, dated November 16, 1857.

(5) Declaration relating to the limit of sovereignty on the bridges of the Rhine exchanged on January 26, 1861, as a result of the Convention of November 16, 1857, between France and the Grand Duchy of Baden.

D. In general, for all three sections, any records which can still be found of verifications of boundary stones prior to July 18, 1870.

II. Rules for the demarcation of the frontier line.

Boundary marks.

The boundary marks employed to determine the frontier line on the ground consist of boundary stones, or reference marks cut on rocks or bridges.

The boundary marks subsisting from previous demarcations have been retained.

Boundary stones.

The boundary stones whether old or new are all of hewn stone and as a rule present the characteristics indicated on the attached plate.

They may be classified, according to the position they occupy on the frontier line, as three-way or four-way boundary stones, principal boundary stones and intermediate boundary stones.

These three categories of boundary stones are in certain cases employed in pairs ; they are then described as " twin " boundary stones.

Three-way and four-way boundary stones.

Three-way boundary stones indicate the point of contact of two French communes or two German communes or Bürgermeistereien with a third district situated in the other State.

They are triangular in shape. On each side is incised the initial letter of the country which it faces and below this letter, the initial letter of the adjacent commune or Bürgermeisterei.

Four-way boundary stones indicate the point of contact of 4 communes or Burgermeistereien. They are quadrangular in shape, and bear letters denoting the country and commune in the same manner as three-way boundary stones.

Three-way and four-way boundary stones are not marked with any serial number ; from them begin and end the series of numbers assigned to the principal boundary marks in the manner described below.

As a rule rays, or direction lines, cut on the top of these boundary stones indicate the general direction of the neighbouring frontier marks, and that of the communal boundaries which begin at the intersection of these lines.

Principal Boundary Stones.

Principal boundary stones are placed at the apexes of the main angles formed by the frontier line. They are quadrangular in shape, and bear on each of the two sides parallel with the frontier line the initial letter of the country which the side faces. The boundary stone's serial number is incised on the third side ; that facing the preceding boundary mark, and the fourth side bears the year in which the boundary stone was set up or replaced.

On the first two sections of the frontier the old numbering of the boundary stones has been kept as it was before. The numbers incised on the boundary stones form a series in the usual numerical order between two consecutive three-way or four-way boundary stones, No. 1 being always assigned to the first western stone in each series.

When boundary stones have been interpolated in a series of old numbers, the latter numbers have been changed. In some cases, however, so as not to involve too numerous changes, the new stones have been given the number of the previous boundary mark, below which another number has been placed, the stones thus being numbered $\frac{23}{1}$, $\frac{23}{2}$, etc.

The rays, or direction lines, cut on the top of the boundary stones indicate the general direction of the neighbouring boundary marks.

Intermediate Boundary stones.

Intermediate boundary stones are placed in principle on the straight lines joining two consecutive principal boundary stones, or a principal and a three-way boundary stone.

But in many cases, for reasons of economy, intermediate boundary stones have been placed at the apexes of angles of lesser importance or very close to one another, whose position had not yet been fixed. They then play the part of principal boundary stones.

Intermediate boundary stones only carry the number of the preceding principal boundary stone, under which is placed another number. Their serial number thus takes the form of a fraction. If the preceding principal boundary stone is a three-way stone, the numerator consists of a triangle.

When intermediate boundary stones act as principal boundary stones, like the latter, they carry, on their lateral surfaces the initial letters of the country in addition to their serial number in the form of a fraction.

Twin Boundary stones.

When the frontier is only demarcated laterally, as explained in the paragraph below headed " Lateral Demarcation ", three-way or four-way, principal or intermediate boundary stones are employed in pairs and placed face to face on the territory of each State ; they are then described as " twin " three-way, principal or intermediate boundary stones.

The two twin boundary stones in each pair carry the same number, and the letter of the country on which the stone is situated ; the side facing the adjacent State bears no inscription.

When one of the twin stones is situated on the actual frontier line, it serves at the same time to indicate the direction of the frontier at that place, and is then marked as an ordinary principal boundary stone with the initials of both countries.

In certain cases, where the frontier changes direction at the junction of two frontier water courses, or two frontier roads, it has been marked by three " triple " boundary stones, subject to the same rules as twin stones.

Reference Marks.

Reference marks, whether simple or in the form of a cross, take the place of boundary stones when it has not been possible to use the latter owing to the rocky nature of the soil or when the frontier passes through a bridge. These reference marks have the initials of the country and serial numbers according to the same rules as the boundary stones which they replace.

On the third section of the frontier, tablets are placed on the middle of the Rhine bridges bearing the inscription in both languages, " Centre of the Bridge ", and reference mark.

Documents concerning the Demarcation.

When determining the frontier in the first and second sections, sketches were drawn by hand, showing the characteristics and dimensions of all the boundary marks. These sketches have been made

up into booklets which are annexed to the originals of the plans deposited in the archives of the two Governments.

A manuscript register of the boundary marks, showing the measurements (angles and distances) between each of the marks, has also been deposited with the original plans in the archives of both Governments.

METHOD OF DEMARCATION.

Direct Demarcation.

In principle, each boundary mark is placed exactly on the frontier line and determines, directly, a point on the frontier.

This point coincides with the centre of the upper surface of each boundary stone placed vertically. It is generally indicated by the intersection of the rays cut on the top of the stone.

In the case of reference marks, the frontier point is determined by the intersection of the two rays. When the reference mark is single, or is cut on a vertical surface such as the parapet of a bridge, the frontier line passes through the centre of the incisure.

The frontier line proceeds in a straight line between the centres of two boundary marks, and is represented on the plans by a continuous straight line. Any exceptions to this general rule are expressly indicated in the General Description of the frontier ; in these exceptional cases the frontier line is represented on the plans by a broken line.

Lateral Demarcation.

When the frontier is formed by the median line of a road or of a non-navigable watercourse, it has not been possible to place boundary stones upon its course. The frontier line is then indicated laterally by " twin " boundary marks placed opposite one another on French and German territory respectively.

The frontier point indicated in this manner is situated in the centre of the straight line joining the centres of the two boundary marks. In the General Description of the frontier this point is described as the " point midway between the twin boundary stones or the twin reference marks ". If it has not been possible to place the two boundary marks on either side of, or at an equal distance from, the frontier point, as usually occurs in the case of waterways, the fact is mentioned in the Description of the frontier.

The frontier proceeds in a straight line from the point midway between the two twin boundary marks to the point midway between the following pair or to the centre of the following boundary mark ; the exceptions to this rule are indicated in the general description of the frontier, and are shown on the plans by a broken line.

ANNEX V.

(Article 41)

A. FRONTIER ROADS.

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German Bürgermeisterei or commune	Description on the French side	Section of road to be kept in repair by: France, Boundary stone Nos. From No.	France, To No.	Germany, Boundary stone Nos. From No.	Germany, To No.	Remarks
				1st *Section* :					
1	1	Apach	Perl	Country road	15	20	20	24	
3	2	Merschwiller	Perl	Country road	2	4	△	2	
4	4	Merschwiller	Orscholz	Country road	1	2	—	—	
5	4	Merschwiller	Orscholz	Country road	12	13	11	12	
6	5	Manderen	Orscholz	Country road	6	7	2	6	
6	5	Manderen	Orscholz	Country road	8	9	—	—	
8	6	Launstroff	Orscholz	Country road	△	3	—	—	No longer in use
9	6	Launstroff	Orscholz	Ordinary by-road No. 5	3	7	—	—	
9	6	Launstroff	Orscholz	Ordinary by-road No. 2	7	7/1	—	—	
9	6	Launstroff	Orscholz	Country road	7/1	11	11	△ Saar	
				2nd *Section* :					
10	6	Walschbronn	Kröppen	Country road	—	—	10	11	
11	7	Walschbronn	Schweix	Ordinary by-road No. 4 from Walschbronn	—	—	—	—	No longer in use
13, 14, 15	8	Liederschiedt	Schweix	Country road	7	9	9	△	
15	9	Liederscheidt	Hilst	Country road	—	—	△	△	
15, 16	10	Roppeviller	Hilst	Forest Road	7	12	△	7	Classified on the French side as main road No. 106 but not constructed.

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German Bürgermeisterei or commune	Description on the French side	Section of road to be kept in repair by: France — Boundary stone Nos. From No.	France — To No.	Germany — Boundary stones No. From No.	Germany — To No.	Remarks
35	23	Wingen	Bobenthal	Forest road	9	12	7	9	On the French side the estate of *Kirchenwald* Dahn is responsible for the upkeep of this road.
42	26	Wissembourg	Schweigen	Country road	—	—	61	62	
42	26	Wissembourg	Schweigen	Country road	—	—	73	74	
42	26	Wissembourg	Schweigen	Country road	—	—	75	76	
42	26	Wissembourg	Schweigen	Country road	—	—	79	80	
42	26	Wissembourg	Schweigen	Highway No. 63 (old track)	85/1	86	85	85/1	
43	26	Wissembourg	Schweigen	Country road	94	△	—	—	
43	27	Wissembourg	Schweighofen	Country road	△	2	2	△	
43, 44	28	Altenstadt	Schweighofen	Country road	Half kept in repair by each of the two communes				

B. ROADS SKIRTING THE FRONTIER OR CROSSING IT.

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German Bürgermeisterei or commune	Description on the French side	Limit of upkeep by France	Limit of upkeep by Germany	Remarks
				1st *Section* :			
1	1	Apach	Perl	Ordinary by-road No. 1 from Apach, cuts the frontier between boundary stones Nos. △ and 1	The frontier		
1	1	Apach	Perl	Highway No. 53 *bis*, cuts the frontier between twin boundary stones Nos. 15 west and 15 east	The frontier		

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German Bürgermeisterei or commune	Description on the French side	Limit of upkeep by France	Limit of upkeep by Germany	Remarks
3	2	Merschwiller	Perl	Ordinary by-road No. 3 from Merschwiller, cuts the frontier between twin boundary stones Nos. 2 and 3	The frontier		
5	4	Merschwiller	Orscholz	Ordinary by-road No. 2 from Merschwiller, cuts the frontier at boundary stone No. 7	The frontier		
7	5	Manderen	Orscholz	Ordinary by-road No. 1 from Manderen, cuts the frontier between boundary stones Nos. 34 and 35	The frontier		
9	6	Launstroff	Orscholz	Ordinary by-road, cuts the frontier between boundary stones Nos. 7 and 7/1	The frontier		

2nd *Section* :

2	1	Schweyen	Neu-Hornbach	Main road No. 104, cuts the frontier between boundary stones Nos. 1 and 2	The frontier		
2	2	Rolbing	Mauschbach	Highway No. 62, cuts the frontier between boundary stones Nos. 1 and 1/1	The frontier		
5	3	Rolbing	Dietrichingen	Ordinary by-road No. 2 from Rolbing, cuts the frontier at boundary stone No. 14	The frontier		
9	5	Walschbronn	Riedelberg	Ordinary by-road, cuts the frontier at boundary stone No. 17	The frontier		
11	6	Walschbronn	Kröppen	Main road No. 105, cuts the frontier between boundary stones Nos. 21/1 and 22	The frontier		

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German Bürgermeisterei or commune	Description on the French side	Limit of upkeep by France	Limit of upkeep by Germany	Remarks
11	6	Walschbronn	Kröppen	Ordinary by-road No. 3 from Walschbronn, cuts the frontier between boundary stones Nos. 29 and △	The frontier		On the French side it has been proposed to allow this road to fall into disuse but this has not yet been decided upon.
13	7	Walschbronn	Schweix	Main road No. 105 C, cuts the frontier at triple boundary stone No. 7	The frontier		
16	10	Roppeviller	Hilst	Ordinary by-road No. 2 from Roppeviller, cuts the frontier between boundary stones Nos. 14 and △	The frontier		
22	13	Sturzelbronn	Ludwigswinkel	Ordinary by-road No. 3 from Sturzelbronn, cuts the frontier between boundary stones Nos. 16 and 16/1	The frontier		
25	15	Obersteinbach	Fischbach	Common by-road No. 53 I, cuts the frontier between boundary stones Nos. 3/3 and 4	The frontier km. 0,643		
29	17	Niederstein-bach	Schönau	Ordinary by-road from Niedersteinbach	Division of costs of up-keep 80 %	20 %	
31	19	Lembach	Hirschthal	Common by-road No. 125 I, cuts the frontier between boundary stones Nos. 20 and 21	Perpendicular to the axis of the road, passing through reference boundary stone No. 20 km. 2,860		
33	22	Wingen	Nothweiler	Ordinary by-road from Wingen, cuts the frontier between boundary stones Nos. 15 and 16	The frontier		
39	25	Wissembourg	Bobenthal	Common by-road No. 14b I, cuts the frontier between boundary stones Nos. 2/1 and 3	The frontier km. 4,200		

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German Bürgermeisterei or commune	Description on the French side	Limit of upkeep by France	Limit of upkeep by Germany	Remarks
42	26	Wissembourg	Schweigen	Highway No. 63, cuts the frontier between triple boundary stones No. 86	Straight line joining the two boundary stones Nos. 86 north and 86 east.		
43	27	Wissembourg	Schweighofen	Common by-road No. 14 b III, between the twin threeway boundary stones	The frontier km. 1,214		
44	28	Altenstadt	Schweighofen	Common by-road No. 3 a I, cuts the frontier between boundary stones Nos. 4 and 5	The frontier km. 0,884		
54	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Common by-road No. 3 a II, cuts the frontier at the twin boundary stones No. 1	Northern end of the bridge on Bavarian territory km. 0,386		Bridge over the Lauter.
56	35	Lauterbourg	Berg	Highway No. 68, cuts the frontier between boundary stones Nos. 22 and 23	The frontier km. 115,888		
59	35	Lauterbourg	Berg	Ordinary by-road, cuts the frontier at the twin boundary stones No. 63	Perpendicular dropped from boundary stone No. 63 on to the axis of the road		Bridge of Wehr, over the Lauter.
60	36	Lauterbourg	Neuburg	Road on the Rhine embankment	The frontier		Sluice bridge over the Lauter.

The roads not included in the present table are kept in repair by direct agreement either between the owners or between the users.

ANNEX VI.

(Article 42.)

NON-NAVIGABLE WATERCOURSES AND OFF-LET CANALS FORMING PART OF THE FRONTIER.

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German commune	Description	Beginning and end
First Section : Nil.					
Second Section :					
1, 2	1	Schweyen	Neu-Hornbach	Schwalb	From the three-way boundary stones of Brenschelbach (Saar Territory)–Schweyen–Neu Hornbach to twin boundary stones No. 1.
5, 6, 7	4	Rolbing	Riedelberg	Hornbach	From the three-way boundary stones of Riedelberg-Dietrichingen–Rolbing to the three-way boundary stones of Rolbing–Walschbronn–Riedelberg.
36	23	Wingen	Bobenthal	Siebentheiler-bächel	From boundary stone No. 35 to the three-way boundary stones of Climbach–Wingen–Bobenthal.
36, 37	24	Climbach	Bobenthal	Siebentheiler-bächel	From the three-way boundary stones of Climbach–Wingen–Bobenthal to the three-way boundary stones of Climbach–Wissembourg–Bobenthal.
37, 38	25	Wissembourg	Bobenthal	Lauterbächel	From the three-way boundary stones of Climbach–Wissembourg–Bobenthal to the confluence with the Lauter near triple boundary stones No. 1.
38, 39	25	Wissembourg	Bobenthal	Lauter	From triple boundary stones No. 1 to twin boundary stones No. 1/3.
44, 45	28	Altenstadt	Schweighofen	Lauter	From twin boundary stones No. 15 to the point of junction of the canal of the Saint-Rémy Mill near twin boundary stones No. 16.

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German commune	Description	Beginning and end
45 46	28	Altenstadt	Schweighofen	Canal of St. Remy mill	From twin boundary stones No. 16 to its confluence with the Lauter near twin boundary stones No. 18.
46 47	28	Altenstadt	Schweighofen	Lauter	From twin boundary stones No. 18 to the three-way boundary stones of Schweighofen–Kapsweyer–Altenstadt.
47 48	29	Altenstadt	Kapsweyer	Lauter	From the three-way boundary stones of Schweighofen–Kapsweyer–Altenstadt to the three-way boundary stones of Kapsweyer–Steinfeld–Altenstadt.
48 49 50	30	Altenstadt	Steinfeld	Lauter	From the three-way boundary stones of Kapsweyer-Steinfeld–Altenstadt to the three-way boundary stones of Steinfeld–Scheibenhardt–Altenstadt.
50	31	Altenstadt	Scheibenhardt	Canal of Bienwald mill	From the three-way boundary stones of Steinfeld–Scheibenhardt–Altenstadt to the three-way boundary stones of Altenstadt–Salmbach–Scheibenhardt.
50	32	Salmbach	Scheibenhardt	Canal of Bienwald mill	From the three-way boundary stones of Altenstadt–Salmbach–Scheibenhardt to the point of entrance into the Lauter near twin boundary stones No. 1.
51 52	32	Salmbach	Scheibenhardt	Lauter	From twin boundary stones No. 1 to the three-way boundary stones of Salmbach-Niederlauterbach-Scheibenhardt.
52 53 54	33	Niederlauterbach	Scheibenhardt	Lauter	From the three-way boundary stones of Salmbach-Niederlauterbach–Scheibenhardt to the three-way boundary stones of Niederlauterbach–Scheibenhard–Scheibenhardt.
54	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Lauter	From the three-way boundary stones of Niederlauterbach–Scheibenhard–Scheibenhardt to the point of junction of the canal of the Scheibenhard Mill near twin boundary stones No. 2.

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German commune	Description	Beginning and end
54 55	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Canal of Scheibenhard mill	From the point of junction near twin boundary stones No. 2 to the confluence with the Lauter near twin boundary stones No. 5.
55	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Lauter	From twin boundary stones No. 5 to the four-way boundary stones of Scheibenhard–Lauterbourg– and Scheibenhardt–Berg.
55 56	35	Lauterbourg	Berg	Lauter	From the four-way boundary stones of Scheibenhard–Lauterbourg and Scheibenhardt–Berg to twin boundary stones No. 1.
57	35	Lauterbourg	Berg	Lauter	From twin boundary stones No. 44 to twin boundary stones No. 45.
57 58	35	Lauterbourg	Berg	Formed bed of the Old Lauter	From twin boundary stones No. 51 to twin boundary stones No. 62.
58 59 60	35	Lauterbourg	Berg	Old Lauter	From twin boundary stones No. 62 to the three-way boundary stones of Berg-Neuburg–Lauterbourg.
60	36	Lauterbourg	Neuburg	Old Lauter	From the three-way boundary stones of Berg–Neuberg–Lauterbourg to the confluence with the Rhine.

ANNEX VII.

ENGINEERING WORKS SITUATED ON THE FRONTIER.

(Articles 19, 45.)

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German commune	Description on French side	Kept up by France	Kept up by Germany	Remarks
Firzt Section.							
Nil.							
Second Section.							
5	3 4	Rolbing	Dietrichingen, Riedelberg	Bridge carrying the road from Riedelberg to Hornbach over the Hornbach at the three-way boundary stones of Rolbing-Dietrichingen-Riedelberg.	—	wholly	The bridge is wholly in Bavaria.
5	4	Rolbing	Riedelberg	Foot-bridge known as the " Sausteg " over the Hornbach at twin boundary stones No. 2.	half	half	
6	4	Rolbing	Riedelberg	Bridge known as "Saubrücke" over the Hornbach at twin boundary stones No. 3.	half	half	
6	4	Rolbing	Riedelberg	Foot-bridge at Riedelberg Mill over the Hornbach at twin boundary stones No. 6.	—	wholly	Property of the Bavarian mill
11	6	Walschbronn	Kröppen	Culvert under main road No. 105 at boundary Stones Nos. 21/1 and 22.	—	wholly	
13	8	Liederschiedt	Schweix	Aqueduct under main road No. 105 C at triple boundary stones No. 7.	half	half	
29	17	Niederstein-bach	Schönau	Aqueduct for carrying off irrigation water along the general by-road from Wengelsbach to Schönau at boundary stones Nos. 51 to 54.	wholly	—	

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German commune	Description on French side	Kept up by France	Kept up by Germany	Remarks
38	25	Wissembourg	Bobenthal	Bridge known as Siebentheilerbrücke over the Lauter at its confluence with the Lauterbächel at triple boundary stones No. 1.	wholly	—	
39	25	Wissembourg	Bobenthal	Weir over the Lauter at twin boundary stones No. 1/1.	—	wholly	Property of the St. Germanshof Sawmill.
39	25	Wissembourg	Bobenthal	Bridge over the Lauter at twin boundary stones No. 1/2.	—	wholly	Property of the St. Germanshof sawmill.
43	27	Wissembourg	Schweighofen	Aqueduct for carrying off water at twin boundary stones No. 2.	half	half	
44	28	Altenstadt	Schweighofen	Bridge carrying the Wissembourg-Mannheim railway over the Lauter at reference marks Nos. 15/1 and 15/2.	wholly	—	Property of the Alsace-Lorraine Railways.
45	28	Altenstadt	Schweighofen	Weir of St. Rémy Mill at twin boundary stones No. 16.	whlloy	—	Property of the French mill.
45	28	Altenstadt	Schweighofen	Bridge over the off-let canal of the St. Rémy Mill at twin boundary stones Nos. 17.	half	half	
50	30	Altenstadt	Steinfeld	Bridge of the former tileworks over the Lauter at twin boundary stones Nos. 1.	half	half	
50	30	Altenstadt	Steinfeld	Bridge at Bienwald Mill over the Lauter at the three-way boundary stones of Altenstadt-Steinfeld-Scheibenhardt.	—	wholly	Property of the Bavarian mill
50	31	Altenstadt	Scheibenhardt	Weir of the Bienwald Mill.	—	wholly	Property of the Bavarian mill
51	32	Salmbach	Scheibenhardt	Bridge over the Lauter at twin boundary stones No. 3.	wholly	—	Property of the commune of Salmbach.

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German commune	Description on French side	Kept up by France	Kept up by Germany	Remarks
52	33	Niederlautern	Scheibenhardt	Bridge over the Lauter at twin boundary stones No. 1..	half	half	
54	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Bridge over the Lauter at twin boundary stones No. 1 .	half	half	
54	34	Scheibenhard	Scheibenhardt	Weur of the Scheibenhard Mill between twin boundary stones Nos. 2 and 3.	wholly	—	Property of the French mill.
57	35	Lauterbourg	Berg	Culvert of the Lauterbourg-Berg railway between twin boundary stones Nos. 49 and 50.	wholly	—	Property of the Alsace-Lorraine Railways
60	35	Lauterbourg	Berg	Bridge of Wehr over the Lauter at twin boundary stones Nos. 63.	one-third	two-thirds	Property of the commune of Berg.
60	36	Lauterbourg	Neuburg	Sluice-bridge over the Lauter on the line of the Rhine.	wholly	—	Property of the French Inland Waterways Department.

Third Section :

BRIDGES ON THE RHINE.

Number of plan	Number of article in the Description	French commune	German commune	Description on French side	Kept up by France	Kept up by Germany	Date of handing-over of bridge
1	1	Huningue	Weil	Bridge of boats.	Under Article 19 of the Treaty, the French Government is responsible for the maintenance of the bridges up to the limit of ownership (see Article 18).		December 21st, 1920.
1	1	Village-Neuf (Neudorf)	Haltingen	Railway-bridge known as " Pont de Huningue " on the St. Louis-Weil-Leopoldshöhe line.			July 27th, 1920.
3	2	Chalampé (Eichwald)	Neuenburg	Railway bridge known as " Pont de Chalampé " on the Mulhouse-Müllheim line.			July 27th, 1920.
3	2	Chalampé (Eichwald)	Neuenburg	Bridge of boats.			February 15th, 1921.
4	6	Vogelgrun	Alt-Breisach	Railway-bridge known as " Pont de Neuf-Brisach " on the Colmar-Freiburg line.			July 20th, 1920.
4	6	Biesheim	Alt-Breisach	Bridge of boats known as " Pont de Brisach ".			January 7th, 1921.
5	7	Marckolsheim	Sasbach	Bridge of boats.			April 15th, 1920.
6	8	Schoenau	Weisweil	Bridge of boats.			April 15th, 1920.
7	9	Rhinau	Kappel	Bridge of boats.			November 30th, 1920.
7	10	Gerstheim	Ottenheim	Bridge of boats.			November 18th, 1921.
9	13	Strasburg	Kehl	Road-bridge known as Kehl Bridge on highway No. 4 from Paris to Strasburg and into Germany.			June 7th, 1920.
9	13	Strasburg	Kehl	Railway-bridge known as Kehl Bridge on the Strasburg-Kehl-Appenweier line.			July 6th, 1920.
10	14	Gamsheim	Freistett	Bridge of boats.			May 25th, 1921.
10	16	Drusenheim	Greffern	Bridge of boats.			January 19th, 1921.
11	18	Beinheim	Wintersdorf	Railway-bridge known as Roppenheim Bridge on the Haguenau-Rastatt line.			June 20th, 1920.
12	18	Seltz	Pittersdorf	Bridge of boats.			January 19th, 1921.

ANNEX VIII.

SPECIMEN OF PROCES-VERBAUX CONCERNING OPERATIONS RELATIVE TO THE MARKING OF THE FRONTIER.

(Article 47).

COPY FOR THE USE OF THE FRENCH GOVERNMENT.

Procès-verbal

of the proceedings at the Franco-German frontier near boundary-stones Nos. X and Y between the French commune of ..... and the Bavarian comune of..... and near boundary-stones Nos. *Z* and ..... between the French commune of..... and the Bavarian commune of..... on..... 19.....

The following were present :

On the French side :

(1) M. ....., Sub-Prefect.

(2) M. ....., Inspector.

On the German side :

(1) M. ....., Bezirksamtmann.

(2) M. ....., Vermessungsamtmann

The above-mentioned officials inspected the frontier and formally noted :

(1) That boundary-stone No. *X* between the French commune of .... and the Bavarian commune of ..... which had been broken off at ground level has been replaced by a new boundary-stone of the ordinary type, set up at the same point, after verification of the measurements given in the plans ;

(2) That boundary-stone No. *Y* between the French commune of .... and the Bavarian commune of ..... which was leaning over towards the ground has been straightened and consolidated ;

(3) That boundary-stone No. *Z* between the French commune of .... and the Bavarian Commune of ..... which had been unearthed and removed several metres from its position has been returned to its initial emplacement in accordance with the measurements given in the plans ;

(4) .....

In faith whereof the present *procès-verbal* and the attached sketches have been drawn up.

....., 19.....

N. N.

Sub-Prefect of .....

Bezirksamtmann of .....

(Approved by the French Government), (Approved by the German Government).

PROTOCOL

WITH REGARD TO THE DELIMITATION OF THE FRANCO-GERMAN FRONTIER.

On proceeding to sign the Treaty concerning the delimitation of the frontier, the Plenipotentiaries of the German and French Governments have noted the following points :

I.

In accordance with the undertaking previously entered into by the French Government to reinstate in their property rights, without effect on transactions already liquidated, certain German nationals who possessed agricultural or forest land in French territory within a zone of five kilometres from the frontier, the French and German Governments have proceeded to an exchange of letters on to-day's date, the text of which is annexed to the present Protocol.

II.

The German Government having expressed the desire that the Baden Government should acquire the land belonging to the Alsatian communes situated on the right bank of the Rhine, the French Government made representations to the communes, in conformity with the provisions of Article 3 of the Franco-Baden Convention of July 3, 1857, with a view to persuading them to agree to the sale of the said land. The Communes of Beinheim and Blodelsheim accepted the purchase offers submitted to them. These offers were as follows : for the land of the Commune of Beinheim, 35,000 Reichsmarks (gold marks) ; for the land of the Commune of Blodelsheim, 46,019.16 Reichsmarks (gold marks).

For the purpose of framing the contract to complete these two sales in agreement with the communes concerned, the French and German Governments have appointed as their respective representatives, M. Antony, Director of the Interior at the General Commissariat of the Republic at Strasburg, and M. Scheffelmeier, Ministerial Counsellor at the Baden Ministry of the Interior. In this capacity M. Antony and M. Scheffelmeier will act as intermediaries between the communes and the Baden Government, on whose behalf the sale is to be effected according to the statement of the German Plenipotentiaries.

It is agreed that, until the sale has become effective, the Communes of Beinheim and Blodelsheim shall enjoy, as regards the exploitation of their property situated on the right bank of the Rhine, the same facilities as those accorded to the Communes of Mothern, Münchhausen and Rheinau under Articles 26 to 31 of the Treaty of Delimitation.

III.

In execution of the provision of Article 32 of the Treaty signed this day, copies of current fishing leases granted by France outside her national frontier have been delivered to the German Plenipotentiaries in the form of four *procès-verbaux* of adjudication drawn up by the Shipping, Offices of the Arrondissements of Strasburg and Colmar on January 16, 1922, December 27, 1923 February 21, 1921 and December 17, 1923, respectively. In application of the same Article the French Administration shall take the necessary steps in order that the fishing leases granted by the French State outside its limit of sovereignty shall terminate on January 1, 1926, with the exception of lots 1 *(a)*, 3 and 17 of the Colmar-Rhine district, which can only be terminated as from January 1, 1927.

IV.

The dwellings, sheds and building yards which, under the terms of Article I, paragraph 3, of the provisional Convention concluded on July 1, 1920, at Baden-Baden between France and Germany concerning the Rhine bridges, had been ceded temporarily on lease to the French Administration, have now been evacuated by the latter and have already been restored to the German authorities. The rent for the period during which these premises were used shall be fixed by agreement between the two Governments.

It is agreed that on payment of a nominal fee of five Reichsmarks per annum and per site, the French Administration may place at the points on the right bank of the Rhine hitherto used for this purpose the piles for lengthening the boat-bridges and the emergency foot-bridges required when the river is in flood.

V.

Article 16 of the text of the Treaty of Delimitation initialled on April 13, 1925, has been modified and replaced in the Treaty signed this day by the following provisions :

On the section of the frontier between France and Baden the limit of sovereignty on the Rhine is constituted by the axis of the thalweg.

The axis of the thalweg is the continuous line of the deepest soundings.

The French and German Plenipotentiaries have also attached to the present Protocol the letters which they exchanged stating the attitude of their respective Governments in regard to the relinquishment of landed property and other rights connected therewith which certain German communes possessed in Alsace-Lorraine.

Done at Paris in duplicate, August 14, 1925.

(L. S.) *(Signed)* HOESCH.
(L. S.) *(Signed)* Frhr. v. GRÜNAU.
(L. S.) *(Signed)* J. LAROCHE.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL DEPARTMENT.

PARIS, *August* 14, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In exercise of the right reserved under Article 74 of the Treaty of Versailles, the French Government had decided on January 12, 1922, to postpone temporarily the liquidation of the landed property belonging to German nationals which is situated along the Franco-German frontier. The final reinstatement of these nationals in their property rights was made conditional on the conclusion of a Convention ensuring the inhabitants of the French communes situated on the frontier the right of free movement over their property situated in German territory.

The Treaty of Delimitation signed to-day having settled this question to the satisfaction of both Governments, I have the honour to inform your Excellency that the French Government has now taken the following decision :

> German nationals, whether natural or legal persons, owning agricultural or forest property not yet liquidated which is situated wholly or partly within a zone of five kilometres from the Franco-German frontier on French territory shall be reinstated in their property rights, free of cost, on November 1, 1925. Consequently all conservatory

measures or measures of sequestration taken by the French Governmen in exercise of its right of liquidation under Article 74 of the Treaty of Versailles shall be terminated as soon as possible.

The French Government considers it desirable that the reinstatement referred to in the present letter should take place without any settlement of accounts between the German owners and the sequestration authorities. Should it be decided otherwise and should the balance of accounts result in a deficit payable by the German owners, allowance shall as far as possible be made, in a spirit of equity, for the fact of their not having had the use of that property. The same shall apply as regards the assessment of arrears of taxes which may still be due, it being understood that, in principle, the sequestration and liquidation authorities, in so far as they were entrusted with the exploitation of the property, were responsible for the payment of the said taxes.

This decision shall not in any case affect liquidation ensuing regularly from decisions of the French judicial authorities, and cannot give rise, as regards either the various measures taken during the period of sequestration or the state in which the property is restored, to any claim whatever by the German persons concerned. Nor does it extend to property or rights which formerly belonged to the German Reich or States or to their administrative areas.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. BRIAND.

To His Excellency,
M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

GERMAN EMBASSY.

PARIS, *August* 14, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to declare that simultaneously with the signing of the Treaty of to-day's date with regard to the delimitation of the frontier, the following points have been agreed upon:

German nationals, whether natural or legal persons, owning agricultural or forest property not yet liquidated which is situated wholly or partly within a zone of five kilometres from the Franco-German frontier on French territory, shall be reinstated in their property rights, free of cost, on November 1, 1925. Consequently all conservatory measures or measures of sequestration taken by the French Government in exercise of its right of liquidation under Article 74 of the Treaty of Versailles shall be terminated as soon as possib e.

The French Government considers it desirable that the reinstatement referred to in the present letter should take place without any settlement of accounts between the German owners and the sequestration authorities. Should it be decided otherwise and should the settlement of accounts result in a deficit payable by the German owners, allowance shall as far as possible be made, in a spirit of equity, for the fact of their not having had the use of that property. The same shall apply as regards the assessment of arrears of taxes which may still be due, it being understood that, in principle, the sequestration and liquidation authorities, in so far as they were entrusted with the exploitation of the property, were responsible for the payment of the said taxes.

This decision shall not in any case affect liquidation ensuing regularly from decisions of the French judicial authorities, and cannot give rise, as regards either the various measures taken during the period of sequestration or the state in which the property is

restored, to any claim whatever by the German persons concerned. Nor does it extend to property or rights which formerly belonged to the German Empire or States or to their administrative areas.

I have the honour to be, etc.

(Signed) V. HOESCH.

To His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

PARIS, *August* 14, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the signature on to-day's date of the Treaty concerning the delimitation of the frontier, the undersigned Plenipotentiaries of the German Government have the honour to submit the following protest, on legal grounds, against the confiscation of the landed property situated in French territory, and other rights connected therewith which belong to certain German communes :

In the Treaty concerning the delimitation of the frontier the landed property and other rights of the French communes of Mothern, Münchhausen and Rheinau, on the right bank of the Rhine, are explicitly recognised, and certain privileges are accorded to their inhabitants in regard to the exploitation of this property The similar rights possessed by German communes on the left bank of the Rhine are not dealt with in the Treaty. The French Government has declared that in virtue of Article 56 of the Treaty of Versailles, France has entered into possession, without any payment, of the property and rights in question.

The German Government, however, is firmly convinced that such transfer of property is not justified by the above-mentioned treaty provisions, its view being based on the following considerations :

According to the German Government's interpretation of Article 51, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, the Franco-Baden Treaty of April 5, 1840, together with other earlier frontier treaties, came into force again in its entirety in virtue of this provision. Hence, the boundaries of properties and preserves as laid down, together with the national frontiers, in the Treaty of 1840, still remained valid for both parties, so that both the German and the French communes retained their old rights on the opposite shore. The French Government, on the other hand, took the view that the Treaty of April 5, 1840, had come into force again only as regards the national frontiers, and that the rights of German communes in regard to preserves on the left bank of the Rhine had lapsed ; on these grounds it declares that the landed property and other rights of such communes have lapsed under Article 56 of the Treaty of Versailles. The German Government, on the other hand, is convinced that Article 51, paragraph 2, of the Treaty of Versailles constitutes a special provision which takes precedence over Article 56 of that Treaty, so that apart from the interpretation of the term ' administrative area ', which will be gone into later, the last-named Article does not apply to the preserves. Accordingly, there has been no transfer of property to the French State under Article 56 of the Treaty of Versailles, and the German communes retain their rights on the left bank of the Rhine.

With the abrogation of the Franco-Baden Treaty of April 5, 1840, as provided in Article 52 of the present Frontier Treaty, the administrative rights possessed by the communes of each of the contracting parties on the territory of the other lapse, but the landed property and other rights of German communes on the left bank of the Rhine, in so far as they are in the sphere of private law, are not affected thereby. The German Government expressly reserves the right to make good these claims or to demand compensation.

This legal protest extends similarly to the landed property and other rights of German communes on French territory not connected with the Franco-Baden Treaty of April 5, 1840, which have been declared by the French Government to have lapsed, in virtue of Article 56 of the Treaty of Versailles. According to paragraph 2 of this Article the transfer of property to France applies to all rights whatsoever " belonging to the German Empire or German States or to their administrative areas. " The French Government interprets the term " administrative area " as including the communes. The German Government, however, maintains that only State administrative areas can constitute branches of the State administrative organisation, and not the communes, which enjoy the privilege of autonomous administration, this being, in the German Government's view, distinct from State administration. If Article 56, paragraph 2, of the Treaty of Versailles had been intended to include the rights of the communes, these would naturally have had to be mentioned explicitly.

The German Government is obliged accordingly to maintain the legal standpoint which it has always upheld, namely, that the transfer of property under consideration is incompatible with the provisions of the Treaty of Versailles.

I have the honour, etc.

(Signed) VON HOESCH.
(Signed) VON GRÜNAU.

To M. Laroche,
Minister Plenipotentiary
and Director of Political
and Economic Affairs,
Paris.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
POLITICAL DEPARTMENT.

PARIS, *August* 14, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In a letter of to-day's date you were good enough to inform me on behalf of the German Government that the latter considered that France was not entitled under the provisions of the Treaty of Versailles to enter into possession of the property and rights which certain German communes on the right bank of the Rhine possessed in 1871 on the left bank of the Rhine. You added that in the circumstances the German Government expressly reserved the right to make good the claims of the said German communes or to demand compensation.

I desire in this connection to direct your attention to the following considerations :

Article 56 of the Treaty of Peace provides expressly that France shall enter into possession of all movable or immovable property of public or private domain together with all rights in the territories of Alsace and Lorraine included within the frontiers prior to the Treaty of Frankfort of 1871 belonging to the administrative areas of the German Empire or German States.

The German Government maintains that Article 51, paragraph 2, under which " the provisions of the Treaties establishing the delimitation of the frontiers before 1871 shall be restored " applies not only to the provisions delimiting the frontier but also to the provisions of the Treaty — in the present case the Franco-Baden Treaty of April 5, 1840 — fixing the limits of the properties or islets which the French communes on the left bank of the Rhine and the German communes on the right bank respectively owned on either side of the frontier.

In the French Government's opinion the general provision of Article 51 refers to the restoration of French sovereignty over the territories annexed by Germany in 1871, and paragraph 2 is simply intended to re-establish the delimitation of the old Franco-German frontier resulting from the treaties in force on July 18, 1870, and fixing the limits of French and German sovereignty respectively.

Similarly, when provisions were inserted in the said Franco-Baden Treaty of April 5, 1840, and in the previous Treaty of January 30, 1827, concerning the property rights and rights of possession of communes situated on either side of the frontier over the islets formed at that time by the irregular course of the river, this was designed to ensure the application of the Treaties of Peace of 1814 and 1815, which provided that changes in the thalweg of the Rhine might involve certain changes in the limits of the sovereignty of the respective States, but not any modification in the said property rights or rights of possession (Treaty of May 31, 1814, Article 3, paragraph 5, sub-paragraph 2 ; Treaty of November 20, 1815, Article 1, paragraph 2). The settlement of these rights, and the limits assigned to them on the ground, were thus declared entirely independent of the question of sovereignty. Accordingly, in the French Government's view, this settlement has nothing whatever to do with the fixing of the frontier between France and Germany, the only subject dealt with in Article 51 of the Treaty of Peace.

Moreover, Article 56, which assigns to France without payment the property belonging to the German Empire and German States and to their administrative areas, constitutes an exceptional provision ; this is clear both from the fact that it was dictated by the conditions under which Alsace and Lorraine were ceded in 1871, and from the special clause referring explicitly not only to the property of the State but also to that of the administrative areas. Hence, even if, contrary to the foregoing observations, the provisions of the Treaty of 1871 which do not concern the frontier were considered as having been put into force again under the general provision laid down in Article 51, this would not be inconsistent with the cession to France, without payment, of the property of the German communes, since every special provision is held in law to constitute an exception to a general provision, in conformity with the principle *specialia generalibus derogant.*

In order to exempt the Baden communes from the application of Article 56 of the Treaty of Peace, the German Government maintains, further, that these communes are not included in the expression " administrative areas ", on the ground that they possess administrative autonomy distinct from the State administration and do not constitute branches of the State administrative organisation.

Without wishing to enter into a controversy with the German Government on the subject of the public law of the State of Baden or the Baden municipal legislation, we may perhaps be allowed to observe that the Treaty of Peace does not specify that only sub-divisions of the State administrative organisation are meant, but employs the most general expression possible so as to embrace every part of the territory which constitutes a unit from the point of view of administration. The fact of the communes possessing this character is not contested, this being shown moreover by Article 20 of the Constitution of the State of Baden, of March 21, 1919, whatever may be the individual rights possessed by the communes, unions of communes or Kreise in virtue of the law.

Accordingly, the French Government is bound to maintain the point of view which it has consistently upheld as regards France's entry into possession of the property and rights of every description which the German communes possessed in 1871 in Alsace-Lorraine.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. LAROCHE.
For and on behalf of the Minister.

To His Excellency,
Monsieur von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

No. 1756

N° 1757.

DANEMARK ET ISLANDE

Arrangement relatif à l'allègement des impôts d'Etat sur le revenu et la fortune en cas de double imposition. Signé à Copenhague, le 11 août 1927.

DENMARK AND ICELAND

Arrangement concerning Relief from Government Taxes on Income and Capital in Cases of Double Taxation. Signed at Copenhagen, August 11, 1927.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N° 1757. — OVERENSKOMST MELLEM DEN DANSKE OG DEN ISLANDSKE REGERING ANGAAENDE LEMPELSER I BESKATNINGEN AF INDKOMST OG FORMUE TIL STATEN I TILFÆLDE AF DOBBELTBESKATNING. UNDERTEGNET I KØBENHAVN, DEN 11. AUGUST 1927.

Textes officiels danois et islandais communiqués par le représentant permanent du Danemark à la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 27 juin 1928.

Efter Bestemmelserne saavel i den danske som i den islandske Skattelovgivning vil det kunne forekomme, at de nævnte Landes Statsborgere er undergivet Beskatning af deres Indkomst og Formue i begge Riger, saaledes at samme Indkomst og samme Formuemasse er beskattet — helt eller delvis — for samme Tidsrum i begge Lande, enten fordi paagældende Skatteyder maa anses for at have fast Bopæl saavel i Danmark som i Island eller navnlig dved, at Statsborgere med Bopæl i det ene Land ejer fast Ejendom eller driver Erhvervsvirksomhed i det andet.

For at mildne den med saadan Dobbeltbeskatning forbundne Haardhed fastsættes herved følgende Regler.

§ 1.

I Tilfælde, hvor en dansk eller islandsk Statsborger som Følge af fast Bopæl saavel i Danmark som i Island er undergivet Beskatning af sin fulde Indkomst og Formue i begge Riger, kan han forlange, at den ham i hvert af Rigerne

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

N° 1757. — SAMKOMULAG MILLI ÍSLANDS OG DANMERKUR UM ÍVILNUN Í TEKJU- OG EIGNARSKATTI TIL RÍKISINS HANDA ÞEIM MÖNNUM, SEM GREIÐA EIGA SKATT SAMTÍMIS Á BÁÐUM STÖÐUM.

Danish and Icelandic official texts communicated by the Permanent Representative of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Arrangement took place June 27, 1928.

Samkvæmt ákvæðum bæði íslenskra og danskra skattalaga getur svo farið, að ríkisborgarar landa þessara verði að sæta skattálagningu á atvinnu sína og eign í báðum ríkjum, þannig aðþeir verði að svara skatti af sömu tekjum og sömu eignum að einhverju leyti eða öllu í báðum löndum samtímis, annaðhvort vegna þess, að sami skattþegn telst eiga lögheimili bæði á Íslandi og í Danmörku, eða einkanlega vegna þess, að ríkisborgarar heimilisfastir í öðru landinu eiga fasteign í hinu eða reka atvinnu þar.

Til þess að draga úr ósanngirni þeirri, er slíkri tvísköttun fylgir, eru eftirfarandi ákvæði sett.

1. gr.

Nú er íslenskur ríkisborgari eða danskur skyldur að svara skatti bæði á Íslandi og í Danmörku af öllum eignum sínum og tekjum vegna þess, að hann á lögheimili í báðum ríkjum, og getur hann þá krafist þess, að tekju- og

paalignede Indkomst- og Formueskat til vedkommende Stat nedsættes til Halvdelen, dog at Nedsættelsen i det Land, hvor Skatten er størst, ikke kan overstige det fulde Beløb af den af ham i den anden Stat betalte Skat, saaledes som denne bliver efter her omhandlede Nedsættelse.

§ 2.

I Tilfælde, hvor en dansk eller islandsk Statsborger med fast Bopæl i det ene af Rigerne ejer fast Ejendom eller driver Erhvervsvirksomhed i det andet og følgelig er undergivet Beskatning af Indkomst og Formue i begge Lande, skal den Stat, hvor Ejendommen er beliggende, eller Virksomhed drives, bevare Ret til fuldt ud at opkræve den der paalignede Skat, medens der i det Land, hvor den paagældende har fast Bopæl, skal gives ham en Nedsættelse i den ham der paalignede Skat. Denne Nedsættelse skal ordentligvis svare til den i det andet Land af paagældende Indkomst eller Formueandel betalte Skat, men kan dog ikke overstige Halvdelen af den ham i Bopælslandet paalignede Skat.

§ 3.

Naar en dansk Statsborger, der som Følge af fast Bopæl i Island er bleven skattepligtig til den islandske Stat, opgiver sin faste Bopæl der i Landet, ophører hans Skattepligt med Udløbet af det Skattehalvaar, i hvilket Bortflytningen finder Sted.

Paa tilsvarende Maade bortfalder Skattepligten til den danske Stat for en islandsk Statsborger, der har haft fast Bopæl i Danmark, men atter opgiver sin Bopæl der.

§ 4.

Naar en dansk eller islandsk Statsborger med Bevarelse af sin Bopæl i Hjemlandet tager midlertidigt Ophold i det andet Land af Helbredshensyn, i Studieøjemed eller af Hensyn til anden faglig eller kunstnerisk Uddannelse, hvormed ikke er forbunden Udøvelse af Næringsvirksomhed, indtræder Skattepligten først efter 1 Aars Ophold, saaledes at Skatteansættelse der finder Sted fra Begyndelsen af det paafølgende Skattehalvaar.

eignarskattur sá, er honum er gert að greiða í hvoru landinu um sig, verði færður niður um helming, þó svo að niðurfærslan í landinu, þar sem hærri skattinn skal greiða, nemi ekki meiru en allur sá skattur er hann hefir greitt í hinu landinu, eins og hann verður eftir niðurfærslu þá, sem hjer segir.

2. *gr.*

Nú á íslenskur ríkisborgari eða danskur, sem á lögheimili í öðru ríkjanna, fasteign í hinu eða rekur þar atvinnu og er því skyldur að greiða skatt af eign og atvinnu í báðum löndunum, og skal þá því ríkinu, þar sem eignin er eða atvinnan er rekin, vera heimilt að heimta að fullu þann skatt, sem þar hefir verið á aðilja lagður. En í heimalandi aðilja skal færa niður þann skatt, sem honum er gert að greida þar, enda skal niðurfærslan venjulega svara til skatts þess, sem aðili hefur greitt af eign sinni og tekjum í hinu landinu, en má þó aldrei nema meiru en helmingi af skatti þeim, er honum var gert að greiða í heimalandinu.

3. *gr.*

Ef danskur ríkisborgari, sem skattskyldur er orðinn á Íslandi vegna búsetu þar, flyst þaðan búferlum, þá er skattskyldu hans þar lokið að liðnu því skattmissiri, er hann fluttist brott.

Með samsvarandi hætti lýkur skattskyldu íslensks ríkisborgara, er átt hefur lögheimili í Danmörku, en sleppir því, til danska ríkisins.

4. *gr.*

Nú dvelst íslenskur ríkisborgari eða danskur, sem lögheimili á í heimalandi sínu, um stundarsakir í hinu landinu til náms eða til að frama sig að öðru leyti í sjergrein sinni eða list, enda sje því ekki samfara atvinnustarfsemi, og verður hann þa ekki skattskyldur fyrr en eftir eins árs dvöl, þannig að honum verður gert að greiða þar skatt frá upphafi næsta skattmissiris að þeim fresti liðnum.

§ 5.

De i nærværende Overenskomst omhandlede Nedsættelser gives efter Ansøgning direkte til vedkommende Lands centrale Skattemyndighed uden diplomatisk Mellemkomst, for Danmarks Vedkommende Skattedepartementet i København, for Islands Vedkommende Finansministeriet i Reykjavik.

Disse Myndigheder træffer deres Afgørelse efter stedfunden behørig Dokumentation for de endelig paalignede og betalte Skattebeløb, deres Afgørelse er endelig og kan ikke undergives Domstolenes Prøvelse.

§ 6.

Nærværende Overenskomst finder første Gang Anvendelse med Hensyn til den for Skatteaaret 1926-27 paalignede og betalte Skat og gælder foreløbig for 5 Skatteaar til og med Skatteaaret 1930-1931.

Til Bekræftelse heraf har Undertegnede, efter dertil meddelt kongelig Bemyndigelse, underskrevet nærværende Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget in duplo i København den 11. August 1927.

Statsministeriet.

Th. MADSEN-MYGDAL.

5. *gr.*

Sækja skal um ívilnanir þær, er í samkomulagi þessu greinir, beint til æðstu stjórnarvalda viðkomandi lands, þeirra er með skattmál fara án þess að íhlutun fyrirsvarsmanna annars ríkisins í hinu komi til — í Danmörku til skattmáladeildar fjármálaráðuneytisins og á Íslandi til fjármálaráðuneytisins þar.

Stjórnarvöld þessi úrskurða mál þessi þá er nægar sönnur liggja fyrir þeim um það, að skattur hafi verið á aðilja endanlega lagður og að hann hafi verið greiddur, og verða úrskurðir þessir ekki bornir undir dómstóla.

6. *gr.*

Ákvæði samkomulags þessa taka fyrst til greiddra skatta, er lagðir hafa verið á fyrir skattárið 1926-27 og gilda fyrst um sinn 5 skattár, að skattárinu 1930-1931 meðtöldu.

Þessu til staðfestu hafa undirritaðir að þar til fengnu konunglegu umboði, undirritað samkomulag þetta og sett við innsigli sín.

Gert í tveim eintökum í Kaupmannahöfn þann 11. ágúst 1927.

Sveinn BJØRNSSON.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 19 juin 1928.

Georg Cohn,
Chef du Service de la Société des Nations au Ministère des Affaires étrangères.

[1] TRADUCTION.

N° 1757. — ARRANGEMENT ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE RELATIF A L'ALLÈGEMENT DES IMPOTS D'ÉTAT SUR LE REVENU ET LA FORTUNE EN CAS DE DOUBLE IMPOSITION. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 11 AOUT 1927.

Les dispositions de la législation fiscale, tant danoise qu'islandaise, peuvent avoir pour effet que les ressortissants desdits pays se trouvent assujettis à l'impôt sur leur revenu et sur leur fortune dans les deux pays, le même revenu et les mêmes biens se trouvant taxés, en totalité ou en partie et pour la même période, dans les deux pays, soit parce que le contribuable doit être considéré comme ayant un domicile permanent aussi bien au Danemark qu'en Islande, soit surtout du fait que des ressortissants ayant leur domicile dans l'un des deux pays possèdent des biens immobiliers ou exercent un commerce ou une industrie dans l'autre pays.

Afin d'atténuer les effets rigoureux de cette double imposition, les règles ci-après ont été arrêtées.

Paragraphe premier.

Lorsqu'un ressortissant danois ou islandais, du fait qu'il possède un domicile permanent à la fois au Danemark et en Islande, se trouve assujetti dans les deux pays à l'impôt sur la totalité de son revenu et de sa fortune, il pourra demander que l'impôt sur le revenu et sur la fortune dû à l'Etat, dont il est grevé dans chaque pays, soit réduit de moitié, la réduction opérée dans le pays où cet impôt est le plus élevé ne pouvant toutefois dépasser le montant

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 1757. — ARRANGEMENT BETWEEN THE DANISH AND ICELANDIC GOVERNMENTS CONCERNING RELIEF FROM GOVERNMENT TAXES ON INCOME AND CAPITAL, IN CASES OF DOUBLE TAXATION. SIGNED AT COPENHAGEN, AUGUST 11, 1927.

Under the provisions of the Danish and Icelandic revenue laws, cases may arise in which nationals of those countries are subjected to taxation on their income and capital in both countries, with the result that the same income and the same capital are taxed "wholly or partially" in respect of the same period in both countries, either because the tax-payer must be regarded as possessing a permanent domicile both in Denmark and in Iceland or more especially, because he is domiciled in one country and possesses real estate or carries on business in the other country.

With a view to alleviating the hardships of such double taxation the following rules are hereby laid down :

Paragraph 1.

Where a Danish or Icelandic citizen possesses a permanent domicile both in Denmark and in Iceland, and is in consequence subjected to taxation in both countries on his whole income and capital, he may demand that the tax on income and the tax on capital payable to the Governments of the respective countries shall be reduced by one-half. Nevertheless the relief accorded in the country in which the tax is greater may not exceed the total taxation which

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

total de l'impôt qu'il devra payer dans l'autre pays après que la réduction ci-dessus visée aura été opérée.

Paragraphe 2.

Lorsqu'un ressortissant danois ou islandais ayant un domicile permanent dans l'un des deux pays possède des biens immobiliers dans l'autre pays ou y exerce un commerce ou une industrie et, par suite, se trouve assujetti dans les deux pays aux impôts sur le revenu et sur la fortune, l'Etat où se trouvent lesdits biens ou dans lequel ledit commerce ou ladite industrie sont exercés conservera le droit de percevoir en totalité le montant de l'impôt établi dans ledit pays et l'intéressé bénéficiera, dans le pays où il a son domicile permanent, d'un dégrèvement sur l'impôt auquel il est assujetti dans ce dernier pays. En règle générale, ce dégrèvement correspondra à l'impôt grevant, dans l'autre pays, la portion du revenu ou de la fortune dont il s'agit ; il ne pourra toutefois dépasser la moitié du chiffre d'impôts pour lequel l'intéressé est taxé dans le pays de son domicile.

Paragraphe 3.

Lorsqu'un ressortissant danois ayant établi son domicile permanent en Islande et y étant par suite devenu imposable vis-à-vis de l'Etat islandais abandonnera ledit domicile, il cessera d'être assujetti à l'impôt, à l'expiration du semestre fiscal au cours duquel il aura quitté ledit domicile.

De même, lorsqu'un ressortissant islandais ayant un domicile fixe au Danemark, abandonnera ce domicile, il cessera, d'une manière analogue, d'être assujetti à l'impôt envers l'Etat danois.

Paragraphe 4.

Lorsqu'un ressortissant danois ou islandais, tout en conservant son domicile dans son pays d'origine, se fixera provisoirement dans l'autre pays, pour raison de santé ou d'études, ou en vue d'acquérir quelque autre formation professionnelle ou artistique, sans se livrer, toutefois, en même temps à l'exercice d'une activité lucrative, il ne sera assujetti à l'impôt qu'après un an de séjour et à partir du début du semestre fiscal qui suivra l'expiration de ce délai.

he pays in the other country after the above mentioned reduction has been effected.

Paragraph 2.

Where a Danish or Icelandic citizen possesses a permanent domicile in one country and owns real estate or carries on business in the other country and is consequently subjected to taxes on his income and capital in both countries, the country in which the real estate is situated or in which the business is carried on shall retain the right to levy the whole of the taxation which arises therein, and the country in which he has his permanent domicile shall accord him an abatement of the tax to which he is liable therein. This abatement shall as a general rule correspond to the amount of the tax payable in the other country on the portion of this income or capital taxable therein, but shall not exceed one half of the tax to which he is liable in the country of domicile.

Paragraph 3.

Where a Danish citizen who possesses a permanent domicile in Iceland and is in consequence liable to taxation by the Icelandic Government, gives up his permanent domicile in that country, his liability to taxation shall expire at the end of the fiscal half-year during which his removal took place.

An Icelandic citizen who has a permanent domicile in Denmark and has subsequently given it up shall similarly cease to be liable to taxation by the Danish Government.

Paragraph 4.

Where a Danish or Icelandic citizen, while retaining his domicile in his country of origin, becomes temporarily resident in the other country for reasons of health or for purpose of study, or with a view to technical or artistic training, without, however, engaging during such residence in any gainful occupation, he shall not become taxable till the end of his first year of residence, liability to taxation in that country starting as from the beginning of the next following fiscal half-year.

Paragraphe 5.

Les dégrèvements prévus au présent accord seront accordés à la suite d'une demande adressée directement et sans intervention diplomatique à l'Administration fiscale centrale du du pays intéressé, à savoir pour le Danemark, le Département des Impôts à Copenhague et, pour l'Islande, le Ministère des Finances à Reykjavik.

Lesdites administrations statueront après qu'il aura été justifié du chiffre d'impôts définitivement arrêté et acquitté ; leur décision sera définitive et ne pourra être soumise au jugement des tribunaux.

Paragraph 5.

In order to obtain the relief provided in the present Agreement, application shall be made direct, without recourse to the diplomatic channel, to the central fiscal authorities of the country in question : that is to say, in the case of Denmark, to the Revenue Department at Copenhagen, and, in the case of Iceland, to the Ministry of Finance at Reykjavik.

The above-mentioned authorities shall give their decision after submission of documentary evidence showing the amount of taxation finally assessed and paid ; their decision shall be final and may not be tested in the courts.

Paragraphe 6.

Le présent accord sera applicable pour la première fois en ce qui concerne les impôts établis et perçus pour l'année fiscale 1926-1927 ; il demeurera provisoirement en vigueur pendant cinq exercices fiscaux, jusqu'à l'exercice fiscal 1930-1931 inclus.

En foi de quoi les soussignés, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par le Roi, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire à Copenhague le 11 août 1927.

Ministère d'Etat.

Paragraph 6.

The present Agreement shall begin to apply in respect of taxation assessed and levied for the fiscal year 1926-1927 ; it shall remain provisionally in force for five fiscal years up to and including the fiscal year 1930-1931.

In faith whereof the undersigned, in virtue of the powers conferred on them by Royal Authority, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Copenhagen, August 11, 1927.

Department of State.

Th. MADSEN-MYGDAL.
Sveinn BJØRNSSON.

N° 1758.

ALLEMAGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité relatif à la construction et à l'exploitation d'une ligne de chemin de fer traversant le Schweinitztal et Protocole Final. Signés à Prague, le 25 mars 1927.

GERMANY AND CZECHOSLOVAKIA

Treaty concerning the Construction and Working of a Railway Line through the Schweinitztal and Final Protocol. Signed at Prague, March 25, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No 1758. — VERTRAG [1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER DEN BAU UND BETRIEB EINER EISENBAHN DURCH DAS SCHWEINITZTAL, GEZEICHNET IN PRAG, AM 25. MÄRZ 1927.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève et par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 juin 1928.

DAS DEUTSCHE REICH und DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK haben, nachdem der zwischen dem ehemaligen Königreich Sachsen und dem ehemaligen Kaisertum Österreich abgeschlossene und im Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen vom Jahre 1916 (Seite 189 ff.) und im Reichsgesetzblatt für die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder in Nr. 26 vom Jahre 1917 veröffentlichte Staatsvertrag vom 13. Januar 1916, betreffend die Erbauung einer Eisenbahn durch das Schweinitztal, ungültig geworden ist, beschlossen, dieselbe Angelegenheit durch einen Vertrag zu regeln.

Es haben zu diesem Zweck zu Bevollmächtigten bestellt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Walter KOCH, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister.

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Kamil KROFTA, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich über folgende Bestimmungen geeinigt haben :

Artikel 1.

1. Die Sächsische Regierung hat in den Jahren 1917 bis 1924 eine vollspurige Eisenbahn von Kupferhammer-Grünthal durch das Schweinitztal nach Deutschneudorf erbaut. Die hohen vertragschliessenden Teile stimmen der Trassenführung dieser Bahn zu, welche die Staatsgrenze dreimal und zwar in der Flur Brandau an der Flöha bei der alten Ziegelei, in derselben Flur bei der Fabrik von Heinrich Bley und in Flur Katharinaberg überschreitet.

2. Der Deutschen Reichsbahngesellschaft oder ihrer Rechtsnachfolgerin wird rücksichtlich der auf tschechoslowakischem Gebiete gelegenen Streckenteile die Konzession seitens der Tschechoslowakischen Republik erteilt. Im Falle der Verlegung dieser Streckenteile auf reichsdeutsches Gebiet oder einer dauernden Einstellung des Betriebes ist diese Konzession als erloschen (abgelaufen) anzusehen.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 8 mars 1928.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N° 1758. — SMLOUVA [1] MEZI ŘÍŠÍ NĚMECKOU A ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU O STAVBĚ A PROVOZU DRÁHY SVÍDNICKÝM ÚDOLÍM, PODEPSANÁ V PRAZE DNE 25. BŘEZNA 1927.

German and Czechoslovak official texts communicated by the German Consul-General at Geneva and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place June 28, 1928.

ŘÍŠE NĚMECKÁ a ČESKOSLOVENSKÁ REPUBLIKA rozhodly se, poněvadž státní smlouva, sjednaná 13. ledna 1916 mezi dřívějším královstvím Saským a dřívějším císařstvím Rakouským a uveřejněná ve Sbírce zákonů a nařízení pro království Saské z roku 1916 (strana 189 a násl.) a v říšském zákoníku pro království a země v říšské radě zastoupené v č. 26 z roku 1917 o stavbě dráhy svídnickým údolím, pozbyla platnosti, upraviti tuto věc smlouvou.

Pro to jmenovali plnomocníky :

PRESIDENT ŘÍŠE NĚMECKÉ :

pana Dra Waltera KOCHA, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra,

PRESIDENT ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY :

pana Dra Kamila KROFTU, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra,

kteří, sdělivše si vzájemně své plné moci, shledané v dobré a náležité formě, dohodli se na těchto ustanoveních :

Článek 1.

1. Saská vláda vystavěla v létech 1917 až 1924 železnici o plném rozchodu z Kupferhammeru-Grünthalu svídnickým údolím do Deutschneudorfu. Vysoké smluvní strany souhlasí s vedením trati této dráhy, která státní hranici třikrát přetíná, a to v obci Brandově u říčky Blšnice u staré cihelny, v téže obci u továrny Jindřicha Bleye a v obci Hoře Svaté Kateřiny.

2. Československá republika udělí koncesi Společnosti německé říšské dráhy nebo jejímu právnímu nástupci ohledně částí trati ležících na československém území. Budou-li yto části tratit přeloženy na území Německé říše nebo bude-li provoz trvale zastavenø, jest tuto koncesi pokládati za zaniklou (uplynulou).

---

[1] The exchange of ratifications took place at Prague, March 8, 1928.

Artikel 2.

1. Die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft hat an der Eisenbahn auf tschechoslowakischem Gebiet in der Flur Brandau eine Verkehrsstelle eingerichtet, die nur dem Personenverkehr dienen soll.

2. Zum Zwecke des tschechoslowakischen Finanz- und Passdienstes wird die Deutsche Reichsbahn-Gesellschaft unentgeltlich die nötigen Amtslokalitäten in dieser Verkehrsstelle zur Verfügung stellen sowie im Bedarfsfalle die erforderlichen Wohnräume im Orte Brandau zu den Durchschnittspreisen verschaffen. Die diesbezüglichen Vereinbarungen mit der tschechoslowakischen Finanz- und Passverwaltung, enthaltend auch nähere Bedingungen für die Dienstausübung, werden, bevor die Verkehrsstelle dem allgemeinen Verkehr übergeben wird, abgeschlossen werden.

Artikel 3.

Die Regierung der Tschechoslowakischen Republik erkennt die Gemeinnützigkeit der im Artikel 1 erwähnten Schweinitztalbahn im Sinne des § 1 des Enteignungsgesetzes vom 18. Februar 1878 (Reichsgesetzblatt Nr. 30) an.

Artikel 4.

1. Für die in der Tschechoslowakischen Republik gelegenen Bahnstrecken bleibt die volle Staatshoheit mit Einschluss der Justiz- und Polizeigewalt der Territorialregierung sowie überhaupt die Rechtsverbindlichkeit sämtlicher auf diesem Gebiet geltenden Gesetze, Verordnungen und Vorschriften, soweit keine ausdrückliche Ausnahme getroffen wird, vorbehalten.

2. In Rücksicht der Tarifhoheit und der Steuerhoheit werden diese Streckenteile den übrigen auf tschechoslowakischem Gebiet gelegenen Strecken der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft gleichgestellt und haben daher, solange in dieser Beziehung nicht durch eine neue zwischenstaatliche Regelung bestimmt werden wird, die rücksichtlich ähnlicher Strecken gehandhabten Vereinbarungen und Vorschriften analoge Anwendung zu finden.

Artikel 5.

1. Für die auf tschechoslowakischem Gebiet gelegenen Strecken wird die Bahnpolizei von den Beamten der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft unter Aufsicht der dazu kompetenten tschechoslowakischen Behörde, sowie in Gemässheit der auf tschechoslowakischem Gebiete geltenden Vorschriften und Grundsätze gehandhabt.

2. Die Einrichtungen für den Betriebsdienst, namentlich die Signale, sollen auch für die auf tschechoslowakischem Gebiet gelegenen Strecken der Schweinitztalbahn nach den im Deutschen Reiche jeweils geltenden Vorschriften getroffen werden.

Artikel 6.

Deutsche Reichsangehörige, die von der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft beim Betriebe der auf tschechoslowakischem Gebiet gelegenen Bahnstrecken angestellt werden, werden in Rücksicht ihrer Staatsangehörigkeit, sowie der Regelung ihrer rechtlichen Verhältnisse den beim Betriebe anderer Strecken der Deutschen Reichsbahn-Gesellschaft auf dem Gebiete der Tschechoslowakischen Republik angestellten Bediensteten gleichgehalten.

Článek 2.

1. Společnost německé říšské dráhy zřídila na této dráze na československém území v obci Brandově dopraviště, které má sloužiti jen osobní dopravě.

2. Pro československou službu finanční a službu pasové kontroly dá Společnost německé říšské dráhy zdarma k disposici potřebné úřední místnosti v tomto dopravišti, a bude-li třeba, opatří též potřebné byty v obci Brandově za průměrné ceny. Příslušné dohody s československou správou finanční a politickou, obsahující též podrobnější podmínky pro výkon služby, budou sjednány, než bude toto dopraviště odevzdáno všeobecné dopravě.

Článek 3.

Vláda Československé republiky uznává všeobecnou prospěšnost dráhy vedené svídnickým údolím, jmenované v čl. 1., po rozumu § 1. zákona o vyvlastnění z 18. února 1878, č. 30 říš. zák.

Článek 4.

1. Pro železniční trati ležící v Československé republice zůstává vyhrazena plná státní výsost, zahrnujíc v to i soudní a policejní moc, vládě příslušného území, jakož vůbec právní závaznost veškerých, na tomto území platných zákonů, nařízení a předpisů, pokud výjimka výslovně nebude ujednána.

2. Ohledně tarifní a daňové výsosti budou tyto části trati postaveny na roveň ostatním tratím Společnosti německé říšské dráhy, ležícím na československém území, a jest tudíž, pokud v té příčině nebude ujednáno novou mezistátní úpravou, obdobně užívati úmluv a předpisů, které jsou prováděny u podobných tratí.

Článek 5.

1. Železniční policii na tratích ležících na československém území budou vykonávati zřízenci Společnosti německé říšské dráhy za dozoru příslušného československého úřadu, jakož i podle předpisů a zásad platných na československém území.

2. Zařízení pro dopravní službu, zvláště návěští, provedou se také pro trati dráhy svídnickým údolím, ležící na československém území, podle předpisů v Německé říši v tu dobu právě platných.

Článek 6.

Příslušníci Německé říše, které Společnost německé říšské dráhy ustanoví při provozu železničních tratí ležících na československém území, budou ohledně své státní příslušnosti, jakož i úpravy svých právních poměrů, postaveni na roveň zaměstnancům, ustanoveným při provozu jiných tratí Společnosti německé říšské dráhy na území Československé republiky.

Artikel 7.

1. Der Vertrag wurde in zwei Stücken und zwar je in deutscher und tschechoslowakischer Sprache ausgefertigt. Beide Texte sind authentisch.

2. Dieser Vertrag soll beiderseits ratifiziert werden ; die darüber auszufertigenden Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Prag ausgewechselt werden und der Vertrag mit diesem Tage in Kraft treten.

Der Vertrag wird nach Ratifizierung von beiden Staaten in ihrer offiziellen Gesetzsammlung in beiden authentischen Texten verlautbart werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt.

Geschehen in Prag, am 25. März, eintausendneunhundertsiebenundzwanzig.

(Siegel) Dr. Walter KOCH.
(Siegel) D. K. KROFTA.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei Abschluss des vorstehenden Vertrages haben sich die beiden vertragschliessenden Parteien über nachstehenden Punkt geeinigt, welcher einen integrierenden Teil des Vertrages bilden soll :

Solange die im Artikel 2, Absatz 2, vorgesehenen Vereinbarungen über die Dienstausübung nicht abgeschlossen werden, werden die Züge in Brandau durchfahren, ohne anzuhalten.

Geschehen in doppelter Urschrift in deutscher und tschechoslowakischer Sprache in Prag, am fünfundzwanzigsten März, eintausendneunhundertsiebenundzwanzig.

(Siegel) Dr. Walter KOCH.
(Siegel) D. K. KROFTA.

Článek 7.

1. Tato smlouva byla vyhotovena ve dvou exemplářích, a to v řeči německě a československé. Oboje znění je autentické.

2. Tato smlouva bude obapolně ratifikována ; ratifikační listiny o tom sdělané budou co nejdříve v Praze vyměněny a smlouva nabude tím dnem účinnosti.

Po ratifikaci uveřejní oba státy smlouvu ve své úřední Sbírce zákonů v obou autentických tekstech.

Čemuž na svědomí podepsali obapolní plnomocníci tuto smlouvu a připojili své pečeti.

Dáno v Praze, dne 25. března tisícdevětsetdvacetsedm.

(L. S.) Dr. Walter KOCH.
(L. S.) Dr. K. KROFTA.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL

Při sjednání této smlouvy dohodly se obě smluvní strany o tomto ustanovení, které má býti podstatnou částí smlouvy :

Pokud nebudou sjednány úmluvy o výkonu služby, stanovené v článku 2. odstavec 2., budou vlaky Brandovem projížděti bez zastávky.

Dáno prvopisně dvojmo v německé a české řeči
v Praze, dne 25. března tisícdevětsetdvacetsedm.

(L. S.) Dr. Walter KOCH.
(L. S.) Dr. K. KROFTA.

Copie certifié conforme :
Praha, le 15 janvier 1929.
Jan Opocenský,
Directeur des Archives.

[1] TRADUCTION.

N° 1758. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIF A LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UNE LIGNE DE CHEMIN DE FER TRAVERSANT LE SCHWEINITZTAL. SIGNÉ A PRAGUE, LE 25 MARS 1927.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, vu que le Traité du 13 janvier 1916 conclu entre l'ancien Royaume de Saxe et l'ancien Empire d'Autriche, au sujet de la construction d'une ligne de chemin de fer traversant le Schweinitztal (publié dans le *Gesetz- und Verordnungsblatt* pour le Royaume de Saxe, de l'année 1916 (p. 189 et suivantes) et dans le *Reichsgesetzblatt für die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder* N° 26, de 1917 est devenu caduc, ont décidé de régler la même question par un traité.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr Walter KOCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr Kamil KROFTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Le Gouvernement saxon a construit de 1917 à 1924 une ligne de chemin de fer à voie normale entre Kupferhammer-Grünthal et Deutschneudorf, à travers le Schweinitztal. Les Hautes Parties contractantes approuvent le tracé de cette ligne qui franchit la frontière nationale trois fois, à savoir dans la parcelle Brandau sur la Flöha près de l'ancienne tuilerie, dans la même parcelle près de la fabrique de Heinrich Bley et dans la parcelle Katharinaberg.

2. En ce qui concerne les secteurs de ladite ligne, qui sont situés sur le territoire tchécoslovaque, la concession est accordée à la Société des chemins de fer du Reich allemand ou à son successeur juridique par la République tchécoslovaque. Au cas ou ces secteurs seraient transférés sur le territoire du Reich allemand ou si l'exploitation est abandonnée définitivement, cette concession sera considérée comme caduque (expirée).

Article 2.

1. La Société des chemins de fer du Reich allemand a installé près de cette ligne de chemin de fer, sur le territoire tchécoslovaque, dans la parcelle Brandau, un bureau qui ne doit servir qu'au trafic des voyageurs.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 1758. — TREATY BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE CONSTRUCTION AND WORKING OF A RAILWAY LINE THROUGH THE SCHWEINITZTAL. SIGNED AT PRAGUE, MARCH 25, 1927.

Whereas a Treaty concerning the construction of a railway through the Schweinitztal was concluded on January 13, 1916, between the former Kingdom of Saxony and the former Austrian Empire, and was published in the *Gesetz- und Verordnungsblatt* of the Kingdom of Saxony for the year 1916 (pp. 189 et seq.), and in the *Reichsgesetzblatt für die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder*, No. 26 of 1917, and whereas the said Treaty has ceased to have effect, THE GERMAN REICH and THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC have now decided to settle this question by means of a Treaty and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Walter KOCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Kamil KROFTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, after having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

1. Between the years 1917 and 1924, the Saxon Government constructed a standard gauge railway running from Kupferhammer-Grünthal through the Schweinitztal to Deutschneudorf. The High Contracting Parties approve of the tracing of this line which crosses the national frontier three times, namely, in the Brandau Communal lands on the Floeha, near the old tile works, again in the same lands near the factory of Heinrich Bley, and in the Communal lands of Katharinaberg.

2. As regards the sections of the line situated in its territory, the Czechoslovak Republic allots the concession to the German Reich Railway Company or its legal successors. In case these sections of the line should be transferred to German territory, or if they should permanently cease to be operated, the aforesaid concession shall be deemed to have lapsed.

Article 2.

1. The traffic office which the German Reich Railway Company has installed on the railway in Czechoslovak territory in the Brandau Communal lands, shall only be used for passenger traffic.

---

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Dans ce bureau, la Société des chemins de fer du Reich allemand mettra gratuitement à la disposition des services tchécoslovaques des finances et des passeports les locaux qui leur sont nécessaires ; au besoin, elle fournira également, aux prix moyens, dans la commune de Brandau les locaux d'habitation indispensables. Tous arrangements nécessaires à cet effet et contenant également des dispositions détaillées au sujet du fonctionnement du service seront conclus avec l'administration tchécoslovaque des finances et des passeports avant l'ouverture du bureau.

Article 3.

Le Gouvernement de la République tchécoslovaque reconnaît que la ligne de chemin de fer du Schweinitztal, désignée à l'article premier, est une entreprise d'utilité publique au sens du paragraphe 1er de la loi du 18 février 1878 concernant l'expropriation *(Reichsgesetzblatt* N° 30).

Article 4.

1. En ce qui concerne les secteurs de la ligne, situés dans la République tchécoslovaque, il n'est, sauf exception formellement stipulée, dérogé en rien ni à la souveraineté pleine et entière du Gouvernement territorial, ni aux attributions judiciaires et aux pouvoirs de police de ce dernier, ni, en général, au caractère obligatoire de toutes les lois, règlements et prescriptions, applicables sur ce territoire.

2. En ce qui concerne le droits de fixer les tarifs et l'imposition, ces secteurs sont assimilés aux autres lignes de la Société des chemins de fer du Reich allemand, situées sur le territoire tchécoslovaque ; aussi longtemps qu'il n'aura pas été conclu à ce sujet de nouvel arrangement entre les deux Etats, il convient donc d'appliquer, par analogie, les arrangements et prescriptions applicables aux lignes similaires.

Article 5.

1. En ce qui concerne les secteurs situés sur le territoire tchécoslovaque, la police des chemins de fer est exercée par les agents de la Société des chemins de fer du Reich allemand, sous le contrôle de l'autorité tchécoslovaque compétente et conformément aux prescriptions et règles en vigueur sur le territoire tchécoslovaque.

2. Les installations servant à l'exploitation de la ligne, et notamment les signaux, seront établis, même sur les secteurs de la ligne du Schweinitztal, qui sont situés sur le territoire tchécoslovaque, d'après les règlements applicables au même moment dans le Reich allemand.

Article 6.

Les ressortissants allemands que la Société des chemins de fer du Reich allemand emploiera à l'exploitation des secteurs situés sur le territoire tchécoslovaque seront assimilés, en ce qui concerne leur nationalité ainsi que leur statut, aux agents employés à l'exploitation d'autres lignes de la Société des chemins de fer du Reich allemand situées sur le territoire de la République tchécoslovaque.

Article 7.

1. Le présent traité est établi en double expédition, en langue allemande et en langue tchécoslovaque. Les deux textes font foi.

2. The German Reich Railway Company shall place the necessary office accommodation in the above-mentioned traffic office, free of charge, at the disposal of the Czechoslovak financial and passport services, and shall also, should it prove necessary, allot them the requisite dwelling accommodation in Brandau at average prices. Arrangements for this purpose, including detailed instructions for the conduct of work, shall be concluded with the Czechoslovak finance and passport administrations before the traffic office in question is opened for public use.

Article 3.

The Government of the Czechoslovak Republic recognises that the Schweinitztal railway, referred to in Article 1, is a work of public utility within the meaning of paragraph 1 of the Law of February 18, 1878, concerning expropriation (*Reichsgesetzblatt*, No. 30).

Article 4.

1. As regards the sections of the line situated in the territory of the Czechoslovak Republic, nothing in this Treaty shall, unless otherwise expressly stipulated, in any way restrict the complete sovereignty of the territorial Government, including the powers of the judicial and police authorities, and, speaking generally, the binding effect of laws, ordinances and regulations in force in the said territory.

2. As regards the right to fix tariffs and impose taxes these sections of the line shall be assimilated to other sections of the German Reich Railway Company situated in Czechoslovak territory. So long therefore as this question has not been regulated by any fresh agreement between the two countries, the arrangements and regulations made in regard to similar sections of line shall be applicable, *mutatis mutandis*, to these sections.

Article 5.

1. As regards the sections of line situated in Czechoslovak territory, the railway police duties shall be performed by officials of the German Reich Railway Company, acting under the supervision of the competent Czechoslovak authorities, and in conformity with the regulations and rules in force in Czechoslovak territory.

2. The arrangements for working the line, in particular the signalling arrangements, shall be operated, even on the sections of the Schweinitztal railway situated in Czechoslovak territory, in conformity with the regulations in force from time to time in the German Reich.

Article 6.

German nationals employed by the German Reich Railway Company to operate the sections of line situated in Czechoslovak territory, shall be assimilated, both as regards their nationality and their legal rights, to personnel employed to operate othe lines of the German Reich Railway Company situated in the territories of the Czechoslovak Republic.

Article 7.

1. The present Treaty is done in duplicate in the German and Czechoslovak languages. Both texts are authentic.

2. Le présent traité devra être ratifié par les deux Parties ; les instruments de ratification seront échangés, aussitôt que possible, à Prague et la convention entrera en vigueur à cette date.

Après la ratification, les deux textes authentiques du traité seront publiés par les deux Etats dans leur recueil officiel des lois.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Faite à Prague, le 25 mars 1927.

(L. S.) Dr Walter KOCH.
(L. S.) Dr K. KROFTA.

PROTOCOLE FINAL

En concluant le traité ci-dessus, les deux Parties contractantes sont convenues de la disposition suivante qui constituera partie intégrante de la convention.

Aussi longtemps que les arrangements au sujet du fonctionnement du service, prévus à l'alinéa 2 de l'article 2, n'auront pas été conclus, les trains ne s'arrêteront pas à la gare de Brandau.

Fait en double original, en langue allemande et en langue tchécoslovaque, à Prague, le 25 mars 1927.

(L. S.) Dr Walter KOCH.
(L. S.) Dr K. KROFTA.

2. The present Treaty shall be ratified by both Parties ; the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Prague, and the Treaty shall come into force on the same day.

After the Treaty has been ratified, the two authentic texts shall be published by the respective States in their official collections of laws.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Prague March 25, 1927.

(L. S.) Dr. Walter KOCH.
(L. S.) Dr. K. KROFTA.

FINAL PROTOCOL.

When concluding the above Treaty, the two Contracting Parties agreed on the following provision which shall constitute an integral part of the Treaty.

Until such time as the agreements regarding the conduct of work referred to in paragraph 2 of Article 2, have been concluded, the trains shall run through Brandau without stopping.

Done in two original copies in the German and Czechoslovak languages.
Prague, March 25, 1927.

(L. S.) Dr. Walter KOCH.
(L. S.) Dr. K. KROFTA.

N° 1759.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Arrangement relatif à la transmission des livres fonciers. Signé à Aix-la-Chapelle, le 9 juillet 1927.

GERMANY AND BELGIUM

Agreement regarding the Transfer of Land Registers. Signed at Aix-la-Chapelle, July 9, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1759. — DEUTSCH-BELGISCHES ABKOMMEN, BETREFFEND ÜBERLEITUNG DER GRUNDBÜCHER, GEZEICHNET IN AACHEN, AM 9. JULI 1927.

Textes officiels allemand et français communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 28 juin 1928.

DIE PREUSSISCHE JUSTIZVERWALTUNG, handelnd im Namen DES DEUTSCHEN REICHS, und DIE BELGISCHE JUSTIZVERWALTUNG sind übereingekommen, im Interesse der beiderseitigen Bevölkerung die durch die Abtretung von Gebietsteilen beeinflussten Grundbuchsachen auf Grund der in den Artikeln 3, § 2 Abs. 2 u. 4, § 6 der deutsch-belgischen Vereinbarung[1], betreffend die Überleitung der Rechtspflege in den Kreisen Eupen und Malmedy, vom 23. April 1920 von der Deutschen Regierung und der Belgischen Regierung erteilten Ermächtigung durch Vereinbarung zu regeln, und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE PREUSSISCHE JUSTIZVERWALTUNG :

Den Oberregierungsrat STÄGLICH ; und

Den Landgerichtspräsidenten OPPENHOFF ;

DIE BELGISCHE JUSTIZVERWALTUNG :

Den Generalsekretär Dr. jur. VAN WERVEKE.

Die Bevollmächtigten haben ihre Vollmachten gegenseitig vorgelegt, diese in guter und gehöriger Form befunden und sich danach über folgende Bestimmungen geeinigt :

[1] Vol. XII, page 29, de ce recueil.

N° 1759. — ARRANGEMENT GERMANO-BELGE RELATIF A LA TRANSMISSION DES LIVRES FONCIERS. SIGNÉ A AIX-LA-CHAPELLE, LE 9 JUILLET 1927.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place June 28, 1928.

L'ADMINISTRATION PRUSSIENNE DE LA JUSTICE, agissant au nom du REICH, et l'ADMINISTRATION BELGE DE LA JUSTICE, lesquelles, dans l'intérêt des populations des deux côtés de la frontière, sont convenues, en vertu de l'autorisation accordée par le Gouvernement allemand et le Gouvernement belge dans les articles 3, paragraphe 2, alinéa 2, et 4, paragraphe 6, de la Convention germano-belge[1] relative à la transmission des affaires judiciaires dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, du 23 avril 1920, de régler par un arrangement les affaires du livre foncier influencées par la cession de portions de territoire, ont, à cet effet, nommé plénipotentiaires, savoir :

L'ADMINISTRATION PRUSSIENNE DE LA JUSTICE :

M. STÄGLICH, conseiller supérieur de Régence ;

M. OPPENHOFF, président de Tribunal régional ;

L'ADMINISTRATION BELGE DE LA JUSTICE :

Le Secrétaire Général Dr jur. VAN WERVEKE.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur ce qui suit :

[1] Vol. XII, page 29, of this Series.

§ 1.

Soweit die bei einem Grundbuchamte befindlichen Grundbücher sich auf Grundstücke beziehen, die im Bezirke des anderen Staates belegen sind, gelten die folgenden Bestimmungen.

§ 2.

Beziehen sich alle Blätter eines Grundbuchbandes auf Grundstücke, die im Bezirke des anderen Staates belegen sind, so sind die Blätter nicht zu schliessen, sondern an den anderen Staat abzugeben.

Mit dem Grundbuchbande sind die Grundakten sowie besonders verwahrte Urkunden (Geschäftsordnung für die Gerichtsschreibereien der Amtsgerichte § 46) abzugeben. Das gleiche gilt bei Grundstücken, die kein Grundbuchblatt haben, für die sich auf sie beziehenden Schriften.

Die Grundakten sind daraufhin durchzusehen, ob sie Eintragungsbewilligungen, Verfügungen oder sonstige Urkunden enthalten, die sich auf Grundstücke beziehen, welche im Bezirke des eigenen Staates belegen sind. Bejahendenfalls sind beglaubigte Abschriften zu den Grundakten dieser Grundstücke zu nehmen.

§ 3.

Beziehen sich einzelne Blätter eines Bandes auf Grundstücke, die im Bezirke des anderen Staates belegen sind, so sind diese Blätter zu schliessen ; ihr Inhalt ist auf ein neues Blatt zu übertragen. Die neuen Blätter sind zu einem mit einfachem Umschlage zu versehenden Abgabebande zu vereinigen, in welchem sie neue fortlaufende Nummern erhalten.

In den Abgabeband können auch Blätter verschiedener Grundbuchbezirke aufgenommen werden. Soweit es die Zahl der Blätter erforderlich macht, sind mehrere Abgabebände mit durchlaufenden Blattnummern zu bilden.

Auf den Abgabeband finden die Bestimmungen des § 2 entsprechende Anwendung.

Bezieht sich die Mehrzahl aller Blätter eines Bandes auf Grundstücke, die im Bezirke des

Article premier.

Les dispositions des articles suivants seront appliquées aux livres fonciers existant auprès d'un bureau foncier *(Grundbuchamt)*, en tant que ces livres se rapportent à des immeubles situés sur le territoire de l'autre Etat.

Article 2.

Si tous les feuillets d'un volume du livre foncier se rapportent à des immeubles situés sur le territoire de l'autre Etat, ces feuillets ne seront pas clos, mais transmis à l'autre Etat.

Seront transmis, simultanément avec le volume du livre foncier, les actes fonciers *(Grundakten)*, ainsi que les documents conservés séparément (voir paragraphe 46 du Règlement du service intérieur des greffes des tribunaux de bailliage). La même disposition s'applique aux pièces qui se rapportent à des immeubles n'ayant pas de feuillet au livre foncier.

Les actes fonciers devront être vérifiés sur le point de savoir s'ils contiennent des autorisations d'inscription, des dispositions ou d'autres documents se rapportant à des immeubles sis dans le territoire de l'Etat qui devra opérer la transmission de ces actes. En cas d'affirmation, il y aura lieu de joindre aux actes fonciers de ces immeubles, des copies certifiées conformes.

Article 3.

Si un volume contient des feuillets qui se rapportent à des immeubles se trouvant dans le territoire de l'autre Etat, ces feuillets seront clos, et leur contenu sera transcrit sur un nouveau feuillet. Ces nouvelles feuilles devront être réunies sous simple enveloppe en un volume destiné à être transmis et dans lequel elles recevront de nouveaux numéros d'ordre.

Ce volume pourra être utilisé pour réunir des feuillets provenant de différentes circonscriptions du livre foncier. Si le nombre des feuillets l'exige, il sera formé plusieurs volumes, dont les feuillets porteront des numéros d'ordre se faisant suite.

Les dispositions de l'article 2 seront appliquées d'une façon analogue au volume à transmettre.

Si la majorité des feuilles d'un volume se rapporte à des immeubles sis dans le territoire

anderen Staates belegen sind, so ist der ganze Band abzugeben. In diesem Falle sind die Blätter, die sich auf Grundstücke beziehen, welche im Bezirke des eigenen Staates belegen sind, zu schliessen ; ihr Inhalt ist dann auf ein neues Blatt eines beim Grundbuchamte verbleibenden Bandes zu übertragen.

de l'autre Etat, c'est le volume tout entier qui devra être transmis. Dans ce cas, il y aura lieu de clore les feuillets qui se rapportent à des immeubles se trouvant dans le territoire de l'Etat qui transmet le volume, et leur contenu sera transcrit sur de nouveaux feuillets d'un volume qui restera auprès du bureau foncier.

§ 4.

Wird ein Grundbuchblatt über mehrere Grundstücke geführt, von denen die einen im Bezirke des eigenen Staates, die anderen im Bezirke des anderen Staates belegen sind, so sind die letzteren von Amts wegen auf ein neues Blatt des Abgabebandes abzuschreiben.

Befindet sich nur ein Teil eines Grundstücks im Bezirke des anderen Staates, so ist der Teil von Amts wegen auf ein neues Blatt des Abgabebandes abzuschreiben. Die Abschreibung kann erfolgen, auch wenn nur bezüglich des im eigenen Staate belegenen Grundstücksteils ein beglaubigter Auszug aus dem Steuerbuch und eine von dem Fortschreibungsbeamten beglaubigte Karte vorliegt.

In den Fällen der Abs. 1 und 2 ist bei Übertragung der Eintragungen in der zweiten und dritten Abteilung eine Gesamthaft sowohl auf dem alten als auch auf dem neuen Blatte erkennbar zu machen. Die Abschreibung ist sämtlichen aus dem Grundbuch ersichtlichen Personen, zu deren Gunsten eine Eintragung erfolgt war, bekanntzumachen. Auf die Bekanntmachung kann verzichtet werden. Für das neue Blatt sind neue Grundakten anzulegen. Die bisherigen Grundakten haben bei dem Grundbuchamte zu verbleiben. Die Bestimmungen des § 2 Abs. 3 finden entsprechende Anwendung.

Liegen im Falle des § 3 Abs. 4 für einzelne Grundbuchblätter die Voraussetzungen von Abs. 1 oder 2 vor, so sind hinsichtlich dieser Blätter die im Bezirke des eigenen Staates belegenen Grundstücke oder Grundstücksteile auf ein neues Blatt eines beim Grundbuchamte verbleibenden Bandes abzuschreiben. Die Bestimmungen des Abs. 2 Satz 2 sowie Abs. 3 finden entsprechende Anwendung.

Article 4.

Si un même feuillet se rapporte à plusieurs immeubles dont les uns sont situés sur le territoire de l'Etat qui transmet, alors que les autres se trouvent dans le territoire de l'autre Etat, les inscriptions concernant ces derniers seront transcrites d'office sur un nouveau feuillet du volume à transmettre.

Si une partie seulement d'un immeuble se trouve dans le territoire de l'autre Etat, cette partie sera transcrite d'office sur un nouveau feuillet du volume devant être transmis. La transcription pourra être opérée même s'il n'existe, au sujet de la partie sise dans le territoire de l'Etat qui transmet, qu'un extrait légalisé du cadastre et une carte certifiée conforme par le cadastreur.

En transcrivant des inscriptions de la deuxième et de la troisième section, il faudra, dans les cas prévus aux alinéas 1 et 2, faire connaître une responsabilité solidaire, tant sur l'ancien que sur le nouveau feuillet. La transcription sera notifiée à toutes les personnes en faveur desquelles le livre foncier mentionne une inscription. La renonciation à cette notification est admise. Il sera établi de nouveaux actes fonciers pour le nouveau feuillet. Les actes existants resteront auprès du bureau foncier. Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 2 seront appliquées d'une façon analogue.

Si, dans le cas prévu à l'alinéa 4 de l'article 3, il se trouve des feuillets qui remplissent les conditions des alinéas 1 ou 2, les immeubles ou les parties d'immeubles qui y sont inscrits et qui se trouvent situés dans le territoire de l'Etat qui transmet, devront être transcrits sur un nouveau feuillet d'un volume restant auprès du bureau foncier. Les dispositions de l'alinéa 2, phrase 2, ainsi que celles de l'alinéa 3 seront appliquées d'une façon analogue.

§ 5.

Die Abgabe der Grundbuchblätter, Grundakten, Urkunden usw. hat unmittelbar zwischen den beteiligten Grundbuchämtern zu erfolgen.

Die Abgabe beginnt einen Monat nach Unterzeichnung dieses Abkommens.

Article 5.

La transmission des feuillets du livre foncier, des actes fonciers, documents, etc. sera effectuée directement entre les bureaux fonciers intéressés.

La transmission commencera un mois après la signature du présent arrangement.

§ 6.

Die Grundbuchämter der vertragschliessenden Staaten sind verpflichtet, kostenlos und gebührenfrei

a) Einander auf Verlangen aus den abgegebenen Grundbüchern und Grundakten Auskünfte zu erteilen und Ausfertigungen, beglaubigte Abschriften und beglaubigte Auszüge zu übersenden ;

b) Jedem, der ein berechtigtes Interesse darlegt, Einsichtnahme in die abgegebenen Grundbücher und Grundakten an Ort und Stelle zu gestatten.

Article 6.

Les bureaux fonciers des Etats contractants seront obligés

a) De se fournir mutuellement, sur demande, des renseignements concernant les livres et les actes fonciers transmis, et de s'envoyer, les uns aux autres, des expéditions, de même que des copies légalisées et des extraits légalisés ;

b) De permettre à toute personne qui justifiera d'un intérêt légitime, de prendre connaissance sur place des livres et actes fonciers ; et ce sans frais ni taxes.

§ 7.

Dieses Abkommen tritt mit dem Ablaufe des Kalendermonats in Kraft, in welchem es unterzeichnet wurde.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Aachen am 9. Juli 1927.

(L. S.) STÄGLICH.
(L. S.) OPPENHOFF.
(L. S.) VAN WERVEKE.

Article 7.

Le présent arrangement entrera en vigueur à l'expiration du mois dans le courant duquel il aura été signé.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé cet arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double original à Aix-la-Chapelle, le 9 juillet 1927.

(L. S.) STAGLICH.
(L. S.) OPPENHOFF.
(L. S.) VAN WERVEKE.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1759. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND BELGIUM REGARDING THE TRANSFER OF LAND REGISTERS. SIGNED AT AIX-LA-CHAPELLE, JULY 9, 1927.

In virtue of the authorisation conferred by the German and Belgian Governments in Article 3, § 2, paragraph 2 ; and Article 4, § 6 of the Convention between Germany and Belgium regarding the transfer of judicial proceedings in the districts of Eupen and Malmédy, of April 23, 1920, the JUDICIAL ADMINISTRATION OF PRUSSIA, acting on behalf of THE GERMAN REICH, and THE JUDICIAL ADMINISTRATION OF BELGIUM have agreed, in the interests of their two peoples, to settle jointly questions relating to land registers consequent on the surrender of the said territories, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE JUDICIAL ADMINISTRATION OF PRUSSIA :

M. STAGLICH, Oberregierungsrat, and
M. OPPENHOFF, President of the Regional Court ;

THE JUDICIAL ADMINISTRATION OF BELGIUM :

Dr. VAN WERVEKE, Secretary-General.

The Plenipotentiaries, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The provisions contained in the following Articles shall be applicable to land registers at land registration offices *(Grundbuchamt)*, where such registers refer to real estate situated in the territory of the other State.

Article 2.

Should all the folios of any volume of a land register refer to real estate situated in the territory of the other State, such folios shall not be closed, but transferred to the other State.

Together with the volume of the land register shall be handed over all deeds relating to real estate *(Grundakten)* and all other documents filed separately (Cf. § 46 of the Internal Regulations of the Registry of the Local Courts). The same provisions shall apply to documents relating to real estate for which there is no folio in the land register.

Deeds relating to real estate shall be examined in order to see whether they contain authorisations of registration, official rulings, or other documents concerning real estate situated within the territory of the State which is to effect the transfer of such deeds. Should this prove to be the case, certified copies shall be attached to the deeds relating to such immovable property.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

If a volume contains some folios referring to property situated in the territory of the other State, these folios shall be closed, and their contents shall be transcribed on a new folio. The new folios shall be placed together in a transfer volume, furnished with a simple wrapper, in which they shall be given new serial numbers.

Folios from different land registration districts may be collected in this transfer volume. Several transfer volumes having their folio numbered consecutively, may be formed, if the number of folios renders this necessary.

The provisions of Article 2 shall apply *mutatis mutandis* to the transfer volume.

If the majority of the folios in a volume refer to real estate situated in the territory of the other State, the whole volume shall be transferred. In this case, those folios referring to real estate situated in the territory of the State effecting the transfer of the volume shall be closed, and their contents shall be transcribed on new folios in a volume which shall remain with the land registration office.

Article 4.

Where a single folio of the land register refers to different lots of real estate, some of which are situated in the territory of the State making the transfer and some in the territory of the other State, the entries concerning the latter shall be officially transcribed on a new folio in the transfer volume.

If only a portion of the real estate is situated in the territory of the other State, particulars relating to such portion shall be officially transcribed on a new folio in the transfer volume. Entries may be thus transcribed even where there is in existence only an authenticated extract from the cadastral register and an authenticated plan made by the official surveyer in respect of the part situated in the State making the transfer.

In the cases mentioned in paragraphs 1 and 2 a record of joint responsibility shall be made both on the old and new folios when transcribing the entries in the second and third sections. All persons in whose favour entries were made in the land register, shall be notified of such transcription. These notifications may be dispensed with. New deeds relating to the property shall be drawn up for the new folio. The existing deeds shall remain with the land registration office. The provisions of Article 2, paragraph 3, shall apply *mutatis mutandis*.

If in the case referred to in Article 3, paragraph 4, certain folios of the land register fulfil the conditions of paragraphs 1 or 2, the entries in such folios relating to the real estate or parts thereof situated in the territory of the State making the transfer, shall be transcribed on new folios in a volume which shall remain with the land registration office. The provisions of paragraph 2, second sentence, and paragraph 3 shall apply *mutatis mutandis*.

Article 5.

The transfer of folios of the land register, deeds relating to real estate, documents, etc. shall be effected directly between the land registration offices concerned.

The transfer shall begin one month after the signature of the present Agreement.

Article 6.

The land registration offices of the Contracting States shall be bound :

(a) To furnish each other on request with information relating to the land registers and deeds transferred, and to send each other duplicates, certified copies and certified extracts.

(b) To permit all persons, who show that they have legitimate interest, to examine, free of charge and tax, on the spot, the land registers and deeds which have been transferred.

These facilities shall be given without charge or duties.

Article 7.

The present Agreement shall come into force as from the expiry of the calendar month in which it is signed.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Aix-la-Chapelle on July 9, 1927.

(L. S.) STÄGLICH.
(L. S.) OPPENHOFF.
(L. S.) VAN WERVEKE.

N° 1760.

ALLEMAGNE ET PORTUGAL

Déclaration relative à l'application réciproque des dispositions de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 relative à la procédure civile. Signée à Lisbonne, le 21 juillet 1927.

GERMANY AND PORTUGAL

Declaration regarding the reciprocal Application of the Provisions of the Convention of The Hague, of July 17, 1905, relating to Civil Procedure. Signed at Lisbon, July 21, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1760. — ERKLÄRUNG [1] BETREFFEND DIE WECHSELSEITIGE ANWENDUNG DER BESTIMMUNGEN DES HAAGER ABKOMMENS [2] ÜBER DEN ZIVILPROZESS VOM 17. JULI 1905. GEZEICHNET IN LISSABON, AM 21. JULI 1927.

Textes officiels allemand et portugais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 28 juin 1928.

Bezwecks Regelung des Rechtsverkehrs in bürgerlichen Angelegenheiten zwischen dem DEUTSCHEN REICH und DER REPUBLIK PORTUGAL haben die von ihren Regierungen gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten :

FÜR DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister des Deutschen Reichs in Lissabon Dr. Ernst-Arthur VORETZSCH ;

FÜR DIE PORTUGIESISCHE REGIERUNG :

der Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Dr. Antonio Maria DE BETTENCOURT RODRIGUES ;

die nachstehende gemeinsame Erklärung abgegeben :

Die Bestimmungen der Artikel 1 bis 24 des Haager Abkommens über den Zivilprozess vom 17. Juli 1905 sollen in Deutschland auf die Staatsangehörigen der Republik Portugal und in Portugal auf die deutschen Reichsangehörigen Anwendung finden.

Änderungen oder Ergänzungen des Haager Abkommens über den Zivilprozess, die zwischen den Signatarmächten dieses Abkommens unter Beteiligung Deutschlands und Portugals künftig etwa vereinbart werden, sollen auch im Verhältnis zwischen Deutschland und Portugal gleichzeitig in Wirksamkeit treten, ohne dass es des Austausches besonderer Erklärungen hierüber bedarf.

Diese Erklärung soll ratifiziert werden, und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Lissabon ausgetauscht werden. Die Erklärung tritt zwei Monate nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Die Erklärung gilt bis zum 27. April 1929. Von diesem Zeitpunkt an gilt in Ermangelung einer Kündigung die Erklärung als stillschweigend von fünf zu fünf Jahren erneuert.

Die Kündigung muss wenigstens sechs Monate vor dem Ablauf der vorstehend bezeichneten Frist der Regierung des anderen Teils erklärt werden.

Geschehen in doppelter Ausfertigung zu Lissabon, den 21. Juli 1927.

E. A. VORETZSCH.

Dr. BETTENCOURT RODRIGUES.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne, le 24 mars 1928.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 1760. — DECLARAÇÃO [1] RELATIVA Á APLICAÇÃO RECIPROCA DAS DISPOSIÇÕES DA CONVENÇÃO [2] DA HAIA DE 17 DE JULHO DE 1905 SOBRE O PROCESSO CIVIL. ASSINADA EM LISBÔA EM 21 DE JULHO DE 1927.

German and Portuguese official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Declaration took place June 28, 1928.

Com o fim de regular as relações judiciaes em materia civil entre PORTUGAL e a ALEMANHA os abaixo assinados :

PELO GOVERNO PORTUGUÊS :

O Ministro dos Negocios Estrangeiros da Republica Portugueza Dr. Antonio Maria DE BETTENCOURT RODRIGUES ;

PELO GOVERNO ALEMÃO :

O Enviádo Extraordinário e Ministro Plenipotenciário da Alemanha em Lisbôa Dr. Ernst-Arthur VORETZSCH,

devidamente autorizados pelos respectivos Governos, acôrdaram na declaração seguinte :

As disposições dos artigos 1 a 24 da Convenção da Haia de 17 de Julho de 1905 sobre o processo civil serão aplicadas na Alemanha aos nacionaes da Republica Portuguesa e em Portugal aos nacionaes da Alemanha.

Quaesquer alterações ou aditamentos á Convenção da Haia sobre o processo civil em que no futuro conviérem as Potencias signatarias d'essa Convenção com a adhesão de Portugal e da Alemanha terão egual e simultaneamente efeito em relação a Portugal e á Alemanha, sem que seja necessaria a troca de declaraçoes especiaes.

A presente declaração será ratificada, devendo a troca das ratificações ser efectuada, com a possivel brevidade, em Lisbôa. A presente declaração entrará em vigôr dois mezes depois da troca das ratificações.

A presente declaração é valida até 27 de Abril de 1929 e, não sendo denunciada, será, a contar d'essa data, prorogada por tacita recondução por periodos de cinco anos, quando não tenha sido denunciada por uma das partes seis mezes antes de expirar um d'esses periodos.

Feito em duplicado em português e alemão em Lisbôa aos 21 de Julho de 1927.

BETTENCOURT RODRIGUES.
E. A. VORETZSCH.

---

[1] The exchange of ratifications took place at Lisbon, March 24, 1928.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

[1] TRADUCTION.

N° 1760. — DÉCLARATION GERMANO-PORTUGAISE RELATIVE A L'APPLICATION RÉCIPROQUE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905 SUR LA PROCÉDURE CIVILE. SIGNÉE A LISBONNE, LE 21 JUILLET 1927.

En vue de réglementer les relations judiciaires, en matière de procédure civile, entre LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE DE PORTUGAL, les plénipotentiaires soussignés, à savoir :

POUR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

Le Dr Ernst Arthur VORETZSCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Reich allemand, à Lisbonne ;

POUR LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS :

Le Dr Antonio Maria DE BETTENCOURT RODRIGUES, ministre des Affaires étrangères ;

Dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de la déclaration commune ci-après :

Les dispositions des articles 1 à 24 de la Convention de La Haye, du 17 juillet 1905, relatifs à la procédure civile, seront appliquées en Allemagne aux ressortissants de la République de Portugal et au Portugal, aux ressortissants du Reich allemand.

Les modifications ou compléments à la Convention de La Haye sur la procédure civile dont pourront ultérieurement convenir les Puissances signataires de ladite convention, avec l'adhésion de l'Allemagne et du Portugal, entreront également en vigueur dans les rapports entre l'Allemagne et le Portugal, sans qu'un échange de déclarations spéciales soit nécessaire à cet effet.

La présente déclaration sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Lisbonne aussitôt que possible. La déclaration prendra effet deux mois après l'échange des instruments de ratification.

La déclaration restera en vigueur jusqu'au 27 avril 1929. A partir de ce moment, elle sera, si elle n'a pas été dénoncée, considérée comme prorogée de cinq en cinq ans, par tacite reconduction.

La dénonciation devra être notifiée au gouvernement de l'autre Partie, au moins six mois avant l'expiration du délai ci-dessus mentionné.

Fait en double expédition, à Lisbonne, le 21 juillet 1927.

E. A. VORETZSCH.
Dr BETTENCOURT RODRIGUES.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 1760. — GERMAN-PORTUGUESE DECLARATION REGARDING THE RECIPROCAL APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE CONVENTION OF THE HAGUE, OF JULY 17, 1905, RELATING TO CIVIL PROCEDURE. SIGNED AT LISBON, JULY 21, 1927.

With a view to regulating the judicial relations in civil matters between THE GERMAN REICH and THE REPUBLIC OF PORTUGAL, the undermentioned Plenipotentiaries, namely :

FOR THE GERMAN GOVERNMENT :

Dr. Ernst-Arthur VORETZSCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich at Lisbon,

FOR THE PORTUGUESE GOVERNMENT :

Dr. Antonio Maria DE BETTENCOURT RODRIGUES, Minister for Foreign Affairs,

Being duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following joint declaration :

The provisions of Articles 1 to 24 of the Hague Convention of July 17, 1905, concerning civil procedure, shall be applied in Germany to nationals of the Republic of Portugal, and in Portugal to nationals of the German Reich.

Any modifications or amplifications of the Hague Convention concerning civil procedure which may subsequently be agreed upon by the signatory Powers of the said Convention, with the participation of Germany and Portugal, shall become operative forthwith in the relations between Germany and Portugal, without the necessity of a special exchange of declarations for that purpose.

The present declaration shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Lisbon. The declaration shall come into force two months after the exchange of the instruments of ratification.

The present declaration shall remain in force until April 27, 1929. After that date it shall, if it has not been denounced, be regarded as renewed by tacit agreement for successive periods of five years.

Notice of denunciation must be given to the Government of the other Party, at least six months before the expiry of the above-mentioned period.

Done in duplicate at Lisbon on July 21, 1927.

E. A. VORETZSCH.
Dr. BETTENCOURT RODRIGUES.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Imprimé

pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS

par les

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Lausanne (Suisse)

Printed for the

LEAGUE OF NATIONS

by

IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.

Lausanne (Switzerland)